Intelligence Territoriale

Entre Savoirs & Expérimentations (1)

Nous essayons ici de répondre aux questions d’un étudiant, d‘un doctorant au sujet de l’Intelligence Territoriale.

2016

Yann Bertacchini

HP

15/05/2016

**intelligence territoriale[[1]](#footnote-1)** :

*Entre Savoirs & Expérimentation* (1)

**Yann Bertacchini** ([bertacchini@univ-tln.fr](mailto:bertacchini@univ-tln.fr)**)**

Maitre de Conférences, H.D.R (Hors Classe)

*Expert près l’U.E*, E.S.P.E, Académie de Nice,

département « Sciences de l’Ingénieur & du Développement Durable »

&

**Paul Deprez[[2]](#footnote-2)**

ATER, Université de Valenciennes

Laboratoire DeVisu

sur France Culture, en fin d’émission, après que le Dr Jean-Louis Etienne, scientifique et explorateur, ait présenté l’essentiel de son parcours, son milieu d’origine, la rencontre avec un Maître d’école, les valeurs familiales transmises, sa formation initiale (technique et professionnelle), ses études de médecine, entreprises plus tard, puis ses voyages exploratoires, etc, l’animatrice de l’émission lui demandait alors,

«  *Et maintenant, alors que nous arrivons à la fin de cette émission, quel conseil adresserez-vous à la personne qui voudrait s’inspirer de votre parcours, le Dr Etienne répond* : **persévérez**. »

 Yann Bertacchini, marié et père de deux filles, est Maître de conférences, H.D.R (Hors Classe) en Sciences de l’information et de la communication, dans les domaines de l’intelligence territoriale et l’écologie de la communication. Membre du laboratoire I3M-EA 3820 et enseignant à l’ESPE (école supérieure du professorat et d’éducation), département SI2DD (sciences de l’ingénieur et du développement durable). Il est Expert près l’U.E depuis 2001, Exper Régional depuis 2012 et membre de l’AAIRPD (U.S.A) depuis 2013.

De l’année 2000 à 2009 il a été co-organisateur du Colloque international ‘Tic & territoires : quels développements ?’, membre du Comité des Colloques VSST, CIDE et dès 2012 du Symposium ISLC à Izmir en Turquie. Il a été Rédacteur en Chef de la Revue ISDM, relecteur à la revue Communication, membre du Comité de rédaction de la Revue Internationale d’Intelligence économique et *reviewer* pour les éditions britanniques John Wiley & Sons.

Il a dirigé et a participé à une trentaine de jurys de soutenance de thèse de doctorat et les doctorants qu’il dirige ont la particularité d’être tous engagés professionnellement ou titulaires de bourses.

Après avoir servi dans la Marine Nationale, il a rejoint le monde de l’industrie et des services, au sein de Pme/Pmi, d’E.T.I, en France et à l’exportation, sur des postes de cadre et de direction.

Il a rejoint l’Education Nationale après avoir réussi le concours externe du Capet d’Economie et Gestion puis affecté au Lycée Bernard Palissy d’Agen, où il y a crée la section de STS ‘Communication des Entreprises’. Il est ensuite recruté sur un poste d’Agrégé par l’I.U.T de Toulon et participe à la création d’un département pilote ‘Services et Réseaux de Communication’. Auparavant, il avait aussi participé à la création de l’ISSAGE et a été associé à EPSECO Bayonne.

Il va successivement, au sein de ce département, créer la formation ‘Services et Réseaux de Communication’ par alternance dont il assure la direction des études, être directeur des études d’une Licence professionnelle multimédia, être directeur des études d’un DEA à l’Université de Toulon ainsi que celle du Master Recherche qui lui a succédé, enfin, après avoir assuré la responsabilité des stages de la Licence Professionnelle ‘production, télédiffusion audiovisuelle autonome’, il a assuré la direction des études de la Licence Professionnelle ‘Commerce en ligne et gestion des organisations’.

Il a occupé le mandat d’élu local, d’Adjoint au Maire, délégué à la Politique de la Ville, aux Nouvelles Technologies et de Conseiller communautaire de l’Agglomération de Fréjus-St-Raphael en charge des Technologies de l’Information.

Après avoir obtenu soutenu, avec les Félicitations, sa thèse de Doctorat à Toulon en 2014, Paul Deprez, 29 ans, occupe un poste d’ATER en Information-Communication à l’Université de Valenciennes. Il est membre du laboratoire DeVisu et enseigne dans le département d’IUT Tech de Co. Il a obtenu la qualification en 71e section du Cnu.

Originaire du Nord de la France, sa formation universitaire s'est réalisée à l'Université de Lille 1 et Lille 3 (Licence & Master) puis à l'Université de Toulon (Doctorat). Son expérience à l'étranger s'est forgée grâce à une année d'étude à l'Université de Valencia (Espagne) et un stage de Master 2 en Argentine en tant que chargé de projet dans un parc national. A cela s'ajoute, une expérience d'enseignement de la langue espagnole à l'IUT "Services et Réseaux de Communication" de Saint Raphael ainsi que diverses collaborations internationales avec des chercheurs argentins et espagnols (appel à projet ECOS-SUD, rédaction d'articles, conférences internationales).

Durant 2 années, et dans le cadre de sa Recherche, il a travaillé comme Chargé de communication du développement durable pour la ville de Vitrolles, ce qui lui a permis de renforcer son expérience professionnelle.

Aujourd'hui, en tant qu'Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université de Valenciennes et au sein du laboratoire DeViSu, il exerce ses compétences au service de l'organisation des stratégies info-communicationnelles à l'échelle des collectivités territoriales.

Je remercie les *Compagnons de l’Aventure* et je dédie ce livre aux camarades, marins en vie et à ceux qui ont perdu la vie, aux chefs d’entreprise avec qui j’ai eu un plaisir immense à travailler et qui m’ont fait découvrir et aimer l’entreprise, en France et à l’exportation, aux collègues de travail, nombreux, rencontrés ici ou là, dont la carrière a prospéré ou ceux qui ont perdu leur emploi par déficience de leur organisation, aux collègues universitaires, dont certains, ont compris très tôt, l’intérêt de la thématique de l’intelligence territoriale, il y a une vingtaine d’années en arrière.

Je remercie tout spécialement, et sincèrement, les fonctionnaires territoriaux disponibles, compétents, humains, avec qui nous avons collaboré au quotidien et avons formé différentes équipes de compétences, et qui font preuve d’un attachement profond à leur mission.

Je remercie les étudiants du DEA VIC, de leur groupe de travail ‘*Going*’ puis ceux du Master Recherche Distic, les doctorants, actuels et futurs, qui m’ont confié l’encadrement de leurs travaux et avec qui nous publions régulièrement ainsi que les chercheurs étrangers qui, depuis toujours, m’ont encouragé dans la voie de recherche qu’est l’intelligence territoriale.

Enfin, je remercie les Docteurs, Philippe Herbaux, Christian Bois, Yannick Bouchet, Mehdi Rmili, Natacha Romma, Guillaume Perrin, Pierre Maurel, Ludovic Sar, pour nos échanges et, en particulier, Paul Deprez dont j’ai dirigé la thèse et qui a participé à cet ouvrage. Ils ont mené à terme leur Recherche alors qu’ils étaient tous très engagés professionnellement.Ils seront naturellement associés à ce livre.

Je remercie les auteurs présents dans cet ouvrage : Bois ; Bouchet ; Déprez ; *GOING*; Herbaux, etc

Ce livre vous est dédié.

Merci.

Et maintenant, voici quels sont les éléments que j’utiliserai pour tenter de répondre à la question d’un étudiant, futur doctorant ou doctorant, qui m’interrogerait sur l’ensemble structuré que forme l’intelligence territoriale.

Je m’aiderai en ayant recours, entre autres, à des auteurs tels que Rifkin, Latour et Morin.

**A un niveau méta** (Rifkin) : énergie, échanges, liens, communications.

« *La réalité est claire : chaque civilisation énergivore plus complexe qui apparaît dans l’histoire intensifie le rythme, le flux et la densité des échanges humains, et crée davantage de liens entre les gens*. » (Rifkin, 2011, p.29)

« *Les grands tournants économiques de l’histoire naissent de la convergence entre un nouveau régime énergétique et une mutation des communications.* » (*Op.Cit*., p.40)

« *Les civilisations énergivores plus complexes permettent aux humains de comprimer le temps et l’espace*. », (*Op.Cit*., p.44)

**A un niveau méso** (Latour) : assemblées, connections, assemblages, hétérogénéité.

« *Il semble que nous soyons tenus par des « connections » qui ne ressemblent plus aux liens sociaux agréés*. » Latour, 2010, p.14

« *Le pire serait de limiter par avance la forme, la taille, l’hétérogénéité et la combinaison des associations*. » (*Op.Cit*., p.19)

« Quelles *assemblées* pour ces nouveaux *assemblages* ? » (*Op.Cit*., p.375).

**A un niveau micro** (Morin) : complexité, expérimentation, lien, solidarité, vécu.

« *La solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de complexité*. » (Morin, 2005, p.124).

Et aussi, peut être, à mettre en regard, et en écho, de la récente publication du NIC (*National Intelligence Council*) *in* *Global Trends 2030* qui, à l’horizon 2030, identifie les grandes tendances qui structureront le système international : libération de l’individu (*individal empowerment*), démographie, dispersion de la puissance (*diffusion of power*), problématiques d’énergie, d’eau et d’alimentation.

Cette dynamique permet de dégager trois scénarii pour 2030 : « retour en arrière » (*reverse engines*), coopération (*fusion*) et désintégration (*fragmentation*). (Rémy Dupuy, Corinne Lesnes *in* Géo & Politique, p.2, n°20989, *Le Monde*, juillet 2012).

« *La recherche en sciences de l’information et de la communication, c’est la capacité à expérimenter et à adapter des concepts et des méthodes forgés pour d’autres objets dans d’autres disciplines*. »

(Davallon, 2004, p 31) cité par Maurel, (2012, p 19).

**Enfin, A mes chères filles, Amandine et Charlotte**,

Lorsque dans votre vie, vous rencontrerez le doute ou vous ferez face à des obstacles, veuillez vous souvenir des destinées, ***non librement consenties***, de vos grands-parents et parents.

Ensuite, souvenez-vous, toujours, de la maman exceptionnelle que vous avez eue.

Et puis, si cela ne suffit pas, alors, je vous invite à lire et à relire *If,* poème de Rudyard Kipling écrit en 1910. Le poème d’un Humaniste.

Sommaire

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Introduction | Structure de l’ouvrage | p.17 |
|  | Texte-synthèse ‘à propos’ | p.24 |
|  | Texte d’Auteur | p.24 |
|  | Ouverture et clôtures temporaires du sujet | p.25 |
| 2-Définition | Texte-synthèse ‘à propos’ | p.29 |
|  | Texte d’auteur | p.29 |
|  | Intelligence territoriale : une lecture rétro-prospective | p.30 |
| 3. Positionnement | Texte-synthèse ‘à propos’ | p.63 |
| Signes.sens.interfaces.médiation | Texte d’auteur | p.63 |
| Anticipation | Information, Réseaux et Projet territorial | p.64 |
|  | Territoire physique/territoire virtuel,  quelle cohabitation ? | p.80 |
|  | La rupture, un des corollaires de la vitesse. L’intelligence territoriale, une posture d’anticipation | p.90 |
|  | Part du construit sémiologique en intelligence territoriale | p.98 |
|  | Acteurs-réseau et Territoire-Système : modélisation pour l’évaluation du potentiel d’action locale | p.106 |
| 4. Temps, Ruptures, Actions, Anticipations. | Texte-synthèse ‘à propos’ | p.127 |
|  | Texte d’auteur | p.127 |
|  | L’intelligence territoriale : Entre ruptures & anticipations | p.128 |
|  | Les temporalités, l’agir et le territoire | p.132 |
|  | Construire la confiance dans les échanges numériques, cas dans un Pôle de compétitivité | p.141 |
|  | Intelligence Territoriale et cindyniques, ou le danger réduit par un phénomène informationnel et anthropologique | p.147 |
| **5. Applications** | Texte-synthèse ‘à propos’ | p.156 |
|  | Texte d’auteur | p.156 |
|  | Vers une représentation de l’état des liens entre les acteurs locaux | p.158 |
|  | Vers la construction d’un système d’information territorial cindynolytique à Pierre Bénite | p.165 |
|  | L’intelligence territoriale : l’eau, un enjeu fédérateur dans l’émergence du pôle « mer » en région Paca | p.174 |
|  | Sophia-Antipolis : Ante & Post de la projection d’une vision territoriale à l’observation de ses représentations virtuelles | p.184 |
|  | Le Paic : un pont vers le développement de la ‘@-administration’ en Région Paca | p.198 |
|  | L’Université au XXIe siècle : entre tradition & métamorphose.Positionnement, mission, actions | p.206 |
|  | Dispositifs d'information et de communication à base spatiale : contributions à l'intelligence territoriale | p.221 |
| 6. Conclusion/discussion : entre savoirs et expérimentation | Texte-synthèse ‘à propos’ et extrait d’auteur | p.234 |
|  | Intelligence territoriale & Politique de la Ville (Y.Bertacchini) | p.235 |
|  | Entre savoirs et expérimentation  du développement durable : information dynamique, capital informationnel et démocratie de la connaissance (P.Déprez) | p.243 |
|  |  |  |

1. Introduction

Cet ouvrage ne cède pas à un phénomène de mode, ne prétend pas être le remède à quoi que ce soit, encore moins à être un ‘*coup de force*’ théorique mais s’appuie sur un parcours personnel et professionnel, ponctué de ruptures et de changements réguliers de cultures, au cours desquels j’ai rencontré des collectifs de travail et de compétences dans différentes situations d’emploi, paisibles ou plus tendues, en situation de crise ou de développement, collaboratives ou d’opposition, économiques et sociales, technologiques ou moins technologiques.

En effet, après avoir servi dans la Marine Nationale, j’ai rejoint l’entreprise, l’industrie et les services, en France, en Europe et à l’exportation puis dans l’Enseignement Supérieur et la Recherche pour participer à la création de campus, de formations, de directions de thèses enfin, en parallèle, en occupant deux mandats, d’Adjoint au Maire et de Conseiller communautaire.

Ces expériences m’ont permis de posséder une connaissance *in vivo* et *in situ*, intime et raisonnée, des organisations, marchandes et non marchandes, des territoires et des collectivités et appréhender, quelque peu, les ressorts ou l’absence de ressorts humains face à certaines situations critiques. En m’efforçant d’agir, au milieu de ces collectifs humains, avec une attention toute particulière aux êtres et de rechercher, toujours, avec application, à rassembler ce qui peut être épars en d’autres termes, à privilégier le plus grand dénominateur commun ou lorsque cela ne s’obtient pas, le plus petit diviseur.

Après avoir été associé à la rédaction d’études, de rapports, d’ouvrages, la création de campus, d’instituts, des formations, j’ai entrepris l’écriture d’une série (trilogie) intitulée -*Vers l’Intelligence Territoriale*- composée pour l’heure de

\**Territoire & Territorialités* (2002), suivi de

\**Mesurer la distance, Pensez la durée, Mémorisez le virtuel* (2004)

\* *Le territoire dans touts ses états* (2009)

En alternance avec trois éditions du *Petit guide à l’usage de l’Apprenti Chercheur en Sciences Sociales*, (2007, 2011,2013) qui se veut être une réponse et une aide aux multiples questions posées par les étudiants et doctorants aux prises avec leur recherche.

Plus généralement, cette contribution se propose de représenter une rétrospective des pratiques, recherches, travaux, publications qui ont jalonné ces vingt dernières années et conduites avec de nombreux camarades. Depuis le Programme ‘*Mainate*’ (Management de l’Information Appliquée au Territoire) initié en 1994 au sein du laboratoire LePont, la création du Groupe *Going* (groupe d’Investigations des Nouvelles Gouvernances), la défense d’une thèse puis d’une Habilitation à Diriger des Recherches et quelques coopérations en France, et à l’international.

Les travaux qui seront pour partie présentés s’inscrivaient dans un axe spécifique du laboratoire I3m intitulé, en son temps, ‘*intelligence informationnelle’* et dans lequel nous positionnions nos travaux. Pour mémoire, nous en rappelons ici les caractéristiques.

**Histoire de l’axe de Recherche *Intelligence Informationnelle***

La recherche dans le laboratoire I3m centrée sur la notion d’information remonte aux origines de la recherche en Sic (information & communication) à l’Université de Toulon lors de l’association du laboratoire LePont (cofondateur de I3m) avec le Crrm (centre de recherche rétrospective de Marseille, dirigé par le Professeur Dou) de Marseille en 1993. L’intitulé de ces recherches a évolué avec l’inscription de la discipline dans le champ universitaire français et international. De la problématique de veilles (technologique, scientifique, commerciale, stratégique, sociale, etc..), les travaux du laboratoire ont conduit à la définition du concept d’intelligence compétitive, puis d’intelligence économique pour aboutir à une vision plus englobante, plus dybnamique d’intelligence informationnelle qui en caractérisaient les recherches.

**Problématique générale** : **de l’intelligence économique à l’intelligence informationnelle**

L’intelligence informationnelle peut être définie comme une capacité individuelle et collective à comprendre et résoudre les problématiques d’acquisition de données et de transformation de l’information en connaissance opérationnelle, c’est-à-dire orientée vers la décision et l’action. Elle peut être envisagée comme un champ théorique et expérimental commun au renseignement, à l’intelligence économique, à l’intelligence territoriale, mais également à toutes les approches centrées sur l’information comme support de décision orienté vers l’action.

Dans leur dimension *outil*, ces « sphères informationnelles » mobilisent les techniques d’analyse de données, des indicateurs infométriques, web-métriques, bibliométriques, scientométriques, l’analyse des réseaux sociaux, les techniques de datamining ou de fouille de données. Si nous ne réduisons pas la maîtrise de l'information à des aspects techniques, d'organisation ou de gestion en revanche, les travaux qui s’inscrivent dans le sillon de cet axe de recherche font largement appel à des Recherches-actions conduites dans des domaines pouvant correspondre à des problématiques de construction d’indicateurs scientométriques de l’évaluation de la recherche, d’intelligence économique dans les organisations, d’intelligence territoriale, d’intelligence sectorielle sur internet. C'est notre propre compréhension de l’infosphère et notre capacité à concevoir et mettre en œuvre une infostratégie qui orientera notre avenir individuel et collectif.

Nous inscrivons nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication et, en tant que tels, ils se référent aux approches sociales, c’est-à-dire inter relationnelle, à la théorie systémique, c’est-à-dire informationnelle (théorie de l’information et de l’énergie associée imputable, entre autre, aux Tic) enfin, au constructivisme, c’est-à-dire à une approche communicationnelle compréhensive en relation avec l’organisation territoriale et en référence à la territorialité qui compose et recompose le territoire.

Le point commun entre ces travaux et leurs auteurs se retrouve dans l’expression ‘intelligence territoriale’. Ils ont permis, en 2004, de proposer une définition, parmi d’autres, de cette intuition de départ que fût la réunion des deux termes suivants, l’intelligence & le territoire, pour donner naissance à une audacieuse expression, l’intelligence territoriale dont nous revendiquons l’ancrage en Sciences de l’information & de la communication et qui a été reconnue en 2005 par les instances de Commission nationale universitaire (Cnu 71e section).

Nous empruntons à J.J.Girardot de l’Université de Franche Comté (<http://www.intelligence-territoriale.fr>) cet état de l’art limité sur l’Intelligence Territoriale auquel nous avons contribué.

**État de l’art de l'intelligence territoriale**

L’intégration des équipes de recherche et des acteurs territoriaux pour donner aux outils d’intelligence territoriale une dimension européenne remet en question l’usage des outils, méthodologies, procédures de recherche et bases de données ainsi que les pratiques, la participation, le partenariat et l’approche globale. Quel est l’état de l’art actualisé dans ce domaine qui requiert une approche multidisciplinaire des champs de la connaissance territoriale, de la gouvernance territoriale et de l’ingénierie territoriale ?

Traditionnellement, l’Intelligence Territoriale s’est nourrie de l’économie, de la géographie, des Sciences et Technologies de l’Information et la Communication (STIC) et de la gestion du savoir. Les liens avec l’intelligence économique et les STIC sont souvent cités dans les définitions actuelles de l’intelligence territoriale. Les systèmes d’intelligence territoriale ont besoin d’utiliser les processus traditionnels de transmission de l’information et les technologies de l’information et de la communication à travers les sites Intranet ou Internet, la documentation, les systèmes d’information géographique et l’analyse de données.

Les activités de recherche en Intelligence Territoriale actuellement en cours sont principalement dirigées par Jean-Jacques Girardot ([http://mti.univ-fcomte.fr](http://mti.univ-fcomte.fr/)) ainsi que par Philippe Dumas et Yann Bertacchini (<http://i3m.univ-tln.fr>). Leurs définitions suivent la même dynamique et affirment que l’intelligence territoriale :

* Concerne « *tout le savoir multidisciplinaire qui améliore la compréhension de la structure et des dynamiques des territoires* » (Girardot, 2002)
* Permet « *une évolution de la culture du local fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signaux et informations, pour fournir au décideur, et au moment opportun, l’information judicieuse* » (Herbaux, 2002)
* Rapproche « *l’intelligence territoriale en tant que processus cognitif et d’organisation de l’information, et le territoire en tant qu’espace de relations significatives* » (Dumas, 2004)
* Ou encore « *un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis consiste dans des transferts de compétences entre des catégories d’acteurs locaux de culture différente*. » (Bertacchini, 2004)

Nous situerons notre ouvrage dans le cadre épistémologique proposé par la dernière définition pour la médiation qu’elle propose et la vision dynamique que nous associons à nos recherches actuelles et futures.

Nous en avons déduit la structure suivante de l’ouvrage.

Structure de l’ouvrage

Nous avons intitulé cet ouvrage *Intelligence territoriale.* Entre Savoirs et expérimentations (1) en premier lieu parce que nos recherches ont toutes été associées à une commande spécifique, commande d’Etat en Région Nord Pas de Calais, contrat de Recherche dans l’est-Var, Bourses régionales en Région Paca, Coopération décentralisée Franco-Tunisienne, Collaboration intercommunale en région Languedoc Roussillon, etc, de façon à répondre à des besoins de connaissance et d’actions.

Cet ouvrage est composé de six parties, de l’introduction à la conclusion,  qui s’appuieront quelques fois sur les textes de conférence, d’articles co-écrits avec d’autres camarades qui seront cités lorsque cela se présentera.

A chaque partie de l’ouvrage, nous avons associé un extrait de texte d’Auteur. Nous laissons le soin aux lecteurs de retrouver la parenté entre cet extrait et le contenu de chaque partie. Par ce texte, nous ne proposons pas de guide, tout au plus un écho d’arrière plan. Nous avons également associé à chaque partie, un texte-synthèse, de quelques lignes dénommé ‘*à propos’*.

* L’introduction pose la problématique d’ensemble

Nous avons choisi de porter ce texte en ouverture de l’ouvrage et cela, malgré qu’il soit limité dans ses développements. Nous l’avons choisi parce qu’il vient ponctuer, illustrer ces années de réflexion théorique nourrie, d’ajustements-confrontations avec d’autres disciplines, de lente imprégnation de *textes fondations*, de tâtonnements des territoires par la ‘mise en chantiers’ de nos intuitions, de discussions, de débats, de séminaires enfin, parce que nous y exposons en substance notre conception de la place du chercheur dans la Cité.

Nous pouvons remarquer combien, comment, ce texte, comme les autres contributions, se nourrit de tout ou parties des autres textes réunis dans le cadre de cet ouvrage illustrant de la sorte le principe de la co-construction, le phénomène de la fertilisation croisée voulues par des auteurs qui se reconnaissent dans une même veine de Recherche et qui répondent aux défis vécues ‘*en situation’* attelées à une tache passionnante malgré les oppositions, les incompréhensions. Leurs expériences professionnelles diverses ont été précieuses parce qu’ouvertes, transversales et mobilisées dans une attitude bienveillante.

* + La partie introductive 1 s’intitule « une introduction d’appétence : sous forme d’ouverture et de conclusions temporaires du champ de recherche. »

Extraits de texte d’Auteur associé : Epistémologie de la complexité, les malentendus.

Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, (1ere édition 1990), Seuil, Paris, 2005.

Il s’agit d’un texte court, qui certes emprunte à plusieurs contributions enrichies au fil des ans, mais nous l’avons volontairement choisi ramassé pour mieux situer en quelques pages notre intention, le positionnement disciplinaire, la proposition d’hypothèses associées ainsi que la présentation de la forme et du ton de l’ouvrage. Les parties et textes suivants amplifieront les amorces dévoilées succinctement dans cette partie introductive.

* + La partie 2 s’intitule « Définition ».

Extraits de texte d’Auteur associé : Genèse 49,8 - 49,24, *Bénédictions de Jacob*,

La Bible Osty, Emile Osty et Joseph Trinquet (traduction, introduction, notes), (Annexes) Ed : Seuil, 1973.

Nous développerons ici les points saillants évoqués dans la partie précédente au fil d’un texte qui se propose de recourir à une lecture *rétro prospective* structurée autour des points suivants. Le constat introductif sur la relation ‘dispositifs et organisation’ met en exergue la notion de distance et l’*hypermodernité* comme temps de la pensée et du dépassement de la modernité apte à embrasser les problématiques actuelles. Nous décrirons ici l’appareillage intellectuel, théorique, pratique de l’Intelligence territoriale en l’associant à une 1ere lecture rétro prospective du territoire. Enfin, nous proposerons quelques éléments de prospective issus de recherches doctorales et de la conduite de projets en intelligence territoriale.

* + La partie 3 s’intitule « Positionnement ».

Extraits de texte d’Auteur associé : Le virtuel.

Jean Baudrillard, *Les mots de passe,* Le livre de poche, biblio essais, Edition 02 : Pauvert, mai 2007.

Nous allons ici présenter le projet territorial, entre information et réseaux d’acteurs, dans la combinaison des territoires physiques avec ceux virtuels, ou dématérialisés, qui appelle à définir, préciser la position et la position des acteurs au sein d’un ensemble plus vaste, dont nous proposons une modélisation, et que nous avons réuni sous le titre ‘acteur-réseau et territoire-système’ parce que la rupture est un des corollaires de la vitesse et que l’intelligence territoriale est une posture d’anticipation.

* + La partie 4 s’intitule « Temps, Ruptures, Actions, Anticipations ».

Extraits de texte d’Auteur associé : Gaston Bachelard, *L’intuition de l’instant*, in *Introduction à la poétique de Bachelard*, Jean Lescure, Ed : Denoël, 1965.

En ouverture de cette partie, nous positionnerons l’intelligence territoriale : entre ruptures & anticipations pour annoncer un point nodal dans la prise en compte des temps différenciés et autorisés par le développement technologique, l’aspect du temps ‘Les temporalités, l’agir et le territoire’. Ensuite, nous évoquerons en quoi dans un pôle de compétitivité la construction de la confiance revêt un aspect particulier et comment le danger associé aux risques, réels, perçus peuvent être réduits par une approche informationnelle et anthropologique en combinant intelligence territoriale et cyndiniques.

* + La partie 5 s’intitule « Applications. ».

Extraits de texte d’Auteur associé : Bruno Latour, *Changer de société*, *refaire de la sociologie*, La Découverte/Poche, (suite du 1er tirage) 2010.

Nous avons souhaité accorder une place importante aux textes recueillis dans cette partie afin de jalonner les chantiers ouverts ces dernières années. Ces applications ont discuté puis conforté nos hypothèses premières pour montrer la capacité d’amplitude de l’intelligence territoriale à se trouvé confronter à ces matières. Nous montrerons un état des liens des acteurs locaux pris sur deux territoires distincts. Ce texte fût précurseur pour son aptitude à montrer, à l’aide d’une analyse réseau, combien sont vitaux les réseaux d’acteurs de culture différente sur un territoire. Nous présenterons la définition d’un système d’information pour la prise en compte de risques industriels sur un territoire.

Dans le cadre d’une collaboration avec la région Paca nous rappellerons les résultats obtenus de notre étude sur la contribution des Paic (point d’accès à l’internet citoyen) au développement de la E administration. Nous présenterons les Distic (dispositifs sociotechniques d’information et de communication) mis en œuvre dans le cadre d’une recherche doctorale menée en Languedoc Roussillon. Nous évoquerons la recherche menée à l’aide des concepts de l’intelligence territoriale sur les représentations virtuelles d’une technopole. Puis, nous changerons de dimension pour présenter deux réflexions l’une centrée sur la définition de l’université du 21e siècle l’autre, sur la prise en compte de l’eau comme élément fédérateur dans l’émergence d’un pôle de compétitivité.

* + La partie 6 s’intitule « Conclusion/Discussion : entre savoirs & expérimentations ».

Extraits de texte d’Auteur associé : Jeremy Rifkin, ***Une nouvelle conscience pour un monde en crise****,* Vers une civilisation de l’empathie,Les Liens qui libèrent, 2011.

Nous relatons la rencontre qui eut lieu de 2008 à 2014 entre « Savoirs et expérimentations » alors que nous exercions deux mandats électifs. Nous nous attarderons dans cet ouvrage au croisement entre Intelligence Territoriale et Politique de la Ville. Paul Déprez évoquera, sur la base de ses recherches réçentes, la relation Entre savoirs et expérimentation  du développement durable les rôles de l’information dynamique, du capital informationnel et de la démocratie de la connaissance.

D’inégale amplitude, chaque partie et section de cet ouvrage réunissent, ou pas, des contributions de praticiens du territoire, de chercheurs apprentis, de doctorants, de chercheurs débutants & confirmés, c’est-à-dire en un mot, d’acteurs, quelque fois de culture différente, souvent de régions différentes et qui ont vu un intérêt à se situer dans le sillon de ces travaux. Qu’ils en soient ici remerciés parce qu’à chaque fois, ils ont permis à la confiance de se libérer et de participer.[[3]](#footnote-3)

**Texte-synthèse ‘*à propos’***

Dans cette introduction, nous précisons au lecteur l’intention de notre ouvrage, son arrimage, à la fois, à notre parcours personnel tout autant que professionnel, ainsi qu’à des éléments de réponse pour saisir l’ensemble structuré que forme l’intelligence territoriale.

Nous rappelons que cet ouvrage ne cède pas à un phénomène de mode, ne prétend pas être le remède à quoi que ce soit, mais s’appuie sur un parcours personnel et professionnel, ponctué de ruptures et de changements réguliers de cultures, au cours desquels j’ai rencontré des collectifs de travail et de compétences dans différentes situations d’emploi, paisibles ou plus tendues, en situation de crise ou de développement, collaboratives ou d’opposition, économiques et sociales, technologiques ou moins technologiques. Ces expériences m’ont permis de posséder une connaissance *in vivo* et *in situ*, intime et raisonnée, des organisations, marchandes et non marchandes, des territoires et des collectivités et d’appréhender, quelque peu, les ressorts ou l’absence de ressorts humains face à certaines situations critiques.

Nous revenons sur l’ancrage disciplinaire de cette thématique de recherche en Sciences de l’Information et de la Communication, son inscription dans un axe de recherche particulier du laboratoire I3M, au sein de cet axe, le glissement de l’intelligence économique vers l’intelligence informationnelle, un sommaire état de l’art en précisant le cadre épistémologique, la structuration de l’ouvrage et les informations d’usage au confort du lecteur pour la ‘prise en mains’ de l’ouvrage. Nous détaillons chaque partie de l’ouvrage de la manière suivante : intitulé, texte-synthèse *à propos*, texte d’Auteur choisi, contenu de chaque partie.

Nous terminons donc cette introduction par un texte ‘*Une introduction d’appétence: sous forme d’ouverture et de réouvertures temporaires du champ de recherche*’ qui pose les jalons des développements ultérieurs abordés au fil de l’ouvrage.

**Texte d’Auteur**

*Epistémologie de la complexité*

« *Tout d’abord, je crois que la nécessité même du type de pensée complexe que je suggère nécessite la réintégration de l’observateur dans son observation. Moi-même, j’étais ici totalement sujet et totalement objet, entre vos mains. J’ai eu de cette double situation une impression très excitante et un peu décourageante.*

*Très excitante parce que- je ne le dis pas pour faire des compliments –toutes vos interventions m’ont frappé par leur intelligence. J’ai participé à des colloques, à des débats, mais ici tout ce que vous disiez me concernait, m’intéressait. Et de plus, j’avais l’impression que, pour moi, cela pouvait m’être utile non seulement pour réfléchir mais peut-être pour mieux m’exprimer. Je dois dire aussi que cela m’a donné le souhait que se renouvellent de telles expériences, pas seulement pour moi mais pour d’autres qui vivent une aventure qui, de facto, sinon de jure, les mène à traverser des disciplines, à faire des voyages dans le savoir.Je crois qu’il est important que quiconque effectue ce type de cheminement puisse être confronté à des gens que l’on peut appeler spécialistes, possédant une compétence précise dans un domaine, et qu’il soit prêt à essuyer leurs critiques. Il est important aussi de considérer ce que peut être le malentendu* »*.* (p.127) ../..

*Les malentendus*

« *Tout d’abord, premier type de malentendu. A de nombreuses reprises, il m’est apparu qu’on avait de moi la vision d’un esprit se voulant synthétique, se voulant systématique, se voulant global, se voulant intégratif, se voulant unifiant, se voulant affirmatif et se voulant suffisant. On a l’impression que je suis quelqu’un qui a élaboré un paradigme qu’il sort de sa poche en disant : « Voilà ce qu’il faut adorer, et brulez les anciennes tables de la Loi. Ainsi à plusieurs reprises, on m’a attribué la conception d’une complexité parfaite que j’opposerai à la simplification absolue. Or, l’idée même de complexité comporte en elle l’impossibilité d’unifier, l’impossibilité d’achèvement, une part d’incertitude, une part d’indicibilité et la reconnaissance du tête-à-tête final avec l’indicible. Cela ne veut pas dire pour autant que la complexité dont je parle se confond avec le relativisme absolu, le scepticisme du type Feyerabend.* » (p.128) .../..

**Edgar Morin**, *Introduction à la pensée complexe*, (1ere édition 1990), Seuil, Paris, 2005

En guise d’ouverture et de clotures temporaires du champ de Recherche

Avec le recul, très court, de plus d’une vingtaine d’années d’un processus de type essai-erreur engagé sur le sujet et la tentative de délimitation d’un ‘nouveau’ champ de recherche en Sciences de l’Information et Communication, nous essaierons par cette contribution de proposer un cadrage de ‘l’intelligence territoriale’ en tant que capacité d’intelligence collective mobilisable sur un territoire ou résultat d’un démarche collective. Nous fonderons notre propos sur l’acquis cumulé d’un ancrage théorique avec plusieurs expériences, Recherches ou applications d’ordre pratique terminées, en cours et à venir.

**Posture théorique et engagement du Chercheur Acteur**

L’intelligence territoriale, objet et champ scientifique, se pose à la convergence de l’information, de la communication et de la connaissance, traduit une relation ‘Espace-territoire’, succède à la territorialité, en tant que phénomène d’appropriation ou de réappropriation des ressources, enfin, permet l’énoncé du projet territorial lorsque l’échelon territorial arrive à le formuler. D’un point de vue épistémologique et méthodologique, l’expression, certes audacieuse, d’intelligence territoriale souligne la construction d’un objet scientifique qui conduit in fine à l’élaboration d’un méta-modèle du système territorial inspiré des travaux de Schwarz[[4]](#footnote-4). Pour ce qui nous concerne, cette démarche ne vise pas exclusivement à une modélisation de nature systémique associée à une matrice des processus territoriaux de nature structuraliste et fonctionnaliste. Nous inscrivons nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication et, en tant que tels, ils se référent aux approches sociales, c’est-à-dire inter relationnelle, à la théorie systémique, c’est-à-dire informationnelle (théorie de l’information et de l’énergie associée imputable, entre autre, aux Tic) enfin, au constructivisme, c’est-à-dire à une approche communicationnelle compréhensive en référence à la territorialité qui compose et recompose le territoire.

Nous compléterons cette synthétique présentation en rappelant, comme l’ont souligné déjà d’autres travaux, dans d’autres disciplines, que l’étude d’un territoire sous tend une connaissance initiale incertaine, il est donc nécessaire de souligner le caractère heuristique de cette approche et que sur un plan ontologique, nous nous référons à une pragmatique du territoire et de ses acteurs, du Chercheur dans sa relation avec la Société. Enfin, nous croyons utile de préciser que l’intelligence territoriale ne saurait se limiter et être réduite à une démarche de veille mais, relève plutôt d’une logique de projet de type ‘*Bottom up’* qui va tenter de diffuser les éléments d’une attitude *pro-active* ou d’anticipation des risques et ruptures qui peuvent affecter le territoire.

Dans la poursuite de cette introduction plutôt de nature théorique, nous préciserons que notre conception de l’intelligence territoriale met l’accent sur, la solidarité de destin en réponse à l’accroissement de la complexité comme l’évoque la proposition de Morin (2005), p124 : *la solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de la complexité*[[5]](#footnote-5) et d’autre part, compte tenu de l’inscription de nos travaux en S.I.C, sur l’enjeu associé à ce champ, à savoir que la communauté des enseignants chercheurs en Sic est invitée à adopter une attitude résolument pro active dans les mutations en cours en s’emparant des opportunités offertes par les pôles de compétitivité tout en ayant présent à l’esprit le défi que souligne Mucchielli,(2004) p.146 « *Les années à venir nous diront si les sciences de l’information & de la communication parviendront à se fortifier dans leur interdisciplinarité*. ».

**De l’environnement et des ressources à mobiliser**

L'environnement du territoire et ses composants technologiques, financier, juridique, humain ont muté vers davantage de complexité. Mais, la complexification et son corollaire, l’incertitude, font peur. Les savoirs requis de la part des acteurs en charge de définir, d’appliquer et de suivre les réalisations d’une politique locale ont également évolué. Comment dès lors orchestrer ces mouvements pour bâtir une intelligence, que nous nommons territoriale en référence à un mouvement de développement du local, à partir des ressources localisées en mobilité ou latentes ? Nous présenterons dans notre contribution et ce, à partir de notre expérience, les hypothèses préalables à l’engagement ou Comment mobiliser des ressources locales  après détecté leurs gisements de potentialités?

**Un préalable à la mise en commun d'expériences**

Pour prétendre à la dynamisation spatiale de leur contenu, les collectivités locales détectent puis combinent les compétences disponibles, localisées et/ou mobiles. Ce travail d’inventaire est opéré en vue de structurer leur capital de ressources et d’intelligences dans l’optique de faire aboutir une politique de développement. La connexion de ce capital latent ou révélé ne s’obtient pas dans tous les cas. Nous allons considérer le préalable à une tentative de développement territorial.

Nous formulerons l’hypothèse suivante : «*L'existence ou l'inexistence d'un réseau de relations entre acteurs locaux peut s'avérer être une barrière ou un catalyseur dans la construction ou la reconstruction du lien territorial*.» (Bertacchini, 2000).Ce tissu relationnel, physique ou virtuel, permet la mobilisation des compétences locales autour d'un objectif partagé et dans l’hypothèse de compétences complémentaires à réunir, à faciliter leur acquisition par un mode d’apprentissage approprié. Ainsi, puisqu' il y a inégalités d'accès, ces dernières engendrent des asymétries dans les mécanismes d'évaluation des auteurs de l'histoire locale. Sur la base de cette hypothèse, les espaces engagés dans la voie de leur médiatisation ne possèdent pas tous la même capacité d’accès au développement.

Les informations transmises, échangées par leurs membres sont entachées d'une déficience, d'une déformation de leur contenu et dans leur incapacité à former le réseau relationnel. A priori, l'histoire de ces acteurs locaux ne leur permet pas ou leur interdit d'investir dans leur futur. A posteriori, la déficience du contenu de l'information échangée ne favorise pas leur adhésion au réseau. Dès lors, les relations affichées mais non partagées autour de cet objectif ne peuvent se reproduire durablement et compromettent la valorisation territoriale. La construction du lien social échoue et la transmission d’un patrimoine collectif ne s’opère pas. La tentative de médiation, l’intelligence territoriale, que nous proposons peut s’avérer être une réponse.

Le point de départ et d’arrivée : le capital formel territorial

A l’origine physiques, les échelons territoriaux ont intégré ou intègrent progressivement les TIC. Ces dernières brouillent les découpages administratifs et favorisent l’émergence de territoires virtuels. Ainsi, la " société de l'information " se construit. S’il est primordial que les territoires intègrent ces technologies de l’information et de la communication, il est tout aussi nécessaire qu’ils la nourrissent, au risque de se trouver marginalisés sur un plan national comme international. Le processus d’intelligence territoriale que l’on peut qualifier de démarche d’information et de communication territoriales trouve ici sa pleine justification dans l’aide apportée à la constitution du capital formel d’un échelon territorial (Bertacchini, 2004). A notre sens le capital formel d’un échelon territorial est le préambule à toute politique de développement, qu’il s’agisse de politique de mutation territoriale, de reconversion, ou d’innovation.

Nous voyons bien ainsi, que les aspects portent en effet tout autant sur un volet infrastructures, réseaux de télécommunications à haut débit (tuyaux) que sur les supports et le contenu des documents numérisés créés grâce à ces outils. De tels enjeux intéressent tous les secteurs de la société, de l'éducation à l'économie en passant par la santé ; du monde de l'administration à celui de l'entreprise, en passant par le particulier. L’intelligence territoriale s’appuie sur un maillage de compétences pluridisciplinaires détenues par des acteurs locaux de culture et donc de codes différents.

**Les hypothèses de la *grammaire* territoriale**

D’un point de vue des S.I.C[[6]](#footnote-6), ce processus informationnel autant que anthropologique suppose la conjonction de trois hypothèses :

-Les acteurs échangent de l’information (génération d’énergie à titre individuel et/ou collectif) ;

-Ils accordent du crédit à l’information reçue (captation-échange de l’information);

-Le processus de communication ainsi établi, les acteurs établissent les réseaux appropriés et transfèrent leurs compétences (mobilisation et transfert d’énergie : formulation du projet).

Lorsque ces hypothèses sont réunies et vérifiées, les gisements potentiels de compétences peuvent être repérés à l’aide d’une action d’information et de communication territoriales puis mobilisés dans la perspective de l’écriture d’un projet de développement. Nous pensons qu’il s’agit du préambule à la définition d’une politique de développement local de nature endogène apte à répondre au rapport concurrentiel à venir entre les territoires.

**Innovation et local**

Le territoire sera prochainement plus orienté dans un rapport de force concurrentiel où le traitement de l’information sera essentiel (Herbaux, 2005). Les mutations culturelles liées au développement des TIC, les nouvelles formes d’affrontement indirect résultant de cette évolution technologique sont encore mal identifiées par les acteurs du territoire. En exemple, la captation de l’installation d’une entreprise et des taxes locales associées avaient trouvé une solution prompte dans les contrats d’agglomération et de communautés de commune qui en mutualisaient les recettes ; ce faisant elle en limitait de fait un processus d’apprentissage dans la conquête de ressources. La mondialisation, les délocalisations obligent les pays à puiser dans les projets à dominante culturelle et touristique pour espérer capter quelques revenus d’une population de nomades aisés. La concurrence épuise l’originalité des projets et leur essoufflement ne résidera pas dans un aspect uniquement technique.

Le territoire doit évoluer dans sa culture et accéder à une véritable mutualisation de l’information au sein d’un processus d’intelligence territoriale dont Bertacchini (Bertacchini, 2004) propose la définition suivante :

«*On peut considérer l’intelligence territoriale comme un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet [...] L’objectif de cette démarche, est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l’échelon territorial à développer de ce que nous avons nommé le capital formel territorial*».

Le territoire avec ses rites, ses héros, ses symboles et ses valeurs qui en constituent l’histoire, compose le théâtre d’un  non-dit qui rythme les échanges entre les hommes. Il y a capitalisation d’une culture des signes et des postures (l’habitus de Bourdieu), (Bourdieu, 1994) p.24 qui établit une grammaire de communication et fonde l’identité du groupe local  Ce constat se trouve au centre de la recherche sur les problématiques territoriales au Québec (Herbaux, 2004) et nous éloigne des prophéties béates sur les rôles des TIC (Sfez, 1999).

**Du territoire politique vers l’identité territoriale**

La création d’un environnement favorable  est un pré requis de toute innovation émergente au sein de la société ; c’est ce que Pélissier (2001) évoque dans la supériorité des structures et Gourou (1973) p.26 dans les techniques d’encadrement. Un premier objectif est de créer localement un terrain institutionnel, informationnel, comportemental où les acteurs puissent exprimer leurs perceptions, enrichir leurs savoirs, affirmer leurs compétences et peser sur le processus de développement ; il porte sur l’environnement politique, la reconnaissance d’un pouvoir local, l’instrumentation technique et administrative et la re mobilisation sociale des acteurs locaux. Les modalités d’échange des informations sont au centre de ces rapports.

Cette approche du territoire consiste à définir le cadre conceptuel de l’accompagnement d’un processus démocratique ascendant et la proximité spatiale est au cœur de cette spécificité territoriale. Elle n’est pas forcément impliquante de proximité sociale et identitaire, mais relève d’une première étape de construction d’un nouveau territoire, à travers un processus graduel d’émergence d’appropriation territoriale, qu’il s’agit d’accompagner et de favoriser. Cette appropriation, phénomène de représentation symbolique par lequel les groupes humains pensent leur rapport à un espace matériel, ne peut se construire que par l’intégration progressive d’un sentiment local, au travers d’un processus mental collectif. Brunet (1990) nous a instruit que la prise en considération du seul espace vécu a montré ses limites et que l’émergence d’une identité territoriale ne peut pas se résumer à une activité économique, sociale ou culturelle commune dépourvue d’existence politique ou administrative reconnue. La seule facette du vécu au sein du local, n’est ni génitrice, ni constitutive du territoire.

En témoignage, l’habitat de résidence secondaire n’est pas obligatoirement concourant à un engagement dans le projet local. Enfin, l’identité territoriale ne se réduit pas davantage à une identité politico juridique ou à l’enracinement dans un lieu ;  il y faut cela, et quelque chose de plus : une conscience (Brunet, *Op.Cit*). Il s’agit ainsi de faire émerger un espace politique local (Lévy, 1997), dont les acteurs se sentent responsables et où se jouent des relations de pouvoir (Bourdieu, 1980) en vue de son appropriation (Raffestin, 1981).Durkheim, (1977), p.138 avance «*Pour que les suffrages expriment autre chose que les individus, pour qu’ils soient animés dès le principe d’un esprit* »

**En conclusion temporaire de l’introduction: une évolution de la posture informationnelle**.

Cette capacité collective, l’intelligence territoriale, du territoire à anticiper les ruptures qui vont l’atteindre, nécessite la mise en œuvre d’une évolution de sa culture.

Cette modification des relations et des échanges, une logique de projet, doit alors s’adosser à un autre traitement des signaux et des informations. Communiquer différemment en participant à un projet commun agit sur les liens individuels et modifie le rapport à l’autre ;  ainsi la relation d’échange sort du quotidien pour accéder à une altérité du projet partagé puis il y a capitalisation et valorisation individuelles des missions; cette mutualisation et mise en perspective des conjectures, sont autant d’opinions fondées sur les analyses d’hypothèses qui assurent un flux continu et interactif, formel et sémiologique d’une relation au groupe. La culture des organisations prend alors, par son aspect récursif, un caractère durable.

Tout est affaire de sens. Au niveau de l’action de l’objet et dans l’identité acquise par l’acteur territorial ; il constitue ainsi un paradigme du sens et d’identité. Ainsi, la dynamique territoriale tire son existence de la complexification de ses réseaux agissant dans le débat social et l’énergie mise en œuvre permet de faire évoluer un objet territorial nouveau.

L’innovation territoriale endogène se nourrit de signaux internes et de flux d’informations externes. Il s’agit de capter des flux de données à traiter en continu pour dépister à temps la menace et éventuellement saisir l’opportunité.

Les réponses collectées offrent un faisceau de nouvelles pistes à explorer dans le concept de mutualisation des connaissances. Cette capitalisation des signes et informations mise en perspectives, offre au local des futurs possibles aptes à déjouer la menace où l’incertitude. La création de cette posture d’anticipation porte en germe les attributs d’un outil démocratique partagé par les acteurs du local, les associant plus intimement à une vision stratégique territoriale. Le terme acteur, par la ressource partagée, prend alors tout son sens. Le Chercheur, dans notre conception, devient acteur du territoire.

**2-Définition**

**Texte-synthèse ‘*à propos’***

Avec le recul, très court, de plusieurs années d’un processus de type *essai-erreur* engagé sur l’objet de notre propos, l’intelligence territoriale, nous essaierons par cette contribution de proposer un *cadrage* de ‘l’intelligence territoriale’ en tant que capacité d’intelligence collective mobilisable sur un territoire ou résultat d’une démarche collective par le biais d’une lecture rétro-prospective.

Nous fonderons notre propos sur l’acquis cumulé d’un parcours professionnel, tant en entreprise que dans la Recherche, en France et à l’international, et d’un ancrage théorique avec plusieurs expériences, Recherches, thèses, applications d’ordre pratique terminées, en cours et à venir dépassant en cela le cloisonnement ‘*théorie-pratique’* obsolète.

La difficulté de cette écriture prospective réside à la fois dans la prise en compte de la contrainte la plus importante pour toutes les sociétés de l’histoire, l’accès à l’énergie (Odum, 1971) énergie interne/externe, et dans la nécessité de conjuguer à la fois l’abandon d’une partie de la vision du monde de la modernité – séparation du monde en acteurs, institutions et territoires – et l’adoption d’une vision résolument novatrice « *hypermoderne* » qui met l’accent sur la médiation, le réseau, la traduction et, *in fine*, la mobilisation de compétences formées collectivement mais formées puis cultivées individuellement.

Nous exposons ici l’énoncé de la problématique de l’intelligence territoriale en ayant recours à la démarche systémique c'est-à-dire, à l’analyse relative à un système, le territoire, pris dans son ensemble comme système double, composé de « non vivant et de vivant » en tant que structure de dissipation (Lotka, 1922) et Prigogine, (1986) et en référence à la technique des systèmes complexes telle que décrite par Morin (1990 et suivantes).

**Texte d’auteur**

Genèse 49,8 - 49,24

*Bénédictions de Jacob*

Jacob appela ses fils et dit :

«Réunissez-vous, que je vous annonce ce qui arrivera dans la suite des jours. Rassemblez-vous et écoutez, fils de Jacob, écoutez Israël, votre père.

Ruben, c’est toi mon premier-né, ma vigueur et les prémices de ma virilité, excellent en fierté, excellent en puissance. Bouillonnant comme l’eau, tu n’excelleras pas car tu es monté sur la couche de ton père, alors, en y montant, tu profanas mon lit !

Simon et Lévi sont frères, leurs épées sont des instruments de violence. Que mon âme n’entre pas dans leur conseil, que mon cœur ne se joigne pas à leur assemblée, car, dans leur colère, ils ont tué des hommes, et dans leur passion mutilé des taureaux. Maudite soit leur colère, car elle fut violente, et leur emportement, car il fut cruel !

Je les répartirai dans Jacob,

Je les disperserai dans Israël.

Juda, toi, tes frères te célébreront, ta main sera la nuque de tes ennemis, les fils de ton père se prosterneront devant toi. C’est un jeune lion que Juda. Tu remontes du carnage, o mon fils ; il s’écroule, se couche comme une lionne : qui le fera se lever ? Le sceptre ne s’écartera pas de Juda ni le bâton de chef d’entre ses pieds, jusqu’à ce que vienne Chiloh, à lui les peuples obéiront !

Il attache à la vigne son ânon, au cep de choix le petit de son ânesse ; dans le vin il nettoie son habit, dans le sang des raisins son manteau. Il a les yeux troubles de vin, il a les dents blanches de lait.

Zabulon habite sur le littoral des mers, pour les navires il est un littoral, son flanc touche à Sidon.

Issachar est un âne osseux, couché au milieu des bercails. Il voit que le repos est bon et le pays charmant ; il tend son échine au fardeau, il est soumis à la corvée servile.

Que Dan soit un serpent sur le chemin, un céraste sur le sentier, qui mord les talons du cheval, et son cavalier tombe à la renverse !

Ton salut, Yahvé, je l’attends !

Gad, des pillards le pillent, et lui, pille sur leurs talons.

Aser, savoureux est son pain, il fournit, lui, friandises de roi.

Nephtali est une biche en liberté qui donne de beaux faons.

C’est un plant fécond, Joseph, un plant fécond près d’une source ; les branches franchissent le mur. Des archers le provoquent ils lui lancent des flèches et l’attaquent. Mais son arc est demeuré ferme, et ses bras sont restés agiles, par les mains du Fort de Jacob, par le nom du Berger, la Pierre d’Israël, par le Dieu de ton père - qu’il t’aide ! – par El-Chaddaï – qu’il te bénisse !

Bénédictions des cieux en haut, bénédictions de l’Abime qui s’étale en bas, bénédictions des mamelles et du sein !

Les bénédictions de ton père surpassent les bénédictions des montagnes éternelles, le désir des collines antiques. Qu’elles soient sur la tête de Joseph, sur le crane du consacré d’entre ses frères !

Benjamin est un loup qui déchire ; le matin il dévore sa proie, au soir il partage le butin. »

Tous ceux-là sont les douze tribus d’Israël, et voila ce que leur dit leur père ; il les bénit, chacun selon sa bénédiction il les bénit…/… »

La Bible Osty, Emile Osty et Joseph Trinquet (traduction, introduction, notes), (Annexes) Ed : Seuil, 1973.

Intelligence territoriale : une lecture rétro-prospective[[7]](#footnote-7)

# **La relation ‘dispositifs et organisation’** : contexte, problématique, attendus de l’argumentation

La mise en contexte

Dans un contexte économique et social marqué par la globalisation des économies, l’internationalisation des échanges et leur virtualisation par l’usage des Tic, les organisations marchandes et non marchandes (Pme/Pmi, ONG, Association, Université)  ont encore à écrire le scénario de leur futur marqué par une crise exceptionnelle, que personne n’a prévu (et qui n’est pas terminée), et dont on ne mesure pas complètement aujourd’hui les effets ainsi qu’une complète transformation de leur environnement.

La difficulté de cette écriture prospective réside à la fois dans la prise en compte de la contrainte la plus importante pour toutes les sociétés de l’histoire, l’accès à l’énergie (Odum, 1971) énergie interne/externe, et dans la nécessité de conjuguer à la fois l’abandon d’une partie de la vision du monde de la modernité – séparation du monde en acteurs, institutions et territoires – et l’adoption d’une vision résolument novatrice « *hypermoderne* » qui met l’accent sur la médiation, le réseau, la traduction et, *in fine*, la mobilisation de compétences formées collectivement mais formées puis cultivées individuellement.

Pour y répondre ensemble, nous ferons appel à une expérience accumulée au cours d’un itinéraire, militaire, industriel, de recherche et d’élu.

*L’énoncé de la problématique*

Nous exposons ici l’énoncé de la problématique de l’intelligence territoriale en ayant recours à la démarche systémique c'est-à-dire, à l’analyse relative à un système, le territoire, pris dans son ensemble comme système double, composé de « non vivant et de vivant » en tant que structure de dissipation (Lotka, 1922) et Prigogine, (1986) et en référence à la technique des systèmes complexes telle que décrite par Morin (1990 et suivantes).

*Au niveau des acteurs*

La distance de relation : La numérisation des taches entraîne inexorablement la dématérialisation de la relation voire la rupture dans l’enchaînement des taches et des relations. « *On ne connaît plus les gens* » est l’antienne des acteurs de l’institution qui développent une nostalgie du « *bon vieux temps* ».

*Au niveau de l’organisation*

La distance des opérations : Les activités « spontanées », les procédures et les équipements intègrent cette ‘mise à distance’ par la mise en place du travail collaboratif à distance. L’écran et la mémoire de l’ordinateur deviennent les lieux où se passent les choses essentielles de l’organisation.

*Au niveau du territoire*

Combiner le physique et le ‘virtuel’, le proche, le local, et le lointain, le global, l’humain et le non humain : les tendances évoquées et précisées plus en avant se mesurent aux pratiques de délocalisation et d’aménagement du territoire. Acteurs économiques et sociaux, développeurs territoriaux s’interrogent sur les possibilités de maintenir et développer un tissu socio-économique tant en terme d’emploi que de création de valeur.

-Comment créer, voire conserver localement la chaîne de valorisation territoriale morcelée tout en  intégrant les contraintes exigeantes de la compétition internationale ?

- Existent-ils encore aujourd’hui des activités qui ne soient pas dé- ou re localisables parce qu’elles supposent un contact étroit et permanent entre offreurs et demandeurs de biens et  services ?

- Comment recourir aux technologies internet tout en évitant la dégradation de la valeur ?

- Enfin, et c’est le cœur de nos recherches, sur quels facteurs endogènes prendre appui pour au pire enrayer un déclin et au mieux, maintenir et développer des activités productrices de valeur ajoutée ?

Les attendus de notre argumentation introductive

Cette problématique de la distance qui touche acteurs, organisation et territoire ne saurait être abordée par les moyens de la Science « sédentaire » moderne, enfermée dans les murs. L’association de « *réseau, médiation, traduction* » développé dans l’épistémè qualifié d’*hypermoderne*, et qui se trouve inscrite au centre de la théorie de l’Acteur-réseau et de la sociologie de la traduction, nous paraît par contre plus à même d’apporter une clarification des enjeux et des solutions possibles.

Nous allons succéssivement évoquer L’hypermodernité comme temps de la pensée et du dépassement de la modernité puis développer l’intelligence territoriale son appareillage intellectuel, théorique, pratique et engager une 1ere lecture rétro prospective du territoire. Nous terminerons par des éléments de prospective issus de recherches doctorales et de la conduite de projets en intelligence territoriale. Enfin, en conclusion temporaire, nous présenterons une évolution de la posture informationnelle et anthropologique.Nous emploierons à justifier cette proposition tant dans la partie théorique que dans la présentation et la description des recherches doctorales en cours ou terminées dans la 3e partie.

**Pour nous situer**

Au 17e siècle et pour trois siècles et quelque, la modernité a instauré un credo de "*séparation des genres*" : les chercheurs d'un côté, les praticiens de l'autre, les lettres d'un côté, les sciences de l'autre, etc.. Bruno Latour (1991) souligne que cette approche a été très productive mais d’une manière assez surprenante. D’une part il y a l’idéal « officiel » de séparation des genres, de purification. D’autre part les acteurs doivent bien s’articuler à un réel qui se laisse mal découper, d’autre part les acteurs ont besoins de « comparses » hétérogènes. Le chimiste a besoin d’un mécanicien pour son équipement de laboratoire, l’économiste a besoin d’un Blaise Pascal pour lui inventer une machine à calculer, etc. Dans l'*underground* se pratique donc le contraire de la purification et de la séparation des genres : les hybrides terrain/concept sont choses courantes mais tout cela reste impensé, non théorisé parce que non formalisé, méconnu voire, méprisé. Le saut réalisé par l’*hypermodernité* est en particulier de penser ces hybrides, de créer des équipes et des concepts entre disciplines, etc..

**1 .L’hypermodernité comme temps de la pensée et du dépassement de la modernité**

Le terme d'hypermodernité a pris de l'importance en 2004 avec la parution de deux ouvrages (Lypovetsky, 2004) & (Aubert, 2004). Pourtant Bruno Latour nous a expliqué, dès 1991, que "*nous n'avons jamais été modernes*". Nous n'avons jamais été modernes parce que, malgré les diktats du politique et du scientifique, nous enjoignant de ne pas hybrider les pratiques ni les systèmes de pensée nous n'avons jamais cessé de le faire. Dans le système éducatif, dans le système universitaire, dans les entreprises, dans les institutions territoriales, des îlots de résistance, des pratiques *underground* ont maintenu la pratique des hybrides. Les vocables de "*recherche action*", de "socio techniques", de "psycho linguistique" montrent que le primat de la séparation des genres n'a pas été respecté même si nous devons aller plus loin aujourd’hui.

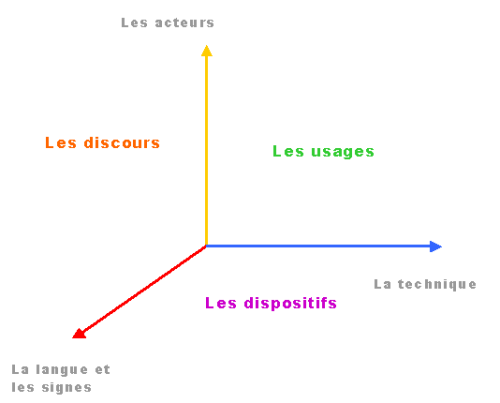
La naissance des sciences "multiples" sciences de l'éducation et de la formation, information et communication, champ dit "sciences techniques et société" témoigne certes d'un déclin de la puissance des forces séparatrices mais nous n’en sommes pas encore à pratiquer la ‘transversalité’ tant appelée de nos vœux parce que vitale pour envisager un avenir.

Vers la recherche multidimensionnelle non moderne

Comme nous l’avons souligné plus haut, il ne s’agit pas de faire table rase des acquis de la modernité. Ses représentations avec des classes d'objet, des territoires pour ces objets, des schémas pour ces objets restent très pratique. Il n'y a problème que lorsque l'on se met à "croire" dans les systèmes de classification, à agir comme si effectivement les "cases", les "branches" étaient séparées, comme s'il n'y avait ni continuum ni hybrides.

L’organisation et son territoire, les acteurs et les DISTICS (en fait, des dispositifs) sont à considérer comme des ensembles complexes – sans tomber, comme le souligne Bruno Latour (1991) – dans des abstractions qui ne peuvent se relier aux réalités du terrain et aux exigences de la compétition.

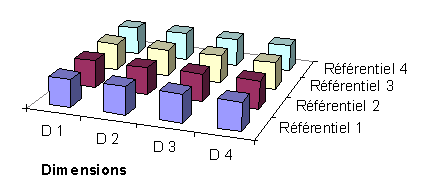
Un ensemble complexe se regarde d’abord selon ses différentes dimensions selon Edgar Morin (1990 et suivant). Par exemple, nous pouvons représenter les DISTIC dans un monde hypermoderne à l’aide du schéma suivant (1).



**Figure 1 :** Matrice de concepts pour penser le DISTIC et son environnement dans l'institution hypermoderne

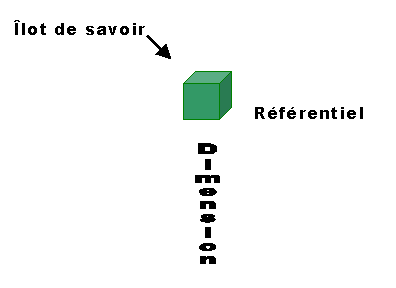
Ce schéma est aidant en cela qu'il représente de manière matricielle les axes/concepts de technique, de langage et d'homme. Il est aidant en cela qu'il montre la place des "hybrides" des discours, usage et dispositif.

Il est un signe qui ne trompe pas lorsque l’on prend en main l’étude hypermoderne d’un objet : le foisonnement de matrices à trois dimensions ou plus. Michel Foucault (1966) a dès cette époque décrit les disciplines à l’aide d’un trièdre indispensable pour comprendre comment s’articulent les modes de pensée mathématique, empirique et herméneutique. Une approche hypermoderne (i) mathématise ce qui peut l’être mais pas plus (ii) laisse la place à un travail empirique, praxéologique qui fait remonter ce qui peut ressortir des pratiques des acteurs, des structures de l’organisation et des dynamiques du territoire. Jacques Ardoino (1988) en particulier souligne que le multidimensionnel n'est pas suffisant et suggère d’en faire une lecture multiréférentielle. Nous avons traduit le propos de Jacques Ardoino par la figure schéma suivante.



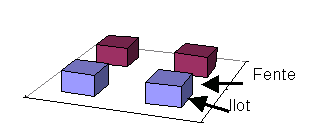
**Figure 2 :** Quand le chercheur utilise 4 référentiels pour "regarder" 4 dimensions de son objet de recherche.

Il n'est pas inutile de souligner que les dimensions n'appartiennent pas à l'objet réel mais sont un construit de recherche (2). Les référentiels, ce sont des modèles mathématiques, herméneutiques, etc. empruntés à différentes disciplines ou créés par le chercheur pour la nécessité de sa Recherche. Au croisement d'une dimension et d'un référentiel, on a un "*îlot de discours*" éventuellement porteur de savoirs (dès 1966, Michel Foucault proposait cette modestie pour les Sciences Humaines).



**Figure 3 :** L’îlot de savoir au croisement de la dimension et du référentiel

Dans le travail non moderne multiréférentiel, on a le "vide essentiel" *foucaldien* à la fois entre dimensions et entre référentiels.



**Figure 4 :** Entre îlots de discours/savoir, des fentes d'ignorance

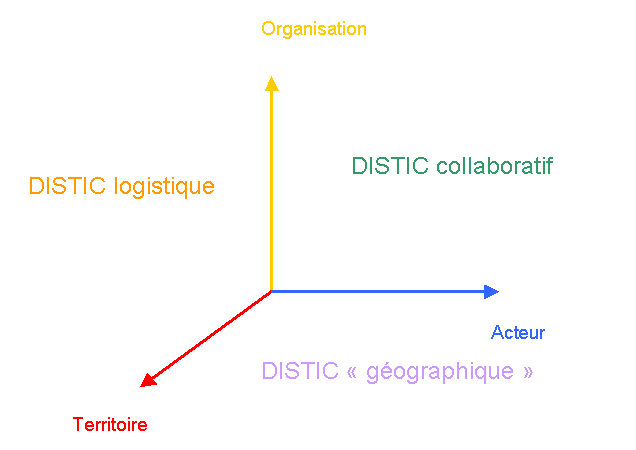
Le « credo » hypermoderne est qu’il vaut mieux une bonne construction dont on reconnaît les zones d’ombre qu’une construction où ces dernières sont ignorées. Ces propos rejoignent les exigences de la posture en Intelligence territoriale et plus précisément, les hypothèses à estimer puis valider avant la possible émergence d’un projet d’intelligence territoriale que nous aborderons plus loin dans notre article.

De la synthèse au tryptique ‘réseau, médiation, traduction’

Un penseur clé de la modernité est Georg Wilhem Friedrich Hegel (1770-1831) qui, au début du XIXe  siècle publie *Science de la logique* à l'usage des élèves du secondaire. C’est le même auteur qui propose dans *La Raison dans l’Histoire* : « *L'esprit est pensant : il prend pour objet ce qui est, et le pense tel qu'il est*». La dialectique qui y est exposée suppose qu'il est "couramment" possible de mener un raisonnement en trois temps : thèse, antithèse, synthèse. Or, en amont de la dialectique, il est nécessaire d'avoir "terriblement simplifié" (3), d'avoir transformé un réel complexe en objet de recherche/raisonnement simple.

Car c'est seulement sur le simplifié que peut s'exercer le jeu thèse, antithèse, synthèse. Jacques Ardoino (1988) souligne que dans la vraie vie et, dans la vie de laboratoire en particulier, le maintien de la tension entre thèse et antithèse est tout à fait primordial. Peter Sloterdijk (2002) dans son introduction à sa trilogie *Sphères* souligne également l'écueil hégélien. La coexistence de lectures apparemment contradictoires du réel est ainsi un autre aspect de la non-modernité. Ce n'est donc pas tant la dialectique qui est "fausse" c'est surtout la nécessaire simplification en amont qui sort le problème de sa réalité complexe.

Appliquer la méthode hypermoderne au triptyque ‘acteurs, organisation, territoire’



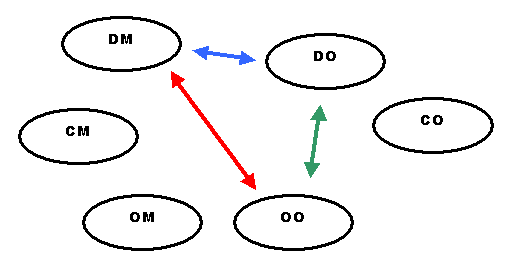
**Figure 5 :** Acteurs, organisation et territoire et DISTIC appropriés

Notre propos est ici de suggérer une méthode, nous n’entrerons donc pas ici dans le détail. Nous compléterons nos propos dans la partie 2 réservée plus spécifiquement à la présentation de l’intelligence territoriale. Ce qui nous intéresse, c’est que nous avons le modèle du trièdre déjà mis en relief par Foucault (1966) puis Perret (2004) et que nous pouvons utiliser pour représenter notre triple articulation. Cette phase est indispensable en amont de notre découpe des dimensions. Par exemple, nous pouvons sélectionner les axes « acteur » et « territoire » et les détailler  lorsque nous croisons, par exemple, les dimensions ‘Métropole’ et ‘Outremer’:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Métropole** | **Outremer** |
| **Direction** | DM | DO |
| **Cadres** | CM | CO |
| **Opérateurs** | OM | OO |

Cette approche très « moderne » nous permet de définir avons ainsi 6 groupes (DM, DO, CM, etc.).

L’approche hypermoderne que nous décrivons ici consiste à penser ces 6 groupes avec le triple concept associant « *réseau, médiation, traduction*. » (Latour, *Op Cit*)



**Figure 6 :** Sortir les groupes de la matrice pour les penser en termes de réseau, médiation, traduction

Soit, par exemple, une organisation dont le siège est à Nice et une unité dans l’île de La Réunion. Entre directions – DM et DO – il y a des concepts communs de management. Entre acteurs d’outremer – DO et OO – il y a une culture commune. Avec l’émergence du travail avec les DISTIC, avec l’émergence de nouveaux impératifs, il est de plus en plus probable que des échanges directs puissent se faire entre DM et OO sur des thèmes comme l’environnement ou la sécurité. L’organisation et les acteurs doivent se préparer à de telles éventualités en ayant pris la précaution de repérer et d’évaluer les compétences associées à ces opérations. Les professionnels, agents et acteurs (Bertacchini, 2006) du territoire peuvent avoir un rôle préventif et sensibiliser les organisations à ce type de risque et aux solutions possibles.

L’exemple peut paraître trivial mais nous le vivons presque au quotidien dans le cadre de nos missions diverses. Il nous sert ici d’illustration de l’approche hypermoderne qui consiste à (i) mettre les situations en matrice (ii) explorer les dimensions (iii) « démonter » les groupes de la matrice (iv) dessiner les réseaux, lignes de médiations et de traductions (v) penser chaque ligne selon une palette de référentiels de compétences à identifier puis mobiliser.

L’intelligence territoriale, telle que nous la concevons et pratiquons vise à répondre à ces exigences contraignantes, qui appellent une formation autre et que nous avons observé au quotidien au contact des acteurs appartenant au secteur marchand et non marchand, aux acteurs locaux. Nous en présentons maintenant ses principales caractéristiques et décrivons les conditions de son exercice pour le praticien-chercheur.

2. Intelligence territoriale : appareillage intellectuel, théorique, pratique et 1ere lecture rétro prospective du territoire.

L’environnement et la construction de la réalité

« *L’environnement tel que nous le percevons, est notre invention*. » (Von Föerster, 1973, p.74). “*A growing body of new knowledge suggests that what we call reality is actually something we construct*.”

La conscience planétaire, écologique, est liée à la cybernétique, née de la seconde guerre mondiale, en réaction contre elle (Bougnoux, 1993) et Serres (1990) dans le *Contrat naturel*, d’évoquer les lois puis de nous inviter à les suivre pour respecter notre environnement. Certes, nous baignons au sein d’environnements variés, proche, intermédiaire et éloigné mais, comment, d’après nos pairs, nous les vivons puis comment l’intelligence territoriale se situe dans cette réponse. Si l’être vivant perçoit et selon Lévy (1997) *compute* le monde, cela signifie que l’individu projette sa réalité intérieure dans le monde, tout en étant pénétré par lui, par le biais d’une interaction circulaire qui met à mal le partage entre le sujet et l’objet. L’être vivant s’auto organise, stipule lui-même son but, détermine ses critères propres de distinction, d’action et ‘calcule’ un milieu incertain en pratiquant un tri, une sélection ou traduction en visant la transformation d’un désordre *en* son ordre (Bougnoux, *Op.Cit*).

* le sujet auto organisé vit retranché derrière sa clôture informationnelle ou cognitive ;
* cette clôture informationnelle est elle-même produite par la clôture organisationnelle de l’organisme ;
* le vivant interprète les relations avec son milieu (la clôture sémiotique et le ‘*j’ai l’image- mentale* : la tiercéité’, (Deleuze, 1983) et ne les limite pas exclusivement à celles d’avec ses pairs (Peirce, 1931-1935).

Les éléments épistémologiques précédents mettent l’accent sur l’approche relationnelle, la pragmatique ou de sujet à sujet, ou lorsque en interagissant avec l’autre, nous découvrirons ainsi la *certaine* incertitude quant à la règle du jeu, la manière de décrire le système et, sur le constructivisme.

Mucchielli (2004, p.130) propose une « *approche communicationnelle compréhensive* » d’un phénomène comme élément d’un système ‘*en action*’ composé  « *d’acteurs et d’objets cognitifs externes et comme élément contribuant, dans un mouvement circulaire, à l’émergence d’un autre phénomène.* ». Ce sera donc se situer dans le paradigme de la complexité, paradigme mis en lumière par les travaux d’E.Morin (1991 et 2005 en réédition). Est complexe ce qui ne peut se résumer en un maître mot, ce qui ne peut se ramener à une loi, ni se réduire à une idée simple. (Morin, 2005) ou ‘*la réouverture des clôtures*’ (Bertacchini, Gramaccia, Girardot, 2006) nous invitent à re-chercher, au cas par cas, sur le terrain, immergé dans le milieu, l’inter, le maillage, les dispositifs et Sitic, les faits sociaux et, l’action. C’est pourquoi, comme l’expliquent Breton & Proulx (1989) « *la communication constitue ainsi la dernière et la meilleure des idéologies ou des religions de rechange : idéologie de la conciliation universelle car elle ne se connaît pas d’ennemi, sinon le démon inévitable du bruit*. ». Nous avions proposé en 2004 de situer l’intelligence territoriale entre ‘*Information et processus de communication*’.

L’intelligence territoriale : problématique, état de l’art, champs possibles, proposition d’actions.

Bougnoux (1993, p.14) décrit le pivot de la relation partout où il pénètre « *le modèle communicationnel pose la relation avant les termes de celle-ci. Il étudie non des choses mais des flux et remplace la vision sectorielle et statique du monde par l’approche de sa complexité dynamique.* ». Pour ce qui nous concerne, nous traiterons d’intelligence d’action associée à l’action territoriale. L’espace, nous l’assimilons au territoire décliné, déclinable c’est-à-dire physique et virtuel avec en interface agissante et productrice de signes, l’acteur possédant désormais en quasi instantanéité les dimensions suivantes, local et distant, nomade et sédentaire, en mode synchrone et asynchrone, sur un territoire unique et multiple à la fois. Nous associerons dans cette ultime section les mots intelligence et territoire. Nous présenterons successivement la problématique de l’intelligence territoriale, l’état de l’art, les champs d’action possibles que nous illustrerons par des propositions d’action.

### Problématique de l’intelligence territoriale

Le concept s’est généralisé dans les années 2000, en parallèle avec le phénomène de globalisation planétaire. Il rencontre aujourd’hui l’Europe et le développement durable. C’est un phénomène d’information et de communication. En tant que branche des sciences humaines et sociales, l’intelligence territoriale est essentiellement multidisciplinaire.

L’ « intelligence territoriale » implique des processus d’interaction, des méthodes et des outils de connaissance et d’action. Elle a notamment pour objectif de contribuer à la rénovation de la gouvernance locale. En d’autres termes, il s’agit de comprendre et modéliser comment les acteurs vivent leur territoire (Dumas, 2006) ; comment vous, moi, les entrepreneurs, les élus, les institutions se constituent et interagissent pour donner une identité territoriale à leur communauté et la relier au monde environnant. Et réciproquement.

État de l’art de l'intelligence territoriale

Le domaine concerné requiert une approche multidisciplinaire des champs de la connaissance territoriale, de la gouvernance territoriale et de l’ingénierie territoriale et inscrite par le CNU 71e dans les champs relevant des Sciences de *l’Information* et de la Communication depuis 2004, l’intelligence territoriale éclot avec la pénétration du territoire par les Tic. Traditionnellement, l’Intelligence Territoriale s’est nourrie de l’économie, de la géographie, des Sciences et Technologies de l’Information et la Communication (STIC) et de la gestion du savoir. Les liens avec l’intelligence économique et les STIC sont souvent cités dans les définitions actuelles de l’intelligence territoriale. Les systèmes d’intelligence territoriale ont besoin d’utiliser les processus traditionnels de transmission de l’information et les technologies de l’information et de la communication à travers les sites Intranet ou Internet, la documentation, les systèmes d’information géographique -SIG-, les Systèmes Communautaires d’Information Territoriale -SCIT- et l’analyse de données.

Parmi les multiples définitions nous retiendrons :

* Concerne « tout le savoir multidisciplinaire qui améliore la compréhension de la structure et des dynamiques des territoires » (Girardot, 2002)
* Permet « *une évolution de la culture du local fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signaux et informations, pour fournir au décideur, et au moment opportun, l’information judicieuse*» (Herbaux, 2002)
* Rapproche « *l’intelligence territoriale en tant que processus cognitif et d’organisation de l’information, et le territoire en tant qu’espace de relations significatives* » (Dumas, 2004)

Ou encore, et nous prendrons appui tout le long de notre article « *un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis consiste dans des transferts de compétences entre des catégories d’acteurs locaux de culture différente* » (Bertacchini, 2004)

L’intelligence territoriale, objet et champ scientifique tel que reconnu par le Cnu 71e section en 2004, se pose à la convergence de l’information, de la communication et de la connaissance, traduit une relation ‘Espace-territoire’, succède à la territorialité, en tant que phénomène d’appropriation ou de réappropriation des ressources, enfin, permet l’énoncé du projet territorial lorsque l’échelon territorial arrive à formuler un projet de développement. D’un point de vue épistémologique et méthodologique, l’expression, certes audacieuse, d’intelligence territoriale souligne la construction d’un objet scientifique qui conduit *in fine* à l’élaboration d’un méta-modèle du système territorial inspiré des travaux de Schwarz[[8]](#footnote-8) (Schwarz, 1997).

Pour ce qui nous concerne, cette démarche ne vise pas exclusivement à une modélisation de nature systémique associée à une matrice des processus territoriaux de nature structuraliste et fonctionnaliste. Nous inscrivons nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication et, en tant que tels, ils se référent aux approches sociales, c’est-à-dire inter relationnelle, à la théorie systémique, c’est-à-dire informationnelle (théorie de l’information et de l’énergie associée imputable, entre autre, aux Tic) enfin, au constructivisme, c’est-à-dire à une approche communicationnelle en référence à la territorialité qui compose et recompose le territoire.

Nous compléterons cette nécessaire mais synthétique présentation en rappelant, comme l’ont souligné déjà d’autres travaux, dans d’autres disciplines, que l’étude d’un territoire sous tend une connaissance initiale incertaine. Il est donc nécessaire de souligner le caractère heuristique de cette approche et d’indiquer que sur un plan ontologique, nous nous référons à une pragmatique du territoire et de ses acteurs, du Chercheur dans sa relation avec la Société. Enfin, nous croyons utile de préciser que l’intelligence territoriale ne saurait se limiter et être réduite à une démarche de veille mais, relève plutôt d’une logique de projet de type ‘*Bottom up’* qui va tenter de diffuser les éléments d’une attitude pro-active ou d’anticipation des risques et ruptures qui peuvent affecter le territoire (Herbaux, 2006).

Dans la poursuite de l’introduction à la 2e partie de notre contribution, plutôt de nature théorique, nous préciserons que notre conception de l’intelligence territoriale met l’accent sur, la solidarité de destin en réponse à l’accroissement de la complexité comme l’évoque la proposition de Morin (Morin, 2005), p124 : « *la solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de la complexité*[[9]](#footnote-9)*»* et d’autre part, compte tenu de l’inscription de nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication, sur l’enjeu associé à ce champ, à savoir que la communauté des enseignants chercheurs en Sic est invitée à adopter une attitude résolument pro active dans les mutations en cours en s’emparant des opportunités offertes par les pôles de compétitivité tout en ayant présent à l’esprit le défi que souligne Mucchielli, (2004, p146) « *Les années à venir nous diront si les sciences de l’information & de la communication parviendront à se fortifier dans leur interdisciplinarité*. ».

Une lecture théorique et une 1ère rétro-prospective du territoire

Nous essaierons dans cette section, sans prétendre à l’exhaustivité du traitement de l’objet ‘territoire’, de présenter les principales évolutions intervenues, et constatées par des auteurs, sur deux décades (1990-2010) de la nature du territoire, conséquences de lois et règlements, d’usages permis par les Tic ou conséquences de l’usage des Tic. Nous rappellerons pour mémoire notre thèse et HDR[[10]](#footnote-10) qui visaient à répondre à la question double de recherche suivante formulée de la sorte :

-en 1er volet « *comment expliquer que certains territoires font aboutir leur politique de développement alors que d’autres échouent* ? » et en -2e volet, « *comment expliquer, alors que les Tic sont accessibles aux territoires, que certains territoires arrivent à les intégrer dans leur politique de développement et d’autres pas* ? »

Bernard Poche[[11]](#footnote-11) cite Scivoletto qui distingue trois types d'espace :

* Organique, qui procède de la situation et du conditionnement biologique, comportemental ou éthologique, et qui constitue une expérience instructive de la territorialité ;
* Perceptif, résultant de processus sensoriels ;
* Symbolique, qui s'identifie à l'abstraction.

# Ces espaces peuvent s'interpréter de la façon suivante : l'espace organique peut être rapproché de la dimension physique (l’espace tel qu’il est) ; l'espace perceptif de la dimension cognitive (l’espace tel qu’il est appréhendé) ; l'espace symbolique de la dimension normative (l’espace tel qu’il est abstrait en fonction des normes propres à chaque acteur). Le parcours de ces trois espaces peut conduire à la construction d’un territoire.

# En tant que système, le territoire peut être conçu comme non isolé, non-linéaire et auto-organisant. Il est non isolé car il est soumis à des flux d'énergie et de matière qui tendent à renouveler ses éléments. Il est évidemment non-linéaire car il est le lieu de multiples interactions, créant ainsi une complexité de comportements qui ne peut pas se résumer à un modèle simple et déterministe. A fortiori, l'évolution d'un territoire, avec ses composants multiples, ne se place pas sur une trajectoire déterminée à l'avance. Dans des limites ainsi définies, le territoire est aussi un système auto-organisant.

N.Wiener (1985) écrit : « *L’information n’est qu’information. Elle n’est ni masse ni énergie*. » La DATAR, en 1998, propose « *le développement territorial est une organisation à construire par de l’information en reliant des acteurs publics et privés, engagés dans une dynamique de projet sur un territoire.* » Atlan[[12]](#footnote-12) déclare que «*la création de signification de l'information est au centre des phénomènes d'auto organisation*». A sa suite nous pouvons constater que le territoire est composé d'éléments porteurs de sens à la condition que ces éléments soient perçus. Ces éléments porteurs de sens sont les vecteurs de la territorialité que l’on peut donc définir comme l’agent qui permet de transformer l’espace en territoire. Il s’agit donc d’une analyse sémantique qui s’attachera aux processeurs producteurs du sens territorial ainsi qu’aux signes, signaux émis par les acteurs d’un territoire.

## Le territoire : les plans de l’analyse.

Pour Bailly[[13]](#footnote-13), le territoire est d'abord «*un espace terrestre, réel et concret, (qui) est donné, vécu et perçu*». Il est donné car concret et réel, vécu par la confrontation de son identité avec nos intentionnalités et nos finalités, perçu par le contact de proximité et les dimensions de notre interaction avec lui. La relation au territoire est perçue au travers des rôles assumés par l'acteur. Inversement, le territoire peut être vu comme « *un ensemble de construits relationnels, une espèce d'extériorisation spatiale d'un groupe social*. » comme le propose Poche[[14]](#footnote-14). Au travers du jeu social, les acteurs définissent un système humainement construit avec le territoire.

Major[[15]](#footnote-15) à la suite de Schwarz[[16]](#footnote-16) propose d'établir un modèle du système «territoire», de nature informationnelle, qui rende compte à la fois de la matérialité des objets territoriaux, des approches cognitives différentes des intervenants qui en effectuent une lecture spécifique, et du sens «territorial» qui transforme l'espace en ressources partagées. Le modèle systémique que ces auteurs ont élaboré, et que nous avons contribué à améliorer en l’appliquant, se décompose en trois plans fortement imbriqués et indissociables l'un de l'autre :

### -*celui de la matière physique (premier niveau)*: les aspects énergétiques et entropiques.

### -*celui de l'information (deuxième niveau*): les aspects relationnels.

### -*celui de l'identité (troisième niveau)* : les aspects holistiques.

### Ces niveaux sont à considérer comme des ensembles imbriqués, un système complexe, de nature différente. Ce modèle est aussi une représentation de la complexité d'un système. Dans cette perspective, nous allons décrire chacun des trois plans et définir leur contenu : objets physiques et concrets au premier plan ; relations et informations, mais aussi agrégation ou composition d'objets dans des concepts au second plan ; enfin, territoire en tant qu'espace porteur de sens pour l'acteur et en tant que lieu d'interactions multiples entre acteurs au troisième plan.

Le territoire : le plan physique/organique.

Nous commençons la description du modèle systémique par le plan physique, celui de la matière et de tout ce qui est construit à partir de cette matière. Au préalable, et à la suite de Prelaz-Droux[[17]](#footnote-17), nous identifierons trois types d'éléments-objets dans le territoire. Il s'agit des éléments :

* constitutifs, qui correspondent à une réalité concrète du territoire. Pour les classifier Prelaz-Droux[[18]](#footnote-18) distingue trois domaines génériques : les infrastructures équipant le territoire en réseaux et ouvrages de génie-civil; le milieu naturel (sol, eau, air, faune, flore) et le milieu anthropique; les activités économiques, sociales et culturelles.
* virtuels que nous, pouvons classer en deux types : virtuels normatifs et symboliques. Ils seront présents lorsque nous étudierons les représentations d’un territoire sur Internet.
* les éléments facteurs et factuels : un exemple d’élément facteur peut être l'innovation technologique. L’innovation technologique est à la fois porteuse de gains de productivité, de changement et d'adaptation à de nouvelles conditions de travail. Mais elle peut également générer du chômage. Ainsi les éléments facteurs nécessitent une interprétation et peuvent conduire à l’émergence d’éléments factuels. D'une part, pour apparaître ou disparaître, les éléments factuels utilisent un ou plusieurs objets constitutifs (exemple : les unités de production pour l'innovation technologique) D'autre part, pour pouvoir en interpréter le sens, il faut faire référence à un modèle explicatif qui va fonctionner en tant que contexte d'interprétation (l’innovation technologique).

## Le territoire : le plan de l’information.

Le deuxième plan du modèle met en évidence les informations circulantes et les relations entre les objets du premier plan. L’étude de la présence d’un territoire dénommé sur Internet, les liens existants entre sites nous informent sur ce construit relationnel. Toujours à la suite de Prelaz-Droux[[19]](#footnote-19) nous pouvons retenir d'une part, les éléments identificateurs et d'autre part, les relations entre les objets. En ce qui concerne les objets constitutifs, on remarque au plan de l’information : les relations topologiques liant les éléments par des notions de voisinage, d'adjacence, d'intersection, d'appartenance, d'inclusion ; les relations d'utilisation ou d'occupation : les véhicules utilisant des voies de circulation, les entreprises utilisant des fournitures pour produire ou des réseaux pour distribuer leurs produits ; mais aussi, les bâtiments occupent un certain volume et une surface au sol, tout comme la végétation. L’étude du plan de l’information pourrait être développée en théorie concernant les objets et les objets facteurs. Cependant, compte tenu de la complexité de cette description et notamment au regard d’une problématique comme celle de l’influence d’Internet sur la construction d’un territoire.

La démarche d’observation appliquée au plan de l’information

La finalité de la démarche d’observation est l’appréciation de la territorialité comme sens donné au territoire. Cette veille correspond au plan de l’information. Elle s’intéresse aux objets virtuels. Nous pouvons à présent décrire ces objets. Les objets territoriaux virtuels sont issus de processus d'abstraction appliqués aux éléments du territoire par les acteurs et regroupent, de manière composite, une série d'objets constitutifs. Nous pouvons les classer en deux types : normatifs et symboliques.

-Les objets virtuels normatifs : Les entreprises, qui rassemblent à la fois des hommes, des bâtiments, des surfaces d'implantation, des ressources financières, mais aussi du savoir-faire ou des réseaux de distributions relèvent des objets virtuels normatifs. On peut aussi citer les zones d'affectation ou les pôles d'échange associés à l'aménagement du territoire.

-Les objets virtuels symboliques : Ces objets sont porteurs d'une projection affective, et font référence alors à une histoire[[20]](#footnote-20). Le rôle des objets virtuels dans le plan des relations qui forment la territorialité est important. En effet, ils sont aussi le résultat d'un processus de complexification du territoire en rapport avec une activité. Ils marquent la volonté d'un intervenant décisionnel de poser les règles du jeu pour essayer de le contrôler, et en tous cas d'apparaître comme partenaire à part entière dans ce jeu. Ils peuvent donc devenir, par ce biais, des outils de stratégie et des enjeux à fort pouvoir symbolique.

Les objets virtuels normatifs et symboliques sont associés étroitement. Lorsque nous recourons à une démarche de veille appliquée au territoire, nous allons évoluer au travers de trois dimensions qui sont pour la dimension physique : la proximité instrumentale, pour la dimension cognitive : la représentation des objets, pour la dimension normative et symbolique : la gestion de l'héritage symbolique. Les processus producteurs de sens (proximité instrumentale, représentation des objets territoriaux, gestion de l'héritage symbolique) ont pour objectif de construire une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, pour l'utilisation conjointe des ressources d'un même espace et concourent à la création d'une représentation de la réalité commune au groupe social au sens de Jodelet[[21]](#footnote-21). La territorialité peut se concevoir comme une représentation sociale d'un groupe s'appropriant un espace de ressources et se construit d'abord dans le rapport de l'individuel au collectif, et dans l'intériorisation des modèles de comportements adéquats, permettant de se situer dans une histoire commune. Cela sous-entend que la territorialité fait l'objet d'un apprentissage, - en tant que forme de connaissance -, dans le contexte d'un modèle de référence et de processus aidant à la construction de cette connaissance. Enfin, le rôle du groupe en tant que formateur du sens, dans la dimension intersubjective et dans la réalité de la pratique territoriale par le savoir faire, est essentiel pour normer et réguler les comportements individuels sur le territoire.

Le tableau suivant, issu des travaux de nombreux contributeurs, conclut sur les caractéristiques de la territorialité :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TERRITORIALITE** | ELEMENTS | PROCESSUS | ACTEURS CONCERNES |
| Dimension **physique** | Objet territorial | Proximité instrumentale | Individu, Institutions |
| Dimension **cognitive** | Langue, éléments d’interprétation | Représentation des objets | Groupe social dans son ensemble |
| Dimension **normative** et **symbolique** | Règles, signes, symboles | Gestion de l'héritage Symbolique (rites) | Autorités par délégation |

**Tableau 1** : La territorialité : représentation sociale d'un groupe s'appropriant un espace de ressources.

La proximité instrumentale peut être traduite par l'accès aux ressources d'un espace commun, par l'utilisation d'un objet et met en valeur, directement, les enjeux sociaux de l'appropriation. La rencontre formelle et informelle d’acteurs différents s'organise au travers du réseau des parties prenantes à l'action sur l'objet territorial et autour d'une régulation et de rituels. La dénomination des objets territoriaux dans la langue permet leur représentation et leur communication en constituant l'identité du groupe social par la définition d'un langage de la spatialité du groupe. La territorialité passe donc par une "lisibilité" de l'espace, lisibilité partagée par un groupe dans sa pratique du territoire. La dernière dimension regroupe les objets virtuels qui symbolisent la référence aux comportements attendus, les règles en vigueur, et cristallise ainsi, autour de l'objet territorial, le sens normatif. Il s’agit de permettre le repérage du comportement individuel pour pouvoir l'inscrire dans une histoire collective mais aussi permettre le rappel de l'appartenance au même espace.

De l’environnement et des ressources à mobiliser

L'environnement du territoire et ses composants technologiques, financier, juridique, humain ont muté vers davantage de complexité. Mais, la complexification (Wagensberg, 1999) et son corollaire, l’incertitude, font peur. Les savoirs requis de la part des acteurs en charge de définir, d’appliquer et de suivre les réalisations d’une politique locale ont également évolué. Comment dès lors orchestrer ces mouvements pour bâtir une intelligence, que nous nommons territoriale en référence à un mouvement de développement du local, à partir des ressources localisées en mobilité ou latentes ? Nous présenterons dans notre contribution et ce, à partir de notre expérience, les hypothèses préalables à l’engagement ou Comment mobiliser des ressources locales  après détecté leurs gisements de potentialités?

### Un préalable à la mise en commun d'expériences

Pour prétendre à la dynamisation spatiale de leur contenu, les collectivités locales détectent puis combinent les compétences disponibles, localisées et/ou mobiles. Ce travail d’inventaire est opéré en vue de structurer leur capital de ressources et d’intelligences dans l’optique de faire aboutir une politique de développement. La connexion de ce capital latent ou révélé ne s’obtient pas dans tous les cas. Nous allons considérer le préalable à une tentative de développement territorial.

Nous formulerons l’hypothèse suivante : «*L'existence ou l'inexistence d'un réseau de relations entre acteurs locaux peut s'avérer être une barrière ou un catalyseur dans la construction ou la reconstruction du lien territorial*.» (Bertacchini, 2004).Ce tissu relationnel, physique ou virtuel, permet la mobilisation des compétences locales autour d'un objectif partagé et dans l’hypothèse de compétences complémentaires à réunir, à faciliter leur acquisition par un mode d’apprentissage approprié. Ainsi, puisqu' il y a inégalités d'accès, ces dernières engendrent des asymétries dans les mécanismes d'évaluation des auteurs de l'histoire locale (Jayet et Wins, 1993,1996). Sur la base de cette hypothèse, les espaces engagés dans la voie de leur médiatisation ne possèdent pas tous la même capacité d’accès au développement. Les informations transmises, échangées par leurs membres sont entachées d'une déficience, d'une déformation de leur contenu et dans leur incapacité à former le réseau relationnel. A priori, l'histoire de ces acteurs locaux ne leur permet pas ou leur interdit d'investir dans leur futur. A posteriori, la déficience du contenu de l'information échangée ne favorise pas leur adhésion au réseau. Dès lors, les relations affichées mais non partagées autour de cet objectif ne peuvent se reproduire durablement et compromettent la valorisation territoriale. La construction du lien social échoue et la transmission d’un patrimoine collectif ne s’opère pas. La tentative de médiation (Bertacchini, 2007), l’intelligence territoriale, que nous proposons peut s’avérer être une réponse.

Le point de départ et d’arrivée : le capital formel territorial

A l’origine physiques, les échelons territoriaux ont intégré ou intègrent progressivement les TIC. Ces dernières brouillent les découpages administratifs et favorisent l’émergence de territoires virtuels. Ainsi, la " société de l'information " se construit. S’il est primordial que les territoires intègrent ces technologies de l’information et de la communication, il est tout aussi nécessaire qu’ils la nourrissent, au risque de se trouver marginalisés sur un plan national comme international. Le processus d’intelligence territoriale que l’on peut qualifier de démarche d’information et de communication territoriales trouve ici sa pleine justification dans l’aide apportée à la constitution du capital formel d’un échelon territorial (Bertacchini, 2007). A notre sens le capital formel d’un échelon territorial est le préambule à toute politique de développement, qu’il s’agisse de politique de mutation territoriale, de reconversion, ou d’innovation.

Nous voyons bien ainsi, que les aspects portent en effet tout autant sur un volet infrastructures, réseaux de télécommunications à haut débit (tuyaux) que sur les supports et le contenu des documents numérisés créés grâce à ces outils. De tels enjeux intéressent tous les secteurs de la société, de l'éducation à l'économie en passant par la santé ; du monde de l'administration à celui de l'entreprise, en passant par le particulier. L’intelligence territoriale s’appuie sur un maillage de compétences pluridisciplinaires détenues par des acteurs locaux de culture, de savoirs et donc de codes différents.

### Les hypothèses de la grammaire territoriale

« *La convergence des révolutions de l’énergie et des communications ne reconfigure pas seulement la société, les rôles et les rapports sociaux mais aussi la conscience humaine. Les révolutions des communications changent l’orientation spatio-temporelle des humains et, ce faisant, la façon dont leurs cerveaux appréhendent la réalité*. » (Rifkin, 2011, p.42)

D’un point de vue des S.I.C[[22]](#footnote-22), ce processus informationnel autant que anthropologique suppose la conjonction de trois hypothèses :

-Les acteurs échangent de l’information (génération d’énergie à titre individuel et/ou collectif)

-Ils accordent du crédit à l’information reçue (captation-échange de l’information);

-Le processus de communication ainsi établi, les acteurs établissent les réseaux appropriés et transfèrent leurs compétences (mobilisation et transfert d’énergie : formulation du projet).

Lorsque ces hypothèses sont réunies et vérifiées, les gisements potentiels de compétences peuvent être repérés à l’aide d’une action d’information et de communication territoriales puis mobilisés plus tard dans la perspective de l’écriture d’un projet de développement. Nous pensons qu’il s’agit du préambule à la définition d’une politique de développement local de nature endogène apte à répondre au rapport concurrentiel à venir entre les territoires.

Innovation et local

Le territoire sera prochainement plus orienté dans un rapport de force concurrentiel où le traitement de l’information sera essentiel (Herbaux, 2005). Les mutations culturelles liées au développement des TIC, les nouvelles formes d’affrontement indirect résultant de cette évolution technologique sont encore mal identifiées par les acteurs du territoire. En exemple, la captation de l’installation d’une entreprise et des taxes locales associées avaient trouvé une solution prompte dans les contrats d’agglomération et de communautés de commune qui en mutualisaient les recettes ; ce faisant elle en limitait de fait un processus d’apprentissage dans la conquête de ressources. La mondialisation, les délocalisations obligent les pays à puiser dans les projets à dominante culturelle et touristique pour espérer capter quelques revenus d’une population de nomades aisés. La concurrence épuise l’originalité des projets et leur essoufflement ne résidera pas dans un aspect uniquement technique.

Le territoire doit évoluer dans sa culture et accéder à une véritable mutualisation de l’information au sein d’un processus d’intelligence territoriale dont Bertacchini (2004) *Op.Cit* , p.11.

Cette définition ne se réduit pas au seul ‘*Territoire numérique’* tel que critiqué par Musso (2008, 2009) et met l’accent sur ‘*la solidarité vécue’* au sens de Morin (*Op Cit*) parce que « *la réalité est claire : chaque civilisation énergivore plus complexe qui apparaît dans l’histoire intensifie le rythme, le flux et la densité des échanges humains, et crée davantage de liens entre les gens »* (Rifkin, 2011, p.29)*.*

Le territoire avec ses rites, ses héros, ses symboles et ses valeurs qui en constituent l’histoire, compose le théâtre d’un  non-dit qui rythme les échanges entre les hommes. Il y a capitalisation d’une culture des signes et des postures (l’habitus de Bourdieu), (Bourdieu, 1994) p.24 qui établit une grammaire de communication et fonde l’identité du groupe local  Ce constat se trouve au centre de la recherche sur les problématiques territoriales au Québec (Herbaux, 2004) *Op.Cit* et nous éloigne des prophéties béates sur les rôlezs des TIC (Sfez, 1991).

### Du territoire politique vers l’identité territoriale comme capacité de projet

La création d’un environnement favorable  est un pré requis de toute innovation émergente au sein de la société ; Il s’agit d’évoquer la supériorité des structures et dans les techniques d’encadrement. Un premier objectif est de créer localement un terrain institutionnel, informationnel, comportemental où les acteurs puissent exprimer leurs perceptions, enrichir leurs savoirs, affirmer leurs compétences et peser sur le processus de développement ; il porte sur l’environnement politique, la reconnaissance d’un pouvoir local, l’instrumentation technique et administrative et la remobilisation sociale des acteurs locaux. Les modalités d’échange des informations sont au centre de ces rapports.

Cette approche du territoire consiste à définir le cadre conceptuel de l’accompagnement d’un processus démocratique ascendant et la proximité spatiale est au cœur de cette spécificité territoriale. Elle n’est pas forcément impliquant de proximité sociale et identitaire, mais relève d’une première étape de construction d’un nouveau territoire, à travers un processus graduel d’émergence d’appropriation territoriale, qu’il s’agit d’accompagner et de favoriser. Cette appropriation, phénomène de représentation symbolique par lequel les groupes humains pensent leur rapport à un espace matériel, ne peut se construire que par l’intégration progressive d’un sentiment local, au travers d’un processus mental collectif. Brunet (Brunet, 1990) nous a instruit que la prise en considération du seul espace vécu a montré ses limites et que l’émergence d’une identité territoriale ne peut pas se résumer à une activité économique, sociale ou culturelle commune dépourvue d’existence politique ou administrative reconnue.

La seule facette du vécu au sein du local, n’est ni génitrice, ni constitutive du territoire. En témoignage, l’habitat de résidence secondaire n’est pas obligatoirement concourant à un engagement dans le projet local. Enfin, l’identité territoriale ne se réduit pas davantage à une identité politico juridique ou à l’enracinement dans un lieu ;  il y faut cela, et quelque chose de plus : une conscience (Brunet, *Op.Cit*). Il s’agit ainsi de faire émerger un espace politique local (Levy, 1997), dont les acteurs se sentent responsables et où se jouent des relations de pouvoir (Bourdieu, 1980) en vue de son appropriation (Raffestin, 1981).Durkheim, (Durkheim, 1977), p. 138 avance «*Pour que les suffrages expriment autre chose que les individus, pour qu’ils soient animés dès le principe d’un esprit*»

Les modalités de transfert de compétences entre les acteurs

De très nombreux rapports nous ont certes éclairés sur les enjeux de l’introduction des technologies de l’information dans les cursus citoyens (C.G.P, 1994,1999), (Lefèvre et Tremblay, 1998) notamment en ce qui concerne l’éducation à l’emploi et à la citoyenneté. Ces rapports soulignaient que l’avènement de la société de l’information allait permettre la prise en compte des besoins des personnes en remettant l’élève au centre du système éducatif, le citoyen au cœur de la démocratie et le client à la base du marché.

En même temps si cette société recèle la capacité en son sein de pouvoir universaliser l’accès au savoir et aux richesses culturelles de l’humanité, de resserrer le lien social et donne leur chance aux petites sociétés innovantes (Etchegoyen, 1999), il y a loin de la coupe aux lèvres et nos observations au contact des acteurs et du terrain nous montrent que nous sommes très éloignés d’un développement harmonieux et équilibré et qu’une concurrence effrénée existe entre les territoires. Les choix technologiques à opérer par les territoires et les décideurs locaux renforcent la complexité et ses exigences « *La solidarité vécue* »au sens de Morin ainsi que les zones d’incertitude dans le processus d’acquisition de l’information jusqu’à la prise de décision. Nous aurons à composer voire nous débattre avec les effets de la crise exceptionnelle que nous traversons, et que personne, experts inclus, n’avait prévu.

Selon Franck Sérusclat (1999) « *les différentes pratiques tendent à se rejoindre et contribuent à l’élaboration, même dispersée, d’une pédagogie de l’autonomie et de la responsabilité qu’il faut autoriser.* ». Les observations formulées par le rapport Sérusclat mentionnent également le fait que "*les liaisons non linéaires entre éléments d’information rendent possible l’examen d’une question selon de multiples perspectives*.". Par non linéaires, l’auteur entend des informations relatives à un même sujet ou un sujet proche et issues de sources multiples et sans liens apparents. Voilà, entre autres motifs, pourquoi nous avions introduit l’hypermodernité et son cadre de référence. Conjointement à ces observations, l'environnement du territoire et ses composants technologiques, financier, juridique, humain ont muté vers davantage de complexité comme nous venons de le souligner. Mais, la complexification (Wagensberg, 1999) et son corollaire, l’incertitude (Filbet et Tazi, 1999) font peur. Les savoirs requis de la part des acteurs en charge de définir, d’appliquer et de suivre les réalisations d’une politique locale ont également évolué. Et pourtant, est-ce que les formations de nos décideurs se sont adaptées et ont-elles intégré les facteurs qui modifient toute l’appréhension du cycle de la décision locale ?

Sur la base de ces quelques observations, comment tenter d’orchestrer ces mouvements pour bâtir une intelligence, que nous avons nommée territoriale en référence à un mouvement de développement du local, et de le faire à partir des ressources localisées, en mobilité ou latentes ? Aux fins d’illustration nous présenterons dans la 3e partie de notre contribution deux recherches doctorales, dont une a déjà fait l’objet de soutenance. Ces recherches doctorales sont en relation avec notre expérience et les hypothèses préalables à l’engagement ou « *Comment mobiliser des ressources locales  après détecté leurs gisements*? »

**3. Eléments de prospective issus de recherches doctorales et de la conduite de projets en intelligence territoriale**

« *Les civilisations énergivores plus complexes permettent aux humains de comprimer le temps et l’espace* » (Rifkin, 2011, p.44)

Dans le cadre de cette partie, nous présentons trois recherches doctorales[[23]](#footnote-23), dont deux ont déjà été soutenues (Nord Pas de calais, 2006), (Région PACA, 2010) et une autre est en cours de finalisation (Midi Pyrénées, 2012), nous avons pu extraire un certain nombre de caractéristiques communes aux thèses menées dans la période 2000-2010 dans le cadre de l’intelligence territoriale. Sans prétendre à l’exhaustivité, et en complément des travaux Australiens de Bruce (2000) sur *Information Literacy* (Cité par Maurel, 2012), Hughes & alii, (2009) nous présentons maintenant ces caractéristiques déclinées de la façon suivante : cadre général et caractéristique générique, relation information-processus-communication, l’articulation observation-participation-Recherche, le processus compétences-échanges-transferts, le *process* de production Technologies-numérique-réseaux et des éléments de ‘*trends’*.

Les caractéristiques communes des recherches en intelligence territoriale et des actions associées

*Cadre général et caractéristique générique*

-la contribution du doctorant s’inscrit dans une démarche d’intelligence territoriale telle que nous l’avons définie et présentée dans nos publications, articles, rapports, thèses depuis 1996.

- nous prenons appui sur la définition de l’intelligence territoriale proposée par Bertacchini en 2004.

-la recherche doctorale mobilise, discute, enrichit l’appareillage intellectuel, théorique ainsi que le « *pas méthodologique* » pratique associé à l’intelligence territoriale telle que précisée plus haut.

*La relation Information/Processus/Communication*

-la recherche met en relation des catégories d’acteurs locaux de culture différente.

-il s’agit de recherches appliquées en relation avec une commande institutionnelle et/ou formalisée.

- la recherche doctorale conduite s’inscrit dans une continuité paradigmatique nommable comme étant la chaîne de l’information à la décision.

*L’articulation Observation/participation/Recherche*

-la recherche est conduite par un doctorant qui ne se limite pas à un rôle d’observateur.

- de ce fait, le doctorant agit en interface entre volet informationnel et anthropologique.

-la recherche s’inscrit dans un territoire connu ou un projet de territoire reconnu.

*Le processus Compétences/échanges/transferts*

-le doctorant possède et mobilise plusieurs compétences par exemple : cartographique et géomatique ; économique et logicielle ; technologique et sociologique ; gestion et développement local etc,

- le doctorant se situe et interagit en tant que ‘expert’ associé.

-la recherche instaure des échanges et communications régulières avec les autres parties prenantes au projet, formalisées et non formalisées.

*Le process de production Technologies/numérique/réseaux*

-le recours aux (N)TIC est systématique parce que supports et vecteurs de médiation: logiciel, Internet, moteur de recherche, système d’information, cartographie, traitement de l’information, base de données, etc

*Eléments de Trends*

-de glissement territorial : vers de l’intercommunalité.

-de l’intégration : par l’I.T du développement durable.

-de gouvernance : dans les dispositifs de D.D.

-qualitatif : approche dynamique par les flux (de préférence à l’approche par les stocks)

-socio-technologique : intégration des Tic avec la pratique de veille, intégration de Distic dans la chaîne de l’information.

-informationnel : mobilisation des représentations spatiales en tant qu’éléments cognitifs et de médiations.

-anthropologique et orchestral : coordination des acteurs humains et non humains.

-système d’information et au-delà de leur animation : vers un « *Community management* »

- de l’anticipation : gestion et prévision de crises (alertes et pré alertes).

- de connaissances : intégration de savoirs locaux dans l’I.T et ses processus.

A des fins illustratives, nous allons maintenant présenter en détails les recherches doctorales, dont une a été soutenue en 2006, une autre, en 2010 enfin, une est à soutenir en juin 2012.

## En Région Nord-Pas de Calais : Gérer la complexité (thèse soutenue en 2006 par Philippe Herbaux)

**«***L’information n’est qu’information. Elle n’est ni masse ni énergie***. »** (Wiener, 1985)

**«***Les acteurs échangent de l’information (génération d’énergie à titre individuel et/ou collectif***). »** (Bertacchini, 2004)

En ce début du XXI° siècle, la reconnaissance de l’Etat pour les territoires à forte imprégnation culturelle ou sociale est notoire ; elle permet à ceux ci de retrouver leurs points d’ancrage naturel dans le concept territorial de « pays ». A la nation, disait Renan « qui n’est pas qu’un héritage de gloire et de regrets à partager », le pays reconquiert son caractère inducteur du futur à construire. Porté par les Lois de décentralisation Loaddt[[24]](#footnote-24) et notamment celle du 25 juin 1999, le pays est un espace présentant une cohésion géographique, historique, culturelle, économique et sociale. Ce concept réaffirmé réclame des acteurs du local un investissement certain dans le partage d’un dessein que l’on souhaite porter par le plus grand nombre. Les acteurs locaux impliqués veillent ainsi à établir ou à conforter un environnement préservé des soubresauts de la mondialisation. Or, celle-ci est un fait qui agit sur le local ;  le brouhaha exponentiel des informations et signaux obscurcit l’horizon du projet territorial ;  il en rend la lecture et l’interprétation problématiques. La volatilité des projets et les changements brutaux des repères fondamentaux au sein du lieu de vie, crée un lieu de doute où tout un chacun s’interroge sur la nature de l’héritage symbolique qu’il veut défendre.

Production d’informations, communications et décisions locales

Au sein du territoire, l’information est un vecteur à retombée médiologique ; Réalité immatérielle, l’information connaît un cycle et renaît parfois au détour d’un échange « pour se travestir en un signe, un indice ou un symbole » Barthes (1992). Les décideurs du local, élus ou responsables d’organisation ont quelque peine, pour alimenter une réflexion politique, économique ou sociale, à traiter ce flux exponentiel d’informations. Chacun cherche dans le conseil de l’autre, l’avertissement salutaire qui préviendra la tempête en s’essayant dans le même temps à jouer les devins d’un avenir complexe et incertain.

Le recueil, le traitement puis la mise en perspective des informations du territoire sortent du registre unique d’une compétence individuelle pour bénéficier d’un regard systémique et mutualisé. La « matière information » devient le substrat d’un projet collectif, engendrée et partagée par tous ses acteurs lors des processus de communication engagés ; elle est le vecteur d’un changement de culture. Dans les nouveaux paradigmes des sciences de l’information et de la communication avancés par Le Coadic (2005), celui-ci met en évidence trois révolutions :

-le temps de la production de l’information,

-le temps de la communication,

-le temps de l’usage de l’information.

Ces révolutions, toujours selon l’auteur, modifient le paradigme orienté documentaliste vers un paradigme orienté usager, remplacent également la gestion de « stock » d’informations vers une gestion des flux d’informations et enfin, transforment la gestion des savoirs individuels en gestion des savoirs collectifs. Cette nouvelle posture paradigmatique orientée vers les usagers, flux et savoirs collectifs selon Le Coadic (*Op.Cit*. § préc.), fonde alors, d’après nous, de nouvelles postures de recherche aptes à cerner les nouveaux contours du complexe territorial. Le territoire se doit de prendre en compte ces évolutions de flux communicants pour mieux servir le modèle qu’il souhaite promouvoir.

## Incertitude et bornage de l’action territoriale

Le pays ne doit son existence que par la mise en commun d’un dessein partagé. Il assure à sa population la volonté de défendre l’enclos du local et à en prévenir les cahots ;  il est porteur d’une vision du futur qui donnera à chacun un peu de mieux être dans une identité plus forte. Pour ce faire, il doit traiter de façon efficiente les embûches du projet et mieux, les anticiper ;  or, le torrent exponentiel des données à recueillir et à traiter devient un exercice individuel périlleux pour le décideur. Cette problématique du quotidien est de plus, amplifiée dans un contexte d’incertitude où le recours systématique au principe de précaution peut aboutir à une caricature de gestion.

Si la « matière information » au sein du local peut être identifiée et ainsi analysée, les signaux, matériaux précurseurs d’information, ne sont pas toujours pris en compte dans leur mise en perspective. Trois raisons principales l’expliquent :

-Le décideur ne peut à lui seul capter et synthétiser la totalité du champ offert,

-Le recours volontaire au principe de cécité peut parfois être considéré comme un impératif d’accompagnement de certaines décisions.

-Ou alors la démarche de mutualisation des signaux et informations semble de nature trop complexe à mettre en œuvre par les élus au sein du territoire.

Dans ce dernier cas, la capacité des organisations à poursuivre des chemins de décisions parsemés de pièges tient parfois de la pertinacité[[25]](#footnote-25).

C’est ainsi que les politiques locales risquent d’évoluer entre les bornes de la réactivité et du principe de précaution ;  ce faisant, elles ne font qu’adopter le profil minimal d’une mission à caractère statique (principe de précaution) ou d’intervention de secours (réactivité à une rupture). La posture d’anticipation, soit de pro-activité, n’est pas pour l’instant inscrit dans le quotidien des habitants du local. Elle s’illustre néanmoins au sein des communes et territoires pour les acteurs majeurs et élus, dans les secteurs bénéficiant d’une démarche qualité (cantine scolaire, sécurité des bâtiments, surveillance des feux de forêts). On peut constater que ces dispositifs de nature institutionnelle n’associent pas ou peu la population à ces problématiques. Or, l’accélération des menaces pesant sur le local comprime de façon dramatique les temps de réflexion nécessaire à une décision circonstanciée. Un traitement anticipatif fondé sur une mutualisation récursive des savoirs individuels offrirait les conjectures nécessaires au moment demandé.

L’institution se cantonne ainsi dans un double rôle d’assureur et de responsable pour des phénomènes dont elle ne peut bien souvent pas décelé à elle seule, les signes précurseurs. On peut constater alors, que la principale préoccupation des élus en charge de ces responsabilités consiste en l’atténuation de leur responsabilité au détriment du problème en cause.

Au sein de l’espace territorial défini comme endogène, le recueil des signaux et leur coagulation dans un ensemble de conjectures peuvent difficilement être confiés uniquement à des organismes tiers ;  la multiplicité des menaces et des ruptures possibles offrent autant d’expressions de signaux complexes dont leur déchiffrage intéresse en premier lieu l’habitant du local. Les signes de crises dans certaines entreprises sont autant de facteurs d’amont bien souvent invisibles pour un observateur extérieur.

Dans cet enclos du territoire où l’accélération des informations et des menaces sape le projet partagé, le pays peut-il faire l’impasse d’un schéma de mutualisation de l’information pour servir le dessein qu’il prétend défendre et adopter les processus de communication adéquats ?

Le cadre conventionnel de la recherche-action : avantages et limites

Les travaux de recherche-action conduits depuis 2001 sur l’environnement régional Nord-Pas de Calais, ont intéressé plus particulièrement un échantillon de ce territoire englobant la métropole lilloise, les pays de la Pévèle ainsi que les pays de l’Audomarois. Ils visaient à essayer d’apporter des éléments de réponse dans la mise en œuvre d’un schéma d’intelligence territoriale et de poser les questions de son efficience.

Les travaux réalisés dès 1999 au sein de la cellule « intelligence territoriale » de l’université Lille2 constituaient alors un lieu balbutiant de ressources régionales Nord-Pas de Calais en matière de traitement de l’information et de la communication. Bien que les problématiques d’anticipation des menaces au sein du monde économique fussent un leitmotiv de travaux, le rôle de la transmission de l’information et de l’impact des technologies de l’information et de la communication (TIC) sur le tissu économique régional constituaient un champ de questionnement permanent. Une convention fût signée entre l’Etat et Université Lille – Droit et Santé- en date du 19 juillet 2001, et validée par le Secrétariat Général aux Affaires Régionales.

Le chemin du projet et les actions associées : un processus réciproque d’apprentissage et de territorialité.

L’aptitude à gérer une tâche ou une mission fait de l’opérateur un partenaire capable de s’inscrire dans un projet. Dans le cas de l’expérimentation, la posture constructiviste prise par l’opérateur dans la mise en œuvre du projet, constitue un ensemble de décisions-renoncements aptes à faire évoluer le projet dans un sens ou l’autre. La réflexion de Bachelard (1971) « marcheur, le chemin se fait en marchant » est ici de circonstance. Le jeu de l’acteur-observant fut une source permanente de questionnements sur le fond et la forme, sur le pourquoi ?et le comment ? Sur le poids de l’individuel et du collectif. Les limites de cette recherche s’inscrivent dans l’observation de l’évolution de la culture du territoire à travers sa capacité à échanger et à capitaliser l’information ;  elles en épient les dimensions nouvelles provoquées par l’utilisation mutualisée des TIC et du lien sociétal que le territoire prétend réactiver.

Les hypothèses de l’expérimentation

Les recherches menées dans ce cadre ne se marquent pas dans un modèle établi de transmission des connaissances mais plutôt dans l’observation de démarches concourantes qui établiront les modalités de mutualisation des connaissances. Pour cela, nous avions posé au préalable trois hypothèses de travail associées à une hypothèse de synthèse:

Hypothèse 1 : la perception des menaces et des futures ruptures est effective pour les acteurs et la population du territoire.

Hypothèse 2 : les techniques de l’information et de la communication (TIC) sont incontournables d’une démarche de mutualisation de l’information au sein du territoire.

Hypothèse 3 : le processus d’intelligence territoriale est en rapport avec un traitement prioritaire de l’information sur les champs économiques.

L’hypothèse de synthèse : ‘*L’intelligence territoriale se situe, au sein du territoire, entre information et processus de communication*’.

**En région Paca :** **Coexistence des territoires : l’espace physique à l’épreuve du virtuel. Une approche relationnelle cybermétrique issue d’une démarche d’intelligence territoriale** (résumé de la Thèse soutenue par Guillaume Perrin en 2010)**.**

« *Le modèle communicationnel pose la relation avant les termes de celle-ci. Il étudie non des choses mais des flux et remplace la vision sectorielle et statique du monde par l’approche de sa complexité dynamique.* ». (Bougnoux, 1993).

«*On peut considérer l’intelligence territoriale comme un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants../.. »* (Bertacchini, 2004).

La Problématique

Le laboratoire I3M a une certaine expertise dans le domaine de l’intelligence territoriale (Bertacchini, 2000, 2002, 2003, 2004, 2006) et de l’analyse infométrique (Boutin, 2003, 2005, 2008). Ce travail doctoral a pour objectif de puiser dans ces deux travaux pour montrer les échanges qui existent entre sphère réelle et sphère virtuelle. Il apparaît opportun d’établir comment l’espace se réorganise et se redéfinit, quelles sont les influences de l’espace physique (Brunet, 1992 ; Prélaz‐Droux, 1995), sur le domaine informationnel, et comment l’espace virtuel (Levy, 1995) peut à son tour impacter les territoires physiques. Nous nous attachons à déterminer les nouveaux assemblages de territoires, les combinaisons et les interactions qui sont opérées entre les territoires physiques et les nouveaux territoires virtuels constitués.

Positionnement théorique et méthodologie

Ce travail de recherche s’appuie sur trois fondements théoriques :

‐ la théorie de la complexité : L’incertitude et l’imprévisibilité des Hommes, la croissance exponentielle des technologies nous interdit de figer nos démarches de recherche et notre regard. Ainsi, cette caractéristique de mouvement fait appel à la contribution de la complexité pour mieux comprendre les phénomènes que nous observons (Morin, 1977). La notion de lien et tout ce qu'elle englobe, nous incline également à nous positionner au coeur de cette dynamique complexe.

‐ L’analyse infométrique. On fera ainsi référence aux indicateurs infométriques, tels que cybermétriques ou webométriques, à l’analyse des réseaux sociaux, ou encore aux techniques de datamining. Il s'agit notamment de privilégier le lien hypertexte et ses significations et de s'appuyer sur des cartographies et analyses infométriques.

‐ L’intelligence territoriale. Elle se positionne à la convergence de la communication, de l'information et de la connaissance, en prenant en compte l'appropriation des ressources et en menant une réflexion stratégique. (Bertacchini, 2000 ;Girardot, 2003; Bertacchini, 2004)

L’apport de l’intelligence territoriale, couplée à l’adoption et à la maîtrise d’analyses cybermétriques, nous permet d’aborder le sujet dans ses caractéristiques relationnelles, à la fois entre les différents espaces, mais également par l’étude plus précise du lien au sein même de ces territoires.

En effet, l'intelligence territoriale dans son phénomène d’appropriation des ressources, fait appel aux approches sociales moyennant les aspects relationnels. Nous porterons donc une attention toute particulière à l'étude des liens tissés entre les acteurs, leur résonance, leur nature ou leur forme. Pour cela nous les illustrons à l'aide réseaux et de graphes et nous tentons de représenter le cadre concret des relations et des décisions. La pénétration de l'analyse infométrique, scientométrique et l'extraction des données pertinentes, vient donc enrichir la démarche de l'Intelligence territoriale.

Les questionnements associés à la recherche

Pour clarifier notre intention, nous pouvons nous interroger sur des principes de coexistence et de cohabitation des aspects physiques et virtuels, (Quéau, 1993 ; Dubey, 2001), qui peuvent être considérés dans nos réalités :

‐ Quel type de cohabitation entre les dimensions des territoires physiques et virtuels ?

- Doit‐on envisager une combinaison de l'ensemble des territoires et quelles formes traduisent les interrelations des territoires physiques et virtuels?

- Les réseaux virtuels se situent‐ils en prolongement des réseaux physiques ou bien répondent‐ils à une logique propre et conditionnée, capable de leur donner une certaine autonomie?

- Sont‐ils enfin en mesure à leur tour, d'avoir une influence et des répercussions sur les réseaux physiques ?

La méthodologie de la recherche

Nous situant dans une démarche empirique qui consiste à faire de l'expérience « sensible » l'origine de la connaissance nous utiliserons principalement un raisonnement inductif, (Deslauriers, Kérésit 1997), tout en faisant appel dans un mouvement récursif aux apports déductifs comme l’a notamment décrit Chalmers, (Chalmers, 1987).

Nous porterons également une attention particulière à la complémentarité quantitatif/qualitatif (Reichardt, Cook, 1979; Miller, Fredericks, 1991 ; Pourtois, Desmet, 1996), répondant aux recueils des données et à leur traitement.

Nos données de terrain seront collectées à partir des traces laissées par les producteurs de sites web. Le chercheur maintient donc une certaine distance par rapport à son terrain. Au cours de notre étude nous avons exploité plusieurs méthodes de recueil des données. Parmi elles, le recueil de l'information en ligne a présenté un corpus essentiel qui nous a permis de caractériser l'information virtuelle. Pour aborder les notions de virtualité, il faut non seulement les évoquer, mais aussi largement s'appuyer sur les liens hypertextes. Le lien hypertexte va constituer pour nous, non seulement le moyen par lequel la navigation informationnelle est permise, mais il va aussi nous aider à refléter la trace de la diffusion et du parcours de l'information, pour aboutir aux réseaux et à la superposition territoriale physique et virtuelle.

Notre démarche consiste donc à récupérer les liens hypertextes des sites web dans l'ensemble des périmètres et terrains observés. D’autres facteurs ont été également analysés en comparaison du physique au virtuel, comme des éléments de surface tels que la couleur.

Les principes d’expérimentation

Plusieurs expérimentations ont été menées. Le premier terrain, le plus important a été réalisé sur le territoire Paca et fait suite à une étude commanditée par le Conseil Régional Paca qui consistait à évaluer le web public régional. Nous avons élargi ce terrain à d'autres terrains, tels que celui de la Tunisie, l‘extension au domaine culturel et aux hyperactions textuelles au sein de laboratoires, afin de prolonger par la comparaison et la validation. Il faut également concevoir les outils, éventuellement les éprouver, ce qui fait l’objet de la première partie de notre observation afin d’établir les méthodes de recueil et de traitement des données.

Les résultats, analyses, et discussions

En symétrie avec ces aperçus empiriques, il en découle une analyse ordonnée et classifiée des résultats obtenus. Il s'agit de mettre en lumière la cohabitation des territoires physiques et virtuels et d'apporter les éléments qui nous éclairent sur les hypothèses qui ont fondées notre recherche. Comme nous l’avons constaté dans nos résultats, les territoires virtuels reproduisent en partie les aspects physiques et géographiques desquels ils sont tirés. Cependant, on observe aussi a contrario, au sein du virtuel, une autonomie certaine qui donne à ces territoires des caractéristiques qui leur deviennent propres. Ceci, sans pour autant donc qu’ils ne réagissent en fonction des territoires physiques auxquels ils sont censés être rattachés.

Les conventions hiérarchiques en sont bousculées et le rapport même à l'autorité compromis dans un système qui redéfinit les rôles. Certes, la puissance hiérarchique se cherche une place, mais les réseaux virtuels contribuent également à la contestation de la médiation et de la transcendance.

Le dynamisme du réseau échappe à certaines règles dont l'objectif demeure la recherche de la stabilité. Cette énergie en mouvement peut faire craindre à tout instant un déséquilibre structurel, et doit donc pour y faire face retrouver des ressources internes capables de le régir dans la durée. Entre volatilité et désir instinctif de subsister, un modèle de virtuel peut ainsi s’ébaucher, dans lequel ordre et désordre se côtoieraient. L'aspect volontaire peut toujours prendre le dessus, et c'est le niveau d'intentionnalité et de consensus de sa mise en pratique, qui semble dessiner un ordre nouveau. L'autorité n'échappe pas à cela, et s'il elle n'est pas complètement remise en cause, elle s'en trouve tout au moins, déstabilisée et perturbée.

Le territoire n'est plus majoritairement subi, comme le territoire physique, mais il devient en même temps ressenti et créé. Les territoires se confondent, tout d'abord parce qu'il existe des passerelles, comme on peut le constater entre l'investissement dans une communauté virtuelle et l'aboutissement à des actes qui peuvent en découler. Les effets de ces passerelles n'apparaissent pas seulement entre le physique et le virtuel, mais ils découlent également de la nature même des sujets qui ne réagissent pas selon des schémas similaires. Quelques soient les volontés qui nous poussent à créer un lien hypertexte, il y a une affirmation d'une volonté de positionnement face à un autre acteur ou un à autre contenu. L'aspect physique n'a enfin quasiment plus aucune prise sur le lien de médiation et sur cette projection du désir. Au centre de ce système, le rapport que nous pouvons entretenir avec le territoire s'en trouve ébranlé. D'un côté, nous retrouvons le rapport avec le territoire physique, qui est en partie vécu; et d'un autre côté, en opposition, nous nous rattachons à un territoire virtuel choisi, tout en éprouvant des interactions intermédiaires. Cela nous entraîne ainsi, vers une reterritorialisation de placement au sein de ces nouveaux territoires.

**En région Languedoc Roussillon : Signes, données et représentations spatiales : des éléments de sens dans l’élaboration du projet de territoire intercommunal** (thèse soutenue en juin 2012 par Pierre Maurel)

« *Dans la théorie de l’action située, les objets pertinents de la situation proposent des informations, contiennent des savoirs incorporés, proposent des relations c'est-à-dire des modalités d’interactions .../…* » (Mucchielli, 2001)

« *Les acteurs accordent du crédit à l’information reçue (captation-échange de l’information****)*** » (Bertacchini, 2004)

Mots clés : Distic, intelligence territoriale, médiation, objet-frontière, projet de territoire, représentations spatiales, sémiotique.

A l’heure d’une société marquée par les technologies de l’information (T.I), les territoires locaux sont soumis à des formes de développement de plus en plus dictées par le haut, basées sur les paradigmes de l’économie mondialisée et du développement durable. Ces territoires locaux constituent en effet un échelon pertinent pour répondre de manière opérationnelle à ces enjeux d’ampleur planétaire. *La question est alors de savoir comment ces territoires peuvent, dans un tel contexte, promouvoir également un développement endogène qui fasse sens pour les acteurs locaux*.

Les représentations spatiales et leur potentiel de médiation

Pour ce faire, nous mobilisons le concept d’intelligence territoriale qui correspond à une approche informationnelle et communicationnelle du développement territorial. De ce point de vue, les territoires sont représentés à l’aide du méta-modèle de Schwarz comme des systèmes capables d’émerger et de se complexifier pour faire face à un environnement incertain. Nous apportons notre contribution à cette approche basée sur les paradigmes systémique et constructiviste en approfondissant le rôle que peut jouer la dimension géographique dans les dispositifs d’information et de communication à l’échelon des territoires intercommunaux, en faisant l’hypothèse qu’elle présente, via les représentations spatiales, un potentiel de médiation encore sous-exploité. Par rapport à d’autres travaux en intelligence territoriale qui se focalisent sur les dimensions économique ou sociale du développement durable des territoires, notre recherche porte préférentiellement sur la dimension environnementale.

Une posture de recherche-intervention en relation avec une approche intégrée

Nous adoptons pour cela une posture de recherche-intervention qui alterne des réflexions théoriques avec des observations et interventions empiriques sur une étude de cas, celle du territoire de Thau, à l’identité fortement marquée par l’eau, où est menée depuis 2005 une approche intégrée à partir de plusieurs instruments de planification et de gestion.

Sur un plan théorique, nous étudions tout d’abord en quoi les nouvelles modalités et les nouveaux instruments de l’action publique territoriale peuvent favoriser ou au contraire freiner la mise en œuvre de processus d’intelligence territoriale pour un développement endogène. L’analyse montre une complexification croissante de l’action publique liée d’une part à la multiplication des acteurs aux codes hétérogènes du fait de la décentralisation (intercommunalités, participation du public), et d’autre part, à une véritable écologisation des politiques publiques qui obligent à prendre en compte de nouveaux pans du système territorial jusque-là ignorés. L’exercice de l’action publique bascule du gouvernement descendant à la gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux, de l’intérêt général décrété par le haut aux biens communs négociés entre les parties prenantes.

La dimension intercommunale à l’aune d’une gouvernance à distance

Les intercommunalités institutionnelles jouent un rôle croissant dans ce système d’acteurs, même si leur légitimité politique et leur reconnaissance symbolique restent ‘encore’ faibles. Le concept de « projet de territoire » devient pour elles une ressource symbolique et opérationnelle de première importance, mais qui reste éminemment polysémique, comme le montre la typologie que nous proposons dans notre thèse. Une analyse plus fine montre toutefois une reprise en main par le haut (Europe, Etat, Région), une forme de gouvernement à distance, à travers la mise en œuvre de la doctrine de la nouvelle gestion publique, issue du monde de l’entreprise.

En imposant des dispositifs de quantification, cette doctrine conduit à cadrer et à standardiser les initiatives locales ainsi que les processus d’information et de communication dans la chaîne administrative, tout en fragmentant l’action publique au détriment d’une approche systémique endogène. De plus, les injonctions règlementaires de concertation se limitent le plus souvent à des niveaux symboliques de participation et n’améliorent pas de manière significative l’engagement concret des acteurs locaux dans le développement de leur territoire.

Distic et médiations : des objets frontières pour valoriser les savoirs locaux

Dans un tel contexte, la notion de « médiation » apparaît comme un moyen d’articuler ces acteurs et ces stratégies hétérogènes, voire antagonistes. Nous mobilisons alors le concept de « Dispositif socio-technique d’information et de communication », ou Distic, en étudiant les situations de communication et les différentes formes de médiation qu’il autorise, ainsi que les apprentissages qui peuvent en découler. Les représentations spatiales, comme produits médiatiques constitutifs des Distic, offrent une diversité de propriétés sémiotiques et de fonctionnalités que nous mettons en évidence, même si elles restent encore le plus souvent des impensés méthodologiques dans les routines professionnelles de la concertation territoriale. Elles peuvent notamment constituer des objets frontières entre mondes hétérogènes et permettre de valoriser les savoirs des acteurs locaux à partir du moment où l’on adopte une conception écologique de l’information.

D’un point de vue pragmatique et empirique, la recherche-intervention sur le territoire de Thau permet, à un niveau micro, de mettre en lumière des situations de production et d’usages de représentations spatiales dans des Distic, ainsi que leurs effets, dans les processus de planification territoriale. Nous montrons comment le déploiement d’un dispositif de représentation explicite  de l’étalement urbain, d‘abord par la quantification et la mise en cartes, puis par des opérations de médiation, permet de faire de cet enjeu initialement flou un nouvel objet de gestion au sein du territoire. Le potentiel de médiation des maquettes physiques en 3D du territoire, prises comme des « objets frontières », est également démontré. Enfin, deux expériences de valorisation des compétences et des savoirs locaux permettent de valider la faisabilité et la pertinence de ces approches dans un objectif d’intelligence territoriale, tout en soulignant les épreuves à passer pour que ces savoirs et leurs détenteurs gagnent en légitimité dans les routines professionnelles de la planification territoriale.

A un niveau macro, le méta-modèle de territoire et sa spirale d’auto-organisation se révèlent des cadres analytiques adaptés pour rendre compte de la complexification et de l’autonomisation progressive du territoire de Thau sur les vingt dernières années, notamment en développant en interne ses capacités d’auto-observation et en s’appuyant sur des relais locaux. Nous montrons toutefois les difficultés rencontrées pour faire émerger un même horizon de sens, partagé à l’échelle de l’ensemble du territoire.

Comme l’exprime le méta-modèle de Schwarz, les territoires ne sont pas des systèmes fermés sur eux-mêmes, mais ouverts à des influences extérieures. L’analyse des interactions du territoire de Thau avec les territoires voisins et englobant, dans le cadre de tentatives de fusion d’intercommunalités, souligne les limites d’une approche communicationnelle à visée performative en l’absence d’une structure légitime d’ingénierie et de médiation trans-territoriale.

La dimension orchestrale de l’intelligence territoriale

Dans le contexte actuel du développement territorial, cette thèse a montré qu’un des enjeux de l’intelligence territoriale était d’arriver à articuler, par des opérations d‘intégration, de médiation et de traduction, des politiques publiques descendantes sectorielles, avec des projets de développement locaux transversaux qui fassent sens pour la population et ses représentants. Les objets de la nature et leur articulation avec les activités humaines joueront dans l’avenir un rôle croissant et complexifieront d’autant les processus informationnels et communicationnels à l’œuvre dans les territoires. Si des valorisations opérationnelles de cette recherche sont d’ores et déjà envisageables, de nouvelles questions émergent dans le champ des sciences de l’information et de la communication et justifient de poursuivre un investissement théorique et pragmatique sur une approche spatiale de l’intelligence territoriale.

La présentation du contexte de la recherche nous a permis de positionner notre problématique dans le champ de l’intelligence territoriale, en nous focalisant sur l’articulation entre l’action publique territoriale descendante et l’action collective au service d’un développement endogène.

*Le corpus d’hypothèses de la recherche*

Ce positionnement préalable nous amène à formuler un corps d’hypothèses qui portent à la fois sur une approche globale des territoires pris dans leur contexte englobant et sur des dimensions plus pragmatiques qui relèvent de l’ingénierie territoriale, en les abordant du point de vue des sciences de l’information et de la communication.

Hypothèse 1

Les paradigmes dominants actuels (économie mondialisée, développement durable, société des nouvelles technologies de l’information) donnent paradoxalement toute leur importance aux territoires locaux (échelle des intercommunalités en France). C’est en effet à cette échelle que s’opérationnalisent les politiques publiques de planification et de gestion territoriale, elles-mêmes largement imprégnées dans leurs réglementations et leurs instruments cognitifs des paradigmes cités ci-dessus. Nous faisons l’hypothèse que les territoires locaux seront d’autant plus à même de s’affirmer dans ce contexte qu’ils arriveront à développer un processus d’intelligence territoriale endogène à l’occasion de la mise en oeuvre de politiques publiques territoriales descendantes. Il découle de cette hypothèse les sous-hypothèses suivantes :

- Sous-hypothèse 1.1**.** : Les différents échelons de la gouvernance territoriale, depuis l’Europe jusqu’à la commune en passant par l’Etat, les Régions et les intercommunalités, poursuivent des objectifs de gestion et politiques différents. Nous faisons l’hypothèse qu’il en découle des stratégies différenciées en matière d’information et de communication qui peuvent freiner la mise en place d’un processus d’intelligence territoriale à l’échelle intercommunale.

- Sous-hypothèse 1.2. : Les structures de type pays (au sens de la loi Voynet), porteuses de projets de territoire formalisés dans une charte, sont amenées à disparaître au profit des intercommunalités institutionnelles porteuses d’instruments de planification technique (Scot, Sage, ..). Nous faisons l’hypothèse que cette tendance peut entraîner une confusion entre projet politique signifiant (un « projet de territoire ») et projets techniques (un « territoire de projets ») préjudiciable à l’émergence symbolique de territoires forts, dotés d’une vision partagée de leur avenir.

Hypothèse 2

La planification stratégique territoriale à l’échelle intercommunale génère une multitude d’actes de communication entre des acteurs hétérogènes et mobilise un ensemble hétéroclite de méthodes d’animation combinées à des outils d’information et de communication. Nous faisons l’hypothèse que le concept intégrateur de dispositif socio-technique d’information et de communication (Distic) présente un potentiel heuristique et opératoire pour appréhender de manière unifiée la dimension informationnelle et communicationnelle d’un processus de développement territorial basé sur la concertation.

Hypothèse 3

L’émergence du développement durable redonne une place centrale à la matérialité bio-physique des territoires et impose un décloisonnement d’approches menées jusqu’alors de manière sectorielle. Il génère des interactions entre des groupes sociaux aux ancrages territoriaux, aux codes sémiotiques, aux représentations sociales et aux savoirs différents. Il découle de cette hypothèse principale les sous-hypothèses suivantes :

- Sous-hypothèse 3.1. **:** Nous faisons l’hypothèse que les représentations spatiales dans les dispositifs d’information et de communication présentent un potentiel de fonctionnalités encore largement sous-exploité, notamment comme supports de médiation entre des groupes sociaux hétérogènes.

- Sous-hypothèse 3.2. : Les instruments cognitifs actuels de représentation de la réalité (systèmes statistiques internationaux, nationaux ou régionaux, observatoires, télédétection…) et les formes d’expertise traditionnelles sont désormais insuffisants pour répondre aux exigences d’une plus grande compréhension partagée de la complexité territoriale aux échelles locales. Nous faisons l’hypothèse que ce contexte constitue une opportunité pour la reconnaissance des savoirs géographiques locaux. Ils doivent toutefois subir un certain nombre de traitements et d’épreuves pour accéder au rang de savoirs légitimes reconnus par tous.

Le terrain principal d’études et de recherche

Le terrain principal sera celui du territoire de Thau (34) sur lequel est en train de se mettre en place de manière coordonnée un Schéma de Cohérence et d’Orientation Territoriale (SCOT) et un Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

**En conclusion intermédiaire. De l’espace public à l’intelligence territoriale, une évolution de la posture informationnelle et anthropologique**

Nous allons revenir sur la période couverte par nos recherches, travaux depuis toutes ces années et nous essaierons dans cette conclusion temporaire de cerner le glissement opéré, selon notre point de vue, de l’espace public à l’intelligence territoriale. Ce glissement peut illustrer et rejoindre les propos de Boure (2005) sur les idées émergentes des politiques territoriales. Enfin, les propositions suivantes empruntent et se nourrissent des publications écrites ou co-écrites avec des auteurs et co-auteurs sur toute cette période.

L'espace public est une notion très utilisée en sciences humaines et sociales depuis la thèse de Jürgen Habermas intitulée L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise (1963).Dans cet ouvrage, Habermas décrit « le processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État. »[[26]](#footnote-26) Aujourd'hui l'espace public est au centre de nombreuses problématiques, notamment dans le champ des sciences de la communication. On citera notamment l'analyse de [Miège](http://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_Mi%C3%A8ge) (1996 & 1997) qui distingue, dans un retour historique sur les modèles d'espace public, quatre grands modèles de communication qui organisent un espace public élargi et fragmenté : la presse d'opinion (milieu du [XVIIIe siècle](http://fr.wikipedia.org/wiki/XVIIIe_si%C3%A8cle)), la presse commerciale (à partir du milieu du [XIXe siècle](http://fr.wikipedia.org/wiki/XIXe_si%C3%A8cle)), les médias audiovisuels de masse (depuis le milieu du [XXe siècle](http://fr.wikipedia.org/wiki/XXe_si%C3%A8cle)) et les relations publiques généralisées (depuis les [années 1970](http://fr.wikipedia.org/wiki/Ann%C3%A9es_1970))[[27]](#footnote-27).

L’intelligence territoriale, cette capacité collective du territoire à anticiper les ruptures qui vont l’atteindre, nécessite la mise en œuvre d’une évolution de sa culture informationnelle. Nous allons dans cette conclusion en rappeler les principales caractéristiques.

Cette modification des relations et des échanges, une logique de projet, doit alors s’adosser à un autre traitement des signaux et des informations. Communiquer différemment en participant à un projet commun agit sur les liens individuels et modifie le rapport à l’autre ;  ainsi la relation d’échange sort du quotidien pour accéder à une altérité du projet partagé puis il y a capitalisation et valorisation individuelles des missions ; cette mutualisation et mise en perspective des conjectures, sont autant d’opinions fondées sur les analyses d’hypothèses qui assurent un flux continu et interactif, formel et sémiologique d’une relation au groupe. La culture des organisations, dans les aspects de gouvernance, prend alors, par son aspect récursif, un caractère durable.

Tout est affaire de sens. Au niveau de l’action de l’objet et dans l’identité acquise par l’acteur territorial ; il constitue ainsi un paradigme du sens et d’identité, l’identité territoriale vue comme capacité des acteurs à formuler puis à formaliser leur projet de développement. Ainsi, la dynamique territoriale tire son existence de la complexification de ses réseaux agissant dans le débat social et l’énergie mise en œuvre permet de faire évoluer un objet territorial nouveau.

L’innovation territoriale endogène se nourrit de signaux internes et de flux d’informations externes. Il s’agit de capter des flux de données à traiter en continu pour dépister à temps la menace et éventuellement saisir l’opportunité.

Les réponses collectées offrent un faisceau de nouvelles pistes à explorer dans le concept de mutualisation des connaissances. Cette capitalisation des signes et informations mise en perspectives, offre au local des futurs possibles aptes à déjouer la menace où l’incertitude. La création de cette posture d’anticipation porte en germe les attributs d’un outil démocratique partagé par les acteurs du local, les associant plus intimement à une vision stratégique territoriale. Le terme acteur, par la ressource partagée, prend alors tout son sens. Le Chercheur, dans notre conception, devient acteur du territoire.

L'information territoriale ne prend sens et utilité que dans le contexte d'une communication entre compétences locales. Que cette communication ne peut se faire que dans un contexte cognitif, car l'information elle-même, composante de la communication, est fonction des structures cognitives, de leur mode de fonctionnement et de leurs niveaux d'abstraction. Enfin, la communication dépend aussi de notre rapport avec le temps et de notre capacité à nous aligner sur le temps exogène, -le temps des autres-, et de nos interactions avec l'environnement. On peut donc écrire que la communication s'inscrit dans une dimension d'espace-temps où l'information prend son sens dans un contexte d'interaction. Cette constatation montre tout l'intérêt d'identifier les modèles cognitifs des acteurs territoriaux pour pouvoir traiter de la communication dans le contexte de la concertation et susciter les interactions territoriales à la base du concept d’intelligence territoriale.

Le territoire devient un lieu de ressources où les acteurs interviennent dans un jeu de pouvoirs construit autour des enjeux d'appropriation Sfez (*Op.Cit*), de légitimité, d'identité et qui, inévitablement, nécessite la résolution de conflits émergents dans le contexte de la concertation territoriale. Nous avions avancé l’hypothèse que la définition d’un système de veille territoriale et la pratique de celui-ci par les acteurs territoriaux pouvaient favoriser la concertation territoriale. Pour arriver à une résolution possible de ces conflits, la solution envisagée doit prendre en compte la problématique de la mise en réseau du couple "individu - collectivité", car c'est dans la résolution de cette problématique que résident les bases de la régulation sociale des interactions sur le territoire.

Nous pouvons en tirer trois constats:

-La concertation territoriale s'appuie sur le principe d'un «modelage mutuel d’un monde commun» par l'acte de communiquer, véritable «réseau de gestes conventionnels», Tetu, (1995) dans un jeu de recherche de communauté d'intérêt et d'affirmation d'identité.

-L’objet territorial, qu'il soit physique, abstrait ou symbolique, joue un rôle central et permet de matérialiser le lien social et ses enjeux éventuels entre les acteurs sur le territoire.

-La définition d’un système d’observation territoriale est souhaitable s’il peut aider les acteurs locaux à la compréhension réciproque par l’apprentissage via l’instauration d’un réseau physique et/ou virtuel de compétences locales.

Dans cette approche, nous avons privilégié la mise en valeur des éléments territoriaux. Les objets territoriaux sont d'abord des constructions humaines que ce soit dans leur représentation, physique ou virtuelle ou dans leur réalisation effective. Ils sont donc toujours, pour nous, associés à un sens, une logique, une histoire (Bertacchini, *Op.Cit*) Mais ils sont aussi objets de ressource pour les acteurs. Pour rendre compte du phénomène d'appropriation-construction-territoriale, nous avons choisi de nous référer à un *méta-modèle* (Schwarz, *Op.Cit*). En effet, le territoire est avant tout un système-espace de ressources pour les acteurs, donc est sujet à appropriation. La concertation suscitée et apprise par une politique de développement adaptée au contexte local peut favoriser cette appropriation. La multiplicité des éléments d’information et l’objectif du transfert des connaissances entre les acteurs locaux, nous conduisent à imaginer un système de veille territoriale. La définition et la conception d’un système de veille territoriale peuvent aider au rapprochement des catégories d’acteurs locaux et mobiliser autour d’un tel projet en multipliant les occasions d’échanges et d’interactions.

A notre sens l’élaboration de ce système d’observation et d’information territoriale ou d’un réseau de cette nature peut favoriser la rencontre, la coordination et le transfert des compétences disponibles localement. Parce que sans ce transfert, le potentiel du territoire c’est-à-dire son passé et sa mémoire disparaîtront au rythme de fragmentation de ses parcelles et de la vitesse de nomadisation de ses citoyens. Tout en renforçant les exclusions que nous avons précédemment nommées : culturelles, économiques et technologiques. Nous pourrons par ailleurs constater que ce choix de présentation permet de mieux définir la notion de territorialité, ses dimensions et les pratiques sociales qui lui sont associées. Car, si nous pensons que c'est la territorialité, véritable phénomène informationnel, qui permet de transformer l'espace en territoire ce dernier, ne peut être construit qu’à l’aide du transfert des compétences locales identifiées. Or, la constitution des gisements de compétences et leur *transférabilité* repose sur l’engagement croisé et l’accompagnement des acteurs locaux.

La conception et la diffusion d’outils, de méthodologies et de protocoles de recherche accessibles, d’une part, aux chercheurs en sciences sociales et, d’autre part, aux acteurs du développement durable des territoires ne pourront pas se substituer à la « *solidarité vécue* » de Morin, ils l’accompagneront;

La constitution d’ensembles de données applicables pour la recherche pluridisciplinaire et pour l’action territoriale.

Cette stratégie est concrète et les résultats sont aisément vérifiables. À partir des recherches, des expérimentations et des actions qu’ils conduisent actuellement, les participants élaboreront des outils, des méthodologies, des procédures de recherche et des indicateurs homogènes à l’échelle européenne au cours de rencontres et d’échanges scientifiques complétés par des études évaluatives. Les rencontres scientifiques seront régulièrement ouvertes à des chercheurs et des acteurs extérieurs à l’action de coordination. Les communications et publications, dans le cadre de manifestations scientifiques et professionnelles internes et externes au réseau, en particulier lors de la conférence internationale annuelle du réseau sont référencées sur le portail Internet et téléchargeables avec l’accord des auteurs et des éditeurs.

Pour accéder à l’obtention de ces résultats opérationnels, nous avons repéré deux catégories d’acteurs spécialisés intervenant dans le champ de l’intelligence territoriale. Nous désignerons la première catégorie comme étant les ‘*géographes des Tic*’, ceux qui relèvent les champs d’application de l’intelligence territoriale, ses espaces puis les bornent. La seconde catégorie d’intervenants, nous la nommerons les ‘*géologues des Tic*’ c’est-à-dire ceux qui en mesurent la, les profondeurs des usages associables aux Tic dans le territoire.

Mais dans un monde de mobilités et de compétition mondiale, un défi sans cesse renouvelé nous attend dès lors qu’un projet territorial nouveau est décidé.

Eléments bibliographiques

Ardoino, J., (ouvrage coll.), « Vers la multiréférentialité » in *Perspectives de l’analyse institutionnelle*, Méridiens-Klinksieck, 1988, Paris.

Arstein S. R., “A ladder of citizen participation in the USA*”*, *Journal of American institute of planners*, vol 35, 1969, p. 216-224.

Aubert, N., (sous la direction de), *L'individu hypermoderne*, Ed : Erès, coll. Sociologie Clinique, 2004.

Bachelard, G., *La formation de l’esprit scientifique*, Paris : Vrin, 1971.

Bertacchini, Y., Maurel, P., Deprez., P., « The territorial intelligence: a network concept & an info-communication process framework », International Symposium on Language and Communication: Research trends and challenges, Institute of Language and communication Studies Faculty of Communication Atatürk University, Turkey, Izmir, june 2012.

Bertacchini Y., «Petit Guide à l’usage de l’Apprenti-Chercheur en Sciences Humaines & Sociales», *Essai*, Coll *Les ETIC*, 196.p, Presses Technologiques, Toulon, 2009.

Bertacchini, Y., « Du gisement des compétences locales & de leur transfert : quelles modalités ? », *Questions de Communication*, série Actes 3.2006, Formes de l’engagement & espace public, pp.437-447, septembre 2007.

Bertacchini Y., (Dir). *Le territoire dans touts ces états*, *Intelligence territoriale -volet 3-,* Ouvrage collectif, Collection *Les E.T.I.C*, Presses Technologiques, 316 p, octobre 2007, Toulon.

Bertacchini,Y., Girardot,J-J., Gramaccia, G.,"De l'intelligence territoriale. Théorie, Posture, Hypothèses, Définitions.”, in : Actes du 5e colloque "TIC et Territoire : quels développements ?", *International Journal of Information Sciences for Decision Making*, <http://isdm.univ-tln.fr> , juin 2006, n° 26.

Bertacchini, Y., *in* Pennalva, J-M., « L’intelligence territoriale : posture théorique, hypothèses, définition. », in *Intelligence collective*, pp.9-17, Presse de l’Ecole des Mines de Paris, Paris, 2006.

Bertacchini, Y., « Le territoire, une entreprise d’intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel », p.35, Revue *Communication & Organisation* n°25, Les vallées : sens, territoires & signes, GREC/O, ISIC, Université de Bordeaux 3, 1er semestre 2004, Bordeaux.

Bertacchini Y., « Entre information & processus de communication: l’intelligence territoriale », Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, Revue *Humanisme et Entreprise* n°267, La Sorbonne Nouvelle, Paris, octobre 2004, Paris.

Bois, Ch., Réseaux et Pratiques collaboratives : vers une épistémographie de la transmission des savoirs, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 2005.

Bouchet, Yannick, Bertacchini, Yann., Herbaux, Philippe., « Intelligence Territoriale et cindyniques, ou le danger réduit par un phénomène informationnelle et anthropologique », 16e Congrès de la Sfsic, « Les sciences de l’information et de la communication : affirmation et pluralité », 11-12-13 juin 2008- Compiègne.

Bouchet, Y., Bertacchini, Y., « Vers la construction d’un système d’information territorial cindynolytique à Pierre Bénite », Colloque *Risques industriels majeurs*, Université Toulouse3, 6 & 7 décembre 2007.

Bouchet, Y., Intelligence Economique territoriale ; Approche ingiénérique dans une municipalité de moyenne dimension, Thèse de Doctorat, Université Lyon 3, 17 octobre 2006.

Bougnoux, D., *Sciences de l'information et de la communication*, Textes essentiels, éd : Larousse, Paris, 1993.

Bourdieu, P., *Le Sens pratique*, Paris : De Minuit, 1980.

Boure, R., Les idéologies émergentes des politiques territoriales, *Sciences de la Société*, 65, 200 p, 4-2005.

Brunet, R., « Le déchiffrement du Monde », Géographie Universelle, t. 1, Mondes nouveaux, 1990.

Callon, M., Akrich, M., Latour, B., *Sociologie de la traduction*: textes fondateurs, Sciences Sociales, Les Presses, 2006.

Callon, M., Latour, B., *La Science telle qu’elle se fait*, Paris : La découverte, 1991.

Craps, M., Social learning in basin management, HarmoniCop, deliverable n°3a: European.Funded.Project-WP2 reference document, December 2003, 70p.

Damasio, A.., *L'erreur de Descartes*, La raison des émotions, Odile Jacob, 1994.

Dumas, Ph., `Is The Region The Most Suitable For Sustainable Development?', First Annual Conference Of Territorial Intelligence, University ``1er decembrie 1918'', Project CAENTI Alba Iulia, Romania, 2006.

Dumas, P. (2007). Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française. In P. Technologiques (Ed.), Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états (pp. 29-32). Toulon: Yann Bertacchini.

Dumas, P. (2010). Towards an ontology of territorial intelligence, IT-GO 2010 : Le Grand Ouest, une intelligence durable (pp. 7 p). Nantes, Rennes.

Dumas, P., Gardère, J.-P., & Bertacchini, Y. (2007). ”Contribution of socio-technical systems theory concepts to a framework of Territorial Intelligence.”, International Annual Conference of Territorial Intelligence (pp. 13). Huelva (Espagne).

Durkheim, E., *La méthode sociologique*, Les règles de la méthode sociologique, première édition 1895, PUF, 1977.

Etchegoyen A, *Les défis de l’éducation*, 170 pages, *Questions de Société*, France Loisirs, 1999.

Ferrier, J-P, « Le contrat géographique ou l’habitation durable des territoires » Entretien. *Sciences Humaines*, n°98, oct 1999.

Filbet M et Tazi, «Le système d'information en "réseau": une approche par l'organisation et par les nouvelles technologies de l'information.», Congrès de Génie Industriel, Montréal, 1999.

Foucault, M., *Les Mots et les Choses*, Archéologie des sciences humaines, Gallimard, NRF, 1966.

Gourou, P., *Pour une géographie humaine*, Flammarion, 1973.

[Habermas](http://fr.wikipedia.org/wiki/J%C3%BCrgen_Habermas), J., *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, [Paris](http://fr.wikipedia.org/wiki/Paris), 1997.

Hegel, G.W.F., *Science de la logique*, Tome 1, 413.p, Aubier Montaigne, 1987.

Herbaux, Ph, « Le Développement territorial. Regards croisés sur la diversification et les stratégies. » Ouvrage collectif. Sous la direction de Guesnier Bernard et Joyal André, Poitiers : Adicueer, 2004.

Herbaux, Ph., « Effet médiologique territorial de l’usage des TIC ». Colloque international de Bordeaux, Laboratoire Gresic, Enjeux et usages des TIC, 2005.

Herbaux, Ph., *L’intelligence territoriale : d’une représentation générale à un concept de finalité*, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 31 mai 2006.

Herbaux, Ph., *Intelligence territoriale : repères théoriques*, Questions contemporaines, L’Harmattan, 194 pages, 2007.

Hughes, Hilary E. and Middleton, Michael R. and Edwards, Sylvia L. and Bruce, Christine S. and McAllister, Lynn M. (2005) La recherche australienne en maitrise de l'information 2000-2005. Bulletin des Bibliothèques de France, 50(6). pp. 45-55.

Jayet H & alii., « Structures économiques et barrières à l’entrée », Rapport au Commissariat Général au Plan, CESURE, 128 p, Lille I, 1996.

Le Coadic, Y-Fr, «Les nouveaux paradigmes en sciences de l’information», conférence de l’ADBS, Nancy, 13 janvier, 2005.

Latour, B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, Ed : La Découverte, 2e tirage, Paris, 400.p, 2010.

Latour, B., *Nous n'avons jamais été modernes*, Essai d'anthropologie symétrique. Paris : La Découverte, 1991.

Latour, B., « une sociologie sans objet ? Remarques sur l’interobjectivité », *in* Debary, O., et Turgeon, L., pp 37-59, MSH Paris, Presses de l’Université Laval, Québec, 1991.

Lévy P., *L’intelligence collective, Pour une anthropologie du cyberspace*, p 69, La découverte/Poche, Essais, 1997.

Lévy, P., *Collective Intelligence: Mankind's Emerging World in Cyberspace Plenum*, New York, 1997.

Lipovetsky, G., (avec Sébastien Charles), *Les temps hypermodernes*, Paris, Grasset, 2004.

Lotka, A.J., « Contribution to the Energetics of Evolution.”, *Proceedings of the National Academy of Science*, vol.8, 1922.p.149.

Lupasco, S., *Le principe d'antagonisme et la logique de l'énergie*, Hermann, 1951.

Maurel, P., Signes, données et représentation spatiales : des éléments dans l’élaboration d’un projet de territoire intercommunal, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, juin 2012.

Maurel, P., Bertacchini, Y. (2008). Conception, representation and mediation in participatory land planning projects: 3D physical models artefacts. In CAeNTI (Ed.), "Territorial Intelligence and Governance" Conference (pp. 12). Besançon.

[Miège](http://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_Mi%C3%A8ge), B., *La société conquise par la communication, tomes 1 et 2*, Presses Universitaires de Grenoble, [Grenoble](http://fr.wikipedia.org/wiki/Grenoble), 1996 (t.1) et 1997 (t.2).

Morin, E., *Introduction à la pensée complexe*, ESF, Le Seuil, 1990.

[Mucchielli](javascript:void%20PM.BT.ubs(47,'s',47,'alex+mucchielli')), A., [*Les Sciences de L'information & de La Communication*](javascript:void%20PM.BT.ubs(47,'s',47,'les+sciences+de+l\'information+et+de+la+communication')),  Collection : Les Fondamentaux Sciences Humaines Editeur : Hachette, 2006, pages : 160.

Musso, P., « Territoires numériques », *Médium*, 15, 25-38, 2008.

Odum, H-T., *Environment,Power,and Society*, New York, Wilez-Interscience, 1971.

Perret, J.B., « Y a-t-il des objets plus communicationnels que d'autres ? », *in* Wolton, (2004).

Perrin, G., Coexistence des territoires : l’espace physique à l’épreuve du virtuel, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 7 janvier 2010.

Popper K.H., La logique de la découverte scientifique, Paris, Payot, 1984.

Peirce C. S., Collected Papers, Cambridge, Harvard University Press, 1931-1935.

Prigogine, I., Stengers, I., La nouvelle Alliance : métamorphose de la science, Paris, Gallimard, 1979, rééd ;coll. »Folio »,1986.

Proulx, S., Rueff, J., et Lecomte, N., Une appropriation communautaire des technologies numériques de l’information, Note de recherche du CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie), mars2007, <http://www.cirst.uqam.ca/Portals/0/docs/note_rech/2007_03.pdf>.

Rifkin, J., Une nouvelle conscience pour un monde en crise, Ed : Les liens qui libèrent, Paris, 648.p, 2011.

Serres, M., (1990) Le contrat naturel, Paris, François Bourin p.173-174.

Rivelli, M., Intelligence stratégique sur Internet, Paris, Dunod, 1998.

Rmili, M., *Information, Tic & Territoire : de la coopération décentralisée en Région Paca à la coopération extra-territoriale dans l’espace Euro Méditerranéen*, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 7 avril 2010.

Scivoletto, A., *Sociologia del territorio tra scienza eutopia*, Milan, Franco Angeli, 1983.

Sfez L.et al, «Territoire et communication.», *Quaderni*, n°13, Paris, CREDAP, 1991.

Sloterdjik, P., *Bulles*, sphère, 1, éd. Pauvert, 700 p, 2002.

Sloterdjik, P., *Sphères*. Tome 3, Ecumes, Sphérologie plurielle Maren Sell 2-350-04008-9, 2005.

Tetu J.F., « *L’espace public et ses médiations*.», *Hermes*, n° 17, de la page 287 à la page 298, Paris, Editions du CNRS, 1995.

Thomas, S., Bertacchini, Y., « Mise en culture et projet de territoire : entre clustérisation et intelligence territoriale. », *International Journal of Information Sciences for Decision Making*, n°38, 1er trim 2010.

Venturini, M.-M., & Bertacchini, Y. (2007). « De la circulation et du maillage des données territoriales à la construction des savoirs ». In P. Technologiques (Ed.), Collection Les ETIC (pp. 134-144). Toulon: Bertacchini, Yann.

Von Föerster, H., “On constructing a reality.” In: W.F.E. Preiser (ed.): *Environmental design Research*, vol 2, Stroudberg, 35-45, 1973.

Wiener, N., *Cybernetics or control and communication in the animal and the machine,*MIT Press, 1985.

Wolton, D., *Les sciences de l'information et de la communication Savoirs et pouvoirs*, Hermès n° 38, 2004.

**3. Positionnement**

**Texte-synthèse ‘*à propos’***

Nous avons recours ici à plusieurs contributions pour illustrer et préciser les contours du titre de cette partie: positionnement.

Positionnement, en effet, pour mieux situer la position de l’acteur -producteur et récepteur - dans le projet territorial et du chercheur en actes et situation à la fois dans le projet, au carrefour des hypothèses associées, dans les réseaux de savoirs au sein de la chaine de valorisation de l’information territoriale.

Nous allons ici présenter le projet territorial, que nous situons entre information, processus et réseaux d’acteurs, dans la combinaison des territoires physiques avec ceux virtuels ou territoires dématérialisés, qui appelle à définir, préciser la position et la posture des acteurs au sein d’un ensemble plus vaste, dont nous proposons un essai de modélisation appliquée à deux bassins territoriaux distincts, et que nous avons réuni sous le titre ‘Acteur-réseau et Territoire-système’ parce que la rupture est un des corollaires de la vitesse et que l’intelligence territoriale est une posture d’anticipation.

Le lieu est l'enveloppe d'un ‘corps’ sans lequel il ne saurait exister. Le lieu situe, qualifie, et spécifie ce qu'il enveloppe. Le lieu peut être une ville ou bien un territoire dont les limites sont distinctes et ses traits spécifiés. Toute société repose sur un ou plusieurs territoires. Ainsi, il en découle une nouvelle notion, celle de la dimension non physique.

*La pensée*, nous dit Morin, « *est un négoce entre certitude et incertitude »* et celle ci est une préoccupation de plus en plus constante au sein du territoire. Celui-ci cherche en réponse dans un traitement inédit de l’information, une posture proactive d’anticipation des risques et ruptures. Or, le caractère habituel formel et explicite de l’information publique condamne celle-ci à constater le plus souvent l’événement au lieu de l’anticiper. Il faut alors avec Latour (1999) « *donner au risque une chevelure* »*,* c’est-à-dire l’éclairer dans le champ de l’information par une approche beaucoup plus sémiologique.

Les mouvements de fond actuels obligent le territoire, à l’instar de l’entreprise, à animer d’un projet dont il doit défendre l’existence. Les postures d’anticipation des ruptures (économiques, sociales, environnementales etc.) sont au cœur d’une interrogation dont on peine à en cerner les contours tant l’accélération des flux communicants crée un brouillard d’informations ; « *ce n’est pas tant le manque d’information que son excédent qui obscurcit la prise de décision* » rappelait Barthes.

Texte d’auteur

Le virtuel

« Dans son acception courante, le virtuel s’oppose au réel, mais sa soudaine émergence, par le biais des nouvelles technologies, donne le sentiment que, désormais, il en marque l’évanouissement, la fin. Pour ma part, je l’ai déjà dit, faire advenir un monde réel, c’est déjà le produire, et le réel n’a jamais été qu’une forme de simulation. On peut certes faire qu’il existe un effet de réel, un effet de vérité, un effet d’objectivité, mais, en soi, le réel n’existe pas. Le virtuel n’est alors qu’une hyperbole de cette tendance à passer du symbolique au réel –qui en est le degré zéro. En ce sens, le virtuel recoupe la notion d’hyper réalité. La réalité virtuelle, celle qui serait parfaitement homogénéisée, numérisée, « opérationnalisée », se substitue à l’autre parce qu’elle est parfaite, contrôlable et non contradictoire. Donc parce qu’elle est plus « achevée », elle est plus réelle que ce que nous avons fondé comme simulacre.

Reste que cette expression de « réalité virtuelle » est un véritable oxymore. Nous ne sommes plus dans la bonne vielle acception philosophique ou le virtuel était ce qui est destiné à devenir actuel et ou s’instaurait une dialectique entre ces deux notions. Maintenant, le virtuel est ce qui tient lieu de réel, c’en est la solution finale dans la mesure où, à la fois, il accomplit le monde dans sa réalité définitive et il en signe la dissolution.

A ce terme, c’est le virtuel qui nous pense : plus besoin d’un sujet de la pensée, d’un sujet de l’action, tout se passe au travers de médiations technologiques ; mais le virtuel est-il ce qui met définitivement fin à un monde du réel et du jeu, ou bien fait-il partie d’une expérimentation avec laquelle nous jouons, Est-ce que nous ne jouons pas la comédie du virtuel, avec un soupçon d’ironie, comme ans la comédie du pouvoir ? Cette immense installation de la virtualité, cette performance au sens artistique, n’est-elle pas au fond, une nouvelle scène ou des opérateurs ont remplacé des acteurs ? Il n’y aurait alors pas à y attacher plus de voyance qu’à n’importe quelle autre organisation idéologique. Hypothèse plutôt rassurante tout cela ne serait pas finalement très sérieux, et l’extermination de la réalité rien moins qu’avérée ?

Mais si notre monde s’invente effectivement son double virtuel, il faut voir que c’est l’accomplissement d’une tendance qui a commencé il ya bien longtemps.la réalité, on le sait, n’a pas existé de tout temps. On n’en parle que depuis qu’il ya une rationalité pour la dire, des paramètres qui permettent de la représenter par des signes codés et décodables.

Dans le virtuel, il n’est plus question de valeur, il est simplement question de mis en information, de mise en calcul, d’une computation généralisée ou les effets de réel disparaissent. Le virtuel serait vraiment l’horizon du réel – comme on parle de l’horizon des événements en physique. Mais on peut également penser que tout cela n’est qu’un détour pour un enjeu encore indiscernable.

Il ya aujourd’hui une véritable fascination pour le virtuel et toutes ses technologies ; S’il est véritablement un mode de disparition, ce serait un choix –obscur, mais délibéré- de l’espèce elle-même : celui de se cloner corps et biens en tant qu’espèce humaine à proprement parler pour se perpétuer dans une espèce artificielle qui aurait de attributs beaucoup plus performants, beaucoup plus opérationnels. Est-ce l’enjeu ? » (p.45, 46,47)

Jean Baudrillard, *Les mots de passe,* Le livre de poche, biblio essais, Edition 02 : Pauvert, mai 2007.

Information, Réseaux et Projet territorial[[28]](#footnote-28)

Summary: Key word by this end of the century, the mobility of possessions and persons upset the static vision of territory as well as the urban context. The territorial borders inherited from past shade away. Spaces split up, citizen becomes nomad, virtual the companies and premises dilute in new aera. Throughout the world and French universe, in particular, telecommunications considerably evolved. The management of the local information systems, transmission of knowledge among the local actors is going to know deep reorganizations and should adapt to this new technological environment. If the actors do not define themselves an appropriate answer, their failing will do a harmful break in the user’s connections with, their space of life and representatives of the Town. We see appearing a system where the traffic of digital data will structure activities of the society and its acquisition by the citizens a priority objective.

Key words: Information; Local; Mobility; Network; Skill.

Mots-clé: acteur, objet, projet, ressource, territoire

TIC et problématique territoriale.

Maître mot de cette fin de siècle, la mobilité des biens et des personnes a bouleversé la vision statique du territoire ainsi que le contexte urbain. Les frontières territoriales héritées du passé s’estompent. Les espaces se fragmentent, le citoyen devient nomade, les entreprises virtuelles et le local se diluent à l’aune de la prégnance des orientations européennes perçues ou non mais désormais, toile de fond des politiques qui revendiquent leur appartenance au local (Bertacchini, 2001).

Le phénomène de péri urbanisation s’amplifie, les villes débordent et se diffusent. Le centre s’est déplacé et ne règne plus en conquérant sur les radiales. Les déplacements transversaux prennent le relais et ont pleinement succédé aux mouvements longitudinaux (Benoit et al, 1998). Si les moyens de transport imposent à la fois une nouvelle appréhension du territoire et de nouvelles relations, celui-ci ne s’efface pas pour autant face à la montée en puissance des réseaux de communication.

L’univers mondial et français, en particulier, des télécommunications a considérablement évolué. L’ouverture à la concurrence et l’apparition de nouveaux opérateurs permettent désormais aux acteurs locaux -particuliers, entreprises, socio-éducatifs, collectivités locales- de bénéficier à la fois d’un élargissement des services offerts et d’une baisse générale des tarifs. Cette évolution a été rendue possible par le rapprochement et la convergence de techniques : téléphonie, télévision, informatique. Cette convergence technologique transforme le monde, notre perception du monde et modifie la presque totalité de nos pratiques sociales ainsi que nos rapports avec l’espace (Morin et Lemoigne, 1999). Le management des systèmes locaux d’information, la transmission des connaissances entre les acteurs locaux vont connaître de profonds remaniements et devront s’adapter à ce nouvel environnement technologique (Etchegoyen, 1998)

Si les acteurs ne se définissent pas un mode de réponse approprié, leur défaillance occasionnera une rupture préjudiciable dans les rapports des usagers avec leur espace de vie, et les représentants de la Cité (Rausch,1999) Et, à terme, se déconstruira un patrimoine que les hommes avaient essayé d’apprendre à se transmettre et sans lequel il ne peut y avoir de projection future (Harvey et Chrisman,1998) Nous voyons poindre un système où la circulation des données numériques sera à la base des activités de la société et son acquisition par les citoyens un objectif prioritaire. Il s’agit moins d’une véritable révolution technologique que de la naissance d’une intelligence collective portée par les réseaux et leurs applications (Lévy, 1997)

1. Information, réseaux et aménagement du territoire.

Désormais, l’environnement des acteurs territoriaux se compose de réseaux locaux (Bertacchini et al,1999) nationaux et internationaux et l’appréciation des enjeux ouverts par la nouvelle configuration des télécommunications et du multimédia devient une priorité.

Les réseaux et leurs applications autoriseront la naissance puis la pratique d’une intelligence collective utile pour résoudre des problèmes rendus de plus en plus complexes par l’apport d’une information massive (Lévy,1997) Mais plus qu’un système d’information, il s’agit de transformer l’information en connaissance, la connaissance en action (Polanco,1999) et de rendre du sens à la représentation citoyenne et démocratique. Cette démarche relève moins d’une mise en œuvre de moyens technologiques que d’une aptitude à l’apprentissage du vouloir mutualiser ces ressources.

## Constat : la pénétration des réseaux.

Le secteur des télécommunications devient prioritaire pour les acteurs locaux : citoyens, institutionnels, entreprises, socio-éducatifs. Les développements technologiques, combinés à l’ouverture à la concurrence, ont favorisé l’apparition de nouveaux services qui occupent une place croissante dans notre vie quotidienne. Internet, téléphones mobiles, ordinateurs portables soulignent l’enjeu majeur que représente cette mobilité dans les échanges et laissent supposer leur impact dans les pratiques sociales (Négroponte,1999). Lorsque s’opère la prise en compte de la mobilité par les pouvoirs locaux cela les conduit à réfléchir à la définition d’un espace de médiation pour intégrer cette dimension dans l’aménagement du territoire et permettre l’expression d’une citoyenneté, nécessaire ancrage d’une politique de développement local. Ces éléments consacrent un citoyen nomade et anticipent de la fragmentation des territoires en l’état.

Les réseaux numériques et leurs usages vont modifier à la fois notre conception de notre environnement et nos relations avec ce dernier vont devoir s’adapter (Sachs, 1993) Mais la modification des repères d’espace et de temps relèvent de l’appréciation des acteurs institutionnels. Et le nombre d’initiatives locales dans le domaine des technologies de l’information montre qu’aux traditionnels réseaux urbains se sont aujourd’hui ajoutés les «networks» ou réseaux de réseau (Rheingold,1993) De la spécificité du mode d’organisation en réseau qui en découle, celle-ci va compter autant que les quadrillages administratifs, les frontières territoriales classiques ou les lois économiques qui régissent la communication et la circulation de tel ou tel flux (Benoit et al,1998) Pour les collectivités qui s’engagent dans des investissements multimédia, de nombreuses questions sont à envisager concernant l’utilisation des réseaux, leur maintenance, la production de contenu, la distribution de l’information et l’interactivité avec les utilisateurs potentiels. Ainsi, des décisions vont engager notre avenir pour nous permettre le passage de l’association du quantitatif des flux d’informations avec le qualitatif des communications agissantes (Brivet, 1999)

Notre réflexion s’oriente vers un espace de médiation pour favoriser très fortement la synergie des universités avec les entreprises, des collectivités vers d’autres collectivités et d’une manière générale, des catégories d’acteurs locaux vers d’autres acteurs locaux. Ces nouveaux couples d’acteurs, ces communautés, auront à se comporter comme autant d’antennes d’échanges économiques, sociaux, technologiques.

Parce que les espaces de transferts dans leur forme ancestrale ont été rompus, cohabiteront des échanges pour partie virtuels, avec d’autres pans de relations interrompus. Pour exister et se renouer, ces espaces supposent la présence de réseaux et le transfert des connaissances via des antennes ou paliers démocratiques, économiques, pédagogiques.

Intégration technologique, territoriale, économique

L’objectif est de doter de fixateurs les espaces fragmentés par les masses d’informations en circulation et la vitesse des déplacements. (Goldfinger, 1999). Ces fixateurs agiront comme des antennes démocratiques, économiques et pédagogiques. Ils accompagneront du lien indispensable les activités d’enseignement, de recherche et conforteront les pôles d’activités par le développement de convergences.

Pour les collectivités territoriales l’enjeu est triple (Bertacchini,2000) :

* l’organisation de l’environnement des lieux d’échanges sociaux, économiques;
* la structuration territoriale en liaison avec le tissu socio-économique local;
* la transmission de l’identité et des savoirs.

Les collectivités locales ont vocation à intervenir afin de faciliter les interfaces entre enseignement, recherche, entreprises et citoyens. Et parce que les acteurs locaux composent et construisent l’environnement, ils disposent là d’un champ qui leur offre l’opportunité de reconstruire un lien social bien distendu. L’aboutissement de ces actions va dépendre de la capacité des collectivités à s’impliquer, à participer au développement des TIC, à saisir une opportunité de rétablir des liens sociaux mis à mal par le tout mobile fragmentaire. Comment, en effet, projeter les futurs sans références à un ancrage, à une appartenance partagée ou à partager ?

En qualité de membre du système local, les acteurs composent l’environnement en y évoluant. Ils décident de la forme qu’il va revêtir. Prenons l’exemple de la catégorie des apprenants où qu’ils se situent dans le réseau de l’échange -employés, fonctionnaires, étudiants, élus, chefs d’entreprise../..- hier, cantonnés dans une situation passive pour la majorité, ils peuvent accéder à la connaissance via l’information massive diffusée et les moyens informatiques de la collecter.

Aujourd’hui, les acteurs, institutionnels, socio-éducatifs, entreprises qui hier campaient un statut de transmetteurs actifs se retrouvent occuper une position quadruple : à la fois, émetteurs, transmetteurs, récepteurs et médiateurs. Ainsi, les collectivités locales voient leur rôle renforcé dans l’accès, l’expression de tous les citoyens à ces nouveaux services. Chaque membre présent dans la communauté qui est appelée à s’instaurer va détenir une parcelle du pouvoir de médiation à la mesure des enjeux que nous pressentons.

## Mise en réseau des ressources locales et mutualisation des services.

L’usage des nouvelles technologies recouvre plusieurs enjeux qui sont en fait annoncés et convergents. Nous pouvons en attendre une plus grande efficacité économique, une accoutumance à des instruments essentiels dans la vie professionnelle, une approche plus réflexive et plus critique des médias qui sont dès maintenant proposés à la majorité des citoyens. Mais que devient le lien avec le lieu de vie, la continuité territoriale sans espace de médiation (Lipovetsky,1991) ?

La mise en réseau que l’échange impose réside à la fois, dans une concertation avec les responsables de ces lieux physiques ou virtuels d’échanges ou de liens, les entreprises, les chambres consulaires, les conseils économiques et sociauxet à la participation active à la définition de ces réseaux et à l’architecture des espaces de médiation.

De leur perception de ces mouvements dans l’environnement, va dépendre leur implication à l’élaboration des schémas des réseaux, de plans de recherche. A la fois en vue de renforcer les points forts de l’offre pédagogique, sociale, démocratique et vérifier l’adéquation des offres et des demandes de coopération avec le tissu économique local ou régional et la création d’espaces de rencontres entre les citoyens. L’informatique, le multimédia et plus globalement, Internet ont fait une entrée en force dans l’éducation d’une manière générale (Bartoli et Le Moigne,1996). Si la présence des TIC au sein des entreprises petites et moyennes demeure encore insuffisante, la tendance d’équipement des foyers de particuliers affiche une forte progression. Pour permettre aux élèves, étudiants, entreprises, particuliers d’accéder aux univers d’images et de sons et afin d’améliorer la transmission des contenus, les collectivités doivent participer à la définition et à la coordination des réseaux qui véhiculeront ces contenus.

2. Interactions et objets territoriaux

Le territoire est l'objet d'un véritable jeu de pouvoirs lié à l'appropriation des ressources de l'espace. En cela, nous rejoignons (Raffestin, 1981) qui rappelle que les éléments de ce pouvoir ne se résument pas seulement au pouvoir des gouvernants, mais concernent l'ensemble des acteurs sociaux.

Ainsi, si le territoire peut être vu comme un espace de ressources car constitué d'objets d'intérêt, il est aussi espace d'interactions sociales à cause du jeu qui s'organise autour de ces objets. La nature de ce jeu de pouvoirs, et des conflits qui les accompagnent, peut être précisée parce que relève Pornon (1997,p 30): «*Ces conflits sont provoqués par la rareté des ressources du territoire, mais résultent également de la différenciation dans l'utilisation du territoire ou dans le fonctionnement des systèmes sociaux, et de la nécessité de coordonner les acteurs dans les organisations et sur le territoire»* Ainsi, le jeu de pouvoirs porte non seulement sur la capacité d'appropriation des ressources elles-même, mais encore sur les pratiques territoriales qui font référence à des visions différenciées du monde, enfin sur la délégation d'autorité ou sur la répartition des rôles. Ce que confirme, dans un autre contexte, Ausloos (1995,p 55) qui rappelle que «*dans (... ) ces systèmes à «transactions rigides»,*- ce qui est souvent le cas des systèmes territoriaux encadrés par une régulation très normative des interactions *-,"le pouvoir est dans le jeu dans la* *mesure où il n'est pas réellement dans les mains de celui qui l’incarne, mais dans le réseau serré des intérêts souvent contradictoires et des compromis qui en résultent»* ou encore (Friedberg,1993) pour qui *"le pouvoir peut se définir comme l'échange déséquilibré de possibilités d'action, c'est-à-dire de comportements entre un ensemble d'acteurs individuels et/ou collectifs."*

Dans le contexte territorial, la délégation de l'autorité qui permet la régulation du système d'interactions se concrétise dans l'échange entre acteurs individuels et acteurs collectifs. Cette réflexion,à l’instar de major (1999), nous amène à la problématique du recouvrement des champs d'application entre droit public et droit privé. La gouvernance locale relève de cette problématique. A ce propos, un certain nombre de conflits émerge tout simplement via l'aménagement du territoire dans le cadre, par exemple, des zones de développement où l'établissement des plans localisés de quartier matérialise la confrontation de l'intérêt public et de l'intérêt privé. L'importance donnée à la notion d' «intérêt collectif» prend alors tout son sens.

## Les deux versants de la proximité territoriale

La concertation territoriale a pour objectif de régler les conflits éventuels dus à la gestion des ressources territoriales et de permettre l’émergence d’une proximité. Elle opère par la recherche d’un consensus sur les actions à entreprendre et sur leur coordination éventuelle.

Aujourd'hui, la concertation territoriale s'élargit. Ainsi, comme l'indiquent (Bailly et al,1995,p 145) en parlant de l'aménagement du territoire: «*Il ne s'agit plus seulement de maîtriser l'espace par l'infrastructure, ni même de répartir les activités économiques et les hommes, mais plutôt de maîtriser l’intégration fonctionnelle et spatiale de l'ensemble des activités humaines (production, habitat, loisir) En associant le plus possible, dans une perspective de valorisation patrimoniale de l'environnement tous les acteurs depuis l’individu jusqu'aux organisations supranationales, en passant par les sociétés locales et les institutions étatiques»*

En ce qui nous concerne, nous distinguons deux versants de la proximité. Un premier versant qui relève de la "concertation territoriale" et qui s’apparente à un processus. Un second versant qui relève de la "politique territoriale concertée" et qui se présente comme un résultat issu d’une réflexion. La concertation territoriale se révèle être, en fait, un processus de mise en commun d'objectifs que le groupe en charge de l'aménagement territorial doit partager ou en tous cas qu’il doit faire sien. Alors qu'une politique territoriale concertée peut être le résultat effectif de cette réflexion et engage les acteurs dans une coordination territoriale. Nous définirons la proximité comme étant : une coordination qui est un processus rationalisant de vision du monde qui s'applique sur le territoire.

Ce processus rassemble les acteurs et les transforme en un acteur collectif : la pratique de la veille territoriale participe de cette politique territoriale concertée et introduite en amont. La concertation territoriale est donc préalable, éventuellement, à une politique territoriale concertée. Elle a pour but de se mettre d'accord sur une vision territoriale, et sur une reconnaissance explicite de la légitimité des acteurs ayant pouvoir d'agir sur cette vision. La reconnaissance et ainsi, la proximité, s’obtient par un rapprochement de la vision que détiennent les acteurs.

La concertation territoriale

La concertation territoriale s'appuie selon Major (*Op*.*Cit*), en général, sur les trois pôles que nous présenterons, à savoir:

1) la définition des rôles et donc de la crédibilité et de la représentativité des acteurs concernés;

2) la clarification, l'approbation et l'appropriation par le groupe des objectifs recherchés;

3) l'accord sur les moyens à utiliser, y compris ceux de la représentation en vue de la recherche de solutions.

L'administration publique pratique régulièrement la concertation territoriale: que ce soit pour l'élaboration d’un plan directeur ou que ce soit pour la réalisation de projets territoriaux comme par exemple l'aménagement de zones territoriales, de quartiers, de projets routiers. La consultation des partenaires "naturels" de ces opérations sur le territoire, et leur participation au processus administratif de concertation sont courantes. Selon Major (*Op*.*Cit*), la concertation territoriale, organisée autour de groupes représentatifs des points de vue différents, a tendance aujourd'hui à s'élargir à l'ensemble de la population.

C'est notamment cette possibilité d'une large consultation qui est souhaitée dans le concept de développement durable (Blanchet et November,1998) Elle est, d'autre part, tout à fait compatible avec le courant d'individualisation qui marque nos sociétés post-industrielles (Bassand,1997), en ce sens qu'elle peut permettre d'éviter l'éclatement des visions territoriales dû à l'individualisation, et en tous cas, selon Major (*Op*.*Cit*), laisse la possibilité aux acteurs quels qu'ils soient d'être partie prenante dans la régulation des activités territoriales.

La disponibilité des moyens de la communication par le grand public, via les réseaux de télécommunication (téléphonie, télématique, Web), semble pouvoir porter cet élargissement. Reste encore à ce que la population s'approprie cette nouvelle culture impliquant sa participation active et directe dans les affaires de la cité. Des études en cours vont tenter d’évaluer les modalités de cette participation (Craig,1998) La politique territoriale renvoie, quant à elle, à la notion de gouvernance.

(Lefèvre in Bassand, p 221) *«Le terme de gouvernance renvoie pour nous à l'intervention combinée d'acteurs plus ou moins divers sur un territoire de plus en plus vaste ainsi qu'a la capacité de ce système d'acteurs de produire des politiques publiques cohérentes sur l'espace métropolitain»* Elle fait donc appel, à la fois, à une coordination des actions entreprises par les acteurs, - donc nécessite un processus de synchronisation tel que la planification -, mais aussi à une cohérence qui sous-entend la reconnaissance des finalités communes à atteindre. Peut-il y avoir une politique territoriale concertée sans concertation territoriale préalable? La logique voudrait que l'on réponde non à cette question.

Mais, selon Major (*Op*.*Cit*), le développement de la technologie et des **S**ystèmes d'**I**nformations **G**éographiques (S.I.G), véritable mémoire de l'organisation territoriale, ainsi que la complexité des affaires traitées, font douter de l'évidence de la réponse. Car le compromis au jour le jour, souvent réalisé de manière sectorielle, entraîne la création de règles par dérogation et modifie insensiblement le cadre normatif. Cela peut correspondre à une composante de ce qui est appelé «l'exercice de la démocratie directe»

Ainsi, selon Major (*Op*.*Cit*), l'idée d'une concertation territoriale préexistante à une politique territoriale coordonnée peut être mise en cause par la réalité concrète du terrain. L'enchaînement dans le temps de règles purement locales, adoptées en dérogation des règlements généraux, crée une structure normative évolutive et une dérive forçant l'ensemble du système à évoluer dans sa régulation. De plus, la technologie favorise la réactivité et l'individualisation. Ces courants donnent de plus en plus de poids à la résolution de problèmes au coup par coup, dans l'instantané, et le rôle des institutions pourraient se réduire à garantir, à l'avenir, un cadre cohérent à l'évolution continue de la régulation des intérêts collectifs.

## Les enjeux de la concertation territoriale

Parce que les résultats de la concertation territoriale représentent un enjeu pour les acteurs, qui vont orienter les actions à entreprendre dans l'action collective territoriale, nous pensons que cette concertation peut s'apparenter à une situation de jeu (Major, *Op.Cit)*. (Major, 1999) cite Abric (1997,p 207)qui rappelle le résultat de la recherche de Flament qui distingue deux possibilités différentes dans une situation de jeu; «*Pour les uns, jeu est synonyme de gain, d'affrontement, de victoire sur l'autre;*- *pour les autres, il est synonyme de plaisir de la rencontre, d'interaction»* Dans le monde de l'entreprise. Pornon (1997,p 20) rappelle les deux familles de stratégies décrites par (Lawrence et Lorsch,1981): «*Objectifs plutôt 'autonomistes' et stratégies de différenciation de la ligne hiérarchique et du centre opérationnel d'une part, objectifs plutôt coordinateurs ou centralisateurs et stratégies intégratrices de la technostructure et du support logistique»*.De plus, il insiste sur le caractère inévitable des conflits de pouvoir entre acteurs autour de la géomatique et sur l'importance de leur résolution Si l'on veut favoriser l'intégration de la géomatique dans l'organisation.

Dans la même perspective, mais dans une situation de concertation territoriale. Nous pensons que le conflit est inévitable et que dans ce contexte, les acteurs peuvent adopter deux comportements (Major, *Op.Cit*)

1. Un comportement d'affrontement, pour affirmer leur différence. Il s'agit dans ce cas de maintenir une position pour que les objectifs spécifiques soient pris en considération dans le processus. C'est la stratégie courante des acteurs minorisés, ou encore celle des acteurs dont la finalité est le maintien de l'existant (exple: conservation du patrimoine, des paysages,...)
2. Un comportement de consensus. Pour affirmer le partenariat. Il s'agit de permettre la recherche d'une solution commune. C'est la stratégie courante des acteurs forts, sûrs de leur pouvoir d'influence sur la résolution finale. C'est aussi une stratégie qui peut être manipulatrice. Cette stratégie appartient généralement aux acteurs ayant un poids institutionnel reconnu (aménagement du territoire, office des transports et de la circulation.).

Ainsi, au fur et à mesure de la concertation territoriale, se construit un système d'interactions et d'influences. - ce que (Schwarz, 1994) appelle *«des forces de différenciation intégration.»* conduisant au résultat de cette concertation. En cela, la concertation territoriale ne se distingue pas d'autres situations contingentes déjà évoquées dans le contexte social (Crozier et Friedberg, 1977) Quel que soit son jeu, l'acteur se distingue par un discours propre dont le principe est d'argumenter pour défendre sa position et son identité. L'identité de l'acteur, dans le processus de concertation, est donc elle aussi négociée. Elle se construit en opposition à l'autre dans une confrontation perpétuelle des intérêts. Identité et altérité sont indissociablement liées.

Pour Varela (1996, p 114), *«l'acte de communiquer ne se traduit pas par un transfert d'information depuis l'expéditeur vers le destinateur, mais plutôt par le modelage mutuel d'un monde commun au moyen d’une action conjuguée : c'est notre réalisation sociale, par l'acte de langage, qui prête vie à notre monde.* Il y a des actions linguistiques que nous effectuons constamment: des affirmations, des promesses, des requêtes, et des déclarations. En fait, un tel réseau continu de gestes conversationnels, comportant leurs conditions de satisfaction, constitue non pas un outil de communication, mais la véritable trame sur laquelle se dessine notre identité»

Acteurs, systèmes d’interactions et espace de communication

La concertation territoriale, en tant que moment de la rencontre entre les acteurs autour d'une action commune, nécessite la création d'un espace de communication, et permet dès lors de définir l'identité des acteurs dans le contexte du projet. Cette identité se définit pour nous dans une histoire qui permet de légitimer l'action et de réaffirmer visiblement la mission des acteurs. Ainsi, l'acteur effectue une sorte de «mise en intrigue» (Ricoeur,1990), (Bertacchini,1998) de son identité dans le contexte de la vision commune nécessaire au projet et de son rôle. Le rôle des partenaires de la concertation est essentiel: il permet de créer à la fois l'identité par la différenciation, mais aussi de faire alliance : dans le jeu qui se construit, il y a à la fois l'affrontement pour imposer son identité, et l'alliance pour permettre le consensus.

Major (1999, Op.Cit) traite de la notification de l'alliance et de l’identité dans le jeu qui se construit. La notification de l'alliance se réalise souvent par la reprise, dans le discours de l'acteur, de tout ou partie du modèle de représentation d'un autre acteur, éléments qui peuvent alors devenir des représentations communes à un groupe social. Cette reprise d'éléments scelle l'alliance et permet l'accrochage des représentations en vue d'une action commune. La notification de l'identité, quant à elle, passe par le développement d'une argumentation spécifique et l'emploi de représentations propres à l'acteur et sur lesquelles il joue sa crédibilité et sa légitimité dans le jeu de la concertation.

En quelque sorte, il se raconte dans une histoire et crée ainsi un sens à sa vision du monde. Pour (Ricoeur, 1990,p 167), «*la nature véritable de l'identité narrative ne se révèle, (..), que dans la dialectique de l'ipséité et de la mêmeté»* L'acteur territorial mobilise ses ressources pour maintenir sa crédibilité dans le jeu de l'interaction. Il doit recourir à la fois à l'explicitation de son point de vue pour permettre le partage du sens commun, et à une justification de la nécessaire complexification du problème pour augmenter l'incertitude de la situation et assurer sa légitimité. Rappelons que la gestion de l'incertitude est au cœur de l'affirmation du pouvoir (Friedberg,1993); Elle permet d'autre part l'augmentation du corpus lexical (Steels et Vogt,1998), donc étend le champ sémantique. Ces deux phénomènes (explicitation du sens commun et complexification du champ sémantique) permettent à la fois la recherche du consensus et d'autre part l'affirmation de l'identité.

Dans la concertation territoriale se négocie à la fois la légitimité des acteurs, donc leur position et leur reconnaissance dans le processus de concertation, et d'autre part, leur identité par l'affirmation de leur vision du monde, donc de leurs modèles cognitifs. L’état de communauté partagée du groupe n'est pas, pour nous, un état d'uniformité. En effet, dans cette situation, il s'agit plutôt d'un état où les acteurs se mettent d'accord implicitement ou explicitement sur une situation acceptable pour l'ensemble du groupe en fonction des intérêts de chacun. Il s'agit donc bien d'un compromis négocié et contingent. Les éléments "communs" sont les éléments acceptés comme partageables par le groupe dans son compromis. Cela ne préjuge en rien de la reconnaissance d'une interprétation unique de l'objet concerné. Bien au contraire, il se peut que le groupe accepte de ne pas expliciter certaines positions pour conserver une ambiguïté permettant d'arriver au compromis (Landry, 1995).

D'autre part, au cœur de la concertation territoriale, il y a l'échange et la définition de règles selon Major (*Op*.*Cit*), (Bertacchini et al, 1999)

Comme le rappelle (Reynaud, 1997, p 25) *"l'échange est possible grâce à la mobilisation ou à la production de la règle".* Pour pouvoir établir cette sorte d'état stable de la concertation aboutie, les partenaires doivent se mettre d'accord sur les règles de la concertation et de l'action, règles qui ne peuvent pas être contradictoires avec les éléments constitutifs de chacune des cultures des acteurs concernés. Un système d’information et de veille territoriales peut contribuer à l’émergence de règles acceptées. Ainsi, le partenaire est tributaire de sa position dans le jeu. La négociation dans le cadre de la concertation territoriale fait référence à la fois au statut et à sa reconnaissance dans le processus de concertation, mais aussi aux normes du groupe social dont le partenaire est le «porte-parole» dans la négociation.

Comme le rappelle (Linton *in* Vinsonneau,p 42):«A chaque position concrète se relie un ensemble de droits et de devoirs qui forment le statut *social des individus occupant cette position. Au statut social se rattache un rôle (ou une série de rôles); L'adoption de ce rôle traduit à la fois l'appartenance (ou la position statutaire) et le mode d'alignement (ou non-alignement) sur les prescriptions groupales associées au statut»*.

Le projet territorial: de la réalité locale complexe à la définition d’un capital relationnel

L'avènement de la société de l'information est l'occasion de redéfinir les termes du développement local et de l'aménagement du territoire. On ne peut plus concevoir un désenclavement en ne pariant que sur les infrastructures matérielles. Il n'est plus possible à l'heure de l'Internet, d'éviter de s'interroger sur les nouvelles modalités de gestion de sa ville ou de son département, de la relation avec les citoyens, les services de l'Etat ou les entreprises. Pour autant, les discours sur l'innovation technique ou la multiplication d'expérimentations ponctuelles et sans lendemain laissent les décideurs locaux sceptiques (Delporte, 1999).

Le territoire du local: une réalité complexe

En tant que système, nous pensons que le territoire peut être vu comme un système non isolé, non-linéaire et auto-organisant.

1. Il est non isolé car il est soumis à des flux d'énergie et de matière qui tendent à renouveler ses éléments.
2. Il est évidemment non-linéaire car il est le lieu de multiples interactions, créant ainsi une complexité de comportements qui ne peut pas se résumer à un modèle simple et déterministe.
3. Le territoire, dans des limites définies, est aussi un système auto-organisant.

La création de signification de l'information est au centre des phénomènes d'auto-organisation. Benko (1999) souligne la capacité d’un système à susciter les relations entre les parties qui le composent et à maintenir ces interactions. Il faut reconnaître que les espaces à développer baignent dans un environnement turbulent et incertain et qu’ils n'ont d'autre choix que de favoriser un mode de gestion différent et d’adopter une démarche de management de projet. Les difficultés de définition puis de pilotage du projet territorial résident généralement dans la multiplicité des incertitudes :

* Le foisonnement des technologies se présente souvent comme autant d’offres concurrentes;
* De nouveaux acteurs, en particulier dans les télécommunications, offrent leurs services là où les acteurs locaux avaient l'habitude de ne traiter qu'avec un opérateur public;
* La complexité apparente du nouveau cadre réglementaire et les interrogations qui subsistent sur la marge d'initiative des collectivités territoriales, créent des difficultés dans l'élaboration des politiques.

Cependant les initiatives des acteurs locaux sont de plus en plus nombreuses (villes, départements, régions, chambres consulaires, agences de développement économique, organismes HLM, hôpitaux,...) et sont autant d'expériences qui permettent aujourd'hui d'appréhender concrètement les actions susceptibles d'être menées, d'anticiper sur les bons choix et de servir de référence pour la préparation des prochains contrats de plan.

## La territorialisation: hypothèses et création d’un capital relationnel

## Nos nouveaux modèles de développement territorial doivent donc devenir complexes et tenir compte de l'incertitude et du chaos. La stratégie de développement territorial consiste donc à se donner les moyens concrets pour que le premier niveau d'interface avec le réel (citoyens, socio-éducatifs, entrepreneurs, institutionnels..) dispose de la capacité de s'adapter rapidement à l'offre et à la demande locale en tenant compte de l'ensemble des contraintes de l'organisation. Cette approche fait référence au capital formel de l’échelon territorial qui recouvre une définition et trois hypothèses:

«*Le développement territorial est une organisation à construire par de l’information en reliant des acteurs publics et privés, engagés dans une dynamique de projet sur un territoire*.» (Datar, 1999)

De la définition précédente et de la perspective de nos travaux nous avons formulé trois hypothèses:

1ère hypothèse

La mobilisation des acteurs locaux ne vaut que par le crédit qu’ils accordent aux informations échangées.(coordination, coopération, échanges d‘informations)

2ème hypothèse

Pour que ces comportements de coordination et de coopération soient possibles, il faut que le territoire ait accumulé un capital relationnel Ce capital relationnel porte à la fois sur des règles et procédures générales communes à l’ensemble des membres de l’organisation (Thomas, 1999) et sur l’adaptation des individus à ces règles et procédures.

Le capital qui en résulte comprend à la fois une partie collective partagée par tous et des fractions spécifiques incorporées à chacun des membres (Bertacchini, 2000).

3ème hypothèse

C’est à l’intérieur même de l’organisation locale que se déterminent les inégalités d’accès des territoires au développement (Guillaume, 1999). Ces trois hypothèses traduisent, à notre sens, le processus de transformation d’un territoire en une territorialité. Ce phénomène de transformation renvoie à trois concepts que nous précisons :

* L’espace compris comme un lieu d’organisation
* L’histoire des relations entre acteurs locaux souvent ancrée dans un passé lointain structure leurs relations de coopération.
* Cette histoire territoriale leur permet ou leur interdit d’investir dans le développement de structures organisationnelles rendant possibles le développement de relations de coopération.

Nous pensons que ce processus appelle à un nouveau système de relations partenariales, de mobilisation des ressources, d'intelligence collective, et de veille permanente. Ce système coopératif provoque un processus dynamique, permanent, et durable qu'il faut faire vivre.

Stratégie de réseaux et partage de connaissances

Si la territorialisation constitue une solution dans un contexte de mondialisation, elle ne peut se réduire à un simple changement d'échelle. Elle incite au passage du gouvernement du territoire à sa gouvernance et à l'organisation de lieux d'échanges, où les différentes approches peuvent se croiser. Le cadre législatif (Lois Voynet, Chevènement et d'orientation agricole) conforte ce sentiment en soulignant l'importance de la recomposition des territoires. Mais la territorialisation n'est pas seulement ce simple repli sur soi. Elle renforce la question de la cohérence des territoires entre eux et de leurs interrelations. Cette territorialisation, pour être pertinente, ne doit pas être un simple changement d'échelle. Le passage à des échelons plus petits, plus proches des préoccupations des acteurs, est générateur de développement local dans la mesure où un réel changement des règles du jeu, des pratiques, des attitudes et des méthodologies s'opère. Sinon, "le local ne sera qu'une vague annexe de la mondialisation (..) pour espérer changer le cours des choses sans en changer la logique profonde" (Bartolone et Adels 1999).

Le développement des territoires repose *"sur une démarche fédérative de mobilisation des acteurs d'une zone géographique autour d'un projet d'ensemble, économique, social et culturel, visant à créer une dynamique durable sur un territoire"* (Vernet, 1999).

Ceci nécessite un changement profond dans la manière d'habiter, de consommer, d'agir, d'être citoyens ensemble sur un territoire. Il s'agit de mettre en place de nouveaux apprentissages, d'imaginer une autre forme d'agir ensemble entre les acteurs d'un territoire, et de créer une gouvernance nouvelle pour le territoire. A l'échelle d'un territoire, la gouvernance apparaît comme la mise en réseau des différents acteurs institutionnels, politiques, économiques et sociaux dans la perspective d'un projet de développement pérenne. La mise en réseau des acteurs du développement local s'appréhende comme un partage des connaissances et des expertises de chaque partenaire qui laisse cependant à chacun d'eux une part importante d'autonomie dans ses choix stratégiques." (Thoenig, 1998).

Ce processus informel ne prend pas la forme d'une institution mais d'une organisation permettant la mobilisation permanente des forces vives qui tissent les liens du territoire. Chacun y joue son rôle mais son rôle change du fait de la disponibilité des autres.

4.Le projet territorial d’information et le programme « *Mainate* »

Les territoires se différencient par leur organisation, leur capital formel, le tiers élément immatériel (Godet, Pacini, 1998). Nous avons postulé dans notre approche que la territorialité résulte d’un phénomène informationnel adopté par le territoire. La formation ou le maintien de ce contenu territorial se heurte à une double barrière. Des éléments structurels internes freinent les initiatives au niveau du local et l’accroissement de la mobilité fragmente l’espace, distend le lien social. De l’état relationnel interne de l’échelon local à valoriser va dépendre le programme de développement à définir. En réciprocité, la définition d’un tel programme va dépendre: du degré de maturité relationnelle atteint par l'espace à surveiller. Mais à notre sens, la conduite d’un tel programme favorise, la création voire, le maintien ou l'entretien de l'identité du système local, probable clé de voûte de l'unité du développement d'un territoire local Penser la médiation du local sur la base d'une analyse de nature cognitive (Dou,1999) peut aider à mieux cerner l’entité qu'il compose et comprendre les procédures d’accompagnement d’une politique de construction ou de reconstruction locale.

L'organisation sur laquelle s’appuie l'action locale est une entité complexe, un système ouvert (Morin, Lemoigne,1999).C’est pour cette raison majeure que nous avons privilégié une approche systémique dans un contexte territorial. Nous en avons tiré trois constats:

-La concertation territoriale s'appuie sur le principe d'un «modelage mutuel d’un monde commun» par l'acte de communiquer,

-L’objet territorial, qu'il soit physique, abstrait ou symbolique, joue un rôle central et permet de matérialiser le lien social et ses enjeux entre les acteurs sur le territoire.

-La définition d’un système de veille territoriale peut aider les acteurs locaux à la compréhension réciproque par l’apprentissage via l’instauration d’un réseau physique et/ou virtuel de compétences locales.

Le programme *Mainate* (management de l’information appliquée au territoire)

L’objet principal de ce programme est de pouvoir mesurer le réservoir de capacité de développement local que possède ou pas un territoire. Nos recherches visent les territoires des villes moyennes qui souhaitent définir et mettre en œuvre un projet de développement par l’intégration des T.I.C[[29]](#footnote-29). Ce programme de recherches est appliqué à deux territoires distincts que nous désignerons par A et B et repose sur un modèle que nous avons nommé « Méta-modèle ».

## L’intégration du système « territoire » dans un méta-modèle

Compte tenu de notre objet, le territoire et de ses caractéristiques, il nous a semblé particulièrement opportun d'établir un modèle du système «territoire» qui rende compte à la fois de la matérialité des objets territoriaux, des approches cognitives différentes des intervenants qui en effectuent une lecture spécifique, et du sens «territorial» qui transforme l'espace en ressources partagées (Thomas, 1999) Dans nos travaux nous avons recours à un méta-modèle qui se décompose en trois plans fortement imbriqués et indissociables l'un de l'autre : celui de la matière physique (premier niveau); celui de l'information (deuxième niveau); celui de l'identité (troisième niveau) Il ne faut pas considérer ces niveaux comme des couches mais comme des ensembles imbriqués de nature différente. Ce modèle est aussi une représentation de la complexité d'un système par l'explicitation de la dynamique de complexification qui peut le faire évoluer vers des niveaux de complexité croissante

Le territoire peut être considéré comme répondant à ces critères. Deux types d’approches complémentaires caractérisent ce méta-modèle :

-une approche descriptive s'appuyant sur une description en trois niveaux irréductibles: celui des objets physiques, celui de l'information quantitative et qualitative, celui du tout ou de l'émergence;

-une approche dynamique rendant compte de l'évolution du système dans le temps. Le fonctionnement de cette entité repose sur l'interaction de nombreux acteurs directs et indirects qui restent à mobiliser.

A la base de cette construction utile aux politiques de médiation locale se rencontre une propriété à savoir, la conservation et la reproduction de l'identité du système à étudier, l’appropriation territoriale (Bertacchini, 2001). Pour prétendre à cet objectif, les acteurs locaux ont besoin d'une structure pour s’entraîner à négocier puis s’engager envers les objectifs annoncés (Miège, 1996) Mais cette structure de reconstruction ou de valorisation des expériences locales ne peut être porteuse que si les membres en partagent les objectifs, possèdent les qualités requises pour mener à bien ce type de politique (Vernet,1999). L'espace est à appréhender comme un système social complexe mais adaptatif et à la recherche d'une rationalité dans un environnement incertain (Guédon,1999) Cette définition parmi d'autres met l'accent sur les interactions entre les individus, les groupes informels et la structure organisationnelle vecteur d'identité du territoire. En premier objet, nous nous sommes préoccupés à représenter les liens des acteurs locaux et ce, par niveau indépendant sans chercher à établir des relations entre les niveaux différents du méta modèle. C’est cette démarche que nous présentons dans la section suivante.

## La valorisation territoriale: une démarche transversale

Lorsqu’un échelon territorial réfléchit aux orientations futures de son avenir, il engage de fait un acte de développement. C’est-à-dire qu’il initie un processus de recherche de compétitivité globale. Il ne s’agit pas moins de renforcer la capacité d’attractivité du territoire, à le doter d’arguments spécifiques, à les faire connaître à des partenaires potentiels lorsqu’ils existent, éventuellement à manifester une volonté d’associer des partenaires à ce programme de développement. Ce processus relève, à notre sens, de la capacité d’adoption par des acteurs locaux très différents d’un objectif et d’une démarche. Dans cette optique, le plan de développement devient acteur et outil pédagogique. Il est aussi un moyen d’interpénétrer les cultures différentes : entrepreneurs, institutionnels, éducatifs. Ce mouvement est donc fondé sur le décloisonnement, une approche transversale qui repose sur quelques piliers essentiels :

* le volet économique qui concerne les entreprises en place ou à venir dans leur défi permanent de la compétitivité.
* le volet d’interface qui favorise le développement local en rassemblant les énergies autour de projets communs, entre l’environnement (universitaire, politique, recherche) et le monde économique.

Le potentiel de développement repose, à notre sens, essentiellement sur des facultés d’échanges que nous appelons le gisement de transférabilité. Ce constat nous a incités à utiliser l’analyse réseau pour tenter de représenter, ces relations et l’implication des acteurs locaux. Nous précisons que les réseaux virtuels obtenus concernent chaque niveau distinct du méta-modèle considéré de manière indépendante.

## La démarche d’analyse employée pour caractériser l’état des liens locaux sur deux bassins d’observation

Sur deux territoires distincts que nous désignerons par A et B pour des raisons de confidentialité, nous avons procédé à des enquêtes-respectivement 56, 54- auprès de trois catégories d’acteurs locaux : entreprises, éducatifs, institutionnels. Sur la base des informations collectées et à l’aide d’une analyse réseau, nous avons représenté sous forme de cartes les relations que déclarent entretenir ces acteurs et leur implication dans des actions de développement local.

Obtention des résultats**.**

Ce travail a pour objectif de proposer une méthode de traitement d’un questionnaire (annexe1) à partir de l’analyse réseau.

Le point de départ

Le point de départ est un questionnaire administré dans les bassins de A et de B auprès de représentants de 3 groupes institutionnels/ éducatifs / entreprises et auprès du même nombre de personnes dans chacun des deux bassins ce qui fait que nous obtenons des résultats homogènes qui peuvent être comparés.

La structuration des données

Le questionnaire comporte trois groupes de questions (B, C, D) qui renvoient chacun à une thématique spécifique.

Traitement avec le logiciel Dataview

L’ensemble du questionnaire administré peut se présenter comme une succession de lignes, chacune exprimant les modalités déclinées par une personne interrogée. Cette information peut être récupérée sous le logiciel *Dataview* et transformée en une matrice appelée matrice de Condorcet.

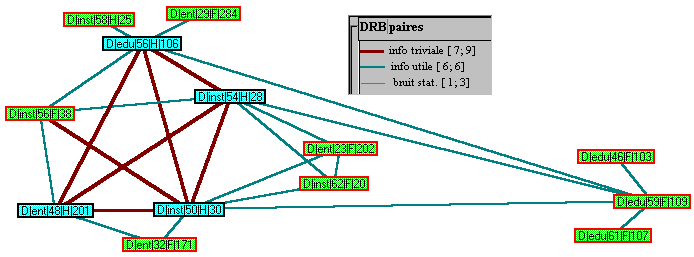
Traitement avec le logiciel matrisme

Le traitement sous *matrisme* ne fait que retranscrire cette information matricielle avec le moins de déformation possible. Le réseau général obtenu lorsqu’on représente les liens entre chaque paire de sommets est inextricable dans la mesure ou il existe beaucoup de sommets qui entretiennent avec les autres des liens ténus (se traduisant par le fait que ces sommets ont par exemple une réponse commune avec les autres). Si on enlève ces liens ténus du réseau, on obtient des graphes plus lisibles qu’il s’agit maintenant d’interpréter.

Interprétation des résultats

## Partie B3 du questionnaire « Les relations avec les autres acteurs locaux. »

## Territoire A



**Territoire B**



Nous avons comparé les réponses exprimées par les personnes interrogées sur la base des similarités exprimées dans leur réponse à la partie B du questionnaire. Dans l’exemple choisi, on obtient un réseau dans le bassin B beaucoup plus enchevêtré que sur le bassin A. Cela signifie que les acteurs en B ont des réponses beaucoup plus proches les uns des autres que les acteurs de A. Dans le bassin A on a uniquement 13 acteurs qui ont moins de 4 réponses communes sur la partie B du questionnaire contre 18 pour le bassin B. La répartition entre les trois pôles sur les 2 bassins fait ressortir une sur-représentation des entreprises ce qui revient à considérer que les entreprises expriment dans ce questionnaire des réponses homogènes assez voisines.

Le dispositif d’Information et de Veille Territoriales: sa mission et sa représentation

## La mission assignée au dispositif de médiation locale.

Notre propos est de dessiner les contours d’un espace de médiation et d’exercice de la communication entre dynamiques sociales et dynamiques technologiques. Nous l’avons nommé Système (ou dispositif) d’information et de veille territoriale. Nous lui confions une triple mission à partir de la proposition de Lévy (1997, p 69)

"*Le traitement coopératif et parallèle des difficultés réclame la conception d’outils de filtrage intelligent des données, de navigation dans l’information, de simulation de systèmes complexes, de communication transversale et de repérage mutuel des personnes et des groupes en fonction de leurs activités et de leur savoir*."

1.Repérer les compétences endogènes du territoire, (procédure informationnelle)

2.Susciter leur adhésion à la réseautique territoriale,(procédure relationnelle)

3.Faciliter l’apprentissage de la participation à la formation du capital informationnel.(procédure organisationnelle)

Avec en perspective la notion de développement et d*’intelligence territoriale* (Raison, 1998).

Représentation du dispositif de médiation locale

## SIVT II

Figure 1: Le dispositif d'Information et de Veille Territoriale (adapté)

|  |
| --- |
| Les collectivités locales, les associations poursuivant des missions de services publics ont de plus en plus besoin d'informations pour construire leurs stratégies. On peut définir la veille comme la maîtrise de son environnement par la maîtrise de l'information. Cette maîtrise sous entend plusieurs étapes :  o surveiller, écouter et recueillir des informations,  o traiter, analyser et décider de la suite à donner,  o diffuser, partager et stocker l'information traitée,  o orienter l'entreprise en fonction de l'information, exploiter et impulser afin que l'information soit bénéfique.  Les enjeux d’un dispositif d’information et de veille territoriale:  1. un enjeu de stratégie : la veille permet de prendre en compte les forces et les faiblesses, les opportunités et les menaces du territoire ou de l'organisation par rapport aux concurrents. Elle permet d'anticiper des politiques nationales et leurs retombées locales. Elle permet enfin de se développer en trouvant des régions ou des collectivités susceptibles de nouer un partenariat.  2. un enjeu de management. Par cette qualité de prise en compte des forces et faiblesses de l'organisation, la veille motive les acteurs pour faire évoluer l'organisation selon ses enjeux, elle les fait participer directement au processus en faisant évoluer leurs priorités de l'organisation. En engageant la comparaison avec d'autres collectivités, le personnel se trouve motivé pour faire avancer encore davantage l'organisation.  3. la recherche de valeur ajoutée et les bénéfices opérationnels. Une analyse précise des informations obtenues génère une connaissance précise des besoins des utilisateurs, et par là des services nouveaux à organiser. Par exemple :   -un tableau de bord ou un observatoire des besoins et attentes des utilisateurs,   -des analyses pointues avec mises en perspectives et des points de vie d'experts sur des anticipations possibles,  -des recherches complémentaires pour affiner l'analyse, des mises en alerte sur des critères précis,…   Les sources d'information : elles sont nombreuses et inefficaces si on ne les recoupe pas.  1.les sources électroniques (Internet, BDD professionnelles) : elles sont riches et dominantes mais difficiles à exploiter et pas toujours fiables.  2. les sources documentaires (les sources papiers (revues, ouvrages, rapports, études, analyses d'experts, …) et les ressources internes et externes propres à l'organisation) : sont démodées et demandent beaucoup de temps. Cependant, elles ont l'avantage d'être riches, formalisées et synthétisées.  3.Les sources réseau (relations de l'organisation, réseaux d'experts, relations personnelles). Elles sont sous-estimées. Or, elles peuvent être un bon complément d'information.  4.Les sources terrain (salons, congrès, déplacements, visites d'entreprise) : ce sont des informations pertinentes mais difficiles à formaliser.  **Conclusion**  Le fonctionnement du territoire repose sur l'interaction de nombreux acteurs directs et indirects. A la base de toute tentative de politique de médiation locale se rencontre cette propriété à savoir, la conservation et la reproduction de l'identité du système à étudier. Nous nommons ce processus: l’appropriation territoriale. Pour prétendre à cet objectif, les acteurs locaux ont besoin d'une structure pour s’entraîner à négocier puis s’engager envers les objectifs annoncés. Nous avons représenté ce dispositif d’information et de veille territoriale. Mais cette structure de reconstruction ou de valorisation des expériences locales ne peut être porteuse que si les membres en partagent les objectifs, possèdent les qualités requises pour mener à bien ce type de politique.  Les projets territoriaux sont donc l'actualisation d'un processus complet allant de la définition d'une ligne de conduite voire d’un dispositif de veille territoriale, acceptée par un réseau de compétences locales et inscrites dans un plan et des intentions. Ce qui nous fait écrire que l'action territoriale est intégrée dans une histoire: la territorialité vecteur de la co-construction du complexe local. La complexité de la situation de concertation est alors à la mesure de la diversité des acteurs qui sont concernés et de l'ambiguïté incluse dans la définition des règles par les acteurs eux-mêmes, au cours de leur négociation. Cette ambiguïté permet de conserver la légitimité de chacun des acteurs et de justifier leur rôle dans le jeu des interactions territoriales.  Nous avons vu au cours de cette présentation que la concertation territoriale se déroule autour d'un contexte de négociation et d'un jeu de pouvoirs où les acteurs négocient leur identité et expriment leur vision du monde. En cela, elle doit permettre la résolution des conflits qui s'y actualisent. Aussi la concertation n'est-elle pas vide de sens. Elle s'organise autour de l'appropriation des objets territoriaux et des enjeux de légitimité de l'intervention des acteurs. Pour nous, le territoire est d'abord un espace de ressources, espace composé d'objets issus du milieu naturel ou de l'activité humaine. En ce sens, il est aussi espace de ressources symboliques. Pour (Brunet,1997,p 255), commentant (Piveteau,1995): «Je ne connais pas une seule société tant soit peu organisée qui n'ait ses lieux distingués, appropriés au point d'être comme retranchés, disjoints, mis à part, séparés, aliénés, étranger de l'espace banal, commun, de l’étendue "sans qualité"»  Les relations que l'acteur entretient avec le territoire font donc référence à la diversité des ressources territoriales: réelles et concrètes pour les objets physiques, abstraites pour les objets issus de l'activité humaine (les entreprises, par exemple), enfin symboliques. Pour (Raffestin,1997), ces relations sont constitutives de territorialités: "C'est par de multiples systèmes de relations aux choses - des territorialités en quelque sorte -que les hommes peuvent satisfaire leurs besoins. Ce que nous appelons communément la nature - la représentation sociale de l'inorganique et de l'organique - et la culture - les ensembles symboliques et matériels produits - constituent les fondements et les conditions des interactions multiples qui prennent naissance dans les écosystèmes naturels et humains." Du rapport avec les objets territoriaux émerge ainsi la territorialité. On peut affirmer que, dans le contexte du territoire, les objets jouent un rôle central et sont à la base de la construction de la territorialité.  Eléments bibliographiques  Abric JC., Pornon H., Géomatique et organisations. Contradictions et intégration des projets d'acteurs, Thèse no 1684. EPFL, Lausanne, Suisse, 1997.  Bailly & al, Collectif, Stratégies spatiales : comprendre et maîtriser l’espace.GIP reclus, Montpellier, 1995.  Bartoli JA., Le Moigne JL., Organisation Intelligente et Système d'Information, Economica, 1996.  Bassand M., Métropolisation et inégalités sociales, Science technique, Société, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 1997.  Benko G., «Pouvoirs locaux.», n° 42, de la page 12 à la page 18, Paris, La Documentation Française 01/09/1999 ;  Benoit JM., Benoit P et Pucci D., La France redécoupée, 288 pages, Belin, 1998.  Bertacchini Y., Quoniam L., « T.I.C, réseautique territoriale et médiation sociale », 8e Colloque franco-roumain, Medias, Nouvelles Technologies et Redéfinition des Territoires de la Communication, Bucarest, 30 juin-04 juillet 2001.  Bertacchini Y., «How to federate some local resources by developing new links ? », Proceedings of ISA 23 Conference Rio de Janeiro, The Endless Transition, Sciences Studies, USA, 2000.  Bertacchini Y., Dumas Ph., «How to federate some local resources by developping new links?», ISA, Colloque The Endless Transition, Rio de Janeiro, avril 2000.  Bertacchini Y., «How learning on the 21st century?», Congrès Learn Tech, Moncton et Miramichi, Nouveau-Brunswick, Canada, mai 1998.  Bertacchini Y., «La mise en convergence des usages locaux.», Colloque de l’île Rousse sur les systèmes d’information élaborée, Octobre 1999.  Bertacchini Y., Dumas P. et Quoniam L., «Construire un projet local de développement autour d’une cellule de veille territoriale.», in Actes du Colloque des 2è Journées Internationales d’Intelligence Stratégique, Université de Lille II, E.S.A, décembre 1999.  Bertacchini Y., Dumas P., «How to federate some local resources by developing new links ?», ISA Research Committee 23, in (http://wwwhird Triple Helix International Conference), Rio de Janeiro, Brazil, 26-29 April 2000.  Bertacchini Y., Dumas P., Boutin E., «Vers une représentation de l’état des liens locaux par l’analyse réseau.», 5e Journées Internationales, JADT 2000, Institut Polytechnique Fédéral de Lausanne, Lausanne, mars 2000.  Blanchet C., November A., Indicateurs de développement durable appliqués à l’aménagement du territoire, Conseil économique et social, Genève, 1998.  Brivet X., «U3M : cinq défis pour les collectivités locales.», Dossier Hommes et Méthodes, La Gazette des Communes, Février 1999.  Brunet R., Champs et Contrechamps.Raisons de géographe, Belin, Paris, 1997.  Craig WJ., The Internet Aids Community Participation in the Planning Process, Groupware for urban panning proceedings, Lyon, France, février 1998.  Delporte C (textes réunis par)., Médias et villes XXe Siècle, 303 pages, Tours, Université François Rabelais, 1999.  Dou H., «L’attractivité de zone, quelques réflexions comportements et indicateurs.», Revue I.S.D.M n°3, 1998.  Etchegoyen A., Les défis de l’éducation, 170 pages, Questions de Société, France Loisirs, 1999.  Friedberg E., Le Pouvoir et la Règle.Sociologie, Seuil, Paris, 1993.  Godet M., Pacini.V., «De l'activité à l'emploi par l'insertion.», Rapport au Ministre du Travail et des Affaires Sociales, Cahier du LIPS n°6, 2e édition, Paris, CNAM, 1998.  Goldfinger Ch., «The intangible economy and its challenges.», Semana do Conhecimento, Rio de Janeiro, 18-22 octobre 1999.  Guédon JC., «Une plate forme géante. Révolutions régressives et progressives.», La Recherche N°326, décembre 1999.  Guillaume M., L'empire des réseaux, Paris, Descartes & Cie, 1999.  Harvey F., Chrisman. N, «Boundary objects and the social construction of GIS technology. «, Environment and Planning A, volume 30 pp 1683-1694, 1998.  Lévy P., Qu’est-ce que le virtuel ?, La Découverte, Paris, 1995. Lévy P., L’intelligence collective, Pour une anthropologie du cyberspace, La découverte/Poche, Essais, 1997.  Lipovetsky G., L'ère du vide, Essais sur l'individualisme contemporain, 313 p, Collection Folio/Essais, 1991.  Miège B., La société conquise par la communication,1 : Logiques sociales, 226 p, Presses Universitaires de Grenoble, septembre 1996.  Negroponte N., in (http.nicolas.www.media.mit.edu/people/nicolas/.), Fondateur et directeur du Media Lab au MIT, 29 décembre 1999.)  Pornon H L’étude expérimentale des représentations sociales, in «Les représentations sociales», Sociologie d’aujourd’hui, PUF, Paris, 1997.  Pornon H., Géomatique et organisations. Contradictions et intégration des projets d'acteurs, Thèse no 1684. EPFL, Lausanne, Suisse, 1997.  Raffestin C., Pour une géographie du pouvoir, Litec, Paris, 1981.  Raison D., «Intelligence territoriale : Le cas du Poitou-Charentes.», NET 98 : le salon de l'Internet et de l'Intranet : Paris, 9-11 juin 1998.  Reinhgold H., The Virtual Community, Addison-Wesley, New York, 1993.  Reynaud J.D., Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale, Armand Colin, Paris, 1997.  Ricoeur P., Soi-même comme un autre, Points, Seuil, Paris, 1990.  Sachs I., Transition Strategies towards the 21 st Century, New York, Interest Publications, 1993.  Steels L., Vogt P., Grounding adaptive language games in robotic agents, in «Complex Systems Thinking Revisited, Abstracts». FER Science Assessment. Workshop sept, Neufchâtel 4 to 5, 1998.  Thoenig J-Cl., «Un agenda commun à consommer avec précaution.Regard international sur les systèmes infra-nationaux.» in : Politiques locales et transformations de l’action publique en Europe, R.Balme, A. Faure et A.Mabileau, dir., Grenoble, CERAT, 1998.  Thomas O., «La recherche d’assurance, facteur de polarisation urbaine.», Sciences de la Société, n°48 : Entreprises et territoires, octobre 1999.  Varela F., Invitation aux sciences cognitives, Points, Seuil, Paris, 1996.  Vernet D., «Jérôme Vignon, directeur de la stratégie à la Datar :L’Europe naîtra de la mise en réseau d’initiatives multiples.», Horizons-Entretiens, Le Monde, 16 novembre 1999.  Vernet D., «Jérôme Vignon, directeur de la stratégie à la Datar : L’Europe naîtra de la mise en réseau d’initiatives multiples.», Horizons-Entretiens, Le Monde, 16 novembre 1999.  Vinsonneau G., Culture et comportement, Cursus. Armand Colin, Paris, 1997. |

Territoire physique/territoire virtuel,   
quelle cohabitation[[30]](#footnote-30) ?

Résumé: Le territoire constitue le support et le contenu de cet article. Parce qu’il existe ainsi plusieurs sortes de territoires et plusieurs échelles (territoire de l'Europe, national, régional...), toute société repose sur un ou plusieurs territoires. Avec la mise en œuvre des NTIC et des mobilités entraînées, il en découle une nouvelle notion, celle de la dimension non physique des territoires virtuels.

Mots clés: CMO (communication mediatise par ordinateur) ; frontière ; mobilité ; réseaux ; territoire.

Summary: The territory is the field and the inside of this article. Because there are thus several kinds of territories and several scales (Western Europe, national, regional...), any society rests on one or more territories. With the setting of the Information technologies and mobilities involved, it results from this a new concept, that of the nonphysical dimension of the virtual territories.

Mots clés: mediated communication; boundaries ; mobilities ; network ; territories.

Introduction

Toute société repose sur un ou plusieurs territoires. En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude : pour habiter, pour travailler, pour se recréer et même pour rêver ; des espaces vécus et des espaces subis ; des cellules locales et des réseaux ramifiés. Il est de l'ordre du réel et possède une réalité complexe. Il existe ainsi plusieurs sortes de territoires et plusieurs échelles (territoire de l'Europe, national, régional...).

Ainsi, il en découle une nouvelle notion, celle de la dimension non physique. Par conséquent, des territoires sont en construction, ils ne sont pas bornés ou, tout au moins, leurs frontières sont souples et mouvantes, ils se définissent et se structurent progressivement sans qu'il ne soit possible encore de les identifier et encore moins de les gouverner. Leur mode de fonctionnement semble différent, libérés des contraintes physiques mais s'inscrivant néanmoins dans un ensemble soumis aux règles et mécanismes des structures et des organisations. Ce sont les territoires virtuels. Ces derniers développent leurs propres réseaux (sociaux, culturels, politiques, etc.…) et délimitations. De nouveaux territoires s'élaborent au fur et à mesure sans qu'il ne soit encore possible d'en imaginer ni les contours et encore moins le devenir.

Pour les chercheurs travaillant sur les réseaux sociaux, l’évolution des outils de communication constitue une interrogation dans la mesure où les acquis dont on dispose sont fondés sur un état donné des cadres d’interaction entre les acteurs sociaux. En quoi l’évolution de ces cadres peut-elle s'accompagner d’une évolution des modes de constitution et de perpétuation des réseaux eux-mêmes ? De surcroît, des systèmes tels qu'Internet peuvent aussi faire évoluer les méthodes d’observation des réseaux sociaux.

Nous introduirons cette étude, donc, avec un récapitulatif sur la notion de territoire au sens académique du terme (la dimension physique et la relation espace-temps). Ensuite nous glisserons sur le thème de l’immatérialité avec la notion de territoire virtuel. De plus nous avons constaté que c’est en investissant les champs d’application de la Communication Médiatisée par Ordinateur qui nous a été possible de tisser des points de comparaison entre deux notions qui semblent isolées, celle de « communauté virtuelle » relative à cette discipline et celle de « territoire virtuel » comme elle est définie et appliquée dans le cadre de l’intelligence territoriale et du développement local.

Nous avons essayer d’intellectualiser la notion de territoire virtuel à travers les caractéristiques théoriques des systèmes communicationnels de la CMO Car actuellement la CMO est seul outil d’étude et d’analyse permettant de mesurer de façon concrète les relations étroites entre le monde physique et le monde virtuel, dues à l’émergence des Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication. Elle permet aussi de mettre en exergue les mutations institutionnelles, socio-économiques, culturelles, organisationnelles et politiques. Ces deux dernières considérations sont les éléments fondateurs indispensables pour caractériser et appréhender cette notion de territoire virtuel. Cela nous permet d’avoir une approche plus « physique ». Nous finirons enfin cette étude sur cette question fondamentale : Quelle cohabitation entre territoire physique et virtuel ?

Notre propos vise à pouvoir faire naître des pistes de réflexions et susciter des questionnements sur la notion de la virtualité et ainsi, peut être, apporter des solutions concrètes aux problèmes liés à l’émergence de ces « nouveaux territoires ».

Territoire physique

Historique

La Nation française repose historiquement sur les communautés de base : les communes. Les deux projets de loi précités vont nécessairement modifier les futurs centres de gravité des communautés.

Les constituants de 1789 avaient compris les liens étroits entre la Nation et les communes. La puissance de l'aspiration populaire était telle que le Comité constitutionnel présider par Thouret du renoncer à un découpage rationnel et géométrique des cellules communales. Ce fut une première limite sérieuse à l'Etat unitaire qu'ils bâtissaient.

En effet, les communes de 1789, à la différence des départements, ne sont pas définies à partir d'un territoire. Ce sont des communautés d'habitants. Elles constituent avant tout des groupes humains, des entités sociologiques que l'on organise plus que l'on institue. Ces entités apparaissent comme un élément de la Nation. Ce sont les terminaisons nerveuses de la Nation, véritables « êtres collectifs » qui la mettent en mouvement. Elles traversent les constitutions, les régimes politiques sans être atteintes dans leur fondement. Plus tard, naîtront le département, collectivité locale, puis la région.

Les communes que l'on dit trop nombreuses, voire incompatibles avec les exigences d'une bonne administration du territoire, font partie de notre patrimoine génétique institutionnel. En conséquence, toutes les tentatives de soumettre les collectivités de base à la vérité de l'optimum dimensionnel ont échoué. L'explication en est fort simple : la France est réticente à une conception utilitariste de ses institutions territoriales. Toute approche de redécoupage du territoire, à la base, fondée sur des impératifs techniques et économiques a été vouée à l'échec. La permanence de revendications de « défusion » des communes fusionnées dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971, dite loi Marcellin, montre les capacités de résistance des communautés d'habitants. La grande loi décentralisatrice du 2 mars 1982 écarte soigneusement le sujet. Autant ne pas parler de ce qui fâche mais elle conforte le département dans sa mission historique d'enracinement territorial de la République.

Pourtant, à l'approche de la fin XXème siècle, la France paraissait prête à s'engager dans une logique institutionnelle nouvelle. Les prémices apparaissent avec l'idée de communauté de projets baptisée communautés de communes ou de ville dans la loi Joxe-Baylet de 1992. Elles se renforcent, en 1995, avec la loi d'orientation de M. Pasqua sur l'aménagement du territoire et l'émergence des pays. La carte de l'intercommunalité dite à fiscalité propre recouvre progressivement le territoire.

Des lois

Ce mouvement se confirme en 1999 avec deux textes législatifs majeurs:

La loi Voynet (25 juin 1999) sur l'aménagement et le développent durable du territoire a pour objectif de mieux organiser le territoire autour de communautés géographiques que l'histoire et l'économie ont façonnées à travers la constitution ou le renforcement des pays, des agglomérations; la région devant assurer le rôle de mobilisation des acteurs locaux. Les pays élaboreront, dans une charte de territoire, leur projet de développement durable. Ils pourront contractualiser avec l'Etat et la Région, dans le cadre de contrats de plan Etat-Région dès lors qu'elles auront organisé un projet global de développement et seront structurées en communautés urbaines ou communautés d'agglomération. Il s'agit bien de mettre en place un nouveau maillage du territoire dans lequel le département paraît notoirement absent.

La loi Chevènement (12 juillet 1999) relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale propose, quant à elle, une nouvelle architecture institutionnelle de l'intercommunalité en milieu urbain, grâce à une forme juridique nouvelle, la communauté d'agglomération. Il met en place un corps de règles unifiées relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'ensemble des structures de coopération intercommunale concernant en particulier le milieu rural.

Plus qu'une simplification, cette loi est, elle aussi, organisatrice d'un nouveau maillage du territoire même si les « Pays » ne sont pas traités en tant que tels dans le texte.

La loi Gayssot (13 décembre 2000) ou loi SRU (Solidarité et Renforcements Urbains) qui tend à fournir des outils de planification pour une cohérence de l’aménagement et le développement du territoire.

On peut débattre de la complémentarité ou de la concurrence entre les deux textes; mais le fait est là : la Nation est en train de se *refaire* par le bas.

L’impact des réseaux techniques et sociaux

La multiplication des réseaux techniques, depuis plus d'un siècle, a amené vers les années 1980 au constat de leur rôle majeur dans l'espace moderne (Dupuy, 1993). Ce rôle est de relier les territoires, de desservir ou d'irriguer les villes, et l'augmentation continue des flux de transports et de communications en font aujourd'hui un des éléments incontournables dans la structuration de l'espace terrestre. Par leur seule existence, les réseaux ramènent à des problèmes théoriques fondamentaux pour la géographie, parmi lesquels:

-celui de l'organisation réticulaire de l'espace

-celui des discontinuités spatiales et des archipels de développement

-celui de la réduction/relativisation des distances

-celui du rôle des innovations dans la structuration de l'espace

-celui du mécanisme d'apparition des réseaux, et de leurs rôles vis à vis du développement territorial

Il est donc intéressant de s'attarder sur ces questions théoriques, car elles balayent d'importantes problématiques modernes, relevant des mutations spatiales que connaît actuellement notre société. En effet, celle-ci évolue vers une forme d'occupation du sol directement liée à un mode de fonctionnement en réseaux, découlant d'une forme d'économie de type libéral (Spector, Theys, 1998). Ce mode de fonctionnement induit des modes d'occupation du sol très marqués, notamment une métropolisation de plus en plus affirmée, et l'Internet n'est pas exclu, loin de là, des agents favorisants cette tendance.

Le rapport à l’espace

Les réseaux deviennent un problème de plus en plus important en géographie, parce qu'ils sont de plus en plus présents dans l'espace. Paul Claval précise qu'il existe divers types de réseaux (réseaux généraux de communication, réseaux des transports, et réseaux techniques de communication), et qu'ils sont en interaction constante. Par exemple, le rôle des réseaux techniques de communication est de doubler les réseaux de transport, pour y faire circuler de l'information concernant les problèmes rencontrés lors de l'acheminement des marchandises.

Ces interactions ont induit une hausse de l'usage des réseaux de communication, qui a elle même engendré une hausse de l'usage des réseaux de transports, notamment par la multiplication des contacts qu'elle a permis. Les contacts par l'intermédiaire du téléphone ou de l'Internet ont en effet engendré des besoins de rencontres, le rapport humain étant le plus souvent privilégié à l'instant de conclure des ententes.

H. Bakis (Bakis, 1990), souligne dans son texte, « La banalisation des territoires en réseaux », que les réseaux humains ont toujours existé. Cependant, la place des réseaux techniques est de plus en plus importante, et ceux-ci sont devenus aujourd'hui un élément fondamental de l'organisation de l'espace. Ils participent ainsi, par exemple, à remettre en cause les limites classiques de l'organisation administrative, tout en étant, parallèlement, garants d'une certaine homogénéité des territoires.

La réduction des distances (notion d’espace-temps)

Les progrès des réseaux de communications au cours de la fin du 19è siècle et durant tout le 20è siècle, ont fait que les distances kilométriques se sont considérablement rallongées, alors même que les distances-temps se sont considérablement raccourcies. Les autoroutes, le TGV, coupés du territoire en ne servant à relier qu'un point à un autre, avec de moins en moins de dessertes, ont engendré des effets tunnels. Le territoire traversé, comme souvent les centre villes reliés entre eux, sont considérés, voire aménagés comme des décors (J.C. Gay, 1995). Dans le contexte plus particulier des télécoms, et à fortiori de l'internet, la question de la distance se pose avec encore plus d'acuités.

En effet, comme nous avons déjà pu le signaler, le rôle de ces technologies est, dans l'absolu, de gommer la distance séparant les utilisateurs (M.F. Blanquet, 1995).

H. Bakis (Bakis, 1993) souligne que l'espace de la communication a longtemps été à la fois un espace-temps et un espace-coût, mais qu'il tend aujourd'hui à se restreindre à la simple notion d'espace-coût.

Les nouveaux territoires

De part les considérations abordées précédemment, avec la notion d’espace-temps, il est possible de poser l’hypothèse que les nouvelles technologies d'information et de communication et l'Internet en particulier participent à l'émergence de nouveaux espaces.

Ainsi, des territoires sont en construction, ils ne sont pas bornés ou, tout au moins, leurs frontières sont souples et mouvantes, ils se définissent et se structurent progressivement sans qu'il ne soit possible encore de les identifier et encore moins de les gouverner. Leur mode de fonctionnement semble différent, libérés des contraintes physiques mais s'inscrivant néanmoins dans un ensemble soumis aux règles et mécanismes des structures et des organisations.

De nouveaux territoires s'élaborent au fur et à mesure sans qu'il ne soit encore possible d'en imaginer ni les contours et encore moins le devenir.

Territoire virtuel

Dans cette section, il est surtout question de dresser des caractéristiques généralistes les plus simples possibles de la notion de territoire virtuel. La première définition traite le sujet dans sa dimension globale, la seconde se penche plus particulièrement sur les aspects d’un développement local. Confronter les deux dimensions du concept nous a semblé évident quand on connaît les enjeux stratégiques et décisionnels qui s’articulent autour de cet antagonisme « Local/Global ».

Nous avons, ainsi, préféré réserver l’analyse de la notion de territoire virtuel (numérique) dans la dernière partie.

Introduction à la notion de territoire virtuel

Nous nous sommes référés, jusqu'ici, à une dimension matérielle de l'espace. Aujourd'hui, cependant, nous avons l'intuition que cette lecture encore physique du territoire et des relations qui s'y exercent, oublie des « processus émergeants » qui cependant commencent déjà à avoir une grande importance dans notre propre présent.

Par le terme de « processus émergeants », nous sous-entendons toutes les applications liées à la communication médiatisée par ordinateur (CMO) dont Internet en est sans nul doute le principal dispositif ; réseau qui ne constitue plus des structures physiques mais des couloirs immatériels à partir desquels un autre territoire possible commence à s'établir. Un territoire virtuel défini à partir de relations établies loin des paramètres traditionnels de l'espace.

Le binôme production-organisation qui avait, jusque-là, caractérisé les relations séculaires entre la ville et le territoire, se définit aujourd'hui dans d'autres termes. Le véritable territoire n'apparaît donc plus comme un lieu mais comme un ensemble de possibles connexions établies entre usagers dans un espace immatériel qui cependant sera le réel en termes d'efficacité productive et culturelle et où, plus qu'une traditionnelle relation de voisinage, il s'agira d'assurer une efficace connexion entre systèmes.

L’aspect concret : une dimension locale

Nous nous plaçons, ici, dans un contexte d’intelligence territoriale encadrant un projet de développement local.

Ainsi, le territoire virtuel est un territoire pleinement porteur - du fait notamment du déploiement des réseaux - de son image et de sa mémoire. Avec tout ce que véhicule une collectivité ou une région en termes de savoirs, d’apprentissage, de transmission de connaissances, d’horizon culturel et bien sûr de marquage visuel.

Or, ce sont ces mêmes rapports du territoire à la mémoire qui agissent aujourd’hui souvent comme autant de vecteurs d’innovation à l’échelle locale.

Dans un sens comme dans l’autre donc, les contenus de l’Internet et ses mutations apparaissent aujourd’hui clairement comme un facteur de tout premier ordre du devenir des entités régionales et locales.

L’espace public, l’horizon urbain, la réalité territoriale nous semblent donc comme se situer au cœur de la problématique présentement abordée. Ceci au travers des modalités naissantes en matière de production de savoirs et de création de connaissances, à l’échelle aussi d’un nouvel univers des possibles dans le domaine de l’aménagement économique et culturel de nos régions, tant il est vrai que ce sont les mécanismes de transfert de savoirs qui conditionnent largement l’émergence des territoires innovants

La CMO comme outil d’analyse

C’est en investissant les champs d’application de la Communication Médiatisée par Ordinateur qui nous a été possible de tisser des points de comparaison entre deux notions qui semblent isolées, celle de « communauté virtuelle » relative à cette discipline et celle de « territoire virtuel » comme elle est définie et appliquée dans le cadre de l’intelligence territoriale et du développement local.

Car actuellement la CMO est seul outil d’étude et d’analyse permettant de mesurer de façon concrète les relations étroites entre le monde physique et le monde virtuel, dues à l’émergence des Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication. Elle permet aussi de mettre en exergue les mutations institutionnelles, socio-économiques, culturelles, organisationnelles et politiques. Ces deux dernières considérations sont les éléments fondateurs indispensables pour caractériser et appréhender cette notion de territoire virtuel. Cela nous permet d’avoir une approche plus « physique ».

Cette partie s’appuie sur une série d’articles réalisés autour d’applications concrètes relatives à la notion de communautés virtuelles, une des formes complexes de la communication médiatisée par ordinateur. Nous nous efforçons, ici, de bâtir certains éléments de réflexion quant aux interdépendances permanentes entre la sphère physique, représentée par le territoire au sens séculaire du terme et la sphère immatérielle, dont Internet en est l’élément essentiel.

Ainsi, nous pouvons évaluer l’influence d’un territoire virtuel, sur la dimension organisationnelle et sociale d’un territoire physique, et réciproquement.

Quelle cohabitation entre territoire physique et virtuel ?

La convergence de l’information et des tétécommunications, et également la capacité des TIC à maîtriser les distances spatio-temporelles et à permettrent la mise en commun et en réseau de compétences et de savoirs a permis l’émergence des multiples dispositifs communicationnels.

Plusieurs pratiques d’échanges interpersonnels se sont également développées tels que des systèmes de « communauté virtuelle ».

Ce type d’application intègre de nombreuses considérations et axes de réflexion gravitant autour de diverses disciplines (relation humaine et modification de structure d’un groupe, modification du rapport au discours, aspects techniques, facteurs contextuels comme l’apparition de clivages sociaux) dont il n’est pas matière dans cet article.

L’objet de cette analyse se concentre sur les mécanismes intrinsèques permettant l’interaction en réseau et la formation de communautés virtuelles « d’intérêt commun » dont Licklider et Taylor affirment déjà en 1968 que la formation de communauté ne se ferait pas sur la localisation d’un espace commun *« common location »* mais sur l’intérêt commun *« common interest »*et se force à comparer ces dernières au concept de territoire virtuel.

C’est en se fondant sur un article de Jean-François Marcotte (2003) « Interaction en réseau et communautés virtuelles : pour une redéfinition du lien social dans les environnements virtuels  » que nous avons pu établir cette comparaison et construire des éléments de réflexion quant aux corrélations existantes entre le territoire virtuel (ou numérique) et le territoire physique (ou matériel) et ainsi, dans une moindre mesure, le plan des relations qui forment la territorialité : le « construit relationnel ».

Nous verrons, par la suite, en quoi ce territoire, au sens séculaire du terme, se présente comme un mécanisme de régulation et un stabilisateur de la sphère immatérielle. L’influence réciproque d’Internet, de manière générale, et du territoire physique dans la dimension organisationnelle et socioéconomique sera donc mise en évidence.

Mais avant toute chose, il semble nécessaire de présenter les théories et caractéristiques fondamentales qui ont permis de construire notre démonstration tout au long de cette analyse.

**Fondements théoriques**

La CMO au sens large

Comme le définit Santoro, G (1995), « *le terme « communication médiatisée par ordinateur » est une expression générique qui englobe un large éventail d’activités dans lesquelles les ordinateurs sont utilisés pour médiatiser la communication entre des personnes.* »

La CMO peut revêtir un sens large ou un sens strict selon la définition adoptée par le terme “communication humaine”.

Le sens strict renvoi aux applications de l’ordinateur pour la communication d’une personne à une autre personne (courrier électronique, téléconférences assistée par ordinateur (TCAO) et les « chats rooms » par exemple).

Dans un sens large, la CMO englobe virtuellement toute les utilisations que l’on peut faire d’un ordinateur (babillards électroniques, les publications électroniques et les bases de données…).

C’est cette dernière définition (pratique intramentale et intermentale) que nous utiliserons dans notre résonnement.

Mais les dispositifs de la CMO ne sont pas uniquement « techniques », ils agissent aussi comme médiateurs dans le processus d’échange économique, de coordination d’activités et de coopération entre agents humains. Ces liens interpersonnels tissent un maillage par lequel circulent les informations, les données mais également les marques du social.

Internet comme infrastructure unique de la CMO

Ainsi, nous ferons référence, à la dimension généraliste du concept de Communication Médiatisée par Ordinateur.

Nous citerons des auteurs récents tel que Nancy K. Baym (1998) ou encore Philip Agre ‘1998) qui dépassent la description isolée des pratiques de CMO et considèrent l’expression dans son ensemble en utilisant le terme d’Internet.

Car, après le « *time-sharing* » et l’interconnexion de plusieurs ordinateurs à travers des lignes de tétécommunication, c’est surtout la construction des réseaux informatiques qui a rendu possible la diffusion de la CMO à travers des couches de plus en plus importantes de la société.

Internet est donc, ici, caractérisé comme une application de la Communication Médiatisée par Ordinateur et son infrastructure unique.

Les caractéristiques fondamentales des éléments de l’étude

Le concept de « communauté virtuelle » et de territoire numérique : dénominateur commun

- Communauté virtuelle / groupe social

« *La plupart des communautés pratiquent dans une certaine mesure une cognition collective, les interactions à travers lesquelles elles apprennent de leurs expériences respectives, définissent des stratégies communes, développent des lexiques partagés et élaborent une manière de penser propre.* » Cette citation de Philip Agre, dont nous avons pu faire référence dans la partie précédente, contient la plupart des éléments indispensables pour appréhender la notion de communauté virtuelle et présente en d’autres termes, d’une part, les « formes d’associations » qui lient les acteurs sociaux entre eux et, d’autre part, les processus cognitifs et communicationnels par lesquels les membres d’une communauté accumule des informations et des connaissances et construisent ainsi des artefacts.

Il nous est possible de prolonger cette définition en précisant que la communauté virtuelle est un « groupe social » qui se présente comme est un système d’action partagé par des individus qui permettent de stabiliser les normes, les valeurs et les pratiques de ses membres en vue d’atteindre des objectifs communs. On retrouve, par extension, la « notion de ressources intellectuelles » partagée rendue possible avec « l’émergence d’une communauté d’intérêt médiatisée par les réseaux informatiques » propre à Licklider et Taylor (Op.Cit).

Le terme de « groupe social » et celui de « territoire virtuel », appliqué dans le cadre d’un projet d’intelligence territoriale, font, tout deux, référence à une notion de partage et de ressources partagées. On trouve, en effet, des termes récurrents tel que : objectifs et d’intérêt commun, collaboration, collectif, connaissance commune.

Nous pouvons, dés lors, souligner que pour l’un et l’autre ces deux termes se caractérisent comme un lieu de communication informelle rythmant les échanges entre les usagers malgré le contexte environnemental qui lequel ils se situent. Ces transferts de savoirs et de connaissances, cette mise en commun de compétences se meuvent dans une culture de signe (Bourdieu « L’habitus »), de codes, de symboles, de valeurs; tous les éléments fondateurs de l’identité d’un groupe social. Nous abordons ces considérations, plus en détails, dans la partie suivante.

Cependant, contrairement à ces systèmes communicationnels sur lesquels se fonde la démonstration de cette étude, les différents acteurs/téléacteurs, qui participent à l’extension et au maintien (vie démocratique et sociale) du territoire virtuel, sont reliés entre eux sous une forme organisée afin d’accomplir une tâche à accomplir.

- le territoire virtuel

Nous voyons apparaître sous l’influence d’Internet et des réseaux de façon générale, et des systèmes communicationnels liés à la CMO en particulier, de nouvelles architectures territoriales: le territoire virtuel.

Loin du terme générique de territoire virtuel trop prématurément utilisé pour définir ces paradis immatériels et imaginaires de non droit en marge de l'autorité politique et économique des véritables états, le territoire virtuel, au sens où nous l’entendons, apparaît comme la contraction de deux notions : celle de territoire physique et celle de communauté virtuelle.

Ainsi, sans approfondir de manière trop complexe les champs d’application relatifs à l’intelligence et la veille territoriale (nous n’en n’avons ni le temps ni les compétences requises), nous nous bornerons à définir le territoire virtuel comme un territoire pleinement porteur de son image et de sa mémoire (identité territoriale), avec tout ce que véhicule une collectivité ou une région en termes de savoirs, d’apprentissage, de transmission de connaissances, d’horizon culturel et bien sûr de marquage visuel. Il est la représentation d’un groupe d’acteurs s’appropriant un espace de ressources : la territorialité (Bertacchini, *Op.cit*).

Et encore, il est la représentation de la réalité commune au groupe social autour d’une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, pour l’utilisation conjointe des ressources d’un même espace : univers symbolique partagé (Jodelet, 1997).

Le territoire physique / matériel

Le territoire physique est cette dimension matérielle telle que l’appréhendons depuis toujours avec ses frontières, ses hiérarchies et ses structures en béton ; tous ce qui correspond à une réalité concrète du territoire.

Selon Prelaz-Droux (1995), trois domaines génériques se distinguent faisant partie des trois types d’éléments-objets dans le territoire (celui que nous traitons, ici, correspond aux éléments du constructif ; les deux autres, les éléments virtuels et factuels ne sont pas abordés ici).

Ainsi, nous y trouvons les infrastructures équipant le territoire en réseaux et ouvrages de génie-civil, le milieu naturel et les activités économiques, sociales et culturelles.

Néanmoins, comme il a été démontré jusqu’à présent, le véritable territoire se définit aujourd’hui à l’aide d’autres termes.

Il n’apparaît donc plus comme un « lieu » mais comme un ensemble de possibles connexions établies entre usagers dans un espace immatériel qui reste cependant réel en termes d’efficacité productive et culturelle et où, plus qu’une relation de voisinage, il s’agira d’assurer une efficace connexion entre systèmes.

Pour le géographe Claude Raffestin (1981), le territoire est souligné en tant que production sociale : *« le territoire est généré à partir de l’espace, il est le résultat d’une action conduite par un acteur »*, ce qui lui permet de définir la territorialité comme étant *« toujours un rapport, même s’il est différé, avec les autres acteurs »*.

Dans cette optique les transformations spatiales fondamentales trouvent nécessairement leur origine dans les modifications de comportement social des acteurs.

Le recoupement des concepts

La corrélation entre la communauté virtuelle et le territoire virtuel n’étant plus à démontrer, reste à nous concentrer, dans cette section, à l’exposition des mécanismes sociaux et des mécanismes de régulation. Les premiers permettent la formation de relation stable et le maintien de groupes sociaux dans les environnements virtuels; les seconds, quant à eux, favorisent la stabilisation du groupe social.

L’analyse de ces facteurs primordiaux contribuera à l’affirmation des liens intimes qui unissent la sphère physique et la sphère virtuelle.

De quelques mécanismes sociaux et éléments de contrariété communicationnelle

Comme nous l’avons noté, le contexte d’interaction de ces environnements virtuels rend difficile la constitution de relation entre les tété-acteurs. Les mécanismes sociaux tendent à favoriser la stabilisation des relations et le maintien d’un groupe social. Hiltz et Turoff (1981) utilise même le terme « Hôte social » ou (« social Host ») pour désigner ces usagers/acteurs.

Ces mécanismes sociaux, que nous allons décrire, nous permettent de constater, d’une part, leur spécificité semblable avec les objets constitutifs du monde matériel et, d’autre part, qu’ils sont souvent associés à des *contrariétés communicationnelles*, c'est-à-dire des problèmes inhérents à la communication interpersonnelle. Contrariétés dont la plupart s’atténuent sous l’influence du territoire physique. Ils sont de plusieurs ordres :

La compréhension du système de valeurs partagé et du système culturel par le groupe semble indispensable à la stabilisation d’une relation (caractéristiques sociales identiques dans un contexte politique et institutionnel relatif au territoire physique).

Maîtriser la médiation sociale par la conscience des autres (relation avec autrui) et la médiation technique.

La nécessité d’un contact social. Nous pouvons préciser l’importance, selon Théodore M. Newcomb (1958), de la « proximité écologique » dans la formation des liens entre les personnes (lieux communs de rencontre et de circulation)

La synchronisation des rencontres (ou « heures d’ouvertures » établies dans le monde physique ; là encore ce facteur ne rentre pas en ligne de compte de par la forte synergie qui s’applique entre les deux modes, le territoire physique et le territoire virtuel. C’est en ce sens et par cette attraction permanente s’opérant entre la sphère matérielle et immatérielle que le terme de territoire virtuel prend toute sa force et son homogénéité avec le territoire physique.

De quelques mécanismes de régulation et stabilisateurs

Dans le contexte fragile et immatériel des systèmes communicationnels dont nous prenons exemple pour cette analyse (communautés virtuelles /groupes sociaux, on pourrait citer d’autres applications de la CMO telles que les « *chats-rooms* »), ce sont aux concepteurs, aux organisateurs, aux animateurs de ces environnements virtuels de prendre en charge les mécanismes de régulation. Mais, ces derniers, précaires, tiennent beaucoup plus au désir et à l’investissement personnel de chaque usager, libre de se mouvoir ou d’expérimenter de nouveaux milieux.

Bien que ce soit la volonté de s’unir qui prédomine toujours, cette tendance semble s’inverser autour du facteur matériel du territoire.

Aussi, l’attachement du territoire virtuel ou physique favorise la formation d’un esprit de groupe. Ce lien entre un groupe et un territoire émerge généralement lorsqu’il existe une forte cohésion entre les membres du groupe (Notion de territoire partagé).

La présence d’un leader au sein du groupe est souvent déterminante dans le développement de cette cohésion. C’est par des qualités de rassembleur, d’animateur et de modérateur qu’il peut favoriser l’appartenance des usagers au groupe. Ainsi, le leader a souvent un rôle crucial en ce qui concerne l’intégration des nouveaux usagers et la rétention des membres au groupe. Nous pouvons aisément y tisser une métaphore avec les structures sociétales et matérielles d’un territoire : les leaders peuvent être représentés par les repères infrastructurels traditionnels de la ville.  Ce sont les institutions administratives et politiques relatives (collectivités locales et territoriales), les instances juridiques (réglementation, lois…), les structures éducatives (universités, formations professionnelles diverses et écoles dans une moindre mesure) : les organes et vecteurs fondamentaux à l’élaboration d’un système social, économique, culturel et politique. Les entreprises, quant à elles, sont symbolisées par ceux qui sont définit dans le texte comme les « nouveaux usagers »).

Une cohésion socioéconomique et productive matérielle et virtuelle se construit et se développe.

Enfin, la formation d’un territoire virtuel s’appuie sur la stabilisation d’un système de « contrôle social ». Ce terme nous ramène au raisonnement précédent. Le « contrôle social » est régi par la mise en place de plusieurs systèmes intimement liés dont nous pouvons faire la description et permettant de soutenir notre thèse :

Les systèmes normatifs  structurés ; ce sont normes, valeurs, culture, la mémoire auxquels nous faisions références précédemment.

Les systèmes d’organisation générale et une division des rôles dans un environnement donné ; ils sont représentés par les diverses institutions et les hiérarchies.

Les systèmes d’autorité ; les collectivités territoriales et les instances judicaires en sont les garants.

Les systèmes sociaux

Conclusion : une cohabitation entre le territoire physique et le territoire virtuel

En définitive, nous pouvons avancer l’idée que le territoire physique est le mécanisme de régulation et le stabilisateur du territoire virtuel tel qu’il est défini et appliqué en intelligence territoriale dans les perspectives d’un développement local.

Les instabilités liées à des systèmes de communauté virtuelle (ou groupe) comme celles que nous avons utilisées au fil de notre analyse, s’estompent pour ne pas dire qu’elles disparaissent totalement dans le contexte de territoire virtuel.

L’étude des pratiques et des usages liés aux différents facteurs relationnels et communicationnels, positifs et négatifs, de la communication médiatisée par ordinateur a permis de s’interroger sur les liens intimes qui s’expriment entre les deux territoires et de constater que ces derniers sont indissociable, que l’un influe sur l’autre et réciproquement. C’est en ce sens que nous pouvons dire qu’il existe bel et bien une cohésion incontestable ; nous parlerons même de cohabitation.

Nous terminerons en affirmant que les structures communicationnelles de la CMO n’existent pas en dehors d’un espace social avec ses institutions, ses pratiques et ses conflits. L’insertion complexe « de la société en ligne » dans la vie sociale des « institutions en béton » est pour le moins évidente mais soumise à des mutations profondes permanentes dont les finalités sont particulièrement difficiles à appréhender et plus encore à anticiper.

Références bibliographiques

Agre, P., (1998)”Designing Genres for New Media: Social, Economic and Political Contexts.” in *Cybersociety 2.0: Revisiting Computer Mediated Communication and Community*, Jones, Steve (Dir), Sage Publications.

Bakis, H., (1990) « La banalisation des territoires en réseaux », CENT, p.17.

Bakis, H., Cadillo, P.Y., Dubois, G. (1990) « Hétérogénéité spatiale et coût des réseaux » ; PP. 115-131,

Bakis H. coll., (1990) « Communications et territoires », La documentation française, 404 p.

Baym, N, N. (1998) «The Emergence of the On-line Community »

Bertacchini, Y., (2003) « Observation des représentations virtuelles d’un territoire : application à la technopole de Sophia-Antipolis», Humanisme et Entreprise, n°260, pp 1-20.

Claval, P., (1990) « La mise en réseau des territoires », pp. 35-45, Bakis H. coll., (1990) « Communications et territoires », La documentation française, 404 p.

Dupuy, G., (1993) « L'urbanisme des réseaux, théories et méthodes », Paris, Colin.

Gay, J.C., (1995) « Les discontinuités spatiales, Economica » Poche, Géographie concours, 112 p.

Hiltz, Starr R., Turoff, M., (1993). « The Network Nation: Human Communication via Computer ». The MIT Press, Cambridge (MA), revised edition. Première édition 1978.

Jodelet, D., (1997) « Représentation sociales : un domaine en expansion », in « Les représentations sociales », Sociologie d’aujourd’hui, Puf, Paris.

Licklider, J.C.R., Taylor, R.W., Herbert, E., (1968) « The computer as a communication device. Science and Technology »

Marcotte, J.F., (2003) « Communautés virtuelles et sociabilité en réseaux: pour une redéfinition du lien social dans les environnements virtuels.», Vol 5, n°4 ; *Esprit critique.*

Newcomb, Théodore M., Hartley, Eugene L. (1958). « Readings in social psychology ». Hold, Rinehart and Winston. New-York.

Prelaz-Droux, R., (1995) « Conception d’un système d’information à référence spatiale pour l’aménagement et la gestion du territoire, Approche systémique et procédure de réalisation », EPFL, Lausanne.

Santoro, G., (1995) « What is computer mediated communication? » in Berge, Z. and Collins, M. (Eds.), « Computer mediated communication and the On-line Classroom in Distance Education », Volume 1 – Overview and Perspectives. Cresskill, NJ, Hampton Press.

Spector, T., Theys, J., (1998) Dir. « Villes au XXI°siècle, entre villes et métropoles, rupture ou continuité ? » Colloque de La Rochelle (synthèse) du 19 au 21-10-1998, Collections du CERTU, aménagement et urbanisme.

La rupture, un des corollaires de la vitesse. L’intelligence territoriale, une posture d’anticipation[[31]](#footnote-31)

Résumé : Au XXI siècle, la décentralisation galopante oblige le territoire, à l’instar de l’entreprise, à s’animer d’un projet dont il doit défendre l’existence. Les postures d’anticipation des ruptures (économiques, sociales, environnementales etc.) sont au cœur d’une interrogation dont on peine à en cerner les contours tant l’accélération des flux communicants crée un brouillard d’informations; « ce n’est pas tant le manque d’information que son excédent qui obscurcit la prise de décision » rappelait Barthes.

« Le XXe sera spirituel ou ne sera pas » prédisait André Malraux ; nous pensons que le XXIe s. est aussi le siècle de la vitesse visible et invisible (vitesse des transports, des transmissions, des prestations etc.) et en corollaire celui « de l’accident ». La rupture est une résultante de la vitesse et le territoire se situe au centre de cette évolution.

Or ce n’est pas tant « l’accident qui est à surveiller que sa vitesse de survenue. » constate Paul Virilio (1996); celle-ci demande un changement de braquet dans le recueil, le traitement, l’analyse et la prise de décision éventuelle qui doit être engagée. L’anticipation des ruptures au sein du territoire doit alors être en rapport avec une capacité de suivi de la vitesse de survenue. Par leur capacité d'instantanéité, les TIC sont l’un des moyens de l’établissement des conjectures. Une illustration peut être effectuée sur le fonctionnement des véhicules munis du système ABS (*Antilock Braking System*) ou les quatre phases du processus sont traités à l’instant pour prévenir l’accident mais l’action d’appuyer sur le frein est pour l’instant, du ressort du conducteur.

En matière d’information, le décideur ne peut plus assurer seul le traitement simultané du processus (recueil, traitement, analyse et décision). Il doit favoriser une mobilité des signaux entre les acteurs qui l’entourent en optimisant la circulation des informations et leur traitement. Il agit ainsi sur une évolution de la culture de l’information au sein de son organisation.

**Mots clés**: intelligence territoriale, mutualisation, gouvernance, territoire, rupture, vitesse.

Introduction

Le continuum de la menace et de la rupture est chose exceptionnelle. Dès que la menace est identifiée, elle génère habituellement chez l’humain ou l’animal un échafaudage des conjectures fondées sur un recueil accéléré de données qui tend à connaître son épilogue lors de la mise en œuvre d’un dispositif de protection. Or, l’explosion des flux d’informations générée par les TIC, gêne leur recueil ; le traitement puis leur synthèse sont alors perturbés dans un éclairage de la future décision. Dans le cas du territoire et de ses périls, l’appui des TIC permet de raccourcir les phases préparatoires à la décision ; encore faut-il que l’effet entonnoir puisse s’appuyer sur un recueil précis, continu et judicieux des signaux et informations et ce, dans de nombreux registres. La mutualisation de l’information entre les acteurs du territoire devient alors un point d’appui fondamental de la démarche d’anticipation des ruptures encore appelée « intelligence territoriale ».

Après un éclairage sur la notion de rupture, de risque et de menace, nous verrons en quoi les TIC peuvent agir au sein du territoire sur le cycle de décision. Nous proposerons à cet effet, une clé d’entrée à la mise en place d’un processus de traitement de l’information au sein du territoire. Nous nous appuierons pour ce faire, sur une démarche d’apprentissage en intelligence économique mise en œuvre en région Nord-Pas de Calais.

De la décision

Rupture et vitesse

L’augmentation de la vitesse favorise la rupture. Si ce raisonnement est banal dans le domaine de la conduite d’un engin, il devient sujet d’interrogation dans le domaine de la prise de décision.

La décision est chose complexe; ni bonne, ni mauvaise en soi, elle survient le plus souvent de façon pro-active, à savoir qu’elle se justifie par une posture d’anticipation d’un événement que l’on veut éviter, ou intervient de façon réactive suite à un événement déjà survenu dont il faut modifier les conséquences.

La décision peut être aussi une indécision: « hésiter, c’est déjà prendre une décision » (Stanilsaw Jerzy Lec).

Le plus souvent, la décision raisonnée se nourrit d’une phase préliminaire de recueil de données permettant un traitement des informations qui fondera la synthèse. La décision sera issue du choix entre les conjectures dégagées (figure 01).

Si l’utilisation de système automatique de recueil et de traitement de l’information peut agir sur le temps de mise en œuvre de ou des alternatives de décision, le temps consacré à la réflexion humaine est beaucoup moins compressible.

w

t

R T S D

**Figure 01** : Recueil, Traitement, Synthèse et Décision

Penser réduire le temps de la décision à l’aune des ratios obtenus sur les phases précédentes est problématique. La décision ne s’établit pas toujours sur un raisonnement logique et demande bien souvent un croisement de critères quantitatifs, qualitatifs ou parfois affectifs qui en « plombent » la vivacité.

Ainsi l’armée de l’air française agissant sur son « process » de décision d’alerte a-t-elle réduit considérablement ses phases d’établissement des conjectures pour les porter à quelques minutes, mais laissant aux responsables l’espace temps nécessaire à une décision circonstanciée. Quand il s’agit de riposte à une éventuelle mais improbable attaque, on se félicite que la décision humaine reste ici souveraine.

Risques et menaces

On distingue une nuance entre les notions d’incertitude et de risque. Le risque (prendre un risque) suppose que la menace soit plutôt identifiée et que l’on en mesure peu ou prou la probabilité d’apparition; au contraire de l’incertitude dont on ne peut a priori, en évaluer la probabilité de survenue.

Eisenberg, un des pairs de la mécanique quantique, avançait en 1933 « *qu’il n’y avait pas d’incertitude*» et que celle-ci « *était un risque que l’on n’avait pas encore réussi à probabiliser*. ». Cette relation d’indétermination est mise en œuvre particulièrement dans le domaine de l’assurance par une connaissance approfondie du domaine de l’incertitude et de l’existence d’une population concernée importante; ces données pouvant alors bénéficier d’un traitement statistique à risque acceptable.

On peut alors parler d’une science incertaine nécessitant l’application d’un «*principe de précaution* ». Il y a existence d’une zone intermédiaire entre science probabiliste et science incertaine. Traduction: ne pas attendre les résultats de la science certaine pour mettre en œuvre les mesures d’anticipation.

Pour illustrer cette relation d’indétermination dans une problématique territoriale, nous prendrons le cas récent de l’encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) au Royaume unis.

En 1995/96, les scientifiques britanniques faisaient part d’une observation simultanée au Royaume Unis de l’existence de syndrome ESB chez la vache et d’une dégénérescence du tissu encéphalique chez l’homme désigné par le syndrome de Kreusfel Jacob.

Le postulat existant à cette époque reposait sur une théorie de « barrière des espèces » qui interdisait de poser un lien causal entre ESB et syndrome de Kreusfel Jabob.

Début 1997, un laboratoire de recherche de Bristol prouvait l’existence d’un syndrome ESB chez un chat suite à l’addition dans la nourriture de celui-ci, d’abats bovins contaminés.

A la suite de cette communication, le principe de précaution était aussitôt appliqué en Angleterre puis en Europe avec la mise en place d’un cordon sanitaire exceptionnel. Néanmoins, et pendant ce temps, une trentaine de décès en Angleterre était comptabilisé dans le registre du syndrome de Kreusfel Jacob.

Cette voie de recherche était complétée peu après par les travaux existants de Stanley B. Prusiner sur le « prion » (Protein Infection) qui mettait en évidence le rôle infectieux de certaines protéines dans la transmission d’un agent viral ; celui-ci intervenant dans certaines maladies neurodégénératives, comme la dîte « tremblante » du mouton, l'encéphalopathie spongiforme bovine et la maladie de Kreusfel-Jacob.

Si le risque n’était pas identifié à priori, la notion d’incertitude s’assimilait ici à un risque probabilisable qui motivait la mise en place d’un principe de précaution. Les travaux de Morgenstern et Von Neuman après la seconde guerre mondiale, avaient mis en évidence les principes de la théorie des jeux dans l’affinage de la probabilité. Ces travaux débouchaient sur leur théorie de la décision reprise principalement dans les sciences sociales.

Un autre exemple plus global en rapport avec la notion d’incertitude concerne le problème climatique mondial et l’hypothèse de répercutions sur nos modes de vie à quelques dizaines d’années.

Un programme de recherche international sur les problématiques climatiques (GIEC, groupement intergouvernemental de l’évolution des climats) réunit un ensemble de scientifiques de tous pays dans les domaines de l’océanographie, de la biologie, de la zoologie de l’économie etc. Ce réseau informel travaille en permanence sur le sujet et établit un volumineux rapport d’étude tous les six ans environ (1994-2000-2006..). Une synthèse est publiée sous arbitrage des gouvernements concernés qui en limitent néanmoins les contenus et les constats. Le GIEC a un rôle d’alerte (*al’herta* = sur la montagne).

Le groupement établit des modèles et scénarios sur la base de jeux d’hypothèses et de conjectures ; ceux-ci évoluent chronologiquement.

C’est ainsi que le GIEC avance des bornes d’incertitude de phénomènes qui affecteront le globe dans les cent prochaines années, si les modes de vie des nations n’involuent pas.  Cette plage de survenue éventuelle de l’événement pose un gradient de gravité éloquent :

1°) augmentation de la température mondiale de 1,4°C à 5,8°C

Si 5°C supplémentaires au milieu du Sahara ne représenteraient pas une menace fatale pour la vie animale comme végétale, il n’en n’est pas de même au pôle Nord où l’équilibre écologique s’en trouverait complètement bousculé.

2°) hausse du niveau des mers de ± 9 cm à ± 88 cm.

Si 9 cm d’élévation du niveau des mers peut paraître supportable, 88 cm est rédhibitoire pour les massifs coralliens habités du Pacifique et les deltas de l’Inde et du Bengladesh.

3°) gaz à effet de serre entre 540 et 970 ppm (parties par million)

(à savoir que 540 ppm = 2 fois la densité observée au XIX°s)

4°) modifications qualitatives sur le régime des pluies (plus contrasté) avec extension de la désertification du Sahara et augmentation de la violence des moussons

5°) concept de surprise: inversion des courants thermo-halins avec inversion de l’absorption du CO² par l’océan et fonte des glaces au pôle nord. La fonte du permafrost polaire entraînerait de plus la libération de CO² contenu dans les organismes pour l’instant confinés.

La notion d’incertitude est ici bornée à une limite minimum et maximum qui réduit celui-ci à un environnement probabilisable; cet exemple est une illustration de ce dont Eisenberg nous avait entretenu (ibid).

Il ne s’agit pas d’une science exacte mais d’une posture scientifique dérivée des études sur la logique floue et de l’étude des fractales. Mais dit Joseph Ziman (2000) dans son dernier ouvrage «  *what it is, what it means* » « Néanmoins, il ne peut y avoir en ce domaine, de science exacte ».

Le territoire apprenant

Les TIC dans le traitement de l’information

Dans ce courant de pensée où le caractère inéluctable du développement de la nouvelle technologie des TIC triomphe, trouvant en elle-même la loi de sa propre production, on peut se demander quelle posture adopter pour le territoire. Peut-on espérer une utilisation efficiente des TIC qui assurerait en grande partie la réalisation en temps réel des trois phases initiales de la décision (recueil, traitement, synthèse)? Si ce concept est utilisé classiquement dans les domaines du chiffre (ex : consolidation comptable), nous sommes encore dans le balbutiement en ce qui concerne le traitement du texte. Néanmoins, l’essor des logiciels d’analyse sémantique couplés à des corpus alimentés automatiquement nous offrent des éléments de perspective. Viendra le temps où la chaîne de valeurs du traitement de l’information sera presque entièrement automatisée. Elle présentera alors au décideur les seules conjectures utiles à la décision ; celles fortement improbables resteront encore pour quelques temps dans le domaine du génie humain.

Dans la configuration d’une nouvelle problématique qui s’esquisse, comment le territoire doit-il gérer ses menaces et ses opportunités ?

Quel est la pertinence de ses choix de formation sur les nouveaux outils, dans un monde de mouvance ou l’obsolescence guette la nouvelle acquisition ?

Le poids des TIC

L’utilisation des TIC par les entreprises européennes est une donnée progressivement croissante mais dont les chiffres masquent mal les disparités d’équipement territoriales.

La quatrième édition du Global Information Technology Report réalisée en 2005, nous propose (fig.02) les résultats d’une étude sur le degré d’avancement des TIC dans plusieurs pays. Ces travaux ont été réalisés par le Forum Economique Mondial en coopération avec l’Insead.

Le classement prend en compte différents paramètres qui globalement sont censés mesurer le développement et l’utilisation des technologies de l’information et de la communication. Ce rapport classe la France en 20e position des 104 pays analysés avec cette année, Singapour est à la première place.



**Figure 02** : classement TIC par pays (étude Insead et Forum Economique Mondial).

On remarquera que, mis à part les USA, les sept premiers sont des « petits» pays à faible population où il est certainement plus facile de développer une infrastructure que dans d'autres comme la Chine (41e place) ou le Brésil (46e place).

TIC et lien social

La durée de vie de l’innovation TIC se situe dans des horizons de temps de plus en plus rapide, capable de décontenancer tout décideur progressiste. Faut-il se reposer sur l’échelon Etat pour les infrastructures massives ? Dans ce cas, les décisions d’équipement qui sont par définition des choix, risquent de donner des territoires adjacents à deux vitesses : ceux équipés et ceux qui ne le sont pas, renforçant par cet effet, la compétition des territoires.

La notion de milieu innovateur peut alors mieux rendre compte de la capacité d’un territoire à promouvoir les outils de son développement.

Les fora électroniques utilisés parfois au sein des communautés territoriales encouragent par essence le colloque à plusieurs au détriment de l’échange particulier. Les biais évoqués plus haut s’estompent par le fait que cette communauté virtuelle est en même temps une communauté réelle d’acteurs, ayant une connaissance de l’autre. Sur ce sujet, Proulx constate un « renforcement du lien d’appartenance au groupe social » par l’emploi de cette typologie de medium. Il y a capitalisation de l’échange entre le réel et le virtuel, entre l’individuel et le collectif et entre le formel et le symbolique.L’intelligence territoriale peut ici intervenir.

Le projet partagé au sein de cette communauté électronique s’exprime de façon différente et comporte un réarrangement des codes et conduites de discussion: si le fond demeure, les postures changent. Ce processus participe dit Proulx (1999) à la « conscientisation social du soi individuel » qui permet à l’individu de renforcer son sentiment d’appartenance à un groupe social. Il intervient alors en renforcement du lien social comme peut l’être la discussion en face à face[[32]](#footnote-32).

On peut avancer que la communauté territoriale virtuelle est imbriquée dans une pratique démocratique car celle-ci est avant tout locale. Elle a été inventée dans la cité et non dans les empires car la communauté de voisinage est l’échelon naturel de régulation et de décision. Ce qui participe au projet commun, est bien l’interdépendance du groupe et la nécessité d’outils d’échange entre tous qui participeront à l’élaboration des grandes décisions. Ce faisant, ce projet commun ne peut nier la représentativité des élus désignés pour transmettre les options de ses mandants.

TIC un outil contre l’incertitude ?

Nous l’avons vu en amont, si le temps de réflexion est peu compressible, celui du traitement d’amont (recueil, analyse, traitement et synthèse aboutissant à des conjectures) peut bénéficier d’une optimisation de processus par l’emploi des TIC.

La capacité d’un groupe ou d’un territoire à mutualiser sur le même medium l’information et le signal, est une avancée déterminante. L’effet cliquet que jouent les plateformes électroniques territoriales dans la capitalisation des données offre un point d’appui essentiel dans la gestion des connaissances du local ; encore faut-il que cet outil ne se limite pas à une fonction guichet ; c’est à dire assurer uniquement un échange à sens unique (réalisations, compte-rendu, visites officielles etc.).

La notion d’interactivité peut alors s’exprimer par la gestion des flux d’informations provenant des acteurs vers la plateforme et leur traitement en retour.

Le dispositif de mutualisation de l’information mise en œuvre dans les entreprises engagées en intelligence économique est un des exemples des démarches à induire pour établir un processus d’intelligence territoriale.

Nous prendrons l’exemple du programme d’intelligence économique mis en œuvre dans la région Nord-Pas de Calais avec cinquante deux entreprises engagées dans un processus de traitement de l’information. Les processus d’intelligence économique en cours constituent, par la démarche engagée, un banc d’essai et d’apprentissage grandeur nature de la démarche d’intelligence territoriale à mettre en œuvre.

Une phase d’apprentissage

La problématique de l’anticipation ne se trouve pas prioritairement dans l’outil logiciel et dans ses capacités.

Nous pensons qu’elle se situe essentiellement dans la démarche de mutualisation des informations et des signaux, or cet apprentissage méthodologique demande le plus souvent un accompagnement de six mois à deux ans aboutissant à une fluidité effective des échanges au sein des groupes.

La mise en œuvre en priorité d’un processus d’intelligence économique permet de s’appuyer sur le tissu économique local et agir ainsi sur la préoccupation majeure du citoyen français: l’emploi.

La démarche d’apprentissage des outils logiciels et des comportements de mutualisation des informations est laborieuse mais la capacité des acteurs locaux à se mobiliser sur un projet commun et à en défendre les points d’appui constituent la pierre angulaire du dispositif.

Il apparaît que la clé d’entrée d’une démarche globale et locale est dépendante de la mise en œuvre préliminaire dans le tissu économique, d’une démarche d’intelligence économique ; elle en constitue le volet d’apprentissage.

S’il paraît important que le projet soit partagé, il est utile que la méthode employée reçoive l’intérêt de chacun. Dans le projet Nord-Pas de Calais, nous avancions alors la notion de « *pas méthodologique* », basé sur la nécessité d’une complémentarité de quatre axes d’actions : sensibiliser, former, initier et accompagner. Outre l’intérêt d’une démarche reproductible, l’exigence d’une évaluation transversale et future des actions imposait une procédure identique. Proposer une vision globale fonctionnelle qui prend en compte les différentes phases d’appropriation, assure ainsi un suivi effectif des entreprises, des personnes et des programmes associés. Ce « *pas méthodologique*» diffère des stades classiques de Nolan (initiation, contagion, contrôle et intégration),(Nola, David,1995 par une prise en compte plus large de la phase de sensibilisation permettant une véritable imprégnation culturelle du concept.

|  |  |
| --- | --- |
| Initiation  Contagion  Contrôle  Intégration  Administration  Maturité | Sensibilisation  Formation  Initiation  Accompagnement |

**Figure 03**: Stades de Nolan et *pas méthodologique*

On peut observer que les deux stades complémentaires que Nolan avait rajouté lors de ses observations (administration – maturité) peuvent s’inscrire et correspondent à notre stade, dit « d’accompagnement ». La démarche de Nolan nous apparaissait par trop inductive dans la résolution de nos problématiques et il nous semblait qu’elle ne permettait pas assez ou peu un « errement » constructiviste nécessaire au groupe des acteurs engagés dans cette démarche.

La capacité des acteurs à développer au sein de leur entreprise, une action de mutualisation de l’information permet de déployer ensuite une démarche territoriale plus large  car, outre l’effet d’apprentissage obtenu, on peut considérer que les salariés des entreprises locales sont en même temps et en grande partie les habitants du territoire.

La démarche par « contagion » chère à Nolan trouve là, sa justification.

Prémices d’intelligence territoriale

Le secteur économique constitue l’un des points d’appui du territoire et en même temps ses points d’incertitude au même titre que l’environnement, la gestion des eaux, les risques chimiques et bactériologiques, les inondations ou les tremblements de terre. A cet effet le risque économique, par son incidence sur l’emploi qu’il représente, est inclus de facto dans une réflexion d’anticipation territoriale.

La carence en matériaux d’information paraissant sur internet sur le territoire oblige celui-ci à puiser plus profondément dans ses ressources humaines pour un recueil des signaux signifiants. La pratique que ses acteurs en ont, issue d’un usage professionnel est un facteur déterminant favorisant la mise en œuvre des logiques d’intelligence territoriale.

Ainsi, la conjonction d’un projet partagé et de l’utilisation courante d’une démarche rendent le volet de la formation plus efficace. Les techniques et logiciels d’application enseignés sont ainsi directement en relation avec les préoccupations des participants.

Le travail d’audit préalable et de définition des facteurs locaux de risques permettent de dresser la carte des domaines de veille et d’en déterminer la ou les priorités.

En exemple, la société civile réunie dans le comité de bassin d’emploi du pays de Roubaix Tourcoing et Val de Lys (Nord de la France), a ainsi déterminé deux facteurs de risques prioritaires pour le pays : le textile et la vente par correspondance. La décentralisation dans le textile débutée dans les années 70 (Tunisie) n’est pas chose nouvelle mais le cas du secteur de la vente par correspondance détenu par le groupe Pinault-Printemps-La Redoute en fait une nouvelle problématique.

La conjonction des élus, des institutions, des entreprises sous-traitantes (logistique), des universités associées et de certains acteurs du local doivent permettre, au sein du projet partagé, une mutualisation effective des informations et surtout une mise en perspective des signaux recueillis individuellement. L’incertitude se change ainsi en menaces probabilisables au fur et à mesure du traitement récursif des signaux.

L’animation des groupes de restitution et de mutualisation est confiée à un consultant externe et la formation des acteurs à la manipulation des outils logiciels de veille et de recherche est assurée par le service commun de formation permanente de l’université.

La pratique acquise par le groupe sur ces sujets consensuels, permettra d’étendre ultérieurement le plan de veille à l’environnement, la pollution industrielle, la gestion de l’eau et l’extrême précarité sociale.

Conclusion

Le territoire se vit dans un projet porteur assurant la quiétude de ses habitants et non dans la résilience continue de ses incertitudes. Il ne s’agit plus seulement d’associer les constituants du local dans un projet territorial mais d’assurer à la gouvernance, une visibilité du futur fondée sur des processus d’anticipation.

La participation est un ressort de la gouvernance, l’anticipation, son outil. Par une meilleure visibilité de son devenir, le territoire assure auprès de ses acteurs sa nature fondamentale et implicite: être un lieu de sécurité.

Eléments bibliographiques

Barthes Roland, (1973) *Le plaisir du texte*, Paris, éd. du Seuil.

Bertacchini, Y. (2004), « Entre information & processus de communication : L’intelligence territoriale », Humanisme & Entreprise, n° 267, Paris, Octobre 2004.

Bertacchini Yann., (2004) *Intelligence territoriale* -volet 2-, *Mesurer la distance*, *Pensez la durée*, *Mémoriser le virtuel*, Collection *Les E.T.I.C*, Presses Technologiques, 275 p, octobre 2004.

Eco Umberto (1992) *Sémiotique et philosophie du langage*  Puf.

Nolan Robert et Crosson David (1995) *Creative Destruction* HBS press.

Proulx Serge, Vitalis André (1999)- *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Éditions Apogée, Rennes.

Sfez Lucien (1999) *La communication* Collection Que sais-je ? PUF.

Virilio Paul ; Petit, Philippe (1996). *Cybermonde, la politique du pire : entretien avec Philippe Petit*. Paris: Textuel, (Conversations pour demain).

Ziman Joseph (2000) *what it is, what it means,* (Cambridge, Cambridge University Press).

part du construit sémiologique en intelligence territoriale[[33]](#footnote-33)

Résumé : *La pensée*, nous dit Morin, *est un négoce entre certitude et incertitude* et celle-ci est une préoccupation de plus en plus constante au sein du territoire. Celui-ci cherche en réponse dans un traitement inédit de l’information, une posture proactive d’anticipation des risques et ruptures. Or, le caractère habituel formel et explicite de l’information publique condamne celle-ci à constater le plus souvent l’événement au lieu de l’anticiper. Il faut alors avec Latour (1999) *donner au risque une chevelure,* c’est-à-dire l’éclairer dans le champ de l’information par une approche beaucoup plus sémiologique. De Saussure, Barthes ou Eco nous ont donné quelques clés de lecture du signe. Sur l’acquis empirique d’une expérimentation régionale, nous identifions l’existence d’un construit sémiologique mutualisé propre au concept d’intelligence territoriale.

Mots clés : certitude, incertitude, sémiologie, intelligence territoriale, TIC.

Abstract: *The thought*, say Morin, *is a trade between certainty and uncertainty* and the latter is an increasingly constant concern within the territory. This one seeks in response in a new treatment of information, a proactive posture of anticipation for the risks and ruptures. However, the formal and explicit usual character of public information condemns this one to generally note the event instead of anticipating it. It is then necessary for Latour (1999) to give to the risk a “scattered hair”, i.e. to light it in the field of information by an approach much more semiological. De Saussure, Barthes or Eco gave us some keys of reading of the sign. On the empirical asset of a regional experimentation, we identify the existence of semiological mutualized built characteristic with the concept of territorial intelligence.

Keywords : sémiologie, territorial intelligence, Tics.

Introduction

Les Hommes se rassemblent par besoin de sécurité (Maslow) et la société est le lieu de leur rassemblement or, les attributs de celle-ci dans son volet sécurité, s’effilochent (incertitudes sur l’avenir, environnement, chômage etc.). La société n’offre plus un *deal* de sécurité ;  Il y a d’une part, un ressenti d’une asymétrie d’engagement et d’autre partdit Généreux *une constance des devoirs citoyens et une certaine dilution des droits* (*La dissociété*, 2006). Or, si l’on nous enseigne un ensemble de certitudes, on nous laisse le plus souvent dans l’ignorance de l’incertitude. La mondialisation et ses mythes attachés renforcent ces constats. Comme l’a fait observer Gordon Brown, le chancelier britannique de l’Echiquier, la mondialisation a rendu désuète la mécanique européenne:

 «Pendant des décennies, on a cru que les nations européennes allaient passer d’une intégration économique nationale à une intégration économique européenne, de flux de capitaux nationaux à des flux européens et de firmes nationales à des firmes européennes. Eh bien, aujourd’hui c’est mondial, pas européen ».

Au sein du territoire culturel, la préservation des acquis et l’anticipation des menaces perçues demandent un traitement différent de l’information. La conjonction de l’usage des TIC et la mutualisation des informations peuvent offrir au responsable local quelques éléments de réponse. L'établissement de conjectures circonstanciées offre pour cela un support des décisions à prendre. Ainsi, d’une vision réactive à l’évènement, le territoire se hisse dans une logique de proactivité, c’est à dire dans l’anticipation des ruptures à venir. Le facteur temps devient la variable à côtoyer pour espérer déchiffrer le signe qui « fabriquera » l’information décisive. Néanmoins ajoute Dumas (1991), *La gageure est donc bien de tenter de parvenir à une vision non mutilante donc réaliste, mais accessible à notre rationalité limitée*.

La capacité d’un territoire à traduire le signe en indice et à le mutualiser entre ses acteurs signe un engagement dans une démarche d’intelligence territoriale. Au sein de cet environnement, il faut, dit Morin que *la pensée est bien un négoce continu entre certitude et incertitude* pour constater alors qu’il s’agit bien d’un territoire apprenant.

Vous avez dit intelligence territoriale ?

## Un carrefour d’apports

Avec la décentralisation en France et l’émergence des TIC, les connaissances réunies autant que les nouveaux questionnements sur le territoire demandent qu’une approche épistémologique large nourrisse ce thème de recherche afin qu’il permette de rendre compte au travers d’une posture pluridisciplinaire, de sa *complexité*. Par pluridisciplinarité, nous comprenons l’étude d’un objet d’une seule et même discipline par plusieurs disciplines à la fois[[34]](#footnote-34). Sa finalité est la compréhension de l’objet d’étude dans le monde présent ; l’un de ses impératifs est l’unité de la connaissance. La pluridisciplinarité ne recherche pas la maîtrise de plusieurs disciplines, mais l’ouverture de toutes les disciplines à ce qui les traverse et les dépasse dans l’étude d’un objet unique. En bref, « un discours multidimensionnel non totalitaire, théo­rique mais non doctrinal *»* (Morin 2000). Au delà des Sciences de l’Information et de la Communication l’intelligence territoriale s’enrichi de multiples apports transdisciplinaires (la sociologie, la gestion, les mathématiques, l’informatique, etc.). Ces nouveaux champs de recherche bénéficient de ce foisonnement de contributions par un élargissement récursif et continu de connaissances. Ils s’inscrivent ainsi dans le paradigme « de la complexité de la connaissance » illustré dans les tomes successifs de *La Méthode* (Morin 1977, 1980, 1986). Néanmoins, ils suscitent encore le regard amusé de quelques scientifiques qui leur prêtent à tort une qualification « d’auberge espagnole ».

Les prémices

C’est en 1998 à Raison que revient la 1ere utilisation de l’expression « *Intelligence territoriale* ». L’auteur n’avait pas alors décliné le thème, laissant le concept dans le doute de sa destination. Bertacchini, dans le laboratoire CRRM (centre de recherche rétrospective de Marseille) dirigé par le professeur Dou, se penchait alors sur ces problématiques pour en proposer une thèse dès l’année 2000 : Information et Veille territoriales : représentation du complexe local et émergence d’un projet d’intelligence territoriale. L’aube du troisième millénaire baptisait l’émergence de ce concept qui allait être développé par différents auteurs en France et en Europe. Girardot et Masselot expérimentaient avec quelques partenaires européens, un ensemble d’approches empiriques en Belgique, Espagne, Italie et Roumanie. Une des premières applications fut assurément le volet expérimental d’intelligence territoriale que nous conduisions dès 2001 dans le Nord de la France et ce, dans une recherche mandatée par l’état. Celui-ci nous donnait une lettre de mission laissant un large champ d’interprétations de moyens et de démarches susceptibles d’en fonder les premiers points d’ancrage.

Lors de cette action, notre équipe mettait en évidence une démarche méthodologique qui recommandait de considérer comme volet d’action prioritaire, le traitement de l’information appliqué à la micro-économie et son développement sur la ressource emploi. Ce cheval de Troie méthodologique permettait ensuite une extension de la démarche sur différents facteurs de succès propres au territoire. Ainsi, nous avancions alors qu’un schéma d’intelligence territoriale est dépendant de son volet intelligence économique par la priorité revendiquée au sein du local. Cet intérêt nous semble être le point de levier essentiel pour mobiliser les acteurs, entreprises et institutions dans l’apprentissage des logiques de mutualisation de l’information au niveau local. C’est un facteur critique de succès.

Le territoire, dit Michel Godet (1999) « *se risque dans la prospective du présent*». Le territoire comme l’entreprise, doit évoluer dans ses postures en se dotant d’une démarche d’anticipation des risques collectifs. La petite et la moyenne entreprise, le plus souvent ancrées au territoire, sont dépendantes de celui-ci dans ses ressources humaines, techniques ou parfois financières. L’incertitude sur le devenir du territoire est intimement lié à celle de l’entreprise et dans cette vision systémique du risque, nous pensons que le futur verra le terme  intelligence territoriale progressivement regrouper l’ensemble des champs d’actions d’anticipation qu’ils soient économiques ou territoriaux.

Le territoire géographique se superpose parfois aux territoires symboliques et aux espaces virtuels[[35]](#footnote-35). Il est le lieu commun d’un groupe humain animé par un processus d’identification aux mêmes repères pour bâtir un capital culturel commun au sein d’une même organisation. Cette capitalisation de ressources doit être préservée; Bertacchini nous en donne une traduction dans le raisonnement suivant:

« On peut considérer l’intelligence territoriale comme un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis aux transferts des compétences entre des catégories d’acteurs locaux de culture différente. L’objectif de cette démarche est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l’échelon territorial à développer de ce que nous avons nommé le capital formel territorial. »  (Bertacchini, 2004).

La Datar (délégation à l’aménagement du territoire et à l’action régionale) avait, dès 1999, relié le concept de développement aux Sciences de l’Information dans une définition liminaire :

«  Le développement territorial est une organisation à construire par de l’information en reliant des acteurs publics et privés, engagés dans une dynamique de projet sur un territoire » (DATAR, 1999).

La définition que nous avions avancée en 2002 à l’intention des décideurs de la Région Nord–Pas-de-Calais souhaitait traduire l’intérêt qu’ils pouvaient en attendre :

« L’intelligence territoriale est une évolution de la culture du local fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signes et informations, à l’effet de fournir au décideur et au moment opportun, l’information judicieuse » (Herbaux, 2002).

La coexistence de quelques mots (mutualisation, signes, information, décideur) au sein de cette définition oriente la finalité recherchée qui est le rapport entre la meilleure information construite et la décision à prendre.

Ces quelques approches soulignent le changement profond qui doit s’opérer dans la manière d'habiter et d'être citoyen sur un territoire. Il s'agit bien d’apprentissages nouveaux, d’appréhensions des risques et de nouvelles formes d'agir ensemble pour espérer bâtir une gouvernance nouvelle pour le territoire. Ce processus non programmé ne s’inscrit pas dans les codes d'une institution mais dans une démarche d’organisation tissée au sein du territoire. Il s’agit pas tant d’outils sophistiqués que  d’approche pédagogique et il ne s’agit plus d’imposer des plans locaux que d’impulser les logiques de management par projet.

Anticipation et ruptures

## Ruptures au sein du territoire

Le territoire est un espace à plusieurs dimensions (géographique, symbolique, sociale, communicante, virtuelle) générateur de risques dont il est essentiel d’en repérer les principaux contours. A ces attributs, se combinent diverses forces, faiblesses et carences précurseurs de risques potentiels. Sans vouloir être exhaustif, nous pouvons énumérer quelques éléments générateurs de ruptures au sein du local :

- économiques : risques sur le taux d’activité, sur l’involution du nombre des établissements (récession par filière : le textile).

- Environnementaux : diminution de la faune, de la flore, rejet mal contrôlé des déchets et engrais (naguère, le lisier breton issu de l’élevage des porcs) etc.

- Habitats : risques de développement d’habitats insalubres ou insuffisants (développement des *squats* et bidonvilles), des listes croissantes d’attente de logement (Ile de France en 2006 : 320000 demandes en attente).

- Sanitaires : risques de pollution (rejet Co2) de multiplication des points d’émission (bruit) risques de carence du nombre des médecins et personnels para-médicaux (disparité de 1 à 3 en France entre les dépar­tements), difficulté technique d’accueil des patients en milieu hospitalier, diminution quantitative et qualitative des services aux personnes (aide à domicile).

- Sociaux : risques d’évolution ou de concentration géographique des cas sociaux (apparition de zone concentrationnaire de misère sociale et économique).

- Transports : risques d’obsolescence de la carte des transports (quartier peu ou mal desservis), accès ferroviaire de plus en plus limités agissant sur l’économie locale (diminution des services). Risques de pollution maritime (détroit du Pas-de- Calais : 600 navi­res/jour).

- Sécurité routière : risques d’évolution du nombre des accidents routiers, d’évolution des taux d’alcoolémie ou de drogue au volant.

- Incivisme : risques conjoncturels d’évè nements destructeurs de la propriété publique ou privée (évènements récurrents), évolution des coûts de réparation ou d’entretien.

- Ressources forestières : risques de déforestation (incendies répé­tés de Corse) ou de gestion erratique des parcs forestiers.

- Ressources agricoles : risques de désertification agricole (suppres­sion des aides européennes en 2013) et augmentation des surfaces non entretenues.

- Ressources aquifères : risques progressifs d’assèchement ou de pollution des nappes phréatiques.

- Aménagements : risques de construction sur terrain inadapté (drame de Vaison-la-Romaine en 1992). Risques d’inondation, de fissuration des murs, d’effondrement des constructions (sous-sol minier dans le Nord).

A ces éléments les plus significatifs, peuvent s’ajouter toute la panoplie de risques exogènes au territoire dont celui-ci a quelque peine à en cerner l'inflation mais en espère un traitement national ou international (CO2, prolifération atomique etc.).

Ces champs de risques probables bénéficient déjà d’un programme de surveillance mais peuvent devenir selon les priorités dégagées, les éléments constitutifs d’un plan d’anticipation des ruptures à construire. Ces risques objectera-t-on, nécessitent pour la plupart, l’intervention d’experts de la branche et une batterie d’indicateurs accessibles aux seuls spécialistes. Le recours massif et unique aux experts oblige à des choix, notamment financiers, qui limitent de fait, la portée d’un plan efficace d’anticipation.

Chaque typologie de risque comporte un « Paretto » de difficulté dans le décryptage des données. La plus grande part des signes et des indices annonciateurs peut être traitée par le citoyen intéressé à ces questions, sous réserve de l’existence d’un management par projet qui donnera le sens des interrogations. Un schéma d’intelligence territoriale doit intéresser avant tout le citoyen et complémentairement le spécialiste qui sera convoqué en appui. Nous sommes dans le décryptage et la mise en perspective du signe qui construiront les indices menant à l’élaboration des hypothèses puis des conjectures. Notons que ce développement réductionniste flatteur est d’essence théorique, les constats empiriques que nous avons fait, signalent bien souvent l’existence d’une formulation d’hypothèse faite ex abrupto par l’un ou l’autre acteur. Cette approche personnelle est le plus souvent élaborée sur de la connaissance tacite et de l’observation individuelle ;  elle doit soutenir un recueil et des traitements récursifs d’indices qui confortera ou le plus souvent condamnera l’audacieuse supposition.

Du construit indiciel

## Signe et construit sémiologique

Avec De Saussure (1922) le signe bénéficie d’une attention particulière dans le champ de la linguistique et plus largement en situation sociétal car dit-il «  *la sémiologie étudie la vie des signes au sein de la vie sociale*». Barthes nous avait illustré quelques dimensions du signe constitutif de l’information. Dès son retour de voyage au Japon, son ouvrage, *l’empire des signes* (1970), allait donner une nouvelle vigueur à la sémiologie et réensemencer les champs de travaux labourés précédemment.

Le signe n’est signe que s’il y a agent, c’est à dire un interprétant qui le comprend comme porteur d’information nous avait enseigné De Saussure. Le signe se confond parfois avec le signifié selon la traduction structurale que l’on peut en faire en linguistique ;  il constitue d’ailleurs dans ce champ, l’une des contributions principales de la sémiotique pragmatique de Peirce. L’interprétation du signe est le plus souvent personnelle et variée sauf quand il est l’attribut d’une culture partagée (signe religieux, maçonnique, technique, philosophique, signalétique etc.). Ainsi, les symboles traduisant les recommandations du code de la route sont les signes d’une culture partagée par les automobilistes et usagers des voies routières.

Quelle information pour quelle décision ?

Si l’information est nécessaire à la décision propre à l’anticipation, on peut se demander si le décideur doit se contenter d’attendre une information validée, formalisée et publique pour prendre sa décision ; dans ce cas, celle-ci le renseignera de façon exacte, mais de façon dramatiquement trop tardive. Il est donc nécessaire d’agir au niveau de la «*news* » et même du signe pour espérer participer à l’élaboration de cette information. On le constate dans le graphique ci-dessous (fig.1), il y a corrélation entre le temps et la construction de l’information. Si elle se manifeste de façon formelle, c’est au prix d’un temps de maturation le plus souvent tragique pour la décision judicieuse. Aussi, la mise en perspective des signes et indices deviennent les pilotis recommandés d’un échafaudage théorique apte à comprimer l’horizon de temps de décision.



Figure 01 : Evolution du signe vers l’information

Or, si pour le décideur, le traitement de l’information quotidienne lui apparaît comme un dilemme, le recueil, le traitement puis la mise en signification du signe obligent à une évolution déterminante dans la démarche. Il ne s’agit plus de capter seul une fraction de signes pour espérer déceler l’indice, il devient impérieux de s’appuyer sur l’ensemble des acteurs concernés et de ce que nous appelons les SIT (systèmes d’informations territoriaux) pour espérer nourrir les conjectures nécessaires à la décision judicieuse. C’est une évolution de culture à mettre en œuvre.

Information et mutualisation

Sous l’impulsion de l’Europe, les SIT au sein des territoires se mettent progressivement en place en 2007. Il n’est pas dans notre propos de décliner ici tous leurs usages mais de rappeler qu’ils sont conçus pour abriter notamment un volet cartographique traduisant le fait territorial. C’est ainsi que le décideur local et dans un proche avenir, le citoyen, pourront appuyer leurs projets et décisions par une cartographie détaillée de leur environnement. Cartes géographiques, cadastrales, géologiques, des zones inondables, sociologiques etc. sont des photographies d’un état des lieux bientôt accessibles par tous. Les mises à jour encore aléatoires évolueront vers une mise à jour en temps réel où le citoyen sera de plus en plus sollicité pour alimenter ces gigantesques bases de données. Ces outils sont pour l’instant et en grande partie la traduction électronique des données papiers existantes. Avec des apports multipliés, ils deviendront dans l’avenir un moyen de réflexion majeure sur les orientations possibles du futur.

Au delà de ces systèmes de capitalisation, l’information doit bénéficier d’une réactivité importante pour espérer contrer la menace et parfois la rupture imminente. Si les TIC (technologies de l’information et de la communication) sont des moyens efficaces de transmission de cette information, ils ne peuvent transmettre que les données déjà existantes, parfois interprétées. Or dans le cas d’une anticipation de catastrophe, ce n’est pas l’information en elle même que les signes d’amont précurseurs qui nous sont les plus utiles. Nous sommes là, dans les contraintes de l’espace et du temps. Pour ce faire, le décideur a quelque peine à traiter en continu le torrent d’informations qui lui parvient; il doit pour cela, mettre en œuvre une délégation du recueil de signes dans un système d’organisation inédit.

En application, nous pouvons illustrer ce concept de traitement de l’information appliqué au territoire par la recherche-action que nous avons mis en place en région Nord–Pas-de-Calais dès 2001. Le modèle retenu s’appuie sur une mutualisation récursive des signes qui s’établit sous plusieurs registres, de l’individuel au collectif ; face à la menace, il permet un raccourcissement de l’espace et du temps dans la transmission et l’interprétation des signes précurseurs. Notons que cette démarche appliquée aux habitants du local, bouscule le schéma de transmission habituelle dans la détection de la menace ; de l’informel, du tacite et de l’urgence embrouillée, on accède à de l’explicite, du structuré et à du livrable continu. On peut avancer que cette démarche agit progressivement sur une évolution de la culture du local. En effet cette nouvelle posture de l’acteur territorial fait qu’il participe différemment au projet local. La trame du projet partagé alimente désormais en filigrane les recherches quotidiennes et elles bousculent en cela le canevas de culture interne au territoire et son système hiérarchique.

Nous emprunterons à Degoul (2001) les bases d’un schéma (figure.02) sur la constitution d’un matériel commun de traitement de l’information par les acteurs de l’organisation ou du territoire. Ce schéma nous donne le sens d’un recueil individuel d’informations et de signes vers le partage fédératif et établit les cardans théoriques de transmission entre l’individuel et le collectif.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Mode opératoire** |  | **Evolution de culture** |
| anticipatif |  | Recherche anticipative |
| pro actif | Recherche pro-active |  |
| ponctuel |  |  |
| Recherche ponctuelle |  | **Horizon de temps** |
| **Passé formel** | **Passé récent** | **Futur proche** |

Figure 02 : Evolution de la culture des organisations par la mutualisation informative (d’après Degoul, 2001).

Dans ce schéma, l’ordonnée délimite trois modes opératoires signant un gradient de modalité (ponctuel, pro-actif ou anticipatif) ;  l’abscisse délimite ici, un horizon de temps selon trois périodes déjà mis en perspective dans le schéma précédent (passé formel, passé récent et futur proche). Ces phases sont en relation approximative avec les postures de recherche employées par les acteurs, de façon personnelle ou plénière. Les axes délimitent alors trois activités de veille, de l’individuelle à la collective selon les attributs fournis par les axes du graphique.

**En ordonnées**, les trois modes opératoires de recherche d’information ;  ponctuelle, pro-active et anticipative, découpent l’axe des ordonnées en trois niveaux d’intervention. **En abscisse**, les chronologies de recherche d’information imposées par les trois typologies de recherche en ordonnée, découpent dans un horizon de temps, trois espace-temps distincts : le passé, le passé récent et le futur proche.

Le graphique détermine alors trois typologies de posture de traitement de l’information dans les organisations et plus particulièrement au sein du territoire :

-Recherche ponctuelle : nous pouvons avancer qu’elle s’inscrit dans une demande individuelle, bien souvent liée à une tâche. Elle demande l’accès à un support formel d’information (livre, base de données, journaux, etc.) et cesse dès la réponse obtenue. Nous sommes dans une logique de ticket.

-Recherche pro-active : elle résulte d’une demande ciblée répondant à un problème potentiel identifié au sein du territoire. Cette recherche est la résultante d’un travail préalable et mobilise un ensemble d’acteurs sur des thèmes concourants. La finalité est l’établissement d’un dossier circonstancié et dynamique sur le questionnement posé. C’est un travail collectif et récursif, réclamant une démarche structurée sur des supports préalablement repérés et caractérisés.

-Recherche anticipative : elle tend à s’adosser aux travaux des veilles précédentes en établissant des conjectures sur les menaces repérées. Elle appelle une convocation des experts de la branche concernée par la problématique pour alimenter de façon itérative les hypothèses avancées et ainsi les confirmer ou les infirmer. Elle débouche en définitive sur une ou plusieurs recommandations en direction du ou des décideurs.

Le schéma ci-dessus tente d’expliquer le saut culturel de la thésaurisation individuelle initiale vers la capitalisation collective autour du projet territorial. Ces trois niveaux d’étude, articulés sur la bissectrice du diagramme, illustrent l’évolution de la culture de recherche d’informations en partant de l’individuel vers le collectif.

Cette mutation fonde le socle des logiques d’intelligence territoriale ; le déplacement d’un curseur virtuel le long de cette bissectrice est significatif de la typologie de recherche d’information déployée au sein du territoire. On peut constater au sein des organisations ou d’un territoire, que l’on ne pratique plus de la même façon une recherche individuelle selon que l’on a initié ou non un schéma d’intelligence informationnelle. L’information stratégique devient partagée entre ses acteurs. Dans le cadre de la mise en œuvre d’un système d’intelligence territoriale, nous pouvons dire que le territoire devient apprenant. Cet accès à la même information stratégique change la nature des rapports à l’autre même si la nature de l’information place parfois les partenaires, selon Pateyron (1994) en *situation d’incertitude complexe*. En effet, la détention d’informations ou d’indices peut créer un effet de conflit entre intérêt personnel et intérêt collectif ;  le respect d’un cadre éthique proposé par une charte locale peut être le conducteur de levée des ambiguïtés.

La gouvernance locale y gagne ; elle permet l’accès de l’acteur territorial lambda aux décisions stratégiques. Celui-ci, effectivement engagé au sein des problématiques territoriales retrouve une place dans « l’orchestre local ». Il y a établissement d’une démarche démocratique, non pas pour « faire à tous prix de la gouvernance » mais pour bénéficier de la ressource cognitive existante.

Construit indiciel du système d’information

Le S.I territorial (SIT)

Un SIT est un dispositif destiné à collecter, traiter, produire puis émettre de l'information et des données à destination interne et externe à l’environnement local. L’aspect global qui caractérise cet ensemble en mouvement lui impose que son fonctionnement s’effectue de façon systémique. Ces éléments constitutifs (bases de données, indices, informations, liens externes) regardent autant le milieu endogène que l’environnement exogène.

Les acteurs impliqués dans ce S.I.T sont par essence habitants du territoire mais aussi partenaires directs ou indirects de la dynamique territoriale (correspondants, experts, administrations, collectivités etc.).

A la participation extérieure constatée dans « ce cœur stratégique » qui mêlerait des partenaires aux intérêts différents, nous répondons que la question ne s’établit pas sur le caractère aborigène de la participation mais sur une finalité dans un projet partagé.

Si la vocation d’un S.I.T est le plus souvent généraliste, il offre le plus souvent l’aspect d’une plateforme de centralisation des données, de fonctionnement et de commande. Ceci l’assimile le plus souvent à un *workflow* sinon à un *ERP* (*entreprise ressource planning*).

Sur cette plateforme sont « greffés » des groupes de travail collaboratif qui permettent la capitalisation des échanges et des synthèses. Le logiciel Lotus Note® avait été un précurseur dans le travail collaboratif; son délai substantiel de maîtrise pour des novices le réservait à des projets importants, étendus dans le temps et impliquant les mêmes participants. Nombre de projets sont d’existence plus éphémère et demandent une maîtrise rapide du logiciel d’échange. CLAROLINE[[36]](#footnote-36) est l’un de ces groupes de travail développé en source libre par l’université de Louvain la Neuve. Sa facilité d’emploi est un gage d’efficacité même parmi les personnes les plus rétives à l’usage des TIC.

Le S.I.T réunit donc un système d’acteurs organisés autour d’une action concrète et au sein d’un projet général partagé. Ces acteurs ont seuls ou avec d’autres, des activités de communication et d’échanges d’information pour travailler, échanger et rendre compte.

Le système d’organisation employé peut se caractériser par plusieurs attributs qui définissent et précisent ce qui circule (des données, des documents, des contenus structurés ou non), sous quelle forme (supports, conversations), par quels circuits (formels ou informels), selon quelles modalités (implicites ou déjà explicites), entre quels acteurs (relations hiérarchiques, de proximité etc.)

L’articulation de groupes de travail avec la plateforme est délicate et répond à une préoccupation de rationalité face à des problématiques complexes comme l’intégration de l’explicite et du tacite dans un même ensemble de traitement. La puissance des nouveaux logiciels de traitement sémantique des corpus et de gestion des connaissances autorisent maintenant plus facilement ces gigantesques regroupements.

Le construit sémiologique de l’intelligence territoriale

La figure 01 nous avait rappelé l’importance du facteur temps dans la production de l’information formalisée. Nous avons vu que la quête du signe et son interprétation mettent le prospecteur sur la lisière du présent et du futur. Quand plusieurs regards en convergence sont en interrogation individuelle puis collective (figure 02), l’esquisse du futur doit peu « à la boule de cristal » mais plutôt à l’échange entrepris sur les champs de variables. Les bornes d’incertitude se précisent au fur et à mesure des itérations de recherche.

La capitalisation des indices est ici décisive et constitue avec la formalisation du tacite, les données fondamentales d’élaboration des conjectures. Ces données constituent des « flaques » d’hypothèses qui, traitées sont accessibles par le décideur sous forme graphique. Les plages d’indices identifiées et regroupées par hypothèses permettent de repérer très rapidement les voies de recherche en cours. Chaque thème de recherche est lié avec son « dossier de *judiciocité* ». Ce dossier comporte trois volets représentant les trois états de recherche en cours : des données brutes à la conjecture privilégiée. Ainsi (figure 03), on peut constater sur le socle des voies de recherche agglomérant les données collectées, un deuxième niveau qui fait apparaître les conjectures issues des traitements indiciels discutés entre les acteurs et experts. Celles-ci le plus souvent au nombre de deux à quatre prennent en compte une mise en perspective des hypothèses validées par le groupe et les experts.

**Conjecture prioritaire**

**Ensemble des conjectures privilégiées**

**Flux des données, signes et indices**   
 **regroupés par hypothèse**

Figure 03 : Strates du dossier de *judiciosité*

Des indices complémentaires vont, jour après jour valider ou invalider la construction hypothétique mise en œuvre. Le troisième niveau encourage la voie de solution la plus plausible au jour de la consultation ; une synthèse annexée en précise les points d’appui et renvoie aux discussions mises en compte rendu.

Ces données constituées en dossier avec synthèse sont accessibles en ligne de façon sécurisée par les décideurs. Nous sommes ici dans un traitement récurrent des signes et de l’information comportant une datation automatique de chaque donnée. La traçabilité de la conjecture bâtie fonde en partie sa validité. Bien que les résultats soient accessibles par clé sécurisé (il existe deux niveaux d’accès), un animateur assure journellement la ventilation et la circulation des signes et indices recueillis. L’alimentation de la veille pro-active est ainsi réalisée de façon récurrente.

Conclusion

Avec le principe de mutualisation du signe au sein du territoire, le questionnement n’est plus l’affaire que du spécialiste ; il y a matière de gouvernance dans l’échange des informations qui hisse l’acteur lambda dans « l’orchestre territorial ». Cette participation sort de l’exercice imposé pour accéder à la contribution nécessaire au projet sous condition de retour d’information à tous les acteurs. C’est un impératif d’une gestion cohérente du SIT. C’est également la rétribution, certes symbolique mais constitutive et tacite de l’échange entrepris. Ceux-ci peuvent être de nature et de recherche complexes ;  ils sortent du champ de compétence interne ce qui n’interdit pas de recourir aux compétences externes. Ainsi se trouvent rassemblés, par le partage du signe et une mise en perspective de l’information à venir, les acteurs effectifs du territoire. Ce dispositif est l’un des points d’appui au sein du territoire, d’une gouvernance et un levier effectif de dynamisation des projets.

Références bibliographiques

BERTACCHINI, Yann et al. « De l’intelligence territoriale, théorie, posture, hypothèse et définition ». V°TIC et territoire, colloque Université de Besançon. 9 et 10 juin 2006.

BERTACCHINI, Yann. Intelligence territoriale – volet 2 – « mesurer la distance, penser la durée, mémoriser le virtuel ». Collection Les E.T.I.C, Presses Technologiques, 275 pages. 2004.

BAUMARD, Philippe. Analyse stratégique : Mouvement, signaux concurrentiels et interdépendance. Dunod. 1997.

Datar. Développement Universitaire et Développement Territorial, L'impact du plan U2000 (1990-1995). Etude pour la Datar. La Documentation Française. 1999.

De Saussure Ferdinand., Cours de linguistique générale, p.33. Payot, Paris. 1922.

BARTHES, Roland. *L’Empire des signes.* Skira. 1970.

BOUCHET, Yannick. « Un portail territorial, une structure de partage de l’information », *International Journal of Information Sciences for Decision Making*, n°28, mai 2006.

GENEREUX, Jacques. *La dissociété*. Editions du Seuil. 555 pages. 2006.

GIRARDOT, Jean-Jacques. « Intelligence Territoriale et participation », *International Journal of Information Sciences for Decision Making*, n°16, art. n°161, 2004.

GODET, Michel et CHAPUY, Pierre. « Sécurité alimentaire et environnement », cahier du LIPS n°11, 65 pages. 1999.

Herbaux, Philippe.  « L’intelligence économique, outil du pacte territorial ».Colloque ASRDLF Québec. 21-23 août 2002.

HERBAUX, Philippe. « Intelligence territoriale, repères théoriques » Editions Lharmattan, 195 pages, 2007.

Proulx, Serge et Vitalis, André. *Vers Une Citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation.* Éditions Apogée, Rennes. 1999.

Tetu, Jean François. « L’espace public et ses médiations. », *HERMES*, n° 17, pages 287-298, Paris, Editions du CNRS. 1995.

Vieira, Lise et PINEDE, Nathalie. « Internet et les théories du chaos », Communication et langages. N° 124. 2000.

Acteurs-réseau et Territoire-Système : modélisation pour l’évaluation du potentiel d’action locale

Résumé : Cet essai de modélisation du potentiel d’action locale d’un échelon territorial, qui a fait l’objet de publications partielles et d’applications de recherches doctorales sur différents territoires, nationaux et internationaux, s’est insérée dans le programme de recherches *M.a.i.n.a.t.e* (Management de l’Information appliquée au Territoire) initié en 1997 poursuivi, avec le Groupe *GOING* (Groupe d’investigations des nouvelles gouvernances), du programme *TERRATER* (Du territoire à la territorialité), du programme *@MEDIATIC* (Médias et Technologies d’intelligence collective).

L’objet principal du programme que nous exposons dans cette contribution était de pouvoir mesurer le réservoir de capacité de développement local que possède ou pas un territoire lorsqu’il décide de formuler une stratégie de développement. Ces différents programmes ont connu des développements tant d’un point de vue académique, avec des thèses de doctorat et des publications scientifiques, que d’un point de vue applicatif en relations avec plusieurs territoires.

Nos recherches visaient alors les territoires des villes moyennes qui souhaitaient définir et mettre en œuvre un projet de développement par l’intégration des T.I.C[[37]](#footnote-37). Ce programme de recherches a été dans un premier temps appliqué à deux territoires distincts que nous désignerons par A et B et reposait sur un modèle que nous avons nommé « Méta-modèle » en référence aux travaux de Schwartz (1992 et suivantes).

**Mots clé :** acteur, capacité, modèle, système, territoire**.**

Propos introductif de mise en perspective de notre contribution[[38]](#footnote-38)

La mise en contexte

Dans un contexte économique et social marqué par la globalisation des économies, l’internationalisation des échanges et leur virtualisation par l’usage des Tic, les organisations marchandes et non marchandes (Pme/Pmi, ONG, Association, Université)  ont encore à écrire le scénario de leur futur marqué par une crise exceptionnelle, que personne n’a prévu et dont on ne mesure pas complètement aujourd’hui les effets malgré que Laïdi (2010) impute ces difficultés à des facteurs endogènes, « *un renchérissement du coût du travail, un prélèvement sur la valeur ajoutée deux fois plus élevé en France qu’en Allemagne, une politique de délocalisation désastreuse[[39]](#footnote-39).* »

La difficulté de cette écriture prospective réside dans la nécessité de conjuguer à la fois l’abandon d’une partie de la vision du monde de la modernité – séparation du monde en acteurs, institutions et territoires – et l’adoption d’une vision résolument novatrice « *hypermoderne* » qui met l’accent sur la médiation, le réseau, la traduction et, *in fine*, la mobilisation de compétences formées et cultivées individuellement.

L’énoncé de la problématique et la distance comme cadre d’analyse

Nous exposons ici l’énoncé de la problématique de l’intelligence territoriale, comme cadre d’analyse et résultat d’une démarche collective, en ayant recours à la démarche systémique c'est-à-dire, à l’analyse relative à un système, le territoire, pris dans son ensemble et en référence à la technique des systèmes complexes telle que décrite par Morin (1990 et suivantes).

Au niveau des acteurs

La distance de relation : La numérisation des taches entraîne inexorablement la dématérialisation de la relation voire la rupture dans l’enchaînement des taches et des relations. « *On ne connaît plus les gens* » est l’antienne des acteurs de l’institution qui développent une nostalgie du « *bon vieux temps* ».

Au niveau de l’organisation

La distance des opérations : Les activités « spontanées », les procédures et les équipements intègrent cette ‘mise à distance’ par la mise en place du travail collaboratif à distance. L’écran et la mémoire de l’ordinateur deviennent les lieux où se passent les choses essentielles de l’organisation.

Au niveau du territoire

Combiner le physique et le virtuel, le proche, le local, et le lointain, le global, l’humain et le non humain : les tendances évoquées et précisées plus en avant se mesurent aux pratiques de délocalisation et d’aménagement du territoire. Acteurs économiques et sociaux, développeurs territoriaux s’interrogent sur les possibilités de maintenir et développer un tissu socio-économique tant en terme d’emploi que de création de valeur. Alors que Z.Laïdi (2010, *Op Cit*) énonce « *Depuis 1981, la France a perdu près de 40 % de ses effectifs industriels et que depuis 2008, la création d’emplois de services ne compense plus la perte d’emplois industriels.*»

Voici les interrogations sous jacentes à notre contribution

-Comment créer, voire conserver localement la chaîne de valorisation territoriale morcelée tout en  intégrant les contraintes exigeantes de la compétition internationale ?

- Existent-ils encore aujourd’hui des activités qui ne soient pas dé- ou re-localisables parce qu’elles supposent un contact étroit et permanent entre offreurs et demandeurs de biens et  services ?

- Comment recourir aux technologies internet tout en évitant la dégradation de la valeur ?

- Sur quels facteurs endogènes (par exple, la confiance) et savoirs locaux (par exple, les communautés de pratique)[[40]](#footnote-40) prendre appui pour au pire enrayer un déclin et au mieux, maintenir et développer des activités productrices de valeur ajoutée ?

Les attendus de notre préambule introductif à la présentation de notre essai de modélisation

Cette triple problématique[[41]](#footnote-41) de la distance qui touche acteurs, organisation et territoire ne saurait être abordée par les moyens de la Science « sédentaire » moderne, enfermée dans les murs. Le concept triple de « *réseau, médiation, traduction* » (Bertacchini, 2012)[[42]](#footnote-42) développé dans l’épistémè *hypermoderne* nous paraît par contre plus à même d’apporter une clarification des enjeux et des solutions possibles à apporter à des territoires pris dans des paradigmes dominants, la globalisation économique néo-libérale à la chute du mur de Berlin en 1989, celui du développement durable avec le rapport Brundland en 1987, suivi du sommet de la terre à Rio en 1992, celui de la « société de l’information » promue par Al Gore en 1993 sur les T.I.C. Nous nous emploierons à justifier cette proposition tant dans la partie théorique que dans la présentation et la description des recherches en 3e partie.

Le plan de notre contribution

Dans une première partie intitulée « 1-La relation ‘dispositifs et organisation’ » nous allons dresser un bref mais nécessaire constat sur la relation ‘dispositifs et organisation’ avec comme intention de mettre en perspective l’intelligence territoriale. Dans une deuxième partie (2-Intelligence territoriale : ancrage théorique, hypothèses, définition.), nous allons situer nos travaux dans le champ de l’intelligence territoriale, pour poser les fondations et le cadre d’analyse de notre contribution afin de mieux comprendre le fondé de l’intelligence territoriale d’une part, les applications en cours de développement puis la logique de notre modélisation et ses perspectives, d’autre part. Dans une troisième partie (3-Acteur-réseau, Territoire-Système: essai de modélisation pour l’évaluation du potentiel d’action locale.), nous présenterons notre proposition d’une fonction d’évaluation du potentiel d’action local et les résultats obtenus sur les deux territoires désignés par A & B par l’application de cette fonction. Au préalable, nous présenterons le *méta-modèle* qui sous-tend notre approche et la méthode que nous avons utilisée pour représenter visuellement l’état des liens qu’entretiennent les acteurs locaux sur ces territoires. Nous avons eu recours à une analyse réseau pour obtenir cette représentation de communautés d’échanges « *info-communicationnelles*. »

**1. L’hybridation des pratiques et des systèmes de pensée : le dépassement de la modernité.**

Au 17e siècle et pour trois siècles et quelque, la modernité a instauré un credo de "*séparation des genres*" : les chercheurs d'un côté, les praticiens de l'autre, les lettres d'un côté, les sciences de l'autre, etc.. Bruno Latour (1991 et suivantes) souligne que cette approche a été très productive mais d’une manière assez surprenante. D’une part il y a l’idéal « officiel » de séparation des genres, de purification. D’autre part les acteurs doivent bien s’articuler à un réel qui se laisse mal découper, d’autre part les acteurs ont besoins de « comparses » hétérogènes. Le chimiste a besoin d’un mécanicien pour son équipement de laboratoire, l’économiste a besoin d’un Blaise Pascal pour lui inventer une machine à calculer, etc. Dans l'*underground* se pratique donc le contraire de la purification et de la séparation des genres : les hybrides terrain/concept sont choses courantes mais tout cela reste impensé, non théorisé parce que non formalisé, méconnu voire, méprisé. Le saut réalisé par l’*hypermodernité* est en particulier de penser ces hybrides, de créer des équipes et des concepts entre disciplines, etc..

Le terme d'hypermodernité a pris de l'importance en 2004 avec la parution de deux ouvrages (Lypovetsky, 2004)[[43]](#footnote-43) & (Aubert, 2004)[[44]](#footnote-44). Pourtant Bruno Latour nous a expliqué, dès 1991, que "*nous n'avons jamais été modernes*". Nous n'avons jamais été modernes parce que, malgré les diktats du politique et du scientifique, nous enjoignant de ne pas hybrider les pratiques ni les systèmes de pensée nous n'avons jamais cessé de le faire. Dans le système éducatif, dans le système universitaire, dans les entreprises, dans les institutions territoriales, des îlots de résistance, des pratiques *underground* ont maintenu la pratique des hybrides. Les vocables de "*recherche action*", de "socio techniques", de "psycho linguistique" montrent que le primat de la séparation des genres n'a pas été respecté même si nous devons aller plus loin aujourd’hui.

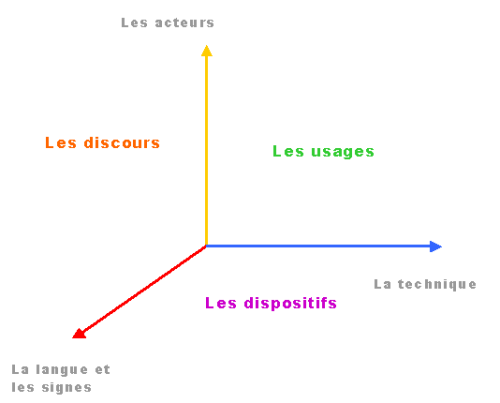
La naissance des sciences "multiples" sciences de l'éducation et de la formation, information et communication, champ dit "sciences techniques et société" témoigne certes d'un déclin de la puissance des forces séparatrices mais nous n’en sommes pas encore à pratiquer la ‘transversalité’ tant appelée de nos vœux parce que vitale pour envisager un avenir. Nous l’avions constaté dans nos expériences passées et le constatons encore dans les collectifs de travail ou cette transversalité, impérieuse aux situations actuelles, n’est pas pratiquée.

Vers la recherche multidimensionnelle : continuum et hybridation

Comme nous l’avons souligné plus haut, il ne s’agit pas de faire table rase des acquis de la modernité. Ses représentations avec des classes d'objet, des territoires pour ces objets, des schémas pour ces objets restent très pratique. Il n'y a problème que lorsque l'on se met à "croire" dans les systèmes de classification, à agir comme si effectivement les "cases", les "branches" étaient séparées, comme s'il n'y avait ni continuum ni hybrides. Le contraire aux séparations est appelé comme Morin l’esquissait « *Finalement, les réseaux informels, les résistances collaboratrices ../..sont des ingrédients nécessaires à la vitalité des entreprises »* (Morin, 1990).

L’organisation et son territoire, les acteurs et les DISTICS (en fait, des dispositifs) sont à considérer comme des ensembles complexes – sans tomber, comme le souligne Bruno Latour (1991)[[45]](#footnote-45) – dans des abstractions qui ne peuvent se relier aux réalités du terrain et aux exigences de la compétition.

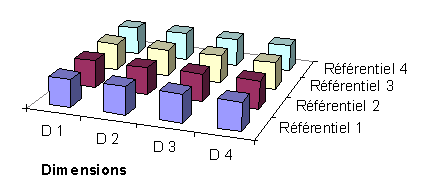
Un ensemble complexe se regarde d’abord selon ses différentes dimensions selon Edgar Morin (1990 et suivant). Par exemple, nous pouvons représenter les DISTIC dans un monde hypermoderne à l’aide du schéma suivant (1).



**Figure 1 :** Matrice de concepts pour penser le DISTIC et son environnement dans l'institution hypermoderne

Ce schéma est aidant en cela qu'il représente de manière matricielle les axes/concepts de technique, de langage et d'homme. Il est aidant en cela qu'il montre la place des "hybrides" des discours, usage et dispositif. Il est un signe qui ne trompe pas lorsque l’on prend en main l’étude hypermoderne d’un objet : le foisonnement de matrices à trois dimensions ou plus. Michel Foucault (1966) a dès cette époque décrit les disciplines à l’aide d’un trièdre indispensable pour comprendre comment s’articulent les modes de pensée mathématique, empirique et herméneutique[[46]](#footnote-46).

Une approche hypermoderne (i) mathématise ce qui peut l’être mais pas plus (ii) laisse la place à un travail empirique, praxéologique qui fait remonter ce qui peut ressortir des pratiques des acteurs, des structures de l’organisation et des dynamiques du territoire. Jacques Ardoino (1988) en particulier souligne que le multidimensionnel n'est pas suffisant et suggère d’en faire une lecture multiréférentielle. Nous avons traduit le propos de Jacques Ardoino par la figure schéma suivante.



**Figure 2 :** Quand le chercheur utilise 4 référentiels pour "regarder" 4 dimensions de son objet de recherche.

Il n'est pas inutile de souligner que les dimensions n'appartiennent pas à l'objet réel mais sont un construit de recherche (2). Les référentiels, ce sont des modèles mathématiques, herméneutiques, etc. empruntés à différentes disciplines ou créés par le chercheur pour la nécessité de sa Recherche.

Au croisement d'une dimension et d'un référentiel, on a un "*îlot de discours*" éventuellement porteur de savoirs (dès 1966, Michel Foucault proposait cette modestie pour les Sciences Humaines).

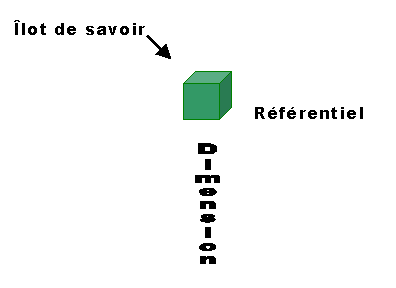


Figure 3 : L’îlot de savoir au croisement de la dimension et du référentiel

Dans le travail non moderne multiréférentiel, on a le "vide essentiel" foucaldien à la fois entre dimensions et entre référentiels.

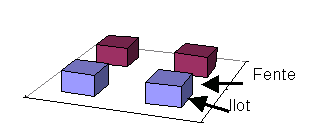


Figure 4 : Entre îlots de discours/savoir, des fentes d'ignorance

Le « credo » hypermoderne est qu’il vaut mieux une bonne construction dont on reconnaît les zones d’ombre qu’une construction où ces dernières sont ignorées. Ces propos rejoignent les exigences de la posture en Intelligence territoriale et plus précisément, les hypothèses à estimer puis valider avant la possible émergence d’un projet d’intelligence territoriale que nous aborderons plus loin dans notre article.

* 1. **De la synthèse au tryptique ‘réseau, médiation, traduction’**

Un penseur clé de la modernité est Georg Wilhem Friedrich Hegel (1770-1831) qui, au début du XIXe  siècle publie *Science de la logique* à l'usage des élèves du secondaire. C’est le même auteur qui propose dans *La Raison dans l’Histoire* : « *L'esprit est pensant : il prend pour objet ce qui est, et le pense tel qu'il est*». La dialectique qui y est exposée suppose qu'il est "couramment" possible de mener un raisonnement en trois temps : thèse, antithèse, synthèse. Or, en amont de la dialectique, il est nécessaire d'avoir "terriblement simplifié" (3), d'avoir transformé un réel complexe en objet de recherche/raisonnement simple.

Car c'est seulement sur le simplifié que peut s'exercer le jeu thèse, antithèse, synthèse. Jacques Ardoino (1988) souligne que dans la vraie vie et, dans la vie de laboratoire en particulier, le maintien de la tension entre thèse et antithèse est tout à fait primordial. La coexistence de lectures apparemment contradictoires du réel est ainsi un autre aspect de la non-modernité. Ce n'est donc pas tant la dialectique qui est "fausse" c'est surtout la nécessaire simplification en amont qui sort le problème de sa réalité complexe.

*Appliquer la méthode hypermoderne au triptyque ‘acteurs, organisation, territoire’*

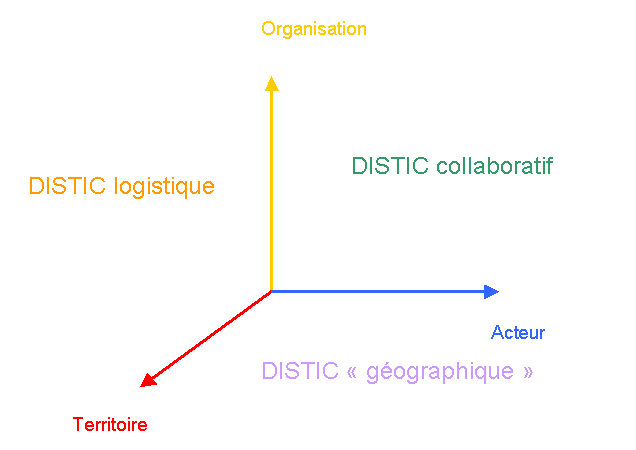


Figure 5 : Acteurs, organisation et territoire et DISTIC appropriés

Notre propos est ici de suggérer une méthode, nous n’entrerons donc pas ici dans le détail. Nous compléterons nos propos dans la partie 2 réservée plus spécifiquement à la présentation de l’intelligence territoriale.

Ce qui nous intéresse, c’est que nous avons le modèle du trièdre déjà mis en relief par Foucault (1966) puis Perret (2004) et que nous pouvons utiliser pour représenter notre triple articulation. Cette phase est indispensable en amont de notre découpe des dimensions.

Par exemple, nous pouvons sélectionner les axes « acteur » et « territoire » et les détailler :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Métropole** | **Outremer** |
| **Direction** | DM | DO |
| **Cadres** | CM | CO |
| **Opérateurs** | OM | OO |

Cette approche très « moderne » nous permet de définir avons ainsi 6 groupes (DM, DO, CM, etc.).

L’approche hypermoderne que nous décrivons ici consiste à penser ces 6 groupes avec le triple concept associant « *réseau, médiation, traduction*. » (Latour, *Op Cit*)

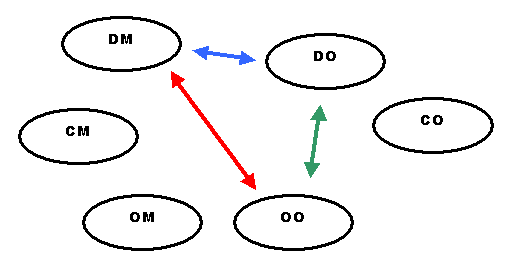


Figure 6 : Sortir les groupes de la matrice pour les penser en termes de réseau, médiation, traduction

Soit, par exemple, une organisation dont le siège est à Nice et une unité dans l’île de La Réunion. Entre directions – DM et DO – il y a des concepts communs de management. Entre acteurs d’outremer – DO et OO – il y a une culture commune. Avec l’émergence du travail avec les DISTIC, avec l’émergence de nouveaux impératifs, il est de plus en plus probable que des échanges directs puissent se faire entre DM et OO sur des thèmes comme l’environnement ou la sécurité. L’organisation et les acteurs doivent se préparer à de telles éventualités en ayant pris la précaution de repérer et d’évaluer les compétences associées à ces opérations. Les professionnels, agents et acteurs (Bertacchini, 2006) du territoire peuvent avoir un rôle préventif et sensibiliser les organisations à ce type de risque et aux solutions possibles.

L’exemple peut paraître trivial mais nous le vivons presque au quotidien dans le cadre de nos missions diverses. Il nous sert ici d’illustration de l’approche hypermoderne qui consiste à (i) mettre les situations en matrice (ii) explorer les dimensions (iii) « démonter » les groupes de la matrice (iv) dessiner les réseaux, lignes de médiations et de traductions (v) penser chaque ligne selon une palette de référentiels de compétences à identifier puis mobiliser.

L’intelligence territoriale, telle que nous la concevons et pratiquons vise à répondre à ces exigences contraignantes, qui appellent une formation autre et que nous pouvons observer au quotidien au contact des réseaux d’acteurs et de savoirs locaux. Nous en présentons maintenant ses principales caractéristiques et décrivons les conditions de son exercice pour le praticien-chercheur.

2. Intelligence territoriale : ancrage théorique, hypothèses, définition.

L’environnement et la construction de la réalité

« *L’environnement tel que nous le percevons, est notre invention*. » (Von Föerster, 1973, p.74). “*A growing body of new knowledge suggests that what we call reality is actually   
something we construct*.”

La conscience planétaire, écologique, est liée à la cybernétique, née de la seconde guerre mondiale, en réaction contre elle (Bougnoux, 1993) et Serres (1990) dans le *Contrat naturel*, d’évoquer les lois puis de nous inviter à les suivre pour respecter notre environnement. Certes, nous baignons au sein d’environnements variés, proche, intermédiaire et éloigné mais, comment, d’après nos pairs, nous les vivons puis comment l’intelligence territoriale se situe dans cette réponse.

Si l’être vivant perçoit et selon Lévy (1997) *compute* le monde, cela signifie que l’individu projette sa réalité intérieure dans le monde, tout en étant pénétré par lui, par le biais d’une interaction circulaire qui met à mal le partage entre le sujet et l’objet.

L’être vivant s’auto organise, stipule lui-même son but, détermine ses critères propres de distinction, d’action et ‘calcule’ un milieu incertain en pratiquant un tri, une sélection ou traduction en visant la transformation d’un désordre *en* son ordre (Bougnoux, *Op.Cit*).

* le sujet auto organisé vit retranché derrière sa clôture informationnelle ou cognitive ;
* cette clôture informationnelle est elle-même produite par la clôture organisationnelle de l’organisme ;
* le vivant interprète les relations avec son milieu

Les éléments épistémologiques précédents mettent l’accent sur l’approche relationnelle, la pragmatique ou de sujet à sujet, ou lorsque en interagissant avec l’autre, nous découvrirons ainsi la *certaine* incertitude quant à la règle du jeu, la manière de décrire le système et, sur le constructivisme.

Mucchielli (2004, p.130) propose une « *approche communicationnelle compréhensive* » d’un phénomène comme élément d’un système ‘*en action*’ composé  « *d’acteurs et d’objets cognitifs externes et comme élément contribuant, dans un mouvement circulaire, à l’émergence d’un autre phénomène.* ». Ce sera donc se situer dans le paradigme de la complexité, paradigme mis en lumière par les travaux d’E.Morin (1990 et 2005 en réédition).

Est complexe ce qui ne peut se résumer en un maître mot, ce qui ne peut se ramener à une loi, ni se réduire à une idée simple. (Morin, 2005) ou ‘*la réouverture des clôtures*’ (Bertacchini, 2006)[[47]](#footnote-47) nous invitent à re-chercher, au cas par cas, sur le terrain, immergé dans le milieu, l’inter, le maillage, les dispositifs et Sitic, les faits sociaux et, l’action. Nous avions proposé en 2004 de situer l’intelligence territoriale entre ‘*Information et processus de communication*’[[48]](#footnote-48).

2.1. L’intelligence territoriale : problématique, état de l’art, champs possibles, proposition d’actions.

Bougnoux (1993, p.14) décrit le pivot de la relation partout où il pénètre « *le modèle communicationnel pose la relation avant les termes de celle-ci. Il étudie non des choses mais des flux et remplace la vision sectorielle et statique du monde par l’approche de sa complexité dynamique.* ». Pour ce qui nous concerne, nous traiterons d’intelligence d’action associée à l’action territoriale.

## L’espace, nous l’assimilons au territoire décliné, déclinable c’est-à-dire physique et virtuel avec en interface agissante et productrice de signes, l’acteur possédant désormais en quasi instantanéité les dimensions suivantes, local et distant, nomade et sédentaire, en mode synchrone et asynchrone, sur un territoire unique et multiple à la fois. Nous associerons dans cette ultime section les mots intelligence et territoire. Nous présenterons successivement la problématique de l’intelligence territoriale, l’état de l’art, les champs d’action possibles que nous illustrerons par des propositions d’action.

### *Problématique de l’intelligence territoriale*

En page d’accueil du portail internet de la Caenti, [<http://www.territorial-intelligence.eu> ] nous pouvons y lire : « *L'intelligence territoriale met les technologies de la société de la connaissance au service du développement durable des territoires*. »

En d’autres termes, il s’agit de comprendre et modéliser comment les acteurs vivent leur territoire (Dumas, 2006) ; comment vous, moi, les entrepreneurs, les élus, les institutions se constituent et interagissent pour donner une identité territoriale à leur communauté et la relier au monde environnant pour éviter de céder au « *Temps accidenté*. » tel qu’évoqué » par Certeau.[[49]](#footnote-49) Et réciproquement. Le concept s’est généralisé dans les années 2000, en parallèle avec le phénomène de globalisation planétaire. Il rencontre aujourd’hui l’Europe et le développement durable. C’est un phénomène d’information et de communication. En tant que branche des sciences humaines et sociales, l’intelligence territoriale est essentiellement multidisciplinaire.

L’ « intelligence territoriale » implique des processus d’interaction, des méthodes et des outils de connaissance et d’action. Elle a notamment pour objectif de contribuer à la rénovation de la gouvernance locale.

État de l’art de l'intelligence territoriale

L’intégration des équipes de recherche et des acteurs territoriaux pour donner aux outils d’intelligence territoriale une dimension européenne remet en question l’usage des outils, méthodologies, procédures de recherche et bases de données ainsi que les pratiques, la participation, le partenariat et l’approche globale. Quel est l’état de l’art actualisé dans ce domaine qui requiert une approche multidisciplinaire des champs de la connaissance territoriale, de la gouvernance territoriale et de l’ingénierie territoriale ?

Inscrite par le CNU 71e dans les champs relevant des Sciences de l’Information et de la Communication depuis 2004, l’intelligence territoriale éclot avec la pénétration du territoire par les Tic. Traditionnellement, l’Intelligence Territoriale s’est nourrie de l’économie, de la géographie, des Sciences et Technologies de l’Information et la Communication (STIC) et de la gestion du savoir. Les liens avec l’intelligence économique et les STIC sont souvent cités dans les définitions actuelles de l’intelligence territoriale. Les systèmes d’intelligence territoriale ont besoin d’utiliser les processus traditionnels de transmission de l’information et les technologies de l’information et de la communication à travers les sites Intranet ou Internet, la documentation, les systèmes d’information géographique -SIG-, les Systèmes Communautaires d’Information Territoriale -SCIT- et l’analyse de données.

2.2. Les définitions de l’intelligence territoriale suivent la même dynamique et affirment que l’intelligence territoriale

* Concerne « tout le savoir multidisciplinaire qui améliore la compréhension de la structure et des dynamiques des territoires » (Girardot, 2002)
* Permet « *une évolution de la culture du local fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signaux et informations, pour fournir au décideur, et au moment opportun, l’information judicieuse*» (Herbaux, 2002)
* Rapproche « *l’intelligence territoriale en tant que processus cognitif et d’organisation de l’information, et le territoire en tant qu’espace de relations significatives* » (Dumas, 2004)
* Ou encore « *un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis consiste dans des transferts de compétences entre des catégories d’acteurs locaux de culture différente* » (Bertacchini, 2004)

Mais plus encore, dans une proposition, en face à face, je répondrai ceci à la question d’un étudiant, futur doctorant ou doctorant, si la question suivante m’était posée : pouvez-vous en quelques mots, phrases, nous résumer l’intelligence territoriale ?

Voici les éléments principaux de la réponse que je lui ferais pour l’aider à saisir l’ensemble structuré que forme l’intelligence territoriale.

Je m’aiderai en cela en ayant recours à des auteurs tels que Rikin, Latour et Morin.

**A un niveau méta** (Rikin)

« *La réalité est claire : chaque civilisation énergivore plus complexe qui apparaît dans l’histoire intensifie le rythme, le flux et la densité des échanges humains, et crée davantage de liens entre les gens*. » (Rifkin, 2011, p.29[[50]](#footnote-50))

« *Les grands tournants économiques de l’histoire naissent de la convergence entre un nouveau régime énergétique et une mutation des communications.* » (*Op.Cit*., p.40)

« *Les civilisations énergivores plus complexes permettent aux humains de comprimer le temps et l’espace*. », (*Op.Cit*., p.44)

**A un niveau méso** (Latour)

« *Il semble que nous soyons tenus par des « connections » qui ne ressemblent plus aux liens sociaux agréés*. » (Latour, 2010, p.14)[[51]](#footnote-51)

« *Le pire serait de limiter par avance la forme, la taille, l’hétérogénéité et la combinaison des associations*. » (*Op.Cit*., p.19)

« Quelles *assemblées* pour ces nouveaux *assemblages* ? » (*Op.Cit*., p.375).

**A un niveau micro** (Morin)

« *La solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de complexité*. » (Morin, 2005, p.124).

L’intelligence territoriale, objet et champ scientifique tel que reconnu par le Cnu 71e section en 2004, se pose à la convergence de l’information, de la communication et de la connaissance, traduit une relation ‘Espace-territoire’, succède à la territorialité, en tant que phénomène d’appropriation ou de réappropriation des ressources, enfin, permet l’énoncé du projet territorial lorsque l’échelon territorial arrive à formuler un projet de développement. D’un point de vue épistémologique et méthodologique, l’expression, certes audacieuse, d’intelligence territoriale souligne la construction d’un objet scientifique qui conduit *in fine* à l’élaboration d’un méta-modèle du système territorial inspiré des travaux de Schwarz[[52]](#footnote-52) (Schwarz, 1997).

Pour ce qui nous concerne, cette démarche ne vise pas exclusivement à une modélisation de nature systémique associée à une matrice des processus territoriaux de nature structuraliste et fonctionnaliste. Nous inscrivons nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication et, en tant que tels, ils se référent aux approches sociales, c’est-à-dire inter relationnelle, à la théorie systémique, c’est-à-dire informationnelle (théorie de l’information et de l’énergie associée imputable, entre autre, aux Tic) enfin, au constructivisme, c’est-à-dire à une approche communicationnelle en référence à la territorialité qui compose et recompose le territoire.

Nous compléterons cette nécessaire mais synthétique présentation en rappelant, comme l’ont souligné déjà d’autres travaux, dans d’autres disciplines, que l’étude d’un territoire sous tend une connaissance initiale incertaine. Il est donc nécessaire de souligner le caractère heuristique de cette approche et d’indiquer que sur un plan ontologique, nous nous référons à une pragmatique du territoire et de ses acteurs, du Chercheur dans sa relation avec la Société. Enfin, nous croyons utile de préciser que l’intelligence territoriale ne saurait se limiter et être réduite à une démarche de veille mais, relève plutôt d’une logique de projet de type ‘*Bottom up’* qui va tenter de diffuser les éléments d’une attitude pro-active ou d’anticipation des risques et ruptures qui peuvent affecter le territoire (Herbaux, 2006).

Dans la poursuite de l’introduction à la 2e partie de notre contribution, plutôt de nature théorique, nous préciserons que notre conception de l’intelligence territoriale met l’accent sur, la solidarité de destin en réponse à l’accroissement de la complexité comme l’évoque la proposition de Morin (Morin, 1990 et suivantes), p124 : « *la solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de la complexité*[[53]](#footnote-53)*»* et d’autre part, compte tenu de l’inscription de nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication, sur l’enjeu associé à ce champ, à savoir que la communauté des enseignants chercheurs en Sic est invitée à adopter une attitude résolument pro active dans les mutations en cours en s’emparant des opportunités offertes par les pôles de compétitivité tout en ayant présent à l’esprit le défi que souligne Mucchielli, (Mucchielli, 2004) p146 « *Les années à venir nous diront si les sciences de l’information & de la communication parviendront à se fortifier dans leur interdisciplinarité*. ».

3-Acteur-réseau, Territoire-Système : essai de modélisation pour l’évaluation du potentiel d’action locale

Pour rappel, nous indiquons que cette modélisation s’est insérée initialement dans le programme de recherches *M.a.i.n.a.t.e* (Management de l’Information appliquée au Territoire) initié en 1997 poursuivi avec le Groupe GOING (Groupe d’investigations des nouvelles gouvernances) et les programmes exposés au début de cette contribution au sein de l’I.U.T de Toulon et du Var. L’objet principal de ce programme a été de pouvoir mesurer le réservoir de capacité de développement local que possède ou pas un territoire lorsqu’il décide de formuler une stratégie de développement.

Nos recherches visaient alors les territoires des villes moyennes qui souhaitaient définir et mettre en œuvre un projet de développement par l’intégration des T.I.C[[54]](#footnote-54). Ce programme de recherches a été dans un premier temps appliqué à deux territoires distincts que nous désignerons par A et B et reposait sur un modèle que nous avons nommé « Méta-modèle » en référence aux travaux de Schwartz (*Op*.cit).

3.1. L’intégration du système « territoire » dans un méta-modèle.

Compte tenu de notre objet, le territoire et de ses caractéristiques, il nous a semblé particulièrement opportun d'établir un modèle du système «territoire» qui rende compte à la fois de la matérialité des objets territoriaux, des approches cognitives différentes des intervenants qui en effectuent une lecture spécifique, et du sens «territorial» qui transforme l'espace en ressources partagées. Dans nos travaux nous avons recours à un méta-modèle qui se décompose en trois plans fortement imbriqués et indissociables l'un de l'autre : celui de la matière physique (premier niveau); celui de l'information (deuxième niveau); celui de l'identité (troisième niveau) Il ne faut pas considérer ces niveaux comme des couches mais comme des ensembles imbriqués de nature différente. Ce modèle est aussi une représentation de la complexité d'un système par l'explicitation de la dynamique de complexification qui peut le faire évoluer vers des niveaux de complexité croissante

Le territoire peut être considéré comme répondant à ces critères. Deux types d’approches complémentaires caractérisent ce méta-modèle :

-une approche descriptive s'appuyant sur une description en trois niveaux irréductibles: celui des objets physiques, celui de l'information quantitative et qualitative, celui du tout ou de l'émergence;

-une approche dynamique rendant compte de l'évolution du système dans le temps. Le fonctionnement de cette entité repose sur l'interaction de nombreux acteurs directs et indirects qui restent à mobiliser. [[55]](#footnote-55),[[56]](#footnote-56).

A la base de cette construction utile aux politiques de médiation locale se rencontre une propriété à savoir, la conservation et la reproduction de l'identité du système à étudier : l’appropriation territoriale (Bertacchini, 2004). Pour prétendre à cet objectif, les acteurs locaux ont besoin d'une structure pour s’entraîner à négocier puis s’engager envers les objectifs annoncés (Miège, 1996 et suivantes) Mais cette structure de reconstruction ou de valorisation des expériences locales ne peut être porteuse que si les membres en partagent les objectifs, possèdent les qualités requises pour mener à bien ce type de politique. L'espace est à appréhender comme un système social complexe mais adaptatif et à la recherche d'une rationalité dans un environnement incertain. Cette définition parmi d'autres met l'accent sur les interactions entre les individus, les groupes informels et la structure organisationnelle vecteur d'identité du territoire. En premier objet, nous nous sommes préoccupés à représenter les liens des acteurs locaux et ce, par niveau indépendant sans chercher à établir des relations entre les niveaux différents du méta modèle. C’est cette démarche que nous présentons dans la section suivante.

3.2. La valorisation territoriale: une démarche transversale

Lorsqu’un échelon territorial réfléchit aux orientations futures de son avenir, il engage de fait un acte de développement. C’est-à-dire qu’il initie un processus de recherche de compétitivité globale. Il ne s’agit pas moins de renforcer la capacité d’attractivité du territoire, à le doter d’arguments spécifiques, à les faire connaître à des partenaires potentiels lorsqu’ils existent, éventuellement à manifester une volonté d’associer des partenaires à ce programme de développement. Ce processus relève, à notre sens, de la capacité d’adoption par des acteurs locaux très différents d’un objectif et d’une démarche. Dans cette optique, le plan de développement devient acteur et outil pédagogique. Il est aussi un moyen d’interpénétrer les cultures différentes : entrepreneurs, institutionnels, éducatifs. Ce mouvement est donc fondé sur le décloisonnement, une approche transversale qui repose sur quelques piliers essentiels :

* le volet économique qui concerne les entreprises en place ou à venir dans leur défi permanent de la compétitivité.
* le volet d’interface qui favorise le développement local en rassemblant les énergies autour de projets communs, entre l’environnement (universitaire, politique, recherche) et le monde économique.

Le potentiel de développement repose, à notre sens, essentiellement sur des facultés d’échanges que nous appelons le gisement de transférabilité. Ce constat nous a incités à utiliser l’analyse réseau pour tenter de représenter, ces relations et l’implication des acteurs locaux.

Nous précisons que les réseaux virtuels obtenus concernent chaque niveau distinct du *méta-modèle* considéré de manière indépendante.

## 3.3. La démarche d’analyse employée pour caractériser l’état des liens locaux sur deux bassins d’observation.

Sur deux territoires distincts que nous désignerons par A et B pour des raisons de confidentialité, nous avons procédé à des enquêtes-respectivement 56, 54- auprès de trois catégories d’acteurs locaux : entreprises, éducatifs, institutionnels.

Sur la base des informations collectées et à l’aide d’une analyse réseau, nous avons représenté sous forme de cartes les relations que déclarent entretenir ces acteurs et leur implication dans des actions de développement local.

Obtention des résultats**.**

Ce travail a pour objectif de proposer une méthode de traitement d’un questionnaire à partir de l’analyse réseau.

Le point de départ

Le point de départ est un questionnaire administré dans les bassins de A et de B auprès de représentants de 3 groupes institutionnels/ éducatifs / entreprises et auprès du même nombre de personnes dans chacun des deux bassins ce qui fait que nous obtenons des résultats homogènes qui peuvent être comparés.

La structuration des données

Le questionnaire comporte trois groupes de questions (B, C, D) qui renvoient chacun à une thématique spécifique.

Traitement avec le logiciel Dataview

L’ensemble du questionnaire administré peut se présenter comme une succession de lignes, chacune exprimant les modalités déclinées par une personne interrogée. Cette information peut être récupérée sous le logiciel *Dataview* et transformée en une matrice appelée matrice de Condorcet.

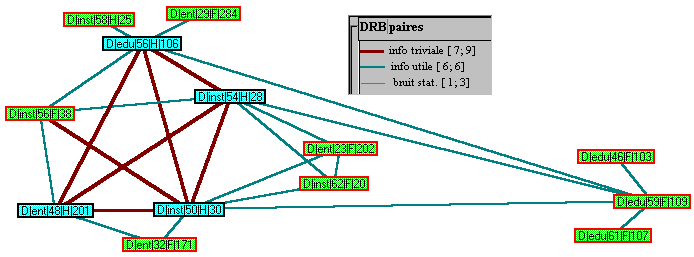
Traitement avec le logiciel matrisme

Le traitement sous *matrisme* ne fait que retranscrire cette information matricielle avec le moins de déformation possible. Le réseau général obtenu lorsqu’on représente les liens entre chaque paire de sommets est inextricable dans la mesure où il existe beaucoup de sommets qui entretiennent avec les autres des liens ténus (se traduisant par le fait que ces sommets ont par exemple une réponse commune avec les autres). Si on enlève ces liens ténus du réseau, on obtient des graphes plus lisibles qu’il s’agit maintenant d’interpréter.

**Interprétation des résultats**

## Partie B3 du questionnaire « Les relations avec les autres acteurs locaux. »

## Territoire A.



**Territoire B**.



Nous avons comparé les réponses exprimées par les personnes interrogées sur la base des similarités exprimées dans leur réponse à la partie B du questionnaire. Dans l’exemple choisi, on obtient un réseau dans le bassin B beaucoup plus enchevêtré que sur le bassin A. Cela signifie que les acteurs en B ont des réponses beaucoup plus proches les uns des autres que les acteurs de A. Dans le bassin A on a uniquement 13 acteurs qui ont moins de 4 réponses communes sur la partie B du questionnaire contre 18 pour le bassin B. La répartition entre les trois pôles sur les 2 bassins fait ressortir une sur-représentation des entreprises ce qui revient à considérer que les entreprises expriment dans ce questionnaire des réponses homogènes assez voisines.

3.4. Modélisation d’une fonction pour l’évaluation du potentiel d’action locale

Dans cette partie, notre proposition va consister en la présentation et l’application de la fonction (Fl) d’évaluation du potentiel d’action local possédé par un territoire qui projette de définir puis mettre en œuvre un plan de développement. Lors de la conception de cette fonction, nous avons associé les trois niveaux du *méta-modèle*. En effet, notre objectif principal a été d’intégrer une dynamique dans le *méta-modèle* et de permettre la comparaison du potentiel d’action entre les deux territoires A & B.

3.4.1. Présentation de la fonction d’évaluation du potentiel d’action local

Nous estimons qu’un territoire possède la capacité d’ouverture et de définition de son projet de développement lorsqu’il réunit des caractéristiques ou conditions spécifiques. Nous présentons ci-dessous et en synthèse les conditions requises ou contraintes (C) qui renvoient à chaque niveau repéré dans le méta-modèle.

**Niveau 1 : le plan physique**

A ce niveau du *méta-modèle*, les acteurs locaux participent à titre individuel et/ou collectif à des projets territoriaux. Ils manifestent ainsi leur ancrage territorial.

Nous avons isolé les conditions requises suivantes :

-l’existence de relations entre les acteurs locaux

-lorsque ces relations sont les plus hétérogènes

**Niveau 2 : le plan dynamique**

A ce niveau du *méta-modèle*, les acteurs locaux créent les facteurs favorables à la mise en réseau de leurs participations aux actions territoriales. Certains acteurs locaux agissent en qualité d’*attracteurs* ou de *capteurs* de ces initiatives de création de réseaux.

Nous avons isolé les conditions requises suivantes :

-lorsque ces relations se matérialisent par des échanges.

**Niveau 3 : le plan de l’*identité*** (le plan d’infor-Action)

A ce niveau du *méta-modèle*, certains acteurs locaux agissent afin de mettre en cohérence les projets des réseaux et deviennent les *processeurs* de cette mise en cohérence.

-lorsque les acteurs locaux s’impliquent dans des évènements locaux

-lorsque ces mêmes acteurs renouvellent leur implication

-lorsque les acteurs locaux s’impliquent dans des évènements locaux que réunissent des acteurs hétérogènes.

Dès lors, afin de pouvoir mesurer le potentiel d’action du territoire à évaluer, nous avons défini un certain nombre de contraintes ou valeurs associées aux conditions listées et présentées ci-dessus. Ces contraintes renvoient aux thématiques abordées dans le questionnaire d’enquête [annexe 1] administré auprès des acteurs locaux des territoires A & B. Ces acteurs locaux furent des entrepreneurs, des institutionnels et des représentants du milieu socio-éducatif.

Pour un questionnaire, notre fonction F(l **)** va s’écrire :



Avec *Cij* égale à la mesure correspondante à la condition *j* appartenant au plan *i* et



Somme des mesures correspondantes aux conditions appartenant au plan *i*



La fonction F(l)  représente la somme des résultats d’un questionnaire et



*N* représente le nombre total de questionnaires.

Dans la section suivante, nous allons présenter les résultats graphiques obtenus à partir des calculs issus de l’application de la fonction F(l) d’évaluation du potentiel d’action locale et ce, pour les deux territoires A & B.

3.5. Représentation graphique du potentiel territorial de développement

Afin de visualiser les scores obtenus par chacun des territoires à l’aide de la fonction F (l) d’évaluation du potentiel de développement, nous avons opté pour l’utilisation d’histogrammes.

A1) Histogramme individuel des scores par niveau du *méta-modèle* pour le territoire A.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Score/niveau** | Niveau I | Niveau II | Niveau III |
| **Territoire A** | 0,068253968 | 0,074867725 | 0,001509662 |

A2) Histogramme individuel des scores par niveau du *méta-modèle* pour le territoire B.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Score/niveau** | Niveau I | Niveau II | Niveau III |
| **Territoire B** | 0,121449545 | 0,090432865 | 0,008547009 |

B) Histogramme proportionnel et comparé des scores par niveau du *méta-modèle* pour les territoires A & B.

C) Histogramme proportionnel et comparé des potentiels de développement des territoires A & B.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Score/niveau** | **Niveau I** | **Niveau II** | **Niveau III** |
| **Territoire A** | 47 | 52 | 1 |
| **Territoire B** | 55 | 41 | 4 |

D) Observations :

Les territoires A & B présentent une structure déséquilibrée. En effet, si pour chacun des plans (I,II,III) nous n’avons pas défini de valeurs idéales, nous pouvons noter en première lecture :

-Niveau I :

Pour les deux territoires, la reconnaissance par les acteurs locaux de relations de compétences croisées. Le territoire B enregistre un score supérieur, ce qui peut traduire des relations de d’intensité et de qualité supérieure.

-Niveau II :

Le score du territoire A est supérieur à celui de B ce qui dénote l’existence reconnue d’échanges variés et fructueux aux acteurs locaux. L’ancrage des acteurs se concrétise et traduit une mixité plus affirmée dans les échanges. Nous serions tentés d’écrire qu’une *proximité* se manifeste davantage dans le territoire A.

-Niveau III :

Les deux territoires se caractérisent par une insuffisance notoire du niveau III qui représente dans le *méta-modèle* le plan de la mise en cohérence des projets des acteurs locaux. Même si nous notons un meilleur score obtenu par le territoire B. Il serait pertinent de déceler les facteurs responsables de la désaffection des acteurs locaux et l’irrégularité de leur implication.

Conclusion

Cet essai de modélisation du potentiel d’action locale d’un échelon territorial, en l’occurrence ici de villes moyennes, s’est insérée dans le programme de recherches *M.a.i.n.a.t.e* (Management de l’Information appliquée au Territoire) initié en 1994 puis développé en 1997, puis poursuivi avec le Groupe *GOING* (Groupe d’investigations des nouvelles gouvernances) et a donné lieu à des travaux de recherche dans le cadre de thèses de doctorat et de programmes. L’objet principal de ces recherches était de pouvoir mesurer, comparer et représenter le ‘réservoir’ de capacité de développement local que possède ou pas un territoire lorsqu’il décide de formuler une stratégie de développement au travers de ses acteurs, réseaux, savoirs.

Nos recherches visaient les territoires de villes moyennes qui souhaitaient définir et mettre en œuvre un projet de développement par l’intégration des T.I.C[[57]](#footnote-57). Ce programme de recherches a été dans un premier temps appliqué à deux territoires distincts que nous désignerons par A et B et reposait sur un modèle que nous avons nommé « Méta-modèle » en référence aux travaux de Schwartz (1992 et suivantes).

La partie (3) de notre contribution concernant la modélisation proprement dite fût organisée ainsi. Nous avons présenté le *méta-modèle* qui a sous-tendu notre approche et la méthode que nous avions utilisée pour représenter visuellement l’état des liens qu’entretiennent les acteurs locaux sur un territoire. Nous avions eu recours à une analyse réseau pour obtenir cette représentation de communautés virtuelles d’acteurs locaux. Ensuite, nous avons présenté un essai de modélisation représenté par notre proposition d’une fonction d’évaluation du potentiel d’action locale et les résultats obtenus sur les deux territoires A & B par l’application de cette fonction.

Mais avant de présenter notre essai de modélisation, nous avons situé nos travaux au sein de l’intelligence territoriale en faisant le rappel d’un nécessaire constat introductif sur la relation ‘dispositifs et organisation’ qui pose la distance au centre du cadre d’analyse pour comprendre le fondé de l’intelligence territoriale d’une part, puis la logique de notre modélisation et ses perspectives, d’autre part.

La définition puis l’application de la fonction F(l) d’évaluation du potentiel d’action local ont permis de déceler et présenter des structures territoriales (A & B) distinctes. Ces résultats ont été obtenus sur la base d’une approche conceptuelle commune (*le méta-modèle),* d’une démarche méthodologique également commune en retenant des catégories d’acteurs locaux identiques sur les deux territoires, le tout dans le cadre épistémologique proposé par la définition de Bertacchini & Alii (*Op.Cit*, 2004 et suivantes).

Nous avions pour objectif d’associer les trois niveaux du méta-modèle et d’y introduire une analyse dynamique et systémique que nous avons nommée : potentiel de développement territorial afin d’explorer le potentiel d ‘action local. Nous avions postulé que chaque territoire n’est pas doté du même contenu par niveau (Niv.1.physique, Niv.2.infor-action, Niv.3. identité) et cette présentation souligne les faiblesses qui peuvent être détectées et obérer le potentiel de développement au sens proposé par l’intelligence territoriale. Depuis ces travaux, et pour n’en citer que quelques uns, nous avons poursuivi avec Perrin (2010) la compréhension de la coexistence des territoires physiques et virtuels ou dématérialisés, avec Rmili (2010) dans une relation euro-méditerranéenne dite d’’*extra-territorialité’*, avec Maurel (2012) l’insertion des représentations spatiales dans la chaine de traitement et de valorisation de l’information territoriale. Nous avons déjà engagé l’objectif prochain d’introduire dans notre modèle la notion de compétences, savoirs locaux et de transférabilité de ces compétences, savoirs locaux au sein de Distic (dispositifs sociotechniques d’information et de communication) en postulant toujours que l’approche endogène de l’intelligence territoriale ne consiste pas en un phénomène de mode, n’est pas le simple rhabillage ou transposé de méthodes éprouvées dans d’autres domaines du développement territorial mais un corpus à part entière qui repose sur la détection pour la mobilisation éventuelle d’acteurs, de réseaux et de savoirs locaux.

**Bibliographie**

Agostinelli, S., *Le sens des choses ou le besoin de sens*. Revue *Communication et organisation*, numéro spécial Les vallées : sens, territoires et signes, 83-97, 2004.

Araszkiewiez, J., (Dir). *L’héritage d’une utopie : essai sur la communication et l’organisation de Sophia Antipolis*: Edisud, 2003.

Ardoino, J., (Dir.), « Vers la multiréférentialité. » in *Perspectives de l’analyse institutionnelle*, Méridiens-Klinksieck, 1988, Paris.

Arstein S. R., “A ladder of citizen participation in the USA*”*, *Journal of American institute of planners*, vol 35, 1969, p. 216-224.

Assens, Ch., Phanuel, D., « La gestion des réseaux de citoyenneté locale », *La ville numérique*, pp 149-163, Les Cahiers du numérique n°1, Hermès, 2000.

Beck, U., *La société du risque*, *sur la voie d’une autre modernité*, Flammarion, Champs, 522 p, 2003.

Bertacchini, Y., Maurel, P., Deprez, P., « The territorial intelligence: a network concept & an info-communication process framework. », International Symposium on Language and Communication: Research trends and challenges, Proceedings Book, Institute of Language and communication Studies Faculty of Communication Atatürk University, Turkey, Izmir, june 2012.

Bouchet, Y., Intelligence Economique territoriale ; Approche ingiénérique dans une municipalité de moyenne dimension, Thèse de Doctorat, Université Lyon 3, 17 octobre 2006.

Bougnoux, D., *Sciences de l'information et de la communication*, Textes essentiels, éd : Larousse, Paris, 1993.

Boullier, D., « Au-delà des territoires numériques en dix thèses. » In F. Rowe (Ed.), Sociétés de la connaissance et prospective - Hommes, organisations et territoires. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Boure, R., « Les idéologies émergentes des politiques territoriales », *Sciences de la Société*, 65, 200 p, 4-2005.

Bratosin, S., Grands projets de ville : un lieu de production symbolique du territoire. Études de communication(26), 2003.

Callon, M., Akrich, M., Latour, B., *Sociologie de la traduction*: textes fondateurs, Sciences Sociales, Les Presses, 2006.

Callon, M., Latour, B., *La Science telle qu’elle se fait*, Paris : La découverte, 1991.

Caune, J., Les territoires et les cartes de la médiation ou la médiation à nu par ses contemporains. Les enjeux de l'information et de la communication, Dossier 2010(La (les) médiation(s) en SIC), 1-11, 2010.

Cooren, F., *The organizing property of communication*, Amsterdam & Philadephia, PA: John Benjamins, 2001.

Craps, M., “Social learning in basin management”, HarmoniCop, deliverable n°3a: European.Funded.Project-WP2 reference document, december 2003, 70p.

Dacheux, E., « Une nouvelle approche de l'espace public ». Recherches en Communications, 28(Variations autour de la communication), 11-26, 2007.

Davallon, J., « Objet concret, objet scientifique, objet de recherche. » Hermès, 38, 30-37, 2004.

Dumas, P., Gardère, J.-P., & Bertacchini, Y. *Contribution of socio-technical systems theory concepts to a framework of Territorial Intelligence*, International Annual Conference of Territorial Intelligence (pp. 13). Huelva (Espagne), 2007.

Dumas, Ph., `Is The Region The Most Suitable For Sustainable  
Development?', First Annual Conference Of Territorial Intelligence, University ``1er decembrie 1918'', Project CAENTI Alba Iulia, Romania, 2006.

Foucault, M., *Les Mots et les Choses*, Archéologie des sciences humaines, Gallimard, NRF, 1966.

Gardère, E., & Gardère, P., *Démocratie participative et communication territoriale*. Vers la micro-représentativité. Paris: L'Harmattan, 2008.

[Habermas](http://fr.wikipedia.org/wiki/J%C3%BCrgen_Habermas), J., *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, [Paris](http://fr.wikipedia.org/wiki/Paris), 1997.

Hegel, G.W.F., *Science de la logique*, Tome 1, 413.p, Aubier Montaigne, 1987.

Herbaux, Ph., « Effet médiologique territorial de l’usage des TIC ». Colloque international de Bordeaux, Laboratoire Gresic, Enjeux et usages des TIC, 2005.

Herbaux, Ph., *L’intelligence territoriale : d’une représentation générale à un concept de finalité*, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 31 mai 2006.

Herbaux, P., *Intelligence territoriale*. Repères théoriques, Questions contemporaines, L’Harmattan, Paris, 2007.

Goldfinger.ch., « The intangible economy and its challenges. », Semana do Conhecimento, Rio de Janeiro, 18-22 octobre 1999.

Jeanneret, Y. (2003). « Les NTIC : des objets scientifiques à construire. » In R. Billé, L. Mermet, M. Berlan-Darqué, N. Berny & A. Emerit (Eds.), Concertation, décision et environnement : regards croisés. Vol. I, II, III (pp. pp. 195-213). Paris: La Documentation française.

Lamizet, B., « Incertitudes des territoires : approche conceptuelle. » Quaderni, 34(1), 57-68, 1997.

Laramée, A. *Communication, territoire et identité* : un ancien regard sur de nouvelles technologies ?, Revue Sciences de la Société, 35, 47-59, 1995.

Le Coadic, Y-Fr, «Les nouveaux paradigmes en Sciences de l’Information», conférence de l’ADBS, Nancy, 13 janvier, 2005.

Lévy, P., *Collective Intelligence: Mankind's Emerging World in Cyberspace Plenum*, New York, 1997.

[Miège](http://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_Mi%C3%A8ge), B., *La société conquise par la communication, tomes 1 et 2*, Presses Universitaires de Grenoble, [Grenoble](http://fr.wikipedia.org/wiki/Grenoble), 1996 (t.1) et 1997 (t.2).

Maurel, P., « Signes, données, représentations spatiales : des éléments de sens dans l’élaboration d’un projet de territoire intercommunal », Application au territoire de Thau, Thèse de Doctorat, Université du Sud Toulon Var, juin 2012.

[Mucchielli](javascript:void%20PM.BT.ubs(47,'s',47,'alex+mucchielli')), A., [*Les Sciences de L'information & de La Communication*](javascript:void%20PM.BT.ubs(47,'s',47,'les+sciences+de+l\'information+et+de+la+communication')),  Collection : Les Fondamentaux Sciences Humaines Editeur : Hachette, 2006, pages : 160.

Musso, P., « Territoires numériques », *Médium*, 15, 25-38, 2008.

Olivesi, S. (Ed.). *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs discipline*. Grenoble: Presse Universitaire de Grenoble, 2006.

Perrin, G., *Coexistence des territoires : l’espace physique à l’épreuve du virtuel*, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 7 janvier 2010.

Rmili, M., *Information, Tic & Territoire : de la coopération décentralisée en Région Paca à la coopération extra-territoriale dans l’espace Euro Méditerranéen*, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 7 avril 2010.

Schwartz, P., *The Art of the Long View - Planning for the Future in anUncertain* World: John Wiley & Sons, 1998.

Schwarz, E., “A generic model describing the complexification and autonomization of natural systems and its epistemological consequences.” Paper presented at the 6th International Conference on Systems Research Informatics and Cybernetics, Baden-Baden, 1992.

Venturini, M.-M., & Bertacchini, Y. « De la circulation et du maillage des données territoriales à la construction des savoirs ». In P. Technologiques (Ed.), Collection Les ETIC (pp. 134-144). Toulon: Bertacchini, Yann, 2007.

4. Temps, Ruptures, Actions, Anticipations

Texte-synthèse ‘*à propos’*

En ouverture de cette partie, nous positionnerons l’intelligence territoriale : entre ruptures & anticipations pour annoncer un point nodal dans la prise en compte des temps différenciés dans l’étude d’un territoire, temps autorisés par le développement technologique, ‘*Les temporalités, l’agir et le territoire*’.

L’anticipation des ruptures affectant le territoire est l’un des thèmes privilégiés qui se nourrit d’actions, d’expérimentations et de recherches au sein du local. Par une action concertée de mutualisation de l’information et de mise en sens des signaux, le territoire peut se dégager d’une posture principalement réactive au profit d’une attitude proactive face à ses futures ruptures (épidémies, inondations, délocalisations, etc.) Les décideurs du local, élus ou responsables d’organisation ont quelque peine, pour alimenter une réflexion politique, économique ou sociale, à traiter ces flux afin de réduire l’incertitude et percevoir l’avertissement d’une hypothétique rupture.

Avec Mac Luhan (1977), nous pouvons avancer que la télématique a remplacé «*la fusée*» dans la figuration visionnaire de l’avenir. Les TIC (technologies de l’information et de la communication) sont au centre de ces temporalités par le caractère inédit de leurs effets médiologiques qui font du local, le lieu fugitif d’une communication et d’une information généralisées. «*L’agir instrumental et l’agir communicationnel*» d’Habermas (1981) trouve ici une illustration dans leur complémentarité. Cette évolution de la culture du local est en rapport avec la capacité d’un territoire à développer ses thèmes d’innovation et devenir ainsi, apprenant.

Nous évoquerons en quoi dans un pôle de compétitivité la construction de la confiance revêt un aspect particulier et comment le danger associé aux risques, réels, perçus peuvent être réduits par une approche informationnelle et anthropologique en combinant intelligence territoriale et cyndiniques.

Face à une multitude de dangers, la société civile sollicite une approche scientifique des périls. L’étude des sciences des dangers fait apparaître que les aléas doivent être abordés suivants plusieurs angles car l’analyse des techniques n’explique pas tout, il semble nécessaire d’incorporer les sciences humaines et sociales pour évaluer les phénomènes comportementaux.

Les Sciences de l’Information et de la Communication vont ainsi fournir une approche complémentaire à l’étude des dangers.

Texte d’auteur

« Quand une âme sensible et cultivée se souvient de ses efforts pour dessiner, d’après son propre dessin intellectuel, les grandes lignes de la raison, quand elle étudie, par la mémoire, l’histoire de sa propre culture, elle se rend compte qu’à la base des certitudes intime reste toujours le souvenir d’une ignorance essentielle ;Dans le règne de la connaissance elle-même, il y a ainsi une faute originelle, c’est d’avoir une origine ;c’est de faillir à la gloire d’être intemporel ;c’est de ne pas s’éveiller soi-même, mais d’attendre du monde obscur la leçon de lumière.(p.5)../..

Pour lutter tout de suite sur le terrain le plus difficile, soulignons par exemple que le souvenir de la durée est parmi les souvenirs les moins durables. On se souvient d’avoir été, on ne se souvient pas d’avoir duré. L’éloignement dans le temps déforme la perspective de la longueur, car la durée dépend toujours d’un point de vue. D’ailleurs, qu’est-ce que le souvenir pur de la philosophie bergsonnienne, sinon une image prise dans son isolement ? Si nous avions le loisir, dans une œuvre plus longue, d’étudier le problème de la localisation temporelle des souvenirs, nous n’aurions pas de peine à montrer combien ils se situent mal, combien artificiellement ils trouvent un ordre dans notre histoire intime. (p.34)../..

Le problème de l’habitude et le temps discontinu

A première vue, comme nous l’indiquions, le problème de l’habitude parait insoluble à partir de la thèse temporelle que nous venons de développer. En effet, nous avons nié la persistance réelle du passé ; nous avons montré que le passé était mort tout entier quand l’instant nouveau affirmait le réel. Et voici qu’en conformité avec l’idée qu’on se fait généralement de l’habitude, ce legs d’un passé défunt, la force qui donne à l’être une figure stable sous le devenir mouvant. On peut donc craindre que nous soyons engagés dans une impasse. (p.59)../..

L’idée du progrès et l’intuition du temps discontinu

Il reste dans la thèse de M.Roupnel sur l’habitude une difficulté apparente que nous voudrions élucider. …/…Cette difficulté est la suivante : pour pénétrer tout le sens de l’idée d’habitude, il faut associer deux concepts qui paraissent à première vue se contredire : la répétition et le commencement. Or cette objection s’efface si l’on veut voir que toute habitude particulière se tient dans la dépendance de cette habitude générale. - claire et consciente –qu’est la volonté. Ainsi nous définirions assez volontiers l’habitude prise dans son sens plein par cette formule qui concilie les deux contraires trop tôt opposés par la critique : l’habitude est la volonté de commencer à se répéter soi même. (p.79)

Gaston Bachelard, *L’intuition de l’instant*, in *Introduction à la poétique de Bachelard*, Jean Lescure, Ed : Denoël, 1965.

L’intelligence territoriale : Entre ruptures & anticipations[[58]](#footnote-58)

L’anticipation des ruptures affectant le territoire est l’un des thèmes privilégiés qui se nourrit d’actions, d’expérimentations et de recherches au sein du local, plus particulièrement depuis une dizaine d’années dans les Régions Nord Pas de Calais et PACA. Par une action concertée de mutualisation de l’information et de mise en sens des signaux, le territoire peut se dégager d’une posture principalement réactive au profit d’une attitude proactive face à ses futures ruptures (épidémies, inondations, délocalisations etc.). Les flux et la masse exponentielle d’informations et de signaux obscurcissent l’horizon du projet territorial. La volatilité des projets et les changements brutaux des repères fondamentaux au sein du lieu de vie, créent un lieu de doutes, voire de vide, où tout un chacun s’interroge sur la nature de l’héritage symbolique qu’il veut défendre. Les décideurs du local, élus ou responsables d’organisation ont quelque peine, pour alimenter une réflexion politique, économique ou sociale, à traiter ces flux afin de réduire l’incertitude et percevoir l’avertissement d’une hypothétique rupture. Le rôle des TIC, l’investissement dans leur connaissance, sont des thèmes concourants à cet objet de recherche qui ne peut négliger par ailleurs, la capitalisation des connaissances au sein du territoire.

Mots clé : action ; anticipation ; mutualisation ; rupture ; signaux.

Le territoire, objet communicant, est au centre des interactions sociales et en même temps un objet d’innovation porté par les réseaux réunissant dans «*Une méta organisation  des humains et des non humains mis en intermédiaires les uns avec les autres»* (Callon & Latour, 1991). Cette organisation assure une sorte de traitement récurrent des problématiques qui lui sont soumises et permettent «*la transformation d’un énoncé problématique particulier dans le langage d'un autre énoncé particulier»* (Amblard et al, 1996, p.134). La décentralisation oblige à une prise en main des projets au sein du local et demande un traitement différent de l’information. Il s’agit d’associer la population aux décisions à prendre et de l’informer des décisions prises. La décentralisation appelle à une nouvelle pédagogie de la participation dans un cadre précis de l’agglomération et des *pays*. L’accélération des informations et des menaces sape le projet partagé, dès lors, le *pays* peut-il faire l’impasse d’un schéma de mutualisation de l’information pour servir le dessein qu’il prétend défendre ?

Dans le cadre d’une enquête effectuée auprès d’habitants du local, nous avions formulé trois hypothèses de travail et une de synthèse.

-la perception des menaces et futures ruptures est effective par les acteurs et la population du territoire.

-les TIC sont indissociables d’une démarche de mutualisation de l’information au sein du territoire.

-le processus d’intelligence territoriale est dépendant d’un traitement prioritaire de l’information sur les champs économiques.

-l’intelligence territoriale se situe, au sein du territoire, entre information et processus de communication.

Innovation et local

Le territoire sera prochainement plus orienté dans un rapport de force concurrentiel où le traitement de l’information sera essentiel. Les mutations culturelles liées au développement des TIC, les nouvelles formes d’affrontement indirect résultant de cette évolution technologique sont encore mal identifiées par les acteurs du territoire. En exemple, la captation de l’installation d’une entreprise et des taxes locales associées avaient trouvé une solution prompte dans les contrats d’agglomération et de communautés de commune qui en mutualisaient les recettes ; ce faisant elle en limitait de fait un processus d’apprentissage dans la conquête de ressources. La mondialisation, les délocalisations obligent les *pays* à puiser dans les projets à dominante culturelle et touristique pour espérer capter quelques revenus d’une population de nomades aisés. La concurrence épuise l’originalité des projets et leur essoufflement ne résidera pas dans un aspect uniquement technique.

Le territoire doit évoluer dans sa culture et accéder à une véritable mutualisation de l’information au sein d’un processus d’intelligence territoriale dont Bertacchini (2004) propose la définition suivante :

«*On peut considérer l’intelligence territoriale comme un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet [...] L’objectif de cette démarche, est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l’échelon territorial à développer de ce que nous avons nommé le capital formel territorial*».

Le territoire avec ses rites, ses héros, ses symboles et ses valeurs qui en constituent l’histoire, compose le théâtre d’un  non-dit qui rythme les échanges entre les hommes. Il y a capitalisation d’une culture des signes et des postures (*l’habitus* de Bourdieu, 1994, p.24) qui établit une grammaire de communication et fonde l’identité du groupe local  Ce constat se trouve au centre de la recherche sur les problématiques territoriales au Québec (André Joyal, 1999) et nous éloigne *des prophéties béates sur les rôles des TIC* (Sfez, 1999).

Du territoire politique vers l’identité territoriale

La création d’un environnement favorable  est un pré requis de toute innovation émergente au sein de la société ; c’est ce que Pélissier (2001) évoque dans la s*upériorité des structures* et Gourou (1973, p.26) dans *les techniques d’encadrement*. Un premier objectif est de créer localement un terrain institutionnel, informationnel, comportemental où les acteurs puissent exprimer leurs perceptions, enrichir leurs savoirs, affirmer leurs compétences et peser sur le processus de développement ; il porte sur l’environnement politique, *la reconnaissance d’un pouvoir local*, l’instrumentation technique et administrative et la remobilisation sociale des acteurs locaux. Les modalités d’échange des informations sont au centre de ces rapports.

Cette approche du territoire consiste à définir le cadre conceptuel de l’accompagnement d’un processus démocratique ascendant et la proximité spatiale est au cœur de cette spécificité territoriale. Elle n’est pas forcément impliquante de proximité sociale et identitaire, mais relève d’une première étape de construction d’un *nouveau* territoire, à travers un processus graduel d’émergence d’appropriation territoriale, qu’il s’agit d’accompagner et de favoriser. Cette appropriation, phénomène de représentation symbolique par lequel les groupes humains pensent leur rapport à un espace matériel, ne peut se construire que par l’intégration progressive d’un sentiment local, au travers d’un processus mental collectif. Brunet (1990) nous a instruit que la prise en considération du seul espace vécu a montré ses limites et que l’émergence d’une identité territoriale ne peut pas se résumer à une activité économique, sociale ou culturelle commune dépourvue d’existence politique ou administrative reconnue.

La seule facette du vécu au sein du local, n’est ni génitrice, ni constitutive du territoire. En témoignage, l’habitat de résidence secondaire n’est pas obligatoirement concourant à un engagement dans le projet local. Enfin, l’identité territoriale ne se réduit pas davantage à une identité politico juridique ou à l’enracinement dans un lieu ;  il y faut cela, et quelque chose de plus : *une conscience* (Brunet, *Op.Cit*). Il s’agit ainsi de faire émerger un espace politique local (Lévy, 1994), dont les acteurs se sentent responsables et où se jouent des relations de pouvoir (Bourdieu, 1980) en vue de son appropriation (Raffestin, 1981).Durkheim, (1977, p. 138) avance «*Pour que les suffrages expriment autre chose que les individus, pour qu’ils soient animés dès le principe d’un esprit collectif, il faut que le collège électoral élémentaire ne soit pas formé d’individus rapprochés seulement pour cette circonstance exceptionnelle, qui ne se connaissent pas, qui n’ont pas contribué à se former mutuellement leurs opinions [...]. Il faut au contraire que ce soit un groupe constitué, cohérent permanent [...]. Alors chaque opinion individuelle, parce qu’elle s’est formée au sein d’une collectivité, a quelque chose de collectif* »

Ainsi le territoire est donc d’abord politique, puis institutionnel, et enfin seulement partiellement identitaire.

L’adaptation de la société locale à une nouvelle identité territoriale peut être considérée comme le signe d’une vitalité dans la recherche d’identité. Nous décelons un mouvement émergeant pour les régions administratives françaises, leurs responsables sur ce thème ayant réussi à ancrer en moins de vingt ans le territoire régional dans l’identité collective locale. C’est donc un territoire vivant, changeant, qui peut apparaître ou disparaître au gré des dynamiques sociales. Si le territoire se doit bien de transformer un objet naturel en objet de communication permanent, c’est d’abord dans la construction d’un espace politique, puis institutionnel et enfin identitaire fondé sur une invention précieuse de la territorialité (Ferrier, 1998).

Une évolution de la posture informationnelle

Cette capacité du territoire à anticiper les ruptures qui vont l’atteindre, nécessite la mise en œuvre d’une évolution de sa culture.

Cette modification des relations et des échanges doit alors s’adosser à un autre traitement des signaux et des informations. Communiquer différemment en participant à un projet commun agit sur les liens individuels et modifie le rapport à l’autre ;  ainsi la relation d’échange sort du quotidien pour accéder à une altérité du projet partagé puis il y a capitalisation et valorisation individuelles des missions ; cette mutualisation et mise en perspective des conjectures, sont autant d’opinions fondées sur les analyses d’hypothèses qui assurent un flux continu et interactif, formel et sémiologique d’une relation au groupe. La culture des organisations prend alors, par son aspect récursif, un caractère durable.

Tout est affaire de sens. Au niveau de l’action de l’objet et dans l’identité acquise par l’acteur territorial ; il constitue ainsi un paradigme du sens et d’identité. Ainsi, la dynamique territoriale tire son existence de la complexification de ses réseaux agissant dans le débat social et l’énergie mise en œuvre permet de faire évoluer un objet territorial nouveau.

L’innovation territoriale endogène se nourrit de signaux internes et de flux d’informations externes. Il s’agit de capter des flux de données à traiter en continu pour dépister à temps la menace et éventuellement saisir l’opportunité.

Les réponses collectées offrent un faisceau de nouvelles pistes à explorer dans le concept de mutualisation des connaissances. Cette capitalisation des signes et informations mise en perspectives, offre au local des futurs possibles aptes à déjouer la menace où l’incertitude. La création de cette posture d’anticipation porte en germe les attributs d’un outil démocratique partagé par les acteurs du local, les associant plus intimement à une vision stratégique territoriale. Le terme acteur, par la ressource partagée, prend alors tout son sens.

Enquête et Hypothèses

Perception individuelle des menaces

Notre première hypothèse avançait que « la perception des menaces et futures ruptures est effective par les acteurs et la population du territoire ».

Les données collectées, en confirmant le souci de chacun à anticiper, nous amenaient à un constat : l’habitant du local dans sa majorité, offre une priorité aux risques, à l’aune d’une distance géographique à celui-ci. Il prend d’abord en compte les risques affectant son environnement direct privilégiant sa sécurité individuelle. La vision des menaces sur le village planétaire se réduit prioritairement à sa région puis à son pays. Si notre enquête met en évidence, pour le territoire d’expérimentation considéré, la distance au projet local accusée par la population, elle ne remet pas en cause le principe d’adhésion de l’habitant à son cadre de vie et à ses points d’ancrage culturel. Le territoire est apte à mobiliser ses intelligences multiples dès lors que le projet est énoncé et compris par ses acteurs. La première hypothèse était un peu optimiste dans l’appréciation de cette perception. L’emploi reste au cœur des préoccupations de l’habitant du local.

Dans une période de chômage endémique, l’anticipation et le traitement des ruptures au sein du local n’acquièrent un sens pour les acteurs territoriaux que dans un discours portant prioritairement sur la protection de l’emploi.

Hypothèse de la priorité de démarche

Notre deuxième hypothèse avançait que « les techniques de l’information et de la communication (TIC) sont indissociables d’une démarche de mutualisation de l’information au sein du territoire».

Si les logiques d’intelligence territoriale peuvent apparaître comme ‘inféodées’ aux outils de gestion des connaissances électroniques (plateforme électronique, Internet, groupe de travail etc.), cette mutualisation des connaissances est dépendante de l’échange préalable autour du projet.

Si les techniques offertes par les TIC sont incontournables, elles ne sont pas prioritaires pour les personnes enquêtées ; les logiques de mise en œuvre du projet et d’échange des informations s’exonèrent bien volontiers et dans un premier temps, de l’outil technique. Celui-ci obscurcit pour certains, le champ cognitif des aléas du technique (manipulation parfois complexe, échanges électroniques incertains, sémantique peu adaptée etc.).

Parler d’intelligence territoriale, n’est pas focaliser sur l’outil. Au détriment de celui-ci, privilégier la finalité, le pourquoi, sera toujours plus recevable et participera selon Bertacchini (2004) à l’émancipation du  *capital formel territorial*.

Si les personnes enquêtées reconnaissent l’intérêt d’une capitalisation électronique des informations et même (17%) constitue une réalité incontournable d’un traitement d’information, plus de 54% ne le posent pas comme une priorité.

Si l’emploi des TIC n’est pas un invariant de la mutualisation de l’information au sein du territoire, il en constitue néanmoins un point d’appui privilégié.

Traitement prioritaire de l’intelligence économique

Notre troisième hypothèse avançait que «le processus d’intelligence territoriale est dépendant d’un traitement prioritaire de l’information sur les champs économiques».

Les réponses des sondés mettaient en évidence les priorités données par le public sur une gradation des ruptures et menaces au sein du problème de l’emploi (27%) et mettent en évidence, avec 46% de la population locale, les problèmes de sécurité. L’incidence des évènements à caractère économique, sur le mode de vie individuel, corrobore cette attitude avec 47% de la population interrogée. Une enquête nationale (IRSN 2004[[59]](#footnote-59)) sur la « perception des situations à risques par les Français », publiée en avril 2005 et portant sur 1008 personnes interrogées en octobre 2004 confortait a posteriori nos travaux. Dans ce rapport, le souhait de développement durable est proportionnel aux sentiments d’inquiétude et d’insécurité perçus par les citoyens quant aux ressources, énergies, risques sanitaires etc.

Nous constatons une permanence de notre troisième hypothèse :

a) Entre la perception de la nature du risque par la population du local révélé par notre enquête locale et l’enquête nationale IRSN.

b) Entre le début de nos travaux (2001) et la date de leur présentation (2006).

Nous avançons que le point d’appui initial d’une démarche intégrée et mutualisée de traitement de l’information au sein du territoire s’établit dans le traitement prioritaire de l’information à retentissement économique.

L’hypothèse de synthèse

L’hypothèse de synthèse « *l’intelligence territoriale se situe, au sein du territoire, entre information et processus de communication »*, et à la lumière des éléments de travaux avancé, nous pensons qu’elle se situe en corollaire des trois précédentes, par la réponse qu’elle offre au territoire face aux changements dus à la mondialisation, en le dotant d’un processus de mutualisation de l’information et par une mise en perspective offerte entre le processus de communication exogène au territoire et l’information qui y circule en son sein.

En participant à établir et renforcer le capital formel territorial, point fondateur d’une identité du local, l’intelligence territoriale est l’un des processus de communication du local.

Conclusion

Le territoire, par l'usage d’une même culture, forme un ensemble d’individus dont la majorité se reconnaît dans les usages et les symboles utilisés. Le processus de communication propre au local est un des attributs de sa culture dont chacun s’essaye à en adopter les rites et les règles conventionnelles. En retour, cette adhésion au projet commun comporte une mission implicite pour le territoire : celle d’offrir un lieu de ressources accessibles, de relative sécurité et de mettre en œuvre les moyens et démarches pour ce faire.

Au delà de la protection individuelle, l’habitant du local recherche une solidarité collective qui ne soit pas uniquement réactive comme après un grave événement. L’incertitude et les menaces internes ou externes du territoire obligent à une posture d’anticipation ; celle-ci fondée sur une mutualisation des signaux et informations entre les acteurs du local permet d’accéder à une posture proactive dans l’interprétation des conjectures. Ainsi, selon Bertacchini (2004), «*entre information et processus de communication se situe l’intelligence territoriale*».

Bibliographie

Amblard, Henri et Al,1996. *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Seuil.

Bernard, Françoise, 2002. « Repenser la communication interne ». Conférence au colloque « Communication et Société », Béziers, 3 mai.

Bertacchini, Yann, 2004. *Mesurer la distance, Pensez la durée, Mémoriser le virtuel*, Intelligence territoriale -volet 2-,Collection Les E.T.I.C, Presses Technologiques, 275 p. octobre.

Bourdieu, Pierre, 1980.*Le Sens pratique*, Paris : De Minuit.

Brunet, Roger, 1990. « Le déchiffrement du Monde », Géographie Universelle, t. 1, Mondes nouveaux.

Callon, Michel, Latour, Bruno,1991.*La Science telle qu’elle se fait,* Paris : La découverte.

Couzinet, Viviane, 2004. « Le document : leçon d’histoire, leçon de méthode ». Communication et langages, n°140, p.19-29, juin.

Durkheim, Emile, 1977. *La méthode sociologique, Les règles de la méthode sociologique*, première édition 1895, PUF.

Ferrier, Jean-Paul, 1999. « Le contrat géographique ou l’habitation durable des territoires » Entretien. Sciences Humaines, n°98, oct.

Gourou, Pierre, 1973. *Pour une géographie humaine*, Flammarion.

Herbaux, Philippe, 2004. *Le Développement territorial*. Regards croisés sur la diversification et les stratégies. Ouvrage collectif. Sous la direction de Guesnier Bernard et Joyal André, Poitiers : Adicueer.

Le Coadic, Yves-François, 2005. «Les nouveaux paradigmes en sciences de l’information», conférence de l’ADBS, Nancy, 13 janvier.

Pélissier, Nicolas, Pages, Dominique, 2001.*Territoires sous influence*, Vol 2, L’Harmattan.

Mabileau, Albert, 1999. «Le local comme phénomène de société(2).Le local et ses représentations.», pp 197-221, Sciences de la Société n°48, octobre.

Perriault Jacques, 1989. *La logique de l'usage*. Essai sur les machines à communiquer. Flammarion.

Proulx Serge, Vitalis André. 1999. Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation, Rennes : Apogée.

Raffestin, Claude, 1981. *Pour une géographie du pouvoir*, Paris : Litec.

Sfez Lucien, 1999.*La communication*, Collection Que sais-je ? PUF.

Tetu Jean François, 1995. «L’espace public et ses médiations.», HERMES, n° 17, p.287-298, Paris : CNRS, 1e novembre.

**Les temporalités, l’agir et le territoire**[[60]](#footnote-60)

Résumé : Avec Mac Luhan (1977), nous pouvons avancer que la télématique a remplacé «la fusée» dans la figuration visionnaire de l’avenir. Les TIC (technologies de l’information et de la communication) sont au centre de ces temporalités par le caractère inédit de leurs effets médiologiques qui font du local, le lieu fugitif d’une communication et d’une information généralisées. «*L’agir instrumental et l’agir communicationnel*» d’Habermas (1981) trouve ici une illustration dans leur complémentarité. Cette évolution de la culture du local est en rapport avec la capacité d’un territoire à développer ses thèmes d’innovation et devenir ainsi, apprenant.

Mots clés : local, innovation, intelligence territoriale, TIC.

Abstract**:** With Mac Luhan (1977), we think that telematics replaced ‘the rocket’ in the figuration visionary of the future. The CIT (communication and information technolog) are in the center of these temporalities by the new character their effects mediologic which make on local, the fugitive place of a generalized communication. "*L’agir instrumental et l’agir communicationnel*" of Habermas (1981) finds here, an illustration in their complementarity. This evolution of the culture of the local is in connection with the capacity of a territory to develop its topics of innovation and to become thus, learning territory.

Keywords : local, innovation, territorial intelligence, CIT.

# 

Du local et du global

Temporalités

Nous entendons par «temporalités» les rapports divers du temps et de l’espace dans l’expression de l’actualité et de la désuétude, de la permanence et de l’instabilité ou encore selon Derrida (in Pastor, 2004) de l’éphéméridé et de la durabilité. Le transport dans «l’immédiateté» et la capitalisation de l’information au sein du territoire, répondent à ces temporalités[[61]](#footnote-61) ; elles agissent sur le lien social et sont facteurs d’innovation par les transferts qu’elles autorisent. Le raccourcissement de l’espace temps souligné par Virilio (1996), modifie les relations entre les organisations du local et fait évolué la notion de «local». Ainsi, la conduite du projet territorial se dédouane peu à peu d’une logique de management «*top down*» pour s’essayer dans les méandres de la gouvernance. Avec les TIC, le territoire devient plus apprenant.

Entre le local et le global : une nécessaire adaptation

Pourquoi certains territoires résistent mieux que d’autres à «l’évasion» des productions ? Pourquoi certains territoires réussissent leur politique de développement alors que d’autres échouent ? Pourquoi les TIC deviennent-ils les leviers d’action des logiques de développement et semblent concourant d’une émancipation économique endogène ?

«*Un territoire peut s’inscrire dans une logique de développement*», dit Courlet (1998) «*s’il répond au moins aux deux conditions : de présenter un milieu innovant et dynamique*».

Le territoire ou *pays* est le lieu de la communication informelle par excellence combinée d’un  non-dit qui rythme les échanges entre les hommes. Il y a en quelque sorte, une capitalisation de culture dans le meilleur des scénarii possible par une communication formelle et se situant dans le projet de développement. Au sein du local, les rites, les héros, les symboles et les valeurs qui en constituent l’histoire, composent le théâtre des signes et des postures («*l’habitus*» de Bourdieu, 1994) établissant ainsi une grammaire de communication qui fonde l’identité du groupe local  Ce constat se trouve au centre de la recherche sur les problématiques territoriales étudiées au Québec (André Joyal, 1999)

Au sein de ce bouillonnement du local, on peut observer que l’évolution du support communicant par les TIC est un fait ;  ceux-ci créent de façon exponentielle de nouveaux liens externes, inédits, fluets et versatiles qui interviennent dans le jeu des pratiques traditionnelles du *pays*.

Ne risquent-ils pas de modifier ou même d’amputer au sein du territoire les liens communicants et de substituer aux codes habituels, un nouveau «*surf*» des échanges ? Plus généralement, l’apparition et l’essor des TIC en France ne sont-ils pas une menace sur le développement territorial par le risque d’un apport exogène ou de fuites non contrôlés des ressources vers l’extérieur ?

TIC et lien social

Les TIC prennent aujourd’hui la place qu’occupaient naguère les technologies industrielles dans l’imaginaire du progrès. Le thème de la vitesse coulisse des moyens de communication aux moyens de télécommunication.

Avec Mac Luhan (1977), on peut dire que la télématique a remplacé la fusée dans la figuration visionnaire de l’avenir. Nous n’en sommes plus aux supputations ;  les concepts de mondialisation et de globalisation s’inscrivent chaque jour dans le quotidien de certaines petites entreprises et des *pays*. De même que dans les années soixante on s’accordait à voir dans la télévision, une nouvelle culture de masse qui allait selon les uns, élever la trame culturelle du citoyen ou créer selon les autres  un affligeant désert cognitif;  de même, les TIC peuvent apparaître comme un horizon radieux de l’intercommunication généralisée.

L’utopie socio-politique est toujours de mise ;  le maillage technologique sur fond de claviers et d’écrans doit aboutir à un renouveau du maillage social et ainsi éloigner le spectre de l’anomie généralisée. Ce discours repose sur les mêmes registres qui font du caractère inéluctable du développement technologique un levier qui trouverait dans la rationalité qui l’habite, la loi de sa propre production. Là également, le concept «*d’auto-éco-organisation*»[[62]](#footnote-62) développé par Edgar Morin (1977), trouve ici son illustration.

Il apparaît néanmoins que les technologies de l’information sont pilotées par les usages auxquels on les destine ;  celles-ci n’affectent pas seulement les liaisons entre les organisations technologiques et institutions, elles transforment le lien social en le faisant évoluer dans les nouvelles relations au travail. En exemple, le télé-travail ou travail à distance, peut progressivement isoler l’acteur d’entreprise du groupe avec lequel il travaille, dans un face à face croissant avec lui-même. Il n’y a plus réflexion d’une identité individuelle sur le groupe permettant un ajustement des pensées et des postures. Le risque de divergence sur le projet de l’entreprise est latent ;  il est à craindre que ce constat ne rejaillisse douloureusement lors des futures épreuves que traversera l’organisation.

L’aménagement au sein d’un territoire d’un maillage télé-communicant de type plate-forme territoriale interactive entre ses acteurs ne peut être une réponse à l’absence de lien entre ses constituants. En l’absence d’un projet partagé, le moyen ne peut servir la finalité. De même que la question énergétique ne peut être laissée à l’appréciation unique d’un décideur économique en monopole, nous pensons qu’on sera avisé de ne pas confier ces problématiques à la décision des seuls spécialistes en télécommunication.

La méthode d’approche qui préside de manière dominante aux diverses expérimentations télématiques est toujours marquée par le poids des habitudes acquises. La concertation qui doit marquer la mise en œuvre d’un projet technique territorial demande du temps ;  or, le technocrate et l’institutionnel n’ont pas la même appréciation du facteur temps. Les résultats concrets doivent être la traduction des efforts réalisés par le terrain ;  aussi, peut-on assister à l'incursion progressive des institutionnels et administrations dans le projet territorial au point d’en dénaturer parfois le projet esquissé. Les moyens technologiques mis en œuvre, avec l’approbation de quelques acteurs, suffisent alors pour justifier une réponse… à une question qui n’a pas été posée.

Les logiques ascendantes de projet (Perrin, 2005) qui devaient être portées par le territoire ou d’une communauté de communes, échappent alors à leurs auteurs pour évoluer sur des logiques descendantes par la coalition des opérateurs et des financeurs soucieux de dépenser les lignes budgétaires prévues. Léo Dayan (2001) constate malicieusement que les actions du projet territorial «*sont le plus souvent portées au sein du territoire par un collectif d’acteurs en l’absence du plus grand nombre d’entre eux*».

Mais alors, par quelles logiques se structurent l’innovation au sein du territoire ?

Les principes d’organisation de la sphère publique, c’est-à-dire de l’espace social où se structurent les offres et les demandes d’information, relèvent de quatre logiques différentes selon Delahaye (1984), traduites par l’interpénétration et l’action réciproques et qui donnent à la communication territoriale son identité :

-une logique d’Etat, qui revendique une logique de communication nationale et ce, malgré les flux de décentralisation.

-une logique marchande focalisée sur de la vente de produits et prestations.

-une logique de culture qui s’empare du fait médiologique pour l’adapter à ses exigences et à ses champs d’expérimentation.

-une logique de sociabilité (c’est-à-dire du commerce quotidien, non fonctionnel entre les individus), qui, dans la sphère publique, trouvent les possibilités de rencontre, d’entraide et d’expression qui font du lieu de vie, un lieu d’épanouissement.

Le projet TIC, survient dans un tissu social déjà structuré dont les applications des choix qui présideront à leur destinée, détermineront des orientations socio-politiques très différentes. En rapport avec les logiques détaillées plus haut, il ne s’agit plus de se poser la question de la présentation de l’information, de sa rapidité d’accès ou de sa disponibilité mais d’explorer les conséquences d’une vaste organisation scientifique de l’information.

Aussi peut-on craindre que la gestion des flux d’information mondiaux et leur mise à disposition gérée par des systèmes experts autorisent des manipulations ou des filtrages.

Quelle va être la nature des transformations apportées à l’information ?

Quelle sera l’étendue des champs d’informations accessibles par l’acteur territorial ?

L’étendue de questionnement est vaste, néanmoins, nous pouvons dégager au moins trois volets qui guideront une exploration préalable :

1- Le rapport des offreurs d’information au contenu qu’ils délivreront. On peut penser que le cadre municipal ou territorial  peut être sujet à caution ou du moins sujet à interprétation de l’événement et de sa transmission. La question du cadre éthique et des chartes internes seront au cœur du sujet.

2- L’étendue de l’offre des services interactifs et des modifications qu’elle entraînera dans les rapports des acteurs entre eux. L’abondance ou la nécessité d’offres adaptées sculpteront le rapport du citoyen au média interactif.

3- L’appropriation des savoirs et les facilités qui lui seront données pour en accélérer la diffusion. On rejoint la question de la formation des acteurs du local aux outils technologiques et de la capacité à réduire la fracture numérique existante.

Les TIC semblent brouiller les points d’appui communicationnels et traditionnels du *pays* en intervenant dans la géographie des échanges. Il semble essentiel de ne pas considérer cet événement de façon isolé mais d’essayer de repérer pour ces TIC, les effets plus nuancés de leurs répercussions.

Ainsi, "l'explosion" des TIC en Europe a modifié la nature des échanges en quelques années et de façon plus sensible qu'aux Etats-Unis. L'évolution de la part d'emploi des spécialistes et des utilisateurs de TIC dans l'emploi total, marque un certain fléchissement aux Etats-Unis depuis 2001, qui n’est par répercutée au sein de l'Europe des 15. (Tableau 01). Cet investissement dans les technologies de l'information constaté aux Etats-Unis est appuyé par un développement des nano-technologies ou l'Europe regagne peu à peu les retards accumulés (tableau 02). Cette croissance d’utilisation de ce nouveaux outils naît d’un intérêt manifesté par leurs utilisateurs ;  à l’apparition de cette problématique récente, leurs conséquences selon quatre axes majeurs sont d’ores et déjà en cours d’étude (Freyssinet 2001, Herbaux 2004).

-développement de l’échange immédiat,

-développement du commerce électronique,

-développement de savoir-faire nouveaux liés aux nanotechnologies (tableau 02),

-flexibilité spatio-temporelle du travail.

Le territoire apprenant

Dans ce courant de pensée où le caractère inéluctable du développement des nouvelles technologies de l’information triomphe, on peut se demander quelle posture adopter pour le territoire ?

Dans la configuration d’une nouvelle problématique qui s’esquisse, comment le territoire doit-il gérer ces menaces et ces opportunités ? De quelle façon le territoire peut-il intervenir pour favoriser les liens communicants entre l’habitant et son territoire, entre le travailleur et son entreprise ?

Quelle est la pertinence de ses choix de formation sur les nouveaux outils, dans un monde de mouvance où l’obsolescence guette la nouvelle acquisition ?

Ne doit-on pas, comme le suggère Bertacchini (2004), «*Veiller au sens propre comme au sens figuré à la cohabitation entre territoire physique et territoire virtuel* ?»

L’utilisation des TIC par l’environnement mondial est une donnée depuis peu progressivement croissante et dont les chiffres se remettent peu à peu de la crise des années 2001-2002 (tableau 03).

La durée de vie de l’innovation TIC se situe dans des horizons de temps de plus en plus rapide, capable de décontenancer tout décideur progressiste[[63]](#footnote-63). Faut-il se reposer sur l’échelon Etat pour les infrastructures massives ? Dans ce cas, les décisions d’équipement qui sont par définition des choix, risquent de donner des territoires adjacents à deux vitesses : ceux équipés et ceux qui ne le sont pas, renforçant par cet effet, la compétition des territoires.

Néanmoins avance Vodoz (2001, page 434) "*la variable clé pour l'analyse des mutations territoriales liées au développement des NTIC est donc toujours l'humain -dans sa dimension individuelle comme dans sa nébuleuse de relations intersubjectives et collectives- avec son insertion socioculturelle et géographique, ses références religieuses et sa trajectoire historique, son pouvoir économique et ses convictions politiques, ses comportements et ses valeurs, ses ressources et ses projets, ses ambitions et ses stratégie*s" .

La notion de milieu innovateur nous semble plus à même ou peut alors mieux rendre compte de la capacité d’un territoire à promouvoir les outils de son développement.

L’innovation, un des ferments du développement territorial

Florida (1995) et Porter (1990) ont été les prosélytes les plus reconnus dans ces cheminements maintenant pris en compte dans la communauté scientifique. Les constats suivants bénéficient des problématiques posées initialement par Richard Shearmur[[64]](#footnote-64) et reprennent une de ses voies de recherche.

Le concept de «*milieu innovateur*» avancé par Porter est intimement lié à celui de l’économie, notamment celui des milieux de la nouvelle économie où la vision marchande est mondiale. Il reprend les strates d’exploration des grappes industrielles, des systèmes locaux productifs et des territoires entreprenants pour devenir le chemin de pensée recommandé de la dynamique territoriale.

A l’étendue du concept, s’ajoute la déclinaison des sujets abordés. L’innovation appliquée à l’entreprise, l’innovation démocratique par le jeu de la gouvernance locale et l’innovation technologique sont quelques unes des facettes du thème dont on aura peine à repérer tous les contours. L’innovation est un leitmotiv des articles et ouvrages parus depuis des lustres sur le développement territorial, et l’on aurait peine à classer les évènements et actions intervenant dans ce champ. Le concept d’intelligence territoriale peut être l’une des innovations du territoire.

Bachelard (1934) élargit notre champ de vision sur une approche plus systémique de l’innovation car celle-ci est créée selon lui, sur l’humus du bouillonnement territorial, dans l’interaction des fantasmes et des opportunités. Ainsi, l’innovation ne réside pas uniquement dans le projet individuel mais la projection collective d’une population dans un objet à portée innovante.

Ces auteurs, qui ont publié soit avant ou dans l’émergence de l’ère informatique et l’avènement des Sciences de l’Information et de la Communication, s’accordent pour mettre en évidence l’innovation comme facteur clé de la dynamique des systèmes.

Sans préciser obligatoirement le lien entre territoire et innovation, ceux-ci énoncent néanmoins les relations existantes entre l’innovation et une entité partenaire soumise à culture et institutions ; compte tenu de notre objet de recherche, nous la traduirons arbitrairement par «*pays*».

Si d’aucuns s’accordent à penser que l’innovation est primordiale aux systèmes économiques, nous n’avons pas repéré de définition précise de ce concept, tout au plus l’existence d’exemples opérationnels.

L’OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) a tenté de proposer une définition mais qui se cantonne aux volets technologiques et scientifiques ; cela ne résout pas les applications destinées aux territoires et *pays*.

Le terme est sujet à interprétation selon les filtres culturels ou techniques employés : telle innovation ne sera pas reconnue comme telle selon la provenance des acteurs qui l’énoncent. Nous entrons ici dans les domaines de la subjectivité et de la relativité.

Ainsi peut-on considérer la mise en œuvre, au Canada et aux Etats Unis du plan AMBER[[65]](#footnote-65) comme une innovation du local. L’objectif du plan AMBER, mis en œuvre dès 1996, est d’assurer une réaction rapide aux cas d’enlèvement d’enfant. Lorsqu’une alerte est lancée, les organismes partenaires de l’opération obtiennent immédiatement l’assistance de milliers de personnes qui écoutent les stations de radio ou regardent la télévision par câble dans la région visée. Pour cela, un service d’information numérique d’urgence (EDIS, Emergency Digital Information Service) couvre un district ou un état et permet de transmettre les fichiers sonores, graphiques, photos ou textes relatifs à l’événement. Ce plan fait appel à la collectivité pour retrouver en toute sécurité les enfants victimes d’un enlèvement. En donnant ainsi l’alerte le plus tôt possible, on espère non seulement inciter les auteurs d’enlèvements à relâcher leur victime par crainte d’être arrêté, mais aussi prévenir l'éventuel crime par la dissuasion.

Il existe actuellement 27 plans AMBER aux Etats-Unis qui ont permis de traiter entre 1996 et 2003, 77000 affaires d’enfants disparus avec un taux de réussite remarquable à 95% (source : *International Centre for Missing and Exploited Children*).

En terme de traitement de l’information, c’est une posture que l’on pourrait qualifier de ré-active (survient après l’événement) mais également pro-active par le dispositif d’anticipation du risque potentiel d’assassinat. Pour une finalité commune (sécurité), il y a donc un traitement mutualisé du risque entre l’institution, les organismes relais et le grand public.

Le support territorial à l’innovation

Joyal (1999) relève qu’il existe peu d’émergence d’innovation sans l’existence d’un climat ou milieu propice à ce développement ; c’est en effet par le biais du substrat existant favorable que s’organisent les conditions d’avènement d’un thème d’expérimentation nouveau autour des groupes constitués dans le territoire.

A la lecture de quelques littératures sur ce sujet (Minzberg, 1986 ; Brasseul 1993 ;  Schumpeter, 1983), et à défaut d’en repérer précisément les éléments constitutifs, il semble que :

«*Le milieu innovateur soit plutôt la conjonction d’un ensemble d’acteurs économiques, institutionnels et civils rassemblés dans une même culture sur un territoire limité et partageant un intérêt commun pour la promo*tion *d’un développement plutôt endogène*.» Minzberg (1986).

La synergie liée à la proximité et à la constitution de réseaux d’acteurs serait un des facteurs favorisant l’accueil et la promotion du fait innovant.

On le voit, le fait n’est pas nouveau en soi. De tous temps, les collectivités d’individus se sont rassemblées en communautés pour répondre aux besoins de survie. L’ingéniosité se développe aussi sur un pré-requis de sécurité. Le groupement répond à la nécessité du besoin.

Si les constantes relevées dans la littérature (importance de la proximité physique et culturelle, transmission des savoir-faire, coopération compétitive, cadre institutionnel partenaire) paraissent être de nature structurelle, ces auteurs ne pouvaient prévoir les phénomènes liés à la mobilité des individus et à l’extension des réseaux communicants à distances (internet).

Ces innovations changent la donne initiale.

Ce contact permanent avec l’externe, ouvre le champ territorial à des échanges propice à l’émergence de l’innovation exogène, c’est-à-dire d’un transfert technologique de l’externe vers le territoire, revisité par le local.

Le territoire se comporte alors en lieu privilégié de haute accessibilité des savoirs et emplois pour ses acteurs et en nœud de réseau d’un vaste terrain d’expérimentation avec l’externe. Le milieu de la dentelle de Calais recrute ses compétences en local, garant d’un savoir-faire et du blanc seing donné par le réseau existant ; mais il est par ailleurs perméable et à l’écoute des variations de la mode et des marchés imposés par l’externe.

On notera que l’avantage concurrentiel[[66]](#footnote-66) n’est pas une donnée provenant ex nihilo ; c’est un acquis obtenu des forces régionales par une alchimie des idées et volontés réunies autour des ressources existantes.

On peut se demander si l’existence de ressources est le précurseur de l’innovation ou à l’inverse, si l’innovation est le ferment de la mise en œuvre des ressources ? Nous sommes dans le paradoxe de l’œuf et de la poule ; dans cette alternative, les événements (opportunités, ruptures, menaces) jouent un rôle de catalyseur discriminant. La thèse de Daphné Duvernay (2003) du laboratoire I3M nous en fourni quelques clés.

Prenons l’exemple d’un territoire n’ayant pas de ressources identifiées dans le secteur de la nouvelle économie ; il peut difficilement réunir ses acteurs autour d’un tel projet (ce qui serait plutôt de l’ordre de la vision entrepreneuriale, sinon de l’aventure). Par contre, un territoire adjacent déjà sensibilisé, initié et bénéficiaire d’un réseau de transmissions à haut débit opérationnel peut se situer dans la posture inverse.

Une évolution des acteurs

L’innovation territoriale endogène se nourrit des signaux à l’interne comme des flux d’informations en provenance de l’externe. Si l’horizon de temps permettait au Moyen Age, une assimilation progressive des rumeurs et informations, le contexte actuel en modifie considérablement la perspective.

Il ne s’agit plus de recueillir une goutte à goutte d’informations mais de capter un «torrent»  de données qu’il faut traiter en continu pour dépister à temps la menace et éventuellement saisir l’opportunité. Le décryptage et la mise en perspective du signe sont des éléments d’information même s’ils apparaissent comme réducteurs de sens et limités par des attributs réduits. C’est en cela qu’ils focalisent le plus souvent le message à une sémiologie de l’alarme, de la rupture et du danger.

Le territoire, les acteurs locaux et les entreprises doivent se doter pour cela, d’un système de collecte et de traitement de l’information apte à fournir les conjectures utiles à la prise de décision. La difficulté réside moins dans la mise en œuvre d’un outil logiciel adapté que dans la capacité à faire évoluer la culture des organisations et des institutions par une mutualisation continue des signaux et des informations.

Au-delà de la création de cette posture d’anticipation, ce vecteur porte en germe les attributs d’un outil démocratique partagé par les acteurs du local, les associant plus intimement à une vision stratégique territoriale. Le terme acteur, par la ressource partagée prend alors tout son sens. Sur le phénomène d’augmentation des flux d’information, Wolton (2003) s’inscrit en faux sur le mythe de l’incompréhension généralisée liée aux tribulations des NTIC ; car souligne-t-il, «*ce n’est pas le vecteur ou le support qui crée l’incompréhension mais la nature même du récepteur*». L’information est une donnée interprétable pour ceux qui la reçoive, selon les filtres culturels, cognitifs, affectifs qui lui sont appliqués. L’explosion des vecteurs de transmission de type TIC ont permis un accès de plus en plus élargi aux œuvres et réalisations et accentué la connaissance de l’autre, quoique ajoute-t-il «*l’information ne suffit plus à créer la communication, c’est même l’inverse*».

Conclusion

L’émergence des TIC dans le huis clos territorial a fait évoluer la nature et la modalité de transmission de l’information. Ce faisant, elle agit sur une évolution de la culture des organisations par l’utilisation de la proximité au sens qu’en donne Levy "*c’est le territoire, site primordial de la souveraineté démocratique, qui permettra le débat entre ces réseaux rassemblés par une proximité spatiale*". La capacité des acteurs du local à mutualiser certains signaux et informations s’inscrit dans la préservation ou l’acquisition de ressources territoriales pour ainsi amplifier les avantages comparatifs acquis et conforter les avantages compétitifs conjoncturels. Cette posture collective d’intelligence territoriale offre un point d’appui de l’innovation au sein du local ; elle en donne le sens et en éclaire l’horizon de temps.

Etats Unis U.E 15



**Tableau 01** : Evolution en pourcentage d’emploi des TIC entre USA et U**.**E15 (1995-2002) [OCDE d’après EULFS et US Current Population Survey]

****

Tableau 02 : Dépenses publiques de R-D consacrées aux nanotechnologies

**Source :** OCDE perspective de technologies de l’information (2004)



Tableau 03: Evolution des dépenses mondiales liées aux TIC 1996-2006 (source EITO, 2006)

Bibliographie

Bertacchini Yann, «Entre information & processus de communication: l’intelligence territoriale», Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, *Humanisme et Entreprise* n°267, p.13, La Sorbonne Nouvelle, Paris, octobre 2004.

Bertacchini Yann, «La reconfiguration symbolique et technologique des espaces urbains», Colloque de l’UNESCO, *La Rencontre des Cultures,* Vienne (Autriche), novembre 2003.

BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Ed. du Seuil, 251 p. 1994.

Courlet Claude, in  *Mondialisation et dynamique des territoires,* p.43, sous la Dir. De B.Kherdjemil, Ed. Lharmattan. 1998.

Dayan Léo, *«*Marchés locaux et contenus qualitatif de l’emploi du développement durable*»,* programme de recherche CEE, n°21, Paris, EPIC. 2001.

DELAHAYE Yves, *Dissonances, critique de la communication*. La pensée sauvage. 1984.

DERRIDA Jacques, in *Jacques Derrida ou le prétexte dérobé*  Pastor Jean Philippe, Moonstone Publications, 620 p., 2004.

DUVERNAY Daphné, A*nalyse des usages des TIC : médiations dispositives et réseau de sociabilité. Le cas d'un dispositif d'enseignement à distance,* thèse de doctorat en science de l'information et de la communication, université de Provence Aix-Marseille, 2003.

Florida Richard, *Toward the Learning Region,* Futures, vol. 27, no 5. 1995.

FREYSSINET (J.), «La flexibilité au travail : un bilan», *Mouvements*, n° 2, janvier-février 1999.

Joyal André, *Le Développement local, comment stimuler l’économie des régions en difficulté,* Les Editions de l’IRQC, Laval.Québec. 2002.

Herbaux Philippe, «Les TIC, un outil d’intelligence territoriale» Journée nationale « TIC et Territoire, quels développements ? ». LILLE.14 mai 2004.

MAC LUHAN. Marshall, *La galaxie Gutenberg face à l'ère électronique*, Paris, Gallimard. 1977.

Morin, Edgar, *La méthode*, *la nature de la nature*, Tome l, Seuil. 1977.

PERRIN G., BOUTIN E. «Représentation et analyse des interactions entre les acteurs du web public régional en région Paca : un outil au service de l’intelligence territoriale». Colloque Ile Rousse : Les systèmes d’information élaborée, 13 au 17 juin 2005.

PORTER Mickaël, *L’avantage concurrentiel des nations.* New York, La presse libre. 1990.

Sfez Lucien, *La communication*, Collection Que sais-je ? PUF. 1999.

SCHUMPETER Joseph Aloïs, *Histoire de l’analyse économique,* Gallimard. 1983.

Virilio Paul, Petit Philippe, *Cybermonde, la politique du pire : entretien avec Philippe Petit*, Paris. (Conversations pour demain)Textuel.1996.

vodoz Luc (sous la direction de), *Ntic & territoires, enjeux territoriaux des ntic,* presses polytechniques & universitaires romandes, Lausanne. 2001.

wolton Dominique, *L’autre mondialisation,* Paris, Ed. Flammarion. 2003.

Construire la confiance dans les échanges numériques, cas dans un pôle de compétitivité[[67]](#footnote-67)

Résumé : Les relations entre les entreprises et leur territoire d’attache ainsi que les relations des entreprises entre elles ont été le sujet de nombreuses observations scientifiques. Pour autant la dynamique de l’environnement économique et sociale fait apparaître que ces relations sont particulièrement évolutives. Ces changements dus aux évolutions techniques sont de nouveau en mouvement avec l’arrivée massive des TIC. La mondialisation de l’économie conduit à repenser le territoire local comme zone d’efficience. Elle produit un enchâssement des acteurs dans des zones d’activités locales dont les TIC favorisent les transferts d’information. Le numérique devient alors un moyen, une opportunité de différenciation.

Mots clé :Confiance ; Proximité ; Relations ; Tic ; Territoire.

Summary:From the beginning and, in their stricto sensu meaning, goal, as we call in France as ‘Pôle de compétitivité’ must create nearer and closer relations, interactions between originally separate actors, companies, universities, in order to favour competitiveness relationship against international competition. Through dissemination of InfoComTechnologies on territories, inside companies and between companies, their employees, proximity of these actors could be reviewed and renewable.

Keywords**:** Icts; Competition; Networking; Territory.

IntroductionLes relations entre les entreprises et leur territoire d’attache ainsi que les relations des entreprises entre elles ont été le sujet de nombreuses observations scientifiques. Pour autant la dynamique de l’environnement économique et sociale fait apparaître que ces relations sont particulièrement évolutives. Aubert F. et Gaigné C. (2005), ont montré dans leur recherche sur l’histoire de la dynamique territoriale l’évolution des « cités-usines » où « l’industrie fait la ville » du début du 19ème siècle vers, à partir du milieu du 19ème siècle, « la ville fait l’industrie ».

Ces changements dus aux évolutions techniques sont, d’après les économistes, de nouveau en mouvement avec l’arrivée massive des TIC. La mondialisation de l’économie conduit à repenser le territoire local comme zone d’efficience. Elle produit un enchâssement des acteurs dans des zones d’activités locales dont les TIC favorisent les transferts d’information. Le numérique devient alors un moyen, une opportunité de différenciation. Pour Mariella Berra (2005) se construit une « *poliarchia* » ou règne la concurrence et avec des institutions publiques chargées de la coordination territoriale.

Geneviève Azan (2005) insiste sur le fait que « *l’économie de la connaissance modifie radicalement le statut et la nature de la connaissance* ». En effet, un bien économique est un bien dont la rareté justifie la valeur marchande. Dans le contexte des pôles de compétitivités, où circulent massivement ; l’information, les connaissances et les inventions, doivent être rapprochées et protégées. Au centre de ce dispositif émerge la notion de confiance pour rassurer les contributeurs. Ainsi, la gestion d’un pôle de compétitivité doit permettre d’assurer, d’une part, la distribution de l’information, de connaissance et d’innovation, et d’autre part, la sureté et la sécurité des échanges et des données stockées. Elle se trouve donc confrontée au paradoxe identifié par Jean-Benoît Zimmermann (2005) dans les logiciels libres, c’est-à-dire, « *celui du développement d’un secteur marchand dont l’activité repose sur l’existence et la pérennisation d’une activité par essence non marchande* ». La confiance et l’envie de participer est un phénomène complexe et généralement inégalement partagée. En effet Mohellebi D. et Dou H. (2007), écrivent que la circulation des informations résulte d’une culture d’entreprise, c’est-à-dire des actions de sensibilisation et de motivation.

Ces assertions nous conduisent à étudier a) comment les pôles de compétitivités forment des lieux d’échanges d’information stratégique, b) puis qu’ils sont le résultat de l’installation d’une structure réticulaire complexe, et c) enfin, que la confiance est un processus construit non acquis. Nous conclurons par faire apparaître que la confiance est contingente de la sûreté de l’information.

Méthodologie

Cette communication prend appui sur une recherche qui vise à approfondir notre compréhension des phénomènes mobilisant la confiance dans les pôles de compétitivité. L’objet de cette recherche est donc de comprendre, à partir du questionnement des spécialistes, d’observations de terrain et de la lecture d’ouvrages, comment la confiance se construit et se pérennise. Nous avons choisi une exploration hybride, c’est-à-dire par des allers-retours entre des observations et des connaissances théoriques avec une problématique de traduction sur des données empiriques qualitatives. En fait, il s’agit de l’observation de contributions et de diffusion de l’information dans une organisation pour des organisations.

Nos travaux reposent principalement sur l’observation du pôle de compétitivité « *Imaginove* » (<http://www.imaginove.fr/> ) à Lyon. Ce pôle est une construction qui s’est opérée principalement depuis le Cluster « Lyon Game » (<http://www.lyon-infocite.org/> ). A ce Cluster s’est rajouté *CITIA* (<http://www.citia.info/> ) et *Image Rhône-Alpes* (<http://www.images-rhone-alpes.com/> ). *Imaginove* est ainsi une structure réticulaire centrée, constituée des organisations fondatrices et d’environ 210 entreprises membres. Dans *Imaginove*, Lyon Game occupe une place particulière notamment grâce à sa convention d’affaire la « *Game Connexion* » qui est devenue un événement de référence international avec par exemple environ 650 participants en décembre 2007.

1. Les pôles de compétitivités : des lieux d’échanges d’information stratégique

Ivan Samson (2005) constate que les PME inscrites dans un territoire porteur d’externalités positives développent entre elles des stratégies de concurrence et de coopération. Ainsi, le territoire est porteur d’effets externes que sont les interactions entre les acteurs locaux. Dès lors, il s’agit de nouveaux facteurs de production insérés dans la société locale et donc non transférables ailleurs. Ces « *externalités spatiales spécifiques* » (Samson, op.cit.), qui reposent sur des formes réticulaires, confèrent au territoire une compétitivité, un patrimoine, non délocalisable. Pour Ivan Samson (op.cit.), le patrimoine local est constitué par la somme des ressources locales qui sont aujourd’hui pour l’essentiel des connaissances. Ainsi, le territoire devient socialement et économiquement plus sûr, plus attractif et plus réactif, justifiant de la sorte la notion d’interaction entre les parties prenantes (individu ou organisation) du territoire.

Le territoire local évolue vers un système social cognitif s’inscrivant dans une logique participative de toutes les parties prenantes dans une perspective de développement durable, conformément à la loi Voynet de 1999.

L’organisation des interactions entre les organisations repose sur une structure d’animation, qui est en faite une « *structures de coordination adéquates* » (Gilly, Leroux, Wallet, 2004) importante pour la mise en réseaux. Les partages et les échanges d’informations et de connaissances entre les parties prenantes peuvent amener à l’émergence de réseaux cognitifs informels (comme les forums et autres communautés cognitives virtuelles), mais également à un renforcement des relations préexistantes avec les partenaires économiques (Meissonier, 1999). De la sorte, peut se construire une plate forme électronique d’échanges plus connus sous l’expression de forums de discussion. Et, « *l’asynchronicité du forum électronique offre de nombreux avantages par rapport au caractère éphémère de la conversation de vive voix. (…) dans un échange synchrone chacun livre ses informations (…) ni la mémoire des collaborateurs ni la prise de notes ne peuvent rendre compte de manière authentique et objective du déroulement des conversations. Dans un forum, les idées ne s’évanouissent pas. Les messages sont mis en mémoire et deviennent des objets tangibles qui pourront être manipulés* » (Henri et Lundgren-Cayrol, 2001). Ils sont asynchrones, de cette façon, ils permettent de ne pas saisir à la gorge une personne dès qu’elle ouvre la bouche (Pierson, 2003). Ils laissent le temps de la réflexion. Par contre, contrairement aux échanges parlés, les discussions électroniques se situent dans le formel se qui peut poser un certain nombre de problème. En effet selon Serge Latouche (2001), « *dans l’informel, on est raisonnable et non rationnel, et c’est précisément parce qu’on est raisonnable […], mais là comme ailleurs, il est toujours loisible d’être à la fois irrationnel et déraisonnable…* ».

L’organe de gestion des pôles de compétitivités est une structure de distribution d’information et de pilotage. Cette structure informationnelle est conçue pour déboucher sur une organisation territoriale efficiente. Parce qu’une organisation efficiente doit produire une information accessible à ses utilisateurs, et flexible en permettant la prise en compte constamment renouvelée de données changeantes (Ménard, 1997). Se construit alors la notion de territoire intelligent. Notons que Gilles Paquet (2001), définit les cités intelligentes comme « *des unités territoriales, qui peuvent varier en taille d'un grand voisinage jusqu'à des cités régions considérables, dont les résidants, les organisations et les appareils de gouvernance utilisent les NTIC pour transformer leurs systèmes locaux et régionaux de manière significative. Cela se fait tant par la coopération entre les secteurs privé, public, éducationnel et civique que par une mobilisation des citoyens pour en faire des membres actifs capables de contribuer à l'intelligence collective* ». Cette coopération entre les acteurs fait émerger la notion « *d’Intelligence Territoriale* ». En effet, pour Yann Bertacchini et Philippe Herbaux (2003) : « *L’intelligence territoriale est une culture d’organisation basée sur la mutualisation et le traitement des signaux en provenance des acteurs économiques destinés à fournir au donneur d’ordres, au moment opportun, l’information décisive* ». Pour cette raison, un territoire intelligent est une organisation capable de comprendre son environnement, de s’adapter et d’anticiper les évolutions. Dès lors, « *un système intelligent peut et doit s’observer lui-même* » comme l’indique Jacques Pitrat (1990). Mais apprendre, c’est aussi se remettre en cause et profiter des signaux faibles et précoces (Caron-Fasan, 1997 et Lesca, 2001) de son environnement pour le modeler en fonction d’une stratégie « pôle ».

Dans la vision utilitariste, telle que décrite par Isabelle Huault en 2004, d’un encastrement réticulaire des auteurs comme R.S. Burt (1992) ; Alejandro Portes et Julia Sensenbrenner (1993) ; Laurel Smith-Doerr (1994) considèrent qu’il permet d’obtenir de l’information, pour d’autres comme James Coleman (1988) il permet l’influence et le pouvoir. Dès lors, ces réseaux sont de formidables outils pour l’animation des pôles de compétitivités. Mais pour Isabelle Huault (op.cit.) la vie économique est encore appréhendée sous une forme structurale rationaliste. C'est-à-dire avec la prégnance des principes utilitaristes. Ainsi, les dimensions cognitives, culturelles ou politiques sont occultées des faits économiques. Dans cette perspective, les systèmes de signification sont délaissés au bénéfice d’une concentration sur les flux d’information et d’influence véhiculés par les réseaux sociaux (Huault, *Op.cit*.).

2. Un pôle de compétitivité, une structure réticulaire complexe

Les dispositifs de gestion des pôles de compétitivités ne produisent pas des résultats économiques, ils sont d’une part, des sources et des diffuseurs d’informations et d’autre part, des porteurs de projet. Ils sont aussi des activateurs de réseaux. Toutefois la logique d’action des formes réticulaires peut faire évoluer les acteurs vers un encastrement trop fort et conduire à des pertes d’efficience du réseau. Pour Isabelle Huault (op.cit.), « *des transactions fondées sur la seule logique de relations personnelles intenses entraînent une inertie de l’organisation, amenuisant sa capacité d’adaptation et d’innovation* ». Ainsi, « *les liens qui unissent peuvent évoluer en liens qui aveuglent* » (Powell, Smith-Doerr, 1994). Il faut donc trouver un système de relation qui puisse s’inscrire dans le temps en restant efficace. Il s’agit de construire des réseaux sur la base d’une dilution de la « *confiance limitée* » avec de « *l’opportunisme modéré* » qui construit une « *coopération efficace* » Huault (op.cit.). Ainsi, James Coleman (1988) soutient que la densité du réseau facilite l’adoption de normes communes, permet un niveau de confiance élevé, minimise les asymétries d’information et renforce le capital social des acteurs en leur conférant du pouvoir. Patrick Joffre et Thomas Loilier (2004) voient dans les formes réticulaires locales un mécanisme de réputation territoriale qui agit comme un ennemi à l’opportunisme. D’après eux, le réseau utilise la réciprocité, c’est-à-dire une logique de don / contre-don.

Cette vision « *utilitariste* » des encastrements réticulaires peut avoir certains inconvénients. C’est-à-dire que la notion d’encastrement dans un réseau peut s’avérer, dans la durée, inefficace. Ainsi, pour Michel Callon (2002) « *la notion d’encastrement a été très utile mais que nous devons maintenant nous en débarrasser* ». Pour lui, le concept *d’enchevêtrement/démêlage* semble une métaphore plus pertinente. Elle permet de ne pas mettre de coté les transactions économiques par rapport au reste de la société. Ainsi, on peut mieux comprendre ce qui n’est pas économique de ce qu’il l’est ou le devient et donc comment se construit la réalité économique enchevêtrée dans la vie sociale et non encastrée dedans. L’idée de réseaux sociaux encastrés simultanément dans plusieurs institutions (réseaux multi-institutions) renvoie à la problématique de la prise en compte de ces acteurs, qui sont en fait des connecteurs dans les institutions. Ce qui nous conduit à la question de la prise en compte de la transversalité de ces réseaux par rapport aux organisations ?

L’idée d’encastrement de la structure d’animation du pôle dans le collectif d’entreprise permet certainement de mieux comprendre les formes de coordinations envisageables. Dans ce cadre il semble important d’avoir des liens forts dans la structure d’animation du pôle et des liens faibles entre les parties prenantes locales. Dans cette construction, Morten T. Hansen (1996, 1999) explique que des liens faibles ont un rôle dans le partage des connaissances non complexes. Mais quand il s’agit de transférer des savoirs d’experts les connaissances complexes nécessitent des liens forts. Quant aux parties prenantes (organisations) entre elles, il doit exister des phénomènes qui évoluent dans le temps, comme par exemple des notions d’encastrement et de désencastrement. Point de vue partagé par Philippe Steiner (2002) quand il écrit que : « *l’encastrement de l’action économique dans les réseaux sociaux est finalement inséparable de son contraire, le désencastrement* ». L’enjeu pour les animateurs est de rendre compatibles le pluralisme des cultures et individualisme avec les objectifs communs du pôle. C’est-à-dire de rendre gouvernable l’ingouvernable, pour le « *bien commun* ».

Pour Jacques Savatier (2007), *« peu importe les intitulés (« pôle », « cluster », …), l’important est la mise en relation et la proximité* ». Ainsi, pour Savatier, la forme de la structure réticulaire importe peu, ce qu’il faut c’est la volonté de la mise en réseau des acteurs. Pourtant les SPL, définis en 1997 par le CIADT (Comité Interministériel d’Aménagement et de Développement du Territoire), comme représentant « *un groupement d’entreprises et d’institutions géographiquement proches et qui collaborent dans un même secteur d’activité* » semblent œuvrer différemment des pôles de compétitivités. En effet, Bories-Azeau et Loubès, voient une différence dans le fonctionnement, notamment liée à la taille des entreprises. Ils écrivent : « *à la différence des réseaux centrés, dominés par une ou plusieurs grandes entreprises et des pôles de compétitivités qui relèvent d’une nouvelle stratégie industrielle des pouvoir publics, les SPL sont des réseaux fédérés, associés ou maillés, où le pouvoir est partagé entre les membres et comprennent surtout des PME.* » Ces auteurs postulent que les animateurs de SPL sont des constructeurs de réseau dont le rôle est de faire émerger une gouvernance territoriale et d’assurer quotidiennement le pilotage du réseau. Ces animateurs sont les points de rattachement entre le réseau d’entreprises et les institutionnels. La qualité des relations de confiance construites par ces animateurs semble déterminante pour la pérennité du SPL.

3 La confiance comme processus construit non acquis

Les animateurs des pôles de compétitivités sont les porteurs de la vision stratégique c’est-à-dire la vision de l'avenir que l'on veut construire. C’est une démarche inductive qui exprime un vouloir faire et non une révélation, explicité sous la forme de grandes orientations. Ainsi, la vision stratégique globale décrit les orientations stratégiques décidées par le collectif du pôle pour l'ensemble des parties prenantes et portées par les animateurs. Elle est donc un construit cognitif et politique fondé sur des compromis entre les acteurs. Mais une vision stratégique n’est pas une action stratégique. En effet, cette dernière est une action de changement conçue en référence à la vision stratégique du niveau considéré, et d'ampleur importante pour celui-ci. Une action stratégique centrale est donc une action stratégique de la gouvernance du pôle. Une action stratégique périphérique ou « *isolée* » désignera une action stratégique d'une organisation intégrée dans le pôle (entreprise ou institution). Du fait que les acteurs locaux disposent d’une certaine autonomie d’action et que leur comportement est potentiellement imprévisible (Avenier, 1997). Une action stratégique périphérique d’une organisation s’inscrit généralement dans un processus d’interactions avec les autres acteurs. Ainsi les actions stratégiques périphériques se trouvent enchâssées dans la vision stratégie du collectif du pôle et peut produire une perte de confiance dans le fonctionnement du système. Dès lors se pose la question pour les animateurs des pôles, d’une gouvernance efficace. Avec une implication et une responsabilité essentielle des acteurs, suivant le concept de gouvernance proposé par Robert-Demontrond P. et Bezaudin-Péric S. (2005).

Pour Marie-Josée Avenier (Op.cit.) «Toutes sortes de représentations interviennent en permanence dans l’action stratégique : le marché, les concurrents, les réglementations, les actions prévues, les résultats escomptés, etc. ». Ainsi, le développement ne se fait pas que sur le phénomène lui-même, mais aussi sur sa sémiotique. Pour cette raison, la représentation (verbale, graphique, texte, algorithmique, etc.) de ce dernier va se présenter sous forme de symboles (figures, lettres, images, phénomènes, etc.). Ce qui conduit à ce que « l’action stratégique d’une organisation s’inscrit dans les processus enchevêtrés d’actions-réactions assimilables à des processus d’éco-organisation » (Avenier, op.cit.). Dès lors, au niveau du pôle une organisation peut définir les relations qu’elle souhaite entretenir avec son milieu et dans ce contexte la stratégie peut être synonyme de jeux d’alliances. Ainsi, la représentation de ces relations, souvent basées sur la confiance, peut apparaître comme une construction complexe. Au niveau des pôles de compétitivités, une organisation et son environnement (entreprises, administrations, milieu naturel et industriel, etc.) sont indissociables et liés. C’est-à-dire que la structure réticulo-centrique du pôle est un écosystème sans clôture ni barrière. Jean-Claude Prager (2007), évoque le terme d’« écosystèmes régionaux ».

Dans cette perspective, les spécialistes de l’économie de proximité, Claude Dupuy et Antje Burmeister (2003) écrivent qu’« on assiste à la co-construction de la firme et du territoire, par le biais d’un apprentissage collectif fondé sur la co-production de ressources ». Mais pour Jacques Perrat et Jean-Benoît Zimmermann (2003), l’entreprise, pour préserver sa compétitivité et sa pérennité, dissocie son destin de celui d’un territoire, elle est potentiellement nomade. Ainsi, un modèle de construction ne résoudra pas la non participation de certains acteurs. Nos observations montrent que l’analyse stratégique de la territorialité n’explique pas véritablement ce qui fait que les organisations coopèrent. Par exemple, les entreprises peuvent, par leur historique culturel, fonctionner de façon opposée. En ce sens, elles peuvent plutôt que de coopérer entre elles : soit choisir la défense et dresser des barrières aux entrants. Soit établir une solidarité coopérative qui permet des échanges de personnels, de techniques (Crozier et Tilliette, 2000). Si elles ne souhaitent pas coopérer entre-elles, c’est un vrai problème pour le collectif, le gestionnaire du pôle.

Le pôle de compétitivité doit être perçu comme un processus de construction d’une identité reposant sur la formation de liens sociaux à travers le partage de valeurs et de règles (Bertacchini, 2004). L’identité du pôle se construit par l’identification à l’environnement interne et la différentiation à l’environnement externe. Ainsi, l’appartenance au pôle s’explique par la forme prise par les réseaux sociaux qui le compose. Mais la forme que prend le réseau un jour peut changer un autre. Les réseaux s’inscrivent dans une dynamique évolutive. Ainsi, selon Serge Edouard et al (2004), « *les réseaux connaissent des évolutions endogènes, liées à la transformation des liens, des objectifs et des membres (…) mais aussi des modifications de l’environnement externe* ». Reprenant les idées d’Aldrich et Whetten (1981), Serge Edouard et *al* avancent que l’organisation réticulaire se stabilise avec les dépendances créées grâce aux liens de proximité et aux contraintes d’engagement mutuel, entre les membres. Mais il semble difficile de comprendre, et de démontrer, la dynamique de construction d’un réseau car celui-ci n’existe qu’au travers des représentations que s’en font les acteurs (Bachelet et Claret, 2004).

Ces différents points de vue aboutissent à une vision contrastée du fonctionnement des réseaux et donc des ancrages de ceux-ci dans un pôle de compétitivité. Or, seul l’ancrage permet d’exploiter les ressources afin d’en favoriser des recombinaisons et des articulations innovantes (De La Ville et France, 2004). Pour obtenir une légitimité, le réseau (le pôle) doit être reconnu comme une innovation organisationnelle permettant d’atteindre plus d’efficacité.

Les territoires de certaines collectivités locales de notre périmètre d’observation sont encore constitués par des entreprises dominantes (Vénissieux : Renault Truck ; Pierre Bénite : Arkema ; Lyon Vaise : Infogramme et Electronic Arts). L’identification du territoire découle ainsi d’un domaine industriel (fabrication de camions, chimie, jeux). Ces formes traditionnelles de l’ancrage territorial scellent les avenirs à tel point que la crise de l’entreprise devient une crise du territoire, et le déclin d’une organisation se mue en drame social (Perrat et Zimmermann, 2003).

4. Une confiance contingente de la sûreté de l’information

« *La sûreté*» des échanges, que le philosophe Gérard Wormser (2007) définie comme un *« mixte de sécurité et de confiance*», devient de plus en plus prégnante dans nos sociétés utilisant largement les TIC. Des auteurs comme Philippe Breton en 2000 puis Pascal Lardellier en 2004 pointent les dangers de l’usage des réseaux numériques. Lardellier évoque la « *schizophrénie virtuelle* » dans la relation assisté par ordinateur produisant un « *moi pluriel* » et un « *moi potentiel* ». Ces relations à travers les réseaux électroniques semblent déshumaniser le lien social. La confiance dans le lien social s’en trouve chahuté.

Pour cette raison, nous nous intéressons aux études de Glassey et Pfister-Giauque (2006), dont les travaux, s’inspirent de Granovetter (1985), Coleman, (1988) et Portes et Sensenbrenner (1993), traitent du lien social et montrent qu’il à quatre dimensions. La dimension sociale avec les liens forts et les liens faibles. La dimension politique, c’est-à-dire de la citoyenneté, de la participation. La dimension professionnelle, l’exercice d’un travail est la condition majeure d’appartenance sociale. Et la dimension territoriale du lien sociale qui s’articule dans la dialectique proximité et distance sociale et spatiale. Le monde virtuel bouleverse cette dimension car il permet l’appartenance à plusieurs groupes distincts et donc dans l’inclusion dans des relations de natures diverses (liens forts, liens faibles).

La création de lien est une nécessité pour les pôles de compétitivités, et dans cet esprit, André-Yves Portnoff (2007) écrit que « *la création de croissance passe par la synergie des acteurs* ». Conti Sergio et Giaccaria Paolo (2005), écrivent que : dans un mécanisme collectif, la formation de relations de confiance entre les sujets locaux facilite l’innovation et réduit l’incertitude propre au processus innovateur. Toutefois, d’après les observations de Bélis-Bergouignan M.-C. et *al* (2003), les relations interentreprises en réseau fondées sur la connaissance peuvent poser un problème de fonctionnement quand sont recherchées des connaissances idiosyncratiques. Pour ces auteurs, ces relations conduisent généralement à des fusions-acquisitions.

Les échanges d’information et de connaissance dans les pôles de compétitivités reposent sur, le capital humain qui est un capital à rendement croissant, clé de l’innovation (Cuneo, 2007). Pour Henri Rouilleault (2007), la gestion des emplois et des compétences (GEPC) joue un rôle sur le lien entre PME –Territoire et sur la mise en réseau. Il postule que les pôles de compétitivités doivent intégrer la dimension ressources humaines. Car, pour Pierre Cuneo (2007), « *les économies les plus puissantes dans 10 ans seront celles qui ont su développer de nouveaux talents, travailler en réseau et s’affranchir des barrières (public/privé)*».

Bibliographie

Aubert F. et Gaigné C. (2005), « Histoire de la dynamique territoriale de l’industrie. Le rôle de la demande de travail » (pp. 50-70) in, *Travail et territoires, production d’espaces et territorialité de l’activité économique -* Cahiers d’économie et sociologie rurale, N°76, 3ème trimestre 2005, (INRA) ,123p.

Avenier M.-J. (1997), « Une conception de l'action stratégique en milieu complexe : le cadre de référence », in, La stratégie chemin faisant, Economica, 1997, (Chapitre 2), pp. 39-61.

Azam G. (2005), « L’utopie de l’économie de la connaissance » (pp.15-28), in « Marchandisation et connaissance(s) », Revue Sciences de la société, N°66 Toulouse, Presses universitaires du Mirail, octobre 2005, 214p.

Bélis-Bergouignan M.-C. et al (2003) « L’inscription spatiale des modèles industriels» (pp33-50) in Dupuy Claude, Burmeister Antje et al., Entreprises et territoires, les nouveaux enjeux de la proximité - Paris - La documentation Française – 2003 – 134 p.

Berra M. (2005), « Repenser le gouvernement électronique. Les réseaux citoyens en Italie » - in, Revue terminal – hiver 2004-2005, nouvelle série N°92, l’Harmattan, 2005, 193p.

Bertacchini, Y., (2004) « Le territoire, une entreprise d’intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel », p.35, Revue Communication & Organisation n°25, Les vallées : sens, territoires & signes, GREC/O, ISIC, Université de Bordeaux 3, 1er semestre 2004.

Bertacchini, Y., (2003) « Observation des représentations virtuelles d’un territoire : Application à la technopole Sophia-Antipolis. », Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, Revue Humanisme et Entreprise n°260, La Sorbonne Nouvelle, Paris, août.

Bertacchini, Y., Herbaux, P., (2005) « Les TIC, leviers de gouvernance territoriale », Revue ISDM 21, <http://isdm.univ-tln.fr/>, N°251, 13p.

Bertacchini Y., Dumas, Ph., (2000) «How to federate some local resources by developing new links? », Proceedings of ISA 23 Conference Rio de Janeiro, The Endless Transition, Sciences Studies, USA.

Bories-Azeau I., Loubès A. (2007), « Emergence d’un acteur collectif territorial et réseau d’entreprises : l’exemple de CAMDIB », Revue RECEMAP, octobre 2007.

Bouchet, Y., (2007) « Un portail territorial, une structure de partage des informations - définition, profils, diffusion et sécurisation de l’information », Revue ISDM 28, <http://isdm.univ-tln.fr/> , avril 2007, 16p.

Bouchet, Y., Bertacchini, Y., (2007) « Acteurs locaux & Intelligence Economique Territoriale : Des modalités d’expression de la territorialité », in : Actes du 6°colloque international ‘Tic et Territoire : quels développements ?’, Université Jean Moulin, Lyon, Revue ISDM <http://isdm.univ-tln.fr/>, juin 2007.

Bouchet Y. (2006), « Dispositif d’intelligence économique territoriale et gouvernance hybride », Revue ISDM 27, <http://isdm.univ-tln.fr/> juin 2006.

Bouchet Y. (2005), « L’intelligence économique territoriale est-elle une aide à l’économie de proximité ? » (pp161-172) in Driss Guerraoui et Xavier Richet, Intelligence économique et veille stratégique – Défis et stratégies pour les économies émergentes – L’Harmattan, Paris – 2005.

Breton Ph. (2000), Le culte de l’internet : Une menace pour le lien social ?, Edition La découverte, 2000, 124 p.

Conti S. et Giaccaria P. (2005), « Développement local : Réseaux, institutions et complexité », Communication au XVIIème Colloque fédérateur de l’institut CEDIMES « Le développement local dans une perspective comparée » - 20p - Turin (Italie) - mai 2005.

Crozier M. et Freidberg E. (1977), L’acteur et le système – Paris – Seuil – 1977 – 447 p.

Cuneo P. (2007), « Table ronde d’ouverture « l’innovation et l’anticipation des mutations économiques et sociales : perspectives européennes » » in « innovation et anticipation des mutations économiques et sociales », Séminaire organisé par la commission européenne, la Diact et DGEFP, Bordeaux, 22-24 octobre 2007.

De La Ville V.-I., France, I., (2004) « L’émergence d’un réseau institutionnel local » (pp.160-172) in Voisin Colette, Ben Mahmoud-Jouini Sihem et Edouard Serge (sous la dir.), Les réseaux : Dimensions Stratégiques et Organisationnelles – Paris, Economica, 272p.

Gramaccia G. (2001), Les actes de langage dans les organisations - Harmattan - 2001 - 288 pages.

Dupuy C. et Burmeister A. (2003), « Introduction » (pp9-14) in Dupuy Claude et Burmeister Antje et al., Entreprises et territoires, les nouveaux enjeux de la proximité - Paris - La documentation Française – 2003 – 134 p.

Gaeremynck J. (2007), « Table ronde d’ouverture « l’innovation et l’anticipation des mutations économiques et sociales : perspectives européennes » » in « innovation et anticipation des mutations économiques et sociales », Séminaire organisé par la commission européenne, la Diact et DGEFP, Bordeaux, 22-24 octobre 2007.

Grossetti M. et Philippi M. (2004), « Proximité et relations interindividuelles » (pp 46-64) in Pecqueur Bernard et Zimmermann Jean-Benoît, Économie de proximités - Paris - Hermes Science Publications : Lavoisier, 2004 - 264 p.

Glassey O. et Pfister-Giauque B. (2006), « Liens numériques, lien social ? Analyse des rapports entre innovations technologiques et dynamiques sociales » (pp. 173-184), in Revue Terminal, technologie de l’information, culture & société, Edition l’Harmattan, printemps 2006, N°95-96, 264p.

Lardellier P. (2004), Le cœur NET : Célibat et @mours sur le Web, Belin - Collection : Nouveaux mondes, 2004, 255 p.

Latouche S. (2001), La déraison de la raison économique, Albin Michel, 2001, 224p.

Mohellebi D. et Dou H. (2007), « Les nouvelles technologies de l’information et de la communication & la capitalisation des compétences internes de l’entreprise », ISDM 31, <http://isdm.univ-tln.fr/>, 9 p.

Perrat J. et Zimmermann J.-B. (2003), « Stratégies des firmes et dynamiques territoriales » (pp15-32) in Dupuy C., Burmeister A. et al., Entreprises et territoires, les nouveaux enjeux de la proximité - Paris - La documentation Française – 2003 – 134 p.

Prager J.-C. (2007), « Atelier : La stratégie régionale de l’innovation » in « innovation et anticipation des mutations économiques et sociales », Séminaire organisé par la commission européenne, la Diact et DGEFP, Bordeaux, 22-24 octobre 2007.

Portnoff A.-Y. (2007), « Atelier : Comment anticiper et gérer les mutations sectorielles ? » in « innovation et anticipation des mutations économiques et sociales », Séminaire organisé par la commission européenne, la Diact et DGEFP, Bordeaux, 22-24 octobre 2007.

Robert-Demontrond P., Bezaudin-Péric S. (2005), « De la gouvernance à la gouvernementalité : Critique du programme de responsabilité sociale des entreprises », (pp.247-268) in, Maréchal Jean-Paul et Quenault Béatrice (Sous la direction de), Le développement durable – une perspective pour le XXIe siècle, 2005, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 422 p.

Savatier J. (2007), « Table-ronde d’ouverture « l’innovation et l’anticipation des mutations économiques et sociales : perspectives européennes » » in « innovation et anticipation des mutations économiques et sociales », Séminaire organisé par la commission européenne, la Diact et DGEFP, Bordeaux, 22-24 octobre 2007.

Rouilleault H. (2007), « Table-ronde de clôture : l’innovation et l’anticipation des mutations économiques : perspectives internationales » in « innovation et anticipation des mutations économiques et sociales », Séminaire organisé par la commission européenne, la Diact et DGEFP, Bordeaux, 22-24 octobre 2007.

Intelligence Territoriale et cindyniques, ou le danger réduit par un phénomène informationnel et anthropologique[[68]](#footnote-68)

Résumé : Nos observations sur les territoires de la région urbaine de Lyon semblent montrer que les dangers peuvent prendre différentes formes, passant des aléas naturels tels que des inondations aux catastrophes nucléaires sans oublier les émeutes urbaines. Cette multitude de dangers, dans une société civile matérialiste qui réclame une chasse aux coupables à travers les médias, sollicite une approche scientifique des périls. L’étude des sciences des dangers fait apparaître que les aléas doivent être abordés suivants plusieurs angles car l’analyse des techniques n’explique pas tout, il semble nécessaire d’incorporer les sciences humaines et sociales pour évaluer les phénomènes comportementaux.

Les Sciences de l’Information et de la Communication vont ainsi fournir une approche complémentaire à l’étude des dangers. L’Intelligence Territoriale, inscrite dans le domaine des sciences de l’information et de la communication par la 71e section du Cnu depuis 2004, porte en elle la capacité à mobiliser les ressources d’un territoire[[69]](#footnote-69) pour transmettre de l’information et ainsi engager les processus de communication ad hoc. Elle devient ainsi une ressource disponible, mobilisable pour l’analyse des dangers par la conjugaison d’un phénomène informationnel et anthropologique.

Mots clé : aléas;danger ; processus ; ressource ; risque.

Introduction

La notion de dangers pour la territorialité, prend des formes différentes suivant que nous considérons les menaces ou les vulnérabilités : naturelles, technologiques, économiques, sociales, sociétales etc. La proximité de nos recherches avec la société civile nous fait observer que la notion de danger est un phénomène complexe.

A ce stade préliminaire, un cadrage sémantique, bien qu’ici limité, est nécessaire. Dans notre contribution, nous suivrons la définition de « *danger »* trouvée (2008) sur le site du CNRTL[[70]](#footnote-70) [<http://www.cnrtl.fr> ]

* Définition A « *Situation où une personne (ou un pays) est menacé(e) dans sa sécurité ou, le plus souvent, dans son existence* »
* Définition B « *Ce qui constitue une menace pour la tranquillité ou l'existence même d'une personne (ou d'un pays)* ».

Dans les définitions A et B, nous y rencontrons le mot menace que nous pouvons associer tout à la fois à risque et à probable. Telles sont les données qui nous font écrire qu’un changement de paradigme s’est opéré. Nous en décrivons les contours ainsi que les éléments.

Un changement de paradigme

En effet, les savoirs techniques tels qu’ils ont été traités dans le passé par les experts n’apportent plus de réponse suffisante aux populations et viennent nourrir les doutes exprimés, ressentis par les populations à l’égard des capacités de la science à contribuer à l’amélioration de leurs conditions et de leur protection. « *Ce changement des attitudes sociales à l’égard de la technologie revient à ne pas accepter comme allant de soi les effets négatifs, indirects ou pervers du processus d’industrialisation* »[[71]](#footnote-71). De nouvelles méthodes d’analyses ainsi que de nouvelles manières de communiquer permettent de réduire l’incertain, l’ambigu et le complexe. Cette contribution présentera le lien entre les Sciences de l’Information et de la Communication et une science nouvelle et particulière, liée à la gestion du risque, les cindyniques.

Pour Jean-Jacques Salomon (2001) le progrès a rendu archaïque la tradition de prudence[[72]](#footnote-72). Il semble que le risque, selon Ulrich Beck[[73]](#footnote-73) (2003), doit être repensé car, à défaut de partager les richesses, notre monde partage aujourd'hui les risques. Notre univers actuel qu’Anthony Giddens[[74]](#footnote-74) appelle « *sociétés du risque* », qui en plus des risques prémodernes, naturels et prévisibles, se caractériserait par des risques produits par elles-mêmes et moins probabilisables[[75]](#footnote-75). Nous mettons ici l’accent sur le facteur humain et de fait sur les représentations qu’en ont les individus, leur capacité à s’y soustraire et ceci en fonction de leurs groupes d’appartenance.

Les relations entre les entreprises et les territoires locaux font écrire à Claude Dupuy et Antje Burmeister (2003) qu’« on assiste à la co-construction de la firme et du territoire, par le biais d’un apprentissage collectif fondé sur la co-production de ressources ». Dans cette perspective, l’intelligence territoriale, qui associe au projet territorial acteurs marchands et non marchands, est une aide à l’action pour les acteurs[[76]](#footnote-76) territoriaux (Girardot, 2004). C’est en fait, un système qui mobilise les ressources[[77]](#footnote-77), fait circuler l’information et permet grâce aux outils d’aide à la décision de mettre en perspective le territoire (et la territorialité) en convoquant les Sciences de l’information et de la Communication.

Les relations entre les ressources, les dangers et les acteurs du territoire, la territorialité, nous conduisent à étudier l’Intelligence Territoriale (1), la notion de risque vu selon que le territoire est protecteur ou producteur de dangers (2), l’intelligence territoriale comme système de mobilisation des ressources (3) et les cindyniques comme méthode d’analyse des dangers (4).

1° L’intelligence territoriale : entre information et processus de communication

Nous allons ici dresser un bref état de l’art actualisé dans ce domaine qui requiert une approche multidisciplinaire des champs de la connaissance territoriale, de la gouvernance territoriale et de l’ingénierie territoriale. Nous préciserons à la fin de cette partie dans quel cadre nous situons notre contribution.

Traditionnellement, l’Intelligence Territoriale s’est nourrie de l’économie, de la géographie, des Sciences et Technologies de l’Information et la Communication (STIC) et de la gestion du savoir. Les liens avec l’intelligence économique et les STIC sont souvent cités dans les définitions actuelles de l’intelligence territoriale. Les systèmes d’intelligence territoriale ont besoin d’utiliser les processus traditionnels de transmission de l’information et les technologies de l’information et de la communication à travers les sites Intranet ou Internet, la documentation, les systèmes d’information géographique et l’analyse de données.

Les activités de recherche en Intelligence Territoriale actuellement en cours sont principalement dirigées par Jean-Jacques Girardot ([http://mti.univ-fcomte.fr](http://mti.univ-fcomte.fr/)) ainsi que par Philippe Dumas et Yann Bertacchini ([http://lepont.univ-tln.fr](http://lepont.univ-tln.fr/) & <http://i3m.univ-tln.fr> ). Leurs définitions suivent la même dynamique et affirment que l’intelligence territoriale :

Concerne « tout le savoir multidisciplinaire qui améliore la compréhension de la structure et des dynamiques des territoires » (Girardot, 2002)

Permet « une évolution de la culture du local fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signaux et informations, pour fournir au décideur, et au moment opportun, l’information judicieuse. » (Herbaux, 2002)

Rapproche « l’intelligence territoriale en tant que processus cognitif et d’organisation de l’information, et le territoire en tant qu’espace de relations significatives. » (Dumas, 2004)

Ou encore « un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis consiste dans des transferts de compétences entre des catégories d’acteurs locaux de culture différente. » (Bertacchini, 2004)

Nous compléterons les propos des auteurs précédents, dont les définitions forment à notre avis le cadre central de l’intelligence territoriale, par quelques définitions restituées ci-dessous. Ces auteurs transposent les méthodes de l’intelligence économique à la gestion des territoires.

[<http://www.Zeknowledge.com>] : Dont la définition proposée est : « l'intelligence territoriale se propose de relier la veille et l'action publique au service du développement économique et industriel d'un territoire ».

Philippe Clerc propose : « l’Intelligence Territoriale se définit comme la pratique et le savoir faire de production, d’interprétation et diffusion des connaissances sur le territoire. Ses objectifs sont de donner une capacité d’intelligence au territoire, de produire des connaissances adaptées au global / local, d’organiser la sécurité économique, de mettre en place des stratégies d’influence (*social learning*). » Colloque « De la concurrence à la guerre économique » 2 décembre 2004, ESIEE, Noisy-le-Grand. (Disponible le 19/02/2006[[78]](#footnote-78).

Selon l'Institut Atlantique d'Aménagement des Territoires [<http://www.iaat.org>], l'intelligence territoriale : « *consiste en la maîtrise des méthodes et moyens de l'intelligence économique au service du développement des territoires. Ce concept désigne l'ensemble des connaissances pluridisciplinaires qui, d'une part, contribuent à la compréhension des dynamiques territoriales, et d'autre part, ambitionnent d'être un instrument au service des acteurs du développement durable des territoires* ».

Pour Fontanel Jacques et Beanshel Liliane (2005, p.61), « l’intelligence territoriale peut être définie comme l’utilisation de l’organisation et des outils de l’intelligence économique au développement des territoires, voire à leur attractivité ».

Dans le cadre de sa recherche doctorale[[79]](#footnote-79) Bouchet (2006) évoque l’intelligence économique territoriale pour décrire l’approche ingéniérique mise en œuvre.

Cependant, et pour ce qui nous concerne, nous nous situerons dans la proposition formulée par Yann Bertacchini en 2004 qui positionne l’intelligence territoriale entre territoire physique et territoire virtuel, évoque la double caractéristique, anthropologique et informationnelle, qui compose la territorialité en tant qu’appropriation des ressources territoriales. Nous mobiliserons cette composante « double » (dyade) pour décrire le territoire soit « *producteur de danger* » soit, « *réducteur de danger*».

2° Un territoire cindynogène[[80]](#footnote-80) et/ou cindynolytique[[81]](#footnote-81) ?

Les enchevêtrements entre les acteurs implantés localement et les interactions qui peuvent exister avec les structures urbaines, industrielles ou naturelles montrent que la notion de territorialité dépasse l’idée simple d’utilité ou de réseaux. Dans le cadre de catastrophe technologique, ce sont par exemple, les infrastructures d’entreprises qui peuvent être détruites et par contrecoup, endommageant les structures périphériques (habitations, entreprises, etc.) – pensons à la société AZF[[82]](#footnote-82) de Toulouse (21/09/2001). Ainsi les interactions entre les phénomènes observables susceptibles d’engendrer des catastrophes suscitent une science particulière, celle des risques. La cindynique, qui traite des sciences des dangers, est prise en compte depuis peu. Ce n’est qu’après les événements de Bhopal[[83]](#footnote-83) (3/12/1984), Challenger[[84]](#footnote-84) (28/01/1986) ou Tchernobyl[[85]](#footnote-85) (26/04/1986) qu’il y a eu une véritable prise de conscience. Les cindyniques conduisent à mieux maîtriser la complexité des risques d’un territoire qu’ils soient : technologiques, naturels, économiques, sociologiques etc.-. Ainsi, elles produisent des données et des informations qui sont disponibles aux acteurs locaux. Dans ce cadre, le système d’intelligence territoriale capte ces données pour les distribuer aux parties prenantes (aux bonnes personnes et aux bons moments). Par exemple, l’explosion d’une usine chimique dans la vallée du Rhône, un fort débordement d’un cours d’eau, ou toute autre catastrophe majeure doivent être étudiés par un ensemble de *réseaux d’acteurs enchevêtrés* (Kerven, 1995) pour former une cartographie des risques du territoire. Le modèle ainsi obtenu est pris en compte par le système d’information support l’intelligence territoriale pour transmettre les savoirs.

Georges-Yves Kerven (2003, p3)[[86]](#footnote-86) écrit qu’avec ce nouvel objet de recherche (qu’est le danger), *« nous serons certainement plus rassurés devant les événements de la vie que nous ne maîtrisons jamais totalement* ». Toutefois, Charles Perrow (1994)[[87]](#footnote-87), n’est pas aussi confiant, il écrit : « *une alarme signalant un événement incompréhensible et inimaginable ne peut être vue, parce qu’elle ne peut être crue* ». C’est ce que Eric Fimbel (2004, p90)[[88]](#footnote-88), en reprenant l’analyse de Carol Herbert de 2003, appel le « *déni de réalité* ». Mais qu’est-ce que représentent réellement les cindyniques ? Et quel est le rôle de la collectivité locale dans ce domaine ? Pour Georges-Yves Kerven (1995)[[89]](#footnote-89), les cindyniques s’intéressent aux opérateurs de transformation de situation, les TCS (Transformateurs Catastrophiques de Situation). Une situation nouvelle bouleverse les réseaux impliqués dans la situation de changement post-catastrophique. Ainsi, les perturbations vont se propager dans les hyperespaces, les espaces cindyniens (op.cit., p30).

Pour cette raison, les événements dangereux sont des opérateurs de transformation. L’objet transformé est la situation cindynique. Mais une transformation peut aussi être intentionnelle (op.cit., p31). Ainsi pour l’auteur, un opérateur particulier de transformation de situation cindynique est intentionnel s’il remplit trois conditions : Qu’il soit un réseau « *chef de projet* » des réseaux d’acteurs et qui crée, d’une part, les conditions d’existence de finalités (téléologiques) de cette transformation dans l’ensemble des hyperespaces cindyniques et, d’autre part, qu’il existe une portion d’espace et de temps pour cette transformation prise en compte dans l’ensemble des réseaux. La première application de transformation est notée AT (Application Téléologique), la seconde application est notée AP (Application Programmatique). Ainsi, le réseau « *chef de projet* » pilote la transformation intentionnelle grâce à deux composantes (AT, AP). AT, permet au réseau « *chef de projet*» de négocier la transformation des finalités, et AP, permet la rédaction d’un ensemble de programmes de prévention. Dans cette perspective ou au niveau local, les *incidences politiques* sont en interactions avec les phénomènes vécus par les parties prenantes (citoyens, entreprises, etc.), l’animation du « *réseau chef de projet* » revient prioritairement au principal élu de la collectivité locale : le maire.

Ainsi, le territoire peut se trouver à la fois protecteur (*cindynolytique*) car des réseaux d’acteurs peuvent anticiper les dangers à venir, et producteurs de dangers (*cindynogène*) en stockant ou recevant des processus non totalement maîtrisés. Dès lors, le territoire prend la forme d’un système complexe (Bertacchini, 2000, Prax, 2002), ou les risques peuvent prendre des apparences multiples.

Cette approche va introduire la notion de management des risques au niveau d’un territoire, parce que les organisations du territoire local sont confrontées à un certain niveau de risque, et que ce dernier est protéiforme, car il peut être économique, social, politique, sociétal, etc… Ainsi, selon Bernard Vachon (1996)[[90]](#footnote-90), « *la collectivité est amenée à prendre conscience de sa situation, à inventorier ses ressources, à évaluer ses forces et ses faiblesses sur le plan physique et humain, à identifier les leaders et acteurs locaux, à déterminer ses besoins et ses aspirations* ». De la sorte, une mobilisation des acteurs locaux semble nécessaire. Ainsi parait émerger une territorialité active et mobilisée, une Intelligence Territoriale.

3° Une territorialité active, émergence d’une Intelligence Territoriale

La mobilisation de la territorialité repose sur une société civile locale dominée plus par le raisonnable que par la rationalité et qui ne s’inscrit pas dans la collision des intérêts des corporations ou des communautarismes. C’est un projet politique[[91]](#footnote-91) qui repose sur une démocratie dialogique au sens de Callon, Lascoumes et Barthe (2001)[[92]](#footnote-92) et qui œuvre dans des forums hybrides, dont certains peuvent être informatisés[[93]](#footnote-93). L’élu est alors le thérapeute de l’homéostasie[[94]](#footnote-94) territoriale. Ce projet nécessite pour les élus, qu’ils transforment leur organisation administrative, en la faisant évoluer d’une administration de gestion à une administration de mission et dès lors « *ériger un nouveau mode de l’action publique cohérent avec les impératifs de modernisation de la société* »[[95]](#footnote-95). « *Il s’agit de l’implication des populations sous la responsabilité des maires* », postule Hubert Roux (2004)[[96]](#footnote-96). Du côté de la territorialité la tâche semble également difficile. Emile-Pierre Guéneau (2004)[[97]](#footnote-97) effectue une distinction entre *citoyenneté* et *incivisme*, notamment en observant « *l'insécurité ambiante* ». « *L’insécurité croissante des vies* »[[98]](#footnote-98) dans un monde globalisé incitant les individus à un usage à la carte des ressources urbaines et qui fait poser la question à Marie-Christine Jaillet (2007), du bien commun négocié entre individus.

L’Intelligence Territoriale actionne, en dehors et en relation avec le cadre d’une société savante (des laboratoires), la territorialité pour produire des échanges d’information[[99]](#footnote-99). Ces échanges vont donc mettre en œuvre des communications autour du raisonnable, la rhétorique et des bavardages cultivant le sophisme. Mais pour autant doit-on les ignorer ? Dans les travaux de Serge Latouche (2001)[[100]](#footnote-100) on lit que dans l’informel, on est raisonnable et non rationnel, parce que justement raisonnable. Avec toutefois la possibilité pour Latouche d’être les deux en même temps. Emergent dans ces groupes des convictions forgées par des paradigmes cartésiens et positivistes qui séparent les citoyens « *connaissant les faires* » et les scientifiques « *connaissant les faits* »[[101]](#footnote-101). Mais les échanges les plus pertinents reposant sur des représentations intersubjectives des phénomènes observés permettront d’approcher les risques et éventuellement de les conscientiser. Tout en se rappelant que par hypothèse H.A. Simon (1979) affirmait que les êtres humains ont une capacité cognitive limitée.

4° Les dangers locaux approchés par une science nouvelle

En 1995, Georges-Yves Kerven reprend les travaux de Patrick Lagadec (1979, 1980) et ceux du colloque de l’UNESCO de 1987, pour tenter de construire une spécificité épistémologique propre aux sciences du danger. Kerven développe ainsi en 1995 l'épistémologie cindynique et décrit la phénoménologie de cette nouvelle science. Ses travaux permettent d'entrevoir la structure encyclopédique des cindyniques et, notamment, leur application aux différents aspects de la vie quotidienne (Kerven, 1995, 1997). Pour ce chercheur les cindyniques ont évolué en trois phases[[102]](#footnote-102), qu’il nomme « *génération* ». La première (*CINDY1G*), elle est l’œuvre des fondateurs en 1987. Elle s’est attachée à fournir une méthode d’analyse du *risque technologique majeur*. La seconde (1994-2001) génération (*CINDY2G*) a évolué de l’industrie vers la société civile (*risque psychologique*) et la troisième (*CINDY3G*) le basculement du risque à la *menace anthropologique*. Dès leur origine les cindyniques ont incorporé, grâce notamment aux hyperespaces, les aléas psychologiques et sociaux, mais les mutations générationnelles, depuis 1987, montrent un déplacement progressif vers les sciences humaines.

Penser une situation de danger conduit à des actions collectives dynamiques qui permettent d’évaluer les aléas et, chemin faisant, de les adapter aux situations nouvelles rencontrées. Car « *chaque catastrophe remet en cause la vieille alliance de la ville et de l'industrie. La ville contemporaine est aussi celle où s'accumulent les frustrations et les violences sociétales, sources d'insécurité* »[[103]](#footnote-103). La cybernétique[[104]](#footnote-104) qui permet les rétroactions est une garantie contre les certitudes des acteurs et qui grâce aux cindyniques restaure la valeur du raisonnement analogique et « *la causalité circulaire* »[[105]](#footnote-105) dans le discours sur les dangers.

Pour Jacques Bouyssou (1997)[[106]](#footnote-106), l’imaginaire des acteurs joue un rôle important dans l’approche du risque, il influence la perception. C’est dans cet esprit que Kerven (2005) écrit : « *Ex ante, les collectivités ont tendance à nier l’imminence d’une catastrophe […] nous vivons la conviction que nous sommes à l’abri du danger* ». Pourtant, selon Michaela Nedelcu et François Hainard (2005)[[107]](#footnote-107), « *La notion de risque émerge dans une société de plus en plus préoccupée par la maîtrise de son futur* ». Les interactions, parfois non intelligibles par les citoyens, entre les composantes du territoire peuvent faire oublier les dangers, or Jocelyne Dubois-Maury et Claude Chaline (2002)[[108]](#footnote-108), retiennent « *le principe que toute ville peut s’interpréter comme un système dynamique, toute atteinte à l’une de ses composantes va, non seulement modifier l’évolution de celle-ci, mais selon toute probabilité affectera le comportement et l’équilibre de l’ensemble, selon un jeu bien connu d’effets en chaînes et d’interactions* ».

Dans notre objet d’étude, le territoire local, les interrelations observées sont telles que les objets agissent les uns avec les autres. Comme c’est généralement le cas, un aléa technologique ou naturel, interagit avec son environnement humain immédiat et produit des objets informationnels qui se propagent spontanément et par des canaux multiples. Pour cette raison, le danger est perçu comme un processus complexe qui s’analyse en amont et en aval d’un aléa en tenant compte des cinq dimensions des hyperespaces (Kerven, 1995, op.cit.). « *La pensée du danger s’est repérée par rapport à la phénoménologie, à l’ontologie et à l’épistémologie* » affirme Kerven (2005)[[109]](#footnote-109). Ainsi, que ce soit pour identifier les rhétoriques de légitimation, pour communiquer ou simplement pour diffuser une information compréhensible les Sciences de l’Information et de la Communication sont contingentes des cindyniques. Dès lors, la dialectique qui dissocierait les sciences de l’ingénieur (ou des sciences physiques ou biologiques) des Sciences Humaines, oublierait l’apport des Sciences de l’Information et de la Communication comme phénomène informationnel et anthropologique, elle se trouverait chahutée. Ainsi, penser la complexité du réel en prenant en compte des questionnements hybrides notamment en s’appuyant sur la théorie de la description, va permettre un retour vers l’intelligibilité du complexe. Morin (2005) traduit ainsi cette relation « *la solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de complexité* »

Conclusion

Selon Ulrich Beck (op.cit.), la société industrielle que nous avons connue a basculé vers une société centrée sur la répartition des risques. Le risque n’est plus une menace exogène, mais un phénomène de société qui doit être pris en compte par une société locale réticulaire. Que Michel Ferrary et Yvon Pesqueux (2004)[[110]](#footnote-110) définissent comme : *« une société est qualifiée de réticulaire quand les groupes qui la constituent résultent de relations plus ou moins stables construites sur la base de l’expression de préférences ou d’affiliation de réseau plus qu’au regard d’une appartenance territoriale et/ou institutionnelle. Elle résulte donc de relations plus aisément modifiables donc plus « plastiques » que les stratifications sociales classiques* ».

Déjà en 1708 Giambattista Vico[[111]](#footnote-111) disait « qu’il y a des règles « flexibles », qui épousent les sinuosités du réel, qui tiennent compte des circonstances, de la mobilité et de la mutabilité des choses de la vie, et empruntent des voies obliques pour contourner les obstacles. De l’autre, il y a des critères de vérité « rectilignes » et « rigides ». […] Mais plus profondément, ce sont deux mondes qui s’affrontent, le monde vivant, varié et coloré des hommes, et le monde froid et abstrait des mathématiques, de la logique et de la mécanique. Le monde des hommes est le monde du temps, du changement, de l’apparence, de la circonstance, de la contingence. »

Les cindyniques enracinées dans les Sciences de l’Ingénieur utilisent les sciences de la logique et les Sciences Humaines. Elles rendent ainsi contingentes l’analyse des phénomènes par les deux mondes. L’Intelligence Territoriale[[112]](#footnote-112), inscrite dans les Sciences de l’Information et de la Communication, se retrouve avec l’analyse des aléas d’un territoire intimement encastrée dans les cindyniques pour mobiliser la territorialité. Et ceci dans une « *obstinée rigueur* »[[113]](#footnote-113) (« *hostinato rigore* », Léonard de Vinci[[114]](#footnote-114)) pour rendre intelligible la complexité, dans la démarche scientifique d’Edgar Morin. Selon cet auteur, le « *travail à bien penser* », fait que « *toute idée porte en elle, dans sa rétine conceptuelle, une tache indélébilement aveugle. Le but du discours théorique n'est pas de faire clarté sur tout, mais de voir malgré et avec la tache aveugle* » (E. Morin)[[115]](#footnote-115).

Toutefois, l’approche des dangers par les cindyniques ne doit pas conduire à une bureaucratisation ou une *expertocratie*[[116]](#footnote-116) des relations locales. Elles invitent probablement à dépasser le principe de précaution pour se tourner vers une *conscientalisation* du danger sans vouloir le refouler derrière les experts. Car selon Ulrich Beck (op.cit.) « *La science devient de plus en plus nécessaire mais de moins en moins suffisante à l’élaboration d’une définition socialement établie de la vérité*». « *L’expert est aveugle sans les lunettes du citoyen* »[[117]](#footnote-117) affirme Jean-Louis Le Moigne (2007). Il s’agit à chacun d’œuvrer pour l’intérêt public sans renoncer à ses propres intérêts, mais de les articuler aux intérêts des autres (Nedelcu, Hainard, 2005).

**5. Applications**

**Texte-synthèse ‘*à propos’***

Cette partie dénommée ‘*Applications*’ couvre toute la période au cours de laquelle nous nous sommes attelé à la tache de structuration de ce qui n’était, en 1996, et avant dans nos expériences professionnelles, qu’une intuition, dénommée plus tard, *intelligence territoriale*, lors de notre thèse de Doctorat suivie de notre H.D.R.

Avec une préoccupation commune, essayer de comprendre pourquoi, comment, les collectifs de travail se formaient, ou pas, progressaient, ou pas, pourquoi les territoires écrivaient, ou pas, le scénario de leur développement.

Et toujours, nous y tenions absolument, intégré à la recherche en cours, en relation interdisciplinaire, hors laboratoire et en laboratoire, parce qu’à nos yeux, et sur la base de nos pratiques, seule méthode de fertilisation éloignée de formules incantatoires qui rarement se concrétisent.

Dans une première contribution, nous avions pour objectif de présenter l’état des liens entre acteurs locaux en recourant à l’analyse réseau. Pour poursuivre notre préoccupation de représentation des liens existants entre des acteurs locaux, nous avons essayé de saisir comment des PAIC (point d’accès à l’internet citoyen) pouvaient prétendre, en interface, à permettre le déploiement d’une E administration régionale. Dans une évocation des flux associés à l’eau, nous les avions entremêlés à une réflexion sur la formation du pôle de compétitivité ‘Mer’ en région Paca. Plus tard, toujours en relation avec les liens, et inscrivant cette recherche, conduite en Languedoc Roussillon, dans le champ de l'intelligence territoriale, nous approfondissons le rôle que peut jouer la dimension géographique dans les dispositifs socio-techniques d’information et de communication (Distic) à l’échelon des territoires intercommunaux, en particulier pour opérer des médiations entre les acteurs hétérogènes de la gouvernance territoriale

Quittant les liens et les flux, dans le cadre d’une recherche-action en Rhône Alpes, les actions qui l’ont accompagnée, inscrite dans une démarche plus globale d’Intelligence territoriale, ont fait apparaître la nécessité d’avoir un système d’information territorial construit comme un instrument d’assistance à la gouvernance en général et à la gestion des risques du territoire en particulier.

Nous changions d’objet et d’échelles, avec notre participation à l’étude d’une Technopole ‘Sophia Antipolis’ pensée et conçue par ses fondateurs comme un territoire dédiée à la production de connaissances, qui traverse aujourd’hui un énième cycle : l’avènement des Tic, moteurs de l’économie numérique. En cela, la création de Sophia-Antipolis fut un acte d’anticipation de la migration d’un territoire physique vers un autre, virtuel que nous interrogerons ‘Sophia-Antipolis : Ante & Post de la projection d’une vision territoriale à l’observation de ses représentations virtuelles.’ Nous avons prolongé la réflexion en l’appliquant à un autre territoire de missions et de savoirs ‘l’Université’ dans la vision du 21e siècle, à l’aune de l’intelligence territoriale.

Nous aurions pu également montrer le rôle de l’intelligence territoriale et ses apports dans le pilotage d’opérations relevant de dispositifs en matière de Développement durable. Ces recherches seront traitées dans la conclusion/discussion

Texte d’auteur

../..

« *C’est le moment de faire le grand saut : hic Rhodus, hic salta*.

Traduction contre transport

« Nous voici parvenus sur le véritable lieu de naissance de qu’on appelé la « sociologie de l’acteur-réseau » ou, plus précisément, la « sociologie de la traduction » - une appellation qui n’a malheureusement jamais pris ni en anglais ni en français.

Comme je l’ai souligné, cette théorie est née lorsque nous avons réalisé que quelque chose d’inhabituel s’était produit dans l’histoire et la sociologie des faits scientifiques : l’explication sociale ne parvenait pas plus à passer dans les faits qu’un chameau par le chas d’une aiguille.

Nous avons franchi le Rubicon, à mes yeux du moins, lorsque nous avons été obligés de considérer tour à tour trois objets qui n’étaient pas clairement sociaux jusque-là (des microbes, des coquilles Saint-Jacques et des massifs de coraux), et qui pourtant s’obstinaient à occuper la position étrange d’être associés aux formes sociales déjà répertoriées que nous nous efforcions d’expliquer. De deux choses l’une : ou bien faute de faire partie des membres bien documentés de la société, ils étaient rejetés hors de la théorie sociale, ou bien ils y étaient accueillis, mais, alors, dans ce cas, il fallait modifier profondément le concept même du « social ». La sociologie de l’acteur-réseau est née, pourrait-on dire, quand il fût décidé de suivre la seconde solution. » (p.152-153) ../..

« Je ne saurais exprimer plus clairement le but de cette sociologie des associations : il n’y a pas de société, de domaine social ni de liens sociaux, mais il existe des traductions entre des médiateurs susceptibles de générer des associations qui peuvent être tracées. » (p.157) ../..

L’expérience mène plus loin

« Ce qui peut sembler réellement choquant dans cette définition de l’association n’est pas seulement l’étrange signification qu’elle assigne au terme « social », mais aussi la place inhabituelle qu’elle accorde aux objets dits « naturels » ; Et pourtant, il faut dissoudre simultanément les deux extrémités de cette chaîne, le social comme le naturel. Ceux qui définissent la sociologie de l’acteur-réseau comme une sociologie « étendue aux non-humains » comprennent rarement cette symétrie –comme si les non-­humains n’avaient eux-mêmes pas subi une transformation aussi profonde que celle qui touche les acteurs sociaux. » (p.159) ../..

Bruno Latour, *Changer de société*, *refaire de la sociologie*, La Découverte/Poche, (suite du 1er tirage) 2010.

**Vers une représentation de l’état des liens entre les acteurs locaux**[[118]](#footnote-118)

Mots clé : Analyse réseau, apprentissage organisationnel, capital formel, développement local, transfert de compétences.

Introduction

Faut-il nier les différences, les inégalités de contenus sociologiques, géographiques, économiques et culturelles que les territoires présentent les uns par rapport aux autres au point de ne pas en tenir compte pour définir une politique de valorisation territoriale[1] ? A trop simplifier et/ou faire le choix de greffer des actions de développement sans préalables, ne risque-t-on pas d’ignorer des histoires, des terroirs, des savoirs et faire le choix de politiques de développement local complètement inappropriées ?

Les échelons territoriaux ne sont pas en mesure d’appliquer des politiques de développement identiques, uniformes [2]. Faire le choix d’une politique de développement endogène certes, moins prestigieuse qu’une politique exogène, peut souvent s’avérer utile voire la plus adaptée. C’est certainement un passage quasiment incontournable pour tester, le potentiel de développement d’un échelon local, l’aptitude des acteurs locaux à coopérer, échanger des informations et finalement valoriser leur propre espace.

Dans ces conditions, si ces échelons locaux veulent apparaître attractifs et compétitifs, il leur faut mettre en œuvre des procédures qui apprennent à des catégories d’acteurs qui ne sont naturellement tournés les uns vers les autres de se mobiliser pour un objectif commun. Mais à nouveau, ces procédures reposent sur la faculté, la volonté des acteurs locaux de procéder à des échanges d’informations, d’accorder du crédit à l’information reçue, de participer à la vie locale [3].

La démarche suivie

Sur deux territoires distincts que nous désignerons par A et B pour des raisons de confidentialité, nous avons procédé à des enquêtes-respectivement 56, 54- auprès de trois catégories d’acteurs locaux : entreprises, éducatifs, institutionnels.

Sur la base des informations collectées et à l’aide d’une analyse réseau, nous avons représenté sous forme de cartes les relations que déclarent entretenir ces acteurs et leur implication dans des actions de développement local.

1.La valorisation territoriale : une démarche transversale.

Lorsqu’un échelon territorial réfléchit aux orientations futures de son avenir, il engage de fait un acte de développement. C’est-à-dire qu’il initie un processus de recherche de compétitivité globale [4]. Il ne s’agit pas moins de renforcer la capacité d’attractivité [5] du territoire, à le doter d’arguments spécifiques, à les faire connaître à des partenaires potentiels lorsqu’ils existent, éventuellement à manifester une volonté d’associer des partenaires à ce programme de développement. Ce processus vise, à notre sens, à faire adopter voire partager un objectif, une démarche par plusieurs catégories d’acteurs locaux très différents les uns des autres [6]. Nourrir le projet de se développer, c’est aussi et d’abord un état d’esprit : un pied dans l’économie, un pied dans des activités d’intérêt général [7]. Les instigateurs d’une politique de développement ne peuvent pas ignorer la double composante d’une telle initiative : endogène et exogène, l’entreprise et l’entreprise dans son environnement.

Pour décliner une politique de développement local il s’agit pas moins de réunir des professions, des entreprises et d’accompagner ces acteurs au cours de leur développement et de leurs mutations. La politique de développement idéale vise à mettre en place des dispositifs présents sur tous les fronts pour faciliter le rassemblement des acteurs locaux afin d’établir les partenariats nécessaires au développement d’une région, d’un département ou de tout autre entité locale [8]. Dans cette optique, le plan de développement devient acteur et outil pédagogique. Il est aussi un moyen d’interpénétrer les cultures différentes : entrepreneurs, institutionnels, éducatifs. Ce mouvement est donc fondé sur le décloisonnement, une approche transversale qui repose sur quelques piliers essentiels :

-le volet économique qui concerne les entreprises en place ou à venir dans leur défi permanent de la compétitivité. Les décideurs locaux doivent être présents à tous les stades de leur évolution en offrant en un lieu unique, physique ou immatériel, les compétences et services attendus, les expériences connues ou à faire connaître. Nous désignons par cette offre le capital formel [9] et organisationnel du territoire qui autorise le transfert de ces compétences et expériences d’une catégorie d’acteurs à l’autre.

Ce capital peut être assimilé à un portefeuille d’actifs, de produits de la collectivité territoriale. A ce titre l’échelon local vise à leur protection et valorisation dans le cadre d’une politique de développement local.

-le volet d’interface qui favorise le développement local en rassemblant les énergies autour de projets communs, entre l’environnement (universitaire, politique, recherche) et le monde économique.

Cette démarche transversale ne peut être que le fruit de la volonté d’hommes, acteurs locaux éclairés par un diagnostic rigoureux et un projet ambitieux. Nous pouvons illustrer notre propos par un exemple rencontré ici ou là. Cette situation met en relation des acteurs locaux de culture différente qui ne se tournent pas naturellement les uns vers les autres et qui relève de la transmission des connaissances. S’agissant du volet économique d’une politique de développement, nous pouvons indiquer que bon nombre d’entreprises dans des secteurs d’activités variés se trouvent dans un guet-apens technologique [10] permanent. Les savoirs-faire attendus de leurs collaborateurs ont une vocation naturelle à devenir obsolètes. C’est pourquoi la formation délivrée par les acteurs locaux du secteur éducatif doit permettre aux jeunes qui rejoindront ces entreprises d’apprendre à apprendre c’est-à-dire, de posséder certaines aptitudes comportementales [11].

Cette scène met en relation trois catégories d’acteurs locaux : les entreprises, les éducatifs et les institutionnels, et valorise des relations de proximité en créant des dynamiques de développement d’emploi des jeunes. Cette situation souligne un des aspects déterminants du développement local : la capacité que possèdent les acteurs à coopérer, à valider l’information échangée, à transférer leurs compétences.

Le potentiel de développement repose, à notre sens, essentiellement sur ces facultés d’échanges que nous appelons le gisement de transférabilité [12]. Ce constat nous a incités à utiliser l’analyse réseau pour tenter de représenter, ces relations et l’implication des acteurs locaux.

Notre propos s’attache à expliquer pourquoi et comment nous avons conduit cette démarche de diagnostic et quels résultats nous en avons extraits avec le concours d’une analyse réseau.

2. La démarche d’analyse employée pour caractériser l’état des liens locaux sur deux bassins d’observation.

2.1.Obtention des résultats.

Ce travail a pour objectif de proposer une méthode de traitement d’un questionnaire [annexe1] à partir de l’analyse réseau [13].

Le point de départ

Le point de départ est un questionnaire qui a été administré dans les bassins de A et de B auprès de représentants de 3 groupes institutionnels/ éducatifs / entreprises. Chaque personne sondée est qualifiée par deux caractéristiques identitaires : son âge et son sexe. Elle peut donc être caractérisée par un code à 5 champs.

Par exemple, D|inst|58|H|25 correspond aux informations relatives à un homme de 58 ans qui appartient au groupe des institutionnels du bassin A. Cette personne est la 25ième personne interrogée.

Le questionnaire a été administré au même nombre de personnes dans chacun des deux bassins ce qui fait que nous obtenons des résultats homogènes qui peuvent être comparés.

La structuration des données

Le questionnaire comporte trois groupes de questions (B, C, D) qui renvoient chacun à une thématique spécifique. Considérons que le groupe C comprend 5 questions :

La question 1 comporte a modalités

La question 2 comporte b modalités

La question 3 comporte c modalités

La question 4 comporte d modalités

La question 5 comporte e modalités

La réponse d’une personne sondée au questionnaire peut se présenter de la façon suivante

Réponse partie C :m1@m2@m3@m4@m5.

Traitement avec le logiciel Dataview

L’ensemble du questionnaire administré peut se présenter comme une succession de lignes, chacune exprimant les modalités déclinées par une personne interrogée. Cette information peut être récupérée sous le logiciel Dataview[14] et transformée en une matrice appelée matrice de Condorcet. Cette matrice carrée symétrique exprime le nombre de modalités que partagent les personnes sondées prises deux à deux.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | D|inst|58|H|25 | D|edu|40|F|26 |
| D|inst|58|H|25 | 4 | 2 |
| D|edu|40|F|26 | 2 | 4 |

La valeur deux signifie que ces deux acteurs ont exprimées deux réponses en commun dans la partie C du questionnaire qu’ils ont remplie.

Traitement avec le logiciel matrisme

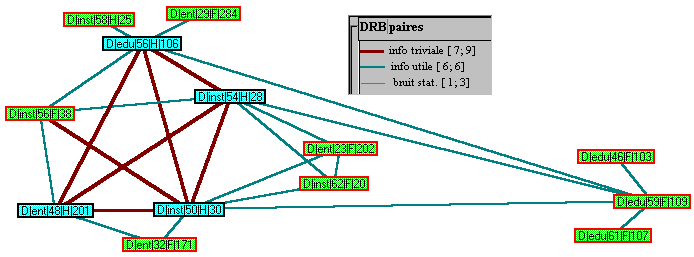
Le traitement sous matrisme [15] ne fait que retranscrire cette information matricielle avec le moins de déformation. Dans le réseau, un sommet représente le code associé à une personne interrogée et un lien entre deux sommets signifie que ces deux personnes ont au moins une modalité de réponse en commun.

Le réseau général obtenu lorsqu’on représente les liens entre chaque paire de sommets est inextricable dans la mesure où il existe beaucoup de sommets qui entretiennent avec les autres des liens ténus (se traduisant par le fait que ces sommets ont par exemple une réponse commune avec les autres). Si on enlève ces liens ténus du réseau, on obtient des graphes plus lisibles qu’il s’agit maintenant d’interpréter.

Interprétation des résultats

Partie B3 du questionnaire « Les relations avec les autres acteurs locaux. »

## Territoire A.



Territoire B.

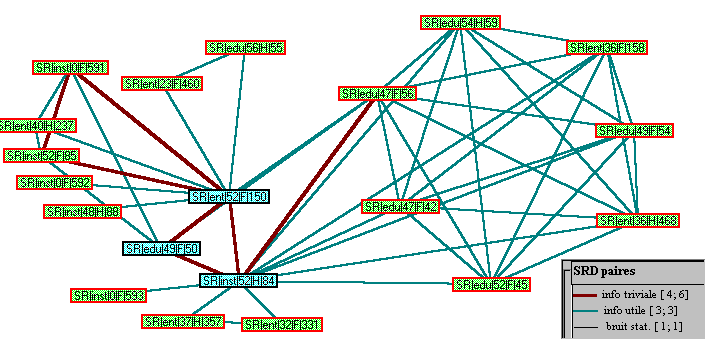


Nous allons comparer les réponses exprimées par les personnes interrogées sur la base des similarités exprimées dans leur réponse à la partie B du questionnaire. Le nombre de personnes interrogées étant le même sur les deux bassins, nous obtenons une information qui peut être comparée entre les résultats de A et de B. Nous avons appliqué à ces deux réseaux les mêmes filtres en conservant un lien entre deux sommets lorsque les deux sommets correspondent à des individus qui ont au moins 4 réponses en commun.

On obtient un réseau dans le bassin B beaucoup plus enchevêtré que sur le bassin A. Cela signifie que les acteurs en B ont des réponses beaucoup plus proches les uns des autres que les acteurs de A. Dans le bassin A on a uniquement 13 acteurs qui ont moins de 4 réponses communes sur la partie B du questionnaire contre 18 pour le bassin B. La répartition entre les trois pôles sur les 2 bassins fait ressortir une sur-représentation des entreprises ce qui revient à considérer que les entreprises expriment dans ce questionnaire des réponses homogènes assez voisines.

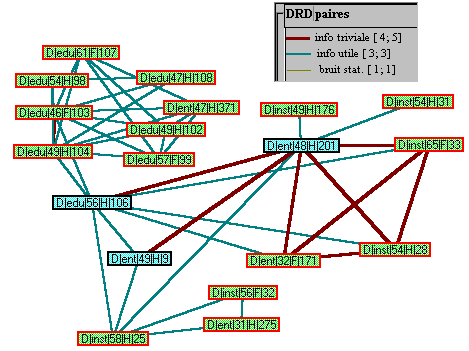
|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Educatif** | **Entreprise** | **Institutionnel** |
| **Bassin A** | 4 | 4 | 5 |
| **Bassin B** | 3 | 10 | 5 |

## Partie D9 du questionnaire « Est-ce que cet événement regroupe plutôt ? » Territoire A



Territoire B

Territoire B



Sur ces réseaux, un lien entre deux sommets signifie que les deux acteurs ont au moins deux réponses en commun. On peut observer que sur A les acteurs du monde [édu] ont un comportement assez endogame. Ils ont tendance à exprimer des réponses voisines comme l’atteste leur position en haut à gauche du réseau. Ils ne semblent pas partager beaucoup de réponses avec les autres acteurs [institu] et [entreprises].Dans le bassin B, les réponses du milieu [éducatif] sont plus voisines de celles exprimées par les représentants du monde de l’[entreprise] et [institutionnel].

On observe enfin que le nombre de sommets dans chacun de ces deux réseaux et leur ventilation par catégorie est peu différent entre les deux bassins A et B ce qui n’était pas le cas précédemment.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Educatif | Entreprise | Institutionnel |
| **Bassin A** | 8 | 5 | 6 |
| **Bassin B** | 7 | 7 | 6 |

La démarche que nous avons mise en œuvre trouve sa justification dans la conclusion qui suit.

Conclusion

Les textes de loi Européens, Français qui traitent de l’aménagement du territoire se multiplient. LOADT, projet d’intercommunalité, définition des contrats de plan Etat-Région. Quels liens ont entre elles ces lois administratives, techniques ? De jeter la prospective d’une nouvelle organisation de l’espace collectif rendant possible au quotidien de nouvelles pratiques individuelles [16]. Ces lois portent sur l’architecture du territoire, ses fractions, ses centres de décision, ses équilibres, son maillage ainsi que sur la manière de l’occuper, de l’entretenir, d’y organiser la vie, de s’y déplacer, d’y créer des richesses et d’y vivre ensemble [17]. La Loi sur l’aménagement du territoire va consacrer l’apparition de nouveaux venus [18] les "agglomérations" et les "pays" qui transgressent les traditionnelles frontières communales, cantonales ou départementales. Dans ce nouvel environnement structurant, les contrats de plan Etat-Régions, loi sur l’intercommunalité se fondent en principe sur le partenariat et la responsabilisation des acteurs. Il a même été avancé qu’elles visent à substituer une logique de projet [19] à une logique de guichet et préfèrent une politique contractuelle aux stratégies clé en main. En ce sens, elles se situent à l’opposé des modèles pratiqués depuis des décennies par un Etat centralisateur.

Ce mouvement trouvera-t-il l’appui d’une volonté politique locale assez forte pour que sa dynamique inscrite dans la mise en œuvre conjointe des différents projets de loi perdure ? La mise en œuvre d’une telle logique de projet ne peut aboutir que si les échelons locaux qui veulent la pratiquer réunissent quelques caractéristiques précises. Les territoires qui progressent présentent des caractéristiques que cet ensemble législatif souhaiterait étendre à d’autres qui ne les ont pas encore révélées [20]. En effet, comment expliquer que des politiques de développement local menées par des territoires ne se concrétisent pas par les résultats tant attendus ? Que certains échelons locaux n’engrangent pas les fruits de leur stratégie ? Que d’autres sans recourir à la manne des subventions aux effets dérisoires et perverses [21] attirent dans leur périmètre des entreprises par ailleurs très sollicitées ?

Sans prétendre répondre d’une façon exhaustive à cette interrogation fondamentale, nous pouvons, par ailleurs, mentionner les quelques caractéristiques et traits forts des entités socio-territoriales qui progressent. Ces entités ont réalisé l’alliance entre le politique et l’économique sous l’impulsion volontariste d’un élu [22].

Ces entités se sont organisées sur un même métier, possèdent une culture commune qui repose sur une continuité historique [23]. Ces entités s’efforcent de s’organiser en réseau. Après des années de crise, les lunetiers jurassiens en relation avec la DRIRE, la région, le syndicat professionnel ont conduit des actions communes en matière de technologie, de qualité, de productivité, d’expert, de *désign* encadrés par un chef de projet. Ces entités socio-territoriales ont presque aboli le chômage à partir d’un développement endogène. Au cours des cinq dernières années l’Ille et Vilaine a créé 12.500 emplois. 3000 proviennent d’un développement exogène et 9500 d’un développement endogène. Ces entités socio-territoriales s’efforcent d’intégrer de l’amont à l’aval tous les opérateurs d’une filière industrielle de préférence. Nous pensons que la démarche qui a été exposée dans le présent article peut contribuer à révéler l’état des liens entre les acteurs locaux et fonder des actions appropriées soit, pour les amplifier lorsque les coopérations existent soit, les améliorer lorsqu’elles sont insuffisantes.

Références bibliographiques

[1] Bertacchini.Y., « Closing the gap between the proximity of the local steps and their adjacent skills: toward the knowledges of endorsement will. », [http://crrm.Mrs3 univ-.fr], Information Scientific for Decision Making N°3, Lepont-Crrm, 2è trim 1999.

[2]Dionnet.S., «Elaboration d’outils dans l’apprentissage de contenus environnementaux.», in *Apprentissage, des méthodes naturels aux méthodes artificielles,* p 99, Editions Hermès, Paris, 1998.

[3]*Patrimoine et Citoyenneté,* Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l’architecture et du patrimoine, France Loisirs, Paris, août 1999.

[4] Bertacchini, Y., Quoniam.L., « Construire un projet local de développement autour d’une cellule de veille territoriale. », 2e Journées Internationales Intelligence Stratégique, ESA, Lille II, 9 et 10 Décembre 1999.

[5]Coelho.G.M., Dou.H., « L’attractivité, un concept replaçant la compétitivité dans un nouveau contexte. », Colloque de l’île Rousse sur les systèmes d’information élaborée, Octobre 1999.

[6] Bertacchini.Y.,Boutin.E., « L’analyse des relations entre les acteurs locaux. », 5ème Journées Internationales de l’analyse des données textuelles, Ecole Polytechnique Fédérale de lausanne, Lausanne, mars 2000.

[7]Goldfinger.ch., « The intangible economy and its challenges. », Semana do Conhecimento, Rio de Janeiro, 18-22 octobre 1999.

[8]Pélissier.N., Athanassios.D., Evanghelou., «Présupposés cognitifs de l’organisation en réseau et coopération virtuelle : de la théorie descriptive aux projets de nouvelle société.», *Comment penser la communication des connaissances,* p 398, Editions L’Harmattan, Collection Communication et Technologie, Paris, 1999.

[9]Glize.P., Gleizes.MP., Camps.V., «Une théorie de l’apprentissage fondée sur l’auto-organisation par coopération.», in *Apprentissage, des méthodes naturels aux méthodes artificielles,* p 331, Editions Hermès, Paris, 1998.

[10] Coburn.M., *Competitive Technical Intelligence: A Guide to Design, Analysis, and Action,* Oxford University Press, 1999.

[11]Nevers.B., Versace.R., « Knowledge Acquisition in Long Terme Memory: Activation and Construction of Traces.», in *Apprentissage, des méthodes naturels aux méthodes artificielles,* p 125, Editions Hermès, Paris, 1998.

[12]Bertacchini.Y., « Observation et diagnostic des usages locaux. », Colloque de l’île Rousse sur les Systèmes d’information élaborée, Septembre 1999.

[13]Boutin.E., Dumas.S., Rostaing.H., Quoniam.L., « Les réseaux comme outil d’analyse en bibliométrie. Un cas d’application : les réseaux d’auteur. », *Les cahiers de la Documentation Belge*, 1, 3-13, 1996.

[14] Dataview : logiciel de traitement bibliométrique développé par Hervé Rostaing dans le cadre de sa thèse au Crrm, 1993.

[15] Matrism : logiciel de traitement infographique développé par Eric Boutin dans le cadre de sa thèse au Crrm et LePont, 1996.

[16] Besset.JP., « Le territoire, une idée neuve en France. », *Le Monde*, 1999.

[17] Menanteau.J., « La France veut acclimater les districts industriels à l’italienne. », *Le Monde*, 1998.

[18]Filbet.M., Tazi.,« Le système d'information en "réseau" : une approche par l'organisation et par les nouvelles technologies de l'information. », Congrès de Génie Industriel, Montréal, mai 1999.

[19]Jayet.H., Duschène.G., et Sachter.H., *Structures économiques et barrières à l’entrée*, rapport au Commissariat Général au Plan, CESURE, Lille I, 1996.

[20]Weiss.G., « Learning To Coordinate Actions In Multi-Agent Systems.», Proceedings of the International Joint Conference on Artificial Intelligence, 1993.

[21] Godet.M., Pacini.V., « De l’activité à l’emploi par l’insertion. », *Cahier du LIPS n°6*, 2ème édition, Paris, CNAM, 1998.

[22] Vogelsang-Coombs.V., Miller.M., « Developing the governance capacity of local elected officials. », *Public Administration Review*, May/June 1999.

[23]Bertacchini,Y., Dumas Ph., « How to federate some local resources by developing new links ? «, THIRD TRIPLE HELIX INTERNATIONAL CONFERENCE, *The Endless Transition*, Rio de Janeiro, avril 2000.

**Annexe 1** : Modèle de questionnaire administré.

Questionnaire n° : Date :

Cette enquête porte sur le développement local et plus particulièrement sur l'état et la nature des relations entre les différentes catégories d'acteurs locaux.

**A1. Globalement, comment qualifiez-vous vos relations avec votre environnement ?**

-11 Très bonnes

-12 Bonnes

-13 Moyennes

-14 Médiocres

-15 Inexistantes

**A2. Entretenez-vous des relations avec les acteurs locaux ?**

-21 Oui

-22 Non

-23 Pas précisément

-24 Par contraintes.

**B3. Avec quelle(s) catégorie d'acteurs locaux entretenez-vous ces relations ?**

- 31 Educatif: Université, IUT, Lycée, Collège, Ecole primaire.

- 32 Entreprise: Primaire- Secondaire- Tertiaire.

- 33 Institutionnel: Région, Département, Ville.

**B4. Quelle est la nature de ces relations ?**

- 41 Economique

- 42 Culturelle

- 43 Sociale

- 44 Pédagogie

- 45 Poursuite d’études

- 46 Connaissance du marché

- 47 Accord commercial

- 48 Relationnel

Préciser si besoin [dans autre]

**C5. Comment qualifiez-vous ces échanges ?**

- 51 De plutôt satisfaisants

- 52 De plutôt insatisfaisants

- Sans avis

**C6. S'agit-il d'échanges ?**

- 61 Plutôt réguliers: quotidien, hebdo

- 62 PLutôt irréguliers: épisodiques, sans suite..

- 63 En voie de l’être

**D7. Participez-vous à un ou plusieurs évènement(s) local** ?

- 71 Oui

- 72 Non

**D8. A quelle sorte d'événement participez-vous ?**

- 81 Réunion ponctuelle d'information

- 82 Journée de formation

- 83 Salon du lycéen

- 84 Salon commercial

- 85 Manifestation culturelle

- 86 Réunion inter-professionnelle

- 87 Réunion syndicale

- 88 Fête de l’Ecole

- 89 Colloque scientifique

**D9. Est-ce que cet événement regroupe plutôt ?**

- 91 Une même catégorie d'acteurs (exemple: des entreprises lors d'un salon)

- 92 Des catégories d'acteurs différents (exemple: des entreprises avec des institutionnels)

**D10. Êtes-vous associé chaque année à cet ou ces événements ?**

- 101 Oui

- 102 Non (Question suivante)

**D11. Pourquoi n'y êtes-vous pas associé chaque année ?**

- 111 L'événement ne se produit pas chaque année

- 112 Les participants changent d'une année sur l'autre

- 113 Le budget n'est pas reconduit

- 114 L'absence de motivation de l'équipe

- 115 Budget insuffisant

- 116 N’y voit pas d’utilité.

**12. Catégorie acteur local ?**

- 121 Educatif: Univ, IUT, Lycée, Coll, Primaire.

- 122 Entreprise: Prim-second-tertiaire.

- 123 Institutionnel: ville-département-région

- Autre, à préciser :

**13. Bassin ?**

-A

-B

**14. Mode d'administration du questionnaire ?**

- Retourné par voie électronique

- Retourné par voie postale

- Administré en face à face

**15. Age**

- 20-30

- 30-40

- 40-50

- 50-60

- 60-70

- Autre, à préciser :

**16. Sexe**

- M

- F

--------------------------------------------------------------------------

Informations complémentaires : [facultatives]

Votre nom :

Nom & Adresse de l'entreprise :

--------------------------------------------------------------------------

Nous vous remercions pour le temps que vous avez consacré à cet entretien.

Vers la construction d’un système d’information territorial cindynolytique à Pierre Bénite[[119]](#footnote-119)

Résumé : Cette contribution est extraite d’une Recherche-action conduite dans une ville de moyenne dimension, la ville de Pierre Bénite dans le Rhône. Cette Recherche et les actions qui l’ont accompagnée, inscrite dans une démarche plus globale d’Intelligence économique territoriale, ont fait apparaître la nécessité d’avoir un système d’information territorial construit comme un instrument d’assistance à la gouvernance en général et à la gestion des risques du territoire en particulier. Le croisement permanent des intérêts économiques, sociaux et sociétaux fait apparaître que la prise en compte par une collectivité locale de la gestion des risques révélés et perçus est un processus instable. Ce processus, en perpétuelle adaptation vise à trouver des moments d’équilibre transitoire et révéler, autant que faire se peut, les priorités souhaitées compte tenu du développement visé par les responsables locaux ou souhaitables compte tenu des risques perçus ou redoutés par la population.

L’affirmation que « *Toute vie urbaine se déroule dans un continuum de risques* » (Dubois-Maury & Chaline, 2002), et que le voisinage d’un aléa, notamment avec la présence d’une usine, dans notre situation l’usine Arkema, peut générer d’importants dommages subis. Dans la perspective d’une collectivité locale qui a une activité de processeur d’information (Bouchet, 2005), et compte tenu de notre objet central, le risque, on note une très forte imbrication des activités de processeur et de producteur d’informations. En effet le système d’information de la municipalité est riche des données du territoire et de ses composantes. Ce système d’information doit pouvoir prendre en compte l’aspect traitement de l’information, à travers un portail informatique dédié, nécessaire aux cindyniques du territoire.

Les expérimentations montrent que le « *territoire virtuel est bien réel* » (Bertacchini, 2004), il intègre des systèmes d’information, des réseaux sociaux, des processus de production de connaissances, il mobilise des actifs autour d’espaces communs d’échanges, lieux physiques et virtuels. Mais le maillage repose pour une large part sur les réseaux électroniques de communication. Ces derniers forment le support de communication pour établir à distance une connexion à une plate-forme électronique d’échange (le portail). Mais quelle que soit le degré de sophistication du système d’information territorial voulue, le degré de virtualisation à mettre en place, l’idée à la base de cette démarche est la contingence de la volonté de coopération entre les acteurs et le développement des TIC. « *L’observation la plus élémentaire montre que les réseaux électroniques ne se substituent pas aux relations humaines. Se connecter ne signifie pas coopérer, et coopérer c’est avant toute chose une affaire de volonté partagée* » (Jameux, 2004). Pour cette raison, la dynamique collective de production de connaissances repose sur une animation physique et virtuelle des organisations réticulaires.

Propos liminaires

Les territoires de certaines collectivités locales du SITIV (Syndicat Intercommunal des Technologies de l'Information pour les Villes) sont encore constitués par des entreprises dominantes (Vénissieux : Renault Truck ; Pierre Bénite : Arkema ; Rive de Gier : Duralex ; Givors : verrerie VMC[[120]](#footnote-120)) c’est-à-dire pour l’heure à ancrage local. L’identification du territoire découle ainsi d’un domaine industriel (fabrication de camions, chimie, verrerie). Ces formes traditionnelles de l’ancrage territorial scellent les avenirs à tel point que la crise de l’entreprise devient une crise du territoire, et le déclin d’une organisation se mue en drame social (Perrat & Zimmermann, (2003, p17).

Nous préciserons, à toutes fins utiles, que l’intelligence économique territoriale -I.E.T- est « *un dispositif qui vise à transformer la territorialité en une communauté de destins par le partage d’informations*. » Ainsi, elle met en interaction les acteurs du territoire dans un objectif de co-construction de la territorialité, et s’oppose, de fait, à la communauté de destins traditionnelle qui scelle l’avenir du territoire à la vie d’une entreprise ou d’une industrie. Si dans le cas de cette contribution, nous ne développerons pas le dispositif d’I.E.T nous présenterons les éléments, la situation qui nous a conduits à recourir à « la sciences des dangers » lors du développement d’un système d’information.

Une ville du Sitiv face aux risques : La ville de Pierre Bénite

Le cadre de notre recherche

L’objet de notre recherche a été de comprendre, à partir du questionnement des spécialistes, d’observations de terrain et de la lecture de l’état de l’art, comment pouvait s’établir la liaison entre un processus d’intelligence économique territoriale et une approche du territoire par les cindyniques.

La méthodologie de cette recherche repose sur une démarche inductive. Nous avons contacté le premier adjoint, le directeur général des services -DGS- ainsi que le responsable de la sécurité de la ville de Pierre Bénite pour convenir avec eux de l’objet d’une étude de la problématique des dangers dans cette municipalité. Après une rencontre avec les deux premiers interlocuteurs pour positionner la recherche, nous avons organisé des réunions ainsi que des échanges par courriel avec le responsable de la sécurité. Lors de la première réunion nous avons eu recours à un guide d’entretien ouvert représentant le fil conducteur de l’interview. L’élaboration du questionnaire a été faite de telle sorte qu’il laisse libre cours à l’expression. Notre recherche s’est portée ensuite sur la littérature spécialisée dans le domaine des risques. C’est ensuite par des va-et-vient réguliers entre la littérature et le terrain (discussions avec les acteurs de Pierre Bénite, particulièrement avec le responsable sécurité) que s’est construite cette recherche menée à Pierre Bénite.

Les centres d’intérêt de la collectivité

L’intérêt de la stratégie municipale d’intégrer les cindyniques au système d’information territorial, eu égard à nos préoccupations de recherche peut se résumer autour des aspects suivants :

-le « caractère » flou de la perception des cindyniques dans une municipalité,

-la nécessité pour cette municipalité de mobiliser, voire de créer un potentiel informationnel alors qu’elle s’engage dans une nouvelle stratégie liée à l’évolution de la répartition des rôles aux niveaux des risques, donc hors de ses domaines traditionnels d’interventions,

-la complexité de sens du fait de phénomènes et de situations nouvelles, inconnues et non répertoriées.

Une mise en situation historico-géographique

Commune indépendante depuis 1869, la commune de Pierre-Bénite doit son nom à la « *Petra-Benedicta* », rocher connu au Moyen Age par les bateliers du Rhône. Selon la légende, les mariniers du Rhône, redoutant l'impétuosité du fleuve, face à ce rocher venaient s'y signer. A partir de 1870, répondant à l’évolution économique, la « révolution industrielle », la population active devient à part égale agricole et ouvrière. La commune quitte ainsi une économie locale basée majoritairement sur l’agriculture. Ce processus d’industrialisation conduit à l’augmentation lente de la population ouvrière qui devient majoritaire jusqu'en 1914. L'agriculture, devenue maraîchère après 1860 décline rapidement après 1936 et est aujourd'hui sur le point de disparaître. Dès le début du vingtième siècle l’industrie chimique se développe à Pierre Bénite, et en 1921, la société d’électrochimie Ugine (aujourd'hui Arkema) devient progressivement l'activité clef de la localité.

Positionnement d’un acteur industriel majeur : l’usine Arkema

D’un point de vue historique de la société : 1902 : première production du site (acide sulfurique) - 1921 : fabrication d'acide fluorhydrique (HF) - 1931 : création de deux axes de développement : produits oxygénés et produits fluorés. - 1948 : installation sur le site d'un centre de recherches, le CRRA (Centre de Recherche Rhône-Alpes). - 1955 : fabrication du BF3. - 1983 : Pierre-Bénite devient une usine Atochem, intégrée au groupe Elf Aquitaine. - 1992 : l'usine devient Elf Atochem. Démarrage des deux plus grandes unités mondiales de HFA, substituts des CFC - 1983-1987 : Reprise de l'activité du site par Atochem. Un plan de modernisation et de rationalisation est mis en place pour conforter les activités de production de diacides de Chauny. - 1996 : démarrage d'une unité de chlorure ferrique (marque Clarfer®). - 2000 : l'usine devient Atofina, branche chimie du groupe TotalFinaElf. - 2002 : l’usine fête ses 100 ans - 2003 : démarrage d'un 3ème atelier de Kynar®. - Octobre 2004 : l'usine devient Arkema, nouvel acteur de la chimie mondiale. (Source : [www.arkemagroup.com](http://www.arkemagroup.com/) )

Précisions géographiques

Aujourd’hui, Pierre-Bénite est une ville d’un peu plus de 10 000 habitants, elle s’étend sur 424 hectares à 6 kilomètres environ au sud de Lyon, sur la rive droite du Rhône, en bordure de l’autoroute A 7. La ville s’est développée dans la dépression formée par deux collines, celle du Perron et celle de Haute Roche, sur un axe Nord-Sud. Elle est l’une des 57 communes qui composent le Grand Lyon (la communauté urbaine de Lyon) et appartient depuis 1985, au canton d'Irigny. Sa situation en fait l’une des entrées les plus importantes de l’agglomération Lyonnaise concentrant des flux d’échanges particulièrement denses.

Expression de la problématique de la collectivité

Situation

Prise entre des voies de communication très fréquentées (autoroute A7 et A45, voie navigable du Rhône, voie ferrée) et hébergeant un grand complexe de l’industrie chimique (classé à haut risque), Pierre Bénite est une ville éminemment vulnérable aux dangers technologiques. Elle n’a dû, jusqu'à aujourd’hui, sa sécurité qu’à une vigilance accrue de l’entreprise chimique et à la chance. Le service de gestion des risques, ainsi que la direction générale des services, ont rédigé un plan de secours communal (PSC). Ce plan est une suite de procédure à prendre en compte dès que survient un incident. Parce que l’enjeu pour les autorités locales d’une ville d’environ 10000 habitants est de pouvoir répondre et faire face à des états de crises probables (identifiés dans le PSC), déclenchés par des aléas technologiques ou naturels, sur lesquels on ne peut pas, bien évidemment agir. Le PSC prend en charge les risques, que nous résumons dans le tableau ci-dessous, et donne les recommandations à suivre.

|  |  |
| --- | --- |
| Alerte <-> Réponse | |
| Structure Municipale de Commandement | |
| Risques Technologiques | Explosion Hors PPI (plan particulier d'intervention) |
| PPI Atochem (Arkema) |
| Pollution eau potable |
| Rupture de barrage |
| Risque Nucléaire |
| TMD (Transport Matières Dangereuses) |
| Risques Naturels | Alerte météo |
| Alerte neige, grand froid, verglas |
| Alerte tempête |
| Inondations |
| Mouvements de terrains |

**Tableau n°1** : Extrait du Plan de Secours Communal de Pierre Bénite

Le premier entretien avec le responsable du service « gestion des risques » conduit à faire ressortir les problématiques suivantes de l’analyse du PSC :

- L’effet domino n’est pas traité. Par exemple, le PSC traite de la rupture de barrage (ex. le barrage de Vouglan[[121]](#footnote-121) (Ain)). Or, on ne sait pas si la rupture de ce barrage qui produirait une vague d’environ 10 à 15 mètres[[122]](#footnote-122) engendrerait dans un effet domino des aléas sur l’usine chimique Arkéma. La rupture d’un barrage n’est pas une utopie, en 1959 la rupture du barrage de Malpasset fit déferler une vague d’eau sur la ville de Fréjus. Il y a eu 421 victimes.

- Il ne traite pas l’après crise, avec notamment les aspects économiques, sociaux et humains.

- Il séquence les actions mais ne fait pas apparaître les durées des actions ni comment on décide de suspendre ou arrêter le PCS.

Pour le responsable du service « Gestion des risques », l’effet domino est une des problématiques que doit prendre en compte le futur PPR[[123]](#footnote-123) (Plan de Prévention des Risques). Notamment parce que la ville de Pierre Bénite est au carrefour de multiples voies de communications (nombreuses menaces) et que son territoire est extrêmement vulnérable (usine de type SEVESO 2 seuil haut à proximité de ces voies). Bien que l’accident ferroviaire soit rare, il n’est pas à exclure. En 1990, à Chavanay, petite commune du département de la Loire au sud de Lyon, la rupture d’attelage d’un train transportant 1850 tonnes de carburant a produit une explosion suivie d’un incendie qui dévasta les habitations à proximité. Un accident identique s’est produit à la Voulte (Ardèche) en 1993, avec un train qui convoyait 20 wagons de carburant. Ces deux exemples de catastrophes ferroviaires concernent justement la ligne de chenin de fer qui passe devant Pierre Bénite (à quelques mètres de l’usine Arkéma). Les accidents routiers sont plus fréquents car aux défauts matériels s’ajoutent les défaillances humaines. C’est par exemple, en 1973 l’explosion (BLEVE[[124]](#footnote-124)) d’un camion citerne, contenant 18 tonnes de propane, à Saint-Amand-Les-Eaux (Nord).

La gouvernance et la protection locale

Du point de vue des risques technologiques, plus que de prévention, la gouvernance municipale va regarder la protection des parties prenantes locales. Mais au niveau local, les interactions sont telles, qu’une défaillance d’un élément bouleverse l’équilibre général du système. C’est dans cet esprit que Dubois-Maury & Chaline (2002, p21)[[125]](#footnote-125), retiennent « *le principe que toute ville peut s’interpréter comme un système dynamique, toute atteinte à l’une de ses composantes va, non seulement modifier l’évolution de celle-ci, mais selon toute probabilité affectera le comportement et l’équilibre de l’ensemble, selon un jeu bien connu d’effets en chaînes et d’interactions* ».

Ainsi, pour la gouvernance de la municipalité, les enjeux vont plus loin que le simple aspect de réponse à une situation de crise inopinée. Les enjeux s’inscrivent dans un processus qui est consigné dans le temps et portent sur l’ensemble de la territorialité. Pour la gouvernance municipale, les enjeux portent sur les êtres humains, les aspects socioéconomiques, économiques, patrimoniaux et sociétaux. On est alors confronté à l’établissement d’une grille d’analyse complexe car les interrelations entre les risques sont difficiles à évaluer. C’est par exemple le cas entre un risque technologique (explosion chez Arkema) et ses retombées matérielles, psychologiques, sociales et sociétales. Dans cet exemple, aux nombres de victimes associés à cet accident s’ajoute l’importance du parc d’habitations rendues inhabitables ainsi que les structures publiques inexploitables. A Toulouse, à la suite de l’explosion de l’usine AZF, 25000 logements ont été endommagés, dont 11000 sont irréparables. Mais pour une collectivité locale, en sus d’une diminution des rentrées budgétaires assises sur les taxes (professionnelle, locative etc.) c’est plus encore, la tâche de remettre en état les bâtiments affectés, notamment les établissements scolaires (Dubois-Maury et Chaline (2002, p24). Pour les entreprises, tout accident grave peut conduire à la destruction des bâtiments, des infrastructures et des stocks, mettant au chômage le personnel. Problème auquel s’ajoute éventuellement la désorganisation de la chaîne logistique et de sous-traitance. On parle dans ce cas d’effet en cascade.

Michel Monroy (2003, p39)[[126]](#footnote-126) écrit, « les progrès des analyses scientifiques, dans le domaine de l’économie, des équilibres financiers, de la genèse des catastrophes, ont introduit l’implication des systèmes complexes, difficiles à comprendre et, plus encore à piloter ». Ces phénomènes complexes font perdre la lisibilité, la visibilité de la menace. Certes, des outils de simulations quantitatives (flux routier, fluvial, ferroviaire, inondations, pollutions atmosphériques ou fluviale etc.) permettent de mieux comprendre l’impact d’un problème. Ces simulations sont aussi des outils de communications pour expliquer aux non spécialistes (en particulier aux citoyens) les effets d’un incident (ou d’un accident). Le couplage de ces outils à des systèmes d’information géographique, permet d’évaluer l’impact sur l’environnement (humain, social, économique, écologique) d’une catastrophe. Mais les données et les modèles mathématiques doivent préalablement exister ou être connus et l’usage de ces systèmes d’information est, par nature, complexe.

Les impératifs de croissance et la confiance faite aux réponses techniques conduisent à des prises de risques. Ainsi, on construit des lotissements, des zones d’activités, des équipements de loisir (camping, terrain de sports etc.) dans le lit majeur des fleuves ou dans les zones d’expansion des crues. C’est ce qui s’est produit le 29 août 2005, quand le cyclone Katrina déferla sur la ville de la New Orleans, détruisant deux digues et noya la ville sous plusieurs mètres d'eau.

A proximité de Pierre Bénite, trois villes du SITIV[[127]](#footnote-127) sont dans le lit majeur d’un cours d’eau. Les constructions dans le lit majeur du Gier et la zone d’expansion des crues du Rhône son maintes fois dénoncées par divers d’acteurs locaux. Pour ces experts, l’urbanisation de la vallée du Gier sur la commune de Givors pose un double problème, d’une part, elle est située dans le lit majeur du Gier et, d’autre part elle, est construite sur les sols des anciennes industries. Ainsi, pour ces experts, le centre commercial Carrefour de la Vallée du Gier et sa zone commerciale sont construit sur un sol fortement pollué. Les effets furtifs de cette pollution des sols sont des menaces latentes pour la santé publique. Ainsi, à la cause exogène d’une inondation (aléa naturel) se cumule le caractère endogène des risques industriels. Pour Jocelyne Dubois-Maury et Claude Chaline (Id., p83), « *tout fleuve exutoire d’un ou de plusieurs complexes industriels devient source potentielle de risque sanitaire, via l’utilisation des eaux par les villes et activités situées plus en aval, c’est le cas du Rhône, à partir des usines chimiques de Pierre Bénite, Saint-Fons* ».

Information et risques

A travers les dispositifs de gestion de crise, la municipalité découvre, l’univers de l’économie de l’information, mais aussi la conduite de négociations autour du partage d’information avec les parties prenantes locales (collectivités territoriales, entreprises, préfecture, SDIS etc.). La gouvernance municipale voit émerger deux nouvelles problématiques, d’une part, la gestion des risques physiques et, d’autre part, la gestion des risques informationnels. Dans cette deuxième perspective, elle est confrontée à la maîtrise de l’information et la gestion des médias. Ces derniers étant, selon Thierry Libaert (2005, p73)[[128]](#footnote-128), toujours tentés d’utiliser la crise pour accroître leur audience. Parce que la crise brise la routine du traitement habituel de l’information, elle « *offre aux journalistes la possibilité d’ouvrir* une *investigation, de raconter une histoire, de démasquer des coupables* » (id, p74). Ainsi, c’est en période de crise que les médias peuvent révéler leur puissance. Pour Thierry Libaert (id, p89), la qualité de l’accueil réservé aux journalistes, le sentiment qu’ils peuvent percevoir de leur considération, qu’un interlocuteur leur est dévolu, que leur travail pourra être facilité, contribueront beaucoup aux relations médias / gouvernance municipale.

Les réponses techniques appartiennent généralement aux différentes branches des sciences de l’ingénieur. Elles ont pour objectif, souvent par des calculs et des modèles, de diminuer les risques ou de limiter la probabilité de la survenance. Et malgré les soins apportés à des outils comme les arbres de défaillances, les scénarios de crises, l’imprévisibilité subsiste. De plus, dans leurs très grandes majorités les risques naturels sont exogènes à la ville (Dubois-Maury & Chaline (Id., p46)). Ainsi, ils ne sont pas toujours visibles (ou lisibles) et donc souvent inintelligibles. Seule une approche globale, par les sciences des dangers, semble une réponse éventuelle à cette imprévisibilité ou inintelligibilité. En effet, Kerven (2005a, p4) postule que les sciences qui devraient être déterminante, comme par exemple la physique ou la biologie, reconnaissent leurs limites. Pour ce chercheur, le fait que ces sciences sont dans l’impossibilité de penser de façon scientifique le danger pose problème. Il démontre que l’inintelligibilité vient de l’« *ambigüité épistémique* » c’est-à-dire du caractère non intelligibilité du complexe (Kerven, id).

La prise en compte des cindyniques au niveau du territoire

Pour Jocelyne Dubois-Maury et Claude Chaline (Id., p27), on ne cesse de dénoncer les conséquences d’entreprises humaines qui vont de la négligence à l’imprudence, jusqu’à l’excès de confiance. Pour ces auteurs, les phénomènes d’aggravations des vulnérabilités urbaines sont innombrables, c’est par exemple en premier lieu l’énorme stock de situations à risques léguées par le passé. Ce sont, par exemple, la localisation d’une agglomération dans un couloir fluvial pour des raisons historique de transport, mais aussi une industrialisation émergente, au siècle passé, qui liait étroitement les usines, les entrepôts et les voies de communication. Le développement économique et l’urbanisation galopante, n’ont pas effacé le passé. Le développement des villes sur les bases du passé a pour conséquence d’engendrer de nouvelles forces de destructions. Les stocks d’hydrocarbures du port Édouard Herriot sont placés en face de la zone industrielle de Pierre Bénite. En 1987, c’est l’absence de vent qui a fait éviter une catastrophe lorsque plusieurs cuves de carburants Shell ont explosé dans le port Édouard Herriot. Mais au-delà du stockage, les mouvements des flux pétrolier passent en zone à haut risque. Ces menaces ont pour effet d’enchevêtrer les causalités des risques. C’est ainsi, selon les spécialistes locaux, qu’on peut se retrouver devant la difficulté de réagir devant un événement qui a échappé à toute prévision. Que se passerait-il si aujourd’hui se reproduisait l’explosion qui est survenue en 1966 à la raffinerie de Feyzin qui à l’époque avait fait 18 victimes et produit des dégâts dans un rayon de 15km ? Cet accident mortel de Feyzin a été causé par une fuite de gaz (GPL). Cette fuite s’est transformée en BLEVE par le passage fortuit d’un véhicule de service. Les interdépendances organiques vont de pair avec les processus de développement, ainsi on voit s’accroître les dangers sur les habitants, leurs biens, leur travail et leur vie sociale.

Avec l’approche des cindyniques sur le territoire de Pierre Bénite, c’est un travail pluridisciplinaire qui est engagé. S’organise alors une réflexion collective ou chaque type d’acteur peut s’approprier le concept des cindyniques et le projet de gestion des risques. Ce projet se décline dans différentes dimensions (humaine, sociale, économique, écologique, sociétale). Ainsi, il doit pour les acteurs locaux, qui sont à l’initiative du projet, constituer un élément fort mobilisant des parties prenantes. C’est un projet de cohésion au plan local qui appelle à une modélisation des risques d’où le recours à une approche plus globale d’I.E.T.

La modélisation des risques passe par une approche de contenu informationnel dynamique combinant système et réseau. La répartition des connaissances et des concepts repose sur le modèle d’un graphe de réseau. Les nœuds étant les acteurs et les liens les reliant sont des flux d’information. Ainsi, le concept est une somme d’interconnections d’entités. Selon Claude Jameux (2004, p46)[[129]](#footnote-129), le réseau devient un modèle de référence pour l’organisation et pour le rôle des technologies. Pour cet auteur (id), « *les technologies de réseau sont susceptibles d’amplifier les capacités relationnelles, d’échange d’information et de coordination entre les entités formant le réseau. Autrement dit, l’organisation de type réseau est technologiquement accessible* ». Dans cette perspective, la gestion des externalités de connaissances et la diffusion des informations par un système organisationnel et électronique *ad hoc* semble nécessaire. Mais quel que soit le degré de virtualisation du système, le pilotage de l’organisation réticulaire est nécessaire. Une démarche tutoriale de la part de la municipalité ainsi qu’une fonction d’apprentissage va permettre au réseau de répondre aux objectifs de management des risques. Une structure de « *réseau centré* » apparaît (Jameux, p56), c'est-à-dire que la municipalité prend un rôle prépondérant par rapport aux autres acteurs. Elle mobilise les acteurs sans avoir d’autorité sur eux, mais elle a néanmoins un rôle dominant car elle est le pivot. Il s’établit alors une relation de dépendance des acteurs vis-à-vis de la municipalité.

L’analyse et la construction des hyperespaces reposent sur la structure de réseau centré autour de la gouvernance municipale. Les hyperespaces de Kerven (1995) sont des modèles à cinq axes qui sont capables, d’après leur concepteur, de produire des données mettant en perspective des dysfonctionnements, des dissonances et des incompatibilités. Ainsi des données issues d’un axe peuvent être incompatibles avec un autre. Cette méthode d’évaluation du potentiel cindynogène d’une situation fait apparaître des dysharmonies productrices de danger (cindynogènes). Georges-Yves Kerven en a identifié 27, il les appelle DSC « *Déficits systémiques cindynogènes* ». De plus, Georges-Yves Kerven propose de construire des hyperespaces voulus et de les confronter avec les hyperespaces évalués, les distances entre les axes de ces deux figures sont pour Kerven des dissonances cindyniques. Ces modèles ainsi que les formes réticulaires nécessaires à leur alimentation fournissent peut-être des réponses :

-au manque de retours d’expériences,

-aux démarches réductionnistes visant par exemple à chercher un coupable,

-aux erreurs relatives à la hiérarchisation de la gravité des risques,

-à la charge affective et/ou émotionnelle que véhicule le terme de risque,

-à la prise de conscience que les risques ne sont pas qu’une affaire de spécialistes, etc. (Monroy, 2003).

Pour les auteurs du rapport présenté par Hubert Roux (2004), les cindyniques sont en amont des savoirs techniques, elles sont ouvertes sur les sciences humaines. L’apport des cindyniques pour le traitement des phénomènes locaux fait apparaître la nécessité d’inscrire la gestion des risques dans une approche dynamique. Il est donc nécessaire de construire des réseaux sociaux pour faire évoluer les hyperespaces avec la dynamique du territoire ainsi qu’avec son environnement. Mais pour Michel Monroy (2003, p32), « *dans de très nombreux domaines, il ne peut y avoir de consensus sur la notion même de danger ou de risque, ce qui rend d’ailleurs la prévention si difficile* ». L’auteur préconise d’aborder la notion de vulnérabilité car elle met l’accent sur ce qui peut faire l’objet d’une menace. Pour lui le concept de vulnérabilité emporte avec lui une valeur d’alerte mobilisatrice. Ainsi, le discours utilisé dans les réseaux sociaux comporte une sémantique adaptée (Monroy, Id). Les organisations réticulaires sont des lieux et des réservoirs d’informations et de connaissances (Coeurderoy & Ingham, 2004, p184)) nécessaires à la construction et à l’évolution des modèles et des hyperespaces. Ensuite, c’est au système d’information de stocker et de faire circuler cette connaissance. Mais selon H. Roux (2004), la circulation correcte de l’information par la coopération, nécessite de s’entraîner avec méthode et régularité. Le travail collectif permet ainsi des échanges, animés par la collectivité, permettant de traiter concrètement des problèmes complexes.

Vers la construction d’un système d’information territorial cindynolytique

L’affirmation que « *toute vie urbaine se déroule dans un continuum de risques*» (Dubois-Maury & Chaline, 2002, p31), et que si le voisinage d’un aléa, notamment avec l’usine Arkema, peut être important avec les dommages subis, il faut aussi compter sur ceux pouvant affecter le territoire éloigné du site de l’accident. Jocelyne Dubois-Maury et Claude Chaline (Id., p26), préconisent « *l’élaboration de système d’information géographique s’impose alors, pour mieux prévoir les différents stades de vulnérabilité*». Mais l’usage d’un outil technologique spécifique comme le système d’information géographique (*SIG*) ne saurait à lui seul répondre aux différentes problématiques du territoire. Il est en effet une présentation géo localisée de données utilisant une base de stockage propre. C’est-à-dire, par exemple, que le *SIG* des villes du SITIV n’est pas conçu pour communiquer avec d’autres outils et notamment avec les systèmes informatiques de gestion financière (comportant les données budgétaires[[130]](#footnote-130)). Il ne capture pas les données des autres processus informationnels. Dans cette confoguration, il n’est pas, à lui seul, le système informatique d’information territoriale qu’envisage la municipalité.

Dans la perspective d’une collectivité locale ayant une activité de processeur d’information (Bouchet, 2005), il est à noter une très forte imbrication des activités de processeur et de producteur d’information. En effet le système d’information de la municipalité est riche des données du territoire et des composantes de celui-ci. Ce système d’information doit pouvoir prendre en compte l’aspect traitement de l’information nécessaire aux cindyniques du territoire. Ainsi les données nécessaires à la construction de l’hyperespace des dangers de Georges-Yves Kerven (1995 & 1997) sont incorporées au système d’information territorial et intégrées au processus plus global d’intelligence économique territoriale. Michel Arnaud (2004, p8) écrit que les portails territoriaux peuvent incorporer des « *systèmes d’alertes (en cas de catastrophes naturelles ou autres), la prospective à base de projections statistiques* ». Le système d’information va donc stocker les données formelles obtenues « grâce à la théorie de la description » (Kerven, 2004a) et va permettre un retour vers l’intelligibilité (id) des dangers.

Synthèse

Les expérimentations montrent que « *le territoire virtuel est bien réel* », il intègre des systèmes d’information, des réseaux sociaux, des processus de production de connaissances, il mobilise des actifs etc.., autour d’espaces communs d’échanges. Nedelcu & Hainard (2005, p3) le conceptualise comme une articulation constituée par un réseau d’interdépendances complexes et d’une négociation des légitimités. Les réseaux sociaux et les réseaux électroniques sont contingents dans notre étude. Les réseaux électroniques de communication forment le support de communication pour établir une connexion à une plate-forme électronique d’échange (le portail). Le portail est l’interface visible du système informatisé. Mais quelle que soit la sophistication du système d’information territorial voulue, le degré de virtualisation à mettre en place, l’idée à la base de cette démarche est la contingence de la volonté de coopération entre les acteurs et le développement des TIC. « *L’observation la plus élémentaire montre que les réseaux électroniques ne se substituent pas aux relations humaines. Se connecter ne signifie pas coopérer, et coopérer c’est avant toute chose une affaire de volonté partagée* » (Jameux, (2004, p51). Pour cette raison, la dynamique collective de production de connaissances repose sur une animation physique et virtuelle, par la collectivité, des organisations réticulaires. C’est un changement de paradigme nous affirment Nedelcu et Hainard (2005, p3) car ceci suppose une transformation des modes de régulations de l’action publique. On passe ainsi de la régulation technocratique à la régulation citoyenne (Nedelcu & Hainard, id). Sans oublier la nécessité de développer un langage et un vocabulaire communs au professionnels et au public (Roux, 2004). Une information compréhensible par tous dans un portail informatique semble donner au système d’information une propriété cindynolytique. Le portail devient alors un dispositif de gouvernance des dangers qui permet le pilotage de la transformation des situations cindynogènes (Kerven, 2005).

Les études de cas menées dans deux villes de moyenne dimension font apparaître l’intelligence économique territoriale comme un instrument d’assistance à la stratégique du territoire. Ce processus est le pilote du système d’information territorial informatisé permettant la diffusion d’information qualifiée aux parties prenantes du territoire. Le croisement permanent des intérêts économiques, sociaux et sociétaux fait de ce processus un système instable, devant perpétuellement s’adapter pour trouver des moments d’équilibre transitoire. La liaison entre les sciences des dangers et les intérêts des parties prenantes du territoire conduit à prendre en compte les cindyniques dès la construction d’un système d’intelligence économique territoriale. En effet, cette science des dangers, selon son principal auteur, peut aborder aussi bien les problématiques technologiques, écologiques, sociologiques etc… que les problèmes des groupes sectaires, des krachs boursiers, que de la délinquance des banlieues etc. (Kerven, 1997).

Ces projets à Grigny et Pierre Bénite comportent dès l’origine une forte volonté politique. C’est à l’initiative du Maire pour Grigny et du Premier Adjoint pour Pierre Bénite que ces projets ont pu voir le jour. Cette prise en compte de la volonté politique à été également déterminante pour le projet *Magelis* (Angoulême). Dans ce projet, c’est également la forte dimension politique qui a permis la mobilisation et la fédération des acteurs locaux (cf., Valérie-Inès De La Ville et Ingrid France (2004, p164)[[131]](#footnote-131)).

Références bibliographiques

Berger, P., Luckmann, T.,(1997), *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, 296 pages, 1997.

Bertacchini, Y., (2006) « L’intelligence territoriale : posture théorique, hypothèses, définition. », in *Intelligence collective*, pp.9-17, Presse de l’Ecole des Mines de Paris, Paris.

Bertacchini Y., (2004) « Entre information & processus de communication: l’intelligence territoriale », Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, *Humanisme et Entreprise* n°267, La Sorbonne Nouvelle, Paris, octobre.

Bertacchini Y., (2002) *Territoire et Territorialités*. Vers l’intelligence territoriale, -volet 1-, 200 pages, CollectionLes *E.T.I.C*, Presses Technologiques, septembre.

Bertacchini, Y., (2004) « Le territoire, une entreprise d’intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel », p.35, Revue *Communication* & *Organisation* n°25, *Les vallées : sens, territoires & signes,* GREC/O, ISIC, Université de Bordeaux 3, 1er semestre 2004.

Herbaux, P., (2007) *Intelligence territoriale,* repères théoriques, L’Harmattan, *Questions contemporaines*, 195 p.

Bertacchini, Yann., (2003) « Observation des représentations virtuelles d’un territoire : Application à la technopole Sophia-Antipolis. », Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, Revue *Humanisme et Entreprise* n°260, La Sorbonne Nouvelle, Paris, août.

Bertacchini, Y., Herbaux, P., (2005) « Les TIC, leviers de gouvernance territoriale », Revue *ISDM 21*, <http://isdm.univ-tln.fr/>, N°251, 13p.

Bouchet, Y., (2007) « Un portail territorial, une structure de partage des informations - définition, profils, diffusion et sécurisation de l’information », Revue *ISDM 28*, <http://isdm.univ-tln.fr/> , avril 2007, 16p.

Bouchet, Y., (2007) « Les sciences des dangers, les cindyniques, peuvent-elles être un apport à la Sécurité des Systèmes d’Information ? », *Colloque SARSSI 2007* - Du 12 au 15 juin 2007 – Annecy, France.

Bouchet, Y., Bertacchini, Y., (2007) « Acteurs locaux & Intelligence Economique Territoriale : Des modalités d’expression de la territorialité », in : Actes du 6°colloque international ‘Tic et Territoire : quels développements ?’, Université Jean Moulin, Lyon, Revue *ISDM* <http://isdm.univ-tln.fr/>, juin 2007.

Bouchet Y. (2006), « La confiance lors de la construction d’un processus d’intelligence économique territoriale » - Communication au colloque « *Intelligence Informationnelle* », sur le thème : « Intelligence Informationnelle, Culture et Confiance pour une économie de la connaissance » - 29 et 30 juin 2006 - Paris (France) – Pékin (Chine).

Bouchet Y. (2006), « Dispositif d’intelligence économique territoriale et gouvernance hybride », Revue *ISDM 27*, <http://isdm.univ-tln.fr/> juin 2006.

Bouchet Y. (2005), « L’intelligence économique territoriale est-elle une aide à l’économie de proximité ? »(pp161-172) *in* Driss Guerraoui et Xavier Richet (sous la direction de)*, Intelligence économique et veille stratégique – Défis et stratégies pour les économies émergentes* – L’Harmattan, Paris – 2005.

Bertacchini Y., Dumas, Ph., (2000) «*How to federate some local resources by developing new links* ? », Proceedings of ISA 23 Conference Rio de Janeiro, The Endless Transition, *Sciences Studies*, USA.

Bouyssou, J., (1997), *Théorie générale du risque*, Economica, Paris, 146p.

Breton, Ph., (2000), *Le culte de l'internet, une menace pour le lien social* ?, La Découverte, 124p.

Bros-Clergue, M., (2004), « Différencier les territoires : quels outils de management ? », *Revue du réseau RECEMAP*, N°7, <http://www.unice.fr/recemap/Framerevue.html> .

Brunet, R., et *al* (1992), *« Les mots de la géographie* » - La documentation française, pp435-436.

Bruneau, J-M., (2004), « L’intelligence territoriale : entretien avec Yann Bertacchini » Revue « Veille Magazine » N° 80 – décembre 2004 –pp 30-31.

Colletis, G., Rychen, F., (2004), « Entreprise et territoires : proximités et développement local » (pp 207-228) in Pecqueur B., Zimmermann J.-B., *Économie de proximités* - Paris - Hermes Science Publications : Lavoisier, 264 p.

Colletis, G., Pecqueur, B., (1993), « Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ? », *Revue d’économie régionale et urbaine*, N°3 - pp 489-508.

Conti, S., Giaccaria, P., (2005), « Développement local : Réseaux, institutions et complexité», Communication au XVIIème COLLOQUE FEDERATEUR de l’INSTITUT CEDIMES « *Le développement local dans une perspective comparé*e », 20p, Turin (Italie), mai.

Corbineau, B., (2005) « Intelligence territoriale et société en réseau – Les médiathèques de proximité, portails de la connaissance », Actes du *4ème Colloque TIC et Territoire : quels développements ?*, Revue ISDL <http://isdm.univ-tln.fr/> Île Rousse, 2005, 15p.

Crevoisier O. (1998), « Mondialisation et territorialisation de l'économie : les approches homogénéisante et particularisante » - pp.23-47 - in Proulx Marc-Urbain (sous la direction de), *Territoires et développement économique*, L'Harmattan.

David, A., Sidhom, S., (2005) « Intégration de la démarche d’Intelligence Économique dans l’architecture fonctionnelle d’un système d’information, in « *Le Système National d’Information Economique : état et perspectives* », CERIST, Alger, Algérie, Février.

De La Ville V.-I., France, I., (2004) « L’émergence d’un réseau institutionnel local » (pp.160-172) in Voisin Colette, Ben Mahmoud-Jouini Sihem et Edouard Serge (sous la dir.), *Les réseaux : Dimensions Stratégiques et Organisationnelles* – Paris, Economica, 272p.

Demaziere, C., Faugouin, P., (2005) « Anticiper les mutations économiques des territoires : quelles implications pour l’action publique locale ? » - Communication au colloque Européen d’intelligence économique - « *Approche comparée des pratiques* » - Futuroscope de Poitier – 27 et 28 janvier, 14p.

Depret, M.-H., Hamdouch, A., (2004), « Proximité spatiale, organisationnelle et cognitive, réseaux d’innovation et dynamique concurrentielle dans l’industrie biopharmaceutique » communication aux quatrièmes journées de la proximité, « *Proximité, réseaux et coordination* », Marseille le 17-18 juin, 23 p.

Derycke, P.-H., (2002), « Analyse de système et prospective régionale – histoire et développement récents » - Communication au 38ème colloque ASRDLF - « *Tendances spatiales contemporaines et leur impact sur l’avenir des régions ou la diversification régionale à l’épreuve des faits* », les Trois Rivières, Canada – 21 et 23 août, 13p.

Dubois-Maury, J., Chaline, C., (2002), *Les risques urbains* - Paris – Armand Colin – 2002 – 421p

Dumas, P., (2004), « Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française» - Revue *ISDM 16,* <http://isdm.univ-tln.fr/>, Article N° 163, mai 2004 – 3p.

Dupuy, C., Burmeister, A., (2003) « Introduction » (pp9-14) in Dupuy Claude, Burmeister Antje et *al*., *Entreprises et territoires, les nouveaux enjeux de la proximité* - Paris - La documentation Française , 134 p.

Dupuy, C., et Torre, A., (2004) « Confiance et proximité », pp 65-87, in Pecqueur Bernard et Zimmermann Jean-Benoît, *Économie de proximités* - Paris - Hermes Science Publications : Lavoisier, 2004, 264 p.

Fimbel, E., (2004) « Répondre aux mutations de l’environnement des entreprises - Management des risques, des menaces et des crises », pp90-95, *Cahier français « Comprendre le management »* ,N°32 , 95p , Juillet/Août.

Fimbel, E., (2006) « Affronter les risques et survivre aux crises » (pp. 5-12) dans le dossier « La gestion des risques » - in, *Revue Economie et Management*, janvier, N°118, 80p.

Fiterman, C., (2003) « Prévention et gestion des risques technologiques et industriels », *Rapport présenté au nom de la section des activités productives, de la recherche et de la technologie par Charles Fiterman*, rapporteur, 141p.

Guarnieri, F., (2003) *Acquis, tendances et perspectives d'une science des dangers*, in, Annales des Mines, pp12-17.

Herbaux, P., (2004), « Les TIC, un outil d’intelligence territoriale » - Revue *ISDM 16* <http://isdm.univ-tln.fr/> , N°156, 2004, 7p.

Kerven, G.-Y., (1995) *Eléments fondamentaux des cindyniques*, Paris, Economica, 112 p.

Kerven, G.-Y., (1997) « Introduction à la psychologie cindynique », pp95-156 in Kerven Georges-Yves et al., - *Le risque psychologique majeur – Introduction à la psychologie cindynique*, Paris, Editions ESKA.

Kerven, G.-Y., (2005) « Sur l'émergence d'une nouvelle science d'ingénieurie : Les cindyniques, sciences du danger et des activités à risques », *Document de l'atelier MCX7. Gestion des activités à risques*, mai, 15p.

Kerven, G.-Y., (2005a) « Emergence et histoire des cindyniques, déconstruction de la destruction », *Colloque Intelligence de la Complexité, Epistémologie et Pragmatique*, Cerisy, 23-30 juin, 16p.

Lagadec P., (1979)., « Faire face aux risques technologiques », *La Recherche*, vol. 10, n° 105, novembre, pp. 1146-1153.

Lagadec P., (1979)., « Le défi du risque technologique majeur », *Futuribles, n° 28*, novembre, pp. 11-34.

Lagadec, P., (1980), « Politique, risques et processus de développement - Le Risque technologique majeur », *Thèse de Doctorat d'Etat en Sciences Politiques*, 1980.

Libaert,T., (2005), *La communication de crise*, Paris, Dunod, 118p.

Nedelcu, M., Hainard, F., « La traduction des enjeux sécuritaires et écologiques dans les modes de gestion Suisse des zones alluviales », *VertigO*, *La revue en sciences de l'environnement,* Vol6 no3, décembre, 10p.

Roux, H., (2004) *Maîtrise de la sécurité industrielle*, Rapport du groupe de travail présenté par *Hubert Roux*, 25p.

L’INTELLIGENCE TERRITORIALE :

L’EAU, UN ENJEU FEDERATEUR DANS L’EMERGENCE DU POLE « MER » EN REGION PACA[[132]](#footnote-132) ?

Résumé : « L’innovation est un des facteurs de compétitivité de l’industrie ; elle est d’autant plus efficace quand ses acteurs son regroupés dans des entités développant des synergies de proximité. Leur lisibilité au plan international peut également constituer un facteur d’attractivité mais aussi un label commercial à ne pas négliger. C’est pourquoi le soutien à l’émergence et au développement des pôles de compétitivité est un des axes forts de la politique économique du Gouvernement. »

Avec cette introduction l’Etat a lancé, en septembre 2004, un appel à projets pour l’implantation de 15 pôles de compétitivité en France. La région Paca s’y est inscrite par la proposition d’un projet « Maîtrise et sécurité de l’environnement marin et des systèmes navals ». Ce projet, visant la création d’un pôle « Mer, sécurité et sûreté, environnement durable », à dominance industrielle, a réuni l’ensemble des acteurs socio-économiques et scientifiques régionaux, soutenu par l’Etat, la Région et les Collectivités Territoriales.

Une étude, menée par Toulon Var Technologies (TVT), sur les sciences et technologies de la mer en région Paca, montre une forte présence des entreprises industrielles (plus de 100 entreprises, représentant environ 4000 emplois) travaillant dans les domaines suivants : l’offshore pétrolier, la construction nautique, l’intervention sous-marine, le génie océanique et côtier, l’instrumentation et l’environnement. Ces domaines industriels sont soutenus par une grande activité de recherche et de développement, et une forte présence des centres de formation (52 laboratoires de recherche, écoles et universités, 800 chercheurs), portant sur les thèmes de l’environnement, du génie océanique, de la robotique sous-marine, des matériaux, de l’optique et de l’acoustique sous-marine, de l’instrumentation et de la pisciculture.

Ce potentiel important a justifié l’émergence d’un réseau « Marine & Submarine Network », animé par TVT et initié par des acteurs régionaux : Ifremer, le Centre d’Océanologie de Marseille (COM), l’Observatoire Océanologique de Villefranche (OOV), l’Institut des Sciences de l’Ingénieur de Toulon et du Var (ISITV), l’Université du Sud Toulon-Var (USTV) et des entreprises industrielles régionales.

La Méditerranée est soumise d’une très forte pression de l’homme : une population importante et croissante dans les pays riverains, le tourisme, le trafic maritime, des pollutions chroniques et accidentelles, etc.

La croissance de la population et de ses activités maritimes et terrestres affectent la qualité de l’eau de mer et incitent une demande croissante en eau douce. Pour cette raison nous pensons que cette problématique nécessite une coopération entre les acteurs du pôle « Mer » ainsi les acteurs liés à la gestion et à l’utilisation des ressources en eau douce. Dans ce cadre notre étude vise, en appliquant les théories d’Intelligence Territoriale et l’implication des Tic, de constater, développer et susciter cette coopération et de vérifier l’hypothèse suivante ; *L’eau, un enjeu fédérateur dans le développement durable de la région Paca et son pôle « Mer » ; un levier formidable pour atteindre une compétitivité et une visibilité internationales.*

Mots clés **:**innovation ; compétitivité ; intelligence territoriale ; développement durable ; Tic.

Summary: Innovation, competition and globalisation form the basis for the development of competitive centers. The “call for projects” by the French State has reunited all actors concerned in the creation of a competitive centre in marine environment in the region Provence-Alpes-Côte d’Azur. The problems related to the creation of such a centre subscribe perfectly to the pluri-disciplinarity of Information and Communication Science. The theories and methodologies of Information and Communication Science contribute to a systematic approach of such a development.

Key-words:competitive intelligence; sustainable development; technology watch; water field slills.

Introduction

« *L’innovation est un des facteurs de compétitivité de l’industrie ; elle est d’autant plus efficace quand ses acteurs son regroupés dans des entités développant des synergies de proximité. Leur lisibilité au plan international peut également constituer un facteur d’attractivité mais aussi un label commercial à ne pas négliger. C’est pourquoi le soutien à l’émergence et au développement des pôles de compétitivité est un des axes forts de la politique économique du Gouvernement*. »

Avec cette introduction l’Etat a lancé, en septembre 2004, un appel à projets pour l’implantation de 15 pôles de compétitivité en France. La région Paca s’y est inscrite par la proposition d’un projet « Connaissance, maîtrise et sécurité de l’environnement marin et des systèmes navals ».

Ce projet, visant la création d’un pôle « Mer, sécurité et sûreté, environnement durable », à dominance industrielle, a réuni l’ensemble des acteurs socio-économiques et scientifiques régionaux, soutenu par l’Etat, la Région et les Collectivités Territoriales.

En 2001, l’économie maritime représentait en France une valeur ajoutée de 18,5 milliards d’euros et de 442.000 emplois, enregistrant une forte croissance entre 1999 et 2001 (11% en valeur et 5% en emplois).

Une étude, menée par Toulon Var Technologies (TVT), sur les sciences et technologies de la mer en région Paca, montre une forte présence des entreprises industrielles (plus de 100 entreprises, représentant environ 4000 emplois) travaillant dans les domaines suivants :

-l’offshore pétrolier

-la construction nautique

-l’intervention sous-marine

-les services : le génie océanique et côtier, l’instrumentation et l’environnement

Ces domaines industriels sont soutenus par une grande activité de recherche et de développement, ainsi que par une forte présence des centres de formation (52 laboratoires de recherche, écoles et universités, 800 chercheurs), portant sur les thèmes de l’environnement, du génie océanique, de la robotique sous-marine, des matériaux, de l’optique et de l’acoustique sous-marine, de l’instrumentation et de la pisciculture.

A travers cet ensemble d’entreprises, de centres de formation et d’unités de recherche nous retrouvons la base de la définition d’un pôle de compétitivité, selon l’appel à projets[[133]](#footnote-133) :

« La combinaison, sur un espace géographique donné, d’entreprises, de centres de formation et d’unités de recherches publiques ou privées, engagés dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets communs au caractère innovant. Ce partenariat s’organisera autour d’un marché et d’un domaine technologique et scientifique qui lui est attaché et devra rechercher la masse critique pour atteindre une compétitivité mais aussi une visibilité internationale ».

Néanmoins, nous pensons qu’il est nécessaire de considérer le développement du pôle « Mer » dans le contexte d’un développement durable prenant en compte toutes les activités socio-économiques de la région d’implantation du pôle ; la région « Provence - Alpes - Côte d’Azur ».

Cette approche systémique est encore soulignée par le travail de réflexion mené par le « Plan Bleu » et sa « Commission Méditerranée du Développement Durable (CMDD) » mis en place par l’adoption d’une Convention pour la protection de la Méditerranée par les 21 pays riverains en 1975 à Barcelone. Nous reviendrons ultérieurement élaborer de façon plus détaillée ce « Plan d’Action pour la Méditerranée (PAM) » et les organismes qui en découlent.

Dans un premier temps et afin de nous rapprocher de la problématique d’un développement durable au sein de la région Paca, présentons quelques faits historiques[[134]](#footnote-134) qui sont à la base du tissu socio-économique tel que nous le connaissons aujourd’hui.

Vers 600 avant J.C. les Romains construisirent des villages fortifiés sur les hauteurs, appelés Oppida. On en dénombre 165 dans le Var et 285 dans les Alpes Maritimes. Du fait que les terres du Nord étaient plus riches, la population s’installa surtout dans cette partie de la région (Alpes de Haute Provence, Vaucluse, Nord du Var et des Bouches du Rhône). A la même époque les Phocéens créent Marseille. Le commerce des Marseillais permet les échanges avec l’Orient. Ainsi l’ambre de la Baltique et l’étain de Bretagne, acheminés jusqu’à Marseille par les routes terrestres sont exportés. De plus, les productions locales (vins, sel, salaisons, plantes aromatiques) ont également ainsi un débouché. Pour ce faire, les Marseillais créent sur la côte provençale de nombreux ports de cabotage (La Ciotat, le Brusc, Hyères, Brégançon, Cavalaire, Saint-Tropez, Antibes, Nice et Monaco).

Vers l’an 1000, après de nombreux siècles dévastateurs (notamment à cause de conflits permanents entre tribus), la Provence connaît enfin une nouvelle période de prospérité.

Les terres sont remises en culture, on assiste à une production vinicole et des animaux de ferme, des pêcheries sont signalées en Camargue et sur l’Etang de Berre, des moulins sont construits ou reconstruits. Ce nouvel essor économique réveille également le commerce international dont Marseille sait à nouveau tirer profit.

En 1496, la France veut faire valoir les droits d’Anjou sur Naples, la guerre reprend en Italie. Toulon est transformé en port de guerre moyennant de gros investissements. Les Marseillais arment à la course et pillent gaiement de nombreux vaisseaux Génois, Florentins et Espagnols. Leurs prises encombrent tellement le port que le roi ordonne la construction d’un quai. En 1633, le cardinal Mazarin réorganise la marine française en Méditerranée. En 1642, les arsenaux, les fortifications de Toulon, de Giens, des îles d’Hyères, ainsi que 65 vaisseaux de guerre et 25 galères assurent la sécurité du commerce en Méditerranée contre les Barbaresques. A cette époque, un grand élan démographique fait doubler la population qui est de plus en plus attirée par les villes (Marseille, Aix, Toulon). Les rendements agricoles restent médiocres et il est impossible de nourrir tout le monde sans l’importation. Vers 1850, la région est économiquement, comme partout en France bénéfique, à l’industrie. Cette industrie en région Paca est surtout liée à la construction navale. De surcroît, le chemin de fer relie Lyon à Paris puis à Nice. En 1864, le département des Alpes Maritimes se complète de Nice et d’un morceau du Var, donnant naissance à une zone d’accueil pour les séjours de santé et les plaisirs mondains inaugurant la première vocation touristique de la région.

La seconde guerre mondiale voit une destruction de Toulon, port militaire, et ce n’est qu’après la guerre qu’on peut assister à sa reconstruction.

En 1946 Jacques Yves Cousteau crée le « Commandement des Interventions Sous la Mer (COMISER) » à Toulon. Cousteau, renommé à travers le monde pour ses explorations du milieu sous-marin, contribue ainsi au développement de l’industrie technologique sous-marine.

Aujourd’hui la population de Paca a atteint 4,6 millions d’habitants (75% étant concentrés sur la bande littorale).

Marseille est devenue premier port de la Méditerranée et bénéficie d’une forte activité de transport maritime. L’activité industrielle liée à la présence de la Marine Nationale, génère un important tissu de sous-traitance : mécanique, chaudronnerie, ingénierie, informatique, électronique, robotique, etc.… La tradition navale se perpétue au travers des chantiers de construction et de réparation.

Par ailleurs, la plaisance s’est développée grâce à la construction de bateaux, de planches à voile, voileries, cordages. L’agriculture, la viticulture, l’horticulture et la pisciculture contribuent à un tissu socio-économique remarquable. Le patrimoine riche en espaces naturels, historiques, et archéologiques, le climat et « l’Art de vivre » attirent chaque année environ 35 millions de touristes (dont 70% sur le littoral) et contribuent encore à une forte croissance de la population.

Pour toutes ces raisons, la qualité de l’eau de mer est d’une importance évidente pour la population. La pollution de l’eau de mer affecte le tourisme, le nautisme, la plaisance, la pêche et la santé de tous. Ainsi, nous pouvons constater une forte dépendance socio-économique de la région directement liée à la qualité de l’eau de mer.

D’une part, cette qualité de l’eau de mer subit la forte pression des activités maritimes (trafic maritime, offshore pétrolier, etc.…). Même si, comme le souligne le « Plan Bleu »[[135]](#footnote-135), environ 80% de la pollution marine est d’origine terrestre (industrie, agriculture, déchets, eaux usées, etc.…) ; cette pollution du milieu aquatique terrestre étant propagée vers la mer par les rivières et fleuves surfaciques et souterrains.

Simultanément, la pollution générée par les activités terrestres est également à la base de la pollution des ressources en eaux douces souterraines. Les nappes phréatiques sont trop souvent polluées. La plupart de cette pollution est générée par l’agriculture qui utilise des produits chimiques pour le développement des cultures, ainsi que pour leur protection contre les agressions des insectes, (etc.).

Pourtant, ces ressources d’eau douce souterraines sont d’une importance cruciale pour tous les échelons de la société.

Aujourd’hui l’importance fondamentale de l’eau en termes de quantité et de qualité est mise en exergue quotidiennement. *« Il faut de l’eau pour le pastis »* est une expression locale, souvent entendue. Heureusement, notre prise de conscience du rôle fondamental de l’eau est toutefois plus sérieuse et l’eau est désormais considérée comme une « source de vie »[[136]](#footnote-136) essentielle.

En effet la sécheresse qui frappe la région Paca depuis plus de deux ans maintenant, inquiète beaucoup de monde. Les agriculteurs régionaux ont besoin d’eau pour irriguer leurs terrains, les communes pour leurs espaces verts et même les citoyens pour arroser leurs jardins ou pour laver leurs voitures. Pourtant, la plupart de la population assume systématiquement la suffisance de l’eau potable pour ses usages domestiques, aujourd’hui et pour les années à venir. Elle a désormais l’habitude de laisser l’eau couler, et couler toujours comme une denrée impérissable. Et pourtant, l’eau douce est elle une ressource inépuisable ?

Pour ces raisons nous pensons que les problématiques liées à l’eau nécessitent une gestion ainsi qu’une protection intégrée des milieux aquatiques maritimes et terrestres. Cette approche intégrée est encore soulignée par la « Directive Cadre sur l’Eau (DCE) » adoptée par le conseil européen en 2000. Cette directive européenne est fortement basée sur le modèle français qui avait déjà été mis en place par la loi sur l’eau de 1964.

De ce fait, la directive européenne ainsi que la loi française visent la gestion de l’eau par bassin versant. Dans ce cadre la gestion de l’eau en Paca fait partie d’une gestion globale de l’eau du bassin versant de la Méditerranée. Ainsi, le bassin versant de la Méditerranée est le territoire sur lequel toute goutte d’eau qui tombe va en ruisselant rejoindre la Méditerranée. Le périmètre de ce bassin correspond aux lignes de partage des eaux, c’est à dire la limite (un sommet très souvent) où une goutte d’eau ne va plus ruisseler vers le bassin versant de la Méditerranée, mais vers un bassin hydrographique voisin.

Il est évident qu’une croissance de la population et de ses activités a une répercussion négative sur la qualité des milieux aquatiques maritimes et terrestres et incitent à une demande croissante en eau douce. Ainsi, cette problématique complexe affectant le bien-être de toute la société nécessite une approche collective portée, partagée et communiquée par tous les échelons de cette société ; les entreprises, les institutions, les associations et les citoyens.

Notre réflexion a pour but de contribuer à cette approche collective par le processus de l’Intelligence Territoriale. A travers une identification des acteurs, de leurs compétences et de leurs échanges nous viseront à vérifier l’hypothèse selon laquelle *L’eau est un enjeu fédérateur dans le développement durable de la région Paca et de son pôle « Mer », ainsi qu’un levier essentiel pour atteindre une compétitivité et une visibilité internationale.*

Dès lors nous étudierons dans une première partie le concept d’intelligence territoriale et dans une seconde partie, nous nous intéresserons aux principaux réseaux impliqués dans la gestion de l’eau en région Paca.

1. L’Intelligence Territoriale

Face à la mondialisation de la société contemporaine et à l’incertitude, la perte de confiance qu’elle entraîne au sein de la population (à cause par exemple des récentes délocalisations des entreprises régionales, du chômage, de la pénurie de logement ainsi que de la hausse des prix, de la compétition de main d’œuvre venant d’Europe de l’Est, etc.), nous constatons que l’Etat français s’est depuis quelques décennies engagé dans une décentralisation des pouvoirs publics vers des institutions politiques et administratives « locales ». Cette décentralisation *territoriale*, qu’elle soit à l’échelle de la commune, de l’intercommunalité, du département ou de la région, contribue à un *« rapprochement du citoyen des centres de décision qui influent sur sa vie quotidienne »* (Dumas, P., 2004). Ce rapprochement permet au citoyen de mieux évaluer les résultats des décisions « locales »**,** d’exprimer sa satisfaction, ou son insatisfaction sur lesdits résultats, ou même de contribuer et participer au processus de décision.

La définition

Tout d’abord, présentons une définition de l’Intelligence Territoriale, selon Bertacchini, Y., (2004) :

« Un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis aux transferts des compétences entre des catégories d‘acteurs locaux de culture différente. L’objectif de cette démarche, est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l’échelon territorial à développer de ce que nous avons nommé le capital formel territorial ».

Dans cette définition nous constatons la complémentarité qui existe avec le concept d’intelligence collective que Pierre Lévy (1997) a traité précisément dans son œuvre *« L’intelligence collective – Pour une anthropologie du cyberspace »*, et dont nous présentons une définition par la citation suivante :

« L’intelligence collective consiste à mobiliser au mieux et à mettre en synergie les compétences des individus, en partant du principe que chacun sait quelque chose, est doué de compétences et de savoir-faire. Une bonne organisation et un sens de l’écoute mutuelle suffisent à mettre en œuvre ce type d’intelligence collective au sein de petits groupes humains : quartier, école ou association…. Mais avec les nouvelles technologies de l’information et de la communication, l’intelligence collective peut être mise en œuvre à une plus grande échelle » (Lévy, P., Allemand, S., 1996).

A partir de ces définitions nous pouvons constater que l’intelligence territoriale signifie le processus de l’intelligence collective appliqué à l’échelle du « territoire ».

La notion de « territoire » constituant le support fondamental du concept il est nécessaire d’en définir ses caractéristiques.

Le territoire physique

Dans la notion de territoire nous pouvons constater un espace physique comme la région, délimité géographiquement, contenant des rues, des places, des habitants, etc.…. Par ailleurs, ce sont justement ses habitants qui contribuent à la notion d’un espace des territoires multiples, *« voir une multitude : pour habiter, pour travailler, pour se recréer et même pour rêver ; des espaces vécus et des espaces subis ; des cellules locales et des réseaux ramifiés »* (Bertacchini, Y., 2003).

Ces territoires multiples sont en constante interaction. Chacun possédant son identité *pérenne*, ces *citoyens* s’établissent des réseaux humains sociaux, des « communautés » autour d’intérêts et d’objectifs communs (culturels, politiques, économiques, humanitaires, etc.…) dans un espace physique, pleinement porteur d’une image par son patrimoine, son histoire, sa culture ; sa mémoire.

L’intelligence territoriale ne peut s’abstraire à une démarche historique. Pour cette raison, nous nous rapprochons de la problématique évoquée dans notre introduction, par une présentation de l’histoire de l’eau et de sa gestion en Provence et notamment à Marseille.

L’histoire de l’eau en Provence

Vers 600 ans avant J.C. des colons phocéens fondent la ville de Marseille sur la berge nord d’une petite baie, le Lacydon, actuel vieux port. Ce lieu abrité, cerné par des marais, qui seront en partie drainés par des canaux, est stratégique. Les ressources abondantes en eau douce assurent à la cité une autosuffisance en cas de siége. L’eau est disponible immédiatement grâce à des puits, des citernes ou des bassins, récoltant les eaux de pluie et divers aqueducs ou canalisations de drainage des nappes alentours. Des égouts couverts sont construits, ainsi que des thermes publics, qui confirment l’abondance de l’eau au cœur de la ville. A la fin de cette période antique l’eau arrive déjà directement dans les maisons.

Après la chute de l’empire romain, débute une période troublée par les invasions de tribus barbares ; les Francs au 6ème siècle ; les Sarrasins au 9ème siècle. Les modes de vie changent, les savoirs et les techniques apportées par les peuples antiques sont oubliés, délaissés. Les ouvrages hydrauliques ne sont pas entretenus, voire même abandonnés.

Après l’essor commercial de l’an 1000, la cité est partagée entre ville « haute » régie par l’épiscopat et la prévôté, et ville « basse » autour du vieux port, régie par les Vicomtes de Marseille. Les problèmes de disponibilité en eau potable sont exacerbés par les tensions entre les communautés. Si la ville « basse » ne connaît pas de problèmes d’approvisionnement, la ville « haute » est rapidement en régime de disette. Un nouvel aqueduc, amenant l’eau par la porte d’Aix, ainsi que des fontaines et abreuvoirs sont construits. Une première taxe « fontainière » est instaurée.

De 15 000 âmes en 1524, Marseille en compte 88 000 en 1790. Avec la construction de l’Arsenal des galères en 1680, la ville s’étend vers le sud, les ressources en eau commencent à manquer. La pénurie se révèle même catastrophique en période de sécheresse. Les eaux usées n’étant toujours pas ou mal collectées, les épidémies dues aux eaux contaminées sont fréquentes.

Les problèmes liés à la gestion, au contrôle, à la répartition des ressources et à l’entretien de l’installation existante entraînent une confusion telle, entre les différents bénéficiaires du droit de l’eau, qu’il faut une ordonnance royale pour recenser et organiser les différentes dotations. En parallèle à ce marché de l’eau de nouveaux métiers apparaissent : gardes puits, fontainiers, médiateurs, artisans, maçons.

Au début du 19ème siècle, les Marseillais sont toujours plus nombreux : 140 000 en 1830. L’eau est de plus en plus polluée. Des mesures sont prises pour tenter de maîtriser les rejets d’eaux usées et de régler le problème catastrophique de la distribution. A travers le 19ème siècle des nouveaux ouvrages hydrauliques sont construits afin d’alimenter une population toujours croissante.

Au début du 20ème siècle, des changements dans le paysage provençal se font rapidement ressentir : cultures maraîchères irriguées, parcs, jardins, arbres, … L’industrie trouve un appoint de force motrice et fait sa révolution. Cependant, les progrès de la médecine et de l’hygiène viennent remettre en cause la qualité de l’eau. Eau stagnante des réservoirs domestiques, canaux non couverts, rejets industriels, cadavres, lavage du linge, latrines, etc. entraînent la nécessité d’une meilleure gestion. Les canalisations sont doublées et couvertes. Un « tout à l’égout » est mis en place.

Depuis, les techniques de la gestion de l’eau et le traitement des eaux usées ont bénéficié d’une forte innovation, et ont donnés lieu à de nouveaux ouvrages hydrauliques partout dans la région.

Afin d’illustrer la situation dans les petites communes de l’arrière pays provençal pendant les années 1950-1960, nous aimons à nous référer aux histoires de Marcel Pagnol. Nous pensons particulièrement à la scène où toute la population se réunit afin de confronter le maire du village et l’ingénieur de la « société des eaux » parce que la fontaine du village ne donne plus d’eau[[137]](#footnote-137). Cette scène montre parfaitement le sens de « communauté » que nous retrouvons à la base du concept de l’intelligence territoriale. Elle appuie notamment le rôle central de la fontaine, souvent située sur la place du village, comme lieu central de rencontre ; comme espace public évocateur d’un sens de communauté.

Néanmoins, par l’introduction des Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) dans notre vie quotidienne l’espace public se réduit de moins en moins à un espace physique supposant des rues et des places ; elle brouille les découpages administratifs et politiques.

Cette influence des TIC sur la société est développée dans un article de Mattelart, A. (1997) que Cabin, P. (1998) présente de la façon suivante : *« Face au développement de nouveaux médias, Marshall McLuhan prophétisait l’avènement d’un « village global ». C’est davantage à la naissance d’une « communication-monde », selon Armand Mattelart, à laquelle on assiste avec ses réseaux, ses centres et ses périphéries…**Une évolution qui pose en termes nouveaux la question de la citoyenneté ».*

Les TIC

Avec l’essor des TIC, par l’innovation des *réseaux de transports* et des *réseaux de communications généraux et techniques* (Claval, P., 1990), nous constatons un raccourcissement des distances-temps participant à l’émergence des nouveaux espaces ; des territoires *virtuels*; des territoires en construction qui *« ne sont pas bornés ou, tout au moins, leurs frontières sont souples et mouvantes, ils se définissent et se structurent progressivement sans qu’il soit possible encore de les identifier et encore moins de les gouverner »* (Bertacchini, 2003).

Dans cette notion d’une contraction « Espace-temps » nous distinguons trois aspects  importants : « local-distant », « synchrone-asynchrone » et « individu-groupe » Ces aspects trouvent toute leur ampleur dans l’interactivité que permet l’Internet. La mise en réseaux des ordinateurs globaux permet la communication d’une personne à une autre (courrier électronique et conférences audio-visuelles), ainsi que la consultation et la diffusion d’information (publications électroniques et bases de données)[[138]](#footnote-138), dans un espace immatériel ; le *cyberespace*. Par ailleurs, il semble que ce soit surtout l’aspect *« individu-groupe »* qui nécessite une élaboration.

Comme le souligne H. Bakis (1990) ; les réseaux humains ont toujours existé. Ainsi, dans les communications à travers l’Internet et son cyberespace, nous voyons apparaître des nouveaux réseaux humains sociaux ; des *« communautés virtuelles »* autour de leurs propres objectifs et intérêts *collectifs*. Contrairement aux communautés du territoire physique que nous avons évoqué précédemment, ces communautés virtuelles semblent libérées des contraintes physiques. Toutefois, elles s’inscrivent dans un ensemble soumis aux règles et mécanismes des structures et des organisations. Cette capacité d’un échange des savoirs instantanés entre personnes « locales/globales » constitue l’arme décisive pour atteindre l’innovation requise dans une stratégie de développement territorial :

« La capacité à former et reformer rapidement des collectifs intelligents deviendra l’arme décisive des bassins régionaux de savoir-faire en compétition dans un espace économique mondialisé » (Lévy, P., 1997).

Le territoire virtuel

Le territoire virtuel, au sens où nous l’entendons dans le cadre d’un développement local, apparaît comme une contraction des communautés virtuelles et du territoire physique, pleinement porteur de son image (patrimoine, histoire, culture, mémoire), avec tout ce que véhiculent l’ensemble des acteurs *« locaux et/ou virtuels »* en terme de savoir, d’apprentissage, de transmission des connaissances et des compétences.

Cette construction d’un territoire virtuel que plusieurs études des usages et des contenus territoriaux de l’Internet ont confirmée (Thierry, D., 2004 ; Grasland, L., 1997), est soulignée par la citation suivante :

« Les réseaux de télécommunications, et en particulier Internet, permettent de s’affranchir des contraintes de distance et de satisfaire potentiellement l’homme dans son désir d’ubiquité. Pour autant, l’amélioration globale de l’accessibilité ne réduit pas la différenciation spatiale et l’émergence de nouveaux concepts (cyberespace, espaces virtuel…) ne signifie pas la mise au rencart d’une notion indissociable de cette différenciation, le territoire » (Grasland, L., 1997).

Dans le cadre d’un développement territorial nous distinguons 2 modalités ; *exogène* et *endogène*. Dans l’approche *exogène* le territoire fait appel à des compétences, des richesses et des ressources externes à l’espace qu’il tente de développer et les applique dans le développement de cette espace local. Nous reviendrons ultérieurement sur la façon dont l’aspect exogène peut contribuer à la visibilité du territoire sur un plan « local » autant que « global »; une visibilité constituant *« un facteur d’attractivité, mais aussi un label commercial à ne pas négliger »[[139]](#footnote-139).*

Dans un premier temps, présentons l’approche *endogène* qui forme la base du processus de l’Intelligence Territoriale.

L’approche endogène

L’approche endogène part de la notion selon laquelle le territoire lui-même est porteur de toutes les compétences et connaissances nécessaires pour faire aboutir le développement durable de l’espace local. Afin de les mobiliser il faut *communiquer*.

Dans cette démarche d’un *« processus informationnel et anthropologique »* que signifie l’intelligence territoriale, nous distinguons trois hypothèses essentielles (Bertacchini, 2000) :

-Les acteurs échangent de l’information (énergie)

-Ils accordent du crédit à l’information reçue (information)

-Le processus de communication ainsi établi, les acteurs établissent les réseaux appropriés et transfèrent leurs compétences (projet)

Nous expliquerons ces hypothèses en plus de détails dans les paragraphes à venir.

La création de contenus

« S’il est primordial que les territoires intègrent ces technologies de l’information et de la communication, il est tout aussi nécessaire qu’ils la nourrissent, au risque de se trouver marginalisés sur un plan national comme international » (Bertacchini, 2004).

Cependant, pour que les acteurs échangent de l’information et qu’ils accordent du crédit à l’information reçue, la création des contenus, dans l’objectif d’une fédération des connaissances et compétences autour d’un projet de développement local, devrait, selon Bertacchini (2004) :

-se baser sur des études de besoins par groupes et catégories (personnes âgées, communautés culturelles, sans emploi, jeunes, handicapés, etc.).

-favoriser et soutenir par appel d’offre la création de contenus originaux et la numérisation de contenus déjà existants sur d’autres supports (écrit, vidéo, etc.).

-soutenir la confection de bases de données et la diffusion en ligne des innovations et des contenus, avec des normes de catalogage et des moteurs de recherche spécialisés

Par ailleurs, afin d’établir une création de contenus d’une plus grande variété de la part de tout l’ensemble des échelons sociaux locaux, il est nécessaire de sensibiliser les élus *et* les citoyens aux problématiques liées au développement territorial.

Ainsi une diffusion vers le grand public, d’informations concernant les problématiques de la gestion et de la protection des milieux aquatiques maritimes et terrestres [que cette diffusion soit réalisée par des médias (Internet, télévision, presse, etc.) ou par des formations à l’école, à l’université, ou sur le « terrain »], ne pourra probablement que susciter des réactions de la part des citoyens.

Afin de profiter au maximum de la diffusion de ces réactions il est nécessaire que ces citoyens aient accès aux Nouvelles Technologies d’Information et Communication (NTIC), voire à l’Internet. Néanmoins, nous constatons d’une part une inégalité dans l’implantation géographique des NTIC. D’autre part, même-ci l’accès aux NTIC est établi, leurs applications effectives par les citoyens nécessitent leur formation dans l’utilisation de ces outils.

Pour cette raison nous remarquons en plusieurs régions de France, que la politique des collectivités territoriales s’est depuis plusieurs années engagée dans la création des « Points d’Accès à l’Internet Citoyen  (PAIC) »[[140]](#footnote-140). Par une incitation financière, les communes et associations locales organisent le libre accès aux fonctionnalités informatiques (logiciels bureautiques, connexion Internet) auprès du citoyen. Pourtant, les pratiques d’accueil, d’information et de formation de ces centres ne sont souvent pas encore assez développées pour atteindre les objectifs visés, comme le démontre l’étude de Daniel Thierry (2004) sur les « Cybercommunes » en Bretagne. Dans ce même cadre le cabinet « Proposition » de Marseille et le « Laboratoire I3M Lepont » de l’Université du Sud Toulon-Var effectuent une étude sur les usages et pratiques des « Espaces Régionaux de l’Internet Citoyen (ERIC) » en région PACA.

Quoi qu’il en soit, nous pouvons constater une intégration globale des NTIC parmi tous les échelons territoriaux. Dans ce cadre, nous pensons que l’implication de l’ensemble des échelons sociaux locaux dans le développement local s’effectue par une fédération de ces « *acteurs locaux de culture différente »* autour d’un intérêt collectif ; autour d’un projet partagé.

« Si le processus de création de contenus numériques ne se fixe pas pour objectif premier d’associer les citoyens, les chefs d’entreprises, les administrateurs, les territoriaux, les socio-éducatifs, alors, la politique locale de développement ne peut pas prétendre à l’édification de l’organisation agrégative de ces pratiques » (Bertacchini, 2004).

Dans le cadre de notre étude nous pensons qu’une association des acteurs locaux autour du projet partagé d’une *gestion et protection des milieux aquatiques maritimes et terrestres* peut contribuer non seulement au développement durable du pôle de compétitivité, du pôle « Mer », mais également au développement durable de toute la région Paca.

C’est pourquoi il est indispensable de s’interroger sur l’identité des acteurs, leurs compétences en la matière et sur les interrelations qu’ils tentent de développer avec l’objectif commun de contribuer à la mise en œuvre du projet. C’est ce à quoi répond le concept de veille territoriale.

La veille territoriale

Dans le concept de l’intelligence territoriale nous distinguons deux axes fondamentaux ; à savoir, *latéral* et *vertical*. Le premier a pour objectif de mesurer le réservoir de potentiel d’action locale à travers le territoire physique tandis que le second organise les liaisons et relations entre ce territoire physique et ses représentations virtuelles.

Ainsi, la première mission du processus d’intelligence territoriale consiste en la détection des compétences locales jusqu’à l’organisation de leur transfert. Dans ce cadre, l’action de la veille territoriale a pour objet de repérer, observer et inventorier les acteurs « locaux », leurs compétences et leurs interrelations.

Du fait que les NTIC sont aujourd’hui globalement intégrés dans tous les échelons territoriaux, nous avons choisi dans un premier temps, de réaliser l’action de veille sur les acteurs et leurs réseaux en utilisant les méta-moteurs disponibles sur Internet. Cette approche *verticale* de la veille territoriale nécessite que les résultats obtenus soient vérifiés auprès de la réalité existante. Elle s’effectue à travers le territoire physique, ses acteurs, leurs diverses compétences et leurs interrelations. Ceci constitue l’approche latérale. Cela signifie que cette dernière permet de vérifier les résultats obtenus par l’approche verticale. Nous pensons que cette vérification nécessaire peut être faite par une enquête sur les acteurs que nous avons identifiés dans notre action de veille.

Notre étude se limite à l’identification des principaux acteurs et réseaux des acteurs « locaux » impliqués dans la gestion et la protection des milieux aquatiques maritimes et terrestres. Nous présenterons les premiers résultats de cette identification dans le chapitre suivant.

Comment ces acteurs accordent-ils du crédit à l’information reçue ? Comment le processus de communication va-t-il contribuer à l’établissement des réseaux et au transfert des compétences ?

Le capital formel

Comme nous l’avons évoqué précédemment, la création de contenus a pour objectif que les différents acteurs impliqués dans le développement local s’échangent des informations. Lorsque ces acteurs reconnaissent une valeur ajoutée à l’information reçue pour atteindre leurs propres objectifs, ils s’engagent alors dans un processus de communication avec les acteurs émetteurs. Si à partir de ces communications les acteurs reconnaissent réciproquement qu’ils partagent des objectifs collectifs, ils peuvent dès lors, établir des relations réticulaires.

Néanmoins, les transferts de compétences entre ces acteurs ne se réalisent pas naturellement. Afin d’établir entre eux un véritable échange des compétences, il est nécessaire qu’ils s’approprient ce que nous désignons par capital formel (Bertacchini, 2004).

Cette dernière notion peut être définie comme l’engagement des acteurs à adhérer à une identité collective, c’est à dire qu’ils se reconnaissent des valeurs ou des codes communs et qu’ils s’engagent effectivement dans un partage des informations. Cela signifie qu’à travers leurs interactions, ces acteurs établissent un consensus dans les règles et procédures qui seront à la base d’un véritable échange de leurs compétences.

Dans le cadre du développement local, il est dès lors nécessaire d’envisager la méthode d’établissement des échanges transversaux de compétence à travers ces réseaux.

Conclusion

En conclusion de notre article nous pouvons constater que la démarche du développement d’un pôle de compétitivité marin en région PACA est fortement dépendante de la volonté d’échange entre les acteurs locaux. Cette volonté s’est récemment affichée par la mobilisation des acteurs lors de l’appel à projets du pôle de compétitivité ‘Mer, Sécurité & Défense’. L’absence de préoccupations liées à cette énergie vitale et le manque de concertation entre les acteurs et d’échanges compromettraient le développement prévu.

Ligne tendancielle

Nous réunissons dans ce paragraphe les principales données relatives aux réserves, à l’état de la qualité des eaux et à sa consommation par les riverains.

* 80 % des pollutions sont d’origine terrestres & humaines (Cf : Plan Bleu).
* 50 à 75% des eaux françaises sont fortement dégradées, « sans même prendre en compte de nombreux polluants.»
* (Rapport du Muséum d'histoire naturelle, 6 juin 2005).
* - de 50% des eaux du territoire métropolitain pourront atteindre le bon état écologique requis d'ici 2015. (directive cadre 2000)
* 8 pays riverains utiliseront 100% de leurs ressources d’eau en 2025.

Le projet de développement local

Ayant pour objectif de réunir les initiatives des approches réticulaires que les interactions entre les acteurs ont établies précédemment, l’intelligence territoriale s’intéresse à la mise en réseau des porteurs de projets pour définir les actions de développement local.

Pour les identifier, il est nécessaire d’analyser les liens existants entre chacun des acteurs de ces réseaux repérés dans notre action de veille. Cette analyse peut être effectuée par une enquête les concernant à titre individuel. Par ailleurs, le fait que l’intelligence territoriale vise l’intégration des TIC dans l’ensemble des échelons territoriaux dans le cadre du développement, nous permet d’effectuer une analyse par l’utilisation des outils de la CMO (communication médiatisée par ordinateur) comme par exemple, la cybermétrie.

Dans le cadre du programme de recherche « Mainate »[[141]](#footnote-141) mené au sein du Laboratoire Lepont, des outils ont été développés afin de représenter le territoire virtuel. Ces dispositifs socio-techniques permettent de visualiser les liens et les distances entre les acteurs sous forme d’une cartographie. De cette cartographie nous pouvons déterminer qui sont ces acteurs porteurs au sein des interactions. Par une médiation l’intelligence territoriale vise à inciter ces acteurs porteurs à négocier et à définir ensemble leurs futures actions dans le cadre du développement local.

L’approche exogène

L’approche exogène comme appliquée dans le processus de l’intelligence territoriale vise à contribuer à la visibilité du territoire sur un plan « local » autant que « global ». Comme il est mentionné dans l’introduction de l’appel à projets cette *lisibilité* constitue *« un facteur d’attractivité, mais aussi un label commercial à ne pas négliger ».* L’objectif de l’approche exogène du développement local consiste en la diffusion de l’information à l’extérieur du complexe local. *« Après avoir reconnu en interne les compétences mobilisables localement, il faudra les faire connaître et reconnaître, les faire valoir »* (Bertacchini, 2004).

Cette diffusion de l’information s’effectue à travers les deux dimensions que nous avons déjà évoquées dans l’approche endogène : A savoir à travers les axes latéraux et verticaux.

Dans la dimension latérale, qui fait référence au territoire physique, cette diffusion peut être effectuée par des formations, des présentations ou des expositions (temporaires ou permanentes) vers la population du territoire physique. Cette diffusion va encore renforcer l’implication des citoyens dans la création des contenus telles qu’évoquées précédemment.

La transmission de l’information dans la dimension verticale consiste en la diffusion dans l’espace virtuel, voire l’Internet. Dans ce cadre nous pensons plus particulièrement à la création de portails des contenus territoriaux ou thématiques.

Bibliographie

Bertacchini, Y. (2004), « Entre information & processus de communication : L’intelligence territoriale », Les Cahiers du Centre d’études & de Recherches, *Humanisme & Entreprise*, n° 267, La Sorbonne Nouvelle, Paris, Octobre 2004.

Bertacchini, Y. (2003), « Territoire physique / territoire virtuel : quelle cohabitation ? », ISDM n° 9, Article n° 77.

Bertacchini, Y., Boutin, E. (2003), « [Une lecture possible du territoire Sophipolitain : l'observation des représentations virtuelles d'une technopole](http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm7/isdm7a64_bertacchini.pdf) », ISDM n° 7, Article n° 64.

Boutin, E. (2004) « [Qualifier la présence d'une ville sur le Web par des indicateurs cybermétriques dynamiques : une validation expérimentale sur 10 villes françaises](http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm16/isdm16a159_boutin.pdf) », ISDM n° 16, Article n° 159.

Breton, P., Proulx, S. (1989), « L’explosion de la communication », La Découverte / Boréal.

Dou, H. (1995), « Veille Technologique et Compétitive », Dunod, Paris.

Hall, E. T. (1971), « La dimension cachée », Editions du Seuil.

Harbulot, C. (1992), « La machine de guerre économique », Economica.

Herbaux, P. (2004) « Les ‘TIC’, un outil de l’intelligence territoriale », ISDM n° 16, Article n° 156

Hiltz, S., Turoff, M., (1981), « Network Nation : Human communication via computer », Addison-Wesley.

Himgi, M. (2004) « Le développement d’une ville moyenne dans l’espace Euro Méditerranéen. L’étude d’un cas : La Ciotat », ISDM n° 14, Article n° 143.

Jakobiak, F. (1998), « L’intelligence économique en pratique », Les Editions d’Organisation.

Jakobiak, F. (1990), « Pratique de la veille technologique », Les Editions d’Organisation.

Lévi-Strauss, C. (1989), « Des symboles et leurs doubles », Plon.

Morin, E. (1990), « Introduction à la pensée complexe », ESF.

Morin, E. (1977) (1980) (1986), La méthode, Tome l, 2, 3). Seuil.

Queyras, J., Quoniam, L. (2004), « [L'utilisation des TIC dans l'évaluation d'une politique territoriale de coopération scientifique entre la France et le Brésil : le cas des accords CAPES-COFECUB](http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm16/isdm16a164_queyras.pdf) », ISDM n° 16, Article n° 164.

Reiffers, J-L. (1997), « La Méditerranée aux portes de l’an 2000 », Economica.

Revelli, C. (1998), « Intelligence stratégique sur Internet », Dunod, Paris.

SOPHIA-ANTIPOLIS : ANTE & POST  
DE LA PROJECTION D’UNE VISION TERRITORIALE

**A**

L’OBSERVATION DE SES REPRESENTATIONS VIRTUELLES[[142]](#footnote-142)

Introduction

Le projet de création de la technopole de Sophia-Antipolis est initié sous l’ère industrielle et accompagné de cette définition : Cité Internationale de la Sagesse, des Sciences et des Techniques. Le territoire retenu pour cette implantation se situe dans le Sud de la France près de la ville de Nice bien loin des traditionnelles régions d’accueil d’industries lourdes. L’équipe des fondateurs était composée de représentants des Ecole des Mines et des Ponts et chaussées.

Technopole pensée et conçue par ses fondateurs comme un territoire dédiée à la production de connaissances, elle traverse aujourd’hui un énième cycle : l’avènement des Tic, moteurs de l’économie numérique. Cette dernière a opéré nombre de changements dans le fonctionnement des entreprises et des institutions. Dans une économie d’abondance d’informations et de moyens de communication[[143]](#footnote-143), la connaissance devient l’actif clé, reconnu, et la formation de cette connaissance, sa capitalisation interroge dans une époque marquée par de fréquentes ruptures d’équipes et de distances entre les foyers d’innovation. En cela, la création de Sophia-Antipolis fut un acte d’anticipation de la migration d’un territoire physique vers un autre, virtuel que nous interrogerons dans notre contribution.

Nous sommes les témoins d’un mouvement interactif double. La mise à profit de la connaissance par l’innovation prend une importance déterminante dans la stratégie des organisations marchandes et non marchandes. Les nouvelles technologies et nouveaux réseaux entraînent la mutation de l’espace public.

Sophia-Antipolis n’échappe probablement pas à ces transformations mais ses créateurs ont choisi dès l’origine d’instaurer ou d’essayer d’instaurer des facteurs de réduction de l’incertitude liée aux périls pressentis de l’ère numérique et à toute activité d’innovation[[144]](#footnote-144). Il est avéré, aujourd’hui, que la concentration géographique d’industriels et de scientifiques opérant dans des domaines d’activité voisins stimule l’innovation[[145]](#footnote-145). La proximité joue un rôle décisif et s’avère indispensable au transfert de connaissances informelles[[146]](#footnote-146).

Certes, Sophia-Antipolis possède un ancrage territorial fort revendiqué dans les plaquettes de présentation proposées par les institutions qui crée un sentiment d’appartenir à une communauté professionnelle. Mais, l’ancrage ainsi revendiqué est à modérer parce que les chercheurs, techniciens, cadres, dirigeants des firmes et organisations localisées sur le site sont assujettis à la mobilité professionnelle. Si, comme nous l’avons mentionné, la proximité joue un rôle décisif, le processus d’innovation n’est pas toujours territorialisé et le développement de nouveaux moyens de communication conduit à une dissociation entre les lieux d’émission et de diffusion de la connaissance[[147]](#footnote-147). La surface visible couverte par la technopole est aujourd’hui morcelée en sous-territoire (ou sous-systèmes) communaux[[148]](#footnote-148). La surface invisible organisée en réseaux virtuels est partielle et parcellisée. Elle se trouve probablement être en cours de constitution. Les formes et l’état des surfaces visibles et invisibles peuvent, peut-être, contrarier l’unité, l’équilibre et le futur de cette réalisation.

Dans cet article, nous observerons et étudierons les représentations Sophipolitaines sur Internet et nous les confronterons à une lecture du territoire. Nous organiserons notre propos de la manière suivante. Dans une première partie, nous rappellerons les caractéristiques fondamentales d’un territoire et préciserons le plan des relations qui forment la territorialité : le construit relationnel. Dans une deuxième partie, nous conduirons une démarche de veille territoriale appliquée à Sophia-Antipolis. Pour cela, nous avons eu recours à plusieurs moteurs de recherche que nous avons interrogés à intervalles réguliers[[149]](#footnote-149) et tenterons un commentaire du territoire Sophipolitain.

Le territoire : les caractéristiques fondamentales.

Bernard Poche[[150]](#footnote-150) cite Scivoletto qui distingue trois types d'espace :

-Organique, qui procède de la situation et du conditionnement biologique, comportemental ou éthologique, et qui constitue une expérience instructive de la territorialité ;

-Perceptif, résultant de processus sensoriels ;

-Symbolique, qui s'identifie à l'abstraction.

Ces espaces peuvent s'interpréter de la façon suivante : l'espace organique peut être rapproché de la dimension physique (l’espace tel qu’il est) ; l'espace perceptif de la dimension cognitive (l’espace tel qu’il est appréhendé) ; l'espace symbolique de la dimension normative (l’espace tel qu’il est abstrait en fonction des normes propres à chaque acteur). Le parcours de ces trois espaces peut conduire à la construction d’un territoire. En tant que système, le territoire peut être conçu comme non isolé, non-linéaire et auto-organisant. Il est non isolé car il est soumis à des flux d'énergie et de matière qui tendent à renouveler ses éléments. Il est évidemment non-linéaire car il est le lieu de multiples interactions, créant ainsi une complexité de comportements qui ne peut pas se résumer à un modèle simple et déterministe. A fortiori, l'évolution d'un territoire, avec ses composants multiples, ne se place pas sur une trajectoire déterminée à l'avance. Dans des limites ainsi définies, le territoire est aussi un système auto-organisant.

Atlan[[151]](#footnote-151) déclare que «la création de signification de l'information est au centre des phénomènes d'auto organisation». A sa suite nous pouvons constater que le territoire est composé d'éléments porteurs de sens. Ces éléments porteurs de sens sont les vecteurs de la territorialité. On peut donc définir la territorialité comme l’agent qui permet de transformer l’espace en territoire. Notre démarche en conséquence relève du repérage par l’intermédiaire de moteurs de recherche de ces agents porteurs de sens. Il s’agit donc d’une analyse sémantique qui s’attachera aux processeurs producteurs du sens territorial de la technopole de Sophia Antipolis. Cette analyse nous permettra notamment d’évaluer si les trois types d’espace sophipolitains sont cohérents avec la production d’une territorialité.

Le territoire : les plans de l’analyse.

Pour Bailly[[152]](#footnote-152), le territoire est d'abord «un espace terrestre, réel et concret, (qui) est donné, vécu et perçu». Il est donné car concret et réel, vécu par la confrontation de son identité avec nos intentionnalités et nos finalités, perçu par le contact de proximité et les dimensions de notre interaction avec lui. La relation au territoire est perçue au travers des rôles assumés par l'acteur. Inversement, le territoire peut être vu comme un ensemble de construits relationnels, une espèce d'extériorisation spatiale d'un groupe social comme le propose Poche[[153]](#footnote-153). Au travers du jeu social, les acteurs définissent un système humainement construit avec le territoire. Major[[154]](#footnote-154) à la suite de Schwarz[[155]](#footnote-155) propose d'établir un modèle du système «territoire» qui rende compte à la fois de la matérialité des objets territoriaux, des approches cognitives différentes des intervenants qui en effectuent une lecture spécifique, et du sens «territorial» qui transforme l'espace en ressources partagées. Le modèle systémique que ces auteurs ont élaboré se décompose en trois plans fortement imbriqués et indissociables l'un de l'autre :

### - celui de la matière physique (premier niveau);

### - celui de l'information (deuxième niveau);

### - celui de l'identité (troisième niveau)

Ces niveaux sont à considérer comme des ensembles imbriqués de nature différente. Ce modèle est aussi une représentation de la complexité d'un système. Dans cette perspective, nous allons décrire chacun des trois plans et définir leur contenu : objets physiques et concrets au premier plan ; relations et informations, mais aussi agrégation ou composition d'objets dans des concepts au second plan ; enfin, territoire en tant qu'espace porteur de sens pour l'acteur et en tant que lieu d'interactions multiples entre acteurs au troisième plan.

Le territoire : le plan physique/organique.

Nous commençons la description du modèle systémique par le plan physique, celui de la matière et de tout ce qui est construit à partir de cette matière. Au préalable, et à la suite de Prelaz-Droux[[156]](#footnote-156), nous identifierons trois types d'éléments-objets dans le territoire. Il s'agit des éléments :

-constitutifs, qui correspondent à une réalité concrète du territoire. Pour les classifier Prelaz-Droux[[157]](#footnote-157) distingue trois domaines génériques : les infrastructures équipant le territoire en réseaux et ouvrages de génie-civil; le milieu naturel (sol, eau, air, faune, flore) et le milieu anthropique; les activités économiques, sociales et culturelles.

-virtuels que nous, pouvons classer en deux types : virtuels normatifs et symboliques. Ils seront présentés dans une section ultérieure et plus particulièrement lorsque nous étudierons les représentations de la technopole sur Internet.

-les éléments facteurs et factuels : un exemple d’élément facteur peut être l'innovation technologique. L’innovation technologique est à la fois porteuse de gains de productivité, de changement et d'adaptation à de nouvelles conditions de travail. Mais elle peut également générer du chômage. Ainsi les éléments facteurs nécessitent une interprétation et peuvent conduire à l’émergence d’éléments factuels. D'une part, pour apparaître ou disparaître, les éléments factuels utilisent un ou plusieurs objets constitutifs (exemple : les unités de production pour l'innovation technologique) D'autre part, pour pouvoir en interpréter le sens, il faut faire référence à un modèle explicatif qui va fonctionner en tant que contexte d'interprétation (l’innovation technologique).

Le territoire : le plan de l’information

Le deuxième plan du modèle met en évidence les informations circulantes et les relations entre les objets du premier plan. L’étude de la présence de Sophia Antipolis sur Internet, les liens existants entre sites nous informent sur ce construit relationnel. Toujours à la suite de Prelaz-Droux[[158]](#footnote-158) nous pouvons retenir d'une part, les éléments identificateurs et d'autre part, les relations entre les objets. En ce qui concerne les objets constitutifs, on remarque au plan de l’information : les relations topologiques liant les éléments par des notions de voisinage, d'adjacence, d'intersection, d'appartenance, d'inclusion ; les relations d'utilisation ou d'occupation : les véhicules utilisant des voies de circulation, les entreprises utilisant des fournitures pour produire ou des réseaux pour distribuer leurs produits ; mais aussi, les bâtiments occupent un certain volume et une surface au sol, tout comme la végétation. L’étude du plan de l’information pourrait être développée en théorie concernant les objets et les objets facteurs. Cependant, compte tenu de la complexité de cette description et notamment au regard d’une problématique comme celle de l’influence d’Internet sur la construction d’un territoire, nous proposons au lecteur de s’inscrire dans la démarche pratique d’observation des flux d’information au sein de Sophia Antipolis.

La démarche de veille : le plan de l’information

La finalité de la démarche de veille est l’appréciation de la territorialité comme sens donné au territoire. Cette veille correspond au plan de l’information. Elle s’intéresse aux objets virtuels. Nous pouvons a présent décrire ces objets. Les objets territoriaux virtuels sont issus de processus d'abstraction appliqués aux éléments du territoire par les acteurs et regroupent, de manière composite, une série d'objets constitutifs. Nous pouvons les classer en deux types : normatifs et symboliques.

-Les objets virtuels normatifs : Les entreprises, qui rassemblent à la fois des hommes, des bâtiments, des surfaces d'implantation, des ressources financières, mais aussi du savoir-faire ou des réseaux de distributions relèvent des objets virtuels normatifs. On peut aussi citer les zones d'affectation ou les pôles d'échange associés à l'aménagement du territoire.

-Les objets virtuels symboliques : Ces objets sont porteurs d'une projection affective, et font référence alors à une histoire[[159]](#footnote-159). Le rôle des objets virtuels dans le plan des relations qui forment la territorialité est important. En effet, ils sont aussi le résultat d'un processus de complexification du territoire en rapport avec une activité. Ils marquent la volonté d'un intervenant décisionnel de poser les règles du jeu pour essayer de le contrôler, et en tous cas d'apparaître comme partenaire à part entière dans ce jeu. Ils peuvent donc devenir, par ce biais, des outils de stratégie et des enjeux à fort pouvoir symbolique.

Les objets virtuels normatifs et symboliques sont associés étroitement. Ainsi un objet virtuel symbolique comme Sophia Antipolis est associé à un ensemble d’objets virtuels normatifs[[160]](#footnote-160). Par la pratique d’une veille appliquée au territoire, nous allons évoluer au travers de trois dimensions qui sont pour la dimension physique : la proximité instrumentale, pour la dimension cognitive : la représentation des objets, pour la dimension normative et symbolique : la gestion de l'héritage symbolique. Les processus producteurs de sens (proximité instrumentale, représentation des objets territoriaux, gestion de l'héritage symbolique) ont pour objectif de construire une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, pour l'utilisation conjointe des ressources d'un même espace et concourent à la création d'une représentation de la réalité commune au groupe social au sens de Jodelet[[161]](#footnote-161). La territorialité peut se concevoir comme une représentation sociale d'un groupe s'appropriant un espace de ressources et se construit d'abord dans le rapport de l'individuel au collectif, et dans l'intériorisation des modèles de comportements adéquats, permettant de se situer dans une histoire commune. Cela sous-entend que la territorialité fait l'objet d'un apprentissage, - en tant que forme de connaissance -, dans le contexte d'un modèle de référence et de processus aidant à la construction de cette connaissance. Enfin, le rôle du groupe en tant que formateur du sens, dans la dimension intersubjective et dans la réalité de la pratique territoriale par le savoir faire, est essentiel pour normer et réguler les comportements individuels sur le territoire.

Ce tableau conclut sur les caractéristiques de la territorialité :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TERRITORIALITE** | **ELEMENTS** | **PROCESSUS** | **ACTEURS CONCERNES** |
| Dimension **physique** | Objet territorial | Proximité instrumentale | Individu, Institutions |
| Dimension **cognitive** | Langue, éléments d’interprétation | Représentation des objets | Groupe social dans son ensemble |
| Dimension **normative** et **symbolique** | Règles, signes, symboles | Gestion de l'héritage Symbolique (rites) | Autorités par délégation |

**Tableau 2** : La territorialité : représentation sociale d'un groupe s'appropriant un espace de ressources

La proximité instrumentale peut être traduite par l'accès aux ressources d'un espace commun, par l'utilisation d'un objet et met en valeur, directement, les enjeux sociaux de l'appropriation. La rencontre formelle et informelle d’acteurs différents s'organise au travers du réseau des parties prenantes à l'action sur l'objet territorial et autour d'une régulation et de rituels.

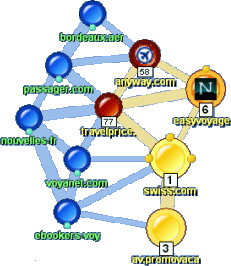
La dénomination des objets territoriaux dans la langue permet leur représentation et leur communication en constituant l'identité du groupe social par la définition d'un langage de la spatialité du groupe. La territorialité passe donc par une "lisibilité" de l'espace, lisibilité partagée par un groupe dans sa pratique du territoire. La dernière dimension regroupe les objets virtuels qui symbolisent la référence aux comportements attendus, les règles en vigueur, et cristallise ainsi, autour de l'objet territorial, le sens normatif. Il s’agit de permettre le repérage du comportement individuel pour pouvoir l'inscrire dans une histoire collective mais aussi permettre le rappel de l'appartenance au même espace.

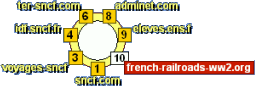
Caractéristiques des moteurs de recherche, types de résultats fournis, et résultats bruts

A intervalle régulier et à durée constante et ce, sur plusieurs mois nous avons utilisé par vague trois moteurs de recherche : [http ://www.google.com](http://www.google.com) , [http ://www.kartoo.com](http://www.kartoo.com) , [http ://search.mapstan.net/](http://search.mapstan.net/). Les méta-moteurs pré-cités ont été sollicités sur l’expression de recherche suivante : Sophia Antipolis. Les moteurs peuvent présenter leurs résultats de trois manières différentes : en liste, en réseau et par capitalisation. Le moteur Google présente ses résultats en liste. Nous en présentons un exemple ci-dessous.

[Universite de Nice Sophia-Antipolis](http://www.unice.fr/)  
Description : Site officiel. Informations générales, ressources, bibliothèque, serveurs de l'université.  
Catégorie : [World > Français > ... > France > Université de Nice](http://directory.google.com/Top/World/Fran%C3%A7ais/Formation/Enseignement_sup%C3%A9rieur/Universit%C3%A9s/France/Universit%C3%A9_de_Nice/?il=1)  
www.sophia-antipolis.net/ - 1k - 11 déc 2002 - [En cache](http://216.239.51.100/search?q=cache:3XoTrSUADTAC:www.sophia-antipolis.net/+Sophia+Antipolis&hl=fr&ie=UTF-8) - [Pages similaires](http://www.google.com/search?hl=fr&lr=&ie=UTF-8&q=related:www.sophia-antipolis.net/)

Grâce au méta-moteur de recherche Mapscan, on peut donner une représentation non seulement plus accessible des résultats de Google sous la forme d’un graphique mais encore exprimée sous la forme de paramètres spatiaux comme le quartier. Ces résultats sont archivés avec leurs recherches afin d'être exploités et capitalisés. En effet, par la technologie WPSTM **(Web Positioning System),** MapStan Search analyse et synthétise les sites issus de la recherche sous forme d'un plan de quartieret de sa légende, enfin d’une clustérisation (classification de sites en fonction de leurs contenus voisins).



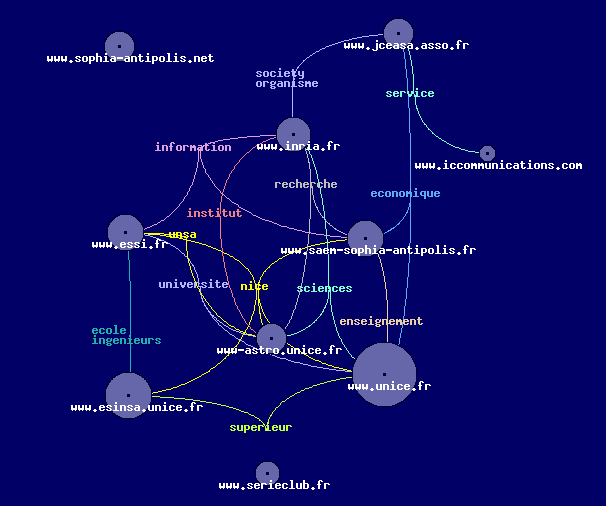
1. Représentation quartier

2. Légende

3. Clusters

Le moteur Kartoo présente quant à lui ses résultats directement sous la forme de tableaux et de réseaux. En voici l’exemple :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| université | nice | route | lucioles | accès |
| recherche | serveur | interne | implantations | école |
| mines | paris | centre | côte | tourisme |
| nice sophia antipolis | inria sophia antipolis | route des lucioles | mines de paris | école des mines |
| 06560 valbonne |  |  |  |  |

[(c)Kartoo2001](mailto:kartoo@kartoo.com)

 Compte tenu de l’utilisation de ces outils, la collecte et le traitement des données se déroule en plusieurs étapes. Dans un premier temps, nous avons essayé de mieux appréhender la présence virtuelle globale de Sophia Antipolis, ensuite nous avons regroupé en classe les sites contenant l’expression « sophia antipolis » puis nous avons approfondi les liens révélés entre ces sites. Nous avons utilisé le moteur Google parce qu’il détient à lui seul une part de marché égale à 50 % et qu’il est fréquemment cité dans les classements effectués par les internautes. Nous avons étendu nos recherches aux trois catégories de sites Web présents sur le moteur Google : le Web mondial, la catégorie Français ; les pages France. Nous présentons ci-dessous le tableau récapitulatif des résultats de notre collecte.

**Présence du mot sophia antipolis « Rechercher les pages »**

**Sur le Web Pages Francophone France**

Dans le titre seulement 4670 2710 3840

Dans le titre & dans la page 286 24 40

Dans le texte 49000 65100 90500

Dans l’adresse 1920 535 1440

Dans l’adresse & n’importe

où dans la page 8500 2130 2950

Dans les liens de la page 1670 872 1020

Dans le titre et dans l’adresse 1820 65 527

**Tableau 2 :** présence virtuelle globalede sophia antipolis

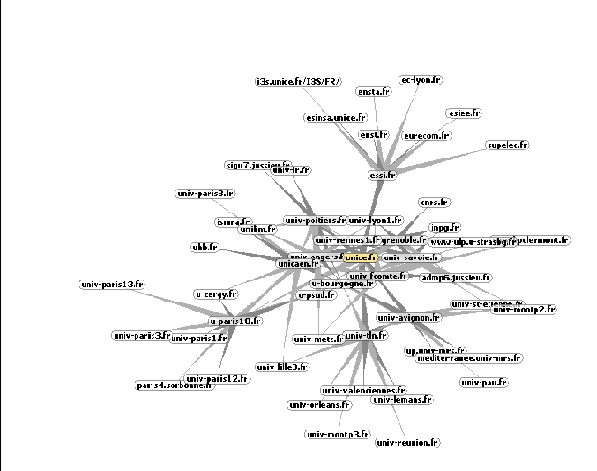
Nous avons également sondé le répertoire Google directory en vue d’obtenir une clustérisation des informations liées à l’objet de notre étude et à la requête +sophia antipolis+ le moteur de recherche nous a retourné : 199 sites dans la catégorie mentionnée ci-dessous.  
  [World > Français > ... > Villes et villages > Sophia Antipolis](http://directory.google.com/Top/World/Fran%C3%A7ais/R%C3%A9gional/France/R%C3%A9gions/Provence_Alpes_C%C3%B4te_d%27Azur/Alpes-Maritimes/Villes_et_villages/Sophia_Antipolis?tc=1/)

Nous avons noté d’emblée, suite à cette préparation du corpus, que le nombre des sites relatifs à la technopole et indexés par les moteurs de recherche sur l’Internet mondial a enregistré une progression régulière au fur et à mesure de notre consultation. En effet, au début de notre observation, les moteurs et les méta-moteurs sollicités nous indiquaient un total de 147.000 sites or, à la fin de notre campagne d’observation nous avions un total de 152.000 indexés par ces agents de recherche. En ce qui concerne les résultats affichés nous avons relevé une différence notoire selon que l’on sollicite les sites repérés sur tout le web (152.000) ou par le web français (66.000). Nous pensons que les tendances relevées résultent du fait que nous avons innervé les moteurs de recherche en les sollicitant fréquemment sur une même équation de recherche.

Puis, nous avons choisi de nous intéresser aux sites qui contenaient dans leur titre l’expression « sophia antipolis ». Afin de constituer notre corpus d’études, nous avons utilisé les 100 premières réponses délivrées par le moteur Google en retour à la requête « *allintitle* »[[162]](#footnote-162) : sophia antipolis. Bien que restrictive, cette consigne permet de mesurer le degré d’affiliation du site à Sophia Antipolis. En effet, seule une petite fraction (de 5 à 10 %) des internautes consultent les résultats de ce moteur de recherche au delà des cents premiers résultats. Lors de cette phase, nous avons relevé le nom du site et l’Url associée en supprimant les redondances. Après vérification, seuls 54 sites sur cent étaient exploitables. Ensuite, nous avons qualifié l’information délivrée par le site puis nous avons enrichi cette information par l’étude des liens existants entre le sites Web. La popularité d’un site Web dépend en effet du nombre et de la qualité des liens que cette page reçoit du reste du web. Plus une page est citée, plus elle est reconnue. Pour obtenir ce résultat nous avons comptabilisé les pages qui citent directement le site étudié et dès lors, plus une page est citée plus cette page a de l’importance. Nous avons corrigé ce résultat parce qu’il s’agit de déterminer si la page qui cite est elle-même citée par d’autres pages : plus elle est citée, plus sa citation a de poids. Le tableau suivant récapitule les 54 premières occurrences.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom du site | url du site (http ://) | ACTIVITE | Nombre total de liens | **Nombre de liens croisés** avec des url du corpus |
| 1.[Universite de Nice Sophia-Antipolis](http://www.unice.fr/) | www.unice.fr | université | 2550 | 1 |
| 2.[Site de Sophia Antipolis](http://www.sophia-antipolis.net/) | www.sophia-antipolis.net | Information sur  sophia | 618 | 1 lien croisé |
| 3.[INRIA - unité de recherche INRIA Sophia-Antipolis](http://www.inria.fr/inria/organigramme/fiche_ur-sop.fr.html) | [www.inria.fr](http://www.inria.fr) | Recherche | 14700 | 1lien croisé |
| 4.[sophia-antipolis](http://www.sophia-antipolis.org/) | [www.sophia-antipolis.org](http://www.sophia-antipolis.org) | Fondation | 280 | 1 lien sortant |
| 5.[Ceram Sophia Antipolis](http://www.ceram.fr/) | [www.ceram.edu](http://www.ceram.edu) | Ecole | 678 | 1 lien croisé |
| 6.[Valbonne Sophia Antipolis](http://www.alpes-azur.com/vsa/) | [www.alpes-azur.com](http://www.alpes-azur.com) | Office de tourisme | 24 | 0 |
| 7.[AFSSA - Sophia Antipolis](http://www.beekeeping.com/afssa-sophia-antipolis/) | [www.beekeeping.com](http://www.beekeeping.com) | Entreprise | 328 | 0 |
| 8.[Jeune Chambre Economique Antibes Sophia Antipolis](http://www.jceasa.asso.fr/) | [www.jceasa.asso.fr](http://www.jceasa.asso.fr) | Association | 20 | 1 lien sortant |
| 9.[SOPHIA ANTIPOLIS, IMPLANTATIONS GEOGRAPHIQUE, CONNAITRE L'ECOLE](http://www.ensmp.fr/Fr/ENSMP/Geographie/Sophia/geo-sophia.html) | www.ensmp.fr | Ecole des mines (implantation géo) | 3300 | 0 |
| 10.[Ecole Supérieur d'Ingénieurs de Nice Sophia Antipolis](http://www.esinsa.unice.fr/) | [www.esinsa.unice.fr](http://www.esinsa.unice.fr) | Ecole d’ingénieurs | 96 | 1 |
| 11.[Lions Club Valbonne Sophia-Antipolis](http://perso.club-internet.fr/ringbach/) | perso.club-internet.fr | Personnel | 972 | 0 |
| 12.[ACRI SA Sophia Antipolis](http://www.acri.fr/) | [www.acri.fr](http://www.acri.fr) | entreprise | 240 | 4 (2 liens croisés) |
| 13.[Center for Energy Sudies Sophia Antipolis](http://www-cenerg.cma.fr/eng/) | www-cenerg.cma.fr | Recherche | 156 | 0 |
| 14.[Offres d'emploi - Cannes/Sophia Antipolis avec Paca Job](http://www.pacajob.com/offre_emploi_ville/offre_emploi_Sophia.htm) | [www.pacajob.com](http://www.pacajob.com) | Entreprise | 410 | 0 |
| 15.[Ville de Nice - Sophia Antipolis - Agence de Communication](http://www.3wpointcom.com/) | [www.3wpointcom.com](http://www.3wpointcom.com) | Ville | 32 | 0 |
| 16.[Di Workshop Sophia Antipolis, March 2002](http://www.w3.org/2001/12/di-sophia-venue.html) | [www.w3.org](http://www.w3.org) | Recherche | 63500 | 0 |
| 17.[Sophia-Antipolis - Visiplus Online Marketing](http://sophia.antipolis.france.visiplus.net/) | sophia.antipolis.france.visiplus.net | Entreprise | 0 | 0 |
| 18.[SAME 2003 - Sophia Antipolis forum of MicroElectronics - CICA](http://www.same-conference.org/) | www.same-conference.org | Forum | 24 | 0 |
| 19.[TIME Europe | On Your Own Time : Sophia Antipolis](http://www.time.com/time/europe/magazine/2000/1002/oyot.html) | www.time.com | information | 39700 | 0 |
| 20.[Contact Us - Sophia Antipolis, France - Lionbridge](http://www.lionbridge.com/company/l/1/p/573/content.html) | [www.lionbridge.com](http://www.lionbridge.com) | Association | 1770 | 0 |
| 21.[Centres d'Affaires Sophia-Antipolis](http://www.nci-lescentresdaffaires.com/fr/mediterannee/sophia/sophia-antipolis.html) | [www.nci-lescentresdaffaires.com](http://www.nci-lescentresdaffaires.com) | Entreprise | 76 | 0 |
| 22.[Hôtels de Valbonne Sophia Antipolis](http://www.provenceweb.fr/f/alpmarit/valbonne/hotels.htm) | [www.provenceweb.fr](http://www.provenceweb.fr) | Hotel | 3280 | 0 |
| 23.[SOPHIA-ANTIPOLIS](http://www-eleves-isia.cma.fr/english/divers/viesophia.html) | www-eleves-isia.cma.fr | Ecole | 6 | 1 lien sortant |
| 24.[Cursus Sophia-Antipolis](http://www.enst.fr/formation-ingenieurs/cursus/cursus_sophia.php) | [www.enst.fr](http://www.enst.fr) | Ecole | 2260 | 2 liens sortants 2 liens croisés |
| 25.[Sophia-Antipolis](http://perso.club-internet.fr/erra/PHILIPPON/sophia-antipolis.htm) | perso.club-internet.fr/erra/PHILIPPON | Personnel | 0 | 0 |
| 26.[Site internet de la Ville de Valbonne Sophia Antipolis](http://www.ville-valbonne.fr/internet.nsf/pages/liens) | www.riviera-magazine.com | Ville | 70 | 0 |
| 27.[Sophia Antipolis Design Center](http://www.arm.com/armwww.nsf/html/sa_fr) | www.arm.com | Entreprise | 3490 | 1 lien sortant |
| 28.[SOFTEAM Sophia-Antipolis](http://www.softeam.fr/paca/index.php) | [www.softeam.fr](http://www.softeam.fr) | Idem | 556 | 0 |
| 29.[ANTIBES, Société des Gens de jardins](http://www.jardinsud.com/) ../.. | www.jardinsud.com | Association | 42 | 0 |
| 30.[acces sophia antipolis](http://www.ensmp.fr/Fr/ENSMP/Geographie/Sophia/moyenacces-sophia.htm) | www.ensmp.fr | Ecole des mines | 3300 |  |
| 31.[Ibis Hotel Valbonne Sophia Antipolis](http://www.azurguide.com/Riviera-Guide/places-to-stay/french-riviera-hotels/hotels-in-valbonne/ibis-hotel-sophia-antipolis.htm) | [www.azurguide.com](http://www.azurguide.com) | Hôtel | 210 | 0 |
| 32.[Christophe Diot, INRIA Sophia Antipolis](http://www.sprintlabs.com/PEOPLE/diot/publications-archive.html) | [www.sprintlabs.com](http://www.sprintlabs.com) | recherche | 208 | 0 |
| 33.[DEA Pharmacologie Universite Nice-Sophia Antipolis](http://dea.ipmc.cnrs.fr/) | dea.ipmc.cnrs.fr | Université | 4 | 0 |
| 34.[Sophia Antipolis : IT on the Med](http://www.infoworld.com/articles/ca/xml/01/07/02/010702cacity3.xml) | [www.infoworld.com](http://www.infoworld.com) | entreprise | 15000 | 0 |
| 35.[SOPHIA ANTIPOLIS Plan](http://www.chez.com/cybereb/plansophia.htm) | www.chez.com | Plan | 2030 | 0 |
| 36.[Hotel Sophia Antipolis - Mediathel](http://www.mediathel.com/) | [www.mediathel.com](http://www.mediathel.com) | Hotel | 26 | 1 lien sortant |
| [Sophia Antipolis](http://www.linux-france.org/prj/jargonf/S/Sophia_Antipolis.html) | [www.linux-france.org](http://www.linux-france.org) | Entreprise | 908 | 0 |
| 37.[NicOx headquarters in Sophia Antipolis, France](http://www.nicox.com/pages/sophia.html) | [www.nicox.com](http://www.nicox.com) | Idem | 78 | 0 |
| [Sophia Antipolis](http://www.europole-med-arbois.org/arc/sophia.htm) | www.europole-med-arbois.org | technopole | 28 | 0 |
| 38.[THE REVOLUTION AT SOPHIA-ANTIPOLIS](http://www.redherring.com/mag/issue19/revolution.html) | [www.redherring.com](http://www.redherring.com) | Economique | 14400 | 0 |
| 39.[Giorci Web : Sophia Antipolis](http://giorci.tripod.com/Images/Europe/95-96Sophia/) | giorci.tripod.com | personnel | 0 | 0 |
| 40.[Sophia-Antipolis - ABS Business Environment](http://www.abs-center.com/text/e_sophia.html) | [www.abs-center.com](http://www.abs-center.com) | entreprise | 10 | 0 |
| 41.[Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Nice Sophia Antipolis](http://www.esinsa.unice.fr/index_ie.html) | [www.esinsa.unice.fr](http://www.esinsa.unice.fr) | Ecole d’ingénieur | 96 | 1 lien sortant |
| 42.[World Trade Center Nice Sophia Antipolis contacts](http://iserve.wtca.org/wtc/Nice_Sophia_Antipolis_contacts.html) | [www.iserve.wtca.org](http://www.iserve.wtca.org) | Economique | 0 | 0 |
| 43.[SITE DE SOPHIA ANTIPOLIS Laboratoire d'études et de recherches ...](http://www.afssa.fr/ftp/presentation/Sophia_179.pdf) | www.afssa.fr/ | Agence fse de  sécurité alimentaire | 806 | 0 |
| 44.[Sophia Antipolis](http://www3.jetro.go.jp/ma/tigergate/e/techno/overseas/2000/sophia.html) | www3.jetro.go.jp | Japon | 0 | 0 |
| [Sophia Antipolis](http://www.bikupan.se/sophia/sophia.html) | [www.bikupan.se](http://www.bikupan.se) | Suede | 30 | 0 |
| 45.[Accommodation Search Engine : lodging in Sophia Antipolis, France](http://www.ase.net/servlet/SearchHotel/210/43.61/7.058/Sophia+Antipolis) | [www.ase.net](http://www.ase.net) | logement | 13500 | 0 |
| 46.[ALUMNI MEETING IN SOPHIA ANTIPOLIS, MARCH 21, 2002](http://www.eurecom.fr/ALUMNI/Paris_Meeting.htm) | [www.eurecom.fr](http://www.eurecom.fr) | Ecole | 778 | 2 liens croisés 5 liens sortants |
| 47.[MediaMente : "Il polo di Sophia Antipolis"](http://www.mediamente.rai.it/home/bibliote/intervis/l/lafitte.htm) | [www.mediamente.rai.it](http://www.mediamente.rai.it) | Media | 2110 | 0 |
| 48.[Jobs at Intel, France, Working and Living in Sophia Antipolis](http://www.intel.com/jobs/france/sites/sophiaantipolis.htm) | www.intel.com | entreprise | 49900 | 0 |
| 49.[Go to INLN by air, etc., UNSA-CNRS, Sophia Antipolis, France](http://www.inln.cnrs.fr/Institut/Generalites/Transport.html) | [www.inln.cnrs.fr](http://www.inln.cnrs.fr) | CNRS | 248 | 1 lien croisé |
| 50.[Data Base Forum - Sophia Antipolis](http://databaseforum.org/) | [www.databaseforum.org](http://www.databaseforum.org) | Forum | 88 | 0 |
| 50.[Apéro php sur Antibes Sophia-Antipolis](http://dev.nexen.net/news/gen.php3/2001/04/18/63,0,1,0,0.html) | [www.dev.nexen.net](http://www.dev.nexen.net) | association | 0 | 0 |
| 51.[Sophia Antipolis hotels reservation hotels Sophia Antipolis](http://www.e-hotellerie.com/annuaire/ville/french/alpesmaritimes/sophiaantipolis.htm) | www.e-hotellerie.com | Hotel | 312 | 0 |
| 52.[Wind River University Program University of Nice - Sophia](http://www.windriver.com/universities/university-detail.html?uniname=University%20of%20Nice%20-%20Sophia-Antipolis) | [www.windriver.com](http://www.windriver.com) | entreprise | 4010 | 0 |
| 53.[3GPP/PCG#6 Meeting Sophia Antipolis, 10 April 2001 3GPP/PCG#6(01 ...](http://www.3gpp.org/ftp/PCG/PCG_06/Docs/PCG6_22.pdf) | www.3gpp.org | Organisation partenariale | 2060 | 0 |
| 54.FORUM TRAINING FOR ENTREPRENEURSHIPŽ Sophia Antipolis 19/20 | [www.europa.eu.int](http://www.europa.eu.int) | Forum | 55300 | 0 |

**Tableau 3 :** corpus constitué des cents premières réponses[[163]](#footnote-163) & étude des liens inter url.



**Figure 4 :** Réseau des liens existants à partir de www.unice.fr

L’analyse de l’année des dépôts des 54 sites concernés fait apparaître une distribution bi-modale avec un pic en 1996 et un autre plus élevé en 1999. Depuis le nombre de dépôt de nom de domaine suit une pente décroissante. Ce résultat est à manier avec précaution puisque nous raisonnons sur les cent premières réponses de Google. Il montre cependant que d’éventuels nouveaux sites intégrant le nom de Sophia Antipolis dans leur titre ne sont pas référencés ou bien encore que le nom Sophia Antipolis n’est tout simplement plus utilisé lors de la création ou de la mise en place de sites Web d’entreprises pourtant installées sur le site. Dans les deux cas, ce résultat témoigne d’une part d’une dynamique très limitée quant à l’utilisation du nom Sophia Antipolis et d’autre part de l’importance secondaire à se revendiquer comme localisé à Sophia Antipolis.

Enfin, nous nous sommes intéressés aux 1000 premiers sites affichés par chaque méta-moteur et nous avons opéré des regroupements de mots-clé ou classes afin de « *clusteriser »* les représentations virtuelles du territoire Sophipolitain. La classification (*clustering*) consiste à regrouper les documents d’un index par ensemble logique. Nous avons choisi les mots suivants afin de désigner chaque cluster obtenu:

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cluster 1** | RECHERCHE | UNIVERSITE | TECHNOLOGIE | INGENIEUR |  |
| **Cluster 2** | Europe | France | Paca | French riviera | Alpes-maritimes |
| **Cluster 3** | Réservation | Restauration | Lodging | Bed& breakfeast | Tennis |

**Tableau 4** : clusters représentatifs des représentations virtuelles Sophia-Antipolitaines.

Ce tableau montre trois « clusters » caractéristiques de la représentation virtuelle de Sophia Antipolis sous l’angle thématique. De façon attendue, le premier cluster concerne la recherche. Le second montre une extension géographique considérable du territoire virtuel Sophipolitain. Sophia Antipolis est sans nul doute un territoire européen et simultanément un territoire dont l’implantation géographique réelle est fortement soulignée (Alpes maritimes, PACA, French Riviera). Enfin, Sophia Antipolis semble apparaître de manière tout à fait surprenante comme un lieu de vie. Mais l’affichage des termes « réservation », « tennis », etc. traduit en réalité l’appropriation de l’expression Sophia Antipolis par des entreprises commerciales souvent hors de la technopole qui utilisent ce nom comme un label.

Sophia Antipolis dans le cyber espace : interprétation des données.

Le territoire fait partie des objets d’études complexes et lui même est le support de phénomènes complexes. Les T.I.C, activité motrice à Sophia Antipolis, tendent à accroître cette complexité. La complexification territoriale entraîne la modification des relations que les acteurs entretiennent avec les objets territoriaux[[164]](#footnote-164). La création de nouveaux objets constitutifs entraîne la complexification du monde réel, alors que celle de nouveaux objets virtuels entraîne la modification des règles de l'interaction[[165]](#footnote-165). Parce que la règle est la cristallisation du comportement attendu, la complexification territoriale entraîne un processus d'apprentissage social pour reconstituer une territorialité commune. D'où toute l'importance des institutions garantes du référentiel symbolique permettant l'encadrement interprétatif, sorte de moule social constitué par des réseaux larges porteurs du sens de l'interprétation. C'est pour cela que nous pouvons qualifier d'auto-organisant le système territorial lorsqu’il s’est défini un processus d’apprentissage social. Dans le sens où les composants du territoire portent leur propre justification au travers de l'interprétation qui leur en est donné.

L’observation de Sophia Antipolis fait apparaître que les sites territoriaux institutionnels ne jouent pas le jeu du maillage territorial en retournant des liens vers les sites majeurs du territoire. Ainsi les garants de l’identité du territoire sophipolitain ne semblent pas jouer le rôle attendu. Les partenaires n’entretiennent pratiquement aucun lien entre eux, ne manifestent donc aucune proximité virtuelle et interdisent en somme qu’une communauté virtuelle soit créée. Sophia Antipolis semble ne plus fournir ou n’a peut être jamais délivrée les modalités d’un apprentissage social par le réseau de l’appartenance à un territoire. De plus, les sites académiques renvoient vers d’autre sites académiques et sont beaucoup plus cités qu’ils ne citent. Seul l’Institut Eurecom joue à Sophia Antipolis le jeu du réseau. Le site d’Eurecom est en effet le seul à comporter deux liens croisés et cinq liens sortant (toujours par rapport à notre requête « *allintitle* »). Au contraire, un site comme celui de W3C ne renvoie en aucune manière au territoire sophipolitain. Cette absence globale de renvoi est particulièrement intéressante à interroger. Dans une certaine mesure l’identité Sophipolitaine peut être pensée comme déterritorialisée. Néanmoins, le point important semble être pour l’avenir la cohabitation entre cette identité déterritorialisée et la réalité géographique du territoire. L’espace symbolique est délié de toute attache avec l’espace physique. Et malgré l’agrément et l’attrait de la technopole, cette absence de lien laisse la plus grande mobilité aux entreprises pour envisager de s’implanter ailleurs.

Les lois d’organisation territoriale.

Afin d’esquisser une réponse à cette complexification évoquée et de favoriser les relations entre les acteurs territoriaux, trois lois fondamentales se proposent d’organiser le territoire et constituent un chantier majeur de la 11e législature.Nous les présentons succinctement ainsi que le cadre de leur application :

**25 juin 1999 : loi Voynet**

“Aménagement et développement durable du territoire”

**Création de territoires de concertation et de contractualisation**

**12 juillet 1999 : loi Chevènement**

“Coopération intercommunale”

**Cadre institutionnel pour aménager et développer un territoire**

**13 décembre 2000 : loi Gayssot**

“Solidarité et renforcement urbains”

**Outils de planification pour une cohérence de l’aménagement et le développement d’un territoire**

La Loi “Chevènement”sepropose de susciter la coopération intercommunale, de proposer un cadre institutionnel pour aménager et développer un territoire. Cette loi traite du

régime des communautés de communes, d’agglomérations, et urbaines, en fixe les modalités,

ainsi que le partage des compétences.La Loi “Voynet”consiste en uneorientation pour le développement et l’aménagement durable du territoire. Sa formule peut se résumer de la sorte : un territoire + un projet= un contrat. Elle concerne plus spécifiquement les contrats de pays et d’agglomération ainsi que le volet territorial des Contrats de Plan. La

Loi Gayssot dite “SRU”suggèredesoutils de planification pour une cohérence de l’aménagement et le développement d’un territoire. Par exemple, le Schéma de cohérence territoriale qui combine une Carte communale et Plan local d’urbanisme.

Par la pratique de cette veille territoriale appliquée au territoire Sophipolitain, nous avons étudié le rôle de l'objet territorial dans l’appropriation territoriale.

Nous avons spécifié la place de l’objet dans la réalisation de la territorialité en regard des trois dimensions constitutives de cette territorialité.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TERRITORIALITE** | **ELEMENTS** | **PROCESSUS** | **ACTEURS CONCERNES** |
| Dimension **physique** | Objet territorial | Proximité instrumentale | Individu, Institutions |
| Dimension **cognitive** | Langue, éléments d’interprétation | Représentation des objets | Groupe social dans son ensemble |
| Dimension **normative** et **symbolique** | Règles, signes, symboles | Gestion de l'héritage Symbolique (rites) | Autorités par délégation |

**Tableau 5** : La territorialité, représentation sociale d'un groupe s'appropriant un espace de ressources.

Commentaire sur les résultats obtenus.

De la pratique de cette veille, approximativement, 3 milliards de pages indexées par le moteur Google, appliquée à la technopole de Sophia-Antipolis et aux objets virtuels qui renvoient ou devraient renvoyer à la dimension normative et symbolique du territoire, nous en tirerons plusieurs remarques majeures. Ces observations du virtuel relèvent de domaines complémentaires et interactifs quand il s’agit de comprendre un territoire et ses territorialités.

Alors que la technopole est supportée par un territoire physique morcelé en sous-systèmes locaux, les objets étudiés ne renvoient pas à cette dimension ou que très faiblement. Cette remarque nous renvoie au premier niveau du modèle à savoir le plan physique et l’ancrage territorial de l’espace observé. L’observation qui suit relève du deuxième niveau du modèle que nous avons présenté comme étant le plan de l’information. Nous pouvons préciser qu’il s’agit de la capacité ou de l’incapacité du territoire à préparer la territorialité. Alors que des lois cadres essaient d’intégrer la complexification territoriale et de susciter des territoires de projet ou des projets de territoire, l’étude des représentations Sophipolitaines ne mentionnent quasiment pas cet aspect. Enfin, les clusters formés à partir formés à partir des informations collectées lors de la veille territoriale pratiquée, ne renvoient pas à tous les éléments constitutifs de la territorialité à savoir l’apprentissage social du territoire.

Conclusion

L’Internet esquisse des territoires qui ne sont pas conçues comme des unités conscientes au sens de Kant[[166]](#footnote-166) ni comme des places publiques. Les résultats obtenus lors de cette veille appliquée à Sophia Antipolis illustrent bien, à notre sens, les propos précédents. Ces territoires contemporains combinent physique et virtuel et renvoient à des espaces et à des liens sociaux. Nous pensons que les territoires qui ne savent pas organiser la cohabitation entre leur territoire physique et virtuel s’exposent à des périls qui vont probablement compromettre leur capacité de développement. Si nous avons encore des difficultés à les déchiffrer pour tenter de mieux les comprendre, nous pouvons esquisser quelques éléments de réponse perçus lors de cette veille territoriale appliquée au Mythe «Sophia-Antipolis».

Certes, les fondateurs de la technopole ont su lire et écrire le futur en la définissant : *Cité des Sciences des techniques et de la Sagesse*. En effet, l’image que véhicule la technopole est bien celle d’un territoire d’accueil de la connaissance et de producteur de connaissances. Nous l’avons vérifié lors de la collecte, de la représentation et enfin de la classification des informations présentes sur Internet. L’obligation première de la connaissance est de pouvoir se transmettre et s’échanger. Dès lors, nous pouvons associer cet espace à une fonction d’émetteur-récepteur de connaissances dans un processus de communication. Nous pouvons comparer ces mouvements d’allers-retours à un phénomène de dépôts puis de capitalisation de sédiments qui viendraient enrichir l’espace concerné et former une empreinte. C’est en condensé le sens de notre contribution qui s’est fixée pour objectif de collecter de la connaissance sur un espace afin qu’elle puisse, peut-être, être convertie en information utilisable. Mais aujourd’hui, si le territoire du futur s’est enraciné irréversiblement, les Tic inéluctablement se développent, se diffusent et interrogent des liens entre les mobilités virtuelles et spatiales. Il en résulte un brouillage dans la transmission de ces informations et, pire quelques fois, des circuits de communication se dessinent qui ne renvoient plus à la technopole et à sa vocation qui consiste en l’accueil d’activités et à la fertilisation du territoire concerné.

Nous savons depuis toujours que l’espace se produit par la coexistence et des interactions sémantiques contradictoires d’êtres spatiaux. Les observations des représentations virtuelles sophipolitaines nous le confirment : crise de la présence des institutions politiques, formation d’archipels d’entreprises et de réseaux des moyens de communication et de circulation. Nous faisons appel à Jacques Lévy[[167]](#footnote-167) qui décrit la mobilité comme «combinaison sans cesse remise en question de virtuel et d’actuel, de territoires et de réseaux, de lieux faibles et forts, la mobilité exprime la composante spatiale d’identités sociales singulières ». La technopole sophipolitaine illustre cette définition et se présente aussi comme un espace de mobilité.

Nous avons, pour l’heure, à invoquer trois principes qui feront l’objet d’un prochain article, pour comprendre comment, compte tenu de l’irrigation de ses activités par les Tic, Sophia-Antipolis peut se structurer ou se restructurer dans les pratiques et les représentations, les usages et les appropriations. Il s’agit du principe de sérendipité[[168]](#footnote-168) que nous avons rencontré lors de cette veille. L’étude des liens existants entre les sites Internet du corpus étudié nous renseignent sur un monde où l’on trouve ce que l’on ne cherche pas et auquel on ne s’attend pas. Egalement, nous n’avons pas rencontré le principe de réticularisation territoriale qui consiste à construire un réseau si fin qu’il devient quasi territorial. Enfin, nous avons noté l’absence de territorialisation réticulaire qui se construit à l’intérieur des réseaux.

Le Paic[[169]](#footnote-169) : un pont vers le développement de la ‘e-administration’ en Région Paca[[170]](#footnote-170)

Résumé : La région Paca, en partenariat avec le laboratoire I3m de l’Université du Sud et le Cabinet Proposition, a lancé une étude qui vise à réaliser un état des lieux de l’internet public en Provence Alpes Côte d’Azur. L’un des axes de cette évaluation porte sur les points d’accès à l’internet citoyen (Paic) dans la région.

Une évaluation complète sur les Paic impliquerait naturellement le dispositif territorial, les services fournis, et surtout la qualité du service. Nous nous limiterons dans cet article à poser la problématique d’une réflexion liée à la théorie de l’intelligence territoriale (Bertacchini, 2004) par la mise en œuvre des Tic à un territoire.

Animé par un personnel qualifié, soutenu par une administration en mutation orientée vers l’usage des Tic et en collaboration avec des partenaires multiples (collectivités, associations…), le Paic doit être un lien par excellence entre le territoire physique et le territoire virtuel de la région qu’il assiste. C’est en cela que le PAIC peut illustrer une théorie et une application de l’intelligence territoriale.

Ces différents paramètres nous conduisent à poser plusieurs problématiques :

-Quels sont les acteurs en présence dans les Paic ?

-Quelle perception des Paic ont les citoyens ?

Quelles sont les pratiques d’accueil dans les Paic? (activités support très importantes dans la vulgarisation et la familiarisation des Tic aux citoyens). Il s’agit d’une logique propre et applicable à tout fournisseur de services qu’il soit dans une optique marchande ou non marchande.

Nous avons opté de prime abord à une autoévaluation et à une définition des champs d’actions des Paic par leurs animateurs à travers un questionnaire. Ensuite des visites sur terrain et des entretiens avec les usagers font état de la perception du Paic par ces derniers. Une superposition du vu et du vécu des acteurs (usagers et animateurs) permet enfin d’avoir une idée des attentes de chacun.

Mots clés :complexité ;e-administration ; intelligence ; territoire virtuel ; territoire physique ; Tic.

Etude, recensement et évaluation de l’Internet public en Région Provence Alpes Côte d’Azur

La région Provence-Alpes-Côte-d’Azur et la Préfecture de région ont lancé conjointement, en 2004, un appel d’offre relatif à l’étude, le recensement et l’évaluation de l’Internet public en Région Provence-Alpes-Côte-d’Azur. Cet appel d’offre a permis de retenir les prestataires en charge de cette mission : le Laboratoire I3M-EA 3820, situé à L’Université du Sud Toulon-Var, et le cabinet Proposition, situé à Marseille.

Objet de l’étude

Cette étude s’inscrit dans la stratégie de développement de la Société de l’Information en région Provence-Alpes-Côte-d’Azur, portée en partenariat par la Région et l’Etat. La mission internet public vient compléter les autres chantiers en cours (Territoires Numériques, programme ERIC, etc.).

Cette étude vise à réaliser un état des lieux de l’Internet public en Provence Alpes Côte d’Azur et permettre à des comparaisons inter-régionales. Il va s’agir de situer la région par rapport aux autres régions françaises et proposer des préconisations pour le développement de l’administration électronique. Cette étude permettra, en outre, de s’interroger sur l’articulation et interfaçage entre contenus en lignes et lieux d’accueil du public.

Déroulement de l’étude

Cette étude est articulée autour de trois axes.

-Etude quantitative (existence, niveau de développement et maturité, caractéristiques principales) des sites web des communes, desintercommunalités et des territoires de projet.

-Etat des lieux à partir de l’analyse d’une centaine de sites retenus pour leur intérêt et leur position centrale dans le web public régional. Préconisations et rencontres avec les acteurs.

-Etat des lieux des pratiques d’accueil des points d’accès publics en Région et préconisations.

Etat des lieux des pratiques d’accueil des points d’accès publics en Région

Ce troisième axe porte sur les points d’accès publics en région Provence Alpes Côte d’Azur relais de l’administration électronique. Ces points rassemblent, d’une part, les espaces d’accès public à Internet (les Espaces Régionaux Internet Citoyen ainsi que d’autres points d’accès publics à Internet non labellisés ERIC), et d’autre part, un certain nombre de lieux d’accueil des usagers tels que les Espaces Ruraux Emploi Formation, les Maisons de Services Publics, les Maisons du citoyen, etc.

Le troisième axe concerne les lieux de proximité et d’intermédiation pour l’accès publics en Région et les difficultés d’accessibilité des usagers et l’étude va porter sur les points suivants.

-L’identification des meilleures pratiques nationales et européennes,

-L’identification des territoires et des partenaires pour des actions pilotes susceptibles d’être lancées à l’initiative de l’Etat ou de la Région dans une perspective de modernisation des services publics et d’amélioration de la qualité d’accueil des usagers,

-La formulation de préconisations pour alimenter les démarches publiques régionales dans le domaine de l’Internet public et de l’accès public à l’internet.

-L’étude de l’accès aux services publics couplant plusieurs canaux d’accès (dont l’accès en ligne).

Dans le cadre de l’étude, les travaux suivants sont conduits à savoir, la réalisation d’un état des lieux des pratiques d’accueil des services

Le protocole d’étude

L’axe 3.1 peut être résumé en ces termes « Etude sur les lieux d’accès publics & développement de l’administration électronique » et formulé ainsi, « *Etat des lieux des pratiques d’accueil et des difficultés d’accessibilité*»

1. Objectif :Etude qualitative et physique des lieux d’accès.

2. Scénario des tâches à mener : à partir d’un recensement exhaustif.

3. Activités:*BenchMarking* ; Enquête ; Déplacements ; recommandations

Echantillonnage (si besoin)

Benchmark des pratiques nationales et européennes

Définition des données à collecter et du protocole d’évaluation

Scénario d’enquêtes d’évaluation

Formation accompagnement des ressources juniors

- collecte des infos-

Collecte des données

Typologie des lieux d’accès

Recommandations

-Identifier les lieux d’accès publics et de développement de l’administration électronique.

-Définir un protocole d’évaluation des lieux d’accès publics étudiés et les données à collecter à partir d’un benchmark des pratiques nationales et européennes.

-Réaliser la campagne de collecte d’information en accompagnant les ressources juniors.

-Etablir une typologie des lieux d’accès et des critères d’accessibilité. (Prévoir déplacements sur zone).

-Formuler des recommandations.

Service public, Internet et citoyen

La France est un pays ou les obligations administratives sont jugées multiples. Par voie de conséquences, les sources d’informations sont multiples, variées et renvoient à des catégories d’offreurs/acteurs qu’il n’est pas toujours pour un Citoyen aisé de repérer puis d’associer à une prestation administrative précise. Il en est ainsi de même pour le découpage territorial entre commune, canton, département, Pays, communauté d’agglomération communauté de communes etc…

Conjointement, le mode de vie des usagers potentiellement concernés par ces prestations administratives a, lui également, connu de profondes mutations.

Dans une même journée, le même individu peut avoir, par le jeu des mobilités, sollicité puis rencontré plusieurs territoires différents : privé/public, professionnel/de loisirs, individuel/collectif. L’individu éprouvera des besoins différents et choisira parmi les solutions existantes ponctuellement/régulièrement au travers de relations ‘point à point’ et/ou de réseaux de compétences, en mode synchrone/ asynchrone, présentiel/à distance : voisinage, familial, professionnel etc

Les services attendus par le Citoyen ne sont pas que d’ordres marchands et à contenus marchands; en parallèle de cette nécessité se matérialise avec une force de présence de plus en plus mise en évidence, la réalité de services à caractères sociaux, non marchands (identitaires ?) et territoriaux ; l’intérêt manifesté pour le *global* et son versant territorial se réaffirme au quotidien formant ainsi un complexe *glo-cal* complémentaire voire indissociable. Ces deux volets d’une même mission peuvent dès lors relever de l’éventail des services composants la *E-Administration*.

Vision Républicaine et Société de l’Information

Les technologies de l’information et de la communication (TIC) sont l’occasion de simplifier les relations entre administration et usagers, et aussi de moderniser le fonctionnement de l’Etat.

[Dans le plan national RE/SO 2007 (pour une République numérique dans la Société de l’information)](http://www.internet.gouv.fr/article.php3?id_article=418), Internet est ainsi appelé à participer activement à la construction d’une administration de services résolument orientée vers les besoins et les attentes des usagers : la e-administration.

Théoriquement, les français voient à travers les services publics en ligne une simplification certaine de leur vie quotidienne : éviter de se déplacer, rapidité et disponibilité des services et à n’importe quel moment ; ces faits sont bien illustrés par le succès de la télé-déclaration des impôts. Les services de proximité (inscription dans les écoles, consultation des programmes scolaires) en lignes sont aussi très prisés.

Dans les faits, un tiers des français de plus de 15 ans a déjà utilisé internet et deux tiers des internautes se connectent au moins une fois par semaine (source : Insee, juin 2002). Malgré ces statistiques favorables, au moins 55% des français ne peuvent citer un service public en ligne sur plus de 155. La majorité s’avère nostalgique et solidaire des modes d’interactions qu’ils ont toujours entretenus avec leur administration.

Une situation paradoxale, l’Administration est souvent perçue comme consommatrice du peu de temps disponible du Citoyen, tatillonne et incompréhensible dans ses règlements ou les explications qu’elle fournit en contrepartie de ses exigences.

Selon une étude menée en septembre 2002(1), plus de 70% des citoyens sont prêts, malgré la mise en ligne de certains services, à se déplacer à un guichet. Ils sont pour la pérennisation de l’usage du courrier /fax, et souhaitent garder le lien en passant par des centres d’appels si nécessaires.

Ces études de portée nationale peuvent cependant être exploitées localement bien que la réalité ne soit pas équitablement distribuée par région. Dans ce cas, il s’agit d’une revendication identitaire « nationale » dans une déclinaison régionale territorialisée. A défaut de se retrouver dans une politique locale qui lui sied et qui répond à son besoin d’appartenance, le citoyen français s’accroche à cette affirmation plus globale mais pas moins sure d’être « citoyen français ». Il attend de ce fait inconsciemment des services publics en ligne qui le situent et le reconnaissent en tant qu’acteur territorial défini et localisé.

l est évident que le développement des services publics en ligne ne doit pas se faire au détriment des autres prestations qui jusque là ont permis au citoyen de s’affirmer : le citoyen doit avoir le choix du mode de prestation pour la démarche administrative qui le concerne, mais surtout le temps d’évaluer les avantages de chaque mode par rapport à sa position et le contexte qui l’aidera à révéler sa logique d’usage et sa confirmation identitaire.

L’accessibilité des informations et des services publics aux citoyens et la décentralisation des points d’accès à ces services doivent constituer l’enjeu global des investigations de l’administration dans sa politique de E-administration. Un complément de communication et un support logistique et pédagogique sont nécessaires à cet effet. Voici les premiers enseignements de ce que nous avons remarqué lors de nos premières investigations.

**La place de la France dans ce mode d’administration électronique**

Classée 8e en 2004, le baromètre de l’administration électronique du cabinet Accenture[[171]](#footnote-171), signale que la France désormais s’est hissée au 3e rang mondial pour les services administratifs en ligne derrière le Canada et les Etats-Unis. La France est l’un des pays qui propose le plus de services administratifs sur internet (99% sont accessibles contre une moyenne de 91%) Toutefois, les initiatives étant menées de façon « déconcentrée et indépendante », leur impact sur l’ensemble des Français s’en trouve réduit.

Selon Accenture, la France doit (sic), aujourd’hui, répondre à un défi : adopter une logique industrielle dans ses projets d’e-administration, pour que ses services en ligne soient suffisamment utilisés. Cette année le baromètre a étudié la relation entre administration électronique et citoyen, pour laquelle la France se classe 6e, avec un taux de maturité de 45% (moyenne de 39%). Mais, pour *Accenture*, l’administration en ligne n’est qu’une composante de la transformation des services aux citoyens ; le secteur public ne peut concentrer ses seuls efforts sur l’e-administration et doit avoir pour objectif de mieux servir le citoyen, que ce soit par internet ou par les autres canaux (téléphone, courrier, guichet…)

L’option Régionale *Paic*

Compte tenu de ses éléments et pour ce qui concerne l’objet de notre étude, il s’avère important de développer des lieux d’accès internet public afin que l’outil soit le plus proche possible des ses utilisateurs. D’où la naissance des Paic (2). Quels sont les atouts dont disposent les Paic et les innovations qu’ils pourront apporter pour devenir un dispositif de médiation entre l’utilisateur et l’administration ?

Le Paic doit servir d’intermédiaire logique entre le citoyen et l’administration. Dans notre conception de la mise en œuvre des Tic dans une optique d’intelligence territoriale, nous associerons le Paic à un mouvement double à savoir, l’ancrage territorial physique et l’interfaçage avec la ‘réalité virtuelle’ du territoire à savoir les services accessibles en ligne par le citoyen.

Le Paic peut faire cohabiter harmonieusement la politique négociée puis décidée localement par les acteurs territoriaux avec une politique de région d’une part, et les services accessibles en ligne. Ces services s’inscrivent dans une démarche républicaine de l’intelligence territoriale et relèvent d’administrations qui ont vocation à proposer un service universellement disponible quelque soit le lieu où réside le citoyen.

C’est un outil de proximité où le citoyen peut se rendre pour mener des démarches et avoir accès aux services publics quotidiens.

Animé par un personnel qualifié, soutenu par une administration en mutation orientée vers l’usage des Tic et en collaboration avec des partenaires multiples (collectivités, associations…), le Paic doit être un lien par excellence entre le territoire physique et le territoire virtuel de la région qu’il assiste. Des infrastructures adéquates complétées par un réseau haut débit doivent permettre au Paic de mener à bien ses prérogatives : l’accessibilité, l’assistance, la formation…

Les Paic sont classés en points d’accès labellisés et non labellisé (les associations, les cybercafés etc.).

Un Paic est dit labellisé lorsqu’il reçoit l’un des labels suivant :

* Espace public numérique
* Net public :
* Cyber base
* Point cyb
* Ecm
* Emv
* Eric

Notre Champ d’action : la Région  Provence-alpes-côte-d’azur

Dans cette optique, à l’image de plusieurs régions Française, la région Paca a développé une politique d’implantation et de gestion de points d’accès à l’internet citoyen. Il s’agit des Espaces Régionaux Internet Citoyens (Eric). Ils ont vu le jour en 2002 sous la pulsion et la volonté de la région en partenariat avec l’Union Européenne, l’Etat et la caisse de dépôts et consignations. Ils ont pour objectifs de développer en région l’accès public à l’internet et de faciliter l’appropriation des usages des Technologies d’Information et de Communication par les citoyens. La plupart des projets Eric sont portés par des associations ou des collectivités.

Quelque soit leur statuts ces différents Paic recensés s’inscrivent bien dans la politique Tic de la région.

Selon une étude réalisée en avril 2005 par le laboratoire I3M de l’Ustv[[172]](#footnote-172) en collaboration avec le cabinet Proposition pour le compte de la commission des Tic du conseil régional Paca près de 200 Paic sont recensés à ce jour avec cependant plus de 64% non labellisés.

Paic et intelligence territoriale régionale

Malgré cette mobilisation commune, chaque Paic a son propre mode de fonctionnement.

Les labellisations bien que multiples tendent vers une homogénéisation des pratiques. Les Paic sont orientés vers des usagers de la région. Lorsque l’on raisonne dans une optique territoriale, il s’agit d’acteurs et des créateurs de projets.

L’usager n’est pas isolé, Il s’inscrit obligatoirement par ses comportements dans un groupe, ressource dans le cadre d’une approche territoriale.

Y. Bertacchini (2005) rappelle que « Le comportement individuel permet non seulement de définir l’appartenance d’un individu à un même espace que son groupe social mais s’inscrit dans une histoire collective*.* »

Le groupe social s’appropriant un espace de ressource donne la territorialité 3.

Derrière cette logique de labellisation il y a l'idée que les usagers de la région Paca avec toutes leurs différences constituent des acteurs clés d’un ensemble homogène.

Ces acteurs ont besoin d’un support fort et pratique qui doivent leur permettre de vivre avec leur territoire, son évolution et ses mutations. Ceci est une hypothèse forte et pose la conception démocratique qui peut être associée à l’usage attendu des Tic par une société.

Nous prendrons appui sur un récent appel à communication (*La Démocratie à l'épreuve de la Société numérique*) émis par l’Université Paris-Sud.

Problématique

L’émergence des TIC ne va pas sans impact sur la Démocratie. Soit que celles-ci offrent de nouvelles modalités de participation, soit qu’elles fassent apparaître de nouvelles formes de transgression des règles de la vie citoyenne. De son côté, la démocratie ne manque pas d'imprimer sa marque à la société de l'information. Elle pose des exigences auxquelles doivent satisfaire les outils, les activités, les usages et les postures qui accompagnent la société numérique en formation.

La société numérique face aux exigences de la démocratie

Les valeurs de la démocratie confrontent les TIC à trois exigences : l'accessibilité citoyenne, la transparence du marché, la régulation des contenus et des usages. Quelles sont les politiques et les mesures mises en oeuvre par les Etats pour satisfaire à ces exigences ? Quelles sont les expériences des pays du Nord et du Sud en la matière ?

La Société numérique au service de la démocratie

* *Les TIC contribuent-elles à la construction d’un espace démocratique à l'échelle nationale et internationale?*
* *Quelles sont les opportunités qu'elles offrent dans le champ des rapports politiques internes ?*
* *Quelles sont les contraintes démocratiques qu'elles introduisent dans l'aménagement des rapports internationaux ?*

Paic labellisé et identité territoriale

En réinvestissant la logique de label évoquée plus haut, nous revendiquons la notion d'identité territoriale car finalement l'objectif sans doute indirect est donc de fournir aux usagers une information homogène, un « *capital formel territorial*» dans le but de la réalisation d’un projet national mais adapté à la réalité de ce système territorial régional.

 Il convient donc de faire en sorte que les Paic adoptent un mode de fonctionnement adapté aux besoins des usagers. Une fois doté de ces moyens, le rôle du Paic est de s’organiser en fonction des besoins de son environnement. Il doit autoriser les acteurs à s’approprier les ressources de son territoire et proposer des réponses adaptées.

Comme nous l’avons déjà indiqué, le laboratoire I3M-LePont Equipe d’Accueil 3820, de l’université du Sud Toulon-Var et le cabinet Proposition situé à Marseille ont répondu conjointement à un appel d’offre de la région Provence-Alpes-Côte-d’Azur et la préfecture de région en 2004.L’objectif principal de cet appel d’offre est relatif à l’étude, le recensement et surtout l’évaluation de l’Internet public en région PACA.

En effet l’offre en Internet public dans la région connaît depuis quelques années un essor très important. Entre les sites institutionnels, les sites des préfectures et la mise en place des Paic et des Eric, il devient essentiel d’avoir un état des lieux des structures existantes.

La richesse des thèmes qui peuvent intéresser cette étude implique une organisation spécifique des actions à mener. Le cabinet Proposition et le laboratoire I3M ont à cet effet articulé leurs investigations sur trois axes :

* Etude quantitative, existence, niveau de développement, maturité et caractéristiques principales des sites Web des communes, des intercommunalités et des territoires de projet.
* Etat des lieux à partir d’une centaine de sites retenus pour leur intérêt et leur position centrale dans le Web public régional. Préconisation et rencontres avec les acteurs
* Etat des lieux des pratiques d’accueil des points d’accès public en régions et préconisations.

A travers cet état des lieux des sites logistiques porteurs de l’information, il s’agit de mesurer un des paramètres clés qui détermine l’efficacité des services offerts par les Paic ; mais aussi d’évaluer si le contexte d’accueil des usagers et acteurs territoriaux converge vers une politique de production du projet territorial défini.

Des visites sur place et un questionnaire évolutif sont programmés à intervalle régulier. Le retour sur investigation devrait servir à fédérer les efforts vers une meilleure utilisation de l’action territoriale en perspective d’une e-administration adéquate.

Synthèse de la veille pratiquée sur les sites des Paic

La période de consultation  a couru sur les 30, 31 août et 1er septembre avec un nombre de 32 sites consultés  répartis en 17  ERIC, 2 MSP (maison de services publics) et 13 autres lieux ainsi que la consultation de sites de pages personnelle  avec une durée moyenne estimée de consultation par site de 25 mn.

La couverture géographique régionale exprimée par le nombre de sites web/département fut ainsi organisée :

\* 3 en 05 /\* 6 en 06/\* 10 en 13/\* 6 en 83/\* 7 en 84

Les sites web analysés étaient adossés aux structures porteuses suivantes 16 / collectivité et 16 / association.

Analyse de l’information en ligne disponible et accessible

Information majoritairement absente

Nous avons relevé que dans plus de 50 % des sites web observés, l’information fut majoritairement absente dans les domaines suivants.

-Permanences d’organismes publics

-Relative à l’accès aux personnes à mobilité réduite

-Liens vers les sites des services déconcentrés de l’Etat

-Activités proposées relatives à la E-administration

-Liens vers des sites d’administration électronique

-Téléservices téléprocédures

Information majoritairement présente

Nous avons relevé que dans plus de 50 % des sites web observés, l’information fut majoritairement présente dans les domaines suivants.

-Présentation de l’espace

-Présentation de la structure porteuse (association/collectivité)

-Accessibilité de l’espace : - horaires d’ouvertures

-Activités proposées

-Liens vers des sites web publics locaux

-Liens vers les sites du département / région

-Modalités d’accueil des usagers

Nous pouvons formuler ainsi un avis d’ensemble

-quasi inexistence des services pratiqués en E-administration (+ de 50% des cas)

-conception des sites, navigation, graphisme, ergonomie : ensemble très disparate.

Repères bibliographiques

Bertacchini, Yann., (2004), *« Entre information & processus de communication : L’intelligence Territoriale »*, Les Cahiers du Centre d'études et de Recherche, *Humanisme & Entreprise*, n°267, La Sorbonne nouvelle, Paris.

Bertacchini Yann., (2004), « Le territoire, une entreprise d’intelligence collective orientée vers la formation du capital formel local. », numéro 25, ‘Les vallées : sens, territoires & signes’ Revue *Communication & organisation*, GRECO, Université de Bordeaux 1.

Bertacchini Yann., (2004), *Intelligence territoriale -volet 2-, Mesurer la distance, Pensez la durée, Mémoriser le virtuel*, *Collection Les E.T.I.C*, Presses Technologiques, 275 p, octobre, Toulon.

Bois, Christian., (2001) « Le systémologue multiréférentiel : énergétique du chantier », Revue Informations, Savoirs, Décisions, Médiations, n°7, Article n° 60 [<http://isdm.univ-tln.fr>]

Breton, Philippe., & Proulx, Serge., (2002), *L’explosion de la communication à l’aube du XXIe siècle*, éditions La Découverte. 2002.

Debray, Régis., (2000), *« Introduction à la médiologie »*, Presses Universitaires de France.

Girardot, Jean-Jacques., (2004), *« Intelligence Territoriale et participation »*, Revue *Informations, Savoirs,Décisions, Médiations*, n° 16, Article n° 163, [<http://isdm.univ-tln.fr>].

Herbaux, Philippe., (2004), *« Anticipation des ruptures affectant le territoire, Intelligence Territoriale en région Nord-Pas de Calais »*, Communication orale, Colloque ASRDLF Bruxelles 1 et 2 septembre 2004.

Lévy, Pierre., (1997), *L’Intelligence collective, pour une anthropologie du cyberspace*, La découverte, Poche, Essais.

Lévy, Pierre., (2003), « Le jeu de l’intelligence collective », Revue *Informations, Savoirs,Décisions,Médiations*, n° 7, Article n° 63, [<http://isdm.univ-tln.fr>].

Proulx, Serge., Vitalis André (1999)- Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation, Éditions Apogée, Rennes.

Sfez, Lucien., (1999) *La communication*, Collection Que sais-je ? PUF.

Venturini, Marie-Michele., (2004), *« Entre verbe & projet : la médiation, fondation de l’échange et structure du développement locale »*, Revue *Informations, Savoirs,Décisions, Médiations* n° 16, Article n° 168, [<http://isdm.univ-tln.fr>].

Virilio, Paul., (2004), *Ville panique*, *Ailleurs commence ici,* Editions Galilée, Collection l’espace critique, Paris.

**Sitographie**

[**http://accespublic.internet.gouv.fr/m\_txt/circulaireEPN.**](http://accespublic.internet.gouv.fr/m_txt/circulaireEPN.htm#charte)

(Site de la charte et de la définition de l’Epn)

[**http://accespublic.internet.gouv.fr/EPN.htm**](http://accespublic.internet.gouv.fr/EPN.htm)

L’Université au XXIe siècle : entre tradition & métamorphose

Positionnement, mission, actions[[173]](#footnote-173)

**Résumé :** En France, en 2005, le schéma L.M.D ou 3-5-8 (Licence-Master-Doctorat) a été adopté par la totalité des universités. Dans l’Union Européenne, l’offre de formation universitaire est soumise à la concurrence internationale, inter-universitaire et entre les Grandes Ecoles et les universités et contribue à rejoindre l’objectif de Barcelone (1995) de la création d’un espace européen de la connaissance. La mise en œuvre des Tic dans les universités qui ont pris la mesure de ces enjeux déploient des dispositifs d’Enseignement à Distance (FOAD).

Nous visons dans notre contribution à interroger les points suivants : « *Quelle peut-être demain la place, le positionnement, la structuration et le contenu de l’offre de formation universitaire tout en visant à répondre aux demandes : universitaire, citoyenne et territoriale* ? ».Pour cela, nous prendons appui sur le rapport Saraswati (2005) qui distingue plusieurs modalités d’internationalisation de l’Enseignement Supérieur ainsi que sur la mise en œuvre des Tic à des fins d’illustration de nos propos, via les Réseaux Sociaux, pour conduire des programmes et des actions de formation.

**Most clé :** acteur ; connaissance ; concurrence ; international ; transmission ; université.

The University in the 21th Century : From origin toward Metamorphosis

**Summary:** Througout three university levels -3,5,8- concerned, in this contribution, we aim to show how universities (French, European, Worldwide) could both manage, their proposal skills to collect students demand and their capabilities to collaborate with others actors, in order to try on maintaining the all aspects of their mission: academic, citizen and territorial. The Saraswati report (2005) points out several ways to achieve in this way. For that purpose, we shall discuss it and we stress in our presentation on how the social networks, as Facebook for exemple, can give help to university to lead training programm and to push activity in direction of some communities people.

|  |  |
| --- | --- |
| **Key words**: international; networking; project; skills; transmission. |  |

introduction

En 2005/2006, le contexte universitaire s’est transformé radicalement en France et en Europe. Le schéma L.M.D ou 3-5-8 (Licence-Master-Doctorat) a été adopté par la quasi-totalité des universités et ce, malgré les difficultés et pour tout dire, avec une précipitation certaine sans véritable réflexion quant aux moyens nouveaux à engager, sans appréciation fine des moyens supplémentaires à mobiliser, enfin sans évaluation poussée des conséquences inhérentes à ce changement radical.

L’objectif de rendre lisibles les formations universitaires –non seulement aux plans national, mais aussi européen et mondial- a certes été atteint. Ainsi, l’offre de formation universitaire est mise et soumise à concurrence et par là, en tensions. La concurrence peut désormais s’exercer à un double niveau, inter-universitaire et entre les Grandes Ecoles et les universités et contribuer à rejoindre l’objectif de Barcelone (1995) de créer un espace européen de la connaissance.

La privatisation de l’offre de formation universitaire est en marche et le recours au privé va s’accentuer. Dès lors comment articuler la mission contemporaine de l’Université avec sa mission historique et éviter de reproduire (par reproduction nous entendons, la reproduction au sens de Bourdieu[[174]](#footnote-174)) qui ne permet pas à ce jour d’insérer les étudiants représentants de la diversité dans les formations universitaires ?

Nous visons dans notre contribution à interroger les points suivants : Quelle peut-être demain la place, le positionnement, la structuration et le contenu de l’offre de formation universitaire, dans le respect de sa vocation première et historique, tout visant à répondre aux demandes que nous qualifierons de primaire puis aux demandes que nous appelerons secondaires qui relèvent davantage de la capacité des établissements à insérer leur offre de formation dans des parcours humains et dans des zones géographiques compatibles parce que la proximité géographique, scientifique ou culturelle joue en faveur de conventions possibles de coopération.

Les compétences primaires transmises par les universités : des clauses à insérer dans un contrat de Société.

Ces compétences répondent aux attentes et aux besoins d’acteurs telles que les entreprises, les étudiants, les familles, les pays etc,. Il s’agit de compétences relativement bien identifiées qui vont permettre d’honorer les clauses que nous insérererons dans le contrat de Société :

-Universitaire : proposer des formations qui permettent aux universités de continuer à assurer leur mission.

-Citoyenne : acquérir des compétences mobilisables en prévision d’une recherche d’emploi.

-Territoriale : offrir en proximité au monde économique une main d’œuvre qualifiée, maintenir la présence localement dynamisante d’une cohorte d’étudiants et ce, en relation avec les pôles de compétitivité.

Les compétences secondaires transmissibles par les universités : les clauses du contrat naturel et culturel

Les compétences secondaires transmissibles par les universités sont destinées à insérer les universités et leurs étudiants dans des parcours humanistes et de mobilité. Il s’agit en fait d’inscrire les compétences primaires, du contrat de société, présentées ci-dessus dans la mission universelle de l’université avec un objectif pluriel : associer l’esprit technique et d’entreprendre, d’humanisme, d’ouverture au monde et d’ancrage local. Le monde économique et social s’enrichit mutuellement lorsque la diversité existe dans une équipe et la diversité permet une amélioration des performances. L’entreprise, tout en conservant son statut premier, renouvelle les compartiments de sa mission. Nous insérerons ces clauses de compétences dans un contrat que nous qualifierons de naturel.

Nous présentons ici quelques facettes de ces compétences que nous qualifierons de secondaires.

-De compétences à destination de zones géographiques compatibles

En France, en 2006, la loi sur la recherche créait les pôles de recherche et d’enseignement supérieur (PRES). Il s’agit ici de trouver des synergies entre les différents dispositifs de formation et de recherche à l’échelle d’un territoire voire d’un espace extraterritorial comme par exemple l’espace euro méditerranéen.

-De compétences à vocation professionnelle

La définition des programmes de formation universitaire, les approches pédagogiques et les applications TIC qui y sont intégrées ne doivent-elles pas être de véritables traits d’union entre le monde universitaire et le monde de l’entreprise.

-De compétences propices au dialogue interculturel

il va s’agir d’entrainer d’entraîner des relations interculturelles comme facteur intégrateur des connaissances et des individus dans leur mobilité, et dans leur capacité à permettre l’émergence de politiques territoriales et culturelles adaptées à ce nouvel environnement, que nous étendrons jusqu’à l’espace euro méditerranéen.

L’observation d’une spécificité Française : les Sciences de l’Information et de la Communication.

Aux fins d’illustration de la transmission des connaissances par l’université et l’acquisition de compétences par les étudiants, nous présentons ici les constats dressés il y a quelques temps lors de l’étude de l’offre Française de formation en information et communication.

A cet effet, nous présenterons au travers des compétences mentionnées comme un panorama de l’offre de formation universitaire en information-communication puis nous esquisserons des axes et pistes de stratégies du ‘possible’ à construire avec les acteurs concernés. Nous comparerons l’offre universitaire en information-communication avec les compétences attendues par les recruteurs et repérées dans les offres d’emploi. L’enjeu est que la communauté des enseignants chercheurs en Sic adoptent une attitude résolument pro active dans les mutations en cours en s’emparant des opportunités offertes par les pôles de compétitivité tout en ayant présent à l’esprit le défi que souligne Mucchielli, (2004.p146) à savoir « *Les années à venir nous diront si les sciences de l’information & de la communication parviendront à se fortifier dans leur interdisciplinarité*. ».

Une nécessité pour la filière SHS : un ancrage professionnel et institutionnel

Cadel & al, (2005) citent des travaux portant sur l’étude des offres d’emploi liées aux métiers qualifiés d’émergents:

« Nous redonnons la parole aux auteurs de l’étude précédemment citée[[175]](#footnote-175): ‘Nous pensons que les désignations, contenus et rémunérations des métiers émergents ne sont pas figés. La terminologie différente utilisée par les supports de presse traditionnels et par les sites Internet constitue un indicateur. Par contre, nous avons noté que l’offre et la demande d’emploi se structurent à partir et autour de secteurs d’activité clés émergents de la nouvelle économie. Nous avons identifié quatre pôles d’activités ou de métiers représentatifs de la nouvelle économie et autour desquelles les offres d’emploi se structurent :

Pôle 1. Les activités qui relèvent de la gestion, la transmission de ressources informationnelles et gestion de la connaissance (métiers de la veille, de l’intelligence économique & territoriale)

Pôle 2. Les activités qui relèvent de la création de contenus multimédia culturels et de loisirs

Pôle 3. Les activités qui relèvent de la médiation et transaction entre production et distribution (commerce électronique)

Pôle 4. Les activités qui relèvent du monitoring de systèmes et du travail coopératif. (télé-intervention)

Nous illustrons notre proposition en nous référant, à titre d’exemple, aux résultats de cette étude et relatifs aux métiers de l’Information et de la Documentation. Ces métiers relèvent du pôle 1 et sont décrits comme des « transmetteur de ressources et géographe de l’information et de la connaissance. » En corollaire, nous présentons un extrait des savoirs attendus chez les collaborateurs d’entreprise en charge d’une mission de veille (Cadel & al, 2005, Op.Cit).

Accompagnement du chercheur, chef d’entreprise, médecin : «*de ce dont il a besoin pour faire ce qu’il a à faire*.»

-Savoir localiser les ressources et les faire se caractériser sur des formes multiples.

-Savoir identifier, gérer les objets matérialisés, artefacts, contenants et exploiter des contenus informationnels : ce que dit le document  (sens, information subjective).

-Savoir assurer un appui logistique aux activités du quotidien.

-Savoir surveiller un vaste environnement : veille, alerte relative à tout ce qui peut influer sur les décisions, les comportements…/…

Notre deuxième recommandation consiste à préconiser l’orientation de l’offre de formation SIC en direction de ces ‘pôles’ représentatifs de l’attente des employeurs tels que repérés dans l’étude mentionnée et à nouveau confirmée par une étude en cours. Il s’agira que les étudiants possèdent au terme de leur parcours de formation en InfoCom un fort ‘bagage technologique’. Cette recommandation est à rapprocher d’une tendance lourde que nous présentons dans une autre partie de notre contribution qui vise à apporter un complément à ce que nous désignons par ancrage institutionnel.

L’association du passé et du futur dans la mission de l’université.

Les espaces de connaissance : la mobilité étudiante & l’attractivité territoriale.

Nous structurons cette partie sur la base d’un phénomène caractérisé par un double mouvement : d’une part la mobilité étudiante en accroissement et révélateur de l’émergence d’un espace de connaissances en cours de structuration  ; d’autre part l’apparition, en France, des pôles de compétitivité qui vont faire appel à des ressources territorialisées. Ce mouvement double structure ces espaces de l’économie de la connaissance, enjeux de la captation de la ‘matière grise’ par les Etats. Ces espaces de la connaissance sont favorisés par la diffusion des TIC et la Cyberformation.

La mobilité étudiante dans un environnement concurrentiel

L'enseignement supérieur est devenu un marché où s'affrontent des établissements et des pays, un espace de concurrence entre économies et systèmes éducatifs. Un rapport (Saraswati, 2005) publié par le Commissariat Général au Plan prévoit une "intensification" de cette compétition mondiale pour la maîtrise de la matière grise.

Nous citons Bronner (2005) « *Le nombre d'élèves effectuant tout ou partie de leur cursus dans un autre pays a été multiplié par deux entre 1980 et 2002, pour atteindre 1,9 million d'"étudiants étrangers" dans le monde* ». Selon les dernières projections, citées par le Commissariat Général au Plan, leur nombre devrait être encore multiplié par cinq d'ici vingt ans. Attirer les élites des pays émergents et concurrents devient ainsi un enjeu majeur. La France a réussi, ces dernières années, à maintenir sa place sur un plan quantitatif, grâce à une politique d'immigration plus souple. Mais les experts critiquent le recrutement d'un grand nombre d'étudiants faiblement qualifiés.En Australie, le développement généré parl’accueil d’étudiants étrangers représente la 2e source de revenu après les mines.

Le deuxième temps de ce mouvement est constitué par la mise en place des pôles de compétitivité en France et de Cluster hors de France dont l’objectif est de rapprocher, autour de lignes de force identifiées, des acteurs multiples des secteurs privé et public.

Les espaces et pôles de compétitivité

En novembre 2004 en France, l’appel à projets « pôles de compétitivité » a été lancé par le Gouvernement en collaboration avec le Comité Interministériel de l’Aménagement et du Développement du Territoire (CIADT) et la Délégation à l’Aménagement du Territoire et à l’Action Régionale (DATAR).

Selon la circulaire du 25/11/2004 « *un pôle de compétitivité se définit comme la combinaison, sur un espace géographique donné, d’entreprises, de centres de formation et d’unités de recherche publiques ou privées, engagés dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets communs, au caractère innovant. Le partenariat s’organisera autour d’un marché et d’un domaine technologique et scientifique qui lui est attaché et devra rechercher la masse critique pour atteindre une compétitivité mais aussi une visibilité internationale* ».

Nous indiquons quelques éléments constitutifs d’une démarche de pôle de compétitivité.

-Animer et mettre en réseau les compétences des membres,

-Favoriser le plus possible les synergies entre centres de formation, de recherche et entreprises dans une logique de coopération et de complémentarité,

-Favoriser l’émergence et les développements innovants dans le domaine des technologies liées à la mer,

-Promouvoir les compétences des membres du pôle et l’image de marque du pôle afin d’augmenter son attractivité…/…

Tic & Cyberformation: de l’international au régional

Si le mouvement double que nous avançons dans l’introduction à cette partie de l’article est conforté par la diffusion des TIC, il le sera d’autant plus par une offre de formation, conçue ou à concevoir, dans le domaine de la Cyberformation ou Formation à distance. L’Université du 21e siècle, dans le respect de sa mission historique, va rejoindre le mouvement de fond à l’œuvre dans les organisations. Cet énonçé s’appuie sur les caractéristiques de la vision «*hypermoderne* » que nous mettrons en contexte dans un premier temps et que nous développerons.

La mise en contexte

 Dans un contexte économique et social marqué par la globalisation des économies, l’internationalisation des échanges et leur virtualisation par l’usage des Tic, les organisations marchandes et non marchandes (Pme/Pmi, ONG, Association, Université)  ont à écrire le scénario de leur futur.

La mission contemporaine de l’Université ne peut pas ignorer ces mouvements de fond et la difficulté principale de cette écriture réside dans la nécessité de conjuguer à la fois l’abandon d’une partie de la vision du monde de la modernité – séparation du monde en acteurs, institutions et territoires, proximité et pédagogie – et l’adoption d’une vision qualifiée d’hypermoderne, en référence au lien hypertexte, qui met l’accent sur la médiation, le réseau, la traduction.

La problématique de l’énoncé

Au niveau des acteurs

La distance de relation : La numérisation des tâches entraîne inexorablement la dématérialisation de la relation. « On ne connaît plus les gens » est l’antienne des acteurs de l’institution qui développent une nostalgie du « bon vieux temps ». L’Université historique a fondé sa mission sur la proximité des échanges entre un professeur et un groupe d’étudiants voire de doctorants.

Au niveau de l’organisation

La distance des opérations : Les activités « spontanées », les procédures et les équipements intègrent cette ‘mise à distance’ par la mise en place du travail collaboratif à distance. L’écran et la mémoire de l’ordinateur deviennent les lieux où se passent les choses essentielles de l’organisation.

Comment le professeur va résoudre la préoccupation de la rupture ?

Au niveau du territoire

**Combiner le physique et le virtuel, le proche, le local, et le lointain, le global, l’humain et le non humain :** les tendances évoquées et précisées plus en avant se mesurent aux pratiques de délocalisation et d’aménagement du territoire. Acteurs économiques et sociaux, développeurs territoriaux s’interrogent sur les possibilités de maintenir et développer un tissu socio-économique tant en terme d’emploi que de création de valeur.

-Comment l’Université du 21e siècle va-t-elle désormais se situer et participer à cette combinatoire ?

-Comment créer, conserver une offre universitaire attractive tout en  intégrant les contraintes exigeantes de la compétition internationale ?

-Comment participer activement à la transformation de la mission des universités parce qu’elles supposent un contact étroit et permanent entre offreurs de formation et demandeurs de biens et  services ?

-Comment maintenir le lien de l’Université avec la Société dans un contrat double, culturel et de naturel ?

-Comment mieux insérer dans l’université du 21e siècle les représentants de la diversité ?

-Comment mieux faire participer l’université aux réformes nécessaires et incontournables ?

-Comment mieux associer les partenaires universitaires aux actions menées par les partenaires socio-économiques ?

Réseau, médiation, traduction : les axes de développement de l’Université du 21e siècle.

Cette tripe problématique de la distance qui touche acteurs, organisation et territoire ne saurait être abordée par les moyens de la Science « sédentaire » moderne. Le concept triple de « réseau, médiation, traduction » développé dans l’épistémè hypermoderne nous paraît par contre plus à même d’apporter une clarification des enjeux et des solutions possibles à la mission contemporaine et renouvelée de l’Université. Nous nous emploierons à justifier cette prise de position.

Au 17e siècle et pour trois siècles et quelque, la modernité a instauré un credo de "séparation des genres" : les chercheurs d'un côté, les praticiens de l'autre, les lettres d'un côté, les sciences de l'autre, etc.. Bruno Latour souligne que cette approche a été très productive mais d’une manière assez surprenante.

D’une part il y a l’idéal « officiel » de séparation des genres, de purification. D’autre part les acteurs doivent bien s’articuler à un réel qui se laisse mal découper et ils ont besoin aussi de « comparses » hétérogènes. Le chimiste a besoin d’un mécanicien pour son équipement de laboratoire, l’économiste a besoin d’un Blaise Pascal pour lui inventer une machine à calculer, etc.

Dans l'*underground* se pratique donc le contraire de la purification et de la séparation des genres : les hybrides terrain/concept sont choses courantes mais tout cela reste impensé. Le saut réalisé par l’hypermodernité consiste en particulier à penser ces hybrides, à créer des équipes et des concepts entre disciplines, etc..

 L’hypermodernité comme temps de la pensée et du dépassement de la modernité

Le terme d'hypermodernité a pris de l'importance en 2004 avec la parution de deux ouvrages (Lypovetsky & Aubert). Pourtant, Bruno Latour nous a expliqué, dès 1991, que "*nous n'avons jamais été modernes*". Nous n'avons jamais été modernes parce que, malgré les diktats du politique et du scientifique nous enjoignant de ne pas hybrider les pratiques ni les systèmes de pensée, nous n'avons jamais cessé de le faire.

Dans le système éducatif, dans le système universitaire, dans les entreprises, dans les institutions territoriales, des îlots de résistance ont maintenu la pratique des hybrides. Les vocables de "recherche action", de "socio techniques", de "psycho linguistique" montrent que le primat de la séparation des genres n'a pas été respecté.

La naissance des sciences "multiples", sciences de l'éducation et de la formation, information et communication, champ dit "sciences techniques et société", témoigne d'un déclin de la puissance des forces séparatrices.

**Vers la recherche multidimensionnelle non moderne**

Comme nous l’avons souligné plus haut, il ne s’agit pas de faire table rase des acquis de la modernité. Ses représentations avec des classes d'objet, des territoires pour ces objets, des schémas pour ces objets restent très pratiques. Il n'y a problème que lorsque l'on se met à "croire" dans les systèmes de classification, à agir comme si effectivement les "cases", les "branches" étaient séparées, comme s'il n'y avait ni continuum ni hybrides.

L’organisation et son territoire, les acteurs et les DISTICs[[176]](#footnote-176) sont à considérer comme des ensembles complexes – sans tomber, comme le souligne Bruno Latour (1991) – dans des abstractions qui ne peuvent se relier aux réalités du terrain.

Un ensemble complexe se regarde d’abord selon ses différentes dimensions selon Edgar Morin. Par exemple, nous pouvons représenter les DISTICs dans un monde hypermoderne à l’aide du schéma suivant (1).

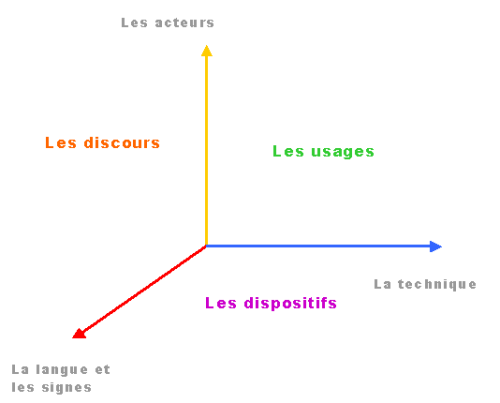


Figure 01 : Matrice de concepts pour penser le DISTIC et son environnement dans l'institution hypermoderne

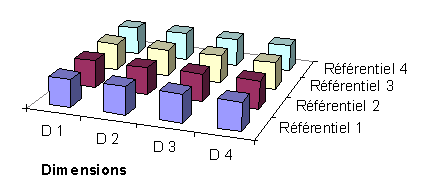
Ce schéma est aidant en cela qu'il représente de manière matricielle les axes/concepts de technique, de langage et d'homme. Il est aidant en cela qu'il montre la place des "hybrides" dits discours, usage et dispositif.

Il est un signe qui ne trompe pas lorsque l’on prend en main l’étude hypermoderne d’un objet : le foisonnement de matrices à trois dimensions ou plus. Michel Foucault (1966) a dès cette époque décrit les disciplines à l’aide d’un trièdre indispensable pour comprendre comment s’articulent les modes de pensée mathématique, empirique et herméneutique.

Une approche hypermoderne (i) mathématise ce qui peut l’être mais pas plus (ii) laisse la place à un travail empirique, praxéologique qui fait remonter ce qui peut ressortir des pratiques des acteurs, des structures de l’organisation et des dynamiques du territoire.

Vers l’Enseignement et la Recherche multiréférentielle non moderne

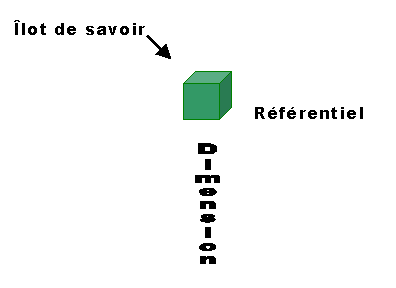
Jacques Ardoino (1988) en particulier souligne que le multidimensionnel n'est pas suffisant et suggère d’en faire une lecture multiréférentielle. Nous avons traduit le propos de Jacques Ardoino par le schéma suivant.



**Figure 03** : Quand le chercheur utilise 4 référentiels pour "regarder" 4 dimensions de son objet de recherche**.**

Il n'est pas inutile de souligner que les dimensions n'appartiennent pas à l'objet réel mais sont un construit de recherche. Les référentiels ce sont des modèles mathématiques, herméneutiques, etc. empruntés à différentes disciplines ou créés par le chercheur.

Au croisement d'une dimension et d'un référentiel, on a un "îlot de discours" éventuellement porteur de savoirs (dès 1966, Michel Foucault proposait cette modestie pour les sciences humaines).



**Figure 4 :** L’îlot de savoir au croisement de la dimension et du référentiel

Dans le travail non moderne multiréférentiel, on a le "vide essentiel" foucaldien à la fois entre dimensions et entre référentiels.

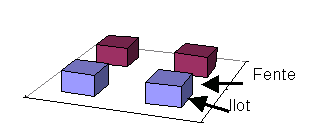


Figure 5 : Entre îlots de discours/savoir, des fentes d'ignorance

Le « credo » hypermoderne est qu’il vaut mieux une bonne construction dont on reconnaît les zones d’ombre qu’une construction où ces dernières sont ignorées.

Ne plus s’inspirer du tryptique thèse, antithèse et synthèse

Un penseur clé de la modernité est Georg Wilhem Friedrich Hegel (1770-1831) qui, au début du XIXe siècle publie *Science de la logique* à l'usage des élèves du secondaire. C’est le même auteur qui propose dans *La Raison dans l’Histoire* : « *L'esprit est pensant : il prend pour objet ce qui est, et le pense tel qu'il est*».

La dialectique qui y est exposée suppose qu'il est "couramment" possible de mener un raisonnement en trois temps : thèse, antithèse, synthèse. Or, en amont de la dialectique, il est nécessaire d'avoir "terriblement simplifié", d'avoir transformé un réel complexe en objet de recherche/raisonnement simple.

Car c'est seulement sur le simplifié que peut s'exercer le jeu thèse, antithèse, synthèse.

Jacques Ardoino (1988) souligne que dans la *vraie vie* et, dans la vie de laboratoire en particulier, le maintien de la tension entre thèse et antithèse est tout à fait primordial.

Peter Sloterdijk (2002) dans son introduction à sa trilogie *Sphères* souligne également l'écueil hégélien. La coexistence de lectures apparemment contradictoires du réel est ainsi un autre aspect de la non-modernité.

Ce n'est donc pas tant la dialectique qui est "fausse", c'est surtout la nécessaire simplification en amont qui sort le problème de sa réalité complexe.

Appliquer la méthode hypermoderne au triptyque ‘acteurs, organisation, territoire’ au schéma universitaire de formation

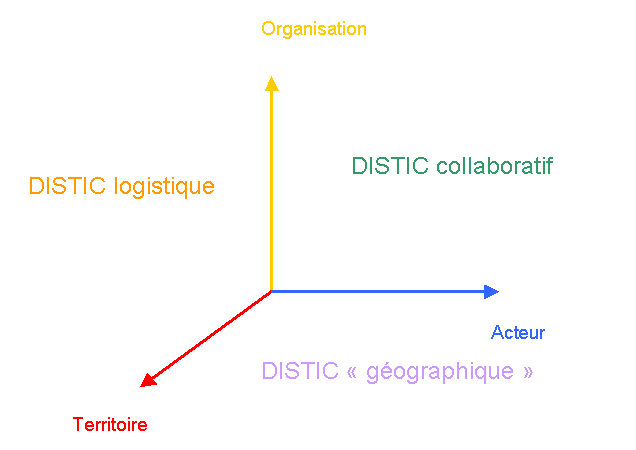


Figure 6 : Acteurs, organisation et territoire et DISTIC appropriés

Notre propos est ici de suggérer une méthode, nous n’entrerons donc pas dans le détail.

Ce qui nous intéresse c’est que nous avons le modèle du trièdre déjà mis en relief par Foucault (1966) puis Perret (2004) et que nous pouvons utiliser pour représenter notre triple articulation.

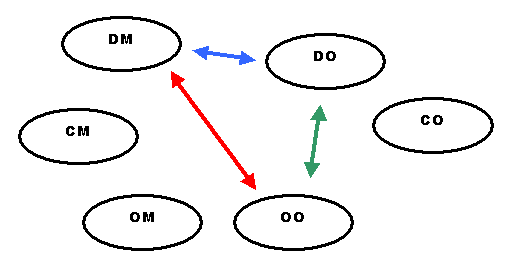
Cette phase est indispensable en amont de notre découpe des dimensions.

Par exemple, nous pouvons sélectionner les axes « acteur » et « territoire » et les détailler :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Métropole** | **Outremer** |
| **Direction** | DM | DO |
| **Cadres** | CM | CO |
| **Opérateurs** | OM | OO |

Cette approche très « moderne » nous permet de définir ainsi 6 groupes (DM, DO, CM, etc.).

L’approche hypermoderne que nous décrivons ici consiste à penser ces 6 groupes avec le triple concept réseau, médiation, traduction.



**Figure 7 :** Sortir les groupes de la matrice pour les penser en termes de réseau, médiation, traduction

Soit, par exemple, une organisation dont le siège est à Nice et une unité dans l’île de La Réunion. Entre directions – DM et DO – il y a des concepts communs de management. Entre acteurs d’outremer – DO et OO – il y a une culture commune. Avec l’émergence du travail avec les DISTIC, avec l’émergence de nouveaux impératifs, il est de plus en plus probable que des échanges directs puissent se faire entre DM et OO sur des thèmes comme l’environnement ou la sécurité. L’organisation et les acteurs doivent se préparer à de telles éventualités. Les professionnels du territoire peuvent avoir un rôle préventif et sensibiliser les organisations à ce type de risque et aux solutions possibles.

L’exemple peut paraître certes trivial mais il est d’actualité. Il nous sert ici d’illustration de l’approche hypermoderne qui consiste à (i) mettre les situations en matrice (ii) explorer les dimensions (iii) « démonter » les groupes de la matrice (iv) dessiner les réseaux, lignes de médiations et de traductions (v) penser chaque ligne selon une palette de référentiels.

Nous illustrerons la proposition de rénovation de la mission de l’université du 21e siècle exposée ci-dessus en décrivant la situation d’une entreprise, Bigot Fleurs, qui a connu une restructuration de sa production.

Cette société familiale implantée traditionnellement près du Mans dans la Sarthe faisait pousser des roses, tulipes et muguets. La société a transplanté au Kenya l’activité ‘roses’ parce que cette activité était de plus en plus concurrencée par des entreprises étrangères. Dans la transformation et les mutations que connaissent les universités, elles seront confrontées à la même profondeur de réorganisation que celle qu’a connue cette entreprise et lorsqu’un diagnostic sans complaisance aura été posé, les universités pourront répondre et participer à la réponse que les acteurs attendent de leur part : apprentissage, écoute, diagnostic partagé, innovation, anticipation, éco et coproduction, changement d’échelle.

L’insertion des Tic dans les applications métier de l’université

En 2004, l’OCDE publie « Perspectives des technologies de l’information » qui souligne le rôle moteur des TIC dans la croissance économique mondiale. La part du secteur des TIC dans l’activité économique augmente tendanciellement et ses perspectives s’améliorent.

Si divers niveaux de compétences en TIC sont largement utilisés dans l’ensemble de l’économie, les spécialistes des TIC (professionnels de l’informatique, ingénieurs électroniciens) représentent une part importante de l’emploi dans seulement quelques secteurs (matériel de bureau et ordinateurs, instruments de précision, matériel électronique, services publics et services informatiques). Cependant, ceux qui utilisent les TIC de façon intensive dans le cadre de leur travail (professionnels techniques de haut niveau, employés de bureau) constituent une part importante de l’emploi dans des industries telles que les services informatiques, les services financiers, l’assurance et le commerce de gros, ainsi que dans les industries manufacturières qui emploient des spécialistes des TIC. La cyberformation offre une réelle opportunité aux universités d’intervenir dans ces domaines via la formation aux TIC.

La cyberformation: une modalité d’internationalisation.

Le développement du processus d’harmonisation et de reconnaissance des diplômes, en Europe le dispositif LMD, la diffusion et l’accès aux TIC, la baisse des communications internationales vont renforcer la mobilité étudiante et, la demande de citoyens à des services de formation étrangers sans pour autant quitter leur pays d'origine.

Les Universités et les formations Sic, vont décliner puis promouvoir des programmes d’enseignement comportant une dimension internationale ainsi que des échanges avec des établissements étrangers (OCDE, 2002).

Le Rapport Saraswati (2005) distingue plusieurs modalités d’internationalisation de l’enseignement supérieur :

1. S’agissant des Personnes Etudiants et stagiaires ; Professeurs et formateurs

2. S’agissant des Programmes éducatifs

3. S’agissant des Etablissements et fournisseurs

La modalité 2, Programmes éducatifs, peut revêtir deux formes, le Partenariat entre établissements et la Cyberformation.

- Cours ou programme organisé conjointement avec un établissement étranger.

- Programmes de Cyberformation.

- Vente ou franchisage d'un programme à un établissement étranger.

Ce même rapport souligne certes que les partenariats entre établissements représentent la plus grande part de ces activités mais que, si la Cyberformation et le franchisage sont des activités encore mineures, elles se développent rapidement.

En conclusion et transition provisoires

Nous nous proposions dans cette discussion d’interroger puis de décrire le passage pour l’université d’une mission historique à sa mission du 21e siècle dans le respect du schéma ‘acteurs, réseaux et territoires’ sans sacrifier son ancrage territorial local.

« *Quelle peut-être demain la place, le positionnement, la structuration et le contenu de l’offre de formation universitaire, dans le respect de sa vocation première et historique, tout en visant à répondre aux demandes que nous qualifierons de primaire puis aux demandes que nous appelerons secondaires qui relèvent davantage de la capacité des établissements à insérer leur offre de formation dans des parcours humains et dans des zones géographiques compatibles parce que la proximité géographique, scientifique ou culturelle joue en faveur de conventions possibles de coopération* ? »

Après avoir posé le cadre contemporain dessiné par les réformes entreprises dans le secteur universitaire au niveau mondial, européen, français et leurs conséquences senties pour les universités, nous avons présenté et défini les compétences que nous avons qualifié de primaires et secondaires.

Ces compétences répondent aux attentes et aux besoins d’acteurs telles que les entreprises, les étudiants, les familles, les pays, les territoires etc, Il s’agit de compétences relativement bien identifiées qui vont permettre d’honorer les clauses que nous insérererons dans le contrat de Société.S’agissant des compétences secondaires transmissibles par les universités, ces clauses relèvent à notre sens du contrat naturel et culturel.

Les compétences secondaires transmissibles par les universités sont destinées à insérer les universités et leurs étudiants dans des parcours humanistes et de mobilité. Il s’agit en fait d’inscrire les compétences primaires, du contrat de société, présentées ci-dessus, dans la mission universelle de l’université avec un objectif pluriel : associer l’esprit technique et d’entreprendre, d’humanisme, d’ouverture au monde et d’ancrage local. Le monde économique et social s’enrichit mutuellement lorsque la diversité existe dans une équipe et la diversité permet une amélioration des performances. L’entreprise, tout en conservant son statut premier, renouvelle ainsi les compartiments de sa mission. Nous avançons l’hypothèse qu’il en est de même pour l’université et nous insérerons ces clauses de compétences dans un contrat que nous qualifierons de naturel. Aux fins d’illustration de la transmission des connaissances par l’université et l’acquisition de compétences par les étudiants, nous présentons ici les constats dressés, il y a déjà quelques temps, lors de l’étude de l’offre Française de formation en information et communication.

A la suite de notre proposition de l’association du passé et du futur dans la mission de l’université, nous formulerons ainsi notre recommandation : L’offre de formation et de recherche universitaire devraient conjuguer capacité à capter la mobilité étudiante et participer aux actions menées dans la conduite des pôles ou des espaces de compétitivité. Nous irons plus en avant dans notre recommandation qui portera sur le concept d’*actif territorial stratégique* en matière de formation, c’est-à-dire d’une formation utilisant des ressources territorialisées, en relation avec les besoins des espaces et pôles de compétitivité et permettant à l’offre globale de formation de prendre place dans le mouvement concurrentiel que nous avons pointé. Il s’agira de bâtir une stratégie de polarisation ouverte sur des partenariats privé-public et délocalisés.

Nous avons tenté de présenter les frontières et caractéristiques de l’université du 21e siècle en adoptant une vision résolument hypermoderne qui met l’accent sur la médiation, le réseau, la traduction. Et cela en précisant au niveau des acteurs, la distance de relation, au niveau de l’organisation, la distance des opérations, et au niveau du territoire, la combinaison du territoire physique et virtuel, le proche, le local, et le lointain, le global, l’humain et le non humain.

Nous avons essayé de situer l’université et sa participation en réponse aux interrogations suivantes :

-Comment créer, conserver une offre universitaire attractive tout en  intégrant les contraintes exigeantes de la compétition internationale ?

-Comment participer activement à la transformation de la mission des universités parce qu’elles supposent un contact étroit et permanent entre offreurs de formation et demandeurs de biens et  services ?

-Comment maintenir le lien de l’Université avec la Société dans un contrat double, culturel et de naturel ?

-Comment mieux insérer dans l’université du 21e siècle les représentants de la diversité ?

-Comment mieux faire participer l’université aux réformes nécessaires et incontournables ?

-Comment mieux associer les partenaires universitaires aux actions menées par les partenaires socio-économiques ?

Nous avons essayé d’illustrer notre positionnement en nous inspirant du cas d’une organisation marchande, une entreprise, confrontée aux défis de la mondialisation.

Relevant d’un souhait, nous aimerions explorer plus tard la voie de l’université engagée dans le processus d’une offre de formation durable, c'est-à-dire d’une université tournée vers sa mission future dans le respect de sa mission historique.

Enfin, et à titre de conclusion temporaire de notre article, nous emprunterons à Alain Etchegoyen[[177]](#footnote-177) les termes qu’il utilisa dans le cadre du Rapport Saraswati :

« *Sans partir de préjugés optimistes ni d’une foi irrationnelle, le Plan doit anticiper pour éviter que les forces vives de la Nation ne trouvent refuge ailleurs en faisant prospérer des pays concurrents*…/… »

Bibliographie

Ardoino, J., (1988) (ouvrage coll.), « Vers la multiréférentialité » in *Perspectives de l’analyse institutionnelle*, Paris, Méridiens-Klinksieck.Association Bernard Grégory, (2004). Exemples de parcours de docteurs à la recherche d’emploi.Aubert,, N. (2004) (sous la direction de), L'individu hypermoderne, Edition Erès, coll. Sociologie Clinique.

Bertacchini, Y., (2009).Petit Guide à l’usage de l’Apprenti Chercheur en Sciences Humaines & Sociales, Essai, Collection Les E.T.I.C, Presses Technologiques, Toulon, ISBN 2-519320-2-2, EAN 9782951932029, 156 p.

Bertacchini, Yann.,(2004), Pensez la durée, Mesurez la distance, Mémorisez le virtuel, Vers l’Intelligence Territoriale -volet 2-, Collection Les ETIC, Presses technologiques, 275.p.

Bertacchini Y., (2001). «Des métiers numériques: typologie des compétences attendues dans les offres d’emploi et proposition d’une grille de lecture», Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, Humanisme et Entreprise n°247, juin 2001, La Sorbonne Nouvelle, Paris.

Bertacchini Yann.,(2000) «Univers technologique et Pratiques pédagogiques», Revue Humanisme et Entreprise, Cahiers du Centre d’Etudes et de Recherche, n°241, juin.

Bois, Ch., (2001), « Le systémologue multiréférentiel : énergétique du chantier », Revue International Journal of Information Sciences for Decision Making n°9 p. [ <http://isdm.univ-tln.fr>] .

Bourdieu, P., Passeron, J-L., (1970), La reproduction, Eléments d'une théorie du système d'enseignement, Minuit.

Burrelli, J S, (2004). «Emigration of US-Born S&E Doctorate recipients », InfoBrief 04-327, Science Resources Statistics, National Science Foundation, June.

Bronner L, (2005). « Compétition mondiale acharnée autour de l'enseignement supérieur. », Le Monde, 1er octobre.

Cadel P., Bertacchini,Y., (2005). « L’influence d’Internet sur l’évolution des cellules de veille », Actes du colloque enjeux & usages des tic : aspects sociaux & culturels, T.1, p 103.112, Presses universitaires de Bordeaux.

Commissariat Général du Plan, (2004). « Les universités françaises en mutation : la politique publique de contractualisation (1984-2002) », Rapport de l’instance d’évaluation présidée par le Recteur Armand Frémont, La Documentation française, mars 2004.

Commission staff working paper, (2005).Progress towards the Lisbon objectives in Education and Training, Report, Commission of the European Communities.

Commission Européenne, (2003). « Les chercheurs dans l’espace européen de la recherche : une profession, des carrières multiples. », communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen.

Conseil de l’UE, (2005). Compétitivité (marché intérieur, industrie & recherche), 2653ème session du conseil, 18 avril.

Damasio, A. (1994), L'erreur de Descartes, La raison des émotions, Editions Odile Jacob.

de Frascati, M, (2002). Proposed Standard Pratice for Surveys on Research & Expérimental Development, OCDE.

Etudes de la Mission Développement Economique Régional «Audiovisuel & multimédia en PACA. », janvier 2005.

Foucault., M. (1966), Les Mots et les Choses, Archéologie des sciences humaines, Gallimard, NRF.

Girardot,P, (2004). « Les étudiants inscrits dans les 84 universités françaises en 2003-2004 », Note d’Information n° 04.20.

Hegel, G.W.F., (1987), Science de la logique, Tome 1, 413.p, Aubier Montaigne.

Jaewoo R, Sherwin Rosen, (2004). « The engineering labor market », Journal of political economy, Vol. 112, n°1.

Latour, B., (1991), Nous n'avons jamais été modernes, Essai d'anthropologie symétrique. Paris : La Découverte.

Le Grand, J.L. (1995), Implexité: implications et complexité, [ <http://www.barbier-rd.nom.fr/JLLeGrandImplexite.html>]

Lipovetsky, G. (2004), (avec Sébastien Charles), Les temps hypermodernes, Paris, Grasset.Aubier Montaigne.

Lupasco, S. (1951), Le principe d'antagonisme et la logique de l'énergie, Hermann.

Mucchielli, A., (2004), Les Sciences de l’information et de la communication, Hachette.

Morin, E. (1990), Introduction à la pensée complexe, ESF.

Perret, J.B., (2004), « Y a-t-il des objets plus communicationnels que d'autres ? », in WOLTON, (2004).

Salmi[[178]](#footnote-178), J., (2010) « Il existe beaucoup d’hypocrisie en France concernant la sélection. », Le Monde, Dossier Education, Entretien p 10, 13 janvier.

Sloterdijk, P. (2002), Bulles, sphère, 1, éd. Pauvert, 700 p.

Sloterdijk, P. (2005) Sphères. Tome 3, Ecumes, Sphérologie plurielle Maren Sell 2-350-04008-9.

Watzlawick, P., Weakland, J., & Fisch R., (1975), Changements, paradoxes et psychothérapie, Seuil.

Wolton, D. (2004), Les sciences de l'information et de la communication Savoirs et pouvoirs, Hermès n° 38.

Dispositifs d'information et de communication à base spatiale : contributions à l'intelligence territoriale[[179]](#footnote-179)

**Mots clés :** Distic, intelligence territoriale, médiation, objet-frontière, projet de territoire, représentations spatiales

**Keywords:** Distic, territorial intelligence, mediation, boundary object, territorial project, spatial representations

Résumé : A l’heure d’une société marquée par les technologies de l’information, les territoires locaux sont soumis à des formes de développement de plus en plus dictées et encadrées par le haut, basées sur les paradigmes de l’économie mondialisée et du développement durable. La question est alors de savoir comment, dans un tel contexte, ces territoires peuvent promouvoir également un développement endogène qui fasse sens pour les acteurs locaux. En inscrivant notre recherche dans le champ de l'intelligence territoriale, nous approfondissons le rôle que peut jouer la dimension géographique dans les dispositifs socio-techniques d’information et de communication (Distic) à l’échelon des territoires intercommunaux, en particulier pour opérer des médiations entre les acteurs hétérogènes de la gouvernance territoriale. Les représentations spatiales, comme produits médiatiques constitutifs des Distic, offrent une diversité de fonctionnalités, largement sous exploitées, que nous mettons en évidence. Nous donnons un exemple de Distic mis en œuvre sur le territoire de Thau et destiné à produire de nouvelles connaissances territoriales à partir des savoirs écologiques locaux.   
  
Introduction

Les premiers travaux en intelligence territoriale ont démarré à la fin des années 1990 (Bertacchini, 2000), apportant un regard original des sciences de l’information et de la communication sur les processus d’action collective pour un développement territorial endogène. L’intelligence territoriale est alors définie comme « un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet » (Bertacchini, 2004a, , p.3). Cette approche nécessite un changement de posture des acteurs du local dans le traitement des signes et des informations pour s’extraire des routines communicationnelles et rentrer dans une logique de projet partagé. Elle suppose aussi l’adoption d’une approche collective de veille territoriale afin d’anticiper les risques de rupture (Herbaux et Bertacchini, 2005; Bouchet, Bertacchini et al., 2006).

La fin des années 1990 et la première moitié des années 2000 ont été marquées par la généralisation d’une intercommunalité de coopération, celle des pays issus des lois Pasqua et Voynet, offrant un terreau favorable au déploiement de processus d’intelligence territoriale. Les pays se sont en effet créés sur la base d’un tissu social cohésif et de la volonté endogène d’un avenir partagé (matérialisée par une charte à forte portée symbolique) d’où découlait mécaniquement leur périmètre géographique (Angeon et Bertrand, 2009), comme l’indique l’extrait suivant*[[180]](#footnote-180)* du texte de loi (mots soulignés par nous même) : « *Le pays exprime la communauté d’intérêts économiques, culturels et sociaux de ses membres. Il constitue le cadre de l’élaboration d’un projet commun de développement durable destiné à développer les atouts du territoire considéré et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l’espace rural. Ce projet prend la forme d’une charte de développement du pays* ».

Mais vers les années 2005, la crainte du déclin économique de la France pousse le gouvernement à adopter un nouveau modèle d’aménagement qui mise désormais sur la compétitivité. Il se manifeste par une mise en compétition des territoires et des métropoles au moyen d’appels à projets pilotés par des agences. Ce nouveau référentiel de l’Etat se traduit finalement par un mouvement de recentralisation avec la mise en œuvre d’une forme de gouvernement à distance (Epstein, 2009). Il s’accompagne d’une réorganisation lourde de l’administration étatique, par la mise en place d’outils et de procédures imposés aux territoires locaux pour accéder à des guichets financiers, par l’établissement de procédures de suivi et de contrôle des projets financés ainsi que d’indicateurs de performance. Une nouvelle réforme des collectivités est menée en parallèle, caractérisée par un renforcement du pouvoir des intercommunalités dites institutionnelles et de planification (communautés de communes, communautés d’agglomération et communautés urbaines) dotées d’une fiscalité propre et d’une légitimité politique indirecte[[181]](#footnote-181), au détriment des pays aux moyens financiers et en expertise largement inférieurs. La loi SRU[[182]](#footnote-182) dote ces intercommunalités d’un nouvel instrument de planification, le Scot (Schéma de Cohérence Territoriale), qui repose sur un projet de territoire à dix ou quinze ans pour mettre en cohérence différentes politiques sectorielles locales en matière de logement, d’urbanisme communal, de transport et d’équipement commercial. Alors que le législateur avait prévu un rapprochement progressif entre les pays et les intercommunalités de planification (Geppert, 2008, , p.113), dans les faits, ceci ne s’est pas produit : les intercommunalités de planification se sont finalement imposés et le projet du Scot, outil éminemment technocratique et à forte connotation urbaine, a suppléé la charte de pays qui traduisait avant tout une volonté politique partagée.

La dernière décennie a aussi été marquée par une véritable écologisation des politiques publiques pour faire face à des enjeux environnementaux tels que le changement climatique ou l’érosion de la biodiversité. Il en résulte une complexification des objets de gestion. De plus, cette période a vu la montée en puissance de la démocratie participative et de la concertation, augmentant sensiblement le nombre et la diversité des acteurs, présents/distants, engagés dans les dispositifs de gouvernance territoriale (Pasquier, Simoulin et al., 2007; Rey-Valette, Pinto et al., 2011), acteurs aux codes et aux cadres de référence hétérogènes (Goffman, 1974).

Dans un tel contexte, nous avons cherché à étudier comment il était encore possible de mettre en œuvre des processus d’intelligence territoriale pour promouvoir un développement endogène à l’échelle des territoires intercommunaux qui fasse sens pour les acteurs locaux. Nous nous sommes intéressés en particulier au rôle que pouvait jouer la dimension géographique et ces productions, dont les représentations dans les dispositifs socio-techniques d’information et de communication, en particulier pour opérer des médiations entre les acteurs hétérogènes de la gouvernance territoriale.

Nous avons organisé notre article en quatre parties, l’introduction constituant la première partie pour décrire le contexte et la conclusion la dernière pour ouvrir sur des perspectives.

Dans la deuxième partie, nous décrivons un méta-modèle permettant de représenter le territoire comme un système complexe, ouvert et dynamique. Nous revenons ensuite sur la question du sens en lien avec la territorialité et le projet de territoire. Nous développons alors le concept de Distic (dispositif socio-technique d’information et de communication), puis nous le positionnons dans le processus de décision territoriale en distinguant les Distic éphémères et les Distic pérennes. Nous étudions enfin la place de la dimension géographique dans les Distic à travers le concept de représentations spatiales, mentales et matérielles. Nous décrivons d’un point de vue théorique la gamme des fonctionnalités qu’elles peuvent jouer du point de vue des concepteurs de Distic. Nous analysons ensuite la place qui leur est accordée en pratique dans les guides méthodologiques en concertation territoriale.

Dans une troisième partie, nous présentons un exemple de Distic à base de représentations spatiales élaboré sur une étude de cas, celle du territoire de Thau situé sur la façade méditerranéenne à proximité de Montpellier. Nous insistons sur la caractérisation de situations territoriales en mobilisant des savoirs locaux.

En conclusion, nous présentons des perspectives de recherche dans le champ de l’intelligence territoriale dégagées à partir des premiers résultats obtenus.

Fondements conceptuels et méthodologiques

Le territoire vu comme un système complexe et la question de l’émergence du sens grâce à une territorialité partagée

Le territoire est ici abordé selon une approche systémique (von Bertalanffy, 1968; Le Moigne, 2006), c’est à dire comme « un ensemble d’éléments en interaction dynamique organisés en fonction d’un but » (de Rosnay, 1975, p.93). Il peut être représenté à l’aide du métamodèle de Schwarz (1992) sous la forme de trois plans imbriqués et indissociables, métamodèle déjà utilisé par plusieurs auteurs en intelligence économique et en intelligence territoriale (par ex, Bertacchini, 2000; ; Bulinge (2001); Bouchet et Bertacchini, 2007; Herbaux, 2007a) : le plan physique de la matérialité et de l’énergie, le plan logique de l’information et de la représentation, le plan identitaire de la territorialité et de l’autoréférence. Dans un processus d’intelligence territoriale, le territoire, pris simultanément dans ces trois plans, s’organise, s’autonomise, se dote de capacités d’autoanalyse et de veille, développe une conscience partagée d’une image de soi et d’une identité propre. Un tel processus ne se décrète pas, il s’ancre chaque fois dans une culture territoriale particulière en termes de gouvernance et requiert une volonté collective délibérée, une mise en réseau des acteurs, ainsi que des ressources spécifiques pour pouvoir se déployer.

Le sens émerge des processus informationnels et communicationnels à l’œuvre entre les acteurs territoriaux et qui permettent de développer un système de représentations partagées, une certaine culture (Lamizet, 1994). Du point de vue de l’intelligence territoriale, la question du sens peut être ramené à celle de la territorialité, véritable phénomène informationnel et communicationnel qui transforme pour une société locale un espace en territoire (Bertacchini, 2004b). L’émergence du sens se décline dans les trois plans du métamodèle : (i) dans l’espace physique quand des acteurs s’approprient des ressources de cet espace partagé pour l’exercice de leurs activités, appropriation plus ou moins régulée, reconnue et négociée au sein du réseau des parties concernées par ces ressources, (ii) dans l’espace logique quand les acteurs produisent, échangent et adhèrent à des représentations de la réalité territoriale (ses objets constitutifs, matériels ou conceptuels, et leurs relations) et à des accords négociés sur les usages des ressources territoriales dans le plan physique, (iii) dans l’espace identitaire, quand les acteurs se référent à des symboles et des rituels partagés, à une vision commune de l’avenir formulée notamment dans un projet de territoire qui constitue la principale ressource symbolique pour consolider ce plan de l’identité.

Un territoire qui choisit un mode de développement préférentiellement endogène basé sur l’intelligence territoriale va s’employer à constituer un substrat nécessaire à ce développement, substrat qualifié de « *capital formel* » (Bertacchini, 2004b) : il s’agit d’un ensemble de valeurs, de codes, de règles, de modalités d’interaction et de coordination, de connaissances explicites formulées dans des documents numériques, reconnus et partagés par les acteurs du territoire pour formuler ou mettre en œuvre un projet collectif de développement local. Une territorialité partagée telle que décrite précédemment constitue le principal vecteur de consolidation de ce type de capital. C’était le cas avec les pays quand les communes coopéraient pour établir leur charte de développement. Cela peut aussi être le cas avec les nouvelles politiques publiques descendantes de développement territorial et leurs instruments d’intervention tels que les Scot car elles peuvent venir enrichir le capital formel d’un territoire en amenant de nouvelles habitudes de concertation, de régulation des rapports sociaux, d’utilisation de ressources territoriales partagées, de symboles renforçant l’identité du territoire. Elles imposent en effet aux territoires locaux de s’organiser pour formaliser les réalités locales dans des documents de diagnostic et pour exprimer des choix politiques en matière de projets de développement. Ces injections descendantes entraînent donc mécaniquement un accroissement du capital formel du territoire, mais qui sera plus ou moins dense et valorisé selon que l’exercice de planification sera organisé comme un passage technocratique obligé, ou comme un processus collectif large et producteur de sens pour forger une communauté de destin.

La mutualisation de l’information pour tendre vers un territoire apprenant

L’approche endogène part de l’hypothèse que le territoire lui-même est potentiellement porteur de toutes les connaissances et compétences nécessaires pour son propre développement. Afin de les mobiliser dans un processus d’intelligence territoriale, il faut informer et communiquer, ce qui suppose la conjonction de trois phénomènes (Bertacchini, 2000) : (i) Les acteurs du territoire échangent de l’information (génération d’énergie à titre individuel et/ou collectif), (ii) Ils accordent du crédit à l’information reçue car ils y trouvent une plus-value (captation-échange de l’information), (iii) Le processus de communication ainsi établi, les acteurs établissent les réseaux appropriés et transfèrent leurs compétences au service d’une politique de développement (mobilisation et transfert d’énergie : formulation d’un projet de développement).

Des dispositifs de médiation locale peuvent venir faciliter la communication entre les acteurs, à la fois pour établir les premières rencontres, pour valoriser les compétences existantes ou encore pour en développer de nouvelles nécessaires à l’élaboration et/ou à la mise en œuvre du projet.

Ici aussi, les procédures règlementaires descendantes de planification territoriale peuvent constituer le déclencheur de cette mise en réseau des acteurs locaux en imposant une forme de « *communication obligatoire* » (Thoenig et Duran, 1996, p.603) sous peine pour les acteurs non coopératifs de se marginaliser. La formulation et la résolution des problèmes imposent ainsi un apprentissage collectif, à la fois cognitif et relationnel, une forme de « *conceptualisation conjointe* » (Thoenig et Duran, *Op.cit.*). Ces procédures s’accompagnent en effet de dispositifs de gouvernance, d’information et de communication, d’étapes plus ou moins imposées par une logique de management par projet, qui constituent autant d’occasions d’échanges et d’interactions. L’injonction de bâtir un « *projet de territoire* », malgré toutes les ambigüités autour de ce concept, aide aussi les acteurs locaux à développer et exprimer une vision stratégique et identitaire de l’avenir du territoire dans le troisième plan du métamodèle.

Ces procédures requièrent la disponibilité d’une équipe « *d’ingénierie territoriale* »[[183]](#footnote-183) (Landel, 2007). Cette équipe doit non seulement maîtriser les procédures règlementaires territoriales mais aussi être en mesure d’accompagner les aspirations de la société locale symbolisée par un projet politique singulier et de les traduire dans les référentiels normatifs imposés par les organisations régionales, nationales, européennes de la bureaucratie territoriale. Dans ce cas, l’ingénierie territoriale s’étend à l’ensemble des acteurs du territoire, y compris la société civile. Elle porte non seulement sur la compréhension des phénomènes territoriaux et l’élaboration de projets techniques, mais également sur les changements organisationnels, institutionnels, sociaux, individuels permettant au territoire de gagner en réflexivité, en autonomie, en capacités d’adaptation et en affirmation de sa propre identité. Cette forme d’ingénierie territoriale mobilise un registre très large de compétences et d’outils car elle s’adresse ici à une gamme d’acteurs aux représentations et aux codes hétérogènes.

Les dimensions informationnelles, communicationnelles et de médiation y tiennent une place centrale, que ce soit dans chacun des micro-évènements qui jalonnent la vie d’un « *territoire apprenant* » (Herbaux, 2007b), dans des macro-dispositifs plus permanents pour la mutualisation des signes et des informations ainsi que leur interprétation, ou encore pour forger et entretenir les symboles constitutifs de l’identité territoriale.

Les Distic à base spatiale dans les processus de décision territoriale

Pour formaliser les dimensions informationnelles et communicationnelles à l’œuvre dans un processus d’intelligence territoriale, nous utilisons le concept de Distic (dispositif socio-technique d’information et de communication) développé par le laboratoire I3M (EA 3820) et qui définit le Distic comme « *un lieu de médiation, composé de multiples facteurs sémiotiques, esthétiques et techniques en interaction qui relient sensoriellement et de manière médiate les acteurs sociaux* »[[184]](#footnote-184).

Un Distic est fait de trois entités indissociables et en rapport de co-détermination réciproque (figure 01) : (i) le(s) « *produit(s) médiatique(s)* » (texte, discours, film, graphique, tableau, carte, hypermedia, …) nécessitant la maitrise de certains langages (ex : le langage cartographique) et mis en circulation grâce à des vecteurs de médiation, techniques (canal utilisé, support de restitution et d’affichage, …) et humains (expert, médiateur, …), (ii) la « *zone de coopération sociale de production* » caractérisée par une intentionnalité des acteurs concepteurs du dispositif et des produits médiatiques, (iii) la « *zone de coopération sociale de réception* » dans laquelle les acteurs ne sont pas de simples récepteurs, de simples décodeurs du message, mais des sujets sociaux réflexifs, autonomes, dotés de ressources multiples et pouvant détourner les interprétations et les usages des produits médiatiques initialement prévus par les concepteurs (Berten, 1999). Différentes formes de médiation peuvent s’opérer au sein d’un Distic : médiation technologique entre l’individu et la technique, médiation sociale entre les différents acteurs du dispositif, médiation sémio-cognitive entre la pensée et les produits médiatiques (Meunier et Peraya, 2010).



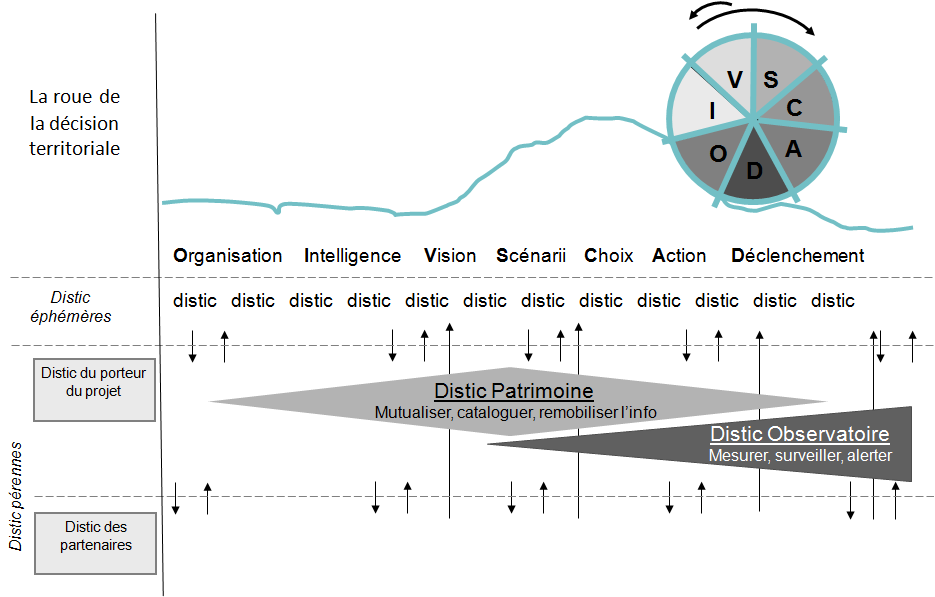
**Figure 01**: Les différentes composantes d’un Distic (adapté de Meunier et Peraya, 2010)

Parmi les produits médiatiques constitutifs des Distic, nous nous sommes particulièrement intéressés aux représentations spatiales (Maurel, 2001), mentales ou matérielles (cartes, photographies aériennes ou de terrain, images satellitaires, maquettes en 3D, …), des objets et des phénomènes territoriaux comme objet-frontière entre groupes sociaux hétérogènes. La dimension spatiale de la réalité territoriale nous paraît en effet présenter un réel potentiel de médiation et de création de sens. La question du développement territorial s’adresse, par essence même, à des phénomènes avec des ancrages spatiaux. A ce titre, ils touchent le domaine de la propriété privée et des dimensions sensibles, individuelles et collectives, comme l’identité, la territorialité, l’attachement aux lieux, aux espaces familiers, aux émotions, comme l’ont montré depuis longtemps de nombreux chercheurs en géographie sociale (Raffestin, 1987; Bailly, 1991; Di Méo, 2004). Communiquer sur l’espace, sur les territoires peut se faire, bien entendu, à l’aide de mots. Mais il y a aussi des choses qu’on ne peut raconter, faute de mots, ou difficilement. On peut alors les montrer à l’aide d’images, de représentations spatiales, pour arriver à en parler.

Dans le champ des politiques publiques de planification territoriale, le processus de prise de décision est aligné sur le modèle de la rationalité limitée et procédurale (Simon, 1982). Il s’agit d’un processus cyclique organisé en plusieurs phases itératives qui part d’un problème à traiter, identifié localement ou imposé de l’extérieur (cas par exemple de l’Etat qui impose des Scot aux communes littorales) : l’organisation des acteurs concernés par le problème, une phase d’intelligence (état des lieux, diagnostic, enjeux priorisés), une phase de prospective pour imaginer le futur face à ces enjeux, une phase de modélisation et de choix (comparaison de scénarii), une phase d’élaboration et de mise en œuvre d’un plan d’actions, une phase de suivi-évaluation pour mesurer les effets des actions menées et éventuellement réorienter les actions restantes.

Les politiques publiques s’accompagnent aussi de « *politiques de la représentation* » (au sens cognitif, informationnel et communicationnel du terme), c'est-à-dire des dispositifs de représentation formelle de la réalité, comme cela a été mis en évidence en sociologie de la quantification (Desrosières, 2000) et illustré par exemple pour la gestion du risque d’inondation (Le Bourhis, 2007). Ces représentations prennent la forme de mesures, de chiffrages, de statistiques, de bases de données avec leurs modèles conceptuels et leur description sémantique, de cartographies avec leurs légendes imposées, d’indicateurs, de résultats de modèles. Elles jouent un rôle fondamental pour le porteur de la politique publique car elles permettent, notamment par le biais de la cartographie, d’imposer des grilles de lecture et d’interprétation d’une réalité complexe pour arriver à des représentations partagées, à la fois de l’objet à gérer et de la communauté des acteurs concernés. Elles confortent aussi l’autorité du porteur de la politique, légitiment l’action publique et régulent les pratiques des acteurs du territoire.

La figure 02 ci-dessous montre comment s’articulent le concept de Distic au processus de décision territoriale multi-acteurs mais piloté par un porteur de projet. Nous avons distingué ici les dispositifs éphémères qui servent à accompagner des évènements ponctuels (ateliers de travail, réunions publiques, …) et les dispositifs qui ont une persistance plus grande dans le temps (journaux, sites Web, comités de pilotage, conseils communautaires, …)et peuvent être assimilés à des ‘*laisseurs de traces*’. Nous insistons dans cette figure sur deux dispositifs pérennes que nous avons qualifiés de « *Distic Patrimoine* » et de « *Distic Observatoire* » et qui servent à gérer le capital formel.



**Figure 02** : Distic pérennes et Distic éphémères dans le cycle de décision territoriale

Le « *Distic Patrimoine* » est destiné à alimenter les différents Distic éphémères en supports cartographiques de référence (cartes et ortho-photographies aériennes ou satellitaires utilisées en arrière plan) et en contenu informationnel (données, rapports, cartes thématiques, …) dans les premières phases du cycle de décision jusqu’au choix d’un projet et sa traduction en plans d’actions. En retour, ce Distic reçoit, indexe (catalogue par des métadonnées), archive et rend accessible, éventuellement en régulant les accès, les produits médiatiques fabriqués dans les Distic éphémères ou les Distic pérennes des partenaires territoriaux.

Le « *Distic Observatoire* » vient se rajouter au premier à partir du moment où le territoire a établi un objet de gestion à suivre en particulier ou plus largement, un projet de développement, un horizon de sens, légitimé par le pouvoir politique local et mis en œuvre par les acteurs concernés par les plans d’action. Basé sur des indicateurs de suivi et d’alerte ayant du sens pour les acteurs territoriaux, ce Distic permet de mesurer les changements opérés sur le plan physique du territoire. Un tel dispositif suppose un travail préalable d’analyse/conception conséquent avec l’ensemble des acteurs concernés afin de définir les produits médiatiques pertinents (Lemoisson, Maurel et al., 2011). Dans la zone de coopération sociale de réception, la mutualisation de l’interprétation de ces informations et des signes associés permet d’apprécier la progression du territoire vers l’horizon visé en lien avec les actions menées, ou au contraire, d’observer des écarts imprévus et d’adopter une posture d’anticipation propre à l’intelligence territoriale (Herbaux et Bertacchini, 2005).

Fonctionnalités potentielles des représentations spatiales et écarts avec les pratiques des professionnels de l’ingénierie territoriale

Concevoir des Distic basés sur des représentations spatiales revient à s’interroger sur les rôles que peuvent jouer ces produits médiatiques pour établir les situations de communication particulières recherchées entre les participants, que ce soit dans la zone de coopération sociale de production ou dans celle de réception.

L’analyse de la littérature scientifique met en évidence six grandes catégories de fonctionnalités que peuvent remplir les diverses représentations spatiales, relevant chacune d’un registre particulier (Maurel, 2012) :

- analytique : comprendre ;

- créatif : imaginer ;

- cognitif : apprendre ;

- relationnel (entre individus, groupes sociaux, institutions) : relier ;

- décisionnel : choisir ;

- opérationnel : agir.

L’analyse de treize guides méthodologiques utilisés par les professionnels de l’ingénierie territoriale nous a ensuite permis d’évaluer dans quelle mesure les fonctionnalités identifiées des représentations spatiales se retrouvaient dans les pratiques de ces professionnels et quelle culture socio-politique sous-jacente cela traduisait (Maurel, 2012). Il ressort de cette analyse que la moitié des guides étudiés ne font aucune référence aux représentations spatiales. Dans les autres guides, la carte est la représentation de très loin la plus citée. Par contre, des représentations telles que les blocs diagrammes, les chorèmes, les cartes à dires d’acteurs, les cartes mentales, les schémas-concepts, ne sont jamais citées. La maquette physique en 3D, parfois mentionnée parmi les outils cognitifs, est toujours abordée comme un outil de représentation de projets urbains localisés et ne porte jamais sur de grands territoires.

Les images (satellitaire, photo aérienne, photo de terrain) sont absentes de ces guides, excepté dans leur fonction analytique. Leur potentiel de médiation, de référentiel partagé, n’est jamais évoqué. Plusieurs fonctionnalités identifiées précédemment sont également absentes de ces guides, du moins en lien avec les apports des représentations spatiales : décentration des points de vue, explicitation des représentations mentales, engagement et légitimation d’acteurs, objectivation de dires d’acteurs, génération d’interconnaissance entre acteurs, création et entretien d’une vision partagée. La co-construction des connaissances territoriales entre acteurs hétérogènes et l’importance accordée aux savoirs locaux ne sont pas non plus abordées.

Ces résultats révèlent ainsi en creux que le modèle de l’expertise et de la rationalité technique dominé par le couple traditionnel « élus / techniciens », continue à orienter le contenu des guides méthodologiques traitant pourtant de la participation des acteurs territoriaux. Ils montrent aussi que les fonctionnalités cognitives et relationnelles des représentations spatiales restent un impensé méthodologique dans les pratiques de la médiation territoriale, confirmant ainsi un constat déjà établi par des spécialistes du développement territorial (Debarbieux et Lardon, 2003). Dans son « référentiel des compétences des professionnels du développement territorial », l’association de professionnels du développement économique en Rhône-Alpes montre que les compétences en animation et en communication restent mal maîtrisées par les praticiens car mal reconnues et mal rétribuées (ARADEL, 2005), alors qu’elles sont pourtant considérées comme décisives (Killi, 2007).

Distic à base de représentations spatiales au service d’un processus d’intelligence territoriale

Présentation du territoire de Thau

Le territoire de Thau se situe sur le littoral méditerranéen dans le département de l’Hérault, à environ 20 km à l’ouest de Montpellier, la capitale régionale. Sète, Mèze et Frontignan constituent les villes principales. Avec 117 000 habitants en 2010, le bassin de Thau constitue le troisième pôle du département de l’Hérault. C’est un territoire dominé par l’eau : 30 km de littoral, plusieurs lagunes dont celle de Thau de 7 500 ha qui constitue l’élément fédérateur du territoire (ou diviseur, selon la perspective adoptée), un bassin-versant de 44 000 ha (réparti sur 22 communes), 27% de la surface terrestre du périmètre du Scot de Thau classés en eau (soit le plus fort taux des territoires français littoraux). Ce territoire se caractérise par une extrême richesse en termes de biodiversité et de paysages, entre terre et mer, entre plaine maritime et reliefs boisés, entre lagunes, zones humides et plaines agricoles. Les activités économiques se concentrent sur des industries liées à la présence du port de Sète, la conchyliculture, la pêche et la viticulture, le thermalisme, le tourisme et les activités récréatives. Situé sur le littoral méditerranéen, proche de Montpellier et de Béziers, traversé par les autoroutes A9 et A75, accessible en TGV, ce territoire particulièrement attractif est soumis à de très fortes pressions démographiques et un étalement urbain galopant. Ces dynamiques remettent en question l’équilibre du système environnemental, génèrent des tensions entre activités économiques traditionnelles et économie résidentielle et engendrent des inégalités sociales liées à l’envolée des prix du foncier bâti. Les activités industrielles et la viticulture sont en crise même si certaines AOC locales résistent mieux. Des changements plus globaux, dont le changement climatique, affectent aussi ce territoire avec des impacts tels l’érosion du trait de côte et le risque de submersion marine.

Ce territoire est composé de deux intercommunalités, qui se sont associées depuis 2005 en créant le Syndicat Mixte du Bassin de Thau, une structure d’ingénierie territoriale, afin de faire face plus efficacement aux enjeux liés aux dynamiques décrites ci-dessus. Le SMBT est chargé de coordonner simultanément l’élaboration et la mise en œuvre de plusieurs instruments de gestion (un contrat de lagune) et de planification territoriale (un Scot - *Schéma de Cohérence Territoriale* -, un Sage – *Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux* -, une procédure Natura 2000 pour l’ensemble de la lagune de Thau). Dès le départ, les élus et les techniciens du SMBT ont choisi d’encourager l’engagement des acteurs locaux et de la société civile en plus des acteurs publics (services de l’Etat, collectivités territoriales) imposés dans ces procédures.

La recherche en partenariat que nous avons pu développer avec le SMBT depuis 2005 nous a permis d’observer et d’accompagner le processus de développement du territoire de Thau, en introduisant à certains moments des innovations en matière de Distic et de représentations spatiales. Par exemple, des maquettes physiques en 3D du territoire ont été produites pour servir de support de médiation entre acteurs hétérogènes lors d’une exposition itinérante destinée à présenter les résultats du diagnostic de territoire du Scot (Maurel et Bertacchini, 2008). Nous présentons ci-dessous un autre exemple de Distic à base spatiale qui met en avant la co-production d’une carte de l’état de l’environnement à partir des savoirs écologiques locaux.

Un exemple de Distic pour valoriser les savoirs écologiques des acteurs locaux

Certains auteurs mettent en avant une conception écologique et perceptive de l’information (Gibson, 1979). Cette approche part du principe que l’environnement contient des informations et des significations immédiatement disponibles, directement perceptibles et autonomes, qui ne dépendent pas d’actes de communication et d’interprétation cognitive par des humains. Ces informations sont fondées sur des invariances au sein d’un système plus ou moins complexe, c’est à dire des relations constantes et régulières entre des faits, des évènements ou des situations, du fait de lois physiques ou écologiques. Une girouette renseignera par exemple sur la direction du vent, même si aucun humain ne l’observe. Ces informations présentes dans l’environnement peuvent toutefois être perçues par des capteurs technologiques, mais aussi par des acteurs habitués à cet environnement, à ses contraintes, à ses invariants, à ses dynamiques (Bertacchini, 2008)[[185]](#footnote-185). Ainsi, des acteurs tels que les agriculteurs, les pêcheurs, les chasseurs, les naturalistes, les randonneurs, mobilisent des formes de savoirs nécessaires à l’action et construits sur un temps long par une pratique intensive du milieu naturel dans lequel ils exercent leur activité.

Dans notre approche de l’intelligence territoriale où nous mettons l’accent sur la composante environnementale des territoires, cette conception naturaliste de l’information nous parait particulièrement pertinente. Ceci rejoint une tendance plus globale liée à la progression du développement durable comme paradigme majeur à l’échelle mondiale et qui a dynamisé la reconnaissance des savoirs écosystémiques comme le montre une analyse bibliométrique récente (Brook et McLachlan, 2008). La sociologue de l’environnement Carole Barthélémy souligne également les enjeux sociaux d’un tel changement (Barthélémy, 2005). Selon elle, les pratiques émergentes de co-gestion de ressources environnementales font que les acteurs locaux concernés ne sont plus seulement considérés dans un statut d’usagers mais comme des « experts » potentiels. La valorisation des connaissances détenues devient ainsi un nouvel enjeu de reconnaissance sociale et de légitimité de ces acteurs territoriaux.

Mais ces savoirs sont rarement formalisés, contrairement aux savoirs explicites des sphères techniques et scientifiques, et relèvent plus de la catégorie des savoirs tacites (Polanyi, 1983). Arriver à les exploiter dans des processus d’intelligence territoriale suppose de les transformer en données et connaissances explicites à l’aide de différentes méthodes de recueil, puis de leur faire passer des épreuves de légitimation pour accéder au statut de faits avérés.

Le cas décrit porte sur la réalisation de l’état des lieux d’un type d’herbier poussant au fond de la lagune de Thau, les herbiers à zostère, dans le cadre d’une procédure Natura 2000. Ces herbiers sont considérés comme un bon indicateur de l’état de conservation de la lagune. Ils accueillent en effet une biodiversité importante, contribuent à l’oxygénation du milieu et limitent l’érosion des berges.

Pour réaliser cet état des lieux, le SMBT a réuni au sein d’un groupe de travail un collectif hybride d’acteurs composé de professionnels de la lagune (pêcheurs), de scientifiques en écologie et en géomatique, d’associations de plongée et en écologie marine. Comme il n’existait aucune méthodologie nationale ayant fait ses preuves pour la cartographie des herbiers, trois méthodes complémentaires ont été retenues sur la base de l’expertise et des compétences des membres du collectif : la première à partir d’observations directes par des plongeurs en apnée, tractés par un bateau et équipés d’un système de géolocalisation, la deuxième par télédétection réalisée par Irstea, et la troisième à partir des savoirs des pêcheurs professionnels de la lagune avec l’appui méthodologique d’Irstea. Nous présentons ici cette dernière approche.

Nous avons conçu un Distic en partenariat avec le SMBT avec l’intention de produire une cartographie des limites des herbiers à partir d’une objectivation des savoirs tacites de représentants des pêcheurs de la lagune.

Une première activité de conception a porté sur la fabrication d’un référentiel cartographique qui permettrait aux pêcheurs d’externaliser leurs savoirs locaux en les spatialisant de la manière la plus précise possible. Les échanges préalables avec les pêcheurs et d’autres acteurs du groupe de travail ont montré que les pêcheurs se repéraient par rapport à des signes observables dans la lagune (bathymétrie, haut-fond parallèle au trait de côte et dénommé « Toc ») et des amers à terre : postes de pêche fixes équipés de filets, et postes de pêche mobiles localisés quant à eux par les pêcheurs à deux mètres près en s’appuyant sur amers tels que les tables conchylicoles, les châteaux d’eau, les bosquets d’arbre, les clochers ou d’autres bâtiments élevés. Le référentiel cartographique a été élaboré en fonction de critères sémio-pragmatiques. Il s’agissait de fournir un support géoréférencé contenant des objets de repérage signifiants pour les pêcheurs (*F.3.1. Servir de référentiel partagé[[186]](#footnote-186)*). Il ne devait par contre contenir aucune information susceptible de biaiser chez les pêcheurs le travail cognitif de mobilisation de leurs représentations mentales. Ce référentiel devait aussi supporter un exercice de co-conception cartographique par plusieurs personnes travaillant simultanément et interactivement. Le référentiel a pris finalement la forme d’un fond de carte au 1 :10 000 de deux mètres de long sur 80 cm de large, composé pour la partie terrestre de la carte IGN et pour la partie lagunaire, de la bathymétrie représentée en niveau de gris par plage de profondeur. Les points de repère évoqués ci-dessus ont été rajoutés et mis en évidence : tables conchylicoles sur la lagune, numéros des postes de pêche, Toc, phares et tours.

Le travail de tracé proprement dit s’est déroulé sur moins d’une demi-journée. Il a été enregistré et filmé pour une analyse fine ultérieure du processus. Lors de l’atelier de travail, les premiers échanges ont porté sur l’appropriation du référentiel cartographique par les pêcheurs par une série d’activités individuelles et d’échanges avec les autres participants. Ils ont par exemple rectifié le tracé du haut-fond, le Toc. Le tracé des limites des herbiers s’est ensuite déroulé très vite (*F.1.1 Représenter et comprendre la complexité territoriale*). Lors de cet exercice, nous avons pu observer à plusieurs reprises les pêcheurs suspendre le tracé, rechercher du regard et du geste des repères (en comptant par exemple les rangées ou colonnes des tables conchylicoles ou en traçant du geste des lignes imaginaires avec des amers terrestres) puis reprendre le tracé. Ils ont aussi raconté à plusieurs reprises des histoires faisant le lien avec leurs expériences pratiques (*F3.2. Accéder aux représentations mentales du territoire*). Ils ont aussi exprimé parfois une connaissance extrêmement fine de la lagune en donnant des interprétations de son fonctionnement écologique, liés aux signes perçus, et des évolutions des herbiers au cours du temps (*F.1.1 Représenter et comprendre la complexité territoriale*). Ils ont su aussi tracer et dater les anciennes zones d’implantation des herbiers (F*.1.3. Suivre l’évolution, détecter les signaux faibles*). A l’issue de l’exercice de tracé lui-même qui a duré à peine une demi-heure, la carte a servi ensuite de support à une discussion à bâtons rompus, prolongée et renouvelée par la superposition d’une carte produite par un scientifique en 1994 à celle tracée par les pêcheurs (*F3.3. Exprimer et articuler des rapports au monde multiples*). La carte produite à la main par les pêcheurs a ensuite été numérisée par Irstea et transmise à la cellule SIG du SMBT pour en dériver différents supports cartographiques (*F.1.1. Représenter et comprendre la complexité territoriale*).

Les cartes produites ont été confrontées à celles obtenues par les deux autres méthodes (relevés visuels par des plongeurs en apnée tractés par un bateau, cartographie par télédétection) à l’occasion d’un atelier réunissant les différents participants ainsi que le rapporteur scientifique du site Natura 2000 de Thau. Les écarts constatés sur les limites, minimes, ont alors été discutés un à un, chacun apportant des éléments d’explication (*F.3.3. Exprimer et articuler des rapports au monde multiples, F4.5. Objectiver les dires d’acteurs F 5.4. Comparer, négocier, convaincre*). Le compte-rendu de la réunion montre que ces écarts s’expliquent surtout par les différences de technique de géo-positionnement et des systèmes de catégorisation de la réalité. Si les cartes fournies par les plongeurs en apnée tractés par un bateau et équipés d’instruments de localisation sont les plus détaillées, l’hybridation et la complémentarité des différentes méthodes ont renforcé la fiabilité et la reconnaissance des cartes finales produites au sein de ce groupe de travail *(F1.1. Représenter et comprendre la complexité territoriale*).

Les témoignages des participants (certains étant aussi des scientifiques) exprimés dans un questionnaire d’évaluation à l’issue de cette rencontre ont mis en évidence cette reconnaissance mutuelle (*F. 4.4. Mobiliser et légitimer des acteurs locaux)* et la création de représentations partagées de la réalité à partir de savoirs épars (*F3.9. Créer une communauté épistémique*). Enfin, même si plusieurs points d’amélioration ont été suggérés, la complémentarité des méthodes et leur validation croisée a rassuré l’ensemble des participants compte-tenu des incertitudes initiales liées au caractère novateur de l’approche, d’autant plus qu’elle bouleversait les pratiques professionnelles en vigueur dans le monde de la gestion environnementale. La numérisation de la carte sur SIG a contribué à lui donner une crédibilité technique auprès des services de l’Etat et des experts du domaine.

Les résultats ont ensuite été présentés officiellement au comité de pilotage du projet Natura 2000, une instance formelle réunissant les élus, les services de l’Etat, les collectivités territoriales, les usagers professionnels. La validation des résultats par l’ensemble des participants a signifié explicitement la reconnaissance des savoirs et des compétences des acteurs locaux, renforçant ainsi leur engagement dans le projet (*F.4.4. Mobiliser et légitimer des acteurs locaux*). Elle a également démontré la capacité du SMBT à développer des approches innovantes (*F.4.3. Légitimer des acteurs institutionnels*). Les cartes produites par les plongeurs et les pêcheurs ont été reprises dans le document règlementaire de l’état des lieux des herbiers. Cette épreuve de légitimation extérieure de la démarche et des données produites s’est prolongée avec succès à l’occasion de présentations de la démarche par les différents participants qui se sont fait les porte-paroles de cette approche auprès de leurs réseaux professionnels respectifs.

Cet exemple de production cartographique basée sur la complémentarité des approches et la médiation organisée de savoirs écologiques locaux démontre qu’il est possible de s’appuyer sur des ressources endogènes pour contribuer à la production du capital formel du territoire et pour renforcer la mise en réseau et l’engagement des acteurs du territoire. Ce résultat satisfait à la conjonction des deux premiers des trois phénomènes requis pour le déploiement d’un processus d’intelligence territoriale : (i) les acteurs échangent de l’information (ii) ils accordent du crédit à l’information reçue car ils y trouvent une plus value. Le troisième phénomène, qui consiste pour les acteurs, une fois le processus de communication établi, à établir les réseaux appropriés et à transférer leurs compétences au service d’une politique de développement, se produira dans la suite de la procédure Natura 2000. Une fois le diagnostic établi, il a ensuite été défini un document d’objectifs (DOCOB) qui se déclinera prochainement en un programme d’actions dans le plan physique du territoire.

Conclusions

Nous avons montré ici quels pouvaient être les effets de l’évolution des politiques publiques territoriales sur le déploiement de processus d’intelligence territoriale dans les nouvelles structures intercommunales. La complexification des dispositifs de gouvernance oblige les équipes d’ingénierie territoriale à élargir leur champ d’intervention à des activités de médiation entre des groupes sociaux aux codes hétérogènes et aux intérêts divergents. Ces compétences en médiation sont pourtant loin d’être maîtrisées chez les professionnels de l’ingénierie territoriale. Nous avons proposé une approche pragmatique basée sur le concept de dispositif socio-technique d’information et de communication pour accompagner les processus d’intelligence territoriale. Au sein de ces dispositifs, l’emploi des représentations spatiales offre une gamme de fonctionnalités de médiation que nous avons mis en évidence mais qui reste encore largement sous exploitée. L’exemple que nous avons donné illustre ce potentiel en montrant comment les savoirs écologiques locaux peuvent être mobilisés à la fois pour augmenter les capacités d’auto-analyse du territoire mais également pour légitimer l’arrivée de nouveaux acteurs dans les cercles de la décision territoriale.

Si des valorisations opérationnelles de cette recherche sont d’ores et déjà envisageables, de nouvelles questions émergent dans le champ des sciences de l’information et de la communication et justifient de poursuivre un investissement théorique et pragmatique sur une approche spatiale de l’intelligence territoriale. L’approfondissement de dispositifs de médiation territoriale basés sur des représentations spatiales constitue un champ immense de recherche compte-tenu de la diversité des représentations et des situations d’usage. Une approche basée sur des protocoles quasi-expérimentaux permettrait de mesurer les effets de certaines variables liées aux produits médiatiques eux-mêmes ou aux usagers. Des approches ethno-méthodologiques permettraient quant-à-elles de saisir la finesse de situations de communication lors de médiations opérées à l’aide d’artefacts spatiaux.

Nous avons aussi abordé le cas de dispositifs pérennes comme les systèmes d’information patrimoniaux et les observatoires territoriaux. Quelles sont les conditions nécessaires pour arriver à un engagement durable d’acteurs locaux dans le travail de mesure et d’observations pour alimenter de tels dispositifs ?

Quels sont les effets de ces formes de production d’information sur les Distic eux-mêmes, leur pérennité, leur légitimité, les débats que suscitent leur contenu informationnel ?

Enfin, nous pensons que la question des incertitudes sur les données, simples ou issues de modèles, va prendre de l’importance à partir du moment où les sources d’information se multiplient pour décrire les mêmes objets et génèrent des controverses. Comment représenter les incertitudes ? Quelles opérations de médiation mettre en œuvre pour favoriser leur prise en compte dans les processus de prise de décision territoriale ? Qu’est-ce que cela change sur les croyances des individus, sur les registres argumentaires mobilisés dans les actes discursifs, sur le déroulement du processus de décision ?

Références bibliographiques

Angeon, V. et N. Bertrand, 2009, "Les dispositifs français de développement rural : Quelles proximités mobilisées ?", Géographie économie société, n°2(11), p 93-114.

ARADEL, 2005, Le référentiel des compétences des professionnels du développement territorial ARADEL.

Bailly, A. (dir), 1991, "Les concepts de la géographie humaine", Paris, Armand Colin. p.

Barthélémy, C., 2005, "Les savoirs locaux : entre connaissances et reconnaissance", VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], n°6(1).

Bertacchini, Y., Maurel, P., Deprez., P., (2012).« The territorial intelligence: a network concept & an info-communication process framework », International Symposium on Language and Communication: Research trends and challenges, Institute of Language and communication Studies Faculty of Communication Atatürk University, Turkey, Izmir, june.

Bertacchini, Y., (2010).« Intelligence territoriale : une lecture retro-prospective », Revue internationale d'intelligence économique, pp 65-97, 2010/1 (Vol 2), Ed : Lavoisier, Paris

Bertacchini, Y., 2000, "Information et veille territoriales: représentation du complexe local et émergence d’un projet d’intelligence territoriale", Thèse de doctorat en Sciences de l’information et de la Communication, Université d’Aix-Marseille III, Laboratoire CRRM, 256 p.

Bertacchini, Y., 2004a, "Entre information & processus de communication : l’intelligence territoriale", Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, Revue Humanisme et Entreprise n°267.

Bertacchini, Y., 2004b, "Le territoire, une entreprise d’intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel", Communication & Organisation, n°25, p 35-51.

Berten, A., 1999, "Dispositif, médiation, créativité : petite généalogie", Hermès, n°25, p 33-47.

Bouchet, Y. et Y. Bertacchini, 2007, "Acteurs locaux & intelligence economique territoriale : des modalités d'expression de la territorialité", Actes du 6ème colloque International "Tic et Territoire : quels développements ?". (Dir.), Lyon, Université Jean-Moulin, International Journal of Information Sciences for Décision Making.

Bouchet, Y., Y. Bertacchini et P. Herbaux, 2006, "La mise en place d'un dispositif d'intelligence économique territoriale dans une municipalité : méthodologie de recherche d'un projet de recherche ingéniérique", Colloque VSST 2007 - « Veille stratégique, scientifique & technologique », Systèmes d’Information élaborée, Bibliométrie, Linguistique, Intelligence économique, Marrakech (Maroc), 22 oct. 2007, p 107-121.

Brook, R.K. et S.M. McLachlan, 2008, "Trends and prospects for local knowledge in ecological and conservation research and monitoring", Biodiversity and Conservation, n°17(14), p 3501-3512.

de Rosnay, J., 1975, Le macroscope, Paris.

Debarbieux, B. et S. Lardon, 2003, Les figures du projet territorial, La tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

Desrosières, A., 2000, La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique, La Découverte Poche.

Di Méo, G., 2004, "Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités", Annales de Géographie, n°638-639.

Epstein, R., 2009, "Après la territorialisation : le gouvernement à distance", Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives. Vanier, M. (Dir.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p 131-139.

Geppert, A., 2008, "Vers l'émergence d'une planification stratégique spatialisée", Mémoire d'Habilitation à Diriger les Recherches, Université de Rennes-Champagne-Ardenne, 230 p.

Gibson, J.J., 1979, The ecological approach to visual perception, Boston, Houghton-Mifflin.

Goffman, E., 1974, Frame analysis, New-York, Harper and Row.

Herbaux, P., 2007a, "Anticipation des ruptures affectant le territoire. Intelligence territoriale en region Nord-Pas de Calais ", Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états. Technologiques, P. (Dir.), Toulon, Yann Bertacchini, p 160-179.

Herbaux, P., 2007b, Intelligence territoriale. Repères théoriques, Paris.

Herbaux, P. et Y. Bertacchini, 2005, "La rupture, un des corollaires de la vitesse. L’intelligence territoriale, une posture d’anticipation", Colloque TIC et Territoires, Quels développements ?, île Rousse, Revue ISDM, 10.

Killi, A., 2007, Manager un projet territorial, ARADEL.

Lamizet, B., 1994, "Médiation et communication", Comprendre et construire la médiation. Chappaz, G., Université de Provence, Crdp Marseille, p 135-150.

Landel, P.A., 2007, "Entre politique publique et action publique : l’ingénierie territoriale", Les politiques publiques à l’épreuve de l’action locale. Critiques de la territorialisation. Faure, A. et Négrier, E., L’Harmattan p117-122.

Le Bourhis, J.-P., 2007, "Du savoir cartographique au pouvoir bureaucratique. La politique des risques en France 1970-2000.", Genèses, n°68(3), p 75-96.

Le Moigne, J.-L., 2006, La théorie du système général, théorie de la modélisation, Collection des Classiques du Réseau Intelligence de la Complexité.

Lemoisson, P., P. Maurel et J.-P. Tooneau, 2011, "Observatoires et gouvernance territoriale : une approche par la co-construction de modèles", Fonder les sciences du territoire, Paris, 23-25 novembre 2011, 4 p.

Maurel, P., 2001, "Les représentations spatiales : concepts de base et éléments de typologie", Représentations spatiales et développement territorial. Lardon, S., Maurel, P. et Piveteau, V. (Dir.), Paris, Hermès, p 75-108.

Maurel, P., 2012, "Signes, Données, & Représentations Spatiales : des éléments de sens dans l'élaboration d'un projet de territoire intercommunal. Application au territoire de Thau", Thèse de doctorat en Sciences de l’Information et de la Communication (sous la dir. Yann Bertacchini), Université du Sud Toulon/Var, 583 p.

Maurel, P. et Y. Bertacchini, 2008, "Conception, representation and mediation in participatory land planning projects : 3D physical models artefacts", "Territorial Intelligence and Governance" Conference Besançon, 16-18 october 2008, 12.

Meunier, J.-P. et D. Peraya, 2010, Introduction aux théories de la communication. 3ème édition, Bruxelles, De Boeck.

Pasquier, R., V. Simoulin et J. Weisbein, 2007, La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.

Polanyi, M., 1983, Tacit Dimension, London, Peter Smith Publisher Inc.

Raffestin, C., 1987, "Repères pour une théorie de la territorialité humaine", Cahier / Groupe Réseaux, n°7, p 2-22.

Rey-Valette, H., M. Pinto, P. Maurel, E. Chia, P.Y. Guiheneuf, L. Michel, B. Nougaredes, C. Soulard, F. Jarrige, S.C. Guillemot, M., S. Mate, H. Ollagon, G. Delorme, N. Prouheze, A. Laurent, L.A. Suita, J. Bertrand, C. Dieudonne, A. Champorigaud et E. Barbe, 2011, Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires, Montpellier, INRA Editions.

Schwarz, E., 1992. "A generic model describing the complexification and autonomization of natural systems and its epistemological consequences.". 6th International Conference on Systems Research Informatics and Cybernetics, Baden-Baden.

Simon, H.E., 1982, "From substantive to Procedural Rationality", Models of Bounded Rationality, n°2, p 424-443.

Thoenig, J.-C. et P. Duran, 1996, "L'État et la gestion publique territoriale", Revue française de science politique, n°46(4), p 580-623.

von Bertalanffy, L., 1968, General System Theory: Foundations, Development, Applications., New York, George Braziller.

6. Conclusion/discussion

Texte-synthèse ‘*à propos’* et extrait d’auteur

Nous avons pris la décision de conclure cet ouvrage avec un texte inédit qui relate ce que nous avons essayé de mettre en œuvre en notre qualité d’élu local et de conseiller communautaire (2008-2014) dans le domaine de la Politique de la Ville.

Nous relatons ici la confrontation née de la rencontre entre Savoirs et Expérimentation. Ce texte vise à prolonger la discussion sur la thématique de recherche à savoir, l’intelligence territoriale et dont nous présentons ci-dessous le résumé. Pour cela, nous dûmes revenir sur quelques éléments clé qui avaient balisé notre réflexion depuis toutes ces années de recherches et de pratiques.

En association avec le contenu de notre ouvrage, et avec notre conclusion/discussion nous allons citer Jeremy Rifkin en empruntant des passages de l’ouvrage ***Une nouvelle conscience pour un monde en crise****,* Les Liens qui libèrent, 2011. Les titres en gras qui précédent la citation est de notre fait.

En relation, l’énergie, les échanges, les liens.

« *La réalité est claire : chaque civilisation énergivore plus complexe qui apparaît dans l’histoire intensifie le rythme, le flux et la densité des échanges humains, et crée davantage de liens entre les gens*. », p.29.

Les liens se transforment en association

« *La civilisation, c’est la détribalisation : la socialisation fondée sur les liens du sang se défait et une resocialisation s’opère sur la base de liens d’association entre individus*. » p.30.

La dynamique des systèmes

« *La dialectique qui sous -tend l’histoire de l’humanité est une boucle de rétroaction perpétuelle entre expansion de l’empathie et une montée de l’entropie*. » p.32.

**Le maintien de l’état du système**

« *Donc, plus une forme de vie se situe vers le haut de l’échelle de l’évolution, plus elle crée de désordre (dissipation d’énergie) dans l’environnement global pour se maintenir dans un état ordonné (en déséquilibre).* » p.37.

**L’énergie, un facteur contingent et d’évolution**

« *Howard Odum, l’un des pionniers de l’étude des systèmes d’énergie naturels, invite à ne pas oublier que, dans la conjonction « homme, esprit, énergie », c’est la source d’énergie, et non l’inspiration humaine, qui fixe en dernière analyse les limites du progrès humain*. ../..

*La contrainte la plus importante pour toutes les sociétés de l’histoire, affirme Odum, est l’accès à l’énergie*. » p.39.

**Convergence entre énergie et mutation des communications**

« *White a saisi là une partie du parcours humain. L’énergie est un facteur crucial, mais il y en un autre. Les grands tournants économiques de l’histoire naissent de la convergence entre un nouveau régime énergivore et une mutation des communications*. » p.40.

Reconfiguration des rapports sociaux et de la conscience humaine

« *La convergence des révolutions de l’énergie et des communications ne reconfigure pas seulement la société, les rôles et les rapports sociaux, mais aussi la conscience humaine. Les révolutions des communications changent l’orientation spatio-temporelle des humains et, ce faisant, la façon dont leur cerveau appréhende la réalité ; Les cultures orales s’ancrent dans la conscience mythologique. Les cultures écrites engendrent la conscience théologique. Les cultures imprimées s’accompagnent de la conscience idéologique. Les premières cultures électriques suscitent la conscience psychologique*. » p.42.

Intelligence territoriale & Politique de la Ville

‘*Entre Savoirs & Expérimentation’*

Nous avons choisi ce titre parce qu’il résume le mieux, avec le recul, certes court de quelques années, et peut être audacieusement d’ailleurs, dans quelle disposition d’esprit nous nous trouvions pour tenter de cerner l’enjeu et, tant qu’à faire, relever le défi de ‘*La politique de la Ville’*, en essayant d’avoir recours aux concepts théoriques et retours d’essais pratiques utilisés dans ce que nous pratiquions, surement plus aisément et plus confortablement, avec moins de variables, de contraintes, dans l’exercice d’Enseignant-Chercheur et de Directeur de Recherche.

Nous devons préciser au lecteur que le sujet ‘*La Politique de la Ville’* nous était étranger sauf à nous souvenir, mais d’une façon lointaine et confusément, qu’un Ministre très médiatique fût, un temps, chargé de ce portefeuille. Nous n’en connaissions pas l’historique, les définitions, les dispositifs, les acteurs, les connexions avec d’autres compartiments communaux, intercommunaux, les bénéficiaires.

**Une description sommaire du périmètre des compartiments de ma délégation d’Adjoint et de Conseiller communautaire**

Nous détacherons deux périodes dans cette mission double. La première a couru de 2008 à 2010, la deuxième a commencé depuis fin 2010 avec une amplification à fin 2011. Cette démarcation tient au fait que le périmètre de ma délégation d’Adjoint au (Sénateur) maire (initialement ‘Politique de la Ville, Jeunesse et Sports’) a connu quelques modifications ‘*de calage’* comme cela est très souvent le cas, d’une part, parce que je rejoignais une équipe municipale composée aussi d’*anciens* et, d’autre part, pour répondre au mieux aux besoins identifiés et aux moyens à mobiliser en direction des publics prioritaires de la Politique de la Ville. J’ai à mentionner qu’un des volets central de ma mission municipale appartient au domaine des Nouvelles Technologies (NTIC) dénommée DSI pour Direction des Systèmes d’Information qui couvre les éléments suivants, la cellule S.I.G (information géographique), la téléphonie (équipements, IP, analogique, mobile), les réseaux (liaisons, fibre optique etc) et leur administration, les parcs informatique de la ville et des écoles, la cellule NTIC (récemment crée et qui prend progressivement en charge le développement Web), les différentes applications, solutions métiers (portail des affaires scolaires par exple), liaisons et moyens divers. S’agissant du périmètre de délégations relevant du mandat de Conseiller de la Communauté d’Agglomération, là aussi, je fus sollicité, par un concours de circonstances et les échéances à préparer, à m’impliquer davantage, pour impulser et re-structurer une équipe dédiée à la Politique de la Ville, qui est une des compétences communautaires. Je devins aussi l’élu référent pour l’aménagement numérique du territoire.

**Le recours au méta-modèle adapté de Schwarz pour mener les investigations premières** (de 1er et de 2e niveau)

Pendant six mois, muni de la feuille de route initiale, méticuleusement, patiemment, avec constance, détermination et avec l’obsession de ne provoquer ‘*aucun rejet de greffe’*, j’initiais les investigations premières pour mieux appréhender le 1er plan ou 1er niveau du méta-modèle (que nous avons présenté dans cet ouvrage et utilisé lors des démarches, recherches menées dans le cadre de la thématique ‘intelligence territoriale) celui des acteurs, des acteurs-pivots, des nœuds de réseaux, des dispositifs tant du point de vue ‘*politique que fonctionnaire*’, tant du point de vue ‘interne qu’externe’ en essayant d’intégrer la dimension historique (temps) et géographique (espace) de l’existant.

J’y découvris véritablement ma ville sous tous ses aspects, tous les uns et les autres imbriqués ; je parcourais chaque quartier, j’y rencontrais son histoire, je participais à chaque Conseil de Quartier, initié dès 2008, je participais aux événements qu’ils soient sportifs, festifs, etc, bref, j’en respirais l’atmosphère, j’y découvrais ou redécouvrais ses habitants. Ce fût un temps d’ouverture, de brassage, très exigeant, certes, mais combien, enrichissant, merveilleux et indispensable pour la compréhension de mes missions futures. Je me forgeais une représentation globale des territoires de ma délégation, les sous systèmes, les frontières et les imbrications.

Avec et après ces investigations premières qui firent appel à une approche systémique, et pendant le temps écoulé, chaque membre de l’équipe municipale se mit à repérer la place, ou la parcelle de territoire, qu’il ou elle devait occuper pour se mieux positionner dans le futur immédiat. Mes expériences professionnelles passées me furent très utiles pour mieux appréhender et lire les stratégies d’acteurs, leurs trajectoires et aptitudes à se faire mieux reconnaitre pour gagner en légitimité. A ce stade, posséder une expérience personnelle et professionnelle, variée et pratiquée dans des milieux très différents économique, technologique, financier, juridique, humain, constitue un atout loin d’être négligeable.

Je franchis la frontière du 1er niveau du méta-modèle pour me hisser au 2e niveau, celui des relations entre acteurs, liens, durables ou éphémères, des dynamiques, simples ou complexes, des flux, entrants ou extrants, des géométries et constructions, stables ou instables, avec en mémoire, toujours, les phrases écrites par Morin (*Op*.*Cit*, p.92) « *Si vous avez le sens de la complexité vous avez le sens de la solidarité.* », puis, « *Dans un sens*, *je dirais que l’aspiration à la complexité porte en elle l’aspiration à la complétude, puisqu’on sait que tout est solidaire et que tout est multi-dimensionnel.* » (*Op*.*Cit*, p.93). Enfin, pour clore le tryptique, la clé de voute suivante « *La solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de complexité.* » (*Op*.*Cit*, p.124).

Cette période fut, en plus d’être incontournable, comparable à la carte marine indispensable à assimiler par le navigateur, faite de relevés, confirmés et surs ou à assurer, mais aussi sans cesse annotée par lui en fonction d’événements (points météos pour le marin) qu’il doit consigner avec précision afin de mieux anticiper s’ils venaient à se reproduire sur sa route. Nous parlerons de connaissance ‘*intime et raisonnée’* pour permettre au pilote de calculer au plus près, et compte tenu des facteurs sus mentionnés, au plus juste, sa route de navigation.

Nous avons retrouvé régulièrement ici, et à ce stade, les hypothèses formulées dans plusieurs communications, écrites et orales, pour expliquer dans quelles conditions une démarche d’intelligence territoriale réunit les facteurs qui lui permettront d’aboutir, peut être, à un résultat positif, c'est-à-dire à rejoindre le niveau 3 du méta-modèle (le plan de l’identité), puis, éventuellement, le dépasser pour, peut être, arriver à atteindre le niveau supérieur à savoir, celui de l’émergence des projets. Mais, à ce stade, je me garderai de vendre la peau de l’ours avant de l’avoir tué, en d’autres termes à prendre un risque inconsidéré en qualifiant de succès les initiatives prises dans le cadre des compartiments de mes délégations.

Avant d’évoquer les avant-projets ou projets en cours (ce que nous ferons plus tard avec et dans le respect de la réserve imposée), voici, en résumé, un condensé extrait de conférences et d’articles, de ce que nous écrivions au cours des années 2000, 2004 et suivantes toujours en relation avec notre thématique de recherche, à savoir l’intelligence territoriale.

Nous reprenons la définition de l’intelligence territoriale qui en posait le cadre épistémologique.

Nous définirons l’intelligence territoriale comme « *un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s’approprient les ressources d’un espace en mobilisant puis en transformant l’énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l’intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d’appropriation des ressources d’un territoire puis aux transferts des compétences entre des catégories d’acteurs locaux de culture différente. L’objectif de cette démarche, est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l’échelon territorial à développer de ce que nous avons nommé le capital formel territorial* ». (Bertacchini, 2004)

Nous traversions les différents compartiments de mes délégations en y rencontrant, par le passage d’un niveau à un autre niveau du méta-modèle, par un jeu incessant d’allers et de retours, les acteurs, les ressources à découvrir puis à mobiliser, l’énergie, latente et/ou à révéler, pour faire que cette appropriation par les uns et les autres, en connections avec ces ressources, se convertissent en territorialités pour permettre les transferts de compétences dans les équipes ultérieurement formées en équipe de projet.

Dans l’accomplissement des missions relevant des différents compartiments de ces délégations, nous mesurons combien les hypothèses formulées en 2000, y rencontrent un écho profond et balisent notre action par un rappel constant aux contraintes, informationnelles et anthropologies. En 2007, nous écrivions, en amplifiant et prolongeant nos propos de 2000.

« D’un point de vue des S.I.C*[[187]](#footnote-187)*, ce processus informationnel autant que anthropologique suppose la conjonction de trois hypothèses (Bertacchini, 2000):

-Les acteurs échangent de l’information (énergie);

-Ils accordent du crédit à l’information reçue (information);

-Le processus de communication ainsi établi, les acteurs établissent les réseaux appropriés et transfèrent leurs compétences (projet).

Lorsque ces hypothèses sont réunies et vérifiées, les gisements de compétences peuvent être repérés à l’aide d’une action d’information et de communication territoriales puis mobilisés dans la perspective d’un projet de développement. Nous pensons qu’il s’agit du préambule à la définition d’une politique de développement local de nature endogène qui va puiser dans les racines d’un potentiel attaché au réservoir formé par l’histoire locale que nous présentions ainsi en 2007.

Nous formulerons l’hypothèse suivante : «*l'existence ou l'inexistence d'un réseau de relations entre acteurs locaux peut s'avérer être une barrière ou un catalyseur dans la construction ou la reconstruction du lien territorial*» Ce tissu relationnel, physique ou virtuel, permet la mobilisation des compétences locales autour d'un objectif partagé et dans l’hypothèse de compétences complémentaires à réunir, à faciliter leur acquisition par un mode d’apprentissage approprié.”Ainsi, puisqu' il y a inégalités d'accès, ces dernières engendrent des asymétries dans les mécanismes d'évaluation des auteurs de l'histoire locale (Jayet et Wins, 1993, 1996) Sur la base de cette hypothèse, les espaces engagés dans la voie de leur médiatisation ne possèdent pas tous la même capacité d’accès au développement.

Les informations transmises, échangées par leurs membres sont entachées d'une déficience, d'une déformation de leur contenu et dans leur incapacité à former le réseau relationnel. A priori, l'histoire de ces acteurs locaux ne leur permet pas ou leur interdit d'investir dans leur futur. A posteriori, la déficience du contenu de l'information échangée ne favorise pas leur adhésion au réseau. Dès lors, les relations affichées mais non partagées autour de cet objectif ne peuvent se reproduire durablement et compromettent la valorisation territoriale. La construction du lien social échoue et la transmission d’un patrimoine collectif ne s’opère pas. La tentative de médiation (Bertacchini et Dumas, 1999) que nous proposons peut s’avérer être une réponse. »

**Arrimage au 3e niveau du méta-modèle de quelques initiatives : constructivisme et rites d’interactions.**

En préalable, nous devons rappeler que le titulaire d’un mandat d’Adjoint devrait toujours avoir présent à l’esprit quelques règles d’observation et d’action pour lui permettre 1 : d’exercer ce pour quoi, il a été retenu c'est-à-dire, la délégation qui lui a été confiée 2 : d’être épanoui le plus possible dans cette mission qui ne reste qu’une délégation au service d’un décideur et d’une politique générale.

Cet élu devra se souvenir aussi qu’il ne va occuper que temporairement la délégation qui lui a été confiée. Ce temps est borné par une date de début et une date de fin (ce que connaissent bien les chefs de projet). Il devra avoir en permanence à l’esprit qu’il aura à collaborer avec des individus, collègues fonctionnaires, qui bien souvent connaissent mieux ‘*la maison’* et qu’en général, sauf accident, dispose d’un temps moins limité. Leur activité continuera après notre départ. Nous pointons d’ores et déjà l’existence d’un choc potentiel des temps l’un, borné, l’autre, moins. Nous pointons aussi un différentiel de connaissances historiques, internes de l’institution voire de moments partagés si (et c’est le cas bien souvent) des élus plus anciens, maire, adjoints, conseillers pratiquent l’institution depuis plus longtemps.

S’agissant du constructivisme, nous écrivions dans Le petit guide à l’usage de l’Apprenti-Chercheur en Sciences Sociales (2009, 2011)

« Le constructivisme parce que comme, Morin le propose (2005, p.97) ‘*nous avons donc besoin d’une rationalité autocritique, d’une rationalité exerçant un commerce incessant avec le mode empirique, seul correctif au délire logique’* et comme Bougnoux, aussi, le suggère, (2004, p.5) « *d’affronter l’interdépendance sans les facilités ethnocentriques de la philosophie des Lumières et leur proposition d’un universel* » qui n’existerait pas.

En effet, lors d’une activité partagée, il y a construction de significations communes n’existant pas au départ et servant de références pour la suite des échanges et des actions des interlocuteurs.

Le Constructivisme, semble répondre aux exigences de la projectivité de la connaissance dans les sciences d’action. En effet, la perception n’est plus une représentation passive de la réalité, c’est une construction intentionnelle évolutive et transformable dans la conscience. Cette construction dépendra surtout de l’homme et de ses intentions, c’est précisément avec une démarche constructiviste à des fins concrètes et une pluralité des méthodes adéquates, qu’on peut « prescrire les possibles », pour en fin de compte, agir sur le monde social.

Le Constructivisme est donc très populaire dans les sciences de l’information et de la communication : « L’attention est donnée au sens plus qu’à la méthode… », (Repris dans Thiétart 2003), pour sa flexibilité et l’esprit ouvert aux évolutions paradigmatiques et méthodiques, et pour son caractère actif de l’agissement et le changement des méthodes.

Par ses caractéristiques, peut-il, servir « *le vent du changement » et contribuer à l’évolution de l’épistémologie en général, et non seulement celle des sciences de l’information et de communication ou autres sciences sociales contemporaines ? Les Constructivistes l’affirment positivement en appuyant sur le sérieux de ce paradigme, ils proposent des cadres axiomatiques et méthodologiques afin de le développer.*

*Peut être, moins marquante que l’isolationnisme Constructiviste, il existe, cependant, une deuxième tendance dans l’évolution de la pensée francophone épistémologique: l’intégration paradigmatique*. »

|  |  |
| --- | --- |
| **Constructivisme (20 e siècle)**  Les connaissances scientifiques (observations et modèles) sont des constructions subjectives qui ne nous apprennent rien de la réalité. | Insister sur le caractère arbitraire ou subjectif des modèles scientifiques en encourageant l'élève à construire ses connaissances. |

Rejoignons pour un temps, et pour faire écho à nos propos précédents, les lignes de présentation et de résumé, en 4e de couverture, de l’ouvrage rédigé par Erving Goffman Les rites d’interaction (1974). « *La vie sociale est un théâtre, mais un théâtre particulièrement dangereux. A ne pas marquer la déférence qu’exige son rôle, l’acteur, ici, court de grands risques. Celui, d’abord, de perdre la face ; et peut-être même la liberté : les hôpitaux psychiatriques sont là pour accueillir ceux qui s’écartent du texte. Il arrive ainsi que la pièce prenne l’allure d’un drame plein de fatalité et d’action, ou l’acteur-acrobate- sportif, flambeur ou criminel – se doit et nous doit de travailler sans filet. Et les spectateurs d’applaudir, puis de retourner à leurs comédies quotidiennes, satisfaits d’avoir vu incarnée un instant, resplendissant dans sa rareté, la morale toujours sauve qui les soutient. »*

Rappelé l’ancrage au constructivisme, cité le rôle de l’acteur en situation et attendu dans le théâtre social, avec pour conséquences les sanctions prises pour non respect des rôles attendus, nous allons maintenant évoquer les projets qui ont pu émerger en résultats du travail fourni depuis 2008 et par suite ont été arrimés au 3e niveau du ‘méta-modèle’. Nous le ferons avec la réserve et discrétion qui s’impose.

Revue de projets

Trois projets majeurs peuvent être mentionnés. L’un relève du compartiment des Nouvelles Technologies, de technologies actuelles et dites, d’avenir, le 2e relève de la nécessité de bâtir une offre de formation, localement insuffisante à ce jour, sources de disfonctionnements dans l’ajustement, offre et demande de travail, qui peuvent à moyen terme compromettre le développement de ce territoire, enfin, et c’est celui que nous avons choisi de présenter, celui qui relève de ‘*La Politique de la Ville*.’ De par son ampleur et parce qu’il couvre de nombreux aspects, et pour lequel nous avons poussé très loin la confrontation entre ‘*théorie et pratiques’* de l’intelligence territoriale. Pour les deux premiers projets indiqués, ils ne se trouvent pas au même stade d’avancement mais ils contiennent, l’un et l’autre, de forts enjeux, raisons pour lesquelles nous ne souhaitons pas les détailler ici.

Le projet ‘Politique de la Ville’

En ouverture, nous devons indiquer que trois événements majeurs, relevant de catégories différentes, frappèrent notre territoire : des émeutes urbaines en 2009, ainsi que des incidents répétés, au sein du quartier qui fait l’objet d‘un Plan de Sauvegarde et d’une opération de rénovation urbaine, enfin des inondations répétées d’une rare intensité en 2010 et 2011.

La politique de la ville, pour être comprise dans sa globalité, sa complexité, et son amplitude, pour en permettre, enfin, son application, sa réalisation, et sa conduite, nous devons aborder et préciser un certain nombre de points. Il s’agit d’une compétence obligatoire de l’échelon intercommunal pilotée ou co-pilotée par un, voire deux Conseillers communautaires. Pour ce qui nous concerne, deux villes forment la communauté d’agglomération, Fréjus et St-Raphael avec des profils territoriaux distincts (sociologie, quartiers, etc), des diagnostics différenciés et donc des orientations pour permettre la rencontre des besoins hiérarchisés. Le Conseiller en charge de la déclinaison de la politique de la ville ne doit en aucun cas s’affranchir de ces caractéristiques : prise en compte, de l’intégralité du territoire intercommunal, des spécificités particulières, aux composantes villes ainsi que des délégations accordées aux conseillers municipaux et adjoints en relations directes, indirectes avec la politique de la ville à savoir, économie, sécurité, prévention etc, .

Lorsque le découpage des délégations d’Adjoint au maire les sépare, la politique de la ville cohabite avec la politique sociale. Nous voyons ici apparaître trois ensembles, une communauté d’agglomération, deux villes, et au sein d’une même ville, deux compartiments, la politique de la ville déclinée sur la ville bénéficiaire de politiques spécifiques et une politique sociale. Nous pouvons écrire simplement à ce stade de la présentation que sur un même territoire communal, la politique sociale s’adresse à tout le territoire de la commune et à tous les publics alors que la politique de la ville s’adresse à des quartiers qualifiés de ‘*prioritaires*’ et des champs d’actions spécifiques.

La répartition de la charge ‘politique de la ville’ : En terme de dispositifs et de programmation

Une première indication s’impose. Au-delà de l’aspect quantitatif, c'est-à-dire du volume de la population, 55000 habitants pour Fréjus, 34000 pour Saint-Raphaël, il faut avoir saisi que les deux villes composant la communauté d’agglomération ne possède pas les mêmes caractéristiques par exemple, la même pyramide des âges ainsi que la proportion des actifs n’est pas identique, le revenu moyen par habitant et par foyer n’est pas le même, de part et d’autre.

La présentation des principaux objets de la politique de la ville

Nous allons maintenant préciser les contours et le contenu des principaux objets attachés à la compétence intercommunale prise en charge par le Conseiller communautaire responsable. Le premier objet est appelé Plan de sauvegarde et concerne des copropriétés en difficultés. Le second objet est appelé Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) qui est le cadre fixé par l’Etat pour succéder sur notre territoire au contrat de ville intercommunal arrivé à échéance le 31 décembre 2006.

Le plan de Sauvegarde peut être assimilé à un instrument juridique qui permet de nommer un Administrateur judiciaire provisoire en matière civile, en particulier dans les copropriétés en difficultés soumises à un plan de sauvegarde de l’habitat ; A Fréjus, le Plan de sauvegarde, dont l’élaboration a débuté par de premières études en 2001 pour engager la concertation avec les habitants du quartier, concerne presque 600 logements et 3000 habitants. Il a démarré en 2004 par la signature d’une convention de mise en œuvre avec de multiples partenaires et la signature d’une convention ANRU pour le projet de rénovation urbaine (PRU).

Le CUCS, Contrat urbain de cohésion sociale, adopté en 2007 par Fréjus qui a souhaité s’inscrire auprès de la Communauté d’Agglomération de Fréjus-St-Raphael qui a la compétence ‘*politique de la Vill*e’ est porté par l’Etat, le Conseil Régional, L’Agence nationale pour la cohésion sociale et l’égalité des chances, les communes et la communauté d’agglomération. Il pourra être élargi à d’autres partenaires par voie d’avenant.

Nous pouvons préciser que le Cucs est le document stratégique élaboré avec les partenaires locaux à partir de l’évaluation du Contrat de Ville et un diagnostic partagé. Il définit le projet urbain et Social que ces derniers s’engagent à mettre en œuvre pour réduire les écarts sociaux et urbains entre les territoires prioritaires et leur environnement. Il vise notamment à :

* Une meilleure intégration de ces territoires dans le fonctionnement de la Ville et de l’Agglomération,
* Permettre l’amélioration de la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires, désignés.
* Favoriser l’égalité des chances entre tous les habitants d’une même commune et d’une même agglomération.

Les thématiques sur lesquelles se structure le projet, sont les suivantes :

* L’habitat/le cadre de vie
* L’insertion/l’emploi/la formation/le développement économique,
* L’éducation,
* La santé,
* La prévention de la délinquance,
* La citoyenneté : l’accès au droit.

A ce stade, pour mieux situer le contexte de la situation dans laquelle nous avons mené et continuons notre action, nous devons indiquer deux éléments précis qui l’ont et qui vont l’orienter dans un futur proche. Le 30 avril 2004, plusieurs partenaires dont la communauté d’agglomération de Fréjus-St-Raphael, ont conclu une convention de mise en œuvre du dispositif ‘Plan de Sauvegarde’ de copropriétés situées dans un quartier spécifique de Fréjus, suivi en 2008 d’une contractualisation avec l’A.N.R.U pour un P.R.U (projet de rénovation urbaine) arrive à terme fin 2012 et le Cucs a vu la contraction des fonds affectés en 2010/2011. Pour en compenser la baisse, et ne pas compromettre le projet urbain et social intercommunal d’ensemble, les deux collectivités de l’agglomération ont maintenu à l’identique leurs engagements.

Les orientations prises : une coordination renforcée et une relation entretenue avec les acteurs

La fin programmée, à décembre 2012, du dispositif décrit plus haut et associé au Plan de Sauvegarde oblige à préparer l’après dispositif par la mise en place d’une GUP (Gestion Urbaine de proximité), le volume à niveau constant des financements dédiés au Cucs (contrat urbain de cohésion sociale) invite à revisiter les relations entretenues avec les porteurs des actions bénéficiant de subventions.

La GUP, gestion urbaine de proximité, articulée avec le projet de rénovation urbaine vise à pérenniser les transformations et améliorations réalisées avec l’assurance de la gestion de l’après rénovation urbaine. « *Finalement, l’enjeu principal de cette gestion post-opérations de rénovation urbaine se situe dans une capacité à stabiliser des démarches de gestion urbaine qui soient pérennes, à les inscrire progressivement dans une gestion de droit commun, et à poursuivre la mobilisation partenariale liée à la conduite du projet*. ». La note de cadrage de 1999 définissait la GUP comme « *une réponse qualitative que les pouvoirs publics, les Villes et les bailleurs sociaux peuvent apporter aux attentes de la population, par une démarche dynamique intégrant leur participation active*. » *in* [ <http://www.resovilles.com> ]

S’agissant du Cucs dont nous avons mentionné le cadre financier contraint lors de sa présentation générale introductive, nous allons maintenant décrire pas à pas la méthodologie adoptée s’inspirant en cela d’une démarche d’intelligence territoriale.

Un pré diagnostic interne et quelques enseignements

En première lecture, nous avons constaté un nombre, de porteurs et d’actions, assez constant depuis la mise en place du Cucs avec un petit nombre de structures mobilisant une proportion conséquente des fonds affectés à cette programmation. Nous avons également relevé que les thématiques couvertes par la programmation, et faisant l’objet de financements, étaient quasi identiques depuis l’origine du dispositif. Nous avons aussi noté que la responsabilité de la programmation du Cucs était détenue par une seule personne et que l’ensemble des élus concernés, censés devoir être impliqués directement ou indirectement par la politique de la ville, n’y étaient pas associés. Enfin, que le souhait exprimé par les différents partenaires et bailleurs de fonds, rendu impératif par la contraction des fonds affectés, de voire réaliser l’évaluation, qualitative et quantitative, des actions accompagnée de la production d’indicateurs n’avait pas été menée intégralement.

La préparation de l’appel à projets 2012

Sur la base des principaux enseignements retirés en première analyse, nous avions à préparer l’appel à projet Cucs ouvert en octobre via l’application internet au titre de l’année 2012, dans le respect de l’esprit et de la lettre de la politique de la ville. La démarche retenue devra être pratiquée en transversalité avec tous les élus du territoire impliqués et les financements alloués, bénéficiés aux projets destinés aux publics dits fragiles. Pour alléger la démarche de programmation, et permettre la réalisation du diagnostic physico-financier rétrospectif, nous avons décidé la suppression des comités techniques et de programmation, remplacés par des réunions d’information et de travail avec les élus et les fonctionnaires mobilisés.

Un bilan physico-financier et une démarche de concertation

Nous avons poussé l’analyse pour établir un bilan exhaustif et rétrospectif sur les actions bénéficiaires de financement de 2007 à 2011, et cela, toujours en collaboration étroite avec les porteurs d’action. Sans entrer dans le détail de cette analyse, nous avons porté une attention particulière à l’écart constaté entre coût total de l’action et taux de financement de l’action pour veiller au respect de l’esprit du Cucs à savoir que le financement au titre du Cucs ne peut être accordé qu’à la condition qu’il ne s’agisse que d’une contribution marginale et que le financement sollicité au titre de 2012 vienne consolider une action dont l’évaluation a montré l’utilité. Nous relevions que quinze actions n’étaient pas représentées au titre de la programmation 2012 par rapport à celle de 2011.

La programmation du Cucs 2012

L’ACSE Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l’Egalité des chances a déterminé trois champs d’intervention prioritaires : l’éducation, l’emploi et le développement économique, la prévention de la délinquance. Sur cette base, nous avons convenu de réunir l’ensemble des élus de tout le territoire intercommunal en lien direct et indirect avec la Politique de la Ville, en général, et avec les actions financées dans le cadre de la programmation Cucs, en particulier.

Pour nous permettre de préparer le COPIL (comité de pilotage) qui se tient en début d’année en préfecture, nous avons, lors de réunions de travail tenues, pour initier puis renforcer la coopération entre les acteurs, présenter ou représenter les points suivants :

* 1-La politique de la ville- le contrat urbain de cohésion sociale
* La gouvernance, le pilotage politique, l’équipe opérationnelle et ses missions
* 2-Le bilan des actions : synthèse, approche financière, perspectives, arbitrage 2012
* Approche par porteurs et poids dans le dispositif
* 3-Le suivi des actions
* La constitution d’équipes de suivi par thématiques
* 4-Le Cucs 2012 : principes fixés par l’Etat, présentation des actions par thématiques et arbitrage initial dans le cadre de l’instruction des dossiers.

Ce travail de réorganisation, interne et externe, de l’équipe en charge de la politique de la ville, nous a permis de présenter en préfecture lors du comité de pilotage les principes que nous avions adopté dans le cadre préparatoire à la programmation du Cucs 2012 qui s’inscrivent plus largement dans les modalités de travail arrêtées au titre de la politique de la ville.

* Le principe de précaution : basé sur une anticipation compte tenu des baisses de subventions accordées
* Le principe de marge de manœuvre ou réserve financière : pour permettre le financement de projets nouveaux
* Le principe de cohérence des critères d’analyse : par la comparaison des rapports passés entre le cout total d’une action et son taux de financement.

Ces trois principes de base pour la programmation du Cucs 2012 intègrent ce que nous appelé la mission d’assistance et de contrôle qui va permettre d’engager, par la régulière rencontre de l’intégralité des acteurs, un dialogue d’accompagnement et d’assistance à leur mission. Et ceci pour, repérer, identifier, calibrer quels sont les besoins satisfaits ou à satisfaire des publics les plus fragiles, approfondir notre connaissance des acteurs, de l’efficacité de leurs actions pour resserrer le maillage intercommunal.

Conclusion temporaire

Nous avons intitulé cette contribution ‘Intelligence territoriale et politique de la ville’, avec en sous titre « *la grande confrontation* », pour signifier que *in vivo* et *in situ* dans le cadre de nos missions en qualité d’Adjoint au maire et de Conseiller communautaire nous avons essayé, malgré la méconnaissance initiale quasi-totale du sujet, ‘la politique de la ville’, que nous en avions au départ, d’organiser des allers et retours entre théorie et pratiques capitalisées depuis plusieurs années dans le champ de l’intelligence territoriale parce que le domaine, nous semblait-il, s’y prêtait. Nous nous garderons bien à ce stade de qualifier, en positif ou en négatif, les résultats engrangés par le recours à la méthodologie dite d’intelligence territoriale, même si nous avons pu confirmer ce que nous écrivions en 2004, « Entre information et processus de communication : l’intelligence territoriale ». En support des actions relevant de la politique de la ville, nous pouvons préciser que si la situation financière est devenue de plus en plus contrainte depuis 2008, les collectivités formant la communauté d’agglomération ont maintenu et reconduit leurs engagements respectifs.

Nous avons décrit comment, pourquoi et avec quels objectifs, le méta-modèle adapté de Schwarz nous été, une fois encore, utile à modéliser les éléments du système complexe ‘politique de la ville’ lesquels, englobés dans les dispositifs sociaux et techniques, appartenaient au domaine des acteurs, des liens construits, des flux échangés pour former les réseaux de savoirs et de compétences associés aux thématiques d’appartenance du domaine d’intervention dit de la politique de la ville.

Nous avons ensuite indiqué quels sont les projets qui ont pu émerger, à un niveau global de nos champs d’intervention, en relation avec les compartiments de nos délégations au niveau d’identité du méta modèle, pour n’en retenir que deux, apparentés au domaine faisant l‘objet de notre contribution à savoir la politique de la ville. Après avoir nommé puis décrit les deux projets centraux retenus lors de la présentation de l’ensemble des projets arrimés au champ dit de la politique de la ville, nous avons considéré n’en retenir qu’un seul, celui relevant du Cucs.

Nous avons rappelé qu’en accord et dans le respect des textes fondateurs de la politique de la ville, cette dernière vise essentiellement à réduire les écarts de développement inter-quartiers constatés lesquels quartiers, repérés dans une géographie dite prioritaire, Nous devons, dans notre action, toujours avoir présent à l’esprit que le Cucs est le document stratégique élaboré avec les partenaires locaux à partir de l’évaluation du Contrat de Ville et un diagnostic partagé. Il définit le projet urbain et Social que ces derniers s’engagent à mettre en œuvre pour réduire les écarts sociaux et urbains entre les territoires prioritaires et leur environnement. Il vise notamment à :

* Une meilleure intégration de ces territoires dans le fonctionnement de la Ville et de l’Agglomération,
* Permettre l’amélioration de la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires, désignés.
* Favoriser l’égalité des chances entre tous les habitants d’une même commune et d’une même agglomération.

Les thématiques sur lesquelles se structure le projet, sont les suivantes :

* L’habitat/le cadre de vie
* L’insertion/l’emploi/la formation/le développement économique,
* L’éducation,
* La santé,
* La prévention de la délinquance,
* La citoyenneté : l’accès au droit.

Nous avons décrit la démarche méthodologique retenue qui a permis, s’agissant du volet de l’information et de la communication quelle était la place centrale accordée à la concertation avec les acteurs, porteurs de projets éligibles au titre du Cucs, avec tous les élus des deux villes concernés de près ou de loin par la politique de la ville. Cette concertation a permis l’élaboration de principes directeurs préparatoires à la programmation 2012 du Cucs.

Nous avons également précisé que pour permettre l’évaluation qualitative et quantitative en continu des actions retenues au titre du Cucs, évaluation sollicitée par les pouvoirs publics, nous avons opté pour une mission dite d’assistance et de contrôle. Cette mission est co- construite avec les acteurs, structures, porteurs de projets, opérationnels sur la base d’un dialogue renforcé en vue d’adapter les actions retenues au titre de la programmation annuelle du Cucs et de faire se rencontrer les moyens alloués aux besoins des publics dits fragiles.

Nous avons étendu le volet info-communicationnel de notre mission en prenant soin de communiquer dans d’autres sphères de partages d’informations et d’échanges. Ainsi, nous avons, lors d’une commission extra-municipale dite de cohésion sociale, où siègent des élus de la majorité et de l’opposition, des directeurs de services, fait part de la démarche, méthode, principes élaborés, discutés puis adoptés au titre de la politique de la ville. Nous avons pris l’engagement de faire part régulièrement de nos orientations et décisions.

Alors, arrivé au terme de notre contribution présente, et compte tenu de son objet premier, nous concluons nos propos en confirmant que, ce que nous avons nommé en sous-titre ‘*la grande confrontation*’ située entre théorie et pratique s’est trouvé éclairée, enrichie, engagée dans une dynamique par le recours aux concepts, expertise capitalisée dans le champ de l’intelligence territoriale. Je compléterai en précisant qu’après en avoir apprécié par la mesure, les enjeux et les exigences de ce champ d’intervention, pour ce que j’ai pu en saisir de cette complexe immensité de nature sociologique, repose sur une certaine idée de la Justice qui vient en écho renforcer les propos écrits par un scientifique, humaniste et résistant (Morin (*Op*.*Cit*, p.92) « *Si vous avez le sens de la complexité vous avez le sens de la solidarité.* », puis, « *Dans un sens*, *je dirais que l’aspiration à la complexité porte en elle l’aspiration à la complétude, puisqu’on sait que tout est solidaire et que tout est multi-dimensionnel.* » (*Op*.*Cit*, p.93). Enfin, pour clore le tryptique, la clé de voute suivante « *La solidarité vécue est la seule chose qui permette l’accroissement de complexité.* » (*Op*.*Cit*, p.124).

Le deuxième terme de cette conclusion temporaire m’amène à souligner la concomitance du phasage entre des projets qui relèvent du domaine de la politique de la ville et appartiennent à la nature du territoire intercommunal d’une même immensité complexe de nature sociologique. Il s’agit de la GUP (gestion urbaine de proximité) à structurer sur le quartier qui a fait l’objet d’un projet de rénovation urbaine et de l’élaboration du nouveau projet social du Centre Social implanté sur ce même quartier. Voilà pour la description statique de cette concomitance qui relève moins du hasard, nous osons l’espérer, que d’une connaissance qui s’est construite progressivement pour converger vers une base de confiance, un geste qui est plutôt de l’order du choix d’un type de relation, de la modulation de l’engagement ou de l’implication. (Goffman, 1991) in *Les cadres de l’expérience*, Paris, Minuit.

**Entre savoirs et expérimentation  du développement durable : information dynamique, capital informationnel et démocratie de la connaissance.**

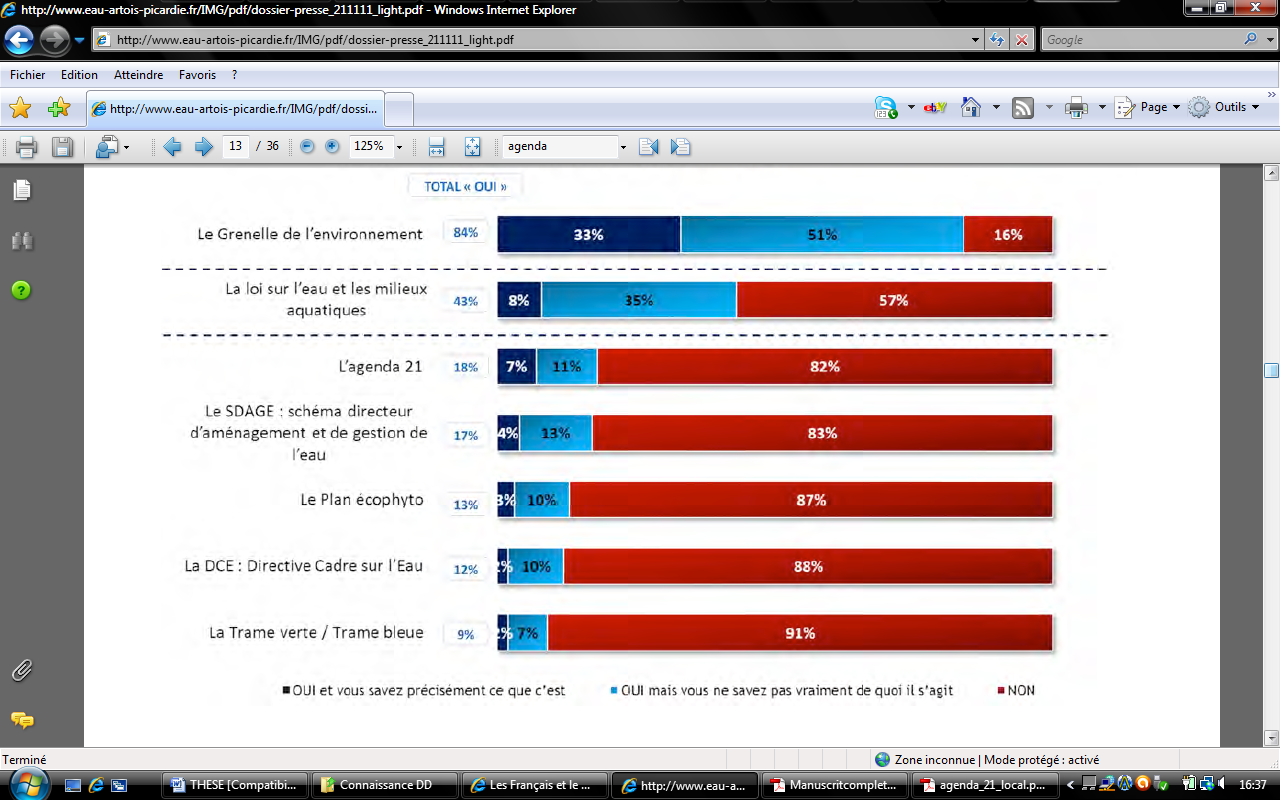
Nos travaux de recherche autour du paradigme de l’Intelligence Territoriale consistent à comprendre les potentialités offertes par le « territoire-réseau », c’est-à-dire, le déploiement des technologies de l’information et de la communication (TIC) au sein des territoires locaux pour faire émerger le jeu des intervenants territoriaux dans une dimension physique en cohabitation avec leur dimension virtuelle. Pour reprendre Pierre Lévy (1995), il s’agit ainsi de s’intéresser à cette conquête du *cyberespace*, « fondement de l’Espace du savoir, structuré par la mise en connexion de terminaux et de mémoires informatiques, de réseaux de transmission numériques et au sein duquel « tout élément d’information se trouve en contact virtuel avec n’importe quel autre et avec tout un chacun » (Lévy, 1995). Il s’agira donc de penser l’expérimentation du *cyberspace* au profit d’une modernisation de l’action publique non plus dans un paradigme modelé sur des applications émanant de la calculabilité (statistique) mais dans un ordre collaboratif et discursif caractéristique de l’évolution du web 2.0 (Doueihi, 2011).

Pour contextualiser ce jeu des intervenants territoriaux, nous nous sommes intéressés aux projets de développement durable du types Agenda 21 local (A21L), Plan climat énergie territorial (PCET) et un label de la région Provence-Alpes-Côte-D’azur (PACA) : le label Action Globale Innovante pour la Région (AGIR). Nous avons choisi ces projets pour plusieurs raisons.

Tout d’abord, d’un point de vue démocratique, la caractéristique principale de ces méthodes de projets dites « *bottom-up* » a vocation à faire participer les intervenants territoriaux, et plus largement l’ensemble de la population, à la politique de développement durable engagée par la ville. Entre parenthèse, ici, nous faisons le lien entre projet et politique de développement durable car seules certaines collectivités territoriales de 50 000 habitants et plus sont dans l’obligation par la loi Grenelle 2 du mois de juillet 2010 de mettre en œuvre un PCET. La majorité de ces projets relèvent donc d’un volontarisme politique. Pour revenir à notre propos, ces méthodologies de projet participent à l’éventail des innovations démocratiques expérimentées à l’échelon local, avec les conseils de quartier, les budgets participatifs, les jurys citoyens, etc. Or, malgré ces nouvelles injonction à la participation, force est de constater les obstacles de mise en œuvre du concept de bonne gouvernance qui se conjuguent à l’absence des publics « *faibles*», ne disposant pas d’un capital culturel suffisant pour prendre part au processus de concertation (Hurard, 2011). Ce sont en priorité les populations les mieux formées intellectuellement qui font vivre les dispositifs participatifs, y investissent leur énergie et y exercent leur compétence. Tout acteur au sein de ces dispositifs est déjà plus ou moins informé (Faure *et al*., 2010). Par ailleurs, ces dispositifs participatifs fonctionnent souvent en dehors du regard du public (Wojcik 2005, Blondiaux & Sintomer 2009, Breton & Gissinger 2009). De manière spécifique au dispositif agenda 21, il a été relevé une méconnaissance de ce programme d’action puisque l’étude réalisée par l’IFOP en 2011 sur 3514 personnes (cf. graphique 1) révèle que 82% d’entre eux n’en connaissent ni l’intitulé et encore moins le contenu.

Lorsqu’elles passent à l’action, les collectivités territoriales qui se sont lancées dans l’aventure de l’A21L, se sont heurtées au manque de connaissance sur ce qu’est le développement durable (Déprez, 2014), ses enjeux, sa traduction en termes d’Agendas 21 locaux, tant de la part de la population, que des élus, des responsables municipaux, des associations locales, des acteurs économiques, etc. Cela oblige, avant toute initiative, non seulement à lancer des actions de sensibilisation et d’information en direction des habitants mais également à organiser la collectivité en interne (formation des élus et des responsables municipaux) ainsi que de mobilier les intervenants territoriaux pour qu’ils puissent s’approprier et porter la démarche, chacun à leur niveau.

*Graphique 1 : La notoriété des grands programmes d’action (adapté de IFOP[[188]](#footnote-188), 2011)*



A partir de ces résultats, trois questions centrales se posent :

* Comment peut-on concevoir organiser la concertation avec des individus au sein de projet dont ils ne connaissent ni l’intitulé et encore moins le contenu ? Il s’agit là de revenir sur ce passage supposé de l’écodéveloppement au développement durable par la division du pôle développement au travers d’une dimension économique et d’une dimension sociale et culturelle comprise notamment, selon la stratégie nationale de développement durable 2010/2013 « *vers une économie verte et équitable* »[[189]](#footnote-189), par l’accès aux savoirs et l’information. D’ailleurs, bien que le concept de développement durable connaisse plusieurs interprétations, selon l’approche la plus communément admise, il vise à ce que les générations futures ne se trouvent pas dans une situation moins bonne que maintenant, ce qui implique qu’elles possèdent une base minimale formée d’un capital de ressources naturelles, d’infrastructures et de savoir (Habib & Baltz, 2008). L’information représente bien le préalable à toute politique territoriale concertée entendu comme le résultat effectif de la réflexion engagée par la mise en commun d’objectif, que le groupe en charge de l’aménagement territorial a partagé, avec la perspective d’engager les acteurs dans une coordination territoriale. Ce processus ayant pour but de rassembler les acteurs et les transformer en un acteur collectif (Bertacchini, 2002).
* De cette première phase de questionnement en découle une seconde : La modernisation de l’action publique exploite-t-elle les ressources communicationnelles des TIC pour produire une information « dynamique » porteuse des valeurs du développement durable ? Il s’agit également de se demander si Internet se présente comme un « appui conventionnel » afin de construire un référentiel commun, le « capital formel territorial », autour duquel peut se coordonner l’action collective ?

Cette première phase de questionnement fait appel à trois concepts centraux :

* le concept de « capital formel territorial » définit par Bertacchini en 2004 : propre à chaque échelon territorial et préalable à toute politique de développement endogène (sans exclure de recourir ponctuellement à des opérations de marketing territorial), ce capital formel, ou capital informationnel, représente « *un ensemble de valeurs, de codes, de règles, de modalités d’interaction et de coordination, de connaissances explicites formulées dans des documents numériques, reconnus et partagés par les acteurs du territoire pour formuler ou mettre en œuvre un projet collectif de développement local* »(Bertacchini, 2004).
* le concept d’ « information dynamique » proposé par Habib & Baltz en 2008 et qui suppose qu’une information puisse s’appuyer sur toutes les ressources communicationnelles des TIC pour promouvoir les valeurs du développement durable, à savoir notamment la sensibilisation, l’ouverture, la transparence et la démocratie.
* le concept de « démocratie de la connaissance » définit par Bourcier en 2013 pour justifier la nécessaire circulation et le partage de la connaissance à l’heure de la société de l’information. Ici d’ailleurs, il s’agit de nous interroger sur ce passage supposé de l’écodéveloppement au développement durable puisque l’écodéveloppement issu d’une conscience environnementale qui émerge dans les années 60/70 se scinde en 2 pôles : environnement et développement. Puis, au fil des réunions et conférences internationales le terme de développement durable fait son apparition et scinde le pôle développement au travers d’une dimension économique et d’une dimension sociale et culturelle comprise notamment par l’accès aux savoirs et l’information (c’est ce que dit la stratégie nationale de développement durable 2010/2013). C’est également la définition donnée par la banque mondiale qui nous explique que le développement durable vise à ce que les générations futures ne se trouvent pas dans une situation moins bonne que maintenant, ce qui implique qu’elles possèdent une base minimale formée d’un capital de ressources naturelles, d’infrastructures et d’*un* **capital savoir**(Banque mondiale, 1999).

**2. Premiers terrains d’expérimentations : les collectivités territoriales de la région Provence-Alpes-Côte-D’azur**

Du mois d’octobre 2010 à septembre 2014, un travail de recherche doctorale a été mené au sein du laboratoire « Information, Milieux, Médias, Médiation » (I3M) intitulé : « Collectivité territoriale et développement durable : contribution des technologies de l’information, et de la communication, à la dimension participative d’une politique publique. Lecture d’un projet cyberdémocratique issu d’une démarche d’intelligence territoriale ». Nous avons ainsi développé une réflexion qui a trouvé un cadre scientifique au travers de l’un des axes du projet de l’unité de recherche I3M intitulé : « Redéfinition des stratégies de communication des organisations et des citoyens à l’heure de l’intelligence territoriale et du développement durable ». Plusieurs raisons ont justifié le choix d’ancrer ces travaux de recherche en intelligence territoriale.

Tout d’abord, parce que l’un des principes fondamental du développement durable, le principe de subsidiarité, a vocation à insérer les territoires locaux dans cette nouvelle logique pensée au niveau mondial pour faire face aux méfaits de notre mode de développement actuel.

Pourtant, le territoire sur lequel porte l’action engagée peut ne pas correspondre à l’espace du problème à traiter. Cette correspondance entre l’espace de problème et le territoire de régulation fait référence à la notion d’ « *optimum économique spatial* » introduite par Mancur Olson Jr (1969).

De ce fait, le choix d’ancrer nos travaux en Sciences de l’Information et de la Communication (SIC), et particulièrement en intelligence territoriale, a consisté à nous appuyer sur un cadre théorique qui recherche à comprendre les potentialités offertes par le «territoire-réseau », c’est-à-dire le déploiement des technologies de l’information et de la communication (TIC) dans les territoires, pour permettre au réseau des intervenants territoriaux d’émerger sur le web dans une dimension virtuelle en cohabitation avec leur dimension physique. Il s’agit là de répondre principalement au problème de la capitalisation d’information et de la communication d’une communauté d’action émergente numériquement, dans une approche par projet de l’action publique.

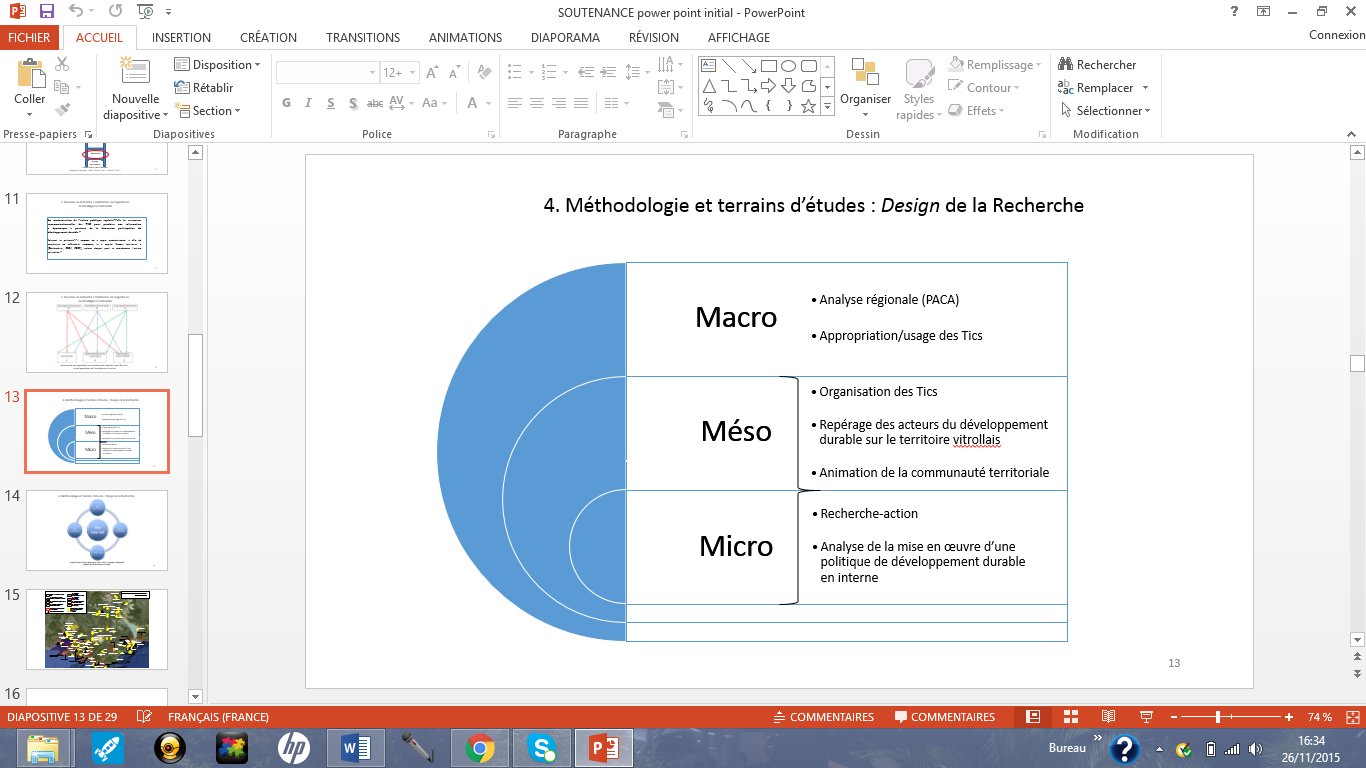
De cette première approche découle la seconde raison qui nous a orientée nos travaux vers l’intelligence territoriale. En effet, ce paradigme de recherche s’offre comme une réponse à cette logique du développement durable qui est « penser global, agir local ». L’analyse est globale au sens où la situation d’un territoire dépend des logiques mondiales. En revanche, les problèmes qu’il affronte et les potentialités qu’il présente prennent des formes particulières sur chaque territoire. Ainsi, Yann Bertacchini définit ce qu’il nomme le *« capital formel territorial»*, ou capital informationnel, propre à chaque échelon territorial et qui constitue le préalable à tout projet collectif de développement local.La formalisation de ce capital informationnel s’est donc présentée comme l’objet central de ces travaux de recherche.

La délimitation de cette recherche s’est construite au travers de 3 niveaux d’analyse (figure 1) :

* Le premier niveau nous a permis de comprendre l’appropriation ainsi que l’usage des TIC à l’échelle des collectivités territoriales de la région Provence-Alpes-Côte-D’azur (PACA) engagées dans un projet de développement durable type Agenda 21 local (A21L), Plan climat énergie territorial (PCET) et le label régional « Action Globale Innovante pour la Région (AGIR). 116 collectivités locales ont ainsi constitué l’échantillon d’étude et ont été analysées au prisme d’une grille de lecture du web déclinée en 4 sphères : le web documentaire, le web de l’information, le web social et le web sémantique. Cette analyse quantitative a été complétée par une approche qualitative des compétences internes aux collectivités. Ainsi, chaque chef de projet, webmaster et Directeur Général des Services a été interrogé par le biais d’un questionnaire destiné à comprendre la cristallisation du couple « homme-machine » par une utilisation stabilisée des TIC dans les pratiques routinières des services municipaux. Une analyse de la qualité des informations diffusées via les outils numériques a également été menée (contenu informationnel dédié au(x) projet(s), coordonnées du chef de projet, explications sur les modalités d’organisation de la concertation, etc.). Enfin, ce volet qualitatif a été complété par une analyse des situations par l’observation directe d’événements particuliers (cf. ci-dessous : troisième niveau d’analyse).
* Le second niveau a consisté à comprendre la mise en œuvre du « territoire-réseau » pour une collectivité d’accueil, la ville de Vitrolles. En effet, à partir d’octobre 2012, a été signé un partenariat de recherche scientifique conclu entre la région PACA, la ville de Vitrolles et le laboratoire I3M. Les deux dernières années de thèse ont ainsi bénéficié financièrement et scientifiquement de l’obtention de la bourse régionale PACA. Cette professionnalisation du Doctorat a renforcé la nature empirique de cette recherche. A ce niveau, a été étudiée et vérifiée l’hypothèse d’alignement des acteurs posée par Patrice Flichy et Eric Dagiral en 2004 pour justifier l’un des obstacles à la mise en œuvre de l’administration électronique. Suite aux résultats obtenus, une proposition sous forme de recommandation a été de développer une méthodologie de gestion communautaire 2.0 (ou *community management*) pour offrir une solution à cet alignement des intervenants territoriaux au projet de développement durable engagé par la ville de Vitrolles.
* Enfin, suite à la signature de ce contrat, une recherche-action a été réalisée au sein des services municipaux vitrollais. Dans un premier temps, cette immersion a permis de comprendre la mise en œuvre en interne d’une politique publique de développement durable. Puis, certaines conclusions ont été extraites quant à l’impact des réajustements politiques (élection municipale 2014, remaniement de l’organigramme) sur la cohérence d’une stratégie info-communicationnelle dédiée à la politique de développement durable vitrollaise. Cohérence également mise à mal par des réticences à faire évoluer les compétences des agents face aux nouveaux enjeux de l’information et du numérique.

A ce troisième niveau, sur le territoire vitrollais, a été déployée une analyse qualitative des situations. Ainsi, au travers de diverses rencontres avec certains acteurs qui ont participé à la construction de l’Agenda 21 vitrollais mais également en interne aux services de la collectivité, notamment par un travail quotidien au sein de la Direction de la Communication et avec la mission de coordination du développement durable, a été observé directement un certain nombre d’événements particuliers (campagne municipale 2014, préparation de la stratégie de développement durable préalable à la construction du plan d’actions de l’Agenda 21 vitrollais validé le 20 juin 2013, échanges avec les prestataires externes pour le développement d’une application pour terminaux mobiles, etc.).

*Figure 1 : Méthodologie et terrains d’études : Design de la recherche*



Les niveaux méso et micro ont été complémentaires dans notre analyse du territoire vitrollais. L’immersion professionnelle au sein de la Direction de la communication a permis de mener une recherche-action sur la mise en œuvre en interne de la politique de développement durable. Cependant, nous avons souhaité élargir notre champ de réflexion aux acteurs du territoire vitrollais impliqués avec la collectivité au travers notamment du plan d’actions de l’agenda 21. C’est pour cette raison que nous reviendrons sur deux notions importantes de notre seconde phase de questionnement : celle émise par Poncier en 2009 qui définit le « périmètre informationnel » d’une collectivité, la notion d’ « agent-facilitateur » dans la thèse récente de camille Alloing soutenue en décembre 2013.

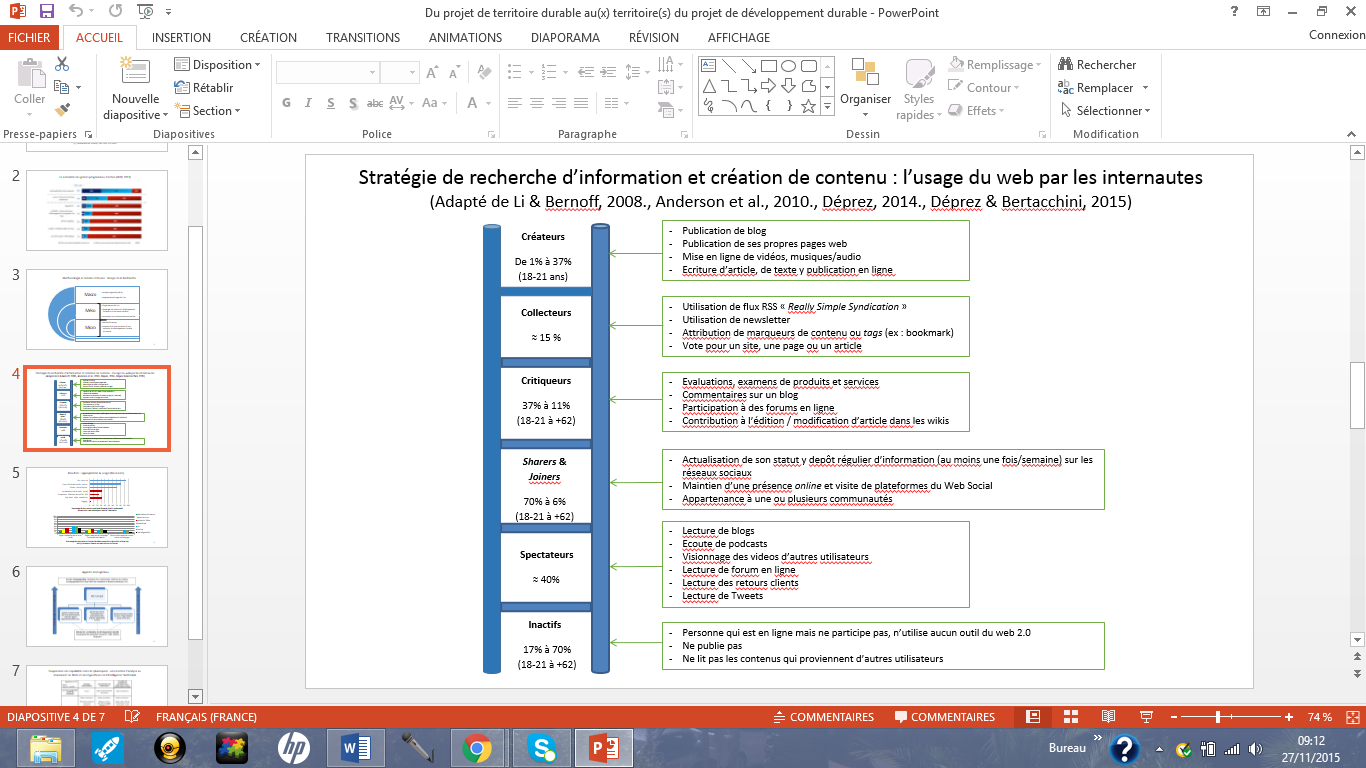
**3. L’expérimentation du *cyberespace*, fondement de l’espace du savoir**

La figure 2, ci-dessous, illustre un certain nombre d’études dont l’objectif est de rendre compte des multiples comportements des internautes dans leur stratégie de recherche d’information et création de contenu. Parmi l’ensemble des critères retenus pour illustrer ces comportements, les résultats ne sont pas les mêmes selon les études mais nous avons essayé de les retranscrire du mieux possible.

Par exemple, si l’on entend par créateur, les modérateurs de forum ou community manager, les rédacteurs d’articles et créateurs de wikis, alors selon le cabinet Altimeter ils ne représenteraient que 1% des utilisateurs du web. Cependant, une étude menée par plusieurs chercheurs américains en 2010 sur 29913 internautes aux Etats-Unis (Anderson *et al.,* 2010) ajoute à cette catégorie tous ceux qui publient des blogs, partagent des vidéos, des photos et des musiques avec leur communauté virtuelle et participent donc à la viralité des contenus sur le web. Selon leurs résultats, ce comportement représenterait une moyenne de 37% des usages d’Internet pour les 18-21 ans. Cette étude se révèle particulièrement intéressante dans les nuances qu’elle apporte aux différents usages en fonction de la tranche d’âge à laquelle appartient l’internaute. Ainsi, on voit par exemple, que pour la catégorie des « sharers » ou « joiners », c.-à-d. des internautes utilisant principalement le web via les réseaux sociaux, 70% des internautes entre 18-21 ans utilise le web de cette façon alors que ce comportement ne représente que 6% des usages pour les 62 ans et plus.

Un autre comportement sans variation cette fois en fonction de la tranche d’âge de l’internaute (génération des jeunes, génération Y, seniors, etc.) concerne l’activité de curation représentée par la catégorie des « collecteurs » et qui ressemble à une forme de veille individuelle sur Internet par la mise en œuvre de stratégies pour faire face au phénomène d’infobésité dans l’immensité du *cyberespace*.

*Figure 2 : Stratégie de recherche d’information et création de contenu des internautes* (Adapté de Li & Bernoff, 2008, Anderson et al., 2010., Déprez & Bertacchini, 2015)



Donc tous ces comportements illustrent l’appropriation ainsi que l’usage d’un certain nombre d’outils représentatifs des espaces du web dit social, sémantique, informationnel ou encore documentaire et nous avons donc cherché à comprendre comment les collectivités territoriales se positionnent sur ces outils et comportement pour dynamiser l’information qu’elle génère au travers des différentes sphères d’usage du web (cf. tableau 1).

Tableau 1 : L’expérimentation du *cyberspace* (Lévy, 1995) : un espace fragmenté (adapté de Vanbremeersch, 2009)

|  |  |
| --- | --- |
| **Les espaces du web** | **Fonctionnalités représentatives** |
| *Web documentaire* | Site informationnel |
| *Web sémantique* | Moteur de recherche, *Tags Clouds*, nuages de mots-clés |
| *Web de l’information* | Newsletter, flux RSS |
| *Web social* | Facebook, Twitter, courriel et formulaire de contact (= site interactif) |

**4. Une perspective de recherche : le « territoire-réseau »**

Par nos différents travaux de recherche, nous posons le postulat que tout projet territorial se doit d’élaborer sa propre « *stratégie-réseau* » (Akrich, Callon *et al*., 2006 ; Marcon & Moinet, 2000). Nous pourrions définir ce type de stratégie comme celle « qui consiste à créer ou, le plus souvent, à activer et orienter les liens tissés entre des intervenants territoriaux dans le cadre d’un projet plus ou moins défini, avec l’objectif de bâtir un capital informationnel ». Par ailleurs, l’organisation d’une « stratégie-réseau » ne revêt pas seulement l’idée de créer du lien puisque les intervenants territoriaux se trouvent déjà organisés en tant que communauté d’action, par exemple dans la mise en œuvre du plan d’action d’un l’Agenda 21 local. Par contre, il s’agira bien d’ « *activer et orienter les liens tissés* » (Marcon & Moinet, 2000) et ainsi envisager les réseaux comme une ressource qui doit être managée (Alloing, 2012 ; Marcon, 2007). Nous entendons donc un management qui suppose de transformer l’intervenant territorial en « agent-facilitateur » (Alloing & Deschamps, 2011 ; Alloing, 2012, 2013), étape préalable à l’émergence d’une communauté d’action sur le web.

Cette notion d’ « agent-facilitateur » (A-F) est essentielle pour comprendre l’émergence virtuelle d’une communauté d’action et la transformation de cette dernière en « territoire-réseau ». En effet, pour comprendre comment les intervenants aux projets territoriaux constituent le « territoire-réseau » il faut : a) évaluer leur positionnement sur les évolutions du web 2.0 ; b) appréhender leur alignement sur les usages du web par les internautes dans leurs stratégies de recherche d’information et création de contenu ; c) enfin, répondre à l’hypothèse d’alignement des acteurs posée par Patrice Flichy et Eric Dagiral (2004) comme principal obstacle à la mise en œuvre de l’administration électronique.

Sur ce dernier point, cette notion d’A-F rejoint celle de « *périmètre informationnel*», définie par Poncier (2009), qui comprend les médias, les sites, ainsi que les personnes par lesquelles l’information liée à une organisation et son activité circule. La gestion de ce périmètre nécessite donc des compétences particulières, au travers d’une méthode de *community management* qui doit évoluer, passant de la notion de surveillance de ces sources d’information au *management* de celles-ci. Cela signifie qu’une méthode de *community management* ne s’arrête pas à la gestion d’une panoplie d’outils mais se propose également d’accompagner un internaute clairement identifié et managé qui va non seulement pouvoir relayer des informations inhérentes au projet mais aussi participer à la construction des représentations spatiales externes.

Pour tenter de répondre à ce questionnement, le travail consiste notamment à s’intéresser aux éléments constitutifs de la communication dont les images, les représentations spatiales, fournissent des signes qui évoquent des significations dans l’esprit des destinataires, en sachant qu’eux-mêmes sont dotés de répertoires culturels d’interprétation. Nos recherches sont ainsi orientées sur la problématique de la matérialisation de représentations mentales du territoire, dans le cadre du développement durable, exprimées sous des formes sémiotiques variables : verbales et/ou écrites et/ou imagées. Dans ce dernier cas, elles peuvent prendre des formes diverses (cartes, images, graphiques, en 2D ou en 3D, animées ou pas, webographies, etc.). Il s’agit ainsi de définir une stratégie non seulement au travers de l’activation des liens tissés entre les intervenants territoriaux du projet de développement durable mais également par un cadre sémiotique commun adapté à la construction de sa communauté d’action et en vue d’une meilleure cohérence et lisibilité des politiques publiques. Les « destinataires » utiliseront ainsi ces représentations mentales externes de manière différenciée selon leur intentionnalité, leur vécu, leur statut et leur rôle dans le dispositif, les situations de communication avec les autres, les connaissances et les cadres d’interprétation qu’ils ont déjà en mémoire et qu’ils activeront pour donner une signification aux informations reçues. Ces interactions aboutiront éventuellement à de nouvelles représentations mentales et de nouvelles connaissances sur le territoire, voire à des évolutions de compétences et à des changements de pratiques.

1. Collection *Les ETIC*, Presses Technologiques, Toulon, 2016. (ISBN 2-9519320-5-7 ; EAN 9782951932050) [↑](#footnote-ref-1)
2. Avec la participation de Paul Déprez, Dr qualifié en 71e section du Cnu. [↑](#footnote-ref-2)
3. **Remarque :** nous devons indiquer au lecteur, pour son confort, et s’agissant de la bibliographie**,** plusieurs cas de figure peuvent être rencontrés ; nous trouverons après chaque contribution, en prenant le risque de redondance, la bibliographie initiale de la contribution sollicitée. [↑](#footnote-ref-3)
4. Schwarz, E., « Toward a Holistic Cybernetics. From Science Through Epistemology to Being », *Cybernetics and Human Knowing*, Vol. 4 n° 1, Alborg, 1997. [↑](#footnote-ref-4)
5. Morin Edgar., *Introduction à la pensée complexe*, 158 p, « *Points Essais* », n°534, *Seuil*, Paris. [↑](#footnote-ref-5)
6. Sciences de l’information et de la communication. Dans l’ouvrage, nous utiliserons indiféremment SIC, Info-Com ou Sciences de l’information & de la Communication. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cette contribution prolonge un 1er article déjà publié et dont voici les références. « Intelligence territoriale : une lecture retro-prospective », *Revue internationale d'intelligence économique*, pp 65-97, 2010/1 (Vol 2), Ed : Lavoisier, Paris. [↑](#footnote-ref-7)
8. Schwarz E., « Toward a Holistic Cybernetics. From Science Through Epistemology to Being », *Cybernetics and Human Knowing*, Vol. 4 n° 1, Alborg, 1997. [↑](#footnote-ref-8)
9. Morin, E., *Introduction à la pensée complexe*, 158 p, « Points Essais », n°534, Seuil, Paris. [↑](#footnote-ref-9)
10. Conjointement à notre position d’Expert Européen suivi d’Expertise Régionale enfin membre en 2013 de l’AAIRPD (USA) [↑](#footnote-ref-10)
11. Poche B, *L'espace fragmenté. Eléments pour une analyse sociologique de la territorialité,* L'Harmattan, Paris, 1996. [↑](#footnote-ref-11)
12. Atlan H., *A tort et à raison*, Seuil, Paris, 1986. [↑](#footnote-ref-12)
13. Bailly & al, Collectif, S*tratégies spatiales  : comprendre et maîtriser l’espace*. GIP reclus, Montpellier, 1995. [↑](#footnote-ref-13)
14. Poche B., déja cité [↑](#footnote-ref-14)
15. Major W., «Approche systémique du territoire», Colloque de la Systémique, Université de Zurich, 1999. [↑](#footnote-ref-15)
16. Schwarz E, “Toward a Holistic Cybernetics. From Science through Epistemology to Being.”, Cybernetics and Human Knowing, Vol. 4 n° 1, Alborg, 1997. [↑](#footnote-ref-16)
17. Prelaz-Droux R, Conception d'un système d'information à référence spatiale pour l'aménagement et la gestion du territoire, Approche systémique et procédure de réalisation, EPFL, Lausanne, Suisse, 1995. [↑](#footnote-ref-17)
18. Prelaz-Droux, R., (1995) Op cité. [↑](#footnote-ref-18)
19. Prelaz-Droux, R., (1995) Op cité. [↑](#footnote-ref-19)
20. Bertacchini Y, « *How to federate some local resources by developing new links*? », Proceedings of ISA 23 Conference Rio de Janeiro, The Endless Transition, 2000. [↑](#footnote-ref-20)
21. Jodelet D, *Représentations sociales : un domaine en expansion*, in «Les représentations sociales». Sociologie d'aujourd'hui, PUF, Paris, 1997. [↑](#footnote-ref-21)
22. Sciences de l’information et de la communication [↑](#footnote-ref-22)
23. (Herbaux, Philippe), (Perrin, Guillaume), (Maurel, Pierre). [↑](#footnote-ref-23)
24. LOADT : Loi d’Orientation pour l’Aménagement et le Développement Durable du Territoire (portées par les ministres successifs Chevènement, Gayssot, Voynet) [↑](#footnote-ref-24)
25. « *L’esprit d’entreprise suppose l’imagination qui fait concevoir un projet, la volonté qui porte à sa réalisation, la pertinacité qui entête dans sa poursuite*… » Bertrand de Jouvenel, notes inédites, in *Bertrand de Jouvenel, itinéraire 1926-1976,* p.27 Eric Roussel, Plon. 1993. [↑](#footnote-ref-25)
26. *In* [http://www.wikipedia.fr/Resultats.php?q=espace+public&projet=article] [↑](#footnote-ref-26)
27. *In* [http://www.wikipedia.fr/Resultats.php?q=espace+public&projet=article] [↑](#footnote-ref-27)
28. « Mobilité et politique publique : comment organiser le transfert des compétences locales entre les acteurs ? » Conférence donnée au 3e Colloque sur la Proximité « Nouvelles croissances et Territoires. », Université de Paris Sud et Inra, école polytechnique, décembre 2001. [↑](#footnote-ref-28)
29. Technologies de l’Information et de la Communication [↑](#footnote-ref-29)
30. GOING & Bertacchini Yann., « Territoire physique & virtuel : quelle cohabitation ? », *International Journal of Information Sciences for Decision Making*, n°9, 2003.

    Article co rédigé avec le Groupe  GOING (Groupe d’0bservation et d’Investigation des Nouvelles Gouvernances), Promotion 2002/2003 du DEA « V.I.C » à l’Université de Toulon & du Var.  [↑](#footnote-ref-30)
31. Conférence donnée avec Philippe Herbaux dans le cadre du 4e colloque « Tic & Territoire : quels développements ? » et de la Journée sur les Systèmes d’Information élaborée, SFBA, île Rousse 2005. [↑](#footnote-ref-31)
32. A ce sujet, des concepteurs de logiciels se penchent sur les dispositifs à effet médiologique, qui permettraient aux usagers de s’interrompre mutuellement en cours de frappe machine ou de s’avertir d’une possible interruption de leur frappe à l’instar des biais de la communication verbale [↑](#footnote-ref-32)
33. Conférence donnée avec Philippe Herbaux dans le cadre du VIe Colloque International « TIC & Territoire: Quels développements ? »,14 & 15 juin 2007, Université Jean Moulin, Lyon III. [↑](#footnote-ref-33)
34. Dans les sciences de l’information et de la communication, les apports des sciences sociales sont particulièrement présents (sociologie, psychologie, philosophie des sciences, sciences du langage etc.). [↑](#footnote-ref-34)
35. C’est le plus souvent le cas dans les territoires délimités naturellement (la Corse, les Antilles). [↑](#footnote-ref-35)
36. <http://www.claroline.net/index.php> [↑](#footnote-ref-36)
37. Technologies de l’Information et de la Communication [↑](#footnote-ref-37)
38. Comme nous présentons ici, dans cet ouvrage, les textes caractéristiques de notre démarche, réflexion et méthode dans le champ de l’intelligence territoriale, les textes des contributions choisies peuvent reprendre, pour les enrichir, des parties d’autres contributions. [↑](#footnote-ref-38)
39. Laïdi, Z., (2010). « Substituer le « juste-échange » au libre échange relève d’une vision erronée », Débats Horizons, p.15, *Le Monde*, 15 mai 2010. [↑](#footnote-ref-39)
40. Lorenz, E., « Confiance inter organisationnelle, intermédiaires et communautés de pratique. », Revue ***Réseaux***, Vol 19, n°108, *La confiance*, Hermès Science publications, 2001. [↑](#footnote-ref-40)
41. Pour partie exposé dans un article précédent: Bertacchini, Y., « Intelligence territoriale : une lecture retro-prospective ( 1 & 2) », ***Revue internationale d'intelligence économique*,** pp 65-97, 2010/1 (Vol 2), Ed : Lavoisier. [↑](#footnote-ref-41)
42. Bertacchini, Y., “Creativity, as translation, into organization: knowledge possession, mediation, interaction.”, International Symposium on Language and Communication: Research trends and challenges, Proceedings Book, Institute of Language and communication Studies Faculty of Communication Atatürk University, Turkey, Izmir, june 2012. [↑](#footnote-ref-42)
43. Lipovetsky, G., (avec Sébastien Charles), *Les temps hypermodernes*, Paris, Grasset, 2004. [↑](#footnote-ref-43)
44. Aubert, N., (Dir), *L'individu hypermoderne*, Ed : Erès, coll. Sociologie Clinique, 2004. [↑](#footnote-ref-44)
45. Latour, B., *Nous n'avons jamais été modernes*, Essai d'anthropologie symétrique. Paris : La Découverte, 1991.Latour, B., « une sociologie sans objet ? Remarques sur l’interobjectivité », *in* Debary, O., et Turgeon, L., pp 37-59, MSH Paris, Presses de l’Université Laval, Québec, 1991. [↑](#footnote-ref-45)
46. Bois, Ch., Réseaux et Pratiques collaboratives : vers une épistémographie de la transmission des savoirs, Thèse de doctorat, Université du Sud Toulon Var, 2005. [↑](#footnote-ref-46)
47. Bertacchini, Y., *in* Pennalva, J-M., « L’intelligence territoriale : posture théorique, hypothèses, définition. », in *Intelligence collective*, pp.9-17, Presses de l’Ecole des Mines de Paris, Paris, 2006. [↑](#footnote-ref-47)
48. Bertacchini Y., « Entre information & processus de communication: l’intelligence territoriale », Les Cahiers du Centre d’études et de Recherche, Revue ***Humanisme et Entreprise*** n°267, La Sorbonne Nouvelle, Paris, octobre 2004, Paris. [↑](#footnote-ref-48)
49. Ceretau, M., de. *L’invention du quotidien*, Paris, U.G.E, 1980. [↑](#footnote-ref-49)
50. Rifkin, J., *Une nouvelle conscience pour un monde en crise,* Ed : Les liens qui libèrent, Paris, 648.p, 2011. [↑](#footnote-ref-50)
51. Latour, B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, Ed : La Découverte, 2e tirage, Paris, 400.p, 2010. [↑](#footnote-ref-51)
52. Schwarz E., « Toward a Holistic Cybernetics. From Science Through Epistemology to Being », *Cybernetics and Human Knowing*, Vol. 4 n° 1, Alborg, 1997. [↑](#footnote-ref-52)
53. Morin, E., *Introduction à la pensée complexe*, 158 p, « Points Essais », n°534, Seuil, Paris. [↑](#footnote-ref-53)
54. Technologies de l’Information et de la Communication [↑](#footnote-ref-54)
55. Bertacchini.Y., Boutin.E., « L’analyse des relations entre les acteurs locaux. », 5ème  Journées Internationales de l’analyse des données textuelles, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Lausanne, mars 2000. [↑](#footnote-ref-55)
56. Bertacchini Y., «How to federate some local resources by developing new links? », Proceedings of ISA 23 Conference, Third Helix Conference, Rio de Janeiro, *The Endless Transition*, USA, 2000. [↑](#footnote-ref-56)
57. Technologies de l’Information et de la Communication [↑](#footnote-ref-57)
58. Conférence donnée avec Philippe Herbaux lors du 15e congrès de la SFSIC en mai 2006 à Bordeaux. [↑](#footnote-ref-58)
59. <http://www.irsn.org> [↑](#footnote-ref-59)
60. Conférence donnée avec Philippe Herbaux, Guillaume Perrin lors du 5e colloque Tic & Territoire : quels développements ? à Besançon en juin 2006. [↑](#footnote-ref-60)
61. La revue «Temporalités» dont Arthur Koestler était l’un des auteurs est maintenant prolongée d’une lettre électronique « temporalistes ». [↑](#footnote-ref-61)
62. Morin pointait les dérives des organisations, qui favorisent, au delà du projet fondateur, l’unique continuité de leur propre existence : en bref, la promotion d’une auto-administration. [↑](#footnote-ref-62)
63. Quelque mois suffisent à rendre un appareil ou une technique de communication, obsolète (exemple du WIFI 11, 54, puis WIMAX ) [↑](#footnote-ref-63)
64. Sheamur est chercheur à l’INRS du Québec. Communication faite à la conférence de l’ASDEQ le 17 mai 2001 à l’hôtel Hilton du Québec. [↑](#footnote-ref-64)
65. AMBER (America’s Missing : Broadcast Emergency Response) à la mémoire de la jeune Amber Hagerman enlevée et assassinée à l’âge de 9 ans en 1996. [↑](#footnote-ref-65)
66. Selon Richard Shearmur déjà cité, il faut distinguer «l’avantage compétitif », qui est un atout créé donc conjoncturel (ex : parc d’attraction), qui doit être maintenu mais susceptible de s’effriter et «l’avantage comparatif » de caractère plus absolu c’est-à-dire structurel et qui demeure un avantage avec la présence d’une demande (ex : territoire de bord de mer, plages de sable blanc etc.). [↑](#footnote-ref-66)
67. Article coécrit avec Yannick Bouchet, Dr, et Ludovic Noel, Dr du Pôle Imaginove, Lyon Vaise et publié dans la revue *International Journal of Information Sciences for Decision making*,n°34, 2008. [↑](#footnote-ref-67)
68. Conférence donnée avec Yannick Bouchet, Philippe Herbaux lors du 16e Congrès de la SFSIC à Compiègne en 2008. [↑](#footnote-ref-68)
69. Bertacchini, Y., (2004), « Le territoire, une entreprise d’intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel », p.35, Revue Communication & Organisation n°25, Les vallées : sens, territoires & signes, GREC/O, ISIC, Université de Bordeaux 3, 1er semestre 2004. [↑](#footnote-ref-69)
70. Créé en 2005 par le CNRS, le CNRTL fédère au sein d’un portail unique, un ensemble de ressources linguistiques informatisées et d’outils de traitement de la langue. Le CNRTL intègre le recensement, la documentation (métadonnées), la normalisation, l’archivage, l’enrichissement et la diffusion des ressources. NDLR. [↑](#footnote-ref-70)
71. Jean-Jacques Salomon (2001), « Le nouveau décor des politiques de la science », *Revue internationale des sciences sociales 2001/2*, N° 168, pp. 355-367. [↑](#footnote-ref-71)
72. Taguieff, Pierre-André., (2002), (Dir) *Les Cahiers du Cevipof*, numéro 32, « L’idée de progrès, une approche historique et philosophique », Cnrs, MSH, Paris. [↑](#footnote-ref-72)
73. Ulrich Beck (2003), La Société du risque - Sur la voie d'une autre modernité, Flammarion, 522 p. [↑](#footnote-ref-73)
74. Anthony Giddens, Tony Blair, Jacques Delors (Préface), La Troisième voie face : Le Renouveau de la social-démocratie, Seuil, 2002, 266 p. [↑](#footnote-ref-74)
75. Selon les auteurs de la revue « Sciences Humaines », Dossier en ligne : « Société du risque : fantasmes et réalité », février 2002 : <http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_article=2052> (consulté le 18/02/08). [↑](#footnote-ref-75)
76. Bouchet Y. (2006), « Dispositif d’intelligence économique territoriale et gouvernance hybride », Revue ISDM 27, http://isdm.univ-tln.fr/ juin 2006. [↑](#footnote-ref-76)
77. Bertacchini Y., Dumas, Ph., (2000) «How to federate some local resources by developing new links? », *Proceedings of ISA 23 Conference Rio de Janeiro*, The Endless Transition, Sciences Studies, USA. [↑](#footnote-ref-77)
78. [<http://criepaca.phpnet.org/article.php3?id_article=57>] [↑](#footnote-ref-78)
79. « Intelligence Economique Territoriale : Approche ingénièrique dans une municipalité de moyenne dimension », Thèse de doctora, Université de Lyon 3, 2006. [↑](#footnote-ref-79)
80. Producteur de danger [↑](#footnote-ref-80)
81. Réducteur de danger [↑](#footnote-ref-81)
82. « Il s’agit de la plus grande catastrophe industrielle qui soit survenue en France depuis la seconde guerre mondiale … bilan : 31 morts, 3000 blessés et 30000 logements atteints. Sur le plan économique 1300 entreprises touchées (…) 960 emplois on été supprimés » - source le dictionnaire des risques (Yves Dupont) (2004, p37). [↑](#footnote-ref-82)
83. « Ville d’Inde ou s’est produit en 1984 l’explosion d’une usine de pesticides appartenant à la firme Union Carbide (…) Greenpeace estime que près de 16000 personnes sont mortes et 500000 ont été blessées » - source le dictionnaire des risques (Yves Dupont) (2004, p42). [↑](#footnote-ref-83)
84. Explosion de la navette Challenger ; 73 secondes après son décollage, 7 astronautes périssent. [↑](#footnote-ref-84)
85. « L’accident de la centrale de Tchernobyl (Ukraine) constitue une catastrophe sans précédent dans l’histoire de l’industrie nucléaire civile (…) près de huit millions de personnes condamnées à vivre dans un environnement irrémédiablement dégradé et délétère » - source le dictionnaire des risques (Yves Dupont) (2004, p371). [↑](#footnote-ref-85)
86. Kerven G.-Y. (2003), « La cindynique (sciences des dangers) : états des lieux et perspectives » - Intervention à la « *1ère journée du Futur* » – 3 p - le 10 avril 2003 [↑](#footnote-ref-86)
87. Perrow C. (1994), Normal Accidents. Living with High-Risk Technologies, New York, Basic Books, 1994. [↑](#footnote-ref-87)
88. Fimbel E. (2004), « Répondre aux mutations de l’environnement des entreprises - Management des risques, des menaces et des crises » (pp90-95) - Cahier français – « *comprendre le management* » - N°32 – 95p – Juillet/Août 2004. [↑](#footnote-ref-88)
89. Kerven G.-Y. (1995), *Eléments fondamentaux des cindyniques* - Paris, Economica – 112 p - 1995. [↑](#footnote-ref-89)
90. Vachon B. (1996), « Mettre le territoire en état de produire : le rôle des facteurs sociaux, culturels et environnementaux dans la démarche de développement local », in Côté Serge, Klein Juan-Luis et Proulx Marc-Urbain (dir.), *Le Québec des régions : vers quel développement ? Tendances et débats en développement régional*, Rimouski, Actes du colloque de la section développement régional de l’ACFAS 1995, GRIDEQ, GRIR, Université du Québec à Rimouski -1996 - pp. 285-301. [↑](#footnote-ref-90)
91. De La Ville V.-I., France, I., (2004) « L’émergence d’un réseau institutionnel local » (pp.160-172) in Voisin Colette, Ben Mahmoud-Jouini Sihem et Edouard Serge (sous la dir.), Les réseaux : Dimensions Stratégiques et Organisationnelles – Paris, Economica, 272p. [↑](#footnote-ref-91)
92. Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick. Barthe (2001), Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique. Seuil, collection « la couleur des idées », 2001, 358p. [↑](#footnote-ref-92)
93. Bouchet Y. (2007) « Un portail territorial, une structure de partage des informations - définition, profils, diffusion et sécurisation de l’information », Revue ISDM 28, http://isdm.univ-tln.fr/, avril 2007, 16p. [↑](#footnote-ref-93)
94. On reprend ici les travaux de l’école de Palo-Alto avec Bateson, Jackson, Watzlawick pour approcher le phénomène territoriale. [↑](#footnote-ref-94)
95. Thierry Oblet, Gouverner la ville : Les voies urbaines de la démocratie moderne, Collection "Le lien social", PUF (2 avril 2005) ,306 p [↑](#footnote-ref-95)
96. Hubert Roux, (2004) Maîtrise de la sécurité industrielle, Rapport du groupe de travail présenté par Hubert Roux, 25p. [↑](#footnote-ref-96)
97. Emile-Pierre Gueneau (2004), La ville citoyenne, Préface de Jean-Jacques Aillagon, Editions L'harmattan, 2004, 253 p. [↑](#footnote-ref-97)
98. Marie-Christine Jaillet (2007), « Conjuguer le bien commun avec l’aspiration à l’autonomie et le refus des contraintes : une lecture de la ville contemporaine », conférence à l’ENS LSH, 15 novembre 2007. [↑](#footnote-ref-98)
99. Bouchet, Y., Bertacchini, Y., (2007) « Acteurs locaux & Intelligence Economique Territoriale : Des modalités d’expression de la territorialité », in : Actes du 6°colloque international ‘Tic et Territoire : quels développements ?’, Université Jean Moulin, Lyon, Revue ISDM http://isdm.univ-tln.fr/, juin 2007. [↑](#footnote-ref-99)
100. Latouche S., (2001), « Le rationnel et le raisonnable » pp 65-92, in, La déraison de la raison économique, Albin Michel, 2001. [↑](#footnote-ref-100)
101. Jean-Louis Le Moigne "Désacraliser la science pour responsabiliser les citoyens" in « Ingénierie des pratiques collectives », AVENIER Marie-José (sous la direction de), L'Harmattan, 2000. [↑](#footnote-ref-101)
102. Kerven, G.-Y., (2005a) « Sur l'émergence d'une nouvelle science d'ingénierie : Les cindyniques, sciences du danger et des activités à risques », Document de l'atelier MCX7. Gestion des activités à risques, mai, 15p. [↑](#footnote-ref-102)
103. Claude Chaline, Jocelyne Dubois-Maury (2002), Les risques urbains, Armand Colin, 2002, 208p. [↑](#footnote-ref-103)
104. Dans l’acception reprise par Gregory Bateson [↑](#footnote-ref-104)
105. Issue des travaux Paul Watzlawick et matérialisés dans l’ouvrage : Watzlawick P., Helmick B. J. et Jackson D. D. (1972), Une logique de communication - Paris - Seuil – 1972 – 265p. [↑](#footnote-ref-105)
106. Jacques Bouyssou, (1997), Théorie générale du risque, Economica, Paris, 146p. [↑](#footnote-ref-106)
107. Nedelcu, M., Hainard, F., (2005) « La traduction des enjeux sécuritaires et écologiques dans les modes de gestion Suisse des zones alluviales », VertigO, La revue en sciences de l'environnement, Vol6 no3, décembre, 10p. [↑](#footnote-ref-107)
108. Dubois-Maury, J., Chaline, C., (2002), Les risques urbains - Paris – Armand Colin – 2002 – 421p [↑](#footnote-ref-108)
109. Kerven, G.-Y., (2005b) « Emergence et histoire des cindyniques, déconstruction de la destruction », Colloque Intelligence de la Complexité, Epistémologie et Pragmatique, Cerisy, 23-30 juin, 16p. [↑](#footnote-ref-109)
110. Michel Ferrary, Yvon Pesqueux (2004) L'organisation en réseau, mythes et réalités, PUF, 294p. [↑](#footnote-ref-110)
111. Texte original du Pr Alain PONS (1981) paru chez Bernard Grasset, « Giambattista Vico, Vie de Giambattista Vico écrite par lui même ; Lettres : La méthode des études de notre temps ; Présentation, traduction et notes par Alain Pons » :http://www.mcxapc.org/docs/conseilscient/0511vico\_pons.pdf [↑](#footnote-ref-111)
112. Bertacchini, Y., Herbaux, P., (2005) « Les TIC, leviers de gouvernance territoriale », Revue ISDM 21, <http://isdm.univ-tln.fr/> , N°251, 13p. [↑](#footnote-ref-112)
113. Cité par Jean-Louis Le Moigne « Le constructivisme », Publié 2001, L'Harmattan. [↑](#footnote-ref-113)
114. Cité dans Paul Valéry, Introduction à la méthode de Léonard de Vinci, 1895 [↑](#footnote-ref-114)
115. Cité par J.L. Le Moigne le 15 février 1999 : <http://www.mcxapc.org/docs/rencontres/aix99/5.htm> [↑](#footnote-ref-115)
116. Latouche S. (2001) « Le rationnel et le raisonnable » in La déraison de la raison économique, Albin Michel, pp65-92. [↑](#footnote-ref-116)
117. Jean-Louis Le Moigne (2007), Editorial de MCX-APC n°38, Sept 2007. [↑](#footnote-ref-117)
118. Conférence donnée avec Eric Boutin, «Vers une représentation de l’état des liens des acteurs locaux», 5e Journées Internationales d’Analyse des Données Textuelles, Ecole Polytechnique Fédérale, Lausanne, mars 2000. [↑](#footnote-ref-118)
119. Conférence donnée : Bouchet, Yannick, Bertacchini, Yann., « Vers la construction d’un système d’information territorial cindynolytique à Pierre Bénite », Colloque ***Risques industriels majeurs***, Université Toulouse3, 6 & 7 décembre 2007. [↑](#footnote-ref-119)
120. Cette entreprise est fermée depuis la fin de l’année 2002. L’histoire du site VMC et celle de la verrerie commencent en 1749 avec l’installation à Givors, par Michel Robichon, d’une verrerie royale. (source PLU Givors : Mars 2005) [↑](#footnote-ref-120)
121. http://www.industrie.gouv.fr/energie/hydro/donnees/vouglan.htm [↑](#footnote-ref-121)
122. Source : Alain Pélosato, responsable des risques à la mairie de Pierre Bénite ainsi que le PPRT du Rhône. [↑](#footnote-ref-122)
123. Complété parfois par un I pour Industriel et un N pour Naturel (PPRI, PPRN) [↑](#footnote-ref-123)
124. Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion [↑](#footnote-ref-124)
125. Dubois-Maury Jocelyne et Chaline Claude (2002), *Les risques urbains* - Paris – Armand Colin – 2002 – 421p [↑](#footnote-ref-125)
126. Monroy Michel (2003), *La société défensive* - Paris - PUF (Presses Universitaire de France) – 2003 – 170p. [↑](#footnote-ref-126)
127. Les villes de Grigny, Givors et Rive de Gier [↑](#footnote-ref-127)
128. Libaert Thierry (2005), *La communication de crise* – Paris, Dunod -118p – 2005 [↑](#footnote-ref-128)
129. Jameux C. (2004), « D’un modèle de référence à une classe de problèmes récurrents en gestion » (pp.45-57) in Voisin C., Ben Mahmoud-Jouini S. et Edouard S. (sous la dir.), *Les réseaux : Dimensions Stratégiques et Organisationnelles* - Paris – Economica – 2004 – 272p. [↑](#footnote-ref-129)
130. Ces données pouvant, par exemple, servir à des simulations d’impact budgétaire d’après crise. [↑](#footnote-ref-130)
131. De La Ville V.-I. et France I. (2004) « L’émergence d’un réseau institutionnel local » (pp.160-172) in Voisin Colette, Ben Mahmoud-Jouini Sihem et Edouard Serge (sous la dir.), *Les réseaux : Dimensions Stratégiques et Organisationnelles* - Paris – Economica – 2004 – 272p. [↑](#footnote-ref-131)
132. Bertacchini,Y., de Ruiter,A., « L'intelligence territoriale : l'eau, un enjeu fédérateur dans l'émergence du pôle "Mer" en région PACA? », Colloque sur les Systèmes d’Information élaborée, SFBA & le colloque Tic et Territoire : quels développements ?, île Rousse 2005. [↑](#footnote-ref-132)
133. CIADT, (2004), « Appel à projets », p. 4 [↑](#footnote-ref-133)
134. <http://www.netprovence.com/tourisme/histoire>, consultée le 12 avril 2005 [↑](#footnote-ref-134)
135. Plan Bleu : [www.planbleu.org](file:///C:\Users\Yann\Desktop\www.planbleu.org) [↑](#footnote-ref-135)
136. L’Assemblée Générale de l’ONU a proclamé la période 2005-2015 décennie internationale d’action, « L’eau, source de vie » par la résolution A/RES/58/217, <http://www.unesco.org/water/water_celebrations/decades/water_for_life_fr.pdf> [↑](#footnote-ref-136)
137. Jean de Florette / Manon des sources – Marcel Pagnol [↑](#footnote-ref-137)
138. Dans ce cadre nous référons à un autre concept des Sciences de l’Information et de la Communication ; la CMO qui est souvent défini par la Communication Médiatée et/ou Médiatisée par Ordinateur [↑](#footnote-ref-138)
139. CIADT, (2004), « Appel à projets », voir citation du début de notre introduction. [↑](#footnote-ref-139)
140. Le projet *« Cybercommunes »* en Bretagne, le programme « Espaces Régionaux Internet Citoyen (ERIC) » en PACA [↑](#footnote-ref-140)
141. Mainate : « Management de l’information appliquée au territoire », initié en 1994. [↑](#footnote-ref-141)
142. Bertacchini Yann., « Sophia Antipolis Ex Ante et Post : De la projection d’une vision territoriale à l’observation de ses représentations virtuelles », Ouvrage collectif, EdiSud, juin 2003. [↑](#footnote-ref-142)
143. Tapscott D, Agnew D, «Quelle gouvernance pour l’économie numérique?», *Problèmes économiques* n°2.675, Economie Internationale, Paris, 2000. [↑](#footnote-ref-143)
144. Bougrain F, «Les enjeux de la proximité institutionnelle lors du processus d’innovation», *Revue d’économie régionale et urbaine* n°4, IERSO, Bordeaux, 1999. [↑](#footnote-ref-144)
145. Porter M E., «Europe's Companies After 1992 :Don't Collaborate, Compete» The Economist, pp. 17-19, June 6, 1990. [↑](#footnote-ref-145)
146. Audretsch D.B,« Globalisation and communication technologies and the Role of Small firms in Innovation, in Feldman M et Massard N., *Institutions and systems in the geography of innovation,* Kluwer Academic Publisher,2001. [↑](#footnote-ref-146)
147. Lussato B, *La théorie de l’empreinte*, Collection Communication et complexité, Essais, p 61, ESF éditeur, Paris, 1991. [↑](#footnote-ref-147)
148. L’implantation de la technopole s’est effectuée dès l’origine sur plusieurs communes. Nous soulignons le fait qu’aujourd’hui avec le développement des TIC, l’équilibre entre les forces centrifuges et centripètes peut être rompu et handicaper, malgré les lois territoriales le développement de Sophia Antipolis. [↑](#footnote-ref-148)
149. Sur une période de quatre mois et par session de 10 jours. [↑](#footnote-ref-149)
150. Poche B, *L'espace fragmenté. Eléments pour une analyse sociologique de la territorialité,* L'Harmattan, Paris, 1996. [↑](#footnote-ref-150)
151. Atlan H., *A tort et à raison*, Seuil, Paris, 1986. [↑](#footnote-ref-151)
152. Bailly & al, Collectif, S*tratégies spatiales  : comprendre et maîtriser l’espace*. GIP reclus, Montpellier, 1995. [↑](#footnote-ref-152)
153. Poche B., déja cité [↑](#footnote-ref-153)
154. Major W.,« Approche systémique du territoire», Colloque de la Systémique, Université de Zurich,1999. [↑](#footnote-ref-154)
155. Schwarz E, Toward a Holistic Cybernetics. From Science Through Epistemology to Being, Cybernetics and Human Knowing, Vol. 4 n° 1, Alborg,1997. [↑](#footnote-ref-155)
156. Prelaz-Droux R, Conception d'un système d'information à référence spatiale pour l'aménagement et la gestion du territoire, Approche systémique et procédure de réalisation, EPFL, Lausanne, Suisse,1995. [↑](#footnote-ref-156)
157. Prelaz-Droux R., (1995) op cité. [↑](#footnote-ref-157)
158. Prelaz-Droux R., (1995) op cité. [↑](#footnote-ref-158)
159. Bertacchini Y, «*How to federate some local resources by developing new link?* », Proceedings of ISA 23 Conference Rio de Janeiro, The Endless Transition, *Sciences Studies*, USA, 2000. [↑](#footnote-ref-159)
160. Cf. dans le présent ouvrage, l’article de Sylvie Bourdin qui montre comment l’utopie Sophipolitaine a pu prendre corps grâce à la coopération de différents réseaux. [↑](#footnote-ref-160)
161. Jodelet D, *Représentations sociales : un domaine en expansion*, in «Les représentations sociales». Sociologie d'aujourd'hui, PUF, Paris, 1997. [↑](#footnote-ref-161)
162. Allintitle : l’expression signifie que sont recherchés les sites qui contiennent l’expression Sophia Antipolis dans leur titre. [↑](#footnote-ref-162)
163. Après retraitement des résultats retournés par le moteur de recherche, nous obtenons 54 sites exploitables. [↑](#footnote-ref-163)
164. Bertacchini Y, *Territoire et Territorialités*. Vers l’intelligence territoriale, -volet 1-, 200 pages, CollectionLes *E.T.I.C (Ecrits des Technologies de l’information et de la Communication,* 2002. [↑](#footnote-ref-164)
165. Major, op cit. [↑](#footnote-ref-165)
166. Kant, E., *Critique de la raison pure*, Traduit de l'allemand par Jules Barni, revue et corrigée par P. Archambault.-Paris, E. Flammarion (1912). 2 Vol In-12°, [8°R. 25527], (Les meilleurs auteurs classiques français et étrangers), Paris, 1912. [↑](#footnote-ref-166)
167. Lévy J, «Les nouveaux espaces de la mobilité» in *Les territoires de la mobilité,* Bonnet M, Desjeux D (sous la direction de), page 170, PUF, 2000. [↑](#footnote-ref-167)
168. Walpole H, *The three Princes of Serendip*, 1754. [↑](#footnote-ref-168)
169. Point d’Accès à l’Internet Citoyen. [↑](#footnote-ref-169)
170. Conférence donnée avec O Ali Bako, G Ali Coudi et le groupe Going, **Colloque sur les Systèmes d’Information élaborée**, SFBA & Tic et Territoire : quels développements ?, île Rousse 2005. [↑](#footnote-ref-170)
171. extrait de internet.mairie, n°15. [↑](#footnote-ref-171)
172. Université du Sud toulon-Var [↑](#footnote-ref-172)
173. Bertacchini Yann., « L’Université au XXIe siècle : entre tradition et métamorphose. Positionnement, mission, actions. », *in*, *Les programmes de formation universitaire*, Actes du Colloque Didactique & Tice IV (sous la dir de Cynthia EID), p.177, Ed : Université Antonine, Beyrouth, Liban, 13-14 mai 2010. [↑](#footnote-ref-173)
174. L’ouvrage polémique de Bourdieu et Passeron rend compte des processus de domination qui sont à l'œuvre dans le domaine de l'éducation, dont la logique interne conduit à la reproduction des conditions sociales. En dépit de leur bonne volonté, les enseignants seraient ainsi les vecteurs d'une ‘*violence symbolique'* qui tendrait implicitement à favoriser les déjà bien nantis. [↑](#footnote-ref-174)
175. Cf : Bertacchini, 2001. [↑](#footnote-ref-175)
176. Dispositifs Socio-Techniques d’Information et de Communication [↑](#footnote-ref-176)
177. Délégué Général au Plan à la date de parution du Rapport Saraswati. [↑](#footnote-ref-177)
178. Coordonateur de la Banque Mondiale pour les questions d’Enseignement Supérieur. [↑](#footnote-ref-178)
179. Conférence donnée lors du colloque VSS’T 2012 avec Maurel, Pierre., Bertacchini., Yann., « Dispositifs d'information et de communication à base spatiale : contributions à l'intelligence territoriale. », Colloque VSS’T, Ajaccio, juin 2012. [↑](#footnote-ref-179)
180. Article 22.-I de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d’orientation pour l’aménagement et le développement du territoire (LOADDT) [↑](#footnote-ref-180)
181. Les intercommunalités institutionnelles sont dotées d’un organe politique, le conseil communautaire, composé d’élus, en particulier les maires, désignés par les conseils municipaux des communes membres. [↑](#footnote-ref-181)
182. Loi Solidarité Renouvellement Urbain de décembre 2000 [↑](#footnote-ref-182)
183. La DIACT (Délégation Interministérielle à l’Aménagement et à la Compétitivité des Territoires) définissait l’ingénierie territoriale comme « *l’ensemble des concepts, outils et dispositifs mis à la disposition des acteurs du territoire pour accompagner la conception, la réalisation et l’évaluation de leurs projets de territoire* » (Landel, 2007). [↑](#footnote-ref-183)
184. Source : site du laboratoire I3M : <http://i3m.univ-tln.fr/Seminaires-DISTIC.html?var_recherche=distic> [↑](#footnote-ref-184)
185. Bertacchini, Yann., «L’environnement et la construction de la réalité : Introduction à l’intelligence territoriale », ***Les Cahiers de la SFSIC***, numéro 2, 1e trimestre 2008. [↑](#footnote-ref-185)
186. Pour faciliter la mise en page du document, nous avons retiré la figure 03 initialement incluse dans notre conférence et intitulée ‘Catégorisation des fonctionnalités des représentations spatiales dans les Distic’. Ces fonctionnalités sont désignées par F. [↑](#footnote-ref-186)
187. Sciences de l’information et de la communication [↑](#footnote-ref-187)
188. Etude réalisée, en 2011 sur un échantillon de 3514 personnes, par l’Institut Français d’Opinion Publique (IFOP) pour les agences de l’eau, l’office national de l’eau et des milieux aquatiques et le ministère du développement durable. La représentativité de l’échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille). Interviews réalisées par téléphone. [↑](#footnote-ref-188)
189. Document téléchargeable sur le site du ministère de l’écologie, du développement durable et de l’énergie à l’adresse : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de,17803.html> (consulté le 01 juin 2012) [↑](#footnote-ref-189)